

The image shows the front cover of an old book. The cover is decorated with a marbled paper pattern, featuring a dark green background with diagonal lines and irregular, vein-like patterns in shades of yellow, orange, and brown. In the center of the cover, there is a rectangular label with a decorative border. The border consists of a repeating pattern of small, stylized floral or scroll motifs. Inside the label, the text "BIBLIOTECA DI ARTIGLIERIA" is printed in a serif, all-caps font. The text is arranged in two lines: "BIBLIOTECA" on the top line and "DI ARTIGLIERIA" on the bottom line. The overall appearance is that of a historical or antique book binding.

BIBLIOTECA DI ARTIGLIERIA



~~10 H 18~~

10. H. 36

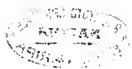


10-H-36.

B. Ger. III
1352

1352

RECHERCHES
SUR LA NATURE ET LES CAUSES
DE LA
RICHESSSE DES NATIONS.



IMPRIMERIE DE HENNUYER ET TURPIN, RUE LEMERCIER, 25.

Dotignolles.

612990

RECHERCHES

SUR LA NATURE ET LES CAUSES

DE LA

RICHESSSE DES NATIONS

PAR ADAM SMITH,

TRADUCTION DU COMTE GERMAIN GARNIER

entièrement revue et corrigée

ET PRÉCÉDÉE D'UNE NOTICE BIOGRAPHIQUE

PAR M. BLANQUI,

Membre de l'Institut ;

AVEC LES COMMENTAIRES

DE BUCHANAN, G. GARNIER, MAC CULLOCH, MALTHUS, J. MILL, RICARDO, SIMONDI ;

AUGMENTÉE

DE NOTES INÉDITES DE JEAN-BAPTISTE SAY,

ET

D'ÉCLAIRCISSEMENTS HISTORIQUES PAR M. BLANQUI



Tome Premier.



PARIS

CHEZ GUILLAUMIN, LIBRAIRE,

ÉDITEUR

Du Dictionnaire du Commerce et des Marchandises, et de la Collection
des principaux économistes.

Galerie de la Bourse, 5, Panoramas.

1843

PRÉFACE

DE CETTE NOUVELLE ÉDITION.

Le grand ouvrage d'Adam Smith est resté le livre classique par excellence en économie politique. C'est par celui-là qu'il faut commencer l'étude de la science, qui peut-être s'y trouve tout entière encore, malgré les nombreux écrits dont les auteurs se vantent de l'avoir renouvelée de fond en comble. Mais la traduction qu'en a publiée M. le comte Garnier au commencement de ce siècle, quoique très-supérieure à celles de Blavet et de Roucher, n'était plus à la hauteur des progrès qu'a faits l'art de traduire dans ces derniers temps. Elle n'était même plus au niveau de la science, dont le vocabulaire s'est enrichi et rectifié tout à la fois, depuis que l'enseignement public a permis d'en discuter les termes et d'en fixer la valeur. Notre célèbre économiste J. B. Say a pris une grande part à cette réforme du langage économique; M. de Sismondi y a beaucoup contribué aussi, et le petit livre de Malthus *sur les définitions* en économie politique a mis en regard les opinions de tous ces maîtres, y compris les siennes. La langue de la science peut donc être considérée aujourd'hui comme fixée, et ses termes comme suffisamment définis; mais ils ne l'étaient pas encore lorsque M. le sénateur Garnier entreprit sa traduction d'Adam Smith.

Il suffit de jeter un regard rapide sur les précédentes éditions pour s'en apercevoir. Le savant traducteur a souvent

donné aux mots un sens que la science leur refuse; quelquefois il a rendu une expression technique par un équivalent vulgaire; plus souvent il a remplacé par de vagues périphrases des locutions énergiques et précises qui eussent imprimé une allure plus vive à son sujet. Nous avons lieu de penser que cette traduction a dû être faite par des personnes étrangères à la science économique, et revue par l'honorable écrivain qui en a assumé la responsabilité. La gravité de ses ouvrages et leur spécialité ne permettent pas de supposer qu'il eût laissé échapper les nombreuses erreurs que nous avons fait disparaître dans son édition d'Adam Smith, s'il eût traduit lui-même ce beau livre. Toutefois, la traduction que nous donnons après lui n'est autre que la sienne, mais revue et corrigée avec un soin minutieux sur le texte anglais de l'édition *princeps* in-4°, et d'après celles de MM. Buchanan et Mac Culloch. Cette traduction a même été revue deux fois : la première, par mon malheureux ami, M. Eugène Buret, qu'une mort prématurée vient de ravir à la science, et la seconde par moi-même après lui : nous avons apporté un soin extrême à la définition des mots *stock*, *currency*, *circulating medium*, *legal tender* et une foule d'autres, d'origine anglaise, qui n'avaient pas encore été nettement traduits dans notre langue, du moins avec le sens économique qui s'y rattache. Aussi j'espère que cette nouvelle édition donnera une idée plus exacte de la manière de l'illustre professeur de Glasgow, et qu'elle contribuera à propager de plus en plus en France l'étude du grand ouvrage que nous reproduisons. Plus on approfondit l'économie politique, plus on reconnaît la supériorité du rare génie qui en a jeté les fondements en Europe. Nous avons joint pour la première fois aux *Recherches sur la nature et les causes de la Richesse des nations*, les notes des principaux commentateurs qui en ont développé ou contesté les principes, notamment celles de M. Buchanan, de M. Mac

Culloch, de Malthus, de Ricardo, de M. de Sismondi, de Jeremy Bentham. M. Horace Say a bien voulu nous communiquer quelques notes inédites que son illustre père avait rédigées sur le livre de Smith ; enfin nous avons cru devoir ajouter nous-mêmes quelques éclaircissements historiques, quand les commentateurs nous ont manqué, pour lier la chaîne des temps et pour continuer jusqu'à nos jours la partie historique sur laquelle reposent les raisonnements de l'auteur. La nouvelle édition d'Adam Smith est une véritable édition *cum notis variorum* ; non pas que tout ce que les commentateurs ont écrit à propos d'Adam Smith y figure en entier, le commentaire eût été plus long que le livre ; mais rien d'essentiel n'y est omis, et nous avons fait dans M. Mac Culloch même un choix discret et sévère. Les amis de la science nous sauront quelque gré, nous l'espérons du moins, d'avoir reproduit avec plus d'étendue les notes remarquables dont Buchanan a enrichi son édition de Smith, devenue si rare en Angleterre, que l'unique exemplaire existant à Paris a coûté 200 francs à la bibliothèque de l'Institut. Cette seule addition au texte des *Recherches* suffirait pour donner un intérêt particulier à l'édition que nous publions ; mais plusieurs lecteurs attacheront plus de prix encore aux notes historiques, telles que celles qui concernent la banque d'Angleterre et la Compagnie des Indes, dont la situation est exposée depuis 1776 jusqu'à nos jours.

Au moyen de ces commentaires nombreux et variés, quelquefois plus curieux et plus instructifs que le texte, la lecture d'Adam Smith est devenue indispensable à tous les hommes qui s'occupent en France d'économie sociale, et le nombre s'en accroît tous les jours. Il nous a paru également que ce serait élever au grand économiste un monument digne de lui que d'entourer son ouvrage du cortège des écrivains les plus dignes de figurer à sa suite. Appelé depuis dix années à l'honneur de

succéder à J. B. Say dans la chaire du Conservatoire des arts et métiers, j'ai reconnu par la pratique de l'enseignement et aux difficultés qu'éprouvent les personnes qui commencent l'étude de l'économie politique, combien il serait utile pour elles d'avoir un guide sûr à consulter. La nouvelle édition d'Adam Smith leur sera d'un secours infini. Je n'ai pas cru devoir en détacher les notes de Garnier ; mais au lieu de les rejeter à la fin des volumes, je les ai fait figurer par longs extraits en regard des passages auxquels elles se rapportent. Rien ne manquera donc à cet ensemble de doctrines, que les progrès de l'art typographique nous ont permis de réunir en deux volumes, et qui seront toujours le point de départ des études économiques en Europe. La traduction de Garnier était précédée d'une préface dans laquelle l'économiste français a cru devoir envisager à sa manière les théories de Smith, auxquelles il compare celles des économistes qui l'ont précédé. Quoique cette préface renferme beaucoup de propositions très-susceptibles d'être contestées selon nous, nous l'avons laissée subsister. Les nombreuses notes des divers commentateurs, éparses dans le texte, suffiront pour rétablir les vrais principes.

Paris, 18 novembre 1842.

BLANQUI.

NOTICE

SUR

LA VIE ET LES TRAVAUX D'ADAM SMITH.

L'histoire du philosophe célèbre auquel la science de l'économie politique doit ses bases fondamentales est tout entière dans ses ouvrages. Sa vie si simple et si bien remplie n'aurait laissé aucune trace, si la chose eût dépendu de lui-même; car sa modestie égalait son savoir, nous pouvons dire son génie. On ne connaît presque rien de son enfance, si ce n'est qu'elle fut très-délicate et un moment orageuse. Il fut enlevé à l'âge de trois ans par une bande de chaudronniers ambulants, espèce de bohémiens sur lesquels on ne put le reprendre que dans les bois. C'est un village du comté de Fife, en Écosse, Kirkcaldy, qui a eu l'honneur de donner au monde ce grand économiste : il y naquit le 5 juin 1723, quelques mois après la mort de son père, qui exerçait les fonctions de contrôleur de la douane. Le jeune Adam Smith reçut à l'école de sa ville natale les premiers éléments de son instruction par les soins d'un maître habile, M. David Miller, et il se distingua de bonne heure, comme toutes les natures d'élite, par un grand amour du travail, par des lectures assidues, par la solidité remarquable de sa mémoire. La faiblesse de sa constitution ne lui permettait pas de partager les jeux des enfants de son âge; aussi vivait-il à l'écart, aimé d'eux néanmoins à cause de la douceur de son caractère, mais pensif et distrait, quelquefois parlant seul et tout haut, ainsi qu'il lui arriva souvent pendant le reste de sa vie. A l'âge de quatorze ans, il quitta l'école de Kirkcaldy pour entrer à l'université de Glasgow, et il y demeura trois années sans que l'on ait jamais su quels furent, dans cette courte période de sa jeunesse, ses travaux de prédilection. C'est seulement à partir de l'année 1740, lors de son entrée au collège de Balliol,

à Oxford, que l'on trouve le futur économiste tout entier occupé des mathématiques et de ce que les Anglais appellent *la philosophie naturelle*, qu'il abandonna bientôt pour se livrer à l'étude des sciences morales et politiques.

Il paraît que sa famille le destinait à la carrière ecclésiastique; mais soit qu'Adam Smith ne se sentît aucune vocation pour cet état, soit que ses premières lectures philosophiques l'en eussent détourné, il s'adonna avec ardeur à la littérature contemporaine, où régnaient souverainement alors les doctrines de la philosophie raillense et sceptique dont Voltaire était l'apôtre en France, et Hume en Angleterre. Adam Smith fut plus d'une fois réprimandé par l'orthodoxie de ses supérieurs universitaires, pour avoir dérivé vers ces bords dangereux; mais au bout de sept ans de séjour à Oxford, il était devenu un libre penseur, et sa philosophie s'était affranchie de la routine des écoles, y compris celle du docteur Hutcheson, célèbre professeur à l'université de Glasgow, qui avait été son premier maître. On croit que c'est de cette époque que datent ses sympathies pour l'historien économiste Hume, avec lequel il se lia plus tard d'une amitié vive et sincère, qui ne finit qu'avec leur vie. Adam Smith employait ses moments de loisir à l'étude des langues vivantes, principalement de la nôtre, et cette connaissance ne contribua pas peu, par la suite, aux relations qu'il entretenit avec les *économistes* et les *encyclopédistes* du dix-huitième siècle. Ses biographes n'ont pas assez fait remarquer cette circonstance importante, qui exerça une immense influence sur son génie, et à laquelle nous devons peut-être la tendance philosophique et réformatrice de ses ouvrages. C'est ainsi que peu d'années après, M. Huskisson, le plus illustre de ses élèves, puisait, dans un premier voyage à Paris, le germe des réformes économiques dont il a eu l'honneur de doter son pays.

Après une résidence de sept ans à Oxford, Adam Smith revint en Écosse auprès de sa mère, et s'établit, en 1748, à Édimbourg, où ses leçons de belles-lettres attirèrent un grand nombre d'auditeurs. On en trouve quelques traces dans la rhétorique de Blair, qui lui fit plusieurs emprunts sans les avouer, mais qui en a reconnu assez d'autres, pour donner une idée suffi-

sante de la manière simple et sévère de l'économiste écossais. Le succès de ce cours fut tel, qu'Adam Smith ne tarda point à être appelé à Glasgow pour y occuper la chaire de logique, en 1751, et un an après, celle de philosophie morale, illustrée par le professeur Hutcheson. Son enseignement dura treize ans; l'empressement des auditeurs fut encore plus considérable qu'à Édimbourg : il en vint de toutes les parties de l'Angleterre et de l'Écosse ; on ne s'entretenait plus que des sujets traités par le nouveau professeur, qui suivit une marche tout à fait différente de celle de ses devanciers, et qui les fit bientôt oublier, si nous en croyons le témoignage des contemporains. Ce n'est pas qu'Adam Smith fût un homme éloquent et capable d'exciter au sein d'un auditoire ces émotions puissantes qui produisent l'enthousiasme : sa diction lente et vulgaire n'avait que le mérite de la clarté. Mais cette clarté était si abondante, les développements que le professeur donnait à ses propositions étaient si riches de faits, si pleins de vues fines et ingénieuses, qu'on se laissait aller au plaisir de l'entendre, comme s'il eût été inspiré. C'est dans la chaire de l'université de Glasgow qu'Adam Smith a jeté les fondements de sa glorieuse renommée ; c'est au service de cette université qu'il a amassé les matériaux de ses deux grands ouvrages : la *Théorie des sentiments moraux* et les *Recherches sur la Richesse des Nations*.

Son cours de philosophie morale, bien que divisé en quatre parties, ne reposait que sur deux bases principales, l'une tout entière de l'ordre métaphysique, et l'autre de l'ordre économique. Aussi sa théologie dégénéra bientôt, si c'est dégénérer, en un cours de morale pratique ; et ses dissertations sur les causes de la prospérité des États se transformèrent sans effort en un traité d'économie politique, qui est devenu le point de départ de tous les autres. Une telle alliance, nouvelle dans les annales de la science des richesses, devait nécessairement assurer à Adam Smith, indépendamment des découvertes opérées par son génie, une supériorité incontestable sur ses prédécesseurs. Ainsi placé aux confins du monde moral et du monde matériel, au point où ces deux grands sujets d'étude se touchent, le philosophe écossais eut de véritables éclairs de révélation,

plus brillants toutefois dans les régions de l'industrie que dans les profondeurs de la métaphysique. Toute sa philosophie, développée dans la *Théorie des sentiments moraux*, repose sur l'observation des sentiments qui découlent de la sympathie et de l'antipathie, en vertu desquelles nous compassons à certaines peines et nous nous associons à certains plaisirs, comme nous éprouvons de la répulsion pour certaines personnes et pour certaines choses. Selon l'auteur, les actions d'autrui seraient toujours le premier objet de nos perceptions morales. Les jugements que nous portons sur la moralité de notre propre conduite ne sont que des applications des jugements portés précédemment sur la conduite de nos semblables. Adam Smith suppose que nous ne pouvons pas nous empêcher de nous mettre à la place d'autrui, pour juger de ce que nous ferions ou de ce que nous faisons nous-mêmes dans des circonstances pareilles. Notre approbation morale est la conséquence de notre sympathie : mais cette sympathie, sur quoi repose-t-elle ? sur la sensibilité, qui est une affaire de tempérament, très-diverse chez les hommes et grandement sujette à l'erreur. Aussi le philosophe écossais est-il obligé de recourir au tribunal de la conscience pour rectifier les écarts ou les lenteurs de l'émotion sympathique, indispensable à consulter, selon lui, dans l'appréciation morale des actions humaines. La raison, cette puissance abstraite et jusqu'à ce jour mal définie, lui semble seule capable de préciser les règles générales qui sont l'expression exacte des décisions de la sympathie. Toutefois, Adam Smith ne saurait admettre que la raison soit la source unique de nos premières notions du juste et de l'injuste. Il se rejette, en désespoir de cause, dans l'utopie d'une bienveillance universelle qui relierait toutes les nations entre elles pour leur bonheur commun, et qui donnerait à la morale une base éternelle et incontestée.

Il faut laisser aux philosophes le soin de prononcer sur ces questions aussi anciennes que le monde, et qui seront encore longtemps débattues. Adam Smith leur a payé tribut, comme tous les grands esprits qui ont régné dans le domaine de la pensée, mais il ne les a point résolues. Il les poursuit une à une

dans l'histoire, dans les arts, dans les lettres, avec une sagacité merveilleuse et la loupe à la main. Il les analyse avec patience, les tourne et les retourne en tous sens, et se perd quelquefois avec elles dans un dédale de digressions. On ne peut s'empêcher d'admirer, néanmoins, l'honnêteté de ses maximes, la richesse de ses observations et le choix heureux de ses exemples. Sa *Théorie des sentiments moraux*, incomplète à beaucoup d'égards, comme tous les systèmes philosophiques, produisit une grande sensation lorsqu'elle parut pour la première fois en 1759¹. Jusqu'alors Adam Smith ne s'était pas fait connaître comme écrivain, et il n'existait de lui que deux articles insérés dans une revue éphémère qui cessa de paraître après la publication du second numéro. L'un de ces articles, consacré à la critique du grand Dictionnaire de Johnson, avait été remarqué par sa facture pleine de délicatesse et par des nuances très-heureusement saisies. La *Théorie des sentiments moraux*, bientôt suivie d'une *Dissertation sur l'origine des langues*, plaça le philosophe de Glasgow à un très-haut degré dans l'opinion. On put dès lors juger de ses leçons avec plus de sûreté qu'on ne l'avait encore fait dans les amphithéâtres, et cette épreuve difficile tourna entièrement à son honneur. Adam Smith était revenu depuis près de quatre ans à Glasgow, lorsqu'on lui proposa d'accompagner le jeune duc de Buccleugh dans un voyage sur le continent, vers la fin de 1763. Dans ce premier voyage,

¹ Voici dans quels termes plaisants son ami Hume lui rendait compte du succès de la *Théorie des sentiments moraux* : « Mon cher monsieur Smith, disposez votre âme à la tranquillité ; montrez-vous philosophe pratique comme vous l'êtes par état ; pensez à la légèreté, à la témérité des jugements ordinaires des hommes, et souvenez-vous que Phocion soupçonnait toujours qu'il avait dit quelque sottise quand il se voyait accueilli par les applaudissements de la multitude. Supposant donc que, par ces réflexions, vous êtes préparé à tout, j'en viens enfin à vous annoncer que votre livre a éprouvé le plus fâcheux revers, car le public semble disposé à l'applaudir avec excès. Il était attendu par les sots avec impatience, et la tourbe des gens de lettres commence déjà à chanter très-haut ses louanges. Trois évêques passèrent hier à la boutique du libraire pour l'acheter et pour s'informer de l'auteur. Charles Townsend, qui passe pour le premier juge d'Angleterre, est si épris de cet ouvrage, qu'il a dit à Oswald qu'il voudrait confier à l'auteur l'éducation du duc de Buccleugh, et qu'il saurait mettre à ses soins un prix capable de le déterminer. » (*Lettre du 12 avril 1759.*)

il ne fit que traverser la France pour aller résider à Toulouse avec son élève, pendant plus d'une année. Smith mit à profit cette excursion en observant avec l'exactitude scrupuleuse qui caractérise ses ouvrages, tout ce qui méritait, dans un pays comme le nôtre, l'attention d'un homme tel que lui. On retrouve, dans le cours de son livre, la trace des impressions profondes que ce premier séjour avait laissées dans son esprit. Le profit qu'il retira de sa courte visite à Genève ne fut pas moins utile à ses études, qui avaient déjà un caractère de solidité pratique, même dans leur première spécialité, exclusivement philosophique et métaphysique.

Mais c'est surtout à l'époque de son second voyage à Paris, en 1765, que les idées de l'illustre Écossais se fixèrent d'une manière définitive sur la science économique, dont il devait être le plus habile réformateur. Une recommandation de son ami Hume le mit en relations suivies avec les auteurs de l'*Encyclopédie* et avec les principaux chefs de l'école *physiocrate*. Adam Smith se fut bientôt lié avec eux, nommément avec Turgot et Quesnay, et leurs doctes entretiens ne tardèrent point à l'initier aux études qui faisaient l'objet de leurs méditations. Smith apportait sans doute avec lui des connaissances profondes et des doctrines nouvelles en économie politique; mais il est impossible de douter que ses rapports avec les encyclopédistes et les économistes français n'aient exercé une influence décisive sur son esprit ¹. Il a déclaré lui-même que son intention avait été de dédier à Quesnay son grand ouvrage sur la richesse des nations, si le célèbre docteur ne fût pas mort avant

¹ L'abbé Morellet s'exprime ainsi sur Adam Smith, dans ses Mémoires : « J'avais connu Smith dans un voyage qu'il avait fait en France vers 1762 : il parlait fort mal notre langue ; mais sa *Théorie des sentiments moraux*, publiée en 1759, m'avait donné une grande idée de sa sagacité et de sa profondeur. Et véritablement, je le regarde encore aujourd'hui comme un des hommes qui a fait les observations et les analyses les plus complètes dans toutes les questions qu'il a traitées. M. Turgot qui aimait, ainsi que moi, la métaphysique, estimait beaucoup son talent. Nous le vîmes plusieurs fois ; il fut présenté chez Helvétius : nous parlâmes théorie commerciale, banque, crédit public, et de plusieurs points du grand ouvrage qu'il méditait. Il me fit présent d'un joli portefeuille anglais de poche, dont je me suis servi vingt ans. »

cette publication mémorable. Il est facile, en effet, de reconnaître l'empreinte de l'école *économiste* dans les œuvres de Smith, quoique ses doctrines diffèrent en plusieurs points de celles de Quesnay¹. Mais Quesnay a eu la priorité d'un système, quel qu'il fût, et nous ne craignons pas de dire que ses erreurs même ont été utiles aux progrès de la science, en appelant sur les questions sociales l'attention et parfois l'enthousiasme de son siècle. Adam Smith a évidemment emprunté à cette école ses arguments les plus éloquentes en faveur de la liberté du commerce et de l'industrie; il n'a inventé contre elle que sa théorie de la puissance du travail, qui a renversé l'hypothèse spécieuse de Quesnay sur la prédominance de la propriété territoriale.

Cette influence incontestable des encyclopédistes et des économistes français ne se révéla point aux yeux des contemporains d'Adam Smith, à l'apparition de ses *Recherches sur les causes de la Richesse des Nations*. Avant de publier cet immortel ouvrage, l'auteur s'était comme retiré en lui-même, au sein d'une profonde solitude où il vécut dix années en butte aux plaintes et même aux sarcasmes de ses amis. Hume lui écrivait pendant cette retraite opiniâtre, à la date de 1772 : « Je n'accepterai point l'excuse de votre santé, que je n'envisage que comme un subterfuge inventé par l'indolence et l'amour de la solitude. En vérité, si vous continuez d'écouter tous ces petits maux, vous finirez par rompre entièrement avec la société, au grand détriment des deux parties intéressées. » Déjà en 1769, Hume avait essayé de vaincre la résistance de Smith, sans être plus heureux : « Je veux savoir ce que vous avez fait, lui disait-il, et j'ai dessein d'exiger de vous un compte rigoureux de l'emploi de votre temps dans votre retraite. » Pendant ce temps, Adam Smith, inébranlable, vivait modestement à Kirkcaldy auprès de sa mère et de quelques amis d'enfance, et il travaillait sans relâche au monument qui devait immortaliser

¹ Smith a déclaré plusieurs fois que « le système d'économie politique de Quesnay, avec toutes ses imperfections, était l'opinion la plus voisine de la vérité qui eût encore été publiée sur les principes de cette importante science. »

ser sa mémoire. Lorsqu'enfin il fit paraître son livre (c'était au commencement de 1776), Hume, que nous avons plaisir à citer comme l'expression la plus avancée des économistes de l'époque, lui écrivit, sous la date du 1^{er} avril de la même année, ces lignes remarquables : « Courage, mon cher monsieur
 « Smith : votre ouvrage m'a fait le plus grand plaisir, et en le
 « lisant, je suis sorti d'un état d'anxiété pénible. Cet ouvrage
 « tenait si fort en suspens et vous-même, et vos amis, et le pu-
 « blic, que je tremblais de le voir paraître; mais enfin je suis
 « soulagé. Ce n'est pas qu'en songeant combien cette lecture
 « exige d'attention et combien peu le public est disposé à en
 « accorder, je ne doive encore douter quelque temps du pre-
 « mier souffle de la faveur populaire. Mais on y trouve de la
 « profondeur, de la solidité, des vues fines et ingénieuses, une
 « multitude de faits curieux; de tels mérites doivent tôt ou tard
 « fixer l'opinion publique. » Hume terminait cette lettre en annonçant à Smith qu'il lui contesterait quelques-uns de ses principes; et certes, au moment où il écrivait, lui seul peut-être, en Europe, était en état de lutter contre un si formidable joueur.

A l'apparition des *Recherches sur les causes de la Richesse des Nations*, la France était sous le charme de l'école *physiocrate*, et quoique le chef de la secte, Quesnay, fût déjà mort, ses successeurs, plus clairs et plus complets qu'il ne l'avait été lui-même, propageaient ses doctrines avec une ardeur religieuse. Mercier de La Rivière, le marquis de Mirabeau, Dupont de Nemours, et vingt autres appartenaient à cette église libérale, qui trouva bientôt dans Turgot un ministre assez puissant pour faire exécuter ses commandements. Aussi le livre d'Adam Smith n'eut-il qu'un retentissement très-borné en France. Tout le monde vivait sous l'empire de la *Formule universelle*, développée en plusieurs volumes par l'*Ami des hommes*. Des milliers de livres avaient paru pour attaquer avec une égale ardeur ces dogmes mystérieux du *produit net*, en vertu desquels l'école *économiste* classait les producteurs suivant de nouvelles méthodes, et plaçait au premier rang d'entre eux les propriétaires fonciers. Adam Smith renversa d'un trait de plume cet

ingénieux échafaudage, en rendant au travail les prérogatives éternelles qui lui appartiennent dans l'intérêt des sociétés. C'est là son plus beau titre de gloire, et quoique les *Traitéés politiques* de Hume, qui avaient paru en 1752, aient dû lui suggérer quelques-unes de ses idées sur ces hautes questions, il n'y eut qu'un cri d'admiration, en Angleterre, à l'apparition des *Recherches sur les causes de la Richesse*, comme si nul autre livre important n'eût été publié avant celui-là¹.

Deux ans après cette publication, Adam Smith fut nommé commissaire des douanes en Écosse, par l'influence du duc de Buccleugh, son ancien élève; mais cette position, qui assurait le repos de ses vieux jours, a été fatale à la science, en condamnant le philosophe de Glasgow à des travaux d'un ordre inférieur, qui ont absorbé le reste de sa vie. En effet, depuis le moment de son installation à Édimbourg en qualité de commissaire des douanes, en 1778, jusqu'en 1790, époque de sa mort, l'illustre économiste se borna au rôle d'éditeur de ses ouvrages. L'université de Glasgow, justement fière des succès du professeur qui lui avait appartenu, lui décerna, en 1787, le titre de recteur, flatteuse distinction à laquelle il se montra très-sensible². Trois années auparavant, Adam Smith avait perdu sa mère et une parente à laquelle il paraissait attaché par les liens les plus tendres. Cette fâcheuse circonstance aggrava chez lui les infirmités de l'âge qui s'étaient fait sentir de bonne heure, malgré la régularité de ses habitudes, et sa mort arriva comme

¹ La première édition des *Recherches* a paru en 1776, en deux volumes in-4°. L'auteur a fait quelques transpositions et quelques changements dans la seconde, qui est devenue le point de départ de toutes les autres, sauf quelques corrections de peu d'importance à la quatrième édition, publiée en 1784.

² « Aucune place, dit-il, ne pouvait me causer une satisfaction plus réelle. Nul homme ne peut avoir plus d'obligations à une société que je n'en ai à l'université de Glasgow. C'est elle qui m'a élevé et m'a envoyé à Oxford. Peu après mon retour en Écosse, elle m'élut au nombre de ses membres. Lorsque je repasse cette période de treize années, pendant lesquelles j'ai été membre de cette société, je l'envisage comme la plus heureuse époque de ma vie; et maintenant, après vingt-trois ans d'absence, me voir rappelé au souvenir de mes amis d'une manière si agréable, c'est un sentiment qui pénètre mon cœur d'une joie pure et que je ne saurais exprimer. »

s'était écoulée sa vie, sans altérer en rien la sérénité de son âme. Chacun sait que, sentant sa fin approcher, il fit brûler par ses amis une foule de manuscrits qu'il jugeait indignes de lui survivre, et ses volontés à ce sujet furent religieusement exécutées. Il existe une lettre écrite par lui à David Hume, en avril 1773, dans laquelle se manifestait déjà la ferme résolution de se montrer sévère au point d'envelopper dans une même réprobation tous ses travaux inédits, à l'exception d'une *Histoire des systèmes astronomiques* jusqu'au temps de Descartes.

Ainsi mourut cet illustre fondateur de l'économie politique, après une carrière paisible et honorée, mais dépourvue de l'éclat qui devait bientôt s'attacher à son nom. On n'apprit qu'après sa mort une foule de bonnes actions qu'il avait cachées et de services généreux qu'il avait rendus. Sa vie avait été si simple et si retirée, qu'on en connaît à peine les principaux événements; on sait seulement qu'il était d'un commerce agréable, d'un caractère timide et distrait, et d'une indépendance philosophique à la hauteur de son génie. A l'université d'Oxford, il fut un étudiant sceptique et hardi; dans sa chaire, à Glasgow, il se montra professeur consciencieux, original, clair et profond tout à la fois. Quoiqu'il improvisât ses leçons avec lenteur et sans élégance, on l'écoutait avec avidité; on discutait avec chaleur les sujets qu'il avait traités et sur lesquels il savait répandre un intérêt inexprimable. Son style reproduit assez fidèlement ce que ses contemporains ont dit de ses leçons. Il est toujours grave, simple et lucide, mais souvent assez lourd, prolixe et traînant. Adam Smith ne s'est servi de la langue que comme d'un instrument. Préoccupé du fond plutôt que de la forme, il semble dédaigner de descendre aux artifices de langage, trop souvent nécessaires pour fixer l'attention d'un nombreux auditoire et celle des lecteurs. Cependant, le feu sacré de l'éloquence brille par moments dans plusieurs de ses pages, lorsque, entraîné par l'importance du sujet et quelquefois ébloui par les vives clartés de son génie, il promène un regard ferme et tranquille sur les phénomènes économiques de l'existence des sociétés. Sa véritable gloire est d'en avoir découvert un grand nombre, et d'avoir analysé les plus essentiels d'une manière

admirable. On soupçonnait à peine, avant lui, les lois qui président au développement social des peuples; on n'avait qu'une connaissance imparfaite et empirique des éléments de leur prospérité. La richesse s'ignorait elle-même, comme la pauvreté. Les bons gouvernements agissaient au hasard, guidés seulement par l'honnêteté de leurs intentions, qui ne les empêchait pas toujours de faire fausse route. La science des finances et celle du commerce, les procédés économiques de l'industrie, les bases fondamentales du développement agricole, n'étaient qu'ébauchés avant lui. Adam Smith a expliqué le premier comment la vie circulait dans ces grands corps, qu'on appelle des nations; il a exposé les causes de leur élévation et de leur décadence avec une supériorité inconnue aux plus habiles historiens.

Sa véritable renommée repose tout entière sur le traité d'économie politique qu'il a modestement intitulé *Recherches sur la nature et les causes de la Richesse des Nations*. Il est très-probable, malgré le soin extrême qu'il mit à la rédaction de cet ouvrage, qu'Adam Smith n'en soupçonna jamais toute la portée. Il affectionnait de préférence ses œuvres philosophiques, et il était loin de prévoir qu'un jour ses travaux économiques deviendraient le point de départ d'une ère nouvelle dans le gouvernement des sociétés. Comme il avait publié avant sa mort cinq éditions de sa *Théorie des sentiments moraux*¹, et seulement quatre éditions des *Recherches*, il dut croire que ses contemporains faisaient plus de cas de sa philosophie que de son économie politique. Et pourtant, quelle différence dans la destinée de ces deux livres! Personne ne songe plus à l'un, et la politique de l'avenir repose sur l'autre. La seule réhabilitation du travail suffirait à la gloire de Smith; mais il en a signalé les avantages et analysé les procédés avec une telle supériorité de

¹ Voyez, pour de plus amples détails, le *Précis sur la vie et les écrits d'Adam Smith*, par M. Dugald Stewart, traduction de Prévost de Genève. Cette édition comprend les *Essais philosophiques*, dont M. Cousin a fait l'exposition et la critique dans ses leçons à la Faculté des lettres de Paris. M. Mac Culloch a publié une notice biographique sur Adam Smith, en tête de l'édition qu'il a donnée de ses *Recherches*.

vues, que ses théories peuvent être considérées comme de magnifiques découvertes. C'est lui qui a le premier démontré la nécessité d'une alliance perpétuelle entre le capital et le travail, trop souvent divisés. Les économistes les plus hardis de l'époque actuelle n'ont rien écrit de plus énergique que le tableau qu'il a tracé des coalitions d'ouvriers et de maîtres, ni rien de plus éloquent que ses irrésistibles manifestes en faveur de la liberté de l'industrie. C'est à lui que nous devons toutes les libertés dont on abuse tant aujourd'hui, et que des novateurs rétrogrades voudraient proscrire, pour s'épargner l'embarras de les organiser. Nul n'a porté des regards plus sûrs et plus profonds sur les éléments du crédit. Son chapitre des Banques est resté un modèle inimitable de clarté, de logique et de prudence. Adam Smith a tracé d'une main ferme la limite qu'elles ne devaient pas franchir; et quiconque, depuis, peuple ou roi, a osé s'écarter de ses sages prescriptions, et *se suspendre aux ailes d'Icare*, pour nous servir de l'expression de l'auteur, est tombé dans l'abîme.

On éprouve, en étudiant ce bel ouvrage, un sentiment particulier de satisfaction qui est dû à la rectitude des idées et à l'enchaînement rigoureux des déductions. Une fois le sujet *lancé*, si j'ose dire, Adam Smith ne lui laisse ni paix ni trêve : il l'examine sous toutes ses faces, l'appuie de mille exemples, le vivifie de mille comparaisons, et l'inonde, en un mot, de lumière. Ses voyages lui fournissent des observations de tout genre qu'il distribue avec un art merveilleux, et sa philosophie l'aide à en tirer le meilleur parti. Son indépendance ne recule devant aucune conséquence, dès qu'il s'agit des intérêts de la vérité. Quelquefois même, ces intérêts lui inspirent des accents d'indignation qui feraient honneur aux écrivains les plus avancés de nos jours. L'esprit de monopole, source de tant de guerres et de crimes, lui était surtout antipathique.

« Le commerce, dit-il, qui, pour les nations comme pour les
 « individus, devrait être un lien d'union et d'amitié, est devenu
 « la source la plus féconde des animosités et de la discorde.
 « L'ambition capricieuse des rois et des ministres n'a pas été
 « plus fatale au repos de l'Europe, que l'impertinente jalousie

« des commerçants et des manufacturiers. La violence et l'in-
 « justice de ceux qui gouvernent le monde sont un mal qui date
 « de loin, et contre lequel la nature des affaires humaines laisse
 « peu espérer de remède assuré. Mais la basse rapacité, le génie
 « monopoleur des négociants et des manufacturiers, qui ne
 « sont ni ne doivent être les maîtres du monde, sont des vices,
 « incorrigibles peut-être, mais qu'on peut très-aisément em-
 « pêcher de troubler le repos de tout autre que de ceux qui s'y
 « livrent. »

L'expérience n'a infirmé jusqu'à ce jour qu'une seule des doctrines d'Adam Smith, je veux parler de celle qui attribue à la liberté absolue de l'industrie le soin de suffire à toutes les nécessités sociales, et la possibilité de réaliser toutes les sortes de progrès. Ce grand économiste avait dit quelque part : « Pour
 « élever un État du dernier degré de barbarie au plus haut de-
 « gré d'opulence, il ne faut que trois choses : la paix, des taxes
 « modérées et une administration tolérable de la justice. *Tout le*
 « *reste est amené par le cours naturel des choses.* » Nous avons
 vu, depuis, le cours naturel des choses produire des effets désastreux et créer l'anarchie dans la production, la guerre pour les débouchés, et la piraterie dans la concurrence. La division du travail et le perfectionnement des machines, qui devaient réaliser pour la grande famille ouvrière du genre humain la conquête de quelques loisirs au profit de sa dignité, n'ont engendré, sur plusieurs points, que l'abrutissement et la misère ! Quand Smith écrivait, la liberté n'était pas encore venue avec ses embarras et ses abus. Le professeur de Glasgow n'en prévoyait que les douceurs. Il croyait le printemps perpétuel sur cette terre inconnue qu'il allait découvrir. C'est à ses successeurs que devaient échoir les rigueurs de l'hiver, et Smith aurait sans doute écrit comme M. de Sismondi, s'il eût été témoin du triste état de l'Irlande et des districts manufacturiers de l'Angleterre au temps où nous vivons. Nous avons appris en Europe, par une dure expérience, que les gouvernements étaient bons à quelque chose, et que la liberté mal cultivée donnait, comme tous les arbres sauvages, des fruits souvent très-amers. L'horizon industriel était bien étroit, quand Adam

Smith pouvait le percer d'outre en outre, en allant de Glasgow à Toulouse. Les États-Unis n'avaient alors que quinze cent mille habitants, au lieu de vingt millions, et la Compagnie des Indes ne menaçait pas, comme aujourd'hui, les remparts de Pékin. Smith se plaignait beaucoup des douanes de provinces et des petites entraves de son temps. Qu'aurait-il dit en présence du blocus continental?

Tous les éléments de la richesse, sauf la terre, ont donc éprouvé de grandes modifications depuis la publication du livre de Smith. L'Europe d'aujourd'hui n'a presque plus rien de commun avec l'Europe de son temps. En 1776, l'industrie du coton, la filature mécanique, la machine à vapeur, les chemins de fer, n'existaient réellement point. Nous avons porté, en France, le dernier coup à tous les préjugés de caste et à la propriété féodale. L'Amérique du Sud est émancipée, convulsivement sans doute et stérilement jusqu'à présent; mais le voile qui couvrait ce vaste continent est tout entier levé. Nos bateaux à vapeur ont repris la vieille route de l'Inde abandonnée depuis la grande querelle des Vénitiens et des Portugais. Que dis-je? Venise elle-même n'est plus, la Grèce est affranchie, l'Égypte se réveille; tout est changé depuis l'œuvre de Smith, et néanmoins cette œuvre demeure immortelle. Elle peut se résumer en deux mots : la paix et le travail. C'est par ce double chemin que l'humanité a pris son essor que rien n'arrêtera désormais. La gloire de Smith est de l'avoir tracé, d'en avoir démontré la supériorité sur tous les autres. C'est sur la nature aujourd'hui, grâce à lui, que les grands peuples aiment à faire des conquêtes. C'est l'esprit de son livre qui a prévalu aux États-Unis et qui a couvert ce pays de villes, de canaux et de défrichements. C'est l'oubli de ses préceptes qui l'infeste à présent de banqueroutes et de sinistres. Sur quelque point du globe que l'on tourne les yeux, la fortune sourit aux nations qui se montrent fidèles à la sagesse économique; la misère désole les contrées où cette sagesse est méconnue. Adam Smith a eu l'honneur insigne d'être le plus habile interprète de cette sagesse collective, œuvre du temps et du génie, qu'on appelle la science économique. Quelques progrès que la science fasse à l'avenir, le philosophe de

Glasgow en sera toujours considéré comme le fondateur, et son livre sera toujours lu avec fruit, même quand il en aura paru de meilleurs.

Nous ne relèverons point ici les défauts très-connus du sien : il manque de méthode, d'ordre et de composition. La lecture en est difficile et fatigante au premier abord ; mais il ne faut pas s'arrêter aux aspérités qu'on y trouve, et bientôt la solidité de l'édifice, ses vastes dépendances, ses admirables compartiments apparaitront à la vue du lecteur. Smith se répète quelquefois ; plus souvent il s'oublie et paraît s'égarer ; mais le fil qui le guide ne se brise jamais : vous le voyez toujours arriver à son but, même après les plus longs détours qui devaient l'en éloigner. Quiconque est assez curieux pour le suivre, ne fût-ce qu'un moment, se sent entraîné dans sa course opiniâtre et sévère, comme celle des cylindres de nos industries, où tout le corps doit passer pour peu qu'on y engage le petit doigt. On ne quitte point cet auteur sans être plus instruit. Son génie projette des lucurs si vives sur tous les sujets, que même lorsqu'il se trompe, il aide le lecteur à reconnaître ses erreurs et lui apprend à s'en défendre. Chez lui, jamais rien de hasardé, d'aventureux et de conjectural : il ne parle que des choses qu'il a approfondies, des villes qu'il a vues, des faits qu'il a vérifiés. Sa probité se fût révoltée à l'idée des extravagances de toute sorte qui devaient agiter le terrain de l'économie politique, et des promesses décevantes qu'on fait ou qu'on accueille de nos jours en son nom. L'expérience lui avait appris que l'humanité marche d'un pas plus lent que la vie de l'homme, et qu'il faut plusieurs relais de générations pour arriver à certains résultats qu'on ne saurait atteindre en quelques années. Adam Smith était surtout un homme de bon sens, d'un jugement exquis, d'une raison inébranlable. On dirait qu'il a vécu exempt de passions, sauf celle des livres, en voyant avec quelle haute impartialité il a envisagé toute chose et poursuivi, au travers des devoirs de sa position, le cours de ses longues et sérieuses études.

Tous ceux de ses contemporains qui ont vécu dans son intimité nous le représentent comme doué d'une humeur douce, spirituel et gai dans la conversation, mais souvent embarrassé

de sa contenance, surtout en présence des étrangers. On cite une foule d'anecdotes plaisantes à propos des distractions auxquelles il était sujet; mais personne n'a jamais eu à se plaindre de son caractère, et il est demeuré constamment fidèle à ses amis, malgré les vicissitudes de la vie littéraire au dix-huitième siècle. Quelques-uns de ses biographes ont assuré qu'il avait entretenu avec Turgot une correspondance dont il n'est resté aucune trace. Ce qui est certain, c'est que pendant plusieurs années il ne cessa de suivre avec sollicitude la marche de l'école *économiste* française, et qu'il sembla recevoir de Paris une partie des inspirations dont il se nourrissait à Kirkcaldy, pendant la rédaction de son grand ouvrage. Nous pouvons donc revendiquer pour notre pays l'honneur d'avoir fourni quelques matériaux au monument élevé par Smith. Smith est de la famille des encyclopédistes et des physiocrates. Sa philosophie est de l'école dont son ami Hume représentait les principes en Angleterre; mais son économie politique lui appartient plus exclusivement. Elle est aujourd'hui traduite dans toutes les langues et enseignée dans toutes les chaires. Elle est devenue le guide le plus indispensable des historiens et des hommes d'État, et c'est là qu'il faut étudier la physionomie de ce penseur original et profond, dont il ne nous reste pas même un portrait ¹.

BLANQUI.

¹ Il n'existe de lui qu'un médaillon de profil, par Tassie, et une silhouette en pied, dessinée par Kay, en 1790, l'année de sa mort.

PRÉFACE DE GARNIER

CONTENANT :

1^o UN PRÉCIS DES DIVERS SYSTÈMES D'ÉCONOMIE POLITIQUE QUI ONT ÉTÉ SUIVIS PAR LES GOUVERNEMENTS. — 2^o UN EXPOSÉ SOMMAIRE DE LA DOCTRINE DE SMITH, COMPARÉE AVEC CELLE DES ÉCONOMISTES FRANÇAIS. — 3^o UNE MÉTHODE POUR FACILITER L'ÉTUDE DE L'OUVRAGE DE SMITH.

1. Précis des divers systèmes d'économie politique qui ont été suivis par les Gouvernements.

L'observation des lois d'après lesquelles les richesses d'une nation se distribuent naturellement entre les différents ordres de la société, et la recherche des causes qui tendent à multiplier ces richesses, forment la partie la plus difficile, la plus compliquée et la plus controversée de la science connue sous le nom d'*économie politique*.

Cette branche importante de la science sociale n'avait point occupé les anciens philosophes, et elle ne pouvait pas en effet s'offrir à leurs méditations sous le même aspect où elle fut considérée par les peuples modernes, le seul qui puisse en faire le sujet d'une étude philosophique.

D'après la constitution politique des sociétés chez les peuples de l'antiquité, la terre productive, le capital employé à son exploitation, l'ouvrier chargé de la culture, étaient tous la propriété de la même personne. Le citoyen propriétaire du fonds l'était aussi nécessairement des bestiaux, des engrais et des instruments de culture. Les travaux du labour et de la récolte étaient exécutés par ses esclaves, et la régie ou inspection du domaine était confiée à l'un de ses principaux esclaves ou à quelqu'un de ses affranchis ¹. Les vêtements, les meubles d'usage étaient fabriqués par des esclaves, et le commerce étranger fournissait les articles de luxe. On achetait à

¹ La plupart des affranchis restaient dans la maison de leur maître, où ils étaient nourris et entretenus, et où ils se rendaient utiles : ils recevaient des gratifications méritées par leurs services. Si l'affranchi eût été obligé de quitter la maison où il avait été élevé, la liberté aurait été pour lui, le plus souvent, un présent funeste.

haut prix les ouvrages des artistes, mais on ne connaissait pas l'industrie manufacturière. Il n'y avait guère d'entreprises particulières que pour l'exploitation des mines ou pour la fabrication des armes et de ce qui se consommait à la guerre. Les citoyens qui possédaient ces sortes d'établissements les faisaient diriger par quelque esclave de confiance, et s'ils avaient quelquefois besoin d'emprunter pour soutenir ou étendre leur entreprise, ce qu'ils empruntaient n'était pas un capital pécuniaire, mais un capital en esclaves, dont ils payaient le loyer à raison de tant par jour et par tête, ainsi que nous l'apprenons de Xénophon, dans son *Traité sur l'amélioration des finances d'Athènes*, dans lequel on trouve des informations sur le prix et les clauses en usage dans ces sortes de marchés. Le seul commerce de quelque importance était celui qui se faisait avec l'étranger; les particuliers qui voulaient s'y intéresser prêtaient leur argent au négociant voyageur à des conditions réglées par la coutume du lieu, et qui variaient selon le plus ou le moins de risques du voyage. Démosthènes (in *Phormionem*) donne un exposé très-clair des formes usitées dans les contrats ou *prêts à l'aventure*.

Les magistratures, les premiers emplois civils et militaires étant exercés gratuitement, les dépenses de l'État étaient peu considérables et ne donnaient lieu qu'à de faibles tributs. Dans les crises inattendues, et lorsque l'État avait à pourvoir à de grands besoins, le zèle et le dévouement des principaux citoyens offraient à la patrie des ressources toujours suffisantes. Lorsque, en l'an 347 de Rome, le sénat décréta qu'il serait donné une solde à l'infanterie, les patriciens s'empressèrent de faire don à la république d'une partie des richesses qu'ils possédaient, afin de la mettre en état de faire face à cette nouvelle dépense. « C'était, dit Tite-Live, un beau spectacle « que cette file de chariots chargés de cuivre brut (*æs grave*) qui se « dirigeaient vers le trésor public. » (Liv. IV, § 60.)

Pendant la seconde guerre punique, lorsqu'il fallut faire de nouvelles levées de troupes, équiper des flottes et faire tête à un ennemi formidable qui pressait Rome de toutes parts, les consuls proposèrent, comme il avait été déjà pratiqué plusieurs fois, d'obliger les citoyens, chacun selon ses facultés, à fournir la solde et les vivres pour trente jours à un certain nombre de rameurs. Cette proposition, dit Tite-Live, dès qu'elle fut connue du peuple, excita de violents murmures. « Nous sommes, disaient les mécontents, épuisés

« par les impôts ; les esclaves qui devaient cultiver nos terres sont
« aux armées ou sur la flotte, et nos champs restent en friche. Que
« les consuls vendent donc et nos biens et nos personnes, car aucune
« autorité ne saurait nous faire donner ce que nous n'avons pas. »
C'est dans cette conjoncture si pressante et si critique que le consul
Valerius Lævinus invita les sénateurs à donner les premiers l'exem-
ple par une contribution volontaire de tout ce qu'ils possédaient en
matière d'or et d'argent et en monnaie de cuivre, sans se réserver
autre chose que leur anneau d'or, celui de leurs femmes, la bulle de
leurs fils et la quantité de monnaie indispensable pour la dépense de
leur maison. Chacun répond à ce noble appel par un assentiment
général et par des acclamations unanimes ; la séance est levée spon-
tanément, et les sénateurs se disputent l'honneur d'être les premiers
inscrits sur les rôles avec un tel empressement, que les triumvirs et
les greffiers ne peuvent suffire à recevoir et à enregistrer les sou-
missions. (Liv. XXVI, § 35 et 36.)

Il en était de même à Athènes. Démosthènes, en plaidant contre
Phormion, rappelle diverses occasions dans lesquelles les frères Chry-
sippe, qu'il défend, avaient fait à l'État des dons patriotiques, soit
en argent, soit en denrées. Le butin que Paul-Émile versa au tré-
sor de la république romaine, après la défaite de Persée, parut suf-
fisant pour satisfaire à l'avenir aux dépenses du Gouvernement, et
des lors tous les tributs furent abolis.

Les dettes publiques, les emprunts de l'État, les moyens de cré-
dit et toutes ces créations de propriétés imaginaires dont la jouis-
sance repose sur les impôts que nos arrière-neveux voudront bien
payer un jour, sont des fictions qui étaient totalement inconnues
aux anciens, même dans ces temps dégénérés où la subtilité du so-
phisme prit la place de cette saine et franche philosophie qui réglait
leur conduite publique et privée. Ces peuples n'auraient jamais pu
comprendre comment un gouvernement peut se constituer débiteur
à perpétuité envers ses sujets, et comment ceux-ci comptent pour
unique gage de leur créance les tributs qu'ils fourniront eux-mêmes
à l'avenir. Cette invention, dont il est fort douteux que les peu-
ples et les gouvernements aient à se féliciter, appartient entière-
ment à notre moderne Europe.

Ce n'est pas qu'il soit sans exemple que, dans des besoins urgents,
les chefs du Gouvernement se soient momentanément aidés de la

bourse de quelques riches citoyens, lorsque le trésor public manquait absolument de fonds; mais ces emprunts, contractés personnellement par les magistrats et sur leur foi, étaient remboursables à une échéance déterminée dont le terme était très-court. La plus entière confiance d'une part, la plus religieuse fidélité de l'autre, présidaient à ces contrats, et aucune considération n'aurait pu en modifier ni même en différer arbitrairement l'exécution.

Deux ans après la contribution volontaire provoquée par le consul Lævinus, les besoins toujours croissants de la guerre la plus redoutable que la république ait eu à soutenir, mirent les consuls dans la nécessité d'emprunter de quelques citoyens une somme d'argent qui fut stipulée payable en trois termes égaux de deux en deux ans. Il fut satisfait avec ponctualité au paiement des deux premiers termes, au milieu même des embarras et des charges de la guerre, et lorsque les armées victorieuses d'Annibal et de ses puissants alliés semblaient devoir apporter à Rome, d'un moment à l'autre, la destruction ou la servitude. Au commencement de l'an 550, le troisième et dernier terme de cet emprunt était échu. Les particuliers qui avaient fait ces avances aux consuls se présentent au sénat et réclament leur paiement. Le sénat, qui ne pouvait méconnaître la justice de cette réclamation, mais qui se trouvait dans l'impuissance absolue d'y satisfaire, à cause de l'extrême pénurie du trésor, ayant su que ces créanciers ne seraient pas éloignés de s'accommoder de quelques terres qui faisaient partie du domaine public et qui étaient aliénables, leur fait proposer la cession d'une partie de ces terres, jusques à concurrence des sommes dues, d'après une estimation équitablement faite, et avec la clause expresse que celui d'entre ces créanciers qui préférerait son paiement en argent serait admis à rétrocéder à la république le lot de terre à lui adjugé, pour en toucher l'équivalent dès que le trésor se trouvera en état de l'acquitter.

Cette proposition, très-agréable aux créanciers, est acceptée avec empressement, et Tite-Live, en rapportant ce fait, ajoute que c'est de là que le champ ainsi concédé pour l'acquit de ce dernier tiers (*trientis tubula*) a conservé le nom de *trientius tabulius ager*. (Liv. XXXI, § 13.)

On voit donc que, d'après la manière dont les peuples anciens avaient formé leur organisation sociale, cette séparation d'intérêts qui existe chez nous entre le propriétaire foneier et le cultivateur,

son fermier, toute distinction entre le produit *brut* et le produit *net* des terres, les conventions entre le maître et l'ouvrier, le contrat et les statuts d'apprentissage, les recherches sur le taux moyen des salaires et du profit des capitaux, et sur les causes qui peuvent les élever ou les abaisser, l'influence de la cherté ou du bas prix des subsistances sur le prix ou l'abondance des produits manufacturés, le change, ses variations et arbitrages, les principes de l'impôt et de sa répartition sur les différentes sources de revenu, la dette publique, les rentes, annuités et autres effets qui la représentent, les fonds à faire pour son service et son amortissement, les combinaisons et les ressources du crédit, et généralement tous les éléments dont se compose notre science de l'*économie politique* pour ce qui concerne l'accroissement de la richesse nationale et sa distribution entre les différentes classes de la société, étaient des choses totalement ignorées des philosophes anciens, non pas pour avoir échappé à leur sagacité, mais bien par une suite nécessaire de la constitution politique, et parce que les faits qui sont la matière des observations d'une telle science ne pouvaient pas se présenter à leur esprit.

La monnaie était à peu près la seule institution qui leur fût commune avec les modernes, et elle fut établie chez eux sur un système infiniment plus simple et plus raisonnable que chez nous, et la manière dont leurs philosophes ont parlé de la nature et des propriétés de cet instrument des échanges, suffit pour prouver que si les études et les méditations de ceux-ci eussent pu se diriger vers les objets qui ont occupé nos écrivains en économie politique, nous n'aurions pas, sur ce point, plus de titres à la supériorité que sur tout autre. Quel auteur moderne a donné de la monnaie une définition plus juste que celle contenue dans cette phrase d'Aristote : « C'est une marchandise intermédiaire destinée à faciliter l'échange entre deux autres marchandises ? » Les avantages d'un commerce extérieur qui se solde avec l'argent pouvaient-ils être mieux compris et mieux rendus que dans ce passage de Xénophon dans son *Traité sur les finances d'Athènes* ? « Dans la plupart des autres villes, dit-il, « un marchand est obligé de prendre des marchandises en retour de « celles qu'il y apporte, parce que la monnaie dont on y fait usage « n'a pas grand crédit au dehors. Chez nous, au contraire, le com-
« merçant étranger a l'avantage de trouver une multitude d'objets « qui sont partout en demande, et, de plus, s'il ne veut pas encom-

« brer son vaisseau de marchandises, il se fait solder en argent comp-
« tant, qui, de tous les articles commercables, est le plus sûr et le
« plus commode, attendu qu'il est reçu en tout pays, et qu'en outre
« il rapporte toujours quelque profit à son maître, quand celui-ci
« juge à propos de s'en défaire. »

Lorsque l'empire romain fut démembre et que ses provinces furent envahies par les peuples du Nord, on ne reconnut plus dans le pays conquis de propriété privée. Le souverain du peuple conquérant était alors réputé seul propriétaire du territoire sur lequel il régnait; il en conférait les domaines à titre de bénéfice, soit ecclésiastique, soit militaire. Ce ne fut que lorsque les seigneurs titulaires usurpèrent la propriété de leurs bénéfices, en les convertissant en hérédité masculine et de primogéniture, et lorsqu'ils établirent le régime féodal, qu'il commença à exister de nouveau dans ces pays des propriétés particulières, mais d'une nature inconnue aux ouvriers. Pendant cette longue période de troubles et d'anarchie, qui forme l'âge de la féodalité, durant laquelle il n'y eut d'autre garantie pour la sûreté des personnes et des propriétés que la voie des armes, où les routes et les marchés n'étaient sous la protection d'aucune force publique, où les marchands qui se rendaient aux foires étaient pillés, ou tout au moins rançonnés sur chaque domaine qu'ils avaient à traverser, le gouvernement royal n'était occupé qu'à se défendre contre les grands vassaux ligués contre son autorité, et qui lui disputaient tour à tour quelque portion de ses États. Ce ne fut guère qu'au seizième siècle, lorsque enfin, par la force des choses et la réunion d'intérêts entre le monarque et ses peuples, qui, comme lui, ne voulaient connaître qu'un seul maître, il s'établit dans les différentes contrées de l'Europe une forme de gouvernement plus centralisée et plus régulière, que le prince songea à se créer une source constante de revenu public, en fournissant à ses sujets tous les moyens d'accroître leur fortune particulière.

Le moyen qui sembla généralement le plus court et le plus sûr pour enrichir les particuliers, celui vers lequel se tournèrent d'abord pour les regards, ce fut le commerce étranger. C'était une opinion universellement reçue, et qui remontait même jusques aux âges de l'antiquité, que le commerce au loin était la source de richesses la plus abondante. Tous les auteurs anciens se réunissent pour témoigner que les peuples qui s'étaient livrés au commerce étaient bientôt

devenus riches et puissants. Les villes de Tyr, de Sidon et de Carthage, les cités de l'Asie Mineure, les colonies grecques de l'Italie méridionale avaient dirigé de ce côté tous leurs efforts, et toujours avec succès. La politique des gouvernements de l'antiquité s'était constamment attachée à protéger les entreprises de ce genre, et à s'assurer, autant que possible, les monopoles dont ils avaient pu se prévaloir. Nous voyons dans Strabon (liv. III), qu'un marchand phénicien se rendant aux îles Cassitérides pour y chercher du plomb et de l'étain, par une navigation qui n'était connue que des gens de sa nation, s'aperçut qu'il était suivi par un navire romain qui voulait acquérir la connaissance de cette route. Le Phénicien aima mieux se jeter sur des récifs qui brisèrent son vaisseau, pour faire périr après lui celui qui suivait sa trace, et ayant eu l'adresse de sauver sa personne, il fut largement indemnisé de sa perte par ses compatriotes, et en reçut même une glorieuse récompense.

Dans les temps modernes, les Vénitiens, les Génois, les Pisans, en suivant la même carrière, s'étaient élevés à un haut degré de puissance et de prospérité. Enfin, les Portugais qui venaient de découvrir ou de retrouver le passage aux Indes par le cap de Bonne-Espérance, étonnaient l'Europe de leurs succès, et ne purent manquer d'exciter vivement l'émulation de tous les peuples qui s'étaient déjà pourvus de quelques moyens de navigation.

Dès lors toutes les grandes nations de l'Europe, l'Angleterre, la Hollande, l'Espagne et la France regardèrent la mer qui baignait leurs côtes comme la route infailible qui devait les conduire à la prééminence sur tous les autres peuples. Ainsi prit naissance ce *système commercial* qui domine encore dans la politique de tous les gouvernements modernes. Croire qu'il fut le fruit de profondes méditations, de calculs habilement combinés, ce serait complètement méconnaître la manière dont se règlent les affaires publiques et dont l'administration se conduit dans sa marche. Subjuguée par les habitudes et par l'impulsion reçue, entraînée malgré elle par les agents subalternes qui la délivrent d'une grande partie de ses soins, redoutant par-dessus tout les innovations dont elle est hors d'état de bien juger les effets, considérant les vieilles routines comme consacrées par l'expérience, tant que les dommages qui en résultent ne sont pas encore d'une évidence trop frappante, elle s'abandonne par instinct à la route frayée, comme étant celle qui lui paraît la moins pé-

nible et la moins périlleuse. Les peuples, comme les individus, sont disposés à marcher, par imitation, à la suite les uns des autres, et ceux qui les guident obéissent à ce mouvement général, loin de faire effort pour le contrarier. Par leur position et leurs rapports, ces hommes sont enclins à dédaigner la théorie et à se défier des études spéculatives, et ceux qui les entourent leur persuadent aisément que toute la science consiste essentiellement dans la pratique des affaires. On édifia donc en conséquence de ce système; on créa successivement des compagnies privilégiées pour le commerce des Indes, pour celui du Levant, pour celui de l'Afrique, de la mer du Sud, etc. Des hommes aventureux se précipitèrent dans toutes ces entreprises, qui dévorèrent d'immenses capitaux en pure perte pour les entrepreneurs et pour le pays. Quand on s'avisa de réfléchir et de rechercher comment et par quels moyens le commerce étranger pouvait enrichir la nation qui s'y livrait, on s'arrêta à ces idées saillantes qui se présentent dès la superficie, et par là frappent tous les esprits vulgaires, et qui, pour cette raison, obtiennent toujours un grand crédit parmi la multitude.

L'économie politique est de toutes les sciences celle qui donne le plus de prise aux préjugés populaires et celle qui les trouve le plus fortement enracinés. Le désir d'améliorer sa condition, ce principe qui agit universellement et sans relâche sur tous les membres du corps social, tourne continuellement les pensées de chaque individu vers les moyens d'accroître sa fortune privée; et si cet individu vient par la suite à élever ses pensées jusques à l'administration de la fortune publique, il sera naturellement porté à raisonner par analogie et à appliquer à l'intérêt général de son pays ces mêmes maximes que la réflexion et sa propre expérience lui auront fait reconnaître pour les meilleurs guides dans la conduite de ses affaires personnelles.

Ainsi, de ce que l'argent constitue véritablement une partie essentielle du fonds productif de la fortune d'un particulier, et de ce que cette fortune se grossit évidemment à mesure que cet article vient à augmenter dans ses mains, s'est formée cette fausse opinion si généralement répandue, que l'argent est une des parties constituantes de la richesse nationale, et qu'un pays s'enrichit à proportion de ce qu'il en peut recueillir des autres pays avec lesquels il entretient des relations de commerce.

Des marchands habitués à se retirer chaque soir dans leur comp-

toir et à y calculer avec empressement la quantité d'argent comptant ou de bonnes créances que leur a produits la vente journalière de leurs marchandises, n'évaluent leurs profits que sur ce résultat, en quoi ils raisonnent juste. Bien certains que cette méthode ne les a jamais trompés, ils ont dû penser que les affaires de leur nation ne pouvaient pas suivre une autre marche, et ils se sont affermis dans leur idée avec cette imperturbable confiance qu'inspire une longue expérience dont on s'est parfaitement bien trouvé pour son propre compte, et qui ne s'est jamais démentie. De là cette opinion exagérée sur les avantages et les profits du commerce étranger et sur l'augmentation de la masse de numéraire dans le pays, et sur le danger de le laisser s'écouler au dehors; de là ces calculs absurdes qui ont fait de ce qu'on appelle la *balance du commerce* le thermomètre de la prospérité publique; de là tous ces systèmes prohibitifs et réglementaires, ces monopoles oppressifs imaginés pour grossir de plus en plus l'un des côtés de cette balance; de là enfin, ce qui est bien plus déplorable, ces guerres sanglantes et destructives qui ont embrasé les deux hémisphères depuis l'époque où la route des Indes et celle du Nouveau-Monde sont devenues familières aux nations européennes.

Quand on observe que, depuis plus de deux siècles, tant de flots de sang versé dans les différentes parties du globe n'ont eu pour principal motif que le maintien de quelques monopoles contraires même aux véritables intérêts de la nation armée pour les défendre, on sent toute l'importance du service qu'a voulu rendre à l'humanité l'illustre auteur de la *Richesse des nations*, quand il a écrit pour combattre victorieusement des préjugés aussi puissants et aussi funestes.

C'était au milieu du peuple le plus profondément imbu de ces idées mercantiles, le plus fortement subjugué par leur police réglementaire, que Smith sapait d'une main si ferme les fondements de ce système absurde et tyrannique; c'était au moment même où l'Angleterre alarmée ne voyait qu'avec effroi la possibilité d'une séparation avec ses colonies américaines; c'était alors que le philosophe écossais se riait de ces vaines terreurs, prédisait hautement le succès de la cause des colons et leur prochaine indépendance; c'était alors qu'il annonçait avec confiance ce que les événements postérieurs ont pleinement confirmé, les conséquences heureuses qu'auraient pour

la prospérité de l'Angleterre, comme pour celle de la colonie, cette séparation et cette indépendance tant redoutées. (Liv. IV, chap. vii.)

Un autre système qui se rattache au *système commercial*, mais qui se soutient par des moyens différents, c'est le *système manufacturier*, qui se propose de favoriser et d'encourager les manufactures du pays par toutes les mesures de contrainte qui sont au pouvoir du gouvernement, afin de faire acquérir aux produits de ces manufactures un degré de perfection ou de bas prix qui leur assure constamment la préférence dans tous les marchés étrangers, sans toutefois prétendre diminuer chez ces nations étrangères le moyen de payer ces produits avec des équivalents, ce qui eût fait manquer le but principal qu'on avait en vue.

Ce système, dont la seule énonciation montre l'absurdité, fut adopté et suivi en Angleterre avec une grande persévérance sous le règne d'Élisabeth. Les vues de la législation furent dirigées sans relâche vers cet objet. On créa des corporations et jurandes, dans lesquelles l'ouvrier n'était admis qu'après un temps prescrit d'apprentissage sous un maître privilégié, et en présentant un échantillon de son travail qui pût attester son habileté. Les agrégés aux maîtrises avaient exclusivement le droit d'exercer leur genre d'industrie, et ils étaient autorisés à faire punir quiconque se permettait de travailler, sans leur aveu, dans le métier qui leur était réservé. Les produits des manufactures étrangères furent sévèrement prohibés, mais on laissa entrer les matières premières propres à employer les manufactures nationales; même quand on craignit que ces matières premières ne fussent pas en assez grande abondance pour tenir en activité tous les ouvriers, il fut accordé une prime pour l'importation de ces articles. Par le même motif, les matières premières produites dans l'intérieur y furent retenues par des prohibitions de sortie et des mesures encore plus violentes. La tentative d'exporter une brebis fut un crime capital, et le simple transport des laines dans le voisinage des côtes fut soumis à la plus active surveillance. Ainsi les droits les plus respectables, ceux pour la garantie desquels l'état social est principalement institué, le droit de disposer de ses bras, de son industrie, de sa propriété, à son plus grand avantage, et comme on l'entend, tout fut sacrifié à la classe des manufacturiers incorporés, et on ne balança pas même à leur surbor-donner les intérêts de l'agriculture. C'était à ces manufacturiers qu'il

fallait vendre, c'était d'eux qu'il fallait acheter. On ne se contenta pas encore de leur assurer la pratique de leurs compatriotes vivants, un acte du Parlement de 1678 prescrivit que les morts fussent ensevelis dans une étoffe de laine.

Le résultat de ce système fut sans doute une très-grande accumulation de richesses matérielles ; mais quels devaient être à la longue les effets d'une telle politique sur la population, la force et la puissance réelle de la nation manufacturière, relativement à celles des pays avec lesquels elle entretenait des relations de commerce ?

L'industrie anglaise, forcée, par les bornes étroites de son territoire, d'économiser le nombre des bras qu'elle salarie, a tourné tous ses efforts vers la recherche des moyens propres à rendre le travail manufacturier plus productif. Une division du travail très-habilement distribuée et un grand nombre de machines ingénieuses ont donné au travail de cette nation une supériorité marquée sur celui des autres peuples, en sorte que dans les échanges qu'elle fit avec l'étranger, il fut ordinaire que le produit d'une journée de son travail se trouvât être l'équivalent du produit de deux ou trois journées d'un autre. On sent combien, dans de telles opérations, elle dut gagner sur la valeur qu'elle recevait en échange, sans que le peuple avec lequel elle traitait éprouvât pour cela aucune perte, puisque la chose que celui-ci recevait de l'Angleterre valait en réalité pour lui le nombre de journées qu'elle lui eût coûté à faire, s'il l'eût fabriquée lui-même. Mais pour que les Anglais obtiennent ces grands bénéfices, il faut qu'ils échangent du produit manufacturé contre du produit brut ; aussi repoussent-ils le plus qu'ils peuvent tout produit manufacturé par des mains étrangères, et ne demandent-ils aux autres que des produits bruts. Or, ce dernier genre de produit ne peut se multiplier dans un pays qu'avec l'aide d'une nombreuse population, et encourager dans ces pays, par des demandes, la multiplication des produits bruts, c'est nécessairement y encourager de la manière la plus efficace la culture et la population. Donc les transactions commerciales que fait l'Angleterre avec les autres nations tendent à encourager chez celles-ci la multiplication des hommes et des subsistances, tandis que ces mêmes transactions produisent un effet tout contraire dans son intérieur, en excitant de plus en plus les fabricants à manufacturer le plus de produits bruts possible avec le plus petit nombre possible de bras. Cette direction forcée de l'industrie

humaine nuit à la population d'un pays sous un double rapport ; d'abord en dégradant les facultés intellectuelles de l'ouvrier qui se trouve réduit au mouvement uniforme et continu d'une simple machine, et secondement en diminuant de plus en plus le nombre des ouvriers entretenus par l'industrie nationale. De ces deux effets nuisibles, le premier a été remarqué plusieurs fois ; l'autre, qui l'a moins été, paraîtra encore plus sensible par un exemple.

Je suppose donc qu'un fabricant de couteaux de Sheffield ait quarante ouvriers, qui, au moyen d'une habile distribution des tâches et le secours des machines, viennent à bout de faire par jour dix douzaines de couteaux qui se vendent en France une guinée ou 25 fr. la douzaine. En travaillant vingt-cinq jours par mois, le produit de cette fabrique sera de 72,000 fr. par an, dont un tiers ira au salaire des ouvriers, et les deux autres tiers, après avoir remplacé au fabricant ses matières premières, lui donneront le surplus pour intérêts et profits des capitaux fixe et circulant mis dans son entreprise. Que le produit de cette manufacture soit échangé en France contre une valeur égale en blés, formant environ la quantité de 9,000 quintaux (lesquels n'entreront vraisemblablement jamais en Angleterre et seront un objet de spéculation pour quelque autre négociant anglais auquel le fabricant de Sheffield les cédera, et serviront à la consommation de quelque pays étranger), le résultat final de cette opération, quelque profitable qu'elle soit pour le fabricant anglais, sera extrêmement peu avantageux à l'accroissement de la puissance de sa nation. Cet emploi de l'industrie et du capital anglais aura fait subsister quarante ouvriers et l'entrepreneur de l'ouvrage ; mais l'emploi correspondant d'industrie et de capital qui aura travaillé en France à fournir un équivalent, y aura fait subsister au moins 3,000 personnes : car, pour pouvoir disposer de 9,000 quintaux de blé, il a fallu nécessairement en faire produire à la terre environ trois fois autant.

Par la nature même de l'industrie anglaise et par la direction forcée que lui impriment les circonstances les plus impérieuses, les capitaux productifs doivent se porter naturellement par préférence vers le commerce étranger, le moins avantageux de tous pour le pays, et principalement au commerce du produit manufacturé contre le produit brut, celui de tous les commerces étrangers le plus nuisible à la population et à la puissance réelle du peuple qui s'y livre, puis-

que, en dernière analyse, ce commerce n'est qu'une lutte dans laquelle celui-ci s'efforce d'obtenir la plus grande quantité de produits avec le moindre emploi possible d'hommes et de terre. Par l'extension que provoque ce genre de combat, dans la population et la culture des autres peuples, un tel commerce doit naturellement aller toujours en croissant ; aussi, chaque année, l'Angleterre a-t-elle importé une plus grande somme de produits bruts qu'elle a renvoyés manufacturés, ce qui a grossi annuellement la quantité numérique de ses exportations et de ses importations, à l'inexprimable contentement de ses spéculateurs politiques.

En définitive donc, l'Angleterre travaille constamment à multiplier chez ses rivaux les hommes et les produits bruts, les deux principaux éléments de richesse et de puissance qui ont toujours fini par assurer la domination au peuple qui les a possédés au plus haut degré, et qui, dans tous les temps, ont décidé en dernier ressort du destin des nations.

Chez une nation, au contraire, qui est foncièrement riche, mais qui se trouve épuisée par de longues guerres ou par des dissensions intestines, l'industrie nationale est comme ces substances chimiques qui ont été privées du principe avec lequel elles ont le plus d'affinité ; plus elles ont été dépouillées, plus elles le saisissent avec avidité et s'en emparent rapidement tout autour d'elles, jusqu'à ce qu'elles en soient saturées et qu'elles arrivent au degré de combinaison déterminé par la nature. C'est avec cette activité dévorante que l'industrie française, aussitôt qu'elle s'est retrouvée dans une atmosphère de calme et de sécurité, a repris tout ce qu'une longue suite de troubles civils lui avait enlevé ; tandis que celle de ses voisins, surchargée de capitaux au delà de ce qu'elle en peut absorber dans le cours naturel des choses, est au point où commencent à se faire sentir le ralentissement et le déclin.

Les nations qui ont eu le plus de relations commerciales avec l'Angleterre ont ressenti chez elles tous les effets salutaires attachés à un commerce dans lequel sont toujours demandés et payés des produits bruts. La Russie, en travaillant pour fournir à l'Angleterre des cargaisons de chanvre, de suif, de cire, de goudron, de peaux, de bois de construction, etc., a travaillé en même temps pour accroître sa culture et sa population : aussi, depuis environ cinquante ans que ce commerce a été entretenu sans interruption, la popula-

tion de l'empire russe a quadruplé de ce qu'elle était auparavant.

Colbert¹, doué d'une infatigable activité, et impatient d'ajouter un nouvel éclat à la gloire et à la puissance de son maître, se laissa séduire par les illusions du système manufacturier. Ce ministre employa tous les moyens qui étaient à sa disposition pour attirer vers le travail des manufactures une partie du capital français, qui se trouva ainsi détournée de la pente naturelle qui la portait vers le progrès de la culture et l'amélioration des terres. Il voulut, à force de règlements et de mesures de gouvernement, hâter une maturité dont l'époque n'était pas encore venue, et qu'il eût été plus sage d'attendre. Il renchérit même sur le système anglais, qui commençait déjà à se relâcher sur quelques points, car les nouveaux métiers qui s'étaient introduits postérieurement aux statuts d'Élisabeth ne furent point assujettis aux entraves de la maîtrise. Ce fut Colbert qui imagina de prescrire aux manufacturiers, par des ordonnances, jusques aux procédés de la fabrication, la largeur des étoffes, le nombre de fils à observer dans la chaîne et dans la trame, et jusques aux plus petits détails de leur ouvrage. L'activité actuelle de nos manufactures, dans tous les genres, démontre assez que l'industrie française pouvait se passer de ces encouragements extraordinaires, et l'admirable perfection qu'acquière tous les jours les produits de nos fabriques témoigne toute l'inutilité de cette police réglementaire et minutieuse, qui avait la prétention d'enseigner à nos fabricants comment ils devaient travailler pour plaire aux consommateurs et s'assurer un débit avantageux.

Pour les hommes chargés de la direction des affaires publiques,

¹ L'habileté de Colbert est encore aujourd'hui un problème, parce qu'elle est exaltée et ravalée par les écrivains de nos jours, selon l'opinion qu'ils ont à soutenir. Pour bien juger des talents et de la capacité d'un ministre, il faut consulter les actes de son administration. Le marché que fit Colbert, en 1674, pour faire fabriquer des pièces d'argent de 4 sous à un titre d'un 1/2 de fin au-dessous des écus d'argent et des quarts d'écu dont elles étaient des coupures, est une opération qui décèle la plus profonde ignorance des premiers principes du régime des monnaies, l'une des parties les plus importantes du ministère des finances. On peut voir dans le *Traité historique des monnaies*, par Leblanc (pag. 508 et suiv., édition d'Amsterdam), tous les détails de cette affaire; les réclamations bien motivées qui furent présentées au ministre, et dont il ne tint aucun compte; les abus qu'entraîna cette mauvaise mesure, sur laquelle on ne revint que lorsqu'elle eut causé d'énormes pertes au public et au trésor, au profit de quelques traitants.

la tâche la plus difficile, comme l'a observé Smith, c'est de s'abstenir de ce qui ne les concerne pas, de laisser le travail et l'industrie suivre en liberté leur pente naturelle, et de se borner à les couvrir de cette protection impartiale qui est la seule faveur qu'ils attendent du Gouvernement.

Après avoir suivi pendant longtemps le *système commercial* et le *système manufacturier*, la législation anglaise s'attacha au *système agricole*. Comme tous ces différents systèmes consistent à sacrifier une portion de la liberté et de la fortune des sujets, pour favoriser une classe particulière d'agents de l'industrie, ils s'excluent nécessairement l'un l'autre. On ne peut pas attirer par force, vers un genre de travail, plus de capital qu'il ne s'y en fût porté dans l'état naturel des choses, sans arracher cette portion de capital à l'espèce d'industrie qui l'aurait appelé, car toutes ces mesures systématiques n'augmentent pas la masse du capital national, et c'est même parce qu'elles en supposent l'insuffisance, qu'elles s'efforcent de changer sa direction et de la déterminer dans d'autres proportions que celles qui eussent eu lieu si le gouvernement eût laissé faire. Ainsi, adopter le *système agricole*, c'était vouloir attirer à la culture et à l'amélioration des terres une portion du capital employé dans les entreprises de commerce et de manufactures; c'était, jusques à un certain point, abandonner les deux autres systèmes.

Vers la fin du dix-septième siècle, le parlement d'Angleterre jugea à propos d'encourager la culture et l'amélioration des terres, au moyen de gratifications accordées à l'exportation des grains indigènes dans les pays étrangers.

Cette mesure ne fut pas sans effet, puisque Smith nous dit que, d'après les registres des douanes, la quantité de grains de toute espèce, exportés pendant les dix années qui s'écoulèrent de 1741 à 1750, a monté à plus de huit millions de quarters, et que la somme des gratifications payées pour cet objet a donné lieu à une dépense de 1500 mille livres sterling. Il ajoute qu'en 1749, M. Pelham, alors premier ministre, déclara à la Chambre des communes qu'il avait été dépensé, dans les trois années précédentes, une somme exorbitante en gratifications pour exportations de grains, et qu'enfin l'année suivante (1750), la somme payée pour cet article excéda 334,000 liv. sterling, c'est-à-dire, plus du double de l'année moyenne de cette période de dix années.

Ce dernier système du moins n'était pas de nature à entraîner des conséquences aussi graves que les deux autres, et tout le dommage qu'il pouvait occasionner se bornait à une dépense inutile pour le trésor et à un renchérissement artificiel du blé, qui fit payer au peuple sa subsistance un peu plus cher qu'il ne devait la payer si la gratification n'était pas établie. L'exportation des grains, provoquée par cette mesure, fit naître dans les marchés intérieurs une rareté qui ne se fût pas fait sentir si les quantités exportées se fussent montrées dans ces marchés.

Quant au but que se propose ce système, d'encourager la culture et d'augmenter la masse totale de la production, rien n'est certainement plus illusoire. Toute terre qui, à la récolte, donnera, année commune, une plus grande quantité de grains que celle qui a été avancée pour la semer et pour entretenir les ouvriers de la culture, sera nécessairement exploitée avec profit, et elle ne restera pas inculte, sans qu'il soit besoin d'exciter le propriétaire ou le fermier par l'appât de gagner une prime en argent; et toute terre qui, étant cultivée, ne rendra pas, année commune, plus que la quantité dépensée pour la semer et pour nourrir les ouvriers, ne pourra être exploitée qu'avec perte, tant pour le particulier qui la possède ou qui la cultive, que pour le pays dont elle fait partie; et la gratification qui aurait l'effet de faire mettre en culture une terre aussi ingrate, ne ferait qu'ajouter une perte de plus à une entreprise déjà ruineuse par elle-même. La hausse du prix du blé en argent ne peut pas faire mettre en culture un pouce de terre de plus, quand cette hausse n'est pas l'effet d'un déficit réel. On ne produit du blé qu'avec du blé; et si, par des moyens factices, vous parvenez à faire renchérir le prix du blé de la récolte, vous aurez fait également renchérir le prix du blé employé à la semence et à la nourriture des ouvriers de la culture. De quelque manière que l'on s'y preenne, ce sera toujours la qualité de la terre et son degré de fertilité qui décideront s'il peut y avoir profit ou non à la mettre en culture. « La nature, dit Smith, « a imprimé au blé sa valeur. Il n'y a pas de monopole pour la vente « au-dedans, pas de gratification pour l'exportation qui aient la « puissance de hausser cette valeur, comme la concurrence la plus « libre ne saurait la faire baisser. »

Enfin, ce système agricole a été totalement abandonné, et l'Angleterre, qui avait payé des gratifications pour l'exportation de ses

propres blés, s'est vue obligée, sur la fin du siècle dernier, de donner de très-fortes primes pour encourager l'importation des blés étrangers.

Il faudrait avoir une foi bien implicite dans la sagesse de ceux qui dirigent l'administration de la fortune publique pour croire que, dans cette variation continuelle de systèmes de conduite, ils ont été guidés par un jugement bien solide et convenablement éclairé par la maturité de la réflexion et par les leçons de l'expérience.

Après ce coup d'œil rapide sur les divers systèmes qui ont été suivis par les hommes investis de la haute et importante fonction de diriger la marche du gouvernement, voyons maintenant quel a été le fruit des méditations des philosophes qui se sont occupés de la théorie de l'économie politique, en ce qui touche la formation et la distribution des richesses. Ce rapprochement mettra le lecteur en état de juger jusqu'à quel point les premiers ont été bien fondés dans le dédain qu'ils ont presque toujours affecté pour l'instruction qu'ils auraient pu puiser dans les écrits des autres.

II. Exposé sommaire de la doctrine de Smith, comparée avec celle des économistes français.

Dès le seizième et le dix-septième siècle il parut, tant en France qu'en Angleterre, divers écrits sur les finances, sur l'impôt, sur l'importance relative de l'agriculture et du commerce, et sur plusieurs autres objets d'administration publique. Les désordres que jeta la banque de Law dans la fortune de l'État et dans la plupart des fortunes privées, tournèrent l'attention des esprits spéculatifs vers des matières dans lesquelles tant de personnes se trouvaient intéressées. On écrivit sur la circulation, sur le crédit, sur l'industrie, la population, les effets du luxe, etc. Les connaissances étaient déjà assez avancées pour que, dans cette dernière question, si délicate et si controversée, on ait su faire le départ de ce qui appartenait à l'économie politique d'avec ce qui était purement du ressort de la morale.

Ce fut vers cette époque qu'une réunion de philosophes français, qui ont été désignés depuis sous le nom d'*économistes*, s'appliqua à la recherche des principes de la formation des richesses et de leur distribution naturelle entre les différentes classes de la société; et ces hommes, distingués pour la plupart par de rares talents et de vastes connaissances, furent les premiers qui formèrent un corps complet de doctrine sur cette branche de l'économie politique.

Ces philosophes observèrent :

1° Que toutes les richesses provenaient d'une source unique, qui était la terre, puisque c'était elle qui fournissait à tous les travailleurs leur subsistance et les matériaux ou produits bruts sur lesquels ils exerçaient leur industrie.

2° Que le travail appliqué à la culture de la terre produisait non-seulement de quoi s'alimenter lui-même pendant toute la durée de l'ouvrage, mais encore un surplus de produit après le remplacement de toute la dépense, surplus qui ajoute conséquemment à la masse des richesses déjà existantes, et qui formait un *produit net* nécessairement dévolu au propriétaire de la terre, et constituait entre ses mains un revenu pleinement disponible. Qu'au contraire, le travail appliqué aux productions détachées de la terre, ce qui comprend le travail des manufactures et du commerce, ne pouvait rien ajouter aux choses sur lesquelles il s'exerçait ; que la valeur additionnelle qu'elles recevaient de ce travail n'était que l'équivalent du salaire plus ou moins élevé des ouvriers ou de l'entrepreneur qui avait dirigé le travail, et par conséquent de ce que ces ouvriers ou ce directeur d'ouvrage avaient consommé ou avaient eu le droit de consommer pendant la durée de cet ouvrage, en sorte qu'après le travail achevé, la somme totale des richesses existantes dans la société était précisément la même qu'auparavant, à moins que les ouvriers ou le directeur de l'ouvrage n'aient mis en réserve une partie de ce qu'ils avaient le droit de consommer. Les économistes en tirèrent la conséquence que le travail appliqué à la terre était le seul travail productif de richesses, et que le travail des artisans, manufacturiers ou commerçants, tout utile, tout indispensable même qu'il était, devait néanmoins être considéré, relativement à l'autre, comme un travail *stérile*, puisqu'il ne servait nullement à accroître la somme des richesses, et que cette classe d'ouvriers, ne produisant aucune richesse nouvelle, ne pouvait concourir à l'augmentation de la masse des richesses que par ses privations et ses économies.

D'après ces principes, ils établirent que les propriétaires de la terre recueillaient, en première ligne, la totalité des richesses produites ; que les non-propriétaires ne pouvaient consommer que ce qu'ils recevaient directement ou indirectement des propriétaires ; que, par conséquent, les non-propriétaires, quelles que fussent l'utilité et l'éminence de leurs services, n'étaient que les salariés des propriétaires.

et que la circulation des richesses dans la société portait sur une suite continuelle d'échanges entre ces deux classes, l'une donnant son travail, son industrie et ses services, et l'autre distribuant son revenu disponible, en salaires et en récompenses.

Enfin, ils en déduisirent que l'impôt étant une portion de la richesse disponible appliquée aux services publics, de quelque manière qu'il fût perçu, était toujours, en définitive, supporté par les propriétaires fonciers, comme étant les distributeurs en chef de toutes les richesses disponibles ; qu'ainsi cette charge les frappait seuls, soit en prenant directement dans leurs mains une portion du revenu applicable à leurs jouissances, soit indirectement, en renchérissant le prix des services et en grevant les propriétaires d'un surcroît de dépense dans les salaires et récompenses qu'ils avaient à payer ; qu'ainsi tout impôt qui n'était pas immédiatement prélevé sur le produit net de la terre retombait finalement sur le propriétaire foncier, avec encore une surcharge de frais qui était en pure perte pour l'État.

L'intérêt général de toutes les classes de la société était de multiplier autant que possible les produits agricoles ; les propriétaires y trouvaient une augmentation de leur revenu disponible, les cultivateurs une source plus abondante de profits ; les artisans, manufacturiers et commerçants trouvaient aussi dans la masse toujours croissante des subsistances qui leur étaient destinées et des matières premières sur lesquelles s'exerçait leur travail, des moyens de travailler davantage et de vivre avec plus d'aisance, le bon marché des vivres et des produits bruts provoquant généralement une plus grande consommation de tous les articles de manufacture et de commerce.

D'après cette doctrine, l'industrie manufacturière et commerçante, dégagée de tout impôt, délivrée de toute espèce de contrainte, encouragée par le bon marché et l'abondance toujours croissante des subsistances et des matières premières, prendrait nécessairement un tel essor, qu'elle ne pourrait redouter dans l'intérieur aucune concurrence, et que même elle pourrait offrir à l'extérieur ses produits à si bon marché, qu'on obtiendrait aux meilleures conditions possibles les marchandises étrangères que le pays désirerait de consommer.

C'est ainsi que les économistes décrivaient le cours naturel que devait suivre le progrès de la richesse publique, en la laissant se développer en pleine liberté. Lorsqu'ils représentaient la propriété fon-

cière comme source de toutes les richesses, ils ne sollicitaient pour elle ni faveur, ni privilège quelconque ; au contraire, l'impôt, réduit à un seul mode d'assiette, était une charge réservée uniquement aux propriétaires fonciers. Les seuls privilèges qui restaient à ceux-ci étaient ceux qu'ils tenaient de la nature même et des principes de l'ordre social. On ne demandait au gouvernement que de ne pas contrarier le cours des choses et de ne pas mettre d'obstacles au progrès naturel vers lequel elles doivent marcher d'elles-mêmes. Tous les règlements que l'on sollicitait en faveur de l'industrie et du commerce étaient contenus dans ces quatre mots : *laissez faire, laissez passer*.

Cette doctrine, si simple dans son exposition, si généreuse dans ses résultats, eut de zélés partisans et d'ardents adversaires. Elle fut embrassée par les hommes d'État les plus éclairés de cette époque, Turgot, Trudaine, Gournay, Malesherbes, Lavoisier, de Jaucourt, Condorcet, Raynal, Dupont, Morellet, Letrosne, etc. Parmi ses détracteurs, qui furent très-nombrueux, il serait difficile de citer un nom de quelque poids. Smith, qui a été le plus redoutable adversaire de la doctrine des économistes, puisqu'il l'a anéantie, n'en parle qu'avec les plus grands égards, comme d'un système aussi noble que savant et ingénieux, rempli de vues saines et droites, et celui de tous qui s'est le plus approché des vrais principes de la matière.

Mais cette doctrine de pleine liberté jeta l'alarme parmi les traitants, les fermiers des revenus publics et leurs innombrables préposés. Elle blessa l'orgueil des ministres et les prétentions non moins exigeantes des premiers commis, dont elle semblait réduire à rien le profond savoir et la longue pratique des affaires. Les négociants et les gros manufacturiers s'indignaient de ce que leurs professions étaient flétries du nom de *stériles*. Les propriétaires fonciers eux-mêmes jetèrent de hauts cris contre l'impôt unique dont on proposait de les charger. Il n'y eut donc pas un intérêt, pas un préjugé, pas une passion qui ne se soulevât contre les économistes, et, à défaut de raisonnements, on attaqua les doctrines avec des pamphlets et des satires.

Les idées spéculatives présentées par ces philosophes, quoique difficiles à contester au fond, s'accordent toutefois si peu avec le train des affaires humaines, elles offrent une application si éloignée aux intérêts de la société, tels que le monde les comprend, qu'elles ne fu-

rent généralement accueillies par l'opinion publique que comme d'ingénieuses rêveries. D'ailleurs, les maîtres de cette école crurent devoir forger une langue technique pour exprimer avec précision des maximes qui étaient neuves, ce qui ouvrit à la critique une large voie pour jeter sur leurs leçons les traits du ridicule, arme bien plus meurtrière que tout le feu de la dispute.

Peu d'années après la publication de la doctrine économique, un homme doué du génie le plus vaste et le plus pénétrant, qui avait médité et approfondi les vérités découvertes par les économistes, conçut le projet d'en faire une application utile et sensible pour tout le monde, en les rattachant à l'intérêt national de son pays, et en leur donnant tout le développement dont elles sont susceptibles sous ce nouveau rapport.

Les économistes français avaient recherché l'origine et la marche de la formation des richesses parmi les hommes en général. Adam Smith s'attacha particulièrement à la recherche des causes du progrès des richesses parmi les nations. En paraissant ainsi circonscrire son sujet, il lui fit prendre une dimension beaucoup plus étendue. Il vit que les nations s'enrichissaient non-seulement par la multiplication des richesses produites sur leur propre sol, mais plus rapidement encore par les échanges les plus avantageux possible avec les autres nations. C'est ce que l'auteur annonce dès la première phrase de son livre, en disant que le *travail annuel* d'une nation est la source primitive d'où elle tire toutes ses richesses, et que ces richesses sont toujours ou le produit immédiat de son travail, ou achetées des autres nations avec ce travail.

Cette considération le porta à examiner la nature du travail, sa puissance et ses effets ; il rechercha les causes qui ajoutent à ses produits. Il montra dans le travail la mesure universelle et invariable des valeurs ; il fit voir que toute chose vénale avait son prix naturel, vers lequel elle gravitait sans cesse au milieu des fluctuations continuelles du prix courant, occasionnées par des circonstances accidentelles étrangères à la valeur intrinsèque de la chose. Ensuite, pour expliquer les causes de ces fluctuations passagères, il analysa avec une merveilleuse sagacité les éléments divers dont se compose le prix de toute chose échangeable, en indiquant les variations dont chacun de ces éléments était susceptible. Toutes ces importantes vérités, appuyées sur des exemples familiers, étaient d'une application facile et

prochaine aux circonstances actuelles de nos sociétés, et les intérêts de toutes les classes purent y puiser d'utiles leçons.

Les services que ce grand homme rendit à son pays et à tous les peuples civilisés sont inappréciables, mais on ne peut se dissimuler que sa route lui fut indiquée par les économistes français. Ceux-ci avaient habilement creusé un terrain que personne n'avait su défricher avant eux ; Adam Smith est le premier qui ait su lui faire porter des fruits.

En effet, si l'on médite avec attention la doctrine des économistes, on reconnaîtra que le côté faible de ce système, c'est d'avoir trop peu apprécié toute l'influence du travail des arts et manufactures sur la multiplication des richesses. D'après ce qu'ils enseignent, une nation ne pourrait parvenir à un haut degré de prospérité et d'opulence que par une route longue et difficile, qui suppose une persévérance dont les affaires humaines et surtout l'administration publique sont peu susceptibles. L'impôt unique sur les terres, l'affranchissement complet de l'industrie et du commerce de toute entrave, de toute charge étrangère, l'abondance et le bon prix des vivres et des matières premières résultant de ce nouvel ordre de choses, étaient les conditions préalables pour amener une nation à cet état d'aisance et d'activité qui devait lui assurer les moyens de braver la concurrence de toutes les nations étrangères.

Le mot *richesse* n'est point entendu par Smith dans le même sens que par l'école de Quesnay. Celle-ci semble l'appliquer exclusivement aux produits que la terre multiplie et qu'ensuite le travail humain modifie, prépare et dispose pour la consommation. Dans la définition de Smith, les richesses sont toutes les choses propres à satisfaire les besoins ou à procurer à l'homme des commodités et des jouissances. Cette dernière définition s'accorde mieux avec le train habituel de la vie. Nos richesses sont tout ce qui sert à nous nourrir, nous vêtir, nous loger d'une manière plus ou moins agréable et commode, ce qui suppose des produits que l'art a façonnés pour ces différents usages.

En considérant les richesses sous cet aspect, qu'importe que le travail, appliqué à la culture de la terre, produise au delà de ses propres frais des êtres nouveaux qui n'eussent pas existé sans lui, et qu'il ait ce genre d'avantage sur le travail des manufactures et du commerce ? S'ensuit-il pour cela que cette première espèce de travail sera, dans tous les temps, plus profitable que l'autre à la société ? Ce qui con-

stitue véritablement une richesse et ce qui en détermine la valeur, c'est le besoin du consommateur. Il n'existe point de richesse proprement dite ni de valeur absolue. Ces deux mots *richesse* et *valeur* ne sont que des mots corrélatifs de ceux-ci : *consommation* et *demande*, quoique cette relation, comme nous l'avons observé plus haut, soit sujette à éprouver des variations accidentelles et momentanées, soit d'un côté, soit de l'autre. Même ce qui est propre à nourrir l'homme n'est point une richesse dans un pays inhabité et inaccessible, et à quelque degré que la civilisation soit parvenue, le principe reste le même. Si la masse des richesses vient à excéder la somme des besoins, dès lors une partie de cette richesse cessera d'être richesse et rentrera dans la classe des êtres sans valeur. Vainement donc l'agriculture multipliera ses produits ; au moment où ils dépasseront les besoins de la consommation actuelle, une partie de ces produits sera sans valeur, et l'intérêt privé, ce premier régulateur de la direction du travail et de l'industrie, se voyant trompé dans ses spéculations, ne manquera pas de tourner d'un autre côté son activité et ses efforts.

Distinguer le travail des ouvriers de l'agriculture d'avec celui des autres ouvriers, est une abstraction presque toujours oiseuse. Toute richesse, dans le sens dans lequel nous la concevons, est nécessairement le résultat de ces deux genres de travail, et la consommation ne peut pas plus se passer de l'un que de l'autre. Sans leur concours simultané il ne peut y avoir de chose consommable, et par conséquent point de richesse. Comment pourrait-on donc comparer leurs produits respectifs, puisque, en séparant ces deux espèces de travail, on ne peut plus concevoir de véritable produit, de produit consommable et ayant une valeur réelle ? La valeur du blé sur pied résulte de l'industrie du moissonneur qui le recueillera, du batteur qui le séparera de la paille, du meunier et du boulanger qui le convertiront successivement en farine et en pain, tout comme elle résulte du travail du laboureur et du semeur. Sans le travail du tisserand, le lin n'aurait pas plus le droit d'être compté au nombre des richesses, que l'ortie ou tout autre végétal inutile. A quoi pourrait-il donc servir de rechercher lequel de ces deux genres de travail contribue le plus à l'avancement de la richesse nationale ? N'est-ce pas comme si l'on disputait pour savoir lequel, du pied droit ou du pied gauche, est plus utile dans l'action de marcher ?

Les ouvriers des manufactures n'ajoutent à la chose sur laquelle ils exercent leur industrie qu'une valeur précisément égale à ce qu'ils ont consommé ou pu consommer pendant la durée de l'ouvrage. Cette observation est juste ; mais que peut-on en conclure ? Qu'il s'est opéré une sorte d'échange au moyen duquel les aliments consommés par les ouvriers se trouvent représentés par l'augmentation de valeur résultant de la main-d'œuvre, en sorte que la laine, par exemple, convertie en drap ou en tricot, a gagné justement en valeur, dans cette mutation de forme, ce qu'a dépensé ou pu dépenser l'ouvrier employé à ce travail ; mais s'il est démontré que, sans cet échange, la laine fût restée sans valeur, et que, d'un autre côté, les vivres et autres objets fournis à l'ouvrier pour salaires fussent demeurés sans consommateur, il s'ensuit que cet échange a produit le même effet que s'il eût créé ces deux valeurs, et qu'il a été pour la société une opération infiniment plus avantageuse que si pareille quantité de travail eût été employée à multiplier des produits bruts déjà surabondants. Le premier travail a été vraiment productif ; l'autre aurait été, dans la réalité, stérile, puisqu'il n'en serait pas résulté de valeur.

La terre, ont dit les économistes, est la source de toutes les richesses ; mais pour que cette proposition ne conduise pas à de fausses conséquences, il est nécessaire de l'expliquer. C'est dans le sein de la terre que commencent toutes les richesses ; c'est le travail qui les achève et qui complète leur valeur en les rendant consommables. La terre ne fournit jamais que la matière avec laquelle se forment les richesses, et celles-ci n'existeraient pas sans la main industrieuse qui modifie, divise, assemble, combine les diverses productions de la terre pour les rendre propres à nos usages. Dans le commerce, il est vrai, ces productions encore brutes sont évaluées comme véritables richesses ; mais il ne faut pas perdre de vue qu'elles doivent cet avantage à la certitude qu'a toujours le possesseur d'en faire, à sa volonté, des choses consommables, en les soumettant aux divers degrés de main-d'œuvre qui leur sont nécessaires. Elles n'ont donc qu'une valeur virtuelle, comme celle d'un billet de banque, qui passe comme argent comptant parce que le porteur est assuré de le convertir en espèces réelles quand il lui plaira. La terre recèle des mines d'or et d'argent bien connues, qui ne sont pas exploitées, parce que le produit n'en couvrirait pas la dépense. Ces métaux sont, au fond, de la même nature que ceux dont nos monnaies sont fabriquées ; cepen-

dant, comme il n'y a nulle probabilité qu'ils soient jamais extraits de la mine qui les contient, ils n'ont aucune espèce de valeur, et il serait absurde de les compter au nombre de nos richesses. L'oiseau sauvage devient une richesse au moment où l'adresse du chasseur l'a fait tomber en son pouvoir; celui qui échappe n'en est pas une.

Il est encore de toute évidence que quiconque n'est pas propriétaire foncier ne peut subsister que de salaires reçus directement ou indirectement de la main des propriétaires; il n'y a que les voleurs qui fassent exception; et les services les plus honorables, comme les plus vils, sont à cet égard dans la même catégorie. Il est encore certain que les circonstances qui ont déterminé le taux de ces divers salaires étant supposées toujours les mêmes, c'est-à-dire, les offres et les demandes de services restant entre elles dans la même proportion, après l'impôt comme auparavant, dans ce cas les salaires seront nécessairement aussi payés sur le même taux, et par conséquent l'impôt, de quelque manière qu'il soit établi, retombera toujours, en dernière analyse, exclusivement sur la classe qui fournit les salaires, et, après l'impôt, cette classe aura à subir, par suite de l'impôt, ou une augmentation dans ses dépenses, ou un retranchement dans les jouissances qu'elle pouvait se procurer auparavant. Cette charge sera d'autant plus forte, que la perception de l'impôt s'écartera davantage de la ligne directe, parce qu'il y aura à supporter, en sus de l'impôt, les frais et indemnités de tous les intermédiaires qui en auront fait l'avance, et la dépense du plus grand nombre d'agents employés à cette perception. La théorie conduit donc nécessairement à conclure que l'impôt directement perçu sur le revenu net du propriétaire foncier est l'impôt le plus conforme à la raison et à la justice, le moins onéreux aux contribuables et le plus profitable au trésor.

Mais si cette théorie fait abstraction d'une foule de circonstances morales qui ont une grande influence sur la facilité de la perception et même sur les conséquences de l'impôt, et si les inconvénients qui résultent de cette influence l'emportent de beaucoup sur l'avantage unique d'une charge moins forte, alors la théorie ne se composant pas de tous les éléments qui entrent dans la pratique, se trouve nécessairement démentie par celle-ci. Or, c'est précisément ce qui se rencontre dans la question où il s'agit de comparer les avantages et les inconvénients des deux modes de perception de l'impôt.

L'habitude qu'ont les hommes de voir dans l'argent la représen-

tation de toutes les choses qui servent au soutien ou à l'agrément de la vie, leur fait naturellement contracter une extrême répugnance à se défaire de l'argent qu'ils possèdent, à moins qu'il ne s'agisse de pourvoir à un besoin ou de se procurer une jouissance. On dépense avec plaisir, mais il faut un effort pour payer une dette; et celle qui coûte le plus à acquitter, parce que la valeur reçue en échange est moins aperçue et moins sensible pour tout le monde, c'est l'impôt. En attachant l'impôt à la chose consommable, en le confondant dans le prix de celle-ci, en faisant que le payement de la dette et la jouissance soient un seul et même acte, on fait en quelque sorte participer l'impôt à l'attrait que porte avec soi la consommation, et l'on fait naître dans l'esprit du consommateur le désir d'acquitter l'impôt. C'est au milieu de la profusion des repas que se payent les taxes sur le vin, la bière, le sucre, le sel et les articles de ce genre, et le trésor public trouve une source de gain dans les provocations à la dépense qui sont excitées par l'abandon et la gaieté des fêtes.

Un autre avantage de même nature en faveur de l'impôt indirect ou de consommation, c'est son extrême divisibilité et la facilité donnée au contribuable de s'acquitter jour par jour et même d'une minute à l'autre. L'artisan qui soupe d'une partie du salaire de sa journée, satisfait quelquefois en un quart d'heure à quatre ou cinq payements divers de l'impôt.

Dans la perception directe, l'impôt se montre sans nul déguisement; il vient sans être attendu, à cause de l'imprévoyance si ordinaire au commun des hommes, et il apporte toujours avec lui de la gêne et du découragement.

Toutes ces considérations sont négligées par les partisans de la perception directe; et cependant, quiconque a réfléchi sur l'art de gouverner les hommes, peut juger de ce qu'elles ont d'importance.

Mais ce n'est peut-être pas tout encore. L'impôt indirect, en ajoutant successivement un surcroît de prix aux articles de consommation générale et journalière, au moment où tous les membres de la société ont contracté l'habitude de ces consommations, rend ces divers articles un peu plus coûteux à acquérir, c'est-à-dire qu'il donne lieu à ce qu'il faille, pour se les procurer, un surcroît proportionné de travail et d'industrie. Or, si cet impôt est mesuré de manière à ne pas aller jusqu'à décourager la consommation, ne semble-t-il pas, dans ce cas, agir comme un stimulant universel sur la partie active

et industrielle de la société, qui l'excite à un redoublement d'efforts, pour n'être pas obligée de renoncer à des jouissances que l'habitude lui a rendues presque nécessaires, et qui, en conséquence, donne un plus grand développement aux facultés productives du travail et aux ressources de l'industrie? Ne doit-il pas en résulter qu'après l'impôt, il y a la même somme de travail et d'industrie qu'auparavant, pour fournir aux besoins et aux jouissances habituelles des hommes qui composent la classe laborieuse, plus la somme de travail et d'industrie qui a dû pourvoir au surcroît de prix destiné à l'impôt? Or, cet impôt, ou ce surcroît de produit qui se paye, étant dépensé par le gouvernement qui le recueille, sert à alimenter une nouvelle classe de consommateurs qui forment des demandes que l'impôt les met à portée de payer.

Si ces conjectures étaient fondées, il s'ensuivrait que, bien loin d'avoir une influence nuisible sur la richesse et la population du pays, l'impôt de consommation sagement combiné tendrait à accroître et à fortifier ces deux grands fondements de la prospérité et de la puissance nationale. Il y tendrait précisément par la raison qu'il porte immédiatement sur la généralité du peuple, et qu'il agit sur la classe ouvrière et industrielle qui est la plus active du corps social, tandis que l'impôt direct ou foncier n'agit que sur la classe oisive des propriétaires.

Ces observations semblent donner l'explication du phénomène le plus surprenant de l'économie politique, savoir, l'accroissement rapide et prodigieux de la richesse chez les nations les plus chargées d'impôts sur les articles de la consommation générale. Elles mériteraient peut-être d'être développées avec plus d'étendue que n'en comportent les bornes d'une préface; mais on en a dit assez pour faire pressentir que ce n'est pas en soumettant la théorie de l'impôt à un calcul rigoureux, et pour ainsi dire mathématique, que l'on peut apprécier ses véritables effets sur la prospérité publique.

Ainsi, de toutes les vérités qui ont été découvertes et publiées par les économistes, les unes sont d'une faible utilité dans la pratique; les autres se trouvent contredites dans leur application par des circonstances accessoires que la théorie n'avait pas fait entrer dans ses calculs.

Ce qui établit la différence capitale entre la doctrine de Smith et celle des économistes, c'est le point duquel elles partent l'une et l'autre.

tre pour tirer leurs conséquences. Les derniers remontent à la *terre*, comme source primitive des richesses ; l'autre s'appuie sur le *travail*, comme l'agent universel dont elles sont toutes produites.

Dès le premier coup d'œil on reconnaît combien l'école du professeur d'Édimbourg doit l'emporter sur celle des philosophes français, sous le rapport de l'utilité publique et de l'application de ses préceptes. Le travail étant une puissance dont l'homme est la machine, l'accroissement de cette puissance ne doit guère rencontrer d'autres limites que celles presque indéfinies de l'intelligence et de l'industrie humaine, et elle est, comme ces facultés, susceptible d'être dirigée par des conseils et perfectionnée par le secours de la méditation. La terre, tout au contraire, abstraction faite de l'influence qu'a le travail sur l'espèce et la quantité des productions qu'elle peut rendre, est entièrement hors du pouvoir des hommes, sous tous les autres rapports qui pourraient la rendre plus ou moins avantageuse pour la nation qui la possède, son étendue, sa situation et ses propriétés physiques.

Ainsi la science de l'économie politique, considérée sous le point de vue qu'ont adopté les économistes, rentre dans la classe des *sciences naturelles*, qui sont purement spéculatives, et qui ne peuvent se proposer autre chose que la connaissance et l'exposition des lois qui régissent l'objet dont la science s'occupe ; au lieu que, vue sous l'aspect sous lequel Smith nous la représente, cette science se trouve réunie aux autres *sciences morales* qui tendent à améliorer leur objet et à le porter au plus haut degré de perfection dont il est susceptible.

La doctrine de Smith peut être réduite à un petit nombre de principes extrêmement simples, et peu de mots suffisent pour en faire l'exposition.

La puissance avec laquelle une nation produit ou acquiert toutes ses richesses, c'est le *travail*.

Les produits de cette puissance seront d'autant plus grands, qu'elle recevra plus d'accroissement.

Or, elle peut s'accroître de deux manières, en *énergie* et en *étendue*.

Le travail gagne en *énergie*, quand la même quantité de travail fournit de plus grands produits. La division des parties d'un même ouvrage en autant de tâches séparées, exécutées par des mains différentes, l'invention de machines et de procédés propres à abréger

et à faciliter la main-d'œuvre, sont les deux moyens principaux par lesquels le travail acquiert de l'énergie, et qui perfectionnent ses facultés productives.

Le travail gagne en *étendue*, quand le nombre des travailleurs augmente dans sa proportion avec celui des consommateurs. Cette augmentation résulte de l'accumulation progressive des capitaux et aussi du genre d'emploi vers lequel ils sont dirigés ; certains emplois, à égalité de capital, tenant en activité une plus grande quantité de travail national que d'autres emplois.

Pour que le travail puisse accroître dans l'une et l'autre de ces dimensions et arrive progressivement au *maximum* d'énergie et d'étendue qu'il peut atteindre dans une nation, vu la situation, la nature et la qualité du territoire qu'elle possède, qu'ont à faire les administrateurs qui la gouvernent ?

La division des parties du même corps d'ouvrage ou article de marchandise, l'invention et le perfectionnement des machines et procédés d'industrie, ces deux grands moyens d'augmenter l'énergie du travail, avancent en raison de l'étendue du marché, c'est-à-dire à proportion du nombre des échanges qui peuvent se faire, de la facilité et de la promptitude avec laquelle ils s'opèrent. Que le gouvernement mette donc tous ses soins à agrandir pour ses sujets le marché ouvert aux produits de leur travail. Des routes sûres et commodes, tant par terre que par eau, la plus grande liberté de communication entre tous acheteurs et tous vendeurs, tant au dedans qu'au dehors du pays, un bon système de monnaies, la garantie de l'exécution fidèle des contrats et promesses, sont des mesures indispensables, mais toujours efficaces pour parvenir à ce but. Plus le gouvernement approchera du mieux sur chacun de ces trois points, plus il sera certain de donner au marché national tout l'agrandissement dont ce marché est susceptible. Le premier des trois est sans contredit le plus essentiel, puisqu'il ne peut être suppléé par aucun autre expédient, et qu'à son défaut les autres seront sans effet.

L'accumulation graduelle des capitaux est une suite nécessaire de l'augmentation des facultés productives du travail, et elle contribue encore, comme cause, à une augmentation ultérieure de ces facultés ; mais à mesure que cette accumulation vient à grossir, elle ajoute encore, sous un autre rapport, à la puissance du travail, en lui donnant plus d'étendue, parce qu'elle multiplie considérablement le nombre

des travailleurs et augmente la somme du travail national, et cette augmentation dans le nombre de bras employés parmi les nationaux dépendra de la nature d'emploi à laquelle le capital sera destiné.

Sous ce second rapport de l'augmentation des produits par une plus grande étendue de travail, la tâche du gouvernement est encore plus facile. Ici il n'a point à agir, il lui suffit de ne pas nuire. On ne lui demande que de protéger la liberté naturelle de l'industrie, de lui laisser ouverts tous les canaux dans lesquels elle sera entraînée par son impulsion spontanée et par la suggestion de l'intérêt privé, de l'abandonner à son propre penchant et de ne pas avoir la prétention de connaître mieux qu'elle dans quel sens elle doit diriger ses efforts, attendu que l'infailible intérêt qui lui sert de guide, le sentiment de ce qui lui est le plus convenable ou le plus avantageux, la conduiront d'une manière plus sûre que ne pourront jamais le faire les soins et l'autorité de l'administration publique.

On voit que ces deux écoles, les seules que la philosophie moderne ait foudées sur cette branche de l'économie politique qui concerne la formation et la distribution des richesses, quoique différentes dans les principes sur lesquels elles établissent leur doctrine, s'accordent néanmoins sur ce point : c'est que le désir inné dans chaque individu d'améliorer sa condition est le premier mobile de l'accroissement progressif de la richesse nationale ; qu'ainsi ce désir, tant qu'il n'agit point d'une manière contraire aux droits d'autrui, doit jouir de la liberté la plus illimitée et de la protection la plus impartiale ; qu'il n'existe point dans une nation, sous le rapport de sa richesse, d'autre intérêt général que la réunion de tous les intérêts privés concourant librement au même but ; que c'est une erreur que de supposer dans ce cas un intérêt national en opposition avec les intérêts privés, et que de croire qu'on puisse jamais servir la chose publique en sacrifiant certains intérêts privés à d'autres intérêts privés. Elles s'accordent aussi à soutenir que la force publique n'a été confiée au gouvernement que pour lui donner les moyens de protéger également et sans aucune partialité le libre exercice du travail et de l'industrie, tant qu'il ne porte aucun dommage aux droits d'autrui ; que le gouvernement fait un abus injuste et déraisonnable du pouvoir qui lui a été remis, lorsqu'il ne couvre pas de la même protection tous les droits et tous les intérêts : injuste, lorsqu'il restreint et gêne la circulation du travail et de l'industrie par des créations de corporations,

jurandes, maîtrises et autres institutions de ce genre qui tendent à déshériter la plus grande partie de la classe indigente du seul patrimoine qu'elle ait reçu de la nature; lorsqu'il arme et solde des troupes de commis sur les frontières pour empêcher ses sujets de consommer ce qui leur paraît plus agréable, plus commode et moins coûteux, et pour empêcher les producteurs de disposer de leur légitime propriété au prix le plus avantageux : déraisonnable, lorsqu'il diminue le nombre des travailleurs et resserre le développement de l'industrie; lorsqu'en écartant par force la concurrence des vendeurs et des acheteurs, il met obstacle à des échanges plus avantageux et détruit le plus puissant stimulant qui puisse aiguillonner l'activité et l'industrie de ses propres sujets, les piquer d'une utile émulation et les mettre dans la nécessité d'obtenir une juste préférence sur tous autres par la bonne qualité et par le bon prix; enfin lorsqu'il veut, par des faveurs et des récompenses, attirer le travail et les capitaux dans des voies que leur propre intérêt les détourne de suivre, parce qu'ils reconnaissent que leurs produits y seraient inférieurs.

Rien, sans doute, ne serait plus facile que de concilier ces deux écoles et de les ramener aux mêmes principes; mais la tâche véritablement difficile, celle qu'il ne faut pas se flatter de pouvoir remplir de longtemps, ce serait de déterminer l'administration publique à se désister des mesures fausses et illusoire auxquelles elle attache tant d'importance, et pour la conservation desquelles tant d'intérêts particuliers seront toujours prêts à se coaliser.

On a été dans ces derniers temps jusqu'à contester à Smith qu'il ait été le créateur de la doctrine qui fait dériver la richesse du travail. Longtemps avant Smith, sans doute, il avait été reconnu que l'homme doit au travail ses moyens de subsistance, et que les nations comme les individus ne peuvent s'enrichir qu'à force de travail et d'industrie. C'est une vérité aussi ancienne que le monde. On la trouve consignée dans les premières pages d'un livre que sa haute antiquité et la simplicité sublime avec laquelle il est écrit, suffiraient seules pour recommander à la vénération des hommes, (*Genèse*, chap. 3, v. 17 et 19.) Tous ceux qui ont été appelés à instruire ou à gouverner des sociétés humaines, et qui ont cherché à les rendre heureuses et puissantes, se sont appliqués à leur présenter tous les moyens possibles d'encouragement au travail, et l'on ne connaît guère de législateurs ou de moralistes qui n'aient prescrit aux hommes de tra-

vailler pour rendre leur vie plus heureuse dans le présent et mieux assurée pour l'avenir. Mais que pourrait-on inférer de ces observations pour affaiblir la gloire que s'est acquise Adam Smith par son immortel ouvrage sur la *Richesse des nations*?

Il y a autour de nous une multitude de faits qui se présentent si fréquemment qu'ils frappent tous les yeux ; mais entre les faits les plus communs il existe souvent d'importantes relations qui demeurent inaperçues jusqu'au moment où un habile et profond observateur parvient à les découvrir et à les révéler à son siècle. Il y a des vérités morales tellement évidentes, qu'il n'est guère d'esprits auxquels elles échappent ; mais quelquefois les vérités les plus vulgaires sont fécondes en conséquences de la plus grande utilité, et ces conséquences restent cachées jusqu'à ce que la méditation de l'homme de génie, s'attachant à ce principe, s'obstine à le creuser et finit par mettre au jour les trésors qui y étaient renfermés. Dès ce moment la science est créée et commence à répandre ses premiers bienfaits. Longtemps avant qu'il existât des mathématiques, il est probable que les hommes pratiquaient des méthodes informes pour combiner les quantités et mesurer les surfaces. Avant que les premiers éléments de l'astronomie fussent connus, les pâtres avaient remarqué que le soleil décrivait chaque jour sur leur horizon une portion de cercle qui s'élevait et qui s'abaissait aux différentes saisons de l'année. Les études et les aperçus d'un grand homme fécondent ces germes perdus et en font éclore la science. Cet homme donne une grande impulsion à toute la société dont il est membre. La découverte qu'il a faite devient la propriété de tous ; transmise par la voie seule de l'enseignement à la génération suivante, cette génération a déjà fait un pas immense et se trouve tout à coup portée à un degré d'élévation dont ses aîcêtres n'avaient aucune idée.

Adam Smith s'est emparé d'une vérité triviale, et sous ses mains cette vérité est devenue une mine inépuisable. Qui, avant lui, avait imaginé de considérer philosophiquement la nature et les effets du travail ? Qui avait observé comment son énergie grandit et se développe, quand son action, distribuée sur les diverses parties d'un même ouvrage, s'exerce séparément sur chacune d'elles ? Qui avait trouvé les rapports naturels qui subsistent entre le travail et les valeurs qu'il a produites, de manière à ce que le premier puisse servir de mesure aux secondes ? Qui avait remonté jusqu'au principe qui donne l'im-

pulsion au travail et indique les causes qui en tiennent à la fois une plus grande masse en activité avec l'emploi d'une quantité égale de ce mobile?

Toute cette théorie sur le travail, sur les effets de sa division, ainsi que de tous les autres moyens qui l'abrègent et le facilitent, sur l'étendue dont ces moyens de perfectionnement sont susceptibles et sur ce qui la limite, sur l'action du capital considéré comme moteur du travail, et sur les divers emplois qui répètent cette action plus ou moins souvent dans un temps donné; enfin sur la puissance qu'acquière les facultés productives du travail par le progrès successif des arts de la civilisation, et sur l'effet que cet accroissement de puissance a sur la valeur réelle et intrinsèque de la subsistance qui alimente l'ouvrier, et par conséquent sur la richesse et le bien-être de la classe qui dispose de la subsistance et qui commande en première ligne tout le travail de la société, compose une science entièrement neuve, dont Smith doit être incontestablement proclamé le créateur.

Cette vaste et profonde théorie n'est encore qu'une partie des services que cet illustre écrivain a rendus à l'économie politique. Ce n'est pas avec moins de justesse et de sagacité qu'il a analysé les échanges et distingué les parties constituantes du prix des marchandises, en considérant chaque prix en particulier, ainsi que celles du revenu total de la société et la distribution de chacune d'elles entre les différentes classes du peuple; qu'il a posé les principes d'après lesquels on doit reconnaître le *prix réel* des choses fondé sur la nature même de l'homme et des besoins que ces choses sont destinées à satisfaire, afin de ne pas le confondre avec le *prix nominal* ou pécuniaire, qui s'éloigne souvent du prix réel à cause des variations de valeur auxquelles l'argent est sujet; qu'il a également établi les conditions qui forment le *prix naturel* et ordinaire des choses, prix qui suppose que les quantités produites sont avec les quantités demandées dans cet état d'équilibre auquel elles tendent sans cesse; de manière à ce que ce *prix naturel* puisse être distingué du prix courant ou *prix du marché*, qui s'écarte souvent du *prix naturel*, lorsque l'équilibre entre les quantités offertes et les quantités demandées se trouve momentanément et accidentellement dérangé par des circonstances extraordinaires, soit aux dépens de la production quand elle est surabondante et dépasse la somme des besoins de la consumma-

tion, soit aux dépens de celle-ci quand les quantités produites sont insuffisantes et ne peuvent satisfaire à la quantité des demandes.

Toute cette partie de la doctrine de Smith est également neuve et lui appartient entièrement ; elle est toujours une déduction du même principe. Quand une marchandise est venue au marché où elle doit être vendue, elle y représente la quantité de travail qui a été employée à la produire, à la fabriquer et à la transporter ; et, dans l'état ordinaire des choses, il faut qu'elle obtienne en échange la même quantité de travail, sans quoi elle cesserait d'être produite ou de paraître à ce marché. Le blé, qui est la subsistance de l'ouvrier, a aussi sa valeur naturelle réglée par le travail, mais d'après un autre principe. La valeur réelle d'une mesure de blé, année moyenne, c'est la quantité de travail qu'elle peut alimenter et entretenir dans l'état actuel de la société. C'est le prix qu'elle ne peut manquer de trouver, car il y a toujours du travail qui s'offre pour échange de la subsistance. Ainsi le possesseur de cette mesure de blé, soit qu'il veuille l'échanger contre du travail à faire, soit qu'il l'échange contre le travail fait, pourra commander ou obtenir une quantité égale au travail que cette portion de blé peut faire subsister.

C'est le travail qui règle toujours les conditions des échanges ; c'est lui qui constitue le prix naturel de toutes choses.

III. Méthode pour faciliter l'étude de l'ouvrage de Smith.

Tel est le résultat de la doctrine de Smith et le fruit qu'on doit recueillir de son immortel ouvrage. L'évidence du principe et l'enchaînement naturel des conséquences donnent à toute cette doctrine un caractère de simplicité et de vérité qui ne la rend pas moins admirable que convaincante.

Mais cette simplicité ne s'aperçoit pas au premier coup d'œil, et pour la reconnaître il faut beaucoup d'étude et de méditation. On ne peut se dissimuler que le défaut tant de fois reproché aux écrivains anglais de manquer de méthode et de négliger, en traitant les sciences, ces formes didactiques qui soulagent la mémoire du lecteur et guident son intelligence, se fait surtout sentir dans les *Recherches sur la richesse des nations*. Il semble que l'auteur ait pris la plume au moment où il était le plus exalté par l'importance de son sujet et par l'étendue de ses découvertes. Il débute par étaler aux yeux du lecteur les innombrables merveilles opérées par la *division du travail*.

et c'est par ce tableau imposant et magnifique qu'il ouvre le cours de ses leçons. De là, remontant aux circonstances qui amènent et qui limitent cette division, il est conduit, par la suite de ses idées, à la définition des valeurs, aux lois qui les régissent, à l'analyse des divers éléments qui les composent, et aux rapports qui existent entre les valeurs de différentes nature et origine, toutes notions préliminaires qui devaient naturellement être exposées au lecteur avant de lui mettre sous les yeux la machine compliquée de la multiplication des richesses et de lui découvrir les prodiges du plus puissant de ses ressorts.

D'un autre côté, le fil des leçons est souvent interrompu par de longues digressions qui en font entièrement perdre la trace. Telles sont celle sur *les variations de la valeur des métaux précieux pendant les quatre derniers siècles*, avec un examen critique de l'opinion qui suppose que cette valeur va en décroissant (liv. I, chap. xi); celle sur *les banques de circulation et sur le papier monnaie* (liv. II, chap. II); celle sur *les banques de dépôt, et en particulier celle d'Amsterdam*, dont l'auteur expose les statuts et les opérations dans le plus grand détail (liv. IV, chap. III); celle sur *les avantages d'un droit de seigneurage sur la fabrication des monnaies*, insérée dans un chapitre intitulé : *des Traités de commerce* (liv. IV, chap. VI); enfin, celle sur *le commerce des grains et sur la législation de ce commerce*, tout à fait étrangère à l'objet principal du livre dans lequel elle se trouve. Ces traités particuliers, dont chacun est peut-être le meilleur qui ait jamais été fait sur le sujet, sont cependant placés de manière à distraire l'attention du lecteur et à lui faire perdre de vue l'objet principal, et ils nuisent beaucoup à l'effet de l'ensemble. L'auteur ne s'est pas caché les inconvénients de ces digressions, et, en plusieurs endroits, il s'excuse de s'être trop écarté de son sujet, et il reconnaît même que sa digression eût dû être placée dans un autre endroit. On regrette que ces traités particuliers que l'auteur a voulu conserver n'aient pas été par lui rejetés à la fin de son ouvrage en morceaux détachés et par forme d'*appendices*.

Pour remédier, autant qu'il est en moi, aux difficultés que pourraient présenter à un grand nombre de lecteurs ces irrégularités dans la composition du livre de la *Richesse des nations*, et pour faciliter aux commençants l'étude de la doctrine de Smith, j'ai cru devoir in-

diquer l'ordre qui m'a semblé le plus conforme à la marche naturelle des idées, et par cette raison le plus propre à l'enseignement.

Je commence par observer que toute la doctrine de Smith sur la formation, multiplication et distribution des richesses, est renfermée dans ses deux premiers livres, et que les trois autres pourraient être lus à part, comme autant d'ouvrages séparés, qui, à la vérité, confirment et développent sa doctrine, mais qui ne servent pas à la compléter.

En effet, le troisième livre est une discussion politique et historique sur la marche que suivraient les progrès de la richesse dans un pays où le travail et l'industrie seraient librement abandonnés au cours de leur pente naturelle, et sur les circonstances particulières qui, par suite des événements, ont amené dans toutes les contrées de l'Europe une marche directement contraire.

Le quatrième livre est un traité polémique dans lequel l'auteur s'est proposé de combattre les divers systèmes d'économie politique qui ont été en crédit, et principalement celui qu'il désigne sous le nom de *système mercantile*, dont l'influence a été si forte sur la législation et sur l'administration dans tous les pays de l'Europe, et principalement en Angleterre. Il traite, dans autant de chapitres séparés, des divers expédients que les gouvernements ont mis en œuvre dans la vue de favoriser ce système, tels que les prohibitions et autres entraves à l'importation des marchandises étrangères, les restitutions de droits à la réexportation, les gratifications pour encourager diverses branches de commerce, le monopole du commerce avec les colonies, et enfin les traités de commerce favorables à ce système.

Enfin le cinquième livre traite des revenus de l'État et des dépenses dont il est à propos qu'il demeure chargé, telles que les dépenses nécessaires pour la défense commune, celles pour l'administration de la justice, et celles qui ont pour objet l'instruction de la jeunesse, ainsi que le perfectionnement moral du peuple dans tous les âges et toutes les conditions. Il discute aussi, dans un chapitre particulier, les dépenses que le gouvernement doit faire pour favoriser le commerce en général et la circulation des marchandises par de bonnes routes, et tous les moyens de communication les plus commodes. Il semble que les dépenses publiques relatives à la monnaie, et les soins que doit prendre le gouvernement pour la tenir constam-

ment dans le meilleur état possible, auraient dû trouver leur place dans ce livre. L'auteur a cru devoir, au sujet des dépenses faites pour favoriser le commerce en général, examiner s'il convient au gouvernement de faire des dépenses pour favoriser quelques branches particulières de commerce, ce qui le conduit à donner l'histoire des diverses compagnies autorisées et privilégiées pour le commerce des *Indes*, de l'*Afrique*, de la *mer du Sud*, etc., qui toutes ont occasionné à l'État des pertes sans profit, et à conclure que l'administration se fût épargné de grands frais et eût servi le pays plus utilement en maintenant la liberté de tous ces divers commerces à la généralité de ses sujets. Toute cette discussion sur les compagnies de commerce exclusives ou privilégiées aurait peut-être été mieux placée dans le quatrième livre, parmi les expédients adoptés dans la vue de favoriser le *système mercantile*.

La seconde partie de ce cinquième et dernier livre est consacrée à l'examen des méthodes les plus équitables et les moins onéreuses au peuple, de pourvoir aux dépenses publiques; question sur laquelle l'auteur n'est point d'accord avec les économistes français, et approuve les impôts indirects, ou taxes sur les objets de consommation. Ce livre est terminé par un chapitre dans lequel l'auteur traite des dettes publiques et de leur influence sur la prospérité nationale.

D'après ce qu'on vient de voir, ces trois derniers livres peuvent être lus et étudiés tels qu'ils ont été composés, et ils seront aisément compris par tout lecteur qui sera parvenu à bien entendre le corps de doctrine renfermé dans les deux premiers.

Je considère donc ici ces deux premiers livres comme un ouvrage complet, que je divise en trois parties.

La première traite des valeurs en particulier; elle comprend leur définition, les lois qui les régissent; l'analyse des éléments qui constituent une valeur ou qui entrent dans sa composition; enfin les rapports que des valeurs de diverse origine ont à l'égard l'une de l'autre.

La seconde partie traite de la masse générale des richesses. On y divise les richesses en plusieurs classes, selon leur destination ou la fonction qu'elles remplissent.

La troisième et dernière partie expose la manière dont s'opèrent la multiplication et la distribution des richesses.

PREMIÈRE PARTIE.

Des valeurs en particulier.

La qualité essentielle qui constitue les richesses, et sans laquelle elles ne mériteraient pas ce nom, c'est la *valeur échangeable*.

La *valeur échangeable* diffère de la *valeur d'utilité*. (Liv. I, fin du chap. IV.)

Le rapport qui existe entre deux valeurs échangeables, exprimé en une valeur convenue, se nomme *prix*.

La valeur généralement convenue chez les peuples civilisés, c'est celle des métaux précieux. Motifs de cette préférence, origine de la monnaie (liv. I, chap. IV); rapport entre la monnaie et le métal monnayé. (Liv. I, chap. V.)

Le prix en argent ou prix *nominal* des choses diffère du prix *réel*, qui est leur évaluation par la quantité de travail qu'elles coûtent ou qu'elles représentent. (*Idem.*)

Lois d'après lesquelles s'établit naturellement le prix des richesses; des circonstances accidentelles qui font dévier le prix actuel ou courant, du prix naturel, ce qui donne lieu à distinguer entre *prix naturel* et *prix de marché*. (Liv. I, chap. VII.)

Le prix se compose ordinairement de trois éléments distincts : le *salaire* du travail; le *profit* de l'entrepreneur du travail; la *rente* de la terre qui a fourni la matière du travail. Il existe quelques marchandises dans le prix desquelles n'entre point la *rente*; d'autres, en plus petit nombre, dans le prix desquelles n'entre point le *profit* aucune dont le prix ne soit composé de *salaire*. (Liv. I, chap. VI.)

Du salaire. Lois d'après lesquelles s'établit naturellement le taux du salaire; des circonstances accidentelles qui le font sortir momentanément des limites de ce taux naturel. (Liv. I, chap. VIII.)

Du profit des capitaux. Lois d'après lesquelles s'établit naturellement le taux du profit; des circonstances accidentelles qui, momentanément, l'élèvent au-dessus ou l'abaissent au-dessous de ce taux naturel. (Liv. I, chap. IX.)

Le travail et les capitaux tendent naturellement à se répandre uniformément dans tous les emplois, et certains emplois, par leur nature, étant accompagnés de désagréments ou de difficultés qui ne se rencontrent pas dans les autres; certains emplois, au contraire, offrent des avantages réels ou imaginaires qui leur sont particuliers,

le salaire et les profits doivent s'élever ou s'abaisser proportionnellement à ces désavantages et à ces avantages, de manière à former un juste équilibre entre tous les divers emplois. La police arbitraire et oppressive de l'Europe s'oppose, en beaucoup de circonstances, à ce que cet équilibre s'établisse conformément à l'ordre naturel. (Liv. I, chap. x.)

De la *rente* de la terre. Ce que c'est que la rente de la terre ; comme elle entre dans le prix des richesses, et d'après quels principes il arrive que tantôt elle forme et tantôt elle ne forme pas une partie intégrante de ce prix. (Liv. I, chap. xi.)

Division des produits bruts de la terre en deux grandes classes :

1° Les produits qui sont toujours nécessairement vendus de manière à rapporter une rente au propriétaire de la terre.

2° Ceux qui, selon les circonstances, peuvent se vendre sans rapporter de rente de terre, et qui peuvent aussi se vendre quelquefois de manière à en rapporter une.

Les produits bruts de la première classe viennent de la terre propre à fournir de la nourriture à l'homme ou aux animaux dont se nourrit l'homme. La valeur du produit des terres cultivées pour la nourriture de l'homme, détermine la valeur de toutes les autres terres propres à cette culture. Cette règle générale souffre quelques exceptions ; causes de ces exceptions.

Les produits de la seconde classe sont les matières propres au vêtement, au logement, au chauffage, aux meubles et ustensiles du ménage, à l'ornement de la personne et à la décoration de l'habitation. La valeur de ces produits est dépendante de celle des produits de la première classe. Quelles circonstances font que les produits de cette classe peuvent se vendre de manière à fournir une rente au propriétaire de la terre dont ils ont été tirés. Principes d'après lesquels se règle la proportion pour laquelle entre la vente dans le prix de ces produits. (Liv. I, chap. xi.)

Rapport entre les valeurs respectives des produits de la première classe et celles des produits de la seconde. Des variations qui peuvent survenir dans ces rapports et des causes de ces variations. (Liv. I, chap. xi.)

Rapport entre les valeurs des produits bruts des deux classes ci-dessus et celles des produits de manufacture. Des variations qui peuvent survenir dans ce rapport. (Liv. I, chap. xi.)

Certains produits bruts, tirés de sources très-différentes, sont cependant destinés au même genre de consommation ou à satisfaire le même besoin, procurer la même sorte de commodité, tels que le bois et le charbon de terre pour chauffer, la cire et le suif pour éclairer ; de là il résulte que la valeur de l'un détermine et limite celle de l'autre. (*Idem.*)

Les rapports des valeurs de diverse nature changent selon l'état dans lequel se trouve la société. Cet état est ou *progressif*, ou *décroissant*, ou *stationnaire* ; c'est-à-dire que la société marche vers une plus grande opulence ou décline vers l'appauvrissement, ou se maintient au même état de richesse, sans monter ni descendre.

Des effets que produisent ces diverses conditions de la société sur le prix des salaires (liv. I, chap. viii), sur le taux du profit (liv. I, chap. ix), sur la valeur des produits bruts de la terre et sur celle des divers produits de manufacture (liv. I, chap. xi). Différence à cet égard entre diverses sortes de produits bruts, savoir : 1° ceux que l'industrie humaine ne saurait multiplier ; 2° ceux que cette industrie a le pouvoir de multiplier à proportion des demandes ; 3° ceux sur la multiplication desquels l'industrie humaine n'a qu'une influence incertaine ou limitée. (Liv. I, chap. xi.)

DEUXIÈME PARTIE.

Des richesses considérées en masse et relativement à leurs fonctions.

Les richesses accumulées entre les mains d'un particulier sont de deux natures, quant à leur destination ou à la fonction à laquelle il se propose de les employer.

1° Celles réservées pour servir à sa consommation actuelle ou prochaine.

2° Celles employées comme capital pour lui procurer un revenu. (Liv. II, chap. i.)

Le capital employé est aussi de deux espèces différentes : 1° le capital *fixe* qui produit un revenu sans changer de maître ; 2° le capital *circulant*, qui ne peut produire de revenu à son possesseur qu'autant que celui-ci l'échange. (Liv. II, chap. i.)

La totalité des richesses accumulées dans une société peut se diviser dans les mêmes trois parties.

1° Les fonds destinés à l'actuelle ou prochaine consommation de ceux dans les mains desquels ils se trouvent.

2° Le capital *fixe* de la société:

3° Son capital *circulant*.

Le capital *fixe* de la société, c'est 1° toutes les machines et instruments de travail; 2° tous les bâtiments et constructions destinés à une exploitation quelconque; 3° les travaux et améliorations faites à la terre pour la rendre plus productive; 4° les talents et l'habileté que certains membres de la société ont acquis à force de temps et de dépense, en réalisant ainsi sur eux-mêmes le travail accumulé qui a pourvu à cette dépense.

Le capital *circulant* de la société, c'est 1° l'argent de la circulation; 2° les provisions de vivres existantes entre les mains, tant des producteurs que des marchands, et gardées, tant par les uns que par les autres, pour être revendues avec profit; 3° les matériaux pour logement, vêtement, ameublement, ornement ou décoration, plus ou moins manufacturés, étant entre les mains des ouvriers occupés à les mettre en œuvre et à les rendre tout à fait consommables; 4° l'ouvrage terminé et propre à la consommation étant dans les magasins et boutiques des marchands qui les gardent pour les revendre avec profit, ou dans les navires et voitures qui les transportent pour le compte du marchand ou du consommateur. (Liv. II, chap. 1.)

Des rapports de fonctions qui existent entre ces deux genres de capital. (*Id.*)

De la route que suit le capital *circulant* en sortant de la circulation pour entrer soit dans le capital *fixe*, soit dans le fonds de la consommation actuelle et prochaine. (*Id.*)

Les sources qui renouvellent sans cesse le capital *circulant*, à mesure qu'il diminue en entrant dans le capital fixe ou dans le fonds de consommation, sont: 1° la terre, 2° les mines et carrières, 3° les pêcheries. (*Id.*)

De la fonction que remplit l'argent dans la circulation (liv. II, chap. II); des expédients qui peuvent remplir la même fonction à moins de frais, et des inconvénients auxquels ils sont sujets. (*Id.*)

Des fonds prêtés à intérêt, des circonstances qui règlent la proportion de cette nature de fonds avec la masse totale des fonds existants dans la société. La quantité des fonds à emprunter ne dépend nullement de la quantité du numéraire existant dans la circulation. (Liv. II, chap. IV.)

Des principes d'après lesquels s'établit le taux commun de l'intérêt de l'argent. (*Id.*)

Il y a un rapport nécessaire entre ce taux et le prix courant des fonds de terre. (*Id.*)

TROISIÈME PARTIE.

Manière dont s'opèrent la multiplication et la distribution des richesses.

Les richesses se multiplient à mesure que la puissance qui les produit augmente, soit en énergie, soit en étendue. (Liv. I, *Introduction.*)

Le travail, qui est cette puissance, augmente en *énergie*, 1° par la division des parties d'un même corps d'ouvrage ou article de manufacture en autant de tâches séparées, exécutées par des mains différentes ; 2° par l'invention des machines qui abrègent et facilitent le travail. (Liv. I, chap. 1.)

La division augmente l'énergie du travail, 1° par l'habileté et dextérité qu'elle fait acquérir à l'ouvrier ; 2° par l'épargne du temps. (*Idem.*)

L'invention des machines est elle-même un effet de la division du travail. (*Id.*)

Le penchant particulier à l'espèce humaine, qui porte les individus à échanger entre eux les divers produits de leurs travaux et de leurs talents respectifs, est le principe qui a donné lieu à la division du travail. (Liv. I, chap. II.)

La division du travail est donc nécessairement limitée par le nombre d'échanges possibles, c'est-à-dire par l'étendue du marché, d'où tout ce qui tend à agrandir le marché d'une nation facilite les progrès de cette nation vers l'opulence. (Liv. I, chap. III.)

Le travail augmente en *étendue* en raison, 1° de la plus grande accumulation des capitaux ; 2° de la manière dont ces capitaux sont employés. (Liv. I, *Introduction.*)

Les capitaux s'accumulent d'autant plus vite que la proportion entre les consommateurs productifs et les consommateurs non productifs est plus grande en faveur des premiers. (Liv. II, chap. III.)

Ce qui détermine la proportion entre ces deux classes de consommateurs, c'est la proportion qui se trouve entre la portion du produit annuel destinée à remplacer un capital et celle destinée à servir de revenu. (*Id.*)

La proportion entre la portion du produit annuel qui va aux capitaux et celle qui va aux revenus, est forte dans un pays riche et faible dans un pays pauvre. (Liv. II, chap. III.)

Dans le pays riche, la terre, prise *absolument*, est beaucoup plus forte que dans un pays pauvre ; prise *relativement* au capital employé, elle est beaucoup plus faible. (*Id.*)

Dans le pays riche, les profits de capitaux, pris en somme, forment une valeur infiniment plus grande ; mais, relativement au capital, ils sont dans une proportion fort inférieure, c'est-à-dire que le taux du profit est bien plus élevé dans le pays pauvre. (*Id.*)

L'industrie fait le produit, mais c'est l'économie qui, de ce produit, fait aller parmi les capitaux ce qui, sans elle, eût été parmi les revenus. (*Id.*)

L'économie des particuliers naît d'un principe universellement répandu et continuellement en action, le désir inné dans chacun d'améliorer sa condition. Ce principe entretient la vie et l'accroissement de la richesse nationale, malgré les prodigalités de quelques particuliers, et il triomphe même des profusions et des erreurs du gouvernement. (*Id.*)

De plusieurs manières de dépenser, l'une est plus favorable que l'autre à l'accroissement de la richesse nationale. (*Id.*)

Le genre d'emploi auquel sert un capital met plus ou moins de travail national en activité, et par conséquent contribue plus ou moins à ce que le travail national gagne en *étendue*.

Un capital ne peut s'employer que de quatre manières :

1° A faire produire la terre et à l'améliorer, c'est-à-dire à multiplier les produits bruts ;

2° A entretenir des ouvriers de manufacture ;

3° A acheter en gros pour revendre de la même manière ;

4° A acheter en gros pour revendre en détail.

Ces quatre sortes d'emplois sont également nécessaires les uns aux autres, et ils s'entretiennent réciproquement. Le premier est celui de tous, sans nulle comparaison, qui entretient un plus grand nombre de bras productifs ; le second en occupe plus que les deux autres ; le quatrième est celui qui en occupe le moins.

Le troisième de ces quatre genres d'emplois peut avoir lieu de trois manières, et alors il contribue dans bien des degrés fort différents à soutenir et à encourager l'industrie nationale.

Si le capital est employé à échanger des produits de l'industrie nationale contre des produits de même origine, alors il entretient autant de cette industrie que le peut faire tout capital employé dans le commerce.

S'il est employé à échanger des produits de l'industrie nationale contre des produits d'industrie étrangère, alors il sert pour moitié à l'entretien de cette industrie étrangère, et ne rend plus à l'industrie nationale que la moitié du service qu'il eût pu lui rendre s'il eût été employé de l'autre manière, c'est-à-dire à échanger deux produits de l'industrie nationale.

Enfin, s'il est employé à échanger des produits d'industrie étrangère contre des produits d'industrie étrangère, ce qu'on nomme *commerce de transport ou d'économie*, alors il sert en totalité à entretenir ou encourager l'industrie de deux nations étrangères, et il n'ajoute alors autre chose au produit annuel du pays que le profit fait par le commerçant. (Liv. II, chap. IV.)

L'intérêt privé, laissé à sa pleine liberté, porte nécessairement le possesseur du capital à préférer, toutes choses égales, l'emploi le plus favorable à l'industrie nationale, parce qu'il est aussi le plus profitable pour lui. (*Id.*)

S'il est arrivé souvent que les capitaux aient pris une autre route que celle dans laquelle les eût naturellement conduits l'infailible instinct de l'intérêt privé, c'est l'effet des circonstances dans lesquelles se sont trouvés les gouvernements de l'Europe, et de l'influence qu'ont prise sur leur système d'administration les intérêts mercantiles et des préjugés généralement répandus. L'exposition de ces circonstances et le développement des vices de ce système d'administration forment, comme il a été observé plus haut, la matière des troisième et quatrième livres.

Ce serait rendre service aux personnes qui commencent l'étude de l'économie politique, que de recomposer l'ouvrage de Smith pour en classer les différentes parties dans un ordre plus méthodique et pour en détacher toutes ces digressions qui en interrompent la suite, ainsi que plusieurs détails qui s'appliquent exclusivement à l'Angleterre. Ce livre se trouverait par là fort abrégé, et l'instruction qu'on peut y prendre se communiquerait avec plus de facilité. Mais, en cherchant à resserrer cet admirable ouvrage sous un petit volume, il faudrait bien se donner de garde de chercher à rendre plus concis les

développements très-étendus que l'auteur a voulu donner aux parties les plus essentielles et les plus délicates de sa doctrine. Pour être mieux compris dans certains endroits dans lesquels il sentait toute la difficulté de son sujet, il a souvent présenté la même idée sous plusieurs faces, et a toujours cherché à la rendre familière en la reproduisant à diverses fois. C'est ce qui a fait dire à quelques critiques qui ne l'avaient lu que superficiellement, qu'il était souvent lourd et diffus. Smith avait bien prévu qu'il pouvait encourir ce reproche, et il a mieux aimé s'y exposer que de courir un autre risque beaucoup plus grave à ses yeux, celui de n'être pas parfaitement compris. « Je tâcherai, dit-il, de traiter ces trois points « avec toute l'étendue et la clarté possibles dans les chapitres suivants, pour lesquels je demande bien justement la patience et « l'attention du lecteur : sa patience, pour me suivre dans des détails « dans lesquels je lui paraîtrai peut-être en quelques endroits m'appesantir sans nécessité ; et son attention, pour pouvoir entendre « ce qui semblera peut-être encore un peu obscur, malgré tous les « efforts que je ferai pour être intelligible. Je courrai volontiers le « risque d'être trop long pour chercher à me rendre clair, et après « que j'aurai pris toute la peine dont je suis capable, pour répandre « de la clarté sur un sujet qui, par sa nature, est si abstrait, je ne « suis pas encore sûr qu'il n'y reste quelque obscurité. »

Ces craintes de l'auteur n'étaient pas sans fondement ; nous aurons occasion de voir que parmi les critiques auxquelles son ouvrage a été en butte dans ces derniers temps, il en est plusieurs qui ne proviennent que de ce qu'on lui a fait dire tout autre chose que ce qu'il s'était donné la peine de nous expliquer avec tant de soins et de détails.

Lorsque parut le livre des *Recherches sur la richesse des nations*, les vérités neuves et frappantes dont il était rempli jetèrent un si grand éclat, qu'il se fit une révolution complète dans la science de l'économie politique. Tous ceux qui avaient dirigé vers cet objet leurs études et leurs méditations ne songèrent plus qu'à se pénétrer des principes enseignés par Adam Smith ; on se soumit généralement aux leçons de ce nouveau maître. La science semblait être fixée sur des bases désormais inébranlables, et s'être élevée au-dessus de tous les orages de la controverse. Ce livre devint classique pour toute l'Europe. Il fut bientôt traduit en Allemagne, en Italie, en France. Un des partisans les plus zélés et les plus habiles de la secte écono-

mique, l'abbé Morellet, se hâta d'en composer une traduction dont quelques considérations particulières ont arrêté la publication. Le succès ne fut pas moins décidé en Angleterre, où, de tout temps, les matières d'économie politique ont été l'objet de savantes et profondes méditations. On sait qu'un des hommes d'État les plus célèbres de cette nation fit de l'ouvrage de Smith son étude favorite, et que plus d'une fois il exprima le regret de ce que les préjugés populaires dont il était difficile à l'administration de secouer entièrement le joug, et l'obsession continuelle des riches négociants et des gros manufacturiers ne laissaient pas au gouvernement la liberté de se rapprocher du système le plus raisonnable de tous et le plus propre à affermir et à consolider la prospérité nationale.

Si un génie tel que celui d'Adam Smith se fût montré dans les beaux jours de l'antiquité, ce philosophe aurait été le fondateur d'une grande et illustre école, dont les disciples n'auraient songé qu'à étudier et à propager les leçons de leur maître. Mais dans cet âge on est peu disposé à jurer sur les paroles d'autrui et à reconnaître l'empire de ces hommes supérieurs que la nature crée, à de longues distances, pour éclairer leur siècle.

Depuis une vingtaine d'années environ, des écrivains qui s'annonçaient pour être des disciples de Smith, et qui professaient sa doctrine sur presque tous les points, se hasardèrent à contester hautement quelques-uns de ces principes fondamentaux sur lesquels elle repose.

L'un prétendit que le *travail* ne pouvait être considéré comme une mesure des valeurs, puisque, disait-il, rien n'est plus variable ni plus incertain que la valeur du travail, comme Smith lui-même l'a reconnu en vingt endroits de son ouvrage, dans lesquels il déclare que le salaire du travail varie d'un moment à l'autre, et souvent même dans les lieux les moins distants. Ce critique, confondant ainsi la valeur que donne l'ouvrier avec celle qu'il reçoit en échange, est justement tombé dans la méprise que Smith a cherché à prévenir par une distinction parfaitement claire. Le salaire d'un ouvrier, dans l'Inde, n'est peut-être qu'un cinquième de ce que reçoit un ouvrier à Paris pour la même quantité de travail ; cependant l'Indien, comme le Parisien, ont fourni, dans l'espace d'une journée, la même quantité de leur temps, de leur force, de leur repos et de leur liberté. Le travail est beaucoup plus productif dans une société civi-

lisée et industrielle que dans une société naissante et peu avancée, c'est-à-dire que dans la première de ces sociétés, celui qui emploie l'ouvrier et qui paye son travail en retire des produits plus abondants et d'une plus grande valeur ; mais, dans ces deux états de la société, ce que donne l'ouvrier est toujours, quant à lui, la même valeur ; c'est toujours un sacrifice pareil d'une portion de son temps et de sa liberté ; c'est toujours l'emploi de sa force à l'ouvrage quelconque qui lui a été commandé. Au dixième siècle, tout comme au dix-neuvième, l'ouvrier, loué à la journée, a fourni l'action de ses bras pendant un temps convenu ; à une époque comme à l'autre il a dû lui en coûter autant, il a donné la même chose. C'est le travail ainsi défini que Smith a présenté comme mesure universelle et invariable des valeurs ; celui qui voulait contester ce principe devait au moins prendre la définition de l'auteur telle qu'il l'a donnée.

D'autres ont attaqué la doctrine de Smith relativement au *prix*. Ils ont soutenu qu'il n'y avait pas de *prix naturel*, comme l'a enseigné l'auteur de la *Richesse des nations*, mais qu'il n'y avait d'autres prix que des *prix courants*, lesquels étaient déterminés par le rapport existant entre les quantités offertes et les quantités demandées de la chose mise au marché, et que le *prix* n'était autre chose que l'expression de ce rapport ou de la différence entre les deux quantités, en sorte que le *prix* était haut de tout ce dont la quantité des demandes dépassait celle des offres, et qu'il était bas de tout ce dont la quantité des offres excédait celle des demandes. Il est clair que la conséquence rigoureuse d'une telle théorie, c'est que dans le cas d'équilibre entre les offres et les demandes, ce qui est nécessairement l'état le plus ordinaire, puisque les producteurs ont toujours intérêt à faire monter la quantité de leurs produits au niveau de la somme des demandes et à ne la pas faire monter plus haut, dans ce cas donc le *prix* de la chose devrait être zéro. Mais, en se conformant aux leçons de Smith, il faut dire que le *prix* est trop haut quand la somme des demandes surpasse celle des offres, et qu'il tombe trop bas toutes les fois que la quantité offerte est plus grande que la quantité demandée, en sorte que dans le cas qui doit se rencontrer le plus souvent, où il y a équilibre entre la somme des offres et celle des demandes, le *prix* se trouve être ni trop haut ni trop bas, et par conséquent est dans son état naturel ; ce qui conduit nécessairement

à rechercher ce que c'est que ce prix naturel, et d'après quelles lois il s'établit.

Ces assertions et quelques autres du même genre, incapables de soutenir un examen un peu réfléchi, n'eurent guère d'autres partisans que ceux qui les avaient imaginées. Mais, depuis peu d'années, il s'est élevé en Angleterre une opinion sur le prix du blé en argent, qui n'a pas laissé de prendre quelque crédit, parce qu'elle a été soutenue par des écrivains dont le nom porte avec soi une sorte d'autorité, et peu à peu elle s'est assez étendue pour acquérir de la consistance et même pour se donner le nom de nouvelle école. Cette théorie, comme beaucoup d'autres, dut sa naissance à l'impuissance dans laquelle on se trouva de donner une explication raisonnable à certains phénomènes extraordinaires, et faute de pouvoir rattacher des faits aux principes, on créa un principe exprès pour les faits.

On a vu qu'aucune législation ne se montra plus mobile ni plus incohérente que celle de l'Angleterre sur ce qui concerne le commerce des grains. Après avoir pendant longtemps tiré du commerce étranger une grande partie de son approvisionnement annuel en subsistances, le gouvernement, peu après la révolution de 1688, prit le parti d'encourager la culture du blé dans l'intérieur, et même de provoquer l'exportation au dehors d'une partie du produit, par une gratification accordée sur chaque mesure exportée. Ce régime dura jusqu'au milieu du siècle dernier, et il est à croire que, tant qu'il fut maintenu, il n'y eut guère dans ce pays de terres propres à la culture qui ne fussent consacrées à la production des grains, tant à cause du bon prix que l'exportation soutenait au dedans, que par l'espoir de gagner la gratification s'il y avait lieu.

Toutefois le paiement de la gratification devint à la fin tellement onéreux pour le trésor, qu'on renonça à cette mesure. Quelques années ensuite, il s'éleva à ce sujet une très-vive controverse entre le docteur Price d'une part et le célèbre cultivateur Arthur Young ; le premier soutenait qu'un pays ne devait jamais se mettre, pour sa propre subsistance, dans la dépendance du commerce ou de la production étrangère, et que l'emploi le plus avantageux qu'il pût faire de ses terres labourables était de leur faire produire du blé pour la consommation de ses habitants. Son adversaire prétendait au contraire que le meilleur système que pût adopter l'administration,

c'était de laisser au cultivateur la parfaite et entière liberté de préférer le genre de culture qui lui semblait le plus lucratif, ce dont il était à portée de bien juger plus que personne ; qu'en tirant de sa terre le plus gros profit possible, il ne pouvait pas s'enrichir sans contribuer par là à l'accroissement de la richesse publique. Il ajoutait que pour un pays environné de côtes et qui disposait d'un aussi vaste et aussi puissant établissement maritime que l'Angleterre, il ne pouvait jamais y avoir lieu à craindre de manquer de subsistances, attendu que tous les pays qui en produisaient à meilleur marché qu'elle s'empresseraient toujours de lui en envoyer et y trouvaient leur intérêt ; qu'en conséquence il serait toujours plus profitable, tant pour l'agriculteur que pour la chose publique, de consacrer la terre labourable à la production des prairies artificielles et des substances propres à multiplier les bestiaux, dont la peau, le cuir, le suif et la viande salée servaient à donner plus d'emploi aux manufactures et au commerce étranger, les deux grandes sources de la prospérité anglaise. Cette dernière opinion fut celle qui déterminâ la conduite de l'administration. On autorisa toutes les demandes en clôture ; une grande partie des terres à blé fut convertie en un autre genre d'exploitation, et la nation fut de nouveau obligée à demander aux étrangers une portion considérable des grains nécessaires à sa consommation annuelle. Le gouvernement se trouva même dans la nécessité d'y appeler l'importation du blé étranger et d'y attacher une prime considérable en faveur du marchand importateur : les besoins furent tels, qu'en 1795 un ministre déclara qu'il avait été payé dix millions sterling pour assurer l'approvisionnement des grains pour une seule année.

Il se manifesta alors une révolution extraordinaire dans le prix moyen du blé en argent sur les marchés de l'Angleterre. Ce prix, qui pendant les quatre-vingt-dix premières années du dix-huitième siècle, comme dans tout le cours du dix-septième, avait été de 40 à 42 schellings, s'éleva depuis 1794 à plus du double de ce prix, et resta pendant toutes les dernières années de ce siècle, ainsi que pendant les dix premières du dix-neuvième, à un prix deux fois et demie plus haut qu'on ne l'avait vu dans les précédentes périodes, et hors de toute proportion avec ce qu'il était dans les autres contrées de l'Europe.

On pouvait expliquer ce phénomène par plusieurs causes qui con-

couraient simultanément à cette élévation du prix nominal du blé en Angleterre.

1° L'accroissement prodigieux de la taxe des pauvres, ainsi que des taxes indirectes sur tous les articles de consommation générale, outre une taxe spécialement assise sur les chevaux de labour, à raison de 17 schellings et demi par tête ; ce qui portait si hant les charges de la culture, ainsi que les dépenses obligées du fermier, que, dans plusieurs fermes, ces charges et dépenses durent absorber la totalité du produit et ne laisser aucun excédant pour le revenu du propriétaire, circonstance qui fit naturellement abandonner la culture des terres trop peu fertiles pour supporter d'aussi fortes dépenses.

2° La grande difficulté des communications maritimes et les risques qui y étaient attachés.

3° Le décri que subit à cette époque le papier-monnaie forcé, qui seul remplissait le service de la circulation, décri qui, ainsi que le démontre le cours du change, ne peut pas être évalué à moins de 30 pour cent, et doit faire monter dans cette proportion tous les prix en argent.

Au lieu de recourir à ces causes, un écrivain qui s'était fait connaître par des observations judicieuses sur la circulation et sur le crédit des billets substitués au numéraire réel, imagina d'établir sur les principes qui règlent le prix du blé en argent, un système tout nouveau, directement contraire à la doctrine de Smith, dont il semble, sur presque tous les autres points, professer les principes.

M. Ricardo prétendit que le prix général du blé en argent était déterminé par la quantité du travail qu'exige l'exploitation des terrains les moins fertiles de tous ceux qui concourent à approvisionner le marché intérieur, en sorte que le fermier ne commence à retirer un profit du capital employé à la culture que lorsque ce capital se trouve être appliqué à des terres supérieures en produit (relativement au capital employé) à d'autres terres déjà cultivées, mais douées de moins de fertilité.

Ce système, appuyé de raisonnements spécieux, et qui avait l'apparence de s'accorder avec les faits, entraîna plusieurs autres écrivains, et entre autres un savant professeur dont le nom était devenu célèbre dans toute l'Europe par la publication d'un livre très-remarquable *sur le principe de la population* ; en sorte qu'il n'est pas sur-

prenant qu'à l'aide de telles autorités, ce système ait pu s'accréditer.

Cependant, pour apprécier cette opinion nouvelle et la réduire à sa juste valeur, il suffit de la rapprocher des principes établis par Adam Smith. Ce rapprochement nous fera bientôt reconnaître que l'erreur des chefs de la moderne école consiste à avoir appliqué aux produits agricoles le principe d'après lequel se règle la valeur des produits tirés des mines et carrières. Notre auteur démontre que la valeur du produit des mines et carrières est déterminée par les frais qu'a coûté l'exploitation de la mine ou de la carrière la moins fertile de toutes celles qui concourent à l'approvisionnement du même marché. Cette règle est fondée sur le principe que les mines et carrières ne donnent de rente au propriétaire du fonds qu'autant que la demande du produit en élève assez le prix pour qu'après le paiement de tous les frais d'exploitation, extraction, préparation et transport, il reste encore un excédant de prix capable de fournir une rente ou revenu au propriétaire du fonds. Le travail de la nature, celui que recueille le propriétaire, n'est jamais payé qu'après qu'il a été entièrement satisfait au salaire du travail des hommes, parce que la nature est le seul ouvrier qui travaille sans salaire. Le dernier tonneau de charbon, le dernier cube de pierre qui vient au marché pour compléter la somme des demandes ou l'approvisionnement requis par la consommation, ne se rendrait pas à ce marché si tout le travail humain employé à extraire et à transporter ce tonneau ou ce bloc n'était pas entièrement payé. Or, la demande doit payer tout ce qu'il faut pour qu'elle soit complètement remplie.

Mais les mêmes circonstances ne se rencontrent pas à l'égard des produits agricoles, et particulièrement du blé, qui donne toujours un revenu au propriétaire du fonds sur lequel il a été recueilli, parce que, dans ces sortes de produits, il y a un travail de la nature qui ne manque jamais de trouver son prix, après que tout travail humain a été totalement satisfait. « Dans le travail de la terre, dit Smith, la nature travaille conjointement avec l'homme; et quoique son travail ne coûte aucune dépense, ce qu'il produit n'en a pas moins sa valeur, aussi bien que ce que produisent les ouvriers les plus chèrement payés.... C'est l'œuvre de la nature qui reste après qu'on a fait la déduction ou la balance de tout ce qu'on peut regarder comme l'œuvre de l'homme. »

Ainsi, dans le prix du blé en argent, il faut d'abord que le travail de l'homme prenne son salaire avant qu'il puisse être rien réclamé pour le travail de la nature par le propriétaire foncier qui en exerce les droits. Le degré de fertilité de la terre sur laquelle le blé a été recueilli, est une circonstance qui influe sur les conditions du partage à faire entre le fermier et le propriétaire du prix que le produit a rapporté; mais cette circonstance de fertilité ne saurait influencer le moins du monde sur les conditions entre le vendeur et l'acheteur de blé. Il importe fort peu à ce dernier que le blé qu'on lui offre provienne d'un terrain plus ou moins fertile; c'est ce dont il s'informe le moins, et, à qualité égale dans la denrée, il prisera tout autant le blé produit sur la terre la plus fertile et la moins dispendieuse, que le blé recueilli avec deux fois plus de peine et de dépense sur un terrain ingrat et tout nouvellement mis en culture. La seule circonstance qui règle les conditions du contrat entre le vendeur et l'acheteur du blé, c'est la rareté ou l'abondance de la denrée sur le marché. Si elle y est rare, l'acheteur offrira plus d'argent; et si elle est abondante, il en offrira moins. C'est ce prix, plus ou moins avantageux au produit, qui se partage inégalement entre le fermier et le propriétaire, dans des proportions dont la différence est déterminée par la quantité plus ou moins bonne, plus ou moins améliorée de la terre qui a produit ce blé. Si la terre est d'une bonté ou fertilité moyenne, le fermier ou cultivateur aura droit de réclamer deux tiers seulement dans le prix de la chose produite. Si la terre est des plus mauvaises, le fermier ou cultivateur aura peut-être à réclamer les cinq sixièmes du produit ou du prix de ce produit. Supposez qu'au lieu de faire, comme il est d'usage, le partage de la récolte, soit en nature, soit en argent, d'après un prix convenu dans un bail, le fermier et le propriétaire demeurent en société jusqu'à la vente de la denrée au marché, en sorte que cette vente se fasse par eux en commun et par une sorte de compte en participation: qu'arrivera-t-il? Si le prix de chaque hectolitre de blé vendu au marché est sur le pied de 16 fr. 50 cent., le fermier de la terre de bonté moyenne retiendra deux tiers ou 11 fr. sur chaque hectolitre vendu, et remettra au propriétaire foncier 5 fr. 50 cent. Mais le fermier qui a eu à cultiver la plus mauvaise terre prélèvera sur ce même prix 13 fr. 75 cent. par chaque hectolitre vendu au prix ci-dessus, et ne laissera au propriétaire du fonds que 2 fr. 75 c. pour son sixième. Que le prix du blé soit plus élevé ou

plus bas, le partage se fera toujours dans les mêmes proportions.

Ainsi, ce nouveau système, imaginé par M. Ricardo, et qui a été embrassé par M. Malthus et quelques autres écrivains modernes, qui suppose que le prix du blé sur le marché dépend de la nature plus ou moins fertile, plus ou moins améliorée de la terre sur laquelle a été recueilli le blé vendu, est totalement opposé à ce que Smith enseigne et à ce que la raison nous démontre. Or, dans un système d'économie politique, toutes les vérités s'enchaînent les unes aux autres, et le principe qui règle le prix du blé en argent forme un anneau si important dans cette chaîne de déductions et de conséquences, qu'on ne peut pas le déplacer sans mettre en désordre tous les rapports des valeurs et sans détruire tout le système. Ainsi, ceux qui se permettent de porter ainsi une main destructrice sur l'édifice construit par Adam Smith, s'imposent dès lors la tâche d'en recomposer un autre, et il semble que MM. Ricardo et Malthus sont encore fort loin de remplir cette tâche.

Si l'homme a produit du blé au delà de ce qui était nécessaire pour sa propre subsistance, c'était pour employer ce surplus disponible à nourrir d'autres hommes qui travailleraient pour lui ou qui lui consacraient leur temps et leurs services. Dans les temps du moyen âge, le grand propriétaire nourrissait un nombreux train de domestiques et de vassaux pour le servir dans la paix et la guerre. De nos jours, il emploie la plus grande partie des subsistances dont il dispose, à commander du travail aux ouvriers des manufactures. Ainsi, dans toutes les périodes de la société, c'est en travail que la subsistance a été payée, et elle a dû recevoir de ce travail une quantité égale à celle qu'elle pouvait faire subsister; car si la masse de la subsistance destinée au travail d'autrui eût excédé la somme du travail qui s'offrait en échange de la subsistance, cette quantité surabondante de subsistance n'aurait plus été produite, le propriétaire de terre n'ayant plus aucun intérêt à continuer cette production. D'un autre côté, quelque nombreuse que l'on puisse supposer la population indigente qui offre son travail et ses services en échange de subsistance, elle ne peut pas en recevoir moins qu'il ne lui en faut pour subsister, attendu que, par le seul effet des lois de la nature, cette population descendrait bientôt au niveau de la quantité de subsistance capable de l'alimenter.

Smith a donc été bien fondé à dire : « La nature des choses a im-

« primé au blé une valeur *réelle* à laquelle ne peuvent rien changer
« les révolutions quelconques de son prix *en argent*..... Par tout le
« monde, en général, la valeur d'une mesure de blé est égale à la
« quantité de travail qu'elle peut faire subsister, et, dans chaque lieu
« du monde en particulier, cette valeur est égale à la quantité de
« travail auquel la mesure de blé peut fournir une subsistance telle
« que le travail a coutume de la recevoir dans ce lieu.»

Cette proposition, d'une évidence frappante, a été contestée par M. Malthus dans son *Essai sur le principe de population*, dans lequel il paraît croire que la valeur *réelle* du blé augmente avec le renchérissement *en argent* occasionné par une prime à l'exportation. On s'est servi souvent de quelques-uns des principes même de Smith pour attaquer sa doctrine, faute de les avoir bien compris.

L'argent, a-t-il dit, quand il est venu au marché, y représente tout le travail qu'il en a coûté pour l'extraire de la mine, le préparer et le transporter; il doit donc commander toute la quantité de travail qu'il représente. Mais représenter du travail, c'est aussi représenter la quantité de subsistance qui alimente ce travail. C'est par représentation des subsistances consommées pour le travail d'extraction, affinage et transport, que l'argent a le pouvoir de commander une quantité égale de travail, car on n'alimente pas le travail avec de l'argent, à moins que préalablement on ne convertisse cet argent en vivres et denrées. Ainsi la subsistance commande le travail directement et non par représentation. Il importe donc peu que par un règlement ou un édit qui crée une prime à l'exportation, le quintal de blé se paye, au cours du marché, 11 fr. au lieu de 10 fr. qu'il eût valu sans cela, ce quintal ne commandera pas un quart d'heure de travail de plus. Il en est d'un surhaussement factice dans le prix pécuniaire du blé comme d'un surhaussement dans la dénomination des monnaies, qui ne change rien à leur valeur réelle.

Lorsque la première édition de cette traduction fut publiée, il y a vingt ans, le livre de la *Richesse des nations* était l'objet de l'admiration générale, et, dans chaque pays, on ne songeait qu'à le naturaliser chez soi. Aujourd'hui il semble qu'il est du devoir d'un traducteur de répondre à toutes les critiques qui se sont, depuis quelque temps, élevées de toutes parts contre la doctrine de l'illustre philosophe d'Édimbourg. C'est ce que je me suis spécialement proposé de faire, à mesure que le texte m'en offrira l'occasion, dans les notes

jointes à la présente édition, parmi lesquelles j'en ai au plus conservé trois ou quatre de celles qui accompagnaient la première édition. Je me suis aussi attaché, dans ces notes nouvelles, à recueillir dans l'histoire ancienne et dans notre propre histoire tous les faits qui appartiennent à la richesse des nations, au prix du blé, à la valeur de l'argent, au taux des salaires, aux prix des denrées de consommation générale, etc.; et comme tous ces faits tendent à confirmer la doctrine de Smith et à démentir toutes celles qu'on a voulu opposer à la sienne, j'ai tâché de fortifier la discussion par l'autorité la plus imposante de toutes, celle à laquelle on est le plus disposé à se soumettre, la leçon de l'expérience.

La théorie de la formation et de la distribution des richesses, cette science si nouvelle et qui est particulière à notre âge, est aujourd'hui comme un État naissant dont les lois fondamentales n'ont pu prendre encore leur assiette, parce qu'elles ont été sans cesse ébranlées par des dissensions intestines. Il semble que tous ceux qui se dévouent à l'enseignement de cette science cherchent à se faire des principes à part, et qu'ils n'écrivent que pour les faire prévaloir. Rien, sans doute, ne peut nuire davantage à la propagation d'une science que la division entre les maîtres et la diversité des doctrines, parce qu'il en naît une défiance et une incertitude sur le fond même de la science, et que peu de personnes sont tentées de prendre des leçons au milieu de tant d'écoles qui se combattent et qui se contredisent.

Je croirai donc avoir fait quelque bien si je puis contribuer le moins du monde à rallier aux mêmes principes ceux qui se livrent à l'étude et à la culture de l'économie politique, et à les ramener sur les pas de ce grand maître dont on ne peut quitter la trace sans courir le risque de se jeter dans de fausses routes.

Août 1821.

RECHERCHES

SUR

LA NATURE ET LES CAUSES

DE

LA RICHESSE DES NATIONS¹

INTRODUCTION

ET PLAN DE L'OUVRAGE.

Le *travail annuel* d'une nation est le fonds primitif qui fournit à sa consommation annuelle toutes les choses nécessaires et commodes à la vie ; et ces choses sont toujours, ou le produit immédiat de ce travail, ou achetées des autres nations avec ce produit.

¹ Le docteur Smith n'a pas établi le sens précis qu'il attachait au mot *richesse*, quoique, le plus souvent, il le définisse comme « le *produit annuel de la terre et du travail*. » On n'a cependant justement reproché à cette définition de se reporter aux sources de la richesse avant qu'on ne sût ce qu'était la richesse elle-même, et de comprendre les produits inutiles de la terre avec ceux que l'homme s'approprie et ceux dont il jouit.

Nous sommes portés à penser qu'on doit considérer la richesse comme désignant tous les articles ou produits qui sont nécessaires, utiles ou agréables à l'homme, et qui, en même temps, sont doués d'une valeur échangeable ; cette dernière qualité exprimant le pouvoir ou la faculté d'être *échangé* contre une telle quantité de *travail*, contre une ou plusieurs marchandises ou produits obtenus par les voies seules du travail, ou encore la faculté de *les acheter*. Cette définition sépare la *richesse*, de ces objets que la Providence répand gratuitement et à l'infini sur l'homme. Ces derniers, quoique susceptibles d'une très-haute utilité, sont nécessairement tous dépourvus de valeur échangeable ; car il est évident que nul ne fera des efforts ni ne donnera les produits de son *industrie* pour obtenir ce qu'il peut avoir en tout temps et en quantités illimitées sans travail. C'est pourquoi les bases sur lesquelles on a établi une distinction entre la *richesse* et les articles ou produits *non doués de valeur échangeable* sont ma-

Ainsi, selon que ce produit, ou ce qui est acheté avec ce produit, se trouvera être dans une proportion plus ou moins grande avec le nombre des consommateurs, la nation sera plus ou moins bien pourvue de toutes les choses nécessaires ou commodes dont elle éprouvera le besoin ¹.

Or, dans toute nation, deux circonstances différentes déterminent cette proportion. Premièrement, l'habileté, la dextérité et l'intelligence qu'on y apporte généralement dans l'application du travail, et deuxièmement, la proportion qui s'y trouve entre le nombre de ceux qui sont occupés à un travail utile et le nombre de ceux qui ne le sont pas. Ainsi, quels que puissent être le sol, le climat et l'étendue du territoire d'une nation, nécessairement l'abondance ou la disette de son approvisionnement annuel, relativement à sa situation particulière, dépendra de ces deux circonstances.

L'abondance ou l'insuffisance de cet approvisionnement dépend plus de la première de ces deux circonstances que de la seconde. Chez les nations sauvages qui vivent de la chasse et de la pêche, tout individu en état de travailler est plus ou moins occupé à un travail utile, et tâche de pourvoir, du mieux qu'il peut, à ses besoins et à ceux des

nifistes et ont été universellement reconnues. On ne dit pas d'un homme qu'il est *riche* parce qu'il peut puiser sans cesse dans le domaine inépuisable de l'air atmosphérique, ce privilège lui étant commun avec tous et, par cela, ne pouvant être la source d'aucune distinction : mais on lui accordera le titre de *riche* en proportion directe de la faculté qu'il aura de posséder ces objets de nécessité, d'utilité ou de luxe qui ne peuvent être produits que par l'action du travail ou de l'industrie et qui peuvent devenir la propriété et la jouissance d'un individu à l'exclusion des autres. Ces articles ou ces produits ont seuls une valeur échangeable, et seuls, ils peuvent constituer ce qu'on appelle de la *richesse*. L'Économie politique n'étudie que les résultats de l'industrie humaine. Cette science peut véritablement être appelée la *science des valeurs* : car tout ce qui ne possède pas *valeur échangeable* ou qui ne peut être reçu comme équivalent d'un autre objet dont la production ou l'acquisition a exigé du travail, ne peut jamais être compris dans les limites de ses recherches. MAC CULLOCH.

¹ Nous professons, avec Adam Smith, que le travail est la seule origine de la richesse, que l'économie est le seul moyen de l'accumuler ; mais nous ajoutons que la jouissance est le seul but de cette accumulation et qu'il n'y a accroissement de la richesse nationale que quand il y a aussi accroissement des jouissances nationales.

SISMONDI.

individus de sa famille ou de sa tribu qui sont trop jeunes, trop vieux ou trop infirmes pour aller à la chasse ou à la pêche. Ces nations sont cependant dans un état de pauvreté suffisant pour les réduire souvent, ou du moins pour qu'elles se croient réduites, à la nécessité tantôt de détruire elles-mêmes leurs enfants, leurs vieillards et leurs malades, tantôt de les abandonner aux horreurs de la faim ou à la dent des bêtes féroces. Au contraire, chez les nations civilisées et en progrès, quoiqu'il y ait un grand nombre de gens tout à fait oisifs et beaucoup d'entre eux qui consomment un produit de travail décuple et souvent centuple de ce que consomme la plus grande partie des travailleurs, cependant la somme du produit du travail de la société est si grande, que tout le monde y est souvent pourvu avec abondance, et que l'ouvrier, même de la classe la plus basse et la plus pauvre, s'il est sobre et laborieux, peut jouir, en choses propres aux besoins et aux aises de la vie, d'une part bien plus grande que celle qu'aucun sauvage pourrait jamais se procurer¹.

Les causes qui perfectionnent ainsi le pouvoir productif du travail, et l'ordre suivant lequel ses produits se distribuent naturellement entre les diverses classes de personnes dont se compose la société, feront la matière du *premier livre* de ces Recherches.

Quel que soit, dans une nation, l'état actuel de son habileté, de sa dextérité et de son intelligence dans l'application du travail, tant que cet état reste le même, l'abondance ou la disette de sa provision² annuelle dépendra nécessairement de la proportion entre le nombre des individus employés à un travail utile, et le nombre de ceux qui ne le sont pas. Le nombre des travailleurs utiles et productifs est partout, comme on le verra par la suite, en proportion de la quantité du capital employé à les mettre en œuvre, et de la manière particulière dont ce capital est employé. Le *second livre* traite donc de la nature du ca-

¹ Cela devrait être ; mais le développement tout à fait vicieux de l'industrie manufacturière a changé de nos jours ces généreuses espérances en désappointement bien amer. On en verra plus loin les motifs. A. B.

² Le mot *provision* exprime d'une manière très-imparfaite le terme anglais *supply*, surtout lorsqu'il est employé en qualité de verbe : *to supply*. Pourroit, dans ce cas, est une expression plus juste qu'*approvisionner*. Nous aurons plus d'une occasion de signaler la difficulté de traduire exactement certaines expressions de la langue économique créée par Adam Smith. A. B.

pital et de la manière dont il s'accumule graduellement, ainsi que des différentes quantités de travail qu'il met en activité, selon les différentes manières dont il est employé.

Des nations qui ont porté assez loin l'habileté, la dextérité et l'intelligence dans l'application du travail, ont suivi des méthodes fort différentes dans la manière de le diriger ou de lui donner une impulsion générale, et ces méthodes n'ont pas toutes été également favorables à l'augmentation de la masse de ses produits. La politique de quelques nations a donné un encouragement extraordinaire à l'industrie des campagnes; celle de quelques autres, à l'industrie des villes. Il n'en est presque aucune qui ait traité tous les genres d'industrie avec égalité et avec impartialité. Depuis la chute de l'empire romain, la politique de l'Europe a été plus favorable aux arts, aux manufactures et au commerce, qui sont l'industrie des villes, qu'à l'agriculture, qui est celle des campagnes¹. Les circonstances qui semblent avoir introduit et établi cette politique sont exposées dans le *troisième livre*².

Quoique ces différentes méthodes aient peut-être dû leur première origine aux préjugés et à l'intérêt privé de quelques classes particulières, qui ne calculaient ni ne prévoyaient les conséquences qui pourraient en résulter pour le bien-être général de la société, cependant elles ont donné lieu à différentes théories d'économie politique, dont

¹ Nous ne doutons pas qu'une réaction s'opère bientôt en faveur de l'agriculture, à mesure que la production manufacturière se complique et s'encombre sous l'influence des machines et des prohibitions. On a trop longtemps délaissé cette source importante de la prospérité publique, que les *physiocrates* avaient trop exaltée; une ère nouvelle s'ouvre pour elle dans le monde et nous croyons qu'elle sera très-brillante, dès que les capitaux, fatigués des mécomptes de l'industrie, prendront la route de l'agriculture, et surtout quand l'amélioration de notre régime hypothécaire assurera aux cultivateurs les ressources du crédit à des conditions aussi favorables que celles dont jouissent les autres classes de producteurs. A. B.

² La pensée du Dr. Smith sur la préférence accordée par les États modernes au commerce, au détriment de l'agriculture, paraît ne reposer que sur une interprétation erronée des faits. L'état des mœurs était, sans aucun doute, défavorable à l'agriculture, mais il n'y avait là aucune préférence méditée d'une industrie à l'autre, et il ne paraît pas non plus que l'ordre naturel des progrès ait été transformé par la politique de l'Europe. En fait, l'énoncé du Dr. Smith diffère de sa théorie, car il montre que dans quelques pays au moins, l'agriculture avait, par circonstance, devancé le commerce.

BOCHANAN.

les unes exagèrent l'importance de l'industrie qui s'exerce dans les villes, et les autres celle de l'industrie des campagnes. Ces théories ont eu une influence considérable, non-seulement sur les opinions des hommes instruits, mais même sur la conduite publique des princes et des États. J'ai tâché, dans le *quatrième livre*, d'exposer ces différentes théories aussi clairement qu'il m'a été possible, ainsi que les divers effets qu'elles ont produits en différents siècles et chez différents peuples.

Ces quatre premiers livres traitent donc de ce qui constitue le revenu de la masse du peuple, ou de la nature de ces fonds qui, dans les différents âges et chez les différents peuples, ont fourni à leur consommation annuelle. Le *cinquième et dernier livre* traite du revenu du souverain ou de la république. J'ai tâché de montrer dans ce livre, 1^o quelles sont les dépenses nécessaires du souverain ou de la république; quelles de ces dépenses doivent être supportées par une contribution générale de toute la société, et quelles doivent l'être par une certaine portion seulement ou par quelques membres particuliers de la société; 2^o quelles sont les différentes méthodes de faire contribuer la société entière à l'acquit des dépenses qui doivent être supportées par la généralité du peuple, et quels sont les principaux avantages et inconvénients de chacune de ces méthodes; 3^o enfin, quelles sont les causes qui ont porté presque tous les gouvernements modernes à engager ou hypothéquer quelque partie de ce revenu, c'est-à-dire à contracter des dettes, et quels ont été les effets de ces dettes sur la véritable richesse de la société, sur le produit annuel de ses terres et de son travail ¹.

¹ Dès le début de son ouvrage, Adam Smith sépare nettement sa doctrine de celle des *économistes* ou *physiocrates* du dix-huitième siècle, qui ne voulaient reconnaître d'autre source de richesse que l'agriculture et d'autre produit que le *produit net*. Les partisans de l'école mercantile avaient commis la même erreur, en attribuant exclusivement au commerce la production de la richesse, représentée à leurs yeux par l'or et par l'argent. En réhabilitant ainsi le travail en qualité d'élément indispensable de la production, Adam Smith a ouvert une carrière nouvelle à l'économie politique; il a fait connaître la véritable source de tous nos revenus; il a mis en discussion la grande question de la distribution des profits et des salaires, celle de la liberté des industries et une foule d'autres qu'il n'aura pas eu le bonheur de résoudre, mais qu'il a admirablement posées. A. B.

LIVRE I.

DES CAUSES QUI ONT PERFECTIONNÉ LES FACULTÉS
PRODUCTIVES DU TRAVAIL,
ET DE L'ORDRE SUIVANT LEQUEL SES PRODUITS SE DISTRIBUENT
NATURELLEMENT
DANS LES DIFFÉRENTES CLASSES DU PEUPLE.

CHAPITRE I.

DE LA DIVISION DU TRAVAIL.

Les plus grandes améliorations dans la puissance productive du travail, et la plus grande partie de l'habileté, de l'adresse et de l'intelligence avec laquelle il est dirigé ou appliqué, sont dues, à ce qu'il semble, à la *division du travail*¹.

On se fera plus aisément une idée des effets de la *division du travail* sur l'industrie générale de la société, si l'on observe comment ces effets opèrent dans quelques manufactures particulières. On suppose communément que cette *division* est portée le plus loin possible dans quelques-unes des manufactures où se fabriquent des objets de peu de valeur. Ce n'est pas peut-être que réellement elle y soit portée plus loin que dans des fabriques plus importantes ; mais c'est que, dans les premières, qui sont destinées à de petits objets demandés par un petit nombre de personnes, la totalité des ouvriers qui y sont employés est nécessairement peu nombreuse, et que ceux qui sont occupés à chaque différente branche de l'ouvrage, peuvent souvent être réunis dans un atelier, et placés à la fois sous les yeux de l'observateur. Au contraire, dans ces grandes manu-

¹ Plusieurs économistes avaient entrevu avant Adam Smith les avantages de la division du travail. Le célèbre publiciste Beccaria les avait signalés, dès l'année 1763, dans son cours d'Économie politique professé à Milan ; mais l'honneur de cette *observation* appartiendra toujours à Adam Smith, parce que c'est lui qui a le premier démontré l'importance de la division du travail et son influence sur le développement de la production.

A. B.

factures destinées à fournir les objets de consommation de la masse du peuple, chaque branche de l'ouvrage emploie un si grand nombre d'ouvriers, qu'il est impossible de les réunir tous dans le même atelier. On ne peut guère voir à la fois que les ouvriers employés à une seule branche de l'ouvrage. Ainsi quoique, dans ces manufactures, l'ouvrage soit peut-être en réalité divisé en un plus grand nombre de parties que dans celles de la première espèce, cependant la division y est moins sensible, et, par cette raison, elle y a été bien moins observée.

Prenons un exemple dans une manufacture de la plus petite importance, mais où la *division du travail* s'est fait souvent remarquer : une manufacture d'épingles. Un homme qui ne serait pas façonné à ce genre d'ouvrage, dont la *division du travail* a fait un métier particulier, ni accoutumé à se servir des instruments qui y sont en usage, dont l'invention est probablement due encore à la *division du travail*, cet ouvrier, quelque adroit qu'il fût, pourrait peut-être à peine faire une épingle dans toute sa journée, et certainement il n'en ferait pas une vingtaine. Mais de la manière dont cette industrie est maintenant conduite, non-seulement l'ouvrage entier forme un métier particulier, mais même cet ouvrage est divisé en un grand nombre de branches, dont la plupart constituent autant de métiers particuliers. Un ouvrier *tire le fil à la bobille*, un autre le *dresse*, un troisième *coupe la dressée*, un quatrième *empointe*, un cinquième est employé à émoudre le bout qui doit recevoir la *tête*. Cette *tête* est elle-même l'objet de deux ou trois opérations séparées ; la *frapper* est une besogne particulière ; *blanchir* les épingles en est une autre ; c'est même un métier distinct et séparé que de *piquer* les papiers et d'y *bouter* les épingles ; enfin l'important travail de faire une épingle est divisé en dix-huit opérations distinctes ou environ, lesquelles, dans certaines fabriques, sont remplies par autant de mains différentes, quoique dans d'autres le même ouvrier en remplisse deux ou trois. J'ai vu une petite manufacture de ce genre qui n'employait que dix ouvriers, et où par conséquent quelques-uns d'eux étaient chargés de deux ou trois opérations. Mais, quoique la fabrique fût fort pauvre et, par cette raison, mal outillée, cependant quand ils se mettaient en train, ils venaient à bout de faire entre eux environ douze livres d'épingles par jour : or, chaque livre contient au-delà de quatre mille épingles de taille moyenne. Ainsi ces dix ouvriers pouvaient faire entre eux plus de quarante-huit milliers d'épingles dans une journée ; donc

chaque ouvrier, faisant une dixième partie de ce produit, peut être considéré comme faisant dans sa journée quatre mille huit cents épingles. Mais s'ils avaient tous travaillé à part et indépendamment les uns des autres, et s'ils n'avaient pas été façonnés à cette besogne particulière, chacun d'eux assurément n'eût pas fait vingt épingles, peut-être pas une seule, dans sa journée, c'est-à-dire pas, à coup sûr, la deux cent quarantième partie, et pas peut-être la quatre mille huit centième partie de ce qu'ils sont maintenant en état de faire, en conséquence d'une division et d'une combinaison convenables de leurs différentes opérations¹.

Dans tout autre art et manufacture, les effets de la *division du travail* sont les mêmes que ceux que nous venons d'observer dans la fabrique d'une épingle, quoiqu'en un grand nombre le travail ne puisse pas être aussi subdivisé ni réduit à des opérations d'une aussi grande simplicité. Toutefois, dans chaque art, la *division du travail*, aussi loin qu'elle peut y être portée, donne lieu à un accroissement proportionnel dans la puissance productive du travail. C'est cet avantage qui paraît avoir donné naissance à la séparation des divers emplois et métiers. Aussi cette séparation est en général poussée plus loin dans les pays qui jouissent du plus haut degré de perfectionnement : ce qui, dans une société encore un peu grossière, est l'ouvrage d'un seul homme, devient, dans une société plus avancée, la besogne de plusieurs. Dans toute société avancée, un fermier en général n'est que fermier, un fabricant n'est que fabricant. Le travail nécessaire pour produire complètement un objet manufacturé est aussi presque toujours divisé entre un grand nombre de mains. Que de métiers différents sont employés dans chaque branche des ouvrages manufacturés, de toile ou de laine, depuis l'ouvrier qui travaille à faire croître le lin et la laine jusqu'à celui qui est employé à blanchir et à lisser la toile ou à teindre et à lustrer le drap ! Il est vrai que la nature de l'agriculture ne comporte pas une aussi grande subdivision de travail que les manufactures, ni une séparation

¹ Le progrès général de toutes les industries est dû aux applications nombreuses de la division du travail. Partout elle se substitue aux anciennes méthodes et transforme le travail individuel en travail d'association : mais chaque ouvrier n'est plus qu'un rouage, au lieu d'être un appareil complet ; il devient plus habile, et encore pas toujours, mais plus dépendant. Qu'est-ce qu'un homme qui ne sait faire, même parfaitement, que des têtes d'épingles ou des pointes d'aiguilles ? A. B.

aussi complète des travaux. Il est impossible qu'il y ait entre l'ouvrage du nourrisseur de bestiaux et du fermier, une démarcation aussi bien établie qu'il y en a communément entre le métier du charpentier et celui du forgeron. Le tisserand et le fileur sont presque toujours deux personnes différentes ; mais le laboureur, le semeur et le moissonneur sont souvent une seule et même personne. Comme les temps propres à ces différents genres de travaux dépendent des différentes saisons de l'année, il est impossible qu'un homme puisse trouver constamment à s'employer à chacun d'eux. C'est peut-être l'impossibilité de faire une séparation aussi entière et aussi complète des différentes branches du travail appliqué à l'agriculture, qui est cause que, dans cet art, la puissance productive du travail ne fait pas des progrès aussi rapides que dans les manufactures. A la vérité, les peuples les plus opulents l'emportent en général sur leurs voisins, aussi bien en agriculture que dans les autres industries ; mais cependant leur supériorité se fait communément beaucoup plus sentir dans ces dernières. Leurs terres sont en général mieux cultivées, et y ayant consacré plus de travail et de dépense, ils en retirent un produit plus grand, eu égard à l'étendue et à la fertilité naturelle du sol. Mais la supériorité de ce produit n'excède guère la proportion de la supériorité de travail et de dépense. En agriculture, le travail du pays riche n'est pas toujours beaucoup plus productif que celui du pays pauvre, ou du moins cette différence n'est jamais aussi forte qu'elle l'est ordinairement dans les manufactures. Ainsi le blé d'un pays riche, à égal degré de bonté, ne sera pas toujours, au marché, à meilleur compte que celui d'un pays pauvre¹. Le blé de Pologne, à bonté égale, est à aussi bon marché que celui de France, malgré la supériorité de ce dernier pays en opulence et en industrie. Le blé de France, dans les provinces à blé, est tout aussi bon et, la plupart des années, presque au même prix que le blé d'Angleterre, quoique peut-être la France soit inférieure à l'Angleterre du côté de l'opulence et de l'industrie².

¹ Cette grave question a été traitée d'une manière très-remarquable dans l'ouvrage de M. Ricardo : *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, chapitre du *fermage*, tom. 1^{er}, pages 57-94 de la traduction de Constancio, annotée par J. B. Say. La fameuse théorie du fermage de Ricardo est exposée tout entière dans ce chapitre.

A. B.

² En opposant l'agriculture d'une nation riche à ses manufactures, le Dr. Smith méconnaît le principe qui règle le prix du blé. Sa conclusion ferait croire que, parce qu'il aura coûté moins cher d'apporter le blé au marché, ce blé sera vendu

Toutefois les terres d'Angleterre sont mieux cultivées que celles de France, et celles-ci sont, à ce qu'on dit, beaucoup mieux cultivées que celles de Pologne. Mais quoique les pays pauvres, malgré l'infériorité de leur culture, puissent en quelque sorte rivaliser avec les pays riches pour la bonté et le bon marché du blé, cependant ils ne peuvent prétendre à la même concurrence en fait de manufactures, du moins si ces manufactures sont en rapport avec le sol, le climat et la situation du pays riche. Les soieries de France sont plus belles et à meilleur compte que celles d'Angleterre, parce que les manufactures de soie ne conviennent pas au climat d'Angleterre aussi bien qu'à celui de France¹, du moins sous le régime des forts droits dont on a chargé chez nous l'importation des soies écruës. Mais la quincaillerie d'Angleterre et ses gros lainages sont sans comparaison bien supérieurs à ceux de France, et beaucoup moins chers à qualité égale. En Pologne, dit-on, à peine y a-t-il des manufactures, si ce n'est quelques fabriques où se font les plus grossiers ustensiles de ménage, et dont aucun pays ne saurait se passer².

à plus bas prix. — Mais le prix de vente du blé n'est pas réglé par les frais de production; et quoiqu'il pût être produit pour rien, il ne serait pas, pour cela, vendu à plus bas prix. C'est pourquoi ce qu'une riche nation épargne dans les dépenses de culture, ne sert pas à réduire le prix, mais à augmenter le revenu. Bocu.

¹ Les événements ont donné un démenti à cette assertion d'Adam Smith. Depuis les réformes que M. Huskisson a fait subir au système restrictif de l'Angleterre, l'industrie des soieries a fait les plus grands progrès dans ce pays. L'Angleterre rivalise aujourd'hui avec la France dans la fabrication des tissus de soie unis. Voyez sur cette importante question les doctrines soutenues par M. Huskisson, dans la collection de ses œuvres intitulée : *The speeches of the right honorable William Huskisson*, tom. II, pages 465-550; ainsi que la grande enquête de 1852 publiée par le gouvernement anglais sous ce titre : *Report from select committee on the silk trade*, in-fol. de 1050 pages. A. B.

² L'opinion de l'auteur sur l'impossibilité de pousser la division du travail aussi loin dans l'agriculture que dans les manufactures ou le commerce, est indubitablement exacte; mais cette circonstance n'est pas, comme Smith le suppose, la seule ou même la principale raison pour laquelle le prix du blé, dans les pays de haute agriculture, est généralement aussi élevé, et souvent beaucoup plus, que dans les pays qui sont comparativement mal cultivés et barbares. Si une supériorité agronomique, si une plus grande subdivision des instruments ruraux et une introduction plus vaste des machines dans les travaux des champs suffi-

Cette grande augmentation dans la quantité d'ouvrage qu'un même nombre de bras est en état de fournir, en conséquence de la *division du travail*, est due à trois circonstances différentes : premièrement, à un accroissement d'habileté dans chaque ouvrier individuellement ; deuxièmement, à l'épargne du temps, qui se perd ordinairement quand on passe d'une espèce d'ouvrage à une autre, et troisièmement enfin, à l'invention d'un grand nombre de machines qui facilitent et abrègent le travail, et qui permettent à un homme de remplir la tâche de plusieurs.

Premièrement, l'accroissement de l'habileté dans l'ouvrier augmente la quantité d'ouvrage qu'il peut accomplir, et la *division du travail*, en réduisant la tâche de chaque homme à quelque opération très-simple et en faisant de cette opération la seule occupation de sa vie, lui fait acquérir nécessairement une très-grande dextérité. Un forgeron ordinaire qui, bien qu'habitué à manier le marteau, n'a cependant jamais été dans l'usage de faire des clous, s'il est obligé par hasard de s'essayer à en faire, viendra très-difficilement à bout d'en faire deux ou trois cents dans sa journée ; encore seront-ils fort mau-

saient pour déterminer le prix des produits *bruts* ou naturels, ce prix serait certainement plus bas en Angleterre qu'en Pologne ou en Russie. Mais il est évident que le prix du blé dans les différents pays ne dépend qu'en partie des systèmes de culture, et qu'il est en même temps sérieusement soumis à la différence de fertilité des terres cultivées. C'est ce fait que Smith a, par une étrange inadvertance, totalement négligé. La rareté de la population chez les nations peu civilisées, n'attire nécessairement la culture que sur les terres de la plus haute fertilité ; mais à mesure que la société avance et que la population s'accroît, il devient urgent de s'adresser à des terres moins fertiles. Dès lors, le produit de ces terres, par l'accroissement du capital et du travail que leur culture réclame, doit être relativement *cher*. Il a été établi, par quelques-uns des rapports sur l'état de l'agriculture en 1821, examiné par un comité de la chambre des communes, que le produit des terres livrées à la culture en Angleterre et dans le pays de Galles, évalué en froment, variait depuis trente-six et quarante boisseaux jusqu'à huit et neuf boisseaux par *acre*. L'alimentation nécessaire ne pourrait pas être acquise si l'on ne cultivait pas ces terres inférieures, et c'est cette nécessité de recourir aux terrains de moindre fertilité, qui devient la cause réelle de l'élévation relative du prix du blé et des autres produits naturels ou *bruts* dans les pays de grande population. Il serait superflu d'ajouter que ce prix y serait encore bien plus haut s'il ne trouvait pas un palliatif dans la supériorité des méthodes agronomiques et les progrès qui s'y opèrent chaque jour.

MAC CULLOCH.

vais. Un forgeron qui aura été accoutumé à en faire, mais qui n'en aura pas fait son unique métier, aura peine, avec la plus grande diligence, à en fournir dans un jour plus de huit cents ou d'un millier. Or, j'ai vu des jeunes gens au-dessous de vingt ans, n'ayant jamais exercé d'autre métier que celui de faire des clous, qui, lorsqu'ils étaient en train, pouvaient fournir chacun plus de deux mille trois cents clous par jour. Toutefois la façon d'un clou n'est pas une des opérations les plus simples. La même personne fait aller les soufflets, attise ou dispose le feu quand il en est besoin, chauffe le fer et forge chaque partie du clou. En forgeant la tête, il faut qu'elle change d'outils. Les différentes opérations dans lesquelles se subdivise la façon d'une épingle ou d'un bouton de métal sont toutes beaucoup plus simples, et la dextérité d'une personne qui n'a pas eu dans sa vie d'autres occupations que celles-là, est ordinairement beaucoup plus grande. La rapidité avec laquelle quelques-unes de ces opérations s'exécutent dans les fabriques, passe tout ce qu'on pourrait imaginer; et ceux qui n'en ont pas été témoins ne sauraient croire que la main de l'homme fût capable d'acquiescer autant d'agilité¹.

En second lieu, l'avantage qu'on gagne à épargner le temps qui se perd communément en passant d'une sorte d'ouvrage à une autre, est beaucoup plus grand que nous ne pourrions le penser au premier coup d'œil. Il est impossible de passer très-vite d'une espèce de travail à une autre qui exige un changement de place et des outils différents. Un tisserand de la campagne, qui exploite une petite ferme, perd une grande partie de son temps à aller de son métier à son champ, et de son champ à son métier. Quand les deux métiers peuvent être établis dans le même atelier, la perte du temps est sans doute beaucoup moindre; néanmoins elle ne laisse pas d'être considérable. Ordinairement un homme perd un peu de temps en passant d'une besogne à une autre. Quand il commence à se mettre à ce nouveau travail, il est rare qu'il soit d'abord bien en train; il n'a pas, comme on dit, le cœur à l'ouvrage, et pendant quelques moments il niaise plutôt qu'il ne travaille de bon cœur. Cette habitude de flâner et de travailler sans application et avec nonchalance, est naturelle à l'ouvrier de la campagne, ou plutôt il la contracte nécessairement en étant obligé de changer d'ou-

¹ Il faut lire dans le spirituel opuscule de Lemontey, *Raison et folie*, la triste contre-partie de ce brillant tableau.

vrage et d'outils à chaque demi-heure et de mettre la main chaque jour de sa vie à vingt besognes différentes; elle le rend presque toujours paresseux et incapable d'un travail sérieux et appliqué, même dans les occasions où il est le plus pressé d'ouvrage. Ainsi, indépendamment de ce qui lui manque en dextérité, cette seule raison diminuera considérablement la quantité d'ouvrage qu'il sera en état d'accomplir.

En troisième et dernier lieu, tout le monde sent combien l'emploi de machines propres à un ouvrage abrège et facilite le travail. Il est inutile d'en chercher des exemples. Je ferai remarquer seulement qu'il semble que c'est à la *division du travail* qu'est originairement due l'invention de toutes ces machines propres à abrégé et à faciliter le travail. Quand l'attention d'un homme est toute dirigée vers un objet, il est bien plus propre à découvrir les méthodes les plus promptes et les plus aisées pour l'atteindre, que lorsque cette attention embrasse une grande variété de choses. Or, en conséquence de la *division du travail*, l'attention de chaque homme est naturellement fixée tout entière sur un objet très-simple. On doit donc naturellement attendre que quelqu'un de ceux qui sont employés à une branche séparée d'un ouvrage, trouvera bientôt la méthode la plus courte et la plus facile de remplir sa tâche particulière, si la nature de cette tâche permet de l'espérer. Une grande partie des machines employées dans ces manufactures où le travail est le plus subdivisé, ont été originairement inventées par de simples ouvriers qui, naturellement, appliquaient toutes leurs pensées à trouver les moyens les plus courts et les plus aisés de remplir la tâche particulière qui faisait leur seule occupation. Il n'y a personne accoutumé à visiter les manufactures, à qui on n'ait fait voir une machine ingénieuse imaginée par quelque pauvre ouvrier pour abrégé et faciliter sa besogne. Dans les premières machines à feu, il y avait un petit garçon continuellement occupé à ouvrir et à fermer alternativement la communication entre la chaudière et le cylindre, suivant que le piston montait ou descendait. L'un de ces petits garçons, qui avait envie de jouer avec ses camarades, observa qu'en mettant un cordon au manche de la soupape qui ouvrait cette communication, et en attachant ce cordon à une autre partie de la machine, cette soupape s'ouvrirait et se fermerait sans lui, et qu'il aurait la liberté de jouer tout à son aise. Ainsi une des découvertes qui a le plus contribué à perfectionner ces sortes de machines depuis leur invention, est due à un enfant qui ne cherchait qu'à s'épargner de la peine.

Cependant il s'en faut de beaucoup que toutes les découvertes tendant à perfectionner les machines et les outils, aient été faites par les hommes destinés à s'en servir personnellement. Un grand nombre est dû à l'industrie des constructeurs de machines, depuis que cette industrie est devenue l'objet d'une profession particulière, et quelques-unes à l'habileté de ceux qu'on nomme *savants* ou *théoriciens*, dont la profession est de ne rien faire, mais de tout observer, et qui, par cette raison, se trouvent souvent en état de combiner les forces des choses les plus éloignées et les plus dissemblables. Dans une société avancée, les fonctions philosophiques ou spéculatives deviennent, comme tout autre emploi, la principale ou la seule occupation d'une classe particulière de citoyens. Cette occupation, comme toute autre, est aussi subdivisée en un grand nombre de branches différentes, chacune desquelles occupe une classe particulière de savants, et cette *subdivision de travail*, dans les sciences comme en toute autre chose, tend à accroître l'habileté et à épargner du temps. Chaque individu acquiert beaucoup plus d'expérience et d'aptitude dans la branche particulière qu'il a adoptée : il y a au total plus de travail accompli, et la somme des connaissances en est considérablement augmentée ¹.

Cette grande multiplication dans les produits de tous les différents arts et métiers, résultant de la *division du travail*, est ce qui, dans une société bien gouvernée, donne lieu à cette opulence générale qui se répand jusque dans les dernières classes du peuple ². Chaque ouvrier se

¹ Adam Smith aurait fort à rabattre des espérances que lui donnaient les phénomènes de la *division du travail*, s'il voyait aujourd'hui à quel état de misère et d'abjection l'exagération de ce principe a réduit les classes ouvrières dans son pays. La condition des esclaves dans l'antiquité et celle des noirs dans nos colonies sont mille fois préférables au sort des tisserands et de certains fileurs, en Angleterre. Voyez à ce sujet le livre de M. Buret, intitulé : *De la misère des classes ouvrières en Angleterre et en France* ; 2 vol. in-8°, 1841, et l'enquête dirigée par le respectable M. Fletcher, (*Handloom Weavers inquiry*) qui a été publiée en 1840 par les ordres du parlement.

A. B.

² Mais quels sont ceux qui recueillent les fruits de cette amélioration dans les facultés productives du travail ? Quelle est, parmi les différentes classes de la société, celle qui ajoute à ses commodités et jouissances personnelles tout ce qui résulte de cette augmentation de produits ? Quelle est celle qui profite directement de l'abondance générale des richesses et qui ne les reverse sur les autres membres de la société qu'en raison du prix qu'elle met à leurs services et selon la pro-

trouve avoir une grande quantité de son travail dont il peut disposer, outre ce qu'il en applique à ses propres besoins; et comme les autres ouvriers sont aussi dans le même cas, il est à même d'échanger une grande quantité des marchandises fabriquées par lui, contre une grande quantité des leurs, ou, ce qui est la même chose, contre le prix de ces marchandises. Il peut fournir abondamment ces autres ouvriers de ce dont ils ont besoin, et il trouve également à s'accommoder auprès d'eux, en sorte qu'il se répand parmi les différentes classes de la société, une abondance universelle.

Observez, dans un pays civilisé et florissant, ce qu'est le mobilier d'un simple journalier ou du dernier des manœuvres, et vous verrez que le nombre des gens dont l'industrie a concouru pour une part quelconque à lui fournir ce mobilier, est au delà de tout calcul possible.

portion plus ou moins libérale dans laquelle elle juge à propos de payer ces services? Nous verrons, en suivant les développements de la doctrine de notre auteur, que, dans cette masse toujours croissante des produits du travail, la part assignée au travail, prise en masse et quelle que soit l'inégalité des portions dispensées à chaque individu salarié, *reste toujours nécessairement bornée à la quantité de substances indispensable pour alimenter le travail et pour l'entretenir*; que la part de ces produits attribuée à l'entrepreneur du travail, comme profit de ses avances, est également limitée par la somme de capital indispensable pour tenir le travail en activité, et que l'accumulation des capitaux étant toujours croissante à mesure que le travail donne plus de produits, le taux de profit afférent à chaque portion de capital employé va toujours en baissant à proportion qu'augmente la somme totale des capitaux qui concourent au même service; qu'enfin, après la déduction de ces salaires et de ces profits, qui est la charge inhérente au travail, sans laquelle il n'aurait pu être exécuté, *tout le surplus des produits appartient exclusivement aux propriétaires fonciers, qui l'appliquent selon qu'il leur plaît à leur satisfaction personnelle*; qu'ils peuvent arbitrairement le consacrer soit à leurs besoins, soit à *ces fantaisies qui naissent de l'opulence et d'un pouvoir illimité sur le travail d'autrui*; que tout perfectionnement dans les moyens de travail, *tout procédé, toute découverte qui tend à multiplier ses produits, tourne directement ou indirectement au profit de cette classe de la société*, parce que le droit de propriété lui conférant celui de distribuer à son gré les subsistances et les matières premières, elle s'enrichit de toute l'utilité que le travail peut acquérir et de toute la valeur ajoutée aux matières; que, dans cette relation entre les diverses classes de la société, qui ne consiste qu'en services rendus et en services commandés, ceux qui vivent de services sont toujours forcés par la concurrence de les offrir au plus bas prix possible, tandis que

La veste de laine, par exemple, qui couvre ce journalier, toute grossière qu'elle paraisse, est le produit du travail réuni d'une innombrable multitude d'ouvriers. Le berger, celui qui a trié la laine, celui qui l'a peignée ou cardée, le teinturier, le fileur, le tisserand, le foulonnier¹, celui qui adoucit, chardonne et unit le drap, tous ont mis une portion de leur industrie à l'achèvement de cette œuvre grossière. Combien d'ailleurs n'y a-t-il pas eu de marchands et de voituriers employés à transporter la matière à ces divers ouvriers, qui souvent demeurent dans des endroits fort distants les uns des autres! Que de commerce et de navigation mis en mouvement! que de constructeurs de vaisseaux, de matelots, d'ouvriers en voiles et en cordages, mis en œuvre pour opérer le transport des différentes drogues du teinturier, rapportées

le territoire qui paye et entretient ces services, restant circonscrit dans les mêmes limites, et ne pouvant croître en étendue et en fertilité à proportion de l'accroissement des consommations de son produit, *les maîtres de ce territoire sont investis d'un monopole sur tout le travail de la société*, et n'ont à supporter que les charges inhérentes à ce travail; d'où il suit que si tel individu, non propriétaire foncier, participe à toutes les jouissances que la grande richesse peut procurer, il ne jouit de cet avantage que parce qu'il le reçoit d'une manière plus ou moins immédiate de quelques propriétaires fonciers qui consentent à payer avec libéralité le service de ses talents ou de ses capitaux^{*}. GARNIER.

¹ Ce mot doit s'entendre le plus souvent, dans le cours de cet ouvrage, de l'ouvrier qui tisse le drap, métier qui occupe beaucoup de monde dans certains cantons de l'Angleterre. GARNIER.

^{*} Cette note du traducteur d'Adam Smith est extrêmement remarquable, parce qu'elle caractérise de la manière la plus naïve les doctrines de l'école économique anglaise, ou plutôt les conséquences qu'on a prétendu en tirer. On n'admet plus aujourd'hui que la part des profits du travailleur demeure toujours nécessairement bornée à la quantité de substances indispensables pour l'alimenter, c'est-à-dire pour l'empêcher de mourir; personne n'ose plus soutenir que tous les profits reviennent exclusivement aux propriétaires fonciers, en vertu du singulier droit de l'appliquer aux fantaisies qui naissent de l'opulence, et du monopole dont ils sont investis sur tout le travail de la société. Ce sont là des préjugés qui appartiennent à l'école de Quesnay et dont le livre même d'Adam Smith a fait justice. M. le sénateur Garnier nous semble avoir eu tort d'imputer à ce grand économiste une telle hérésie. Cette prétention étrange n'a pris naissance que dans les écrits de Malthus, de Ricardo, de M. Mac Culloch et de M. Senior, les vrais représentants de l'école impitoyable et fataliste, dont l'Essai sur le principe de population est la plus habile et la plus énergique expression. La marche naturelle des choses réfute chaque jour cette inique doctrine. Loin que les grands propriétaires fonciers soient les dispensateurs naturels et exclusifs de la richesse, en qualité de propriétaires, ils vivent en réalité du travail de leurs fermiers, lorsqu'ils ne sont pas cultivateurs eux-mêmes, et nous marchons d'un pas assez rapide vers le moment où ils seront tous forcés de cultiver ou de vendre, s'ils veulent avoir un revenu. A. B.

souvent des extrémités du monde !¹ Quelle variété de travail aussi pour produire les outils du moindre de ces ouvriers ! Sans parler des machines les plus compliquées, comme le vaisseau du commerçant, le moulin du foulonnier ou même le métier du tisserand, considérons seulement quelle multitude de travaux exige une des machines les plus simples, les ciseaux avec lesquels le berger a coupé la laine. Il faut que le mineur, le constructeur du fourneau où le minerai a été fondu, le bûcheron qui a coupé le bois de la charpente, le charbonnier qui a cuit le charbon consommé à la fonte, le briquetier, le maçon, les ouvriers qui ont construit le fourneau, la construction du moulin de la forge, le forgeron, le coutelier, aient tous contribué, par la réunion de leur industrie, à la production de cet outil. Si nous voulions examiner de même chacune des autres parties de l'habillement de ce même journalier, ou chacun des meubles de son ménage, la grosse chemise de toile qu'il porte sur la peau, les souliers qui chaussent ses pieds, le lit sur lequel il repose et toutes les différentes parties dont ce meuble est composé ; le gril sur lequel il fait cuire ses aliments, le charbon dont il se sert, arraché des entrailles de la terre et apporté peut-être par de longs trajets sur terre et sur mer, tous ses autres ustensiles de cuisine, ses meubles de table, ses couteaux et fourchettes, les assiettes de terre ou d'étain sur lesquelles il sert et coupe ses aliments, les différentes mains qui ont été employées à préparer son pain et sa bière, le châssis de verre qui lui procure à la fois de la chaleur et de la lumière, en l'abritant du vent et de la pluie ; l'art et les connaissances qu'exige la préparation de cette heureuse et magnifique invention, sans laquelle nos climats du nord offriraient à peine des habitations supportables ; si nous songions aux nombreux outils qui ont été nécessaires aux ouvriers em-

¹ L'admirable tableau tracé, dans ce chapitre, de l'utilité du commerce, joint avec la division du travail, comme il l'est, semble une réponse suffisante à quelques théories qui mettaient en question l'importance du commerce étranger. Le commerce d'un pays avec un autre ne diffère en aucune façon de son commerce intérieur. Les échanges intérieurs établissent la division du travail ; tandis que les échanges extérieurs étendent le principe bien plus loin, en permettant à une nation, par une direction perfectionnée de ses terres et de son travail, d'en accroître largement le produit annuel. Le commerce étranger et le commerce domestique d'un pays reposent précisément sur un même principe, et le même argument doit conséquemment prouver leur utilité collective.

BUCHANAN.

ployés à produire ces diverses commodités ; si nous examinons en détail toutes ces choses, si nous considérons la variété et la quantité de travaux que suppose chacune d'elles, nous sentirions que, sans l'aide et le concours de plusieurs milliers de personnes, le plus petit particulier, dans un pays civilisé, ne pourrait être vêtu et meublé même selon ce que nous regardons assez mal à propos comme la manière la plus simple et la plus commune. Il est bien vrai que son mobilier paraîtra extrêmement simple et commun, si on le compare avec le luxe extravagant d'un grand seigneur ; cependant entre le mobilier d'un prince d'Europe et celui d'un paysan laborieux et rangé, il n'y a peut-être pas autant de différence qu'entre les meubles de ce dernier et ceux de tel roi d'Afrique qui règne sur dix mille sauvages nus, et qui dispose en maître absolu de leur liberté et de leur vie.

CHAPITRE II.

DU PRINCIPE QUI DONNE LIEU À LA DIVISION DU TRAVAIL.

Cette *division du travail*, de laquelle découlent tant d'avantages, ne doit pas être regardée dans son origine comme l'effet d'une sagesse humaine qui ait prévu et qui ait eu pour but cette opulence générale qui en est le résultat ; elle est la conséquence nécessaire, quoique lente et graduelle, d'un certain penchant naturel à tous les hommes, qui ne se proposent pas des vues d'utilité aussi étendues : c'est le penchant qui les porte à trafiquer, à faire des trocs et des échanges d'une chose pour une autre.

Il n'est pas de notre sujet d'examiner si ce penchant est un de ces premiers principes de la nature humaine dont on ne peut pas rendre compte, ou bien, comme cela paraît plus probable, s'il est une conséquence nécessaire de l'usage de la raison et de la parole. Il est commun à tous les hommes, et on ne l'aperçoit dans aucune autre espèce d'animaux, pour lesquels ce genre de contrat est aussi inconnu que tous les autres. Deux lévriers qui courent le même lièvre ont quelquefois l'air d'agir de concert. Chacun d'eux renvoie le gibier vers son compagnon ou bien tâche de le saisir au passage quand il le lui renvoie. Ce n'est toutefois l'effet d'aucune convention entre ces animaux, mais seulement du concours accidentel de leurs passions vers un même

objet. On n'a jamais vu de chien faire de propos délibéré l'échange d'un os avec un autre chien. On n'a jamais vu d'animal chercher à faire entendre à un autre par sa voix ou ses gestes : *Ceci est à moi, cela est à toi ; je te donnerai l'un pour l'autre.* Quand un animal veut obtenir quelque chose d'un autre animal ou d'un homme, il n'a pas d'autre moyen que de chercher à gagner la faveur de celui dont il a besoin. Le petit caresse sa mère, et le chien qui assiste au dîner de son maître, s'efforce par mille manières d'attirer son attention pour en obtenir à manger. L'homme en agit quelquefois de même avec ses semblables, et quand il n'a pas d'autre voie pour les engager à faire ce qu'il souhaite, il tâche de gagner leurs bonnes grâces par des flatteries et par des attentions serviles. Il n'a cependant pas toujours le temps de mettre ce moyen en œuvre. Dans une société civilisée, il a besoin à tout moment de l'assistance et du concours d'une multitude d'hommes, tandis que toute sa vie suffirait à peine pour lui gagner l'amitié de quelques personnes. Dans presque toutes les espèces d'animaux, chaque individu, quand il est parvenu à sa pleine croissance, est tout à fait indépendant, et tant qu'il reste dans son état naturel, il peut se passer de l'aide de toute autre créature vivante. Mais l'homme a presque continuellement besoin du secours de ses semblables, et c'est en vain qu'il l'attendrait de leur seule bienveillance. Il sera bien plus sûr de réussir, s'il s'adresse à leur intérêt personnel et s'il leur persuade que leur propre avantage leur commande de faire ce qu'il souhaite d'eux. C'est ce que fait celui qui propose à un autre un marché quelconque ; le sens de sa proposition est ceci : *Donnez-moi ce dont j'ai besoin, et vous aurez de moi ce dont vous avez besoin vous-même* ; et la plus grande partie de ces bons offices qui nous sont si nécessaires, s'obtiennent de cette façon. Ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du marchand de bière ou du boulanger, que nous attendons notre dîner, mais bien du soin qu'ils apportent à leurs intérêts. Nous ne nous adressons pas à leur humanité, mais à leur égoïsme ; et ce n'est jamais de nos besoins que nous leur parlons, c'est toujours de leur avantage. Il n'y a qu'un mendiant qui puisse se résoudre à dépendre de la bienveillance d'autrui ; encore ce mendiant n'en dépend-il pas en tout : c'est bien la bonne volonté des personnes charitables qui lui fournit le fond entier de sa subsistance ; mais quoique ce soit là en dernière analyse le principe d'où il tire de quoi satisfaire aux besoins de sa vie, cependant ce n'est pas celui-là qui peut y pourvoir à mesure

qu'ils se font sentir. La plus grande partie de ses besoins du moment se trouvent satisfaits, comme ceux des autres hommes, par traité, par échange et par achat. Avec l'argent que l'un lui donne, il achète du pain. Les vieux habits qu'il reçoit d'un autre, il les troque contre d'autres vieux habits qui l'accommodent mieux, ou bien contre un logement, contre des aliments, ou enfin contre de l'argent qui lui servira à se procurer un logement, des aliments ou des habits quand il en aura besoin.

Comme c'est ainsi par traité, par troc et par achat que nous obtenons des autres la plupart de ces bons offices qui nous sont mutuellement nécessaires, c'est cette même disposition à trafiquer qui a dans l'origine donné lieu à la *division du travail*. Par exemple, dans une tribu de chasseurs ou de bergers, un individu fait des arcs et des flèches avec plus de célérité et d'adresse qu'un autre. Il troquera fréquemment ces objets avec ses compagnons contre du bétail ou du gibier, et il ne tarde pas à s'apercevoir que, par ce moyen, il pourra se procurer plus de bétail et de gibier que s'il allait lui-même à la chasse. Par calcul d'intérêt donc, il fait sa principale occupation de fabriquer des arcs et des flèches, et le voilà devenu une espèce d'armurier. Un autre excelle à bâtir et à couvrir les petites huttes ou cabanes mobiles; ses voisins prennent l'habitude de l'employer à cette besogne, et de lui donner en récompense du bétail ou du gibier, de sorte qu'à la fin il trouve qu'il est de son intérêt de s'adonner exclusivement à cette besogne et de se faire en quelque sorte charpentier et constructeur. Un troisième devient de la même manière forgeron ou chaudronnier; un quatrième est le tanneur ou le corroyeur des peaux ou cuirs qui forment le principal vêtement des sauvages. Ainsi la certitude de pouvoir troquer tout le produit de son travail qui excède sa propre consommation, contre un pareil surplus du produit du travail des autres qui peut lui être nécessaire, encourage chaque homme à s'adonner à une occupation particulière, et à cultiver et perfectionner tout ce qu'il peut avoir de talent et d'intelligence pour cette espèce de travail.

Dans la réalité, la différence des talents naturels entre les individus est bien moindre que nous ne le croyons, et les aptitudes si différentes qui semblent distinguer les hommes de diverses professions quand ils sont parvenus à la maturité de l'âge, n'est pas tant la cause que l'effet de la *division du travail*, en beaucoup de circonstances. La différence entre les hommes adonnés aux professions les plus opposées, entre un

philosophie, par exemple, et un portefaix, semble provenir beaucoup moins de la nature que de l'habitude et de l'éducation. Quand ils étaient l'un et l'autre au commencement de leur carrière, dans les six ou huit premières années de leur vie, il y avait peut-être entre eux une telle ressemblance que leurs parents ou camarades n'y auraient pas remarqué de différence sensible. Vers cet âge ou bientôt après, ils ont commencé à être employés à des occupations fort différentes. Dès lors a commencé entre eux cette disparité qui s'est augmentée insensiblement, au point qu'aujourd'hui la vanité du philosophe consentirait à peine à reconnaître un seul point de ressemblance. Mais sans la disposition des hommes à trafiquer et à échanger, chacun aurait été obligé de se procurer lui-même toutes les nécessités et commodités de la vie. Chacun aurait eu la même tâche à remplir et le même ouvrage à faire, et il n'y aurait pas eu lieu à cette grande différence d'occupations, qui seule peut donner naissance à une grande différence de talents.

Comme c'est ce penchant à troquer qui donne lieu à cette diversité de talents, si remarquable entre hommes de différentes professions, c'est aussi ce même penchant qui rend cette diversité utile. Beaucoup de races d'animaux, qu'on reconnaît pour être de la même espèce, ont reçu de la nature des caractères distinctifs et des aptitudes différentes beaucoup plus sensibles que celles qu'on pourrait observer entre les hommes, antérieurement à l'effet des habitudes et de l'éducation. Par nature, un philosophe n'est pas de moitié aussi différent d'un portefaix, en aptitude et en intelligence, qu'un mâtin l'est d'un lévrier, un lévrier d'un épagneul, et celui-ci d'un chien de berger. Toutefois ces différentes races d'animaux, quoique de même espèce, ne sont presque d'aucune utilité les unes pour les autres. Le mâtin ne peut pas ajouter aux avantages de sa force en s'aidant de la légèreté du lévrier, ou de la sagacité de l'épagneul, ou de la docilité du chien de berger. Les effets de ces différentes aptitudes ou degrés d'intelligence, faute d'une faculté ou d'un penchant au commerce et à l'échange, ne peuvent être mis en commun, et ne contribuent pas le moins du monde à l'avantage ou à la commodité commune de l'espèce. Chaque animal est toujours obligé de s'entretenir et de se défendre lui-même à part et indépendamment des autres, et il ne peut retirer la moindre utilité de cette variété d'aptitudes que la nature a réparties entre ses pareils. Parmi les hommes, au contraire, les talents les plus disparates sont utiles les uns aux autres; les différents produits de leur industrie

respective, au moyen de ce penchant universel à troquer et à commercer, se trouvent mis, pour ainsi dire, en une masse commune où chaque homme peut aller acheter, suivant ses besoins, une portion quelconque du produit de l'industrie des autres¹.

CHAPITRE III.

QUE LA DIVISION DU TRAVAIL EST LIMITÉE PAR L'ÉTENDUE DU MARCHÉ².

Puisque c'est la faculté d'échanger qui donne lieu à la *division du travail*, l'accroissement de cette division doit par conséquent toujours

¹ La dissertation du Dr. Smith sur le principe qui donne naissance à la division du travail, quoique assez ingénieuse, ne paraît pas reposer sur une base solide. Cette division est simplement une conséquence de la faculté que nous possédons d'apercevoir, ou tout au moins de conjecturer avec plus ou moins d'exactitude, ce qui en des circonstances données, nous est le plus avantageux et le plus utile. Les sauvages qui marchent lentement ou qui sont boiteux, n'ont pas une tendance innée à devenir fabricants d'arcs et de flèches, et à échanger par plaisir ces articles avec les sauvages leurs semblables. Mais il ne leur est pas difficile d'apercevoir qu'il sera grandement dans leur intérêt d'opérer ces échanges et que telle est, en réalité, la seule voie qui puisse leur faire obtenir leur nourriture : tandis que, d'un autre côté, les sauvages doués d'agilité voient qu'il leur est profitable de suivre le genre d'industrie pour lequel ils ont une aptitude particulière, et d'échanger une partie de leur proie avec les autres pour en recevoir les instruments dont ils ont besoin. Les dispositions physiques, les talents, les aptitudes, aussi bien que les circonstances dans lesquelles les hommes sont placés, diffèrent essentiellement, et rien ne paraît plus naturel que de voir chaque individu adopter de préférence les occupations qu'à tout prendre il juge les plus favorables : échangeant alors les portions de ses produits qui excèdent sa consommation contre les produits de ses voisins qu'il voudrait acquérir et que ceux-ci désireraient céder. Les habitants des Highlands du Perthshire ne s'adonnent pas à l'élevage des bestiaux, ni ceux du *Carse of Gowrie* à la culture du froment, ni ceux des Îles Shetland à la pêche, seulement parce qu'une tendance instinctive les pousse à s'engager dans de tels travaux ; mais bien parce qu'ils ont appris de l'expérience qu'ils obtiendront une plus large part d'objets nécessaires et utiles à la vie humaine, en se bornant à ces branches d'industrie pour le développement desquelles ils ont une supériorité marquée, et en échangeant le surplus de leurs produits avec les autres.

MAC CULLOCH.

² Ce mot est pris dans un sens étendu, et signifie la *masse des acheteurs* ou le *débit possible* d'une marchandise quelconque.

GARNIER.

être limitée par l'étendue de la faculté d'échanger, ou en d'autres termes, par l'étendue du *marché*. Si le *marché* est très-petit, personne ne sera encouragé à s'adonner entièrement à une seule occupation, faute de pouvoir trouver à échanger tout le surplus du produit de son travail qui excèdera sa propre consommation, contre un pareil surplus du produit du travail d'autrui qu'il voudrait se procurer ¹.

Il y a certains genres d'industrie, même de l'espèce la plus basse, qui ne peuvent s'établir ailleurs que dans une grande ville. Un portefaix, par exemple, ne pourrait pas trouver ailleurs d'emploi ni de subsistance. Un village est une sphère trop étroite pour lui; même une ville ordinaire est à peine assez vaste pour lui fournir constamment de l'occupation. Dans ces maisons isolées et ces petits hameaux qui se trouvent épars dans un pays très-peu habité, comme les montagnes d'Écosse, il faut que chaque fermier soit le boucher, le boulanger et le brasseur de son ménage. Dans ces contrées, il ne faut pas s'attendre à trouver deux forgerons, deux charpentiers ou deux maçons qui ne soient pas au moins à vingt milles l'un de l'autre. Les familles éparses qui se trouvent à huit ou dix milles du plus proche de ces ouvriers, sont obligées d'apprendre à faire elles-mêmes une quantité de menus ouvrages pour lesquels on aurait recours à l'ouvrier dans des pays plus peuplés. Les ouvriers de la campagne sont presque partout dans la nécessité de s'adonner à toutes les différentes branches d'industrie qui ont quelque rapport entre elles par l'emploi des mêmes matériaux. Un charpentier de village confectionne tous les ouvrages en bois, et un serrurier de village tous les ouvrages en fer. Le premier n'est pas seulement charpentier, il est encore menuisier, ébéniste; il est sculpteur en bois, en même temps qu'il fait des charrues et des voitures. Les métiers du second sont encore bien plus variés. Il n'y a pas de place pour un cloutier dans ces endroits reculés de l'intérieur des montagnes d'Écosse. A raison d'un millier de clous par jour, et en comptant trois cents jours de travail par année, cet ouvrier pourrait en fournir par an trois cents milliers. Or, dans une pareille localité, il lui serait impossible de trouver le débit d'un seul millier,

¹ C'est ce qui explique pourquoi l'industrie est si simple et si patriarcale dans nos villages, où l'on voit souvent le même homme exercer plusieurs métiers, et vendre une infinité de produits qui nécessiteraient, dans une ville, un grand nombre de marchands différents.

c'est-à-dire du travail d'une seule journée, dans le cours d'un an.

Comme la facilité des transports par eau ouvre un marché plus étendu à chaque espèce d'industrie que ne peut le faire le seul transport par terre, c'est aussi sur les côtes de la mer et le long des rivières navigables que l'industrie de tout genre commence à se subdiviser et à faire des progrès; et ce n'est ordinairement que longtemps après, que ces progrès s'étendent jusqu'aux parties intérieures du pays. Un charriot à larges roues, conduit par deux hommes et attelé de huit chevaux, mettra environ six semaines de temps à porter et rapporter de Londres à Édimbourg près de quatre tonneaux pesant de marchandises. Dans le même temps à peu près, un navire de six à huit hommes d'équipage, faisant voile du port de Londres à celui de Leith, porte et rapporte ordinairement le poids de deux cents tonneaux. Ainsi, à l'aide de la navigation, six ou huit hommes pourront conduire et ramener dans le même temps, entre Londres et Édimbourg, la même quantité de marchandises que cinquante charriots à larges roues conduits par cent hommes et traînés par quatre cents chevaux¹. Par conséquent deux cents tonneaux de marchandises transportées par terre de Londres à Édimbourg, au meilleur compte possible, auront à supporter la charge de l'entretien de cent hommes pendant trois semaines, et de plus, non-seulement de l'entretien, mais encore, ce qui est à peu près aussi cher, l'entretien et la diminution de valeur de quatre cents chevaux et de cinquante grands charriots: tandis que la même quantité de marchandises, transportée par eau, ne se trouvera seulement chargée que de l'entretien de six à huit hommes et de la diminution de capital d'un bâtiment du port de deux cents tonneaux, en y ajoutant simplement la valeur du risque un peu plus grand, ou bien la différence de l'assurance entre le transport par eau et celui par terre. S'il n'y avait donc entre ces deux places d'autre communication que celle de terre, on ne pourrait transporter de l'une à l'autre que des objets d'un prix considérable relativement à leur poids, et elles ne comporteraient ainsi qu'une très-petite partie du commerce qui subsiste présentement entre elles; par conséquent elles ne se donneraient qu'une très-faible partie de l'encouragement qu'elles

¹ Les frais de transport des marchandises par terre ont été de beaucoup réduits depuis la publication de *La Richesse des nations*; cependant ils sont toujours bien supérieurs aux frais de transport par mer.

fournissent réciproquement à leur industrie. A cette condition, il n'y aurait que peu ou point de commerce entre les parties éloignées du monde. Quelle sorte de marchandise pourrait supporter les frais d'un voyage par terre, de Londres à Calcutta ? ou, en supposant qu'il y en eût d'assez précieuse pour valoir une telle dépense, quelle sûreté y aurait-il à la voiturer à travers les territoires de tant de peuples barbares ? Cependant ces deux villes entretiennent aujourd'hui entre elles un commerce très-considérable ; et par le marché qu'elles s'ouvrent l'une à l'autre, elles donnent un très-grand encouragement à leur industrie respective.

Puisque le transport par eau offre de si grands avantages, il est donc naturel que les premiers progrès de l'art et de l'industrie se soient montrés partout où cette facilité ouvre le monde entier pour *marché* au produit de chaque espèce de travail, et ces progrès ne s'étendent que beaucoup plus tard dans les parties intérieures du pays ¹. L'intérieur des terres peut n'avoir pendant longtemps d'autre *marché* pour la grande partie de ses marchandises, que le pays qui l'environne et qui le sépare des côtes de la mer ou des rivières navigables. Ainsi l'étendue de son *marché* doit, pendant longtemps, être en proportion des richesses et de la population de ce pays, et par conséquent il ne peut faire de progrès que postérieurement à ceux du pays environnant. Dans nos colonies de l'Amérique septentrionale, les plantations ont suivi constamment les côtes de la mer ou les bords des rivières navigables, et elles se sont rarement étendues à une distance considérable des uns ou des autres.

D'après les témoignages les plus authentiques de l'histoire, il paraît que les nations qui ont été les premières civilisées, sont celles qui ont habité autour des côtes de la Méditerranée. Cette mer, sans comparaison la plus grande de toutes les mers intérieures du globe, n'ayant point de marées et, par conséquent, point d'autres vagues que celles causées par

¹ Ces vérités sont aujourd'hui parfaitement comprises. Sur tous les points du globe, les gouvernements s'efforcent d'améliorer la navigation, soit en perfectionnant le régime des fleuves, soit en creusant des canaux et des ports. La France, l'Angleterre et les États-Unis ont dépensé plusieurs milliards dans ce but depuis un demi-siècle. La seule étude de la canalisation de l'Europe serait un travail immense. Qu'y a-t-il de plus admirable dans le monde que le canal Érié aux États-Unis, celui de Gothis en Suède, et le canal Calédonien en Écosse ?

les vents, était extrêmement favorable à l'enfance de la navigation, tant par la tranquillité de ses eaux que par la multitude de ses îles et par la proximité des rivages qui la bordent, alors que les hommes ignorant l'usage de la boussole, craignaient de perdre de vue les côtes et que, dans l'état d'imperfection où était l'art de la construction des vaisseaux, ils n'osaient s'abandonner aux flots impétueux de l'océan. Traverser les colonnes d'Hercule, c'est-à-dire naviguer au delà du détroit de Gibraltar, fut longtemps regardé, dans l'antiquité, comme l'entreprise la plus périlleuse et la plus surprenante. Les Phéniciens et les Carthaginois, les plus habiles navigateurs et les plus savants constructeurs de vaisseaux dans ces anciens temps, ne tentèrent même ce passage que fort tard, et ils furent longtemps les seuls peuples qui l'osèrent.

L'Égypte semble avoir été le premier de tous les pays sur les côtes de la Méditerranée, dans lequel l'agriculture ou les métiers aient été cultivés et avancés à un degré un peu considérable. La haute Égypte ne s'étend qu'à quelques milles de distance du Nil, et dans la basse Égypte, ce grand fleuve se partage en plusieurs différents canaux qui, à l'aide de très-peu d'art, ont fourni des moyens de communication et de transport, non-seulement entre toutes les grandes villes, mais encore entre les villages considérables, et même entre plusieurs établissements agricoles, à peu près de la même manière que font aujourd'hui en Hollande le Rhin et la Meuse. L'étendue et la facilité de cette navigation intérieure furent probablement une des causes principales qui ont amené l'Égypte de si bonne heure à l'état d'opulence¹.

Il paraît aussi que les progrès de l'agriculture et des métiers datent de la plus haute antiquité dans le Bengale et dans quelques-unes des provinces orientales de la Chine, quoique nous ne puissions cependant avoir sur cette partie du monde aucun témoignage bien authentique pour juger de l'étendue de cette antiquité. Au Bengale, le Gange et quelques autres grands fleuves se partagent en plusieurs canaux, comme le Nil en Égypte. Dans les provinces orientales de la Chine, il y a aussi plusieurs grands fleuves qui forment par leurs différentes branches une multitude de canaux, et qui communiquant les uns avec les autres,

¹ Voyez à ce sujet le magnifique tableau de l'Égypte, tracé par Napoléon dans le 1^{er} volume des *Mémoires* dictés à Sainte-Hélène, pages 42-70, 1^{re} édition. Les événements ont justifié la haute opinion que l'empereur avait conçue des destinées de ce pays, dont la fortune tient aujourd'hui l'Europe entière en suspens. A. B.

favorisent une navigation intérieure bien plus étendue que celle du Nil ou du Gange, ou peut-être que toutes deux à la fois. Il est à remarquer que ni les anciens Égyptiens, ni les Indiens, ni les Chinois, n'ont encouragé le commerce étranger, mais que tous semblent avoir tiré leur grande opulence de leur navigation intérieure.

Toute l'Afrique intérieure, et toute cette partie de l'Asie qui est située à une assez grande distance au nord du Pont-Euxin et de la mer Caspienne, l'ancienne Scythie, la Tartarie et la Sibérie moderne, semblent, dans tous les temps, avoir été dans cet état de barbarie et de pauvreté dans lequel nous les voyons à présent. La mer de Tartarie est la mer Glaciale, qui n'est pas navigable; et quoique ce pays soit arrosé par quelques-uns des plus grands fleuves du monde, cependant ils sont à une trop grande distance l'un de l'autre, pour que la majeure partie du pays puisse en profiter pour les communications et le commerce. Il n'y a en Afrique aucun de ces grands golfes, comme les mers Baltique et Adriatique en Europe, les mers Noire et Méditerranée en Asie et en Europe, et les golfes Arabique, Persique, ceux de l'Inde, du Bengale et de Siam, en Asie, pour porter le commerce maritime dans les parties intérieures de ce vaste continent; et les grands fleuves de l'Afrique se trouvent trop éloignés les uns des autres, pour donner lieu à aucune navigation intérieure un peu importante. D'ailleurs, le commerce qu'une nation peut établir par le moyen d'un fleuve qui ne se partage pas en un grand nombre de branches ou de canaux, et qui avant de se jeter dans la mer, traverse un territoire étranger, ne peut jamais être un commerce considérable, parce que le peuple qui possède ce territoire étranger, est toujours maître d'arrêter la communication entre cette autre nation et la mer. La navigation du Danube est d'une très-faible utilité aux différents États qu'il traverse, tels que la Bavière, l'Autriche et la Hongrie, en comparaison de ce qu'elle pourrait être si quelqu'un de ces États possédait la totalité du cours de ce fleuve jusqu'à son embouchure dans la mer Noire¹.

¹ Cet état contre nature devra cesser un jour. Déjà le Rhin est rendu à sa destination par des traités entre les nations riveraines, et quoique ces traités laissent encore à désirer, le moment n'est pas loin où ils produiront leur plein et entier effet. La navigation du Danube s'améliore chaque jour, et les trois grandes contrées dont parle Adam Smith participent déjà aux bienfaits de cette navigation. Il en sera bientôt ainsi de tous les grands fleuves de la terre. A. B.

CHAPITRE IV.

DE L'ORIGINE ET DE L'USAGE DE LA MONNAIE.

La *division du travail* une fois généralement établie, chaque homme ne produit plus par son travail que de quoi satisfaire une très-petite partie de ses besoins. La plus grande partie ne peut être satisfaite que par l'échange du surplus de ce produit qui excède sa consommation, contre un pareil surplus du travail des autres. Ainsi chaque homme subsiste d'échanges ou devient une espèce de marchand, et la société elle-même est proprement une société commerçante.

Mais dans les commencements de l'établissement de la *division du travail*, cette faculté d'échanger dut éprouver de fréquents embarras dans ses opérations. Un homme, je suppose, a plus d'une certaine denrée qu'il ne lui en faut, tandis qu'un autre en manque. En conséquence le premier serait bien aise d'échanger une partie de ce superflu, et le dernier ne demanderait pas mieux que de l'acheter. Mais si par malheur celui-ci ne possède rien dont l'autre ait besoin, il ne pourra pas se faire d'échange entre eux. Le boucher a dans sa boutique plus de viande qu'il n'en peut consommer; le brasseur et le boulanger en achèteraient volontiers une partie, mais il n'ont pas autre chose à offrir en échange que les différentes denrées de leur négoce, et le boucher est déjà pourvu de tout le pain et de toute la bière dont il a besoin pour le moment. Dans ce cas-là, il ne peut y avoir lieu entre eux à un échange. Il ne peut être leur vendeur, et ils ne peuvent être ses acheteurs; et tous sont dans l'impossibilité de se rendre mutuellement service. Pour éviter les inconvénients de cette situation, tout homme prévoyant, dans chacune des périodes de la société qui suivirent le premier établissement de la *division du travail*, dut naturellement tâcher de s'arranger pour avoir par devers lui, dans tous les temps, outre le produit particulier de sa propre industrie, une certaine quantité de quelque marchandise qui fût, selon lui, de nature à convenir à tant de monde, que peu de gens fussent disposés à la refuser en échange du produit de leur industrie.

Il est vraisemblable qu'on songea, pour cette nécessité, à différentes denrées qui furent successivement employées. Dans les âges barbares, on dit que le bétail fut l'instrument ordinaire du commerce; et quoi-

que ce dût être un des moins commodes, cependant, dans les anciens temps, nous trouvons souvent les choses évaluées par le nombre de bestiaux donnés en échange pour les obtenir. L'armure de Diomède, dit Homère, ne coûtait que neuf bœufs¹; mais celle de Glaucus en valait cent. On dit qu'en Abyssinie, le sel est l'instrument ordinaire du commerce et des échanges; dans quelques contrées de la côte de l'Inde, c'est une espèce de coquillage; à Terre-Neuve, c'est de la morue sèche; en Virginie, du tabac; dans quelques-unes de nos colonies des Indes occidentales, on emploie le sucre à cet usage, et dans quelques autres pays, des peaux ou du cuir préparé; enfin il y a encore aujourd'hui un village en Écosse, où il n'est pas rare, à ce qu'on m'a dit, de voir un ouvrier porter au cabaret ou chez le boulanger, des clous au lieu de monnaie.

Cependant des raisons irrésistibles semblent, dans tous les pays, avoir déterminé les hommes à adopter les métaux pour cet usage, par préférence à toute autre denrée. Les métaux, non-seulement ont l'avantage de pouvoir se garder avec aussi peu de déchet que quelque autre denrée que ce soit, aucune n'étant moins périssable qu'eux, mais encore ils peuvent se diviser sans perte en autant de parties qu'on veut, et ces parties, à l'aide de la fusion, peuvent être de nouveau réunies en masse; qualité que ne possède aucune autre denrée aussi durable qu'eux, et qui, plus que toute autre qualité, en fait les instruments les plus propres au commerce et à la circulation. Un homme, par exemple, qui voulait acheter du sel et qui n'avait que du bétail à donner en échange, était obligé d'en acheter pour toute la valeur d'un bœuf ou d'un mouton à la fois. Il était rare qu'il pût en acheter moins, parce que ce qu'il avait à donner en échange pouvait très-rarement se diviser sans perte; et s'il avait eu envie d'en acheter davantage, il était, par les mêmes raisons, forcé d'en acheter une quantité double ou triple, c'est-à-dire, pour la valeur de deux ou trois bœufs, ou bien de deux ou trois moutons. Si, au contraire, au lieu de bœufs ou de moutons, il avait eu des métaux à donner en échange, il lui aurait été fa-

¹ Le marquis Garnier a dépensé beaucoup d'érudition pour contester ce passage de Smith; il prétend que les bœufs d'Homère étaient de véritables monnaies métalliques: cela est possible; mais il n'en est pas moins vraisemblable, qu'à des époques plus reculées encore, on s'est servi de bétail comme de monnaie d'échange.

cile de proportionner la quantité du métal à la quantité précise de denrée dont il avait besoin pour le moment.

Différentes nations ont adopté pour cet usage différents métaux. Le fer fut l'instrument ordinaire du commerce chez les Spartiates, le cuivre chez les premiers Romains, l'or et l'argent chez les peuples riches et commerçants¹.

Il paraît que, dans l'origine, ces métaux furent employés à cet

¹ Ce serait se livrer à la plus infructueuse de toutes les recherches, que de prétendre remonter à l'époque où la monnaie a été pour la première fois mise en usage parmi les hommes. Autant vaudrait remonter à l'origine même de la civilisation. La monnaie n'est ni une invention ni une découverte; on ne la doit ni au hasard ni au génie; elle est née naturellement des besoins de la société. Smith a parfaitement établi que le penchant à échanger, particulier à l'espèce humaine, est le principe qui donne lieu à la division du travail, et que cette division ne peut se développer et s'étendre qu'à mesure qu'il y a pour chacun plus de moyens d'échanger le surplus des produits de son travail. On peut donc affirmer que partout où l'on voit qu'une grande division de travail a eu lieu, il y a eu nécessairement beaucoup d'activité dans les échanges, et que par conséquent il a existé un instrument destiné à faciliter et à accélérer les échanges, c'est-à-dire une monnaie. Tout peuple a dû choisir pour instrument d'échange la substance la plus propre à remplir cette fonction, de même qu'il a choisi, pour se nourrir et pour se vêtir, ce qu'il a pu trouver de plus convenable et de plus commode.

Les peuples qui n'ont point eu connaissance de l'usage des métaux, se sont fait une monnaie de celle de leurs marchandises qui réunissait aux plus haut degré les deux qualités nécessaires à ce service : 1^o celle de pouvoir se diviser de manière à s'approprier aux plus petits échanges; 2^o celle de pouvoir se garder pendant un certain temps sans frais et sans déchet. Il n'est donc pas surprenant qu'en Abyssinie, comme Smith le rapporte, le sel ait été adopté comme instrument ordinaire des échanges; que, dans quelques contrées des côtes de l'Inde, on ait choisi pour cet usage le cauris, petit coquillage d'un blanc et d'un poli remarquables, et qui a une valeur comme objet de parure; que la morue à Terre-Neuve, le tabac en Virginie, le sucre dans quelques colonies des Antilles, les peaux et cuirs préparés, dans d'autres lieux, enfin des clous même dans un village d'Ecosse, puissent assez bien remplir la fonction de monnaie; tous ces objets ayant une valeur réelle, étant divisibles, et pouvant se garder sans frais et sans déchet jusqu'au moment où le possesseur trouve occasion d'acheter. Mais parmi tous les articles divers qui sont la matière des échanges entre des hommes réunis en société, il n'en est assurément aucun qui soit moins propre à rendre le service de monnaie ou instrument intermédiaire du commerce, que ne l'est le bétail, puisqu'il ne peut être gardé

usage, en barres informes, sans marque ni empreinte. Aussi Pline¹ nous rapporte, d'après l'autorité de Timée, ancien historien, que les Romains, jusqu'au temps de Servius Tullius, n'avaient pas de monnaie frappée, mais qu'ils faisaient usage de barres de cuivre sans empreinte, pour acheter tout ce dont ils avaient besoin. Ces barres faisaient donc alors fonction de monnaie.

L'usage des métaux dans cet état informe entraînait avec soi deux grands inconvénients, d'abord l'embarras de les peser, et ensuite celui de les essayer. Dans les métaux précieux, où une petite différence dans la quantité fait une grande différence dans la valeur, le pesage exact exige des poids et des balances fabriqués avec grand soin. C'est en particulier, une opération assez délicate que de peser de l'or. A la vérité, pour les métaux grossiers, où une petite erreur serait de peu d'importance, il n'est pas besoin d'une aussi grande attention. Cependant nous trouverions excessivement incommode qu'un pauvre homme fût obligé de peser un liard chaque fois qu'il a besoin d'acheter ou de vendre pour un liard de marchandise. Mais l'opération de l'essai est encore bien plus longue et bien plus difficile; et à moins de fondre une portion du métal au creuset avec des dissolvants convenables, on ne

et mis en réserve, ne fût-ce que pour quelques jours, sans coûter des frais de garde et des dépenses de nourriture; puisqu'il est exposé à des accidents et à des maladies qui rendent sa possession hasardeuse; puisque, d'un autre côté, il ne peut s'adapter à aucun autre échange que celui qui se trouverait en rapport exact avec toute la valeur de l'individu, celui-ci ne pouvant être divisé sans entrer aussitôt dans la consommation. Le bétail serait également la mesure la plus imparfaite des valeurs, attendu que la valeur de chaque animal en particulier, est diverse, dans la même espèce, à raison de l'âge, de la force, de la taille et de la santé, et une quantité d'autres circonstances, sans compter les épizooties et autres accidents naturels qui, d'un moment à l'autre, peuvent avoir une influence considérable sur la valeur tout entière de l'espèce existante dans le pays.

Les peuples qui ont fait usage des métaux n'ont pu s'empêcher de reconnaître que ces substances possédaient éminemment les propriétés convenables à un instrument d'échanges; et que spécialement l'or et l'argent étaient à préférer pour ce genre de service, comme étant plus inaltérables, d'une valeur plus constante, et représentant plus de richesse sous un moindre volume. Aussi les métaux grossiers ne furent-ils employés comme monnaie, que par les nations qui n'avaient pas de métaux précieux qu'elles pussent consacrer à cet usage.

GARNIER.

¹ Pline, *Histoire naturelle*, livre XXXIII, chap. III.

peut tirer de l'essai que des conclusions fort incertaines. Pourtant, avant l'institution des pièces monnayées, à moins d'en passer par cette longue et difficile opération, on se trouvait à tout moment exposé aux fraudes et aux plus grandes friponneries, et on pouvait recevoir en échange de ses marchandises, au lieu d'une livre pesant d'argent fin ou de cuivre pur, une composition falsifiée avec les matières les plus grossières et les plus viles, portant à l'extérieur l'apparence de ces métaux. C'est pour prévenir de tels abus, pour faciliter les échanges et encourager tous les genres de commerce et d'industrie, que les pays qui ont fait quelques progrès considérables vers l'opulence, ont trouvé nécessaire de marquer d'une empreinte publique certaines quantités des métaux particuliers dont ils avaient coutume de se servir pour l'achat des denrées. De là l'origine de la monnaie frappée et des établissements publics destinés à la fabrication des monnaies; institution qui est précisément de la même nature que les offices des auneurs et marqueurs publics des draps et des toiles. Tous ces offices ont également pour objet d'attester, par le moyen de l'empreinte publique, la qualité uniforme ainsi que la quantité de ces diverses marchandises quand elles sont mises au marché ¹.

Il paraît que les premières empreintes publiques qui furent frappées sur les métaux courants, n'eurent, la plupart du temps, d'autre objet que de certifier ce qui était à la fois le plus difficile à connaître et ce dont il était le plus important de s'assurer, savoir la bonté ou le degré de pureté du métal. Elles devaient ressembler à cette marque sterling qu'on imprime aujourd'hui sur la vaisselle et les lingots d'argent, ou à cette empreinte espagnole qui se trouve quelquefois sur les lingots d'or; ces empreintes, n'étant frappées que sur un côté de la pièce et n'en couvrant pas toute la surface, certifient bien le degré de fin, mais non le poids du métal. Abraham pèse à Ephron les quatre cents sicles

¹ Le lecteur désireux d'approfondir cette importante matière, pourra consulter avec fruit l'excellent ouvrage de M. Jacob : *An historical Inquiry into the production and consumption of the precious metals*, 2. vol. in-8°, 1851; les *Considérations* de Law sur le numéraire, et le livre V du *Cours d'Économie politique* de M. Storch, édition de J.-B. Say, avec ses notes. On peut lire aussi le chap. xxiv de notre *Histoire de l'Économie politique*, où se trouvent résumés les divers systèmes monétaires qui ont régné en Europe depuis les anciens jusqu'à la découverte des mines du nouveau monde.

d'argent qu'il était convenu de lui payer pour le champ de Macpelah. Quoiqu'ils passassent pour la monnaie courante du marchand, ils étaient reçus néanmoins au poids et non par compte, comme le sont aujourd'hui les lingots d'or et d'argent. On dit que les revenus de nos anciens rois saxons étaient payés, non en monnaie, mais en nature, c'est-à-dire en vivres et provisions de toute espèce. Guillaume le Conquérant introduisit la coutume de les payer en monnaie; mais pendant longtemps cette monnaie fut reçue, à l'Échiquier, au poids et non par compte.

La difficulté et l'embarras de peser ces métaux avec exactitude donna lieu à l'institution du *coin*, dont l'empreinte, couvrant entièrement les deux côtés de la pièce et quelquefois aussi la tranche, est censée certifier, non-seulement le titre, mais encore le poids du métal. Alors ces pièces furent reçues par compte, comme aujourd'hui, sans qu'on prit la peine de les peser.

Originellement les dénominations de ces pièces exprimaient, à ce qu'il semble, leur poids ou la quantité de métal qu'elles contenaient. Au temps de Servius Tullius, qui le premier fit battre monnaie à Rome, l'*as* romain ou la *livre* contenait le poids d'une livre romaine de bon cuivre. Elle était divisée comme notre *livre de Troy*¹, en douze onces, dont chacune contenait une once véritable de bon cuivre. La *livre sterling* d'Angleterre, au temps d'Édouard I^{er}, contenait une livre (poids de la Tour) d'argent d'un titre connu. La livre de la Tour paraît avoir été quelque chose de plus que la livre romaine, et quelque chose de moins que la livre de Troy. Ce ne fut qu'à la dix-huitième année du règne de Henri VIII que cette dernière fut introduite à la Monnaie d'Angleterre. La *livre* de France, au temps de Charlemagne, contenait une livre, poids de Troyes, d'argent d'un titre déterminé. La foire de Troyes en Champagne était alors fréquentée par toutes les nations de l'Europe, et les poids et mesures d'un marché si célèbre étaient connus et évalués par tout le monde. La monnaie d'Écosse, appelée *livre* depuis le temps d'Alexandre I^{er} jusqu'à celui de Robert Bruce, contenait une livre d'argent du même poids et du même titre que la livre sterling d'Angleterre. Le *penny* ou *denier* d'Angleterre, celui de France et celui d'Écosse, contenaient tous de même, dans l'origine, un *denier* réel pesant d'argent, c'est-à-dire la

¹ Voyez, à la fin de l'ouvrage, la table pour l'évaluation des monnaies, poids et mesures anglaises.

vingtième partie d'une once, et la deux cent quarantième partie d'une livre. Le *schelling* ou *sou* semble aussi d'abord avoir été la dénomination d'un poids. « Quand le froment est à 12 schellings le *quarter*¹, dit « un ancien statut de Henri III, alors le pain d'un *farthing*² doit peser « 11 schellings 4 pence. » Toutefois il paraît que le schelling ne garda pas, soit avec le penny d'un côté, soit avec la livre de l'autre, une proportion aussi constante et aussi uniforme que celle que conservèrent entre eux le penny et la livre. Sous la première race des rois de France, le *schelling* ou *sou* français paraît en différentes occasions avoir contenu cinq, douze, vingt et quarante deniers. Chez les anciens Saxons, on voit le schelling, dans un temps, ne contenir que cinq pence ou deniers, et il n'est pas hors de vraisemblance qu'il aura été aussi variable chez eux que chez leurs voisins les anciens Francs. Chez les Français, depuis Charlemagne, et chez les Anglais, depuis Guillaume le Conquérant, la proportion entre la livre, le schelling et le denier ou penny, paraît avoir été uniformément la même qu'à présent, quoique la valeur de chacun ait beaucoup varié; car je crois que, dans tous les pays du monde, la cupidité et l'injustice des princes et des gouvernements, abusant de la confiance des sujets, ont diminué par degrés la quantité réelle de métal qui avait été d'abord contenue dans les monnaies. L'as romain, dans les derniers temps de la république, était réduit à un vingt-quatrième de sa valeur primitive, et au lieu de peser une livre, il vint à ne plus peser qu'une demi-once³. La livre et le penny anglais⁴ ne contiennent plus aujourd'hui qu'un

¹ Voyez, à la fin de l'ouvrage, le rapport des mesures anglaises à celles de France.

² Quart du penny ou du denier sterling.

³ M. le sénateur Garnier a contesté l'exactitude de ce fait dans une longue note historique, qui n'est qu'un plaidoyer en faveur de la probité des Romains. Nous ne croyons pas devoir la citer, parce qu'elle n'aboutit à aucune conclusion vraiment scientifique. A. B.

⁴ Dans tout le cours de cet ouvrage, toutes les valeurs exprimées en livres, sous et deniers, doivent toujours s'entendre de livres, sous et deniers sterling. On a employé indifféremment le mot *sou* ou *schelling*^{*}, et le mot *denier* ou *penny*. *Pence* est le pluriel de *penny*.

^{*} Il est à regretter que le traducteur d'Adam Smith ait commis l'erreur grave d'assimiler le *sou* français au *schilling* anglais. Il en résulte une confusion fâcheuse. Le *sou*, fraction de l'ancienne livre française, ne saurait être comparé que par analogie, au *schilling* fraction de la livre anglaise. A. B.

tiers environ de leur valeur originaire ; la livre et le penny d'Écosse, qu'un trente-sixième environ, et la livre et le penny ou denier français, qu'à peu près un soixante-sixième. Au moyen de ces opérations, les princes et les gouvernements qui y ont eu recours, se sont, en apparence, mis en état de payer leurs dettes et de remplir leurs engagements avec une quantité d'argent moindre que celle qu'il leur aurait fallu sans cela ; mais ce n'a été qu'en apparence, car leurs créanciers ont été, dans la réalité, frustrés d'une partie de ce qui leur était dû. Le même privilège se trouva accordé à tous les autres débiteurs dans l'État, et ceux-ci se trouvèrent en état de payer, avec la même somme nominale de cette monnaie nouvelle et dégradée, tout ce qui leur avait été prêté en ancienne monnaie. De telles opérations ont donc toujours été favorables aux débiteurs et ruineuses pour les créanciers, et elles ont quelquefois produit dans les fortunes des particuliers des révolutions plus funestes et plus générales que n'aurait pu faire une très-grande calamité publique *.

C'est de cette manière que la monnaie est devenue chez tous les peuples civilisés l'instrument universel du commerce, et que les marchandises de toute espèce se vendent et s'achètent, ou bien s'échangent l'une contre l'autre, par son intervention.

Il s'agit maintenant d'examiner quelles sont les règles que les hommes observent naturellement, en échangeant les marchandises l'une contre l'autre, ou contre de l'argent. Ces règles déterminent ce qu'on peut appeler la valeur *relative* ou *échangeable* des marchandises.

Il faut observer que le mot *valeur* a deux significations différentes ; quelquefois il signifie l'utilité d'un objet particulier, et quelquefois il signifie la faculté que donne la possession de cet objet d'en acheter d'autres marchandises *. On peut appeler l'une, *valeur en usage*, et l'autre, *valeur en échange*. Des choses qui ont la plus grande *valeur en usage* n'ont souvent que peu ou point de *valeur en échange* ; et, au contraire, celles qui ont la plus grande *valeur en échange* n'ont souvent que peu ou point de *valeur en usage*. Il n'y a rien de plus

* Mac Culloch renvoie le lecteur à l'article *Monnaie* (Money) de l'*Encyclopédie britannique* ; cet article contient un tableau des altérations pratiquées sur les coins d'Angleterre, de France et des autres pays.

* Il n'y a pas de sujet qui ait plus exercé les économistes et qui ait donné lieu à plus de dissertations que la définition de la *valeur*. La plupart des écrivains se

utile que l'eau, mais elle ne peut presque rien acheter; à peine y a-t-il moyen de rien avoir en échange. Un diamant, au contraire, n'a presque aucune valeur¹ quant à l'usage, mais on trouvera fréquemment à l'échanger contre une très-grande quantité d'autres marchandises.

Pour éclaircir les principes qui déterminent la *valeur échangeable* des marchandises, je tâcherai d'établir :

Premièrement, quelle est la véritable mesure de cette *valeur échangeable*, ou en quoi consiste le *prix réel* des marchandises.

Secondement, quelles sont les différentes parties intégrantes qui composent ce *prix réel*.

Troisièmement enfin, quelles sont les différentes circonstances qui tantôt élèvent quelqu'une ou la totalité de ces différentes parties du prix au-dessus de leur taux naturel ou ordinaire, et tantôt les abaissent au-dessous de ce taux, ou bien quelles sont les causes qui empêchent que le *prix de marché*², c'est-à-dire le prix actuel des marchan-

sont égarés dans un dédale d'arguties métaphysiques sur le sens économique de ce mot. Nous ne citerons pas la longue nomenclature de ces monographies désormais inutiles. Il est reconnu aujourd'hui par tous les auteurs qui font autorité dans la science, que la distinction établie par Adam Smith a l'inappréciable avantage d'établir nettement le caractère particulier de la *valeur en échange*, la seule sur laquelle s'exercent les transactions, parce qu'elle est le produit du travail humain.

A. B.

¹ Le mot *valeur* a souvent été employé pour désigner, non seulement le *prix d'échange* d'un article, ou sa faculté d'être échangé pour d'autres objets que le travail seul peut donner, mais encore son utilité, ou la propriété qu'il possède de satisfaire à nos besoins ou de contribuer à notre bien-être et à nos jouissances. Mais il est évident que l'*utilité* des marchandises est une qualité tout à fait différente de leur faculté d'échange : témoin le pouvoir qu'a le blé d'apaiser notre faim, et l'eau d'étancher notre soif. Le Dr. Smith a découvert cette différence, et il a démontré l'importance qui s'attachait à distinguer l'*utilité* des marchandises ou, comme il le disait, leur *valeur d'usage* ou *naturelle*, de leur *valeur d'échange*. Confondre des qualités si essentiellement distinctes, serait évidemment entrer dans la voie des plus absurdes conclusions. Aussi, pour éviter de méconnaître le sens d'un mot aussi important que celui de *valeur*, il serait mieux de ne l'appliquer qu'à la *valeur d'échange*, et de réserver le mot *utilité* pour exprimer le pouvoir ou la faculté que possède un article de satisfaire à nos besoins ou de répondre à nos désirs.

MAC CULLOCH.

² L'usage veut que l'on appelle *valeur échangeable* la quantité de toute mar-

disés, ne coïncide exactement avec ce qu'on peut appeler leur prix naturel.

Je tâcherai de traiter ces trois points avec toute l'étendue et la clarté possibles, dans les trois chapitres suivants, pour lesquels je demande bien instamment la patience et l'attention du lecteur : sa patience pour me suivre dans des détails qui, en quelques endroits, lui paraîtront peut-être ennuyeux ; et son attention, pour comprendre ce qui semblera peut-être encore quelque peu obscur malgré tous les efforts que je ferai pour être intelligible. Je courrai volontiers le risque d'être trop long, pour chercher à me rendre clair ; et après que j'aurai pris toute la peine dont je suis capable pour répandre de la clarté sur un sujet qui, par sa nature, est aussi abstrait, je ne serai pas encore sûr qu'il n'y reste quelque obscurité.

CHAPITRE V.

DU PRIX RÉEL ET DU PRIX NOMINAL DES MARCHANDISES¹, OU DE LEUR PRIX EN TRAVAIL
ET DE LEUR PRIX EN ARGENT².

Un homme est riche ou pauvre, suivant les moyens qu'il a de se procurer les besoins, les commodités et les agréments de la vie. Mais la division une fois établie dans toutes les branches du travail, il n'y a qu'une partie extrêmement petite de toutes ces choses qu'un

chandise que l'on donne en échange de celle qu'on veut avoir, et *prix* la quantité de monnaie que l'on donne pour le même objet.

J.-B. SAY.

¹ Ce mot est pris dans le sens le plus étendu, et s'applique à toutes les choses qui peuvent faire la matière d'un échange.

² Smith me paraît commettre en ce chapitre une double erreur.

1^o Tous les biens du monde n'ont pas été achetés par le travail de l'homme. La nature a une part dans certaines productions, et son travail donne une valeur additionnelle à celui de l'homme. Cela est évident dans l'industrie agricole, dont les produits paient (outre le salaire de l'industrie de l'homme et les profits de son capital, qui peut à la rigueur représenter du travail accumulé) un revenu foncier.

2^o Il y a des travaux plus ou moins bien récompensés, suivant le plus ou moins d'utilité de leurs produits. La quantité de travail qu'une *valeur* quelconque commande, est donc variable, et si la *valeur* est égale à toutes deux, la mesure est donc variable selon les quantités auxquelles elle est appliquée. Ce n'est donc pas une mesure, qui est une grandeur invariable susceptible d'être comparée à des grandeurs variables.

Note inédite de J.-B. SAY.

homme puisse obtenir directement par son travail; c'est du travail d'autrui qu'il lui faut attendre la plus grande partie de toutes ces jouissances; ainsi il sera riche ou pauvre, selon la quantité de travail qu'il pourra commander ou qu'il sera en état d'acheter.

Ainsi la valeur d'une denrée quelconque pour celui qui la possède, et qui n'entend pas en user ou la consommer lui-même, mais qui a intention de l'échanger pour autre chose, est égale à la quantité de travail que cette denrée le met en état d'acheter ou de commander. Le travail est donc la mesure réelle de la *valeur échangeable* de toute marchandise ¹.

Le prix *réel* de chaque chose, ce que chaque chose coûte réellement à celui qui veut se la procurer, c'est le travail et la peine qu'il doit s'imposer pour l'obtenir. Ce que chaque chose vaut réellement pour celui qui l'a acquise, et qui cherche à en disposer ou à l'échanger pour quelque autre objet, c'est la peine et l'embarras que la possession de cette chose peut lui épargner et qu'elle lui permet d'imposer à d'autres personnes. Ce qu'on achète avec de l'argent ou des marchandises est acheté par du travail, aussi bien que ce que nous acquérons à la sueur de notre front. Cet argent et ces marchandises nous épar-

¹ Le travail, ou le produit du travail consacré à la création ou à l'acquisition des marchandises, n'est pas cependant, quoique la plus importante de beaucoup, la seule source de la *valeur*, et sitôt qu'une marchandise ou un produit peut constituer la propriété ou la jouissance d'une ou de plusieurs personnes exclusivement, il est susceptible de *valeur échangeable*; c'est-à-dire qu'alors même qu'il n'aurait rien coûté à ses possesseurs, il peut se trouver d'autres personnes disposées à donner en échange une partie de leur travail ou des produits de leur travail. Ceci résulte de ce phénomène, que la marchandise n'existe qu'en un degré d'abondance limité, et conséquemment, sous l'influence de faits qui permettent de la monopoliser. Un individu qui possède une chute d'eau dans sa propriété, peut quelquefois en retirer un revenu considérable, et un individu qui a rencontré un antique joyau, pourra probablement le vendre à un très-haut prix. Le nombre des chutes d'eau et des pierres antiques est limité et ne peut être accru; on ne peut appliquer à leur production ni travail ni capital, et c'est pourquoi, quoique primitivement la chute d'eau n'ait rien coûté, elle peut acquérir une valeur locative égale à celle du travail qu'elle épargnera à ceux qui l'emploieront à transmettre le mouvement aux machines ou à produire tout autre effet désiré: mais la valeur du joyau ne sera pas réglée de même; car, la *demande* qu'il excitera dépendant entièrement des caprices du goût et de la mode, ainsi que de la fortune de ceux qui désirent de telles curiosités, cette valeur oscillera entre des extrêmes très-éloignés. MAC CULLOCH.

gnent, dans le fait, cette fatigue. Elles contiennent la valeur d'une certaine quantité de travail, que nous échangeons pour ce qui est supposé alors contenir la valeur d'une quantité égale de travail. Le travail a été le premier prix, la monnaie payée pour l'achat primitif de toutes choses. Ce n'est point avec de l'or ou de l'argent, c'est avec du travail, que toutes les richesses du monde ont été achetées originairement; et leur valeur pour ceux qui les possèdent et qui cherchent à les échanger contre de nouvelles productions, est précisément égale à la quantité de travail qu'elles les mettent en état d'acheter ou de commander.

« *Richesse* c'est *pouvoir*, » a dit Hobbes; mais celui qui acquiert une grande fortune ou qui l'a reçue par héritage, n'acquiert par là nécessairement aucun pouvoir politique, soit civil, soit militaire. Peut-être sa fortune pourra-t-elle lui fournir les moyens d'acquérir l'un ou l'autre de ces pouvoirs, mais la simple possession de cette fortune ne les lui transmet pas nécessairement. Le genre de pouvoir que cette possession lui transmet immédiatement et directement, c'est le pouvoir d'acheter; c'est un droit de commandement sur tout le travail d'autrui, ou sur tout le produit de ce travail existant alors au marché. Sa fortune est plus ou moins grande exactement en proportion de l'étendue de ce pouvoir, en proportion de la quantité du travail d'autrui qu'elle le met en état de commander, ou, ce qui est la même chose, du produit du travail d'autrui qu'elle le met en état d'acheter. La *valeur échangeable* d'une chose quelconque doit nécessairement toujours être précisément égale à la quantité de cette sorte de pouvoir qu'elle transmet à celui qui la possède¹.

Mais quoique le travail soit la mesure réelle de la *valeur échangeable*

¹ La *valeur d'échange*, ou cette faculté d'être échangé contre le travail ou ses produits, est une qualité inhérente à tout article qui a provoqué la *demande*, pourvu toutefois que ce produit ait nécessité un travail, direct ou indirect, ou qu'il n'existe qu'en quantités limitées. Mais cette qualité ne peut ni se manifester ni être appréciée si ce n'est quand les marchandises sont comparées entre elles ou avec le *travail*. Il est, en effet, totalement impossible d'établir la valeur d'une marchandise sans se reporter à une autre ou sans remonter au *travail* comme fait initial. Aucun article, aucun produit ne possède de *valeur échangeable*, si ce n'est par rapport à quelque autre objet qui est ou qui peut être échangé avec lui. Il serait aussi rationnel de parler d'une hauteur ou d'une profondeur absolue que d'une *valeur absolue*.

de toutes les marchandises, ce n'est pourtant pas celle qui sert communément à apprécier cette valeur. Il est souvent difficile de fixer la proportion entre deux différentes quantités de travail. Cette proportion ne se détermine pas toujours seulement par le temps qu'on a mis à deux différentes sortes d'ouvrages. Il faut aussi tenir compte des différents degrés de fatigue qu'on a endurés, et de l'habileté qu'il a fallu déployer. Il peut y avoir plus de travail dans une heure d'ouvrage pénible que dans deux heures de besogne aisée, ou dans une heure d'application à un métier qui a coûté dix années de travail à apprendre, que dans un mois d'occupation d'un genre ordinaire et à laquelle tout le monde est propre. Or, il n'est pas aisé de trouver une mesure exacte applicable au travail ou au talent. Dans le fait, on tient pourtant compte de l'une et de l'autre quand on échange ensemble les productions de deux différents genres de travail. Toutefois ce compte-là n'est réglé sur aucune balance exacte ; c'est en marchandant et en débattant *les prix de marché* qu'il s'établit, d'après cette grosse équité qui, sans être fort exacte, l'est bien assez pour le train des affaires communes de la vie.

D'ailleurs, chaque marchandise est plus fréquemment échangée, et par conséquent comparée, avec d'autres marchandises qu'avec du travail. Il est donc plus naturel d'estimer sa *valeur échangeable* par la quantité de quelque autre denrée que par celle du travail qu'elle peut acheter. Aussi la majeure partie du peuple entend bien mieux ce qu'on veut dire par telle quantité d'une certaine denrée, que par telle quantité de travail. La première est un objet simple et palpable ; l'autre est une notion abstraite, qu'on peut bien rendre assez intelligible, mais qui n'est d'ailleurs ni aussi commune ni aussi évidente.

Mais quand les échanges ne se font plus immédiatement, et que l'argent est devenu l'instrument général du commerce, chaque marchandise particulière est plus souvent échangée contre de l'argent que contre toute autre marchandise. Le boucher ne porte guère son bœuf ou son mouton au boulanger ou au marchand de bière pour l'échanger contre du pain ou de la bière ; mais il le porte au marché, où il l'échange contre de l'argent, et ensuite il échange cet argent contre du pain et de la bière. La quantité d'argent que sa viande lui rapporte, détermine aussi la quantité de pain et de bière qu'il pourra ensuite acheter avec cet argent. Il est donc plus clair et plus simple pour lui d'estimer la valeur de sa viande par la quantité d'argent, qui est la

marchandise contre laquelle il l'échange immédiatement, que par la quantité de pain et de bière, qui sont des marchandises contre lesquelles il ne peut l'échanger que par l'intermédiaire d'une autre marchandise; il est plus naturel pour lui de dire que sa viande vaut trois ou quatre pence la livre, que de dire qu'elle vaut trois ou quatre livres de pain, ou trois ou quatre pots de petite bière. De là vient qu'on estime plus souvent la valeur échangeable de chaque marchandise par la quantité d'argent, que par la quantité de travail ou de toute autre marchandise qu'on pourrait avoir en échange.

Cependant l'or et l'argent, comme toute autre marchandise, varient dans leur valeur; ils sont tantôt plus chers et tantôt à meilleur marché; ils sont quelquefois plus faciles à acheter, quelquefois plus difficiles. La quantité de travail que peut acheter ou commander une certaine quantité de ces métaux, ou bien la quantité d'autres marchandises qu'elle peut obtenir en échange, dépend toujours de la fécondité ou de la stérilité des mines exploitées dans le temps où se font ces échanges. Dans le seizième siècle, la découverte des mines fécondes de l'Amérique réduisit la valeur de l'or et de l'argent en Europe, à un tiers environ de ce qu'elle avait été auparavant. Ces métaux, coûtant alors moins de travail pour être apportés de la mine au marché, ne purent plus acheter ou commander, quand ils y furent venus, qu'une moindre quantité de travail, et cette révolution dans leur valeur, quoique peut-être la plus forte, n'est pourtant pas la seule dont l'histoire nous ait laissé des témoignages. Or, de même qu'une mesure de quantité, telle que le pied naturel, la coudée ou la poignée, qui varie elle-même de grandeur dans chaque individu, ne saurait jamais être une mesure exacte de la quantité des autres choses, de même une marchandise qui varie elle-même à tout moment dans sa propre valeur, ne saurait être non plus une mesure exacte de la valeur des autres marchandises. Des quantités égales de travail doivent être, dans tous les temps et dans tous les lieux, d'une valeur égale pour le travailleur. Dans son état habituel de santé, de force et d'activité, et d'après le degré ordinaire d'habileté ou de dextérité qu'il peut avoir, il faut toujours qu'il sacrifie la même portion de son repos, de sa liberté, de son bonheur. Quelle que soit la quantité de denrées qu'il reçoive en récompense de son travail, le prix qu'il paye est toujours le même. Ce prix, à la vérité, peut acheter tantôt une plus grande, tantôt une moindre quantité de ces denrées; mais c'est la valeur de celle-ci qui varie, et non celle du tra-

vail qui les achète. En tous temps et en tous lieux, ce qui est difficile à obtenir ou ce qui coûte beaucoup de travail à acquérir, est *cher*, et ce qu'on peut se procurer aisément ou avec peu de travail est à *bon marché*. Ainsi le travail, ne variant jamais dans sa valeur propre, est la seule mesure réelle et définitive qui puisse servir, dans tous les temps et dans tous les lieux, à apprécier et à comparer la valeur de toutes les marchandises. Il est leur *prix réel*, l'argent n'est que leur *prix nominal*.

Mais quoique les quantités égales de travail soient toujours d'une valeur égale pour celui qui travaille, cependant pour celui qui emploie l'ouvrier elles paraissent tantôt d'une plus grande, tantôt d'une moindre valeur. Le dernier achète ces quantités de travail, tantôt avec une plus grande, tantôt avec une plus petite quantité de marchandises; et pour lui le prix du travail paraît varier comme celui de toute autre chose. Il lui semble *cher* dans un cas, et à *bon marché* dans l'autre. Dans la réalité pourtant, ce sont les marchandises qui sont à bon marché dans un cas, et chères dans l'autre.

Ainsi dans cette acception vulgaire, on peut dire du travail, comme des autres marchandises, qu'il a un *prix réel* et un *prix nominal*. On peut dire que son *prix réel* consiste dans la quantité de choses nécessaires et commodités qu'on donne pour le payer, et son *prix nominal* dans la quantité d'argent. L'ouvrier est riche ou pauvre, il est bien ou mal récompensé, en proportion du *prix réel*, et non du *prix nominal*, de son travail.

La distinction entre le *prix réel* et le *prix nominal* des marchandises et du travail n'est pas une affaire de pure spéculation, mais elle peut être quelquefois d'un usage important dans la pratique. Le même *prix réel* est toujours de même valeur; mais au moyen des variations dans la valeur de l'or et de l'argent, le même *prix nominal* exprime souvent des valeurs fort différentes. Ainsi quand une propriété foncière est aliénée sous la réserve d'une rente perpétuelle, si on veut que cette rente conserve toujours la même valeur, il est important pour la famille au profit de laquelle la rente est réservée, que cette rente ne soit pas stipulée en une somme d'argent fixe. Sa valeur, dans ce cas, serait sujette à éprouver deux espèces de variations: premièrement, celles qui proviennent des différentes quantités d'or et d'argent qui sont contenues en différents temps, dans des monnaies de même dénomination; secondement, celles qui proviennent des différences dans la

valeur des quantités égales d'or et d'argent à différentes époques ¹.

Les princes et les gouvernements se sont souvent imaginé qu'il était de leur intérêt du moment, de diminuer la quantité de métal pur contenue dans leurs monnaies ; mais on ne voit guère qu'ils se soient jamais imaginé avoir quelque intérêt à l'augmenter. En conséquence, je crois que chez toutes les nations, la quantité de métal pur contenue dans les monnaies a été à peu près continuellement en diminuant, et presque jamais en augmentant. Ainsi les variations de cette espèce tendent presque toujours à diminuer la valeur d'une rente en argent.

La découverte des mines de l'Amérique a diminué la valeur de l'or et de l'argent en Europe. On suppose communément, je crois, sans preuve bien certaine, que cette diminution continue toujours graduellement et qu'elle doit durer encore pendant longtemps. D'après cette supposition donc, les variations de ce genre sont plus propres à diminuer qu'à augmenter la valeur d'une rente en argent, quand même on la stipulerait payable, non en une quantité de pièces de monnaie de telle dénomination, comme en tant de livres sterling, par exemple, mais en une certaine quantité d'onces d'argent pur ou à un titre déterminé.

Les rentes qu'on s'est réservées en blé ont conservé leur valeur beaucoup mieux que celles stipulées payables en argent, même dans le cas où la dénomination de la monnaie n'a pas souffert d'altération. Par le statut de la dix-huitième année d'Elisabeth ², il a été réglé qu'un tiers des rentes de tous les baux des collèges serait réservé en blé, payable soit en nature, soit au prix courant du marché public le plus

¹ L'argent est une marchandise qu'on tire des pays étrangers ; c'est l'agent d'échange parmi toutes les nations civilisées, et il se distribue en tout pays dans des proportions qui changent par l'effet de tout perfectionnement dans le commerce et dans les machines, et par la difficulté croissante d'avoir des subsistances et des objets de première nécessité pour la consommation d'une population qui va en augmentant ; voilà la source des variations continuelles auxquelles il est sujet. En posant donc les principes qui règlent la valeur et les prix échangeables, on devrait soigneusement distinguer ce qui, dans ces variations, appartient à la marchandise même, d'avec ce qui provient d'un changement dans l'agent de la circulation qui sert à estimer la valeur, ou à exprimer le prix. RICARDO.

² L'usage adopté en Angleterre pour citer les lois, est de les désigner par l'année du règne, tous les actes passés pendant le cours d'une session du parlement étant comptés pour un statut, et l'acte particulier étant indiqué par le numéro du chapitre.

voisin. Suivant le docteur Blackstone, l'argent qui provient de la portion payable en blé, quoique dans l'origine il n'ait été qu'un tiers du total de la rente, est ordinairement à peu près le double de ce que rapportent les deux autres tiers. A ce compte, il faut donc que les anciennes rentes des colléges, stipulées en argent, soient descendues environ au quart de leur ancienne valeur, ou ne valent guère plus d'un quart du blé qu'elles valaient originairement. Or, depuis le règne de Philippe et Marie, la dénomination de la monnaie anglaise n'a subi que peu ou point d'altération, et le même nombre de livres, schellings et pence a toujours contenu à peu près la même quantité d'argent fin. Cette diminution dans la valeur des rentes des colléges, stipulées en argent, provient donc en totalité de la diminution dans la valeur de l'argent.

Quand l'abaissement de la valeur de l'argent coïncide avec la diminution de la quantité contenue dans des monnaies de même dénomination, la perte est alors beaucoup plus grande. En Écosse, où la monnaie a subi bien plus de changements qu'en Angleterre, et en France où elle en a subi beaucoup plus qu'en Écosse, il y a d'anciennes rentes qui ont été dans l'origine d'une valeur considérable, et qui se sont trouvées réduites presque à rien.

Dans des temps très-éloignés l'un de l'autre, on trouvera que des quantités égales de travail se rapportent de bien plus près dans leur valeur à des quantités égales de blé, qui est la subsistance de l'ouvrier, qu'elles ne le font à des quantités égales d'or et d'argent, ou peut-être de toute autre marchandise. Ainsi des quantités égales de blé, à des époques très-distantes l'une de l'autre, approcheront beaucoup plus entre elles de la même valeur réelle, ou bien elles mettront beaucoup plus celui qui les possédera en état d'acheter ou de commander une même quantité de travail, que ne le feraient des quantités égales de presque toute autre marchandise que ce puisse être. Je dis qu'elles le feront beaucoup plus que des quantités égales de toute autre marchandise ; car même des quantités égales de blé ne le feront pas exactement. La subsistance de l'ouvrier, ou le prix réel du travail, diffère beaucoup en diverses circonstances, comme je tâcherai de le faire voir par la suite. Il est plus libéralement payé dans une société qui marche vers l'opulence, que dans une société qui reste stationnaire ; il est plus libéralement payé dans une société stationnaire, que dans une société rétrograde. Une denrée quelconque, en quelque temps que ce soit, achètera

une plus grande ou une moindre quantité de travail, en proportion de la quantité de subsistances qu'elle pourra acheter à cette époque. Par conséquent, une rente réservée en blé ne sera sujette qu'aux variations dans la quantité de travail que telle quantité de blé peut acheter ; mais une rente stipulée en toute autre denrée sera sujette, non-seulement aux variations dans la quantité de travail que telle quantité de blé peut acheter, mais encore aux variations qui surviendront dans la quantité de blé que telle quantité de cette denrée stipulée pourra acheter ¹.

Il est bon d'observer que, quoique la valeur réelle d'une rente en blé varie beaucoup moins que celle d'une rente en argent, d'un siècle à un autre, elle varie pourtant beaucoup plus d'une année à l'autre. Le prix du travail en argent, comme je tâcherai de le faire voir plus loin, ne suit pas, d'une année à l'autre, toutes les fluctuations du prix du blé en argent, mais il paraît se régler partout sur le prix moyen ou ordinaire de ce premier besoin de la vie, et non pas sur son prix temporaire ou accidentel. Le prix moyen ou ordinaire du blé se règle, comme je tâcherai pareillement de le démontrer plus bas, sur

¹ Le Doct. Smith est tombé à ce sujet, dans quelques sérieuses erreurs. En recherchant la valeur des métaux précieux à différentes époques, il prend le *blé* comme base de ses évaluations pour l'or et pour l'argent. Il considère le blé, par la fixité de sa valeur propre, comme un garant sûr de la valeur des autres marchandises, et c'est pourquoi il regarde chaque augmentation dans son prix comme étant seulement nominale et prouvant la dépréciation de la valeur des métaux précieux, le blé étant, dans ce cas, livré pour une plus grande quantité de ces métaux, ou en d'autres termes, à un plus haut prix. Mais quand l'or s'est substitué à l'argent dans les grandes opérations, ce n'est pas contre l'argent, mais contre l'or, que les marchandises sont échangées, et c'est pourquoi il est clair que leur prix, ou la quantité d'or donnée pour eux, ne peut pas indiquer la valeur de l'argent. Le prix de vente du blé indique sa valeur en or (le métal qui en solde le prix), et non en argent ; et nulle différence ne peut s'élever, dans la valeur de l'argent, de ce que le prix du blé est haut ou bas, ou en d'autres termes, de ce qu'on donne moins d'or en échange. Ce prix de vente montre seulement la valeur de l'objet contre lequel on échange le blé. Mais quand toutes les grandes opérations du marché sont réglées en or, c'est contre de l'or que l'échange s'opère, et non contre de l'argent. Donc quand le Doct. Smith conclut de la valeur du blé celle de l'argent, il ne remarque pas que, par le déclin de l'argent dans la circulation monétaire de ce pays, sa valeur depuis longtemps a perdu toute influence sur le prix du blé comme sur celui de toute au-

la valeur de l'argent, sur la richesse ou la stérilité des mines qui fournissent le marché de ce métal, ou bien sur la quantité de travail qu'il faut employer et, par conséquent, de blé qu'il faut consommer pour qu'une certaine quantité d'argent soit transportée de la mine jusqu'au marché. Mais la valeur de l'argent, quoiqu'elle varie quelquefois extrêmement d'un siècle à un autre, ne varie cependant guère d'une année à l'autre, et même continue très-souvent à rester la même ou à peu près la même pendant un demi-siècle ou un siècle entier. Ainsi le prix moyen ou ordinaire du blé en argent peut continuer aussi, pendant toute cette longue période, à rester le même ou à peu près le même, et avec lui pareillement le prix du travail, pourvu toutefois que la société, à d'autres égards, continue à rester dans la même situation ou à peu près. Pendant le même temps, le prix temporaire ou accidentel du blé pourra souvent doubler d'une année à l'autre : par exemple, de vingt-cinq schellings le *quarter*, s'élever à cinquante. Mais lorsque le blé est à ce dernier prix, non-seulement la valeur nominale, mais aussi la valeur réelle d'une rente en blé, sera double de ce qu'elle est quand le blé est au premier prix, ou bien elle pourra

être marchandise. La monnaie étant la base de tous les contrats de commerce, il est de haute importance qu'elle demeure invariable dans sa valeur. Cette valeur de la monnaie est toutefois sujette à varier : 1° par les fluctuations dans la valeur des métaux dont elle est faite ; 2° par le *frai* survenu dans la circulation des pièces usées et légères ayant une valeur inférieure à celles qui conservent leur poids normal. On sent encore bien plus ces inconvénients, quand on emploie deux métaux pour les hauts paiements ; car les *types* des deux métaux respectifs sont sujets à varier non-seulement dans leurs rapports avec les marchandises, mais aussi dans leurs rapports entre eux. En effet, une hausse dans la valeur de chaque métal détruit les proportions établies par la circulation, et fait de la réduction en lingots une opération profitable. Quand, par exemple, les cotes de la monnaie indiquent que les pièces d'argent subiront une perte de valeur intrinsèque dans l'échange contre les pièces d'or, il y a un avantage palpable à convertir l'argent en lingots, et à le vendre au prix qu'il pourra atteindre sur le marché. C'est pourquoi si l'un des deux métaux est déprécié sous forme de monnaie, il est immédiatement refondu et ramené à sa véritable valeur sous forme de lingots. Ces inconvénients sont inséparables de toute circulation métallique, puisque, quelque précises que soient les évaluations de l'or et de l'argent dans la circulation, il est impossible d'éviter les variations qui s'établissent dans les rapports de ces métaux entre eux. Dans ce cas, il est avantageux de convertir en lingots la monnaie qui circule sous l'influence d'une moins value.

BUCHANAN.

acheter une quantité double, soit de travail, soit de toute autre marchandise, le prix du travail en argent, et avec lui le prix de la plupart des choses, demeurant toujours le même au milieu de toutes ces fluctuations.

Il paraît donc évident que le travail est la seule mesure universelle, aussi bien que la seule exacte, des valeurs, le seul étalon qui puisse nous servir à comparer les valeurs de différentes marchandises à toutes les époques et dans tous les lieux. On sait que nous ne pouvons pas apprécier les valeurs réelles de différentes marchandises, d'un siècle à un autre, d'après les quantités d'argent qu'on a données pour elles. Nous ne pouvons pas les apprécier non plus, d'une année à l'autre, d'après les quantités de blé qu'elles ont coûté. Mais, d'après les quantités de travail, nous pouvons apprécier ces valeurs avec la plus grande exactitude, soit d'un siècle à un autre, soit d'une année à l'autre. D'un siècle à l'autre, le blé est une meilleure mesure que l'argent, parce que, d'un siècle à l'autre, des quantités égales de blé seront bien plus près de commander la même quantité de travail, que ne le seraient des quantités égales d'argent. D'une année à l'autre, au contraire, l'argent est une meilleure mesure que le blé, parce que des quantités égales d'argent seront bien plus près de commander la même quantité de travail.

Mais quoique la distinction entre le prix *réel* et le prix *nominal* puisse être utile dans des constitutions de rentes perpétuelles, ou même dans des baux à très-longes termes, elle ne l'est nullement pour les achats et les ventes, qui sont les contrats les plus communs et les plus ordinaires de la vie.

Au même temps et au même lieu, le prix *réel* et le prix *nominal* d'une marchandise quelconque sont dans une exacte proportion l'un avec l'autre. Selon qu'une denrée quelconque vous rapportera plus ou moins d'argent au marché de Londres, par exemple, elle vous mettra aussi en état d'acheter ou de commander plus ou moins de travail au même temps et au même lieu. Ainsi, quand il y a identité de temps et de lieu, l'argent est la mesure exacte de la *valeur échangeable* de toutes les marchandises; mais il ne l'est que dans ce cas seulement.

Quoique, à des endroits éloignés l'un de l'autre, il n'y ait pas de proportion régulière entre le prix réel des marchandises et leur prix en argent, cependant le marchand qui les transporte de l'un de ces endroits à l'autre, n'a pas autre chose à considérer que leur prix en argent,

ou bien la différence entre la quantité d'argent pur qu'il donne pour les acheter, et celle qu'il pourra retirer en les vendant. Il se peut qu'une demi-once d'argent à Canton, en Chine, achète une plus grande quantité, soit de travail, soit de choses utiles ou commodés, que ne le ferait une once à Londres. Toutefois une marchandise qui se vend une demi-once d'argent à Canton, peut y être réellement plus chère, être d'une importance plus réelle pour la personne qui la possède en ce lieu, qu'une marchandise qui se vend à Londres une once ne l'est pour la personne qui la possède à Londres. Néanmoins, si un commerçant de Londres peut acheter à Canton, pour une demi-once d'argent, une marchandise qu'il revendra ensuite une once à Londres, il gagne à ce marché cent pour cent, tout comme si l'once d'argent avait exactement la même valeur à Londres et à Canton. Il ne s'embarrasse pas de savoir si une demi-once d'argent à Canton aurait mis à sa disposition plus de travail et une plus grande quantité des choses propres aux besoins et aux commodités de la vie, qu'une once ne pourrait le faire à Londres. A Londres, pour une once d'argent, il aura à sa disposition une quantité de toutes ces choses double de celle qu'il pourrait y avoir pour une demi-once, et c'est là précisément ce qui lui importe.

Comme c'est le prix *nominal* ou le prix en argent des marchandises, qui détermine finalement pour tous les acheteurs et les vendeurs, s'ils font une bonne ou mauvaise affaire, et qui règle par là presque tout le train des choses ordinaires de la vie dans lesquelles il est question de prix, il n'est pas étonnant qu'on ait fait beaucoup plus d'attention à ce prix qu'au prix *réel*.

Mais dans un ouvrage de la nature de celui-ci, il peut quelquefois être utile de comparer les différentes valeurs réelles d'une marchandise particulière, à différentes époques et en différents lieux, ou d'évaluer les différents degrés de puissance sur le travail d'autrui, qu'elle a pu donner en différentes circonstances à celui qui la possédait. Dans ce cas, ce n'est pas tant les différentes quantités d'argent pour lesquelles elle a été communément vendue qu'il s'agit de comparer, que les différentes quantités de travail qu'auraient achetées ces différentes quantités d'argent; mais il est bien difficile de pouvoir jamais connaître avec quelque degré d'exactitude les prix courants du travail dans des temps et des lieux éloignés. Ceux du blé, quoiqu'ils n'aient été régulièrement enregistrés que dans peu d'endroits, sont en général beaucoup plus con-

nus, et on en trouve fréquemment des indications dans les historiens et dans les autres écrivains. Il faut donc en général nous contenter de ces prix, non pas comme étant toujours exactement dans les mêmes proportions que les prix courants du travail, mais comme étant l'approximation la meilleure que l'on puisse obtenir communément pour trouver à peu près ces proportions. J'aurai occasion par la suite de faire quelques comparaisons et rapprochements de ce genre¹.

Les nations commerçantes, à mesure que leur industrie a fait des progrès, ont trouvé utile de frapper en monnaie plusieurs métaux différents : de l'or pour les gros paiements, de l'argent pour les achats de valeur moyenne, et du cuivre ou quelque autre métal grossier pour ceux de la plus petite importance. Cependant elles ont toujours regardé un de ces métaux comme étant plus particulièrement la mesure des valeurs qu'aucun des deux autres, et il paraît qu'en général elles ont donné cette préférence au métal qui leur avait le premier servi d'instrument de commerce. Ayant commencé une fois à prendre ce métal pour mesure, comme il fallait bien le faire quand elles n'avaient pas d'autre monnaie, elles ont généralement continué cet usage, lors même qu'il n'y avait plus de nécessité.

On dit que les Romains n'ont eu que de la monnaie de cuivre jusqu'environ cinq ans avant la première guerre punique², époque à laquelle ils commencèrent à frapper leurs premières monnaies en argent. Aussi le cuivre paraît toujours avoir continué à servir de mesure de valeur dans cette république. On voit à Rome tous les comptes exprimés et tous les biens évalués en *as* ou en *sesterces*. L'*as* fut toujours la dénomination d'une monnaie de cuivre; le mot de *sesterce* veut dire *deux as et demi*. Ainsi, quoique le sesterce fût toujours une monnaie d'argent, cependant cette monnaie était évaluée sur la monnaie de cuivre. A Rome, on disait d'un homme qui avait beaucoup de dettes, qu'il avait une grande quantité de cuivre appartenant à autrui.

Il paraît que les peuples du Nord qui s'établirent sur les ruines de l'Empire romain, ont eu de la monnaie d'argent dès le commencement de leur établissement, et que plusieurs siècles se sont écoulés avant qu'ils connussent de monnaies ni d'or ni de cuivre³. Il y avait en Angleterre

¹ Principalement dans le chapitre xi de ce livre.

² Plin., livre XXXIII, chap. III.

³ Du moment que l'argent fut introduit, le motif d'épargner reçut une

de la monnaie d'argent dès le temps des Saxons; mais on n'y frappa guère de monnaie d'or avant Édouard III, ni aucune monnaie de cuivre avant l'avènement de Jacques I^{er} au trône de la Grande-Bretagne. C'est aussi pour cela qu'en Angleterre et, je crois, chez toutes les autres nations modernes de l'Europe, on a en général tenu tous les comptes et évalué tous les biens et marchandises en argent; et quand nous voulons exprimer le montant de la fortune de quelqu'un, nous ne

force jusque-là inconnue. Comme le numéraire représente toutes les autres richesses, et que l'argent est le numéraire du monde commerçant, on n'a qu'à amasser de l'argent pour se procurer toutes les différentes espèces de richesses qui existent dans le monde; et comme l'argent est en même temps la plus inaltérable de toutes les richesses et la plus facile à conserver, il présente encore le moyen le plus facile pour accumuler. Ainsi l'or et l'argent étant devenus numéraire, ont procuré ce grand avantage à la société, de fournir non-seulement le motif le plus puissant, mais encore le moyen le plus propre à *capitaliser* les plus petites économies comme les plus grandes. Une autre circonstance contribua encore à renforcer le motif d'épargner; ce fut le prêt à intérêt, rendu possible par le numéraire. Avant l'introduction de l'argent dans le commerce, les prêts devaient se réduire à fort peu de chose. Celui qui ne pouvait pas employer lui-même son capital, ou qui en avait plus qu'il ne pouvait employer, rencontrait infiniment de difficultés s'il voulait le louer ou prêter. Il ne lui suffisait pas de trouver des emprunteurs, il lui fallait des emprunteurs pour sa denrée. D'ailleurs comme la denrée se prêtait en nature, elle devait être rendue en nature: et vous sentez bien quelle source de contestations et de pertes cette circonstance devait être dans tous les cas où la denrée ne pouvait pas être restituée identiquement, ou lorsqu'elle était sujette à perdre de sa valeur par l'usage. Ces inconvénients devaient extrêmement borner les prêts et les emprunts, et par conséquent ôter l'envie d'économiser et d'accumuler à tous ceux qui n'étaient pas dans la situation d'employer eux-mêmes leurs capitaux.

Mais du moment que l'argent fut introduit comme numéraire, toutes ces difficultés cessèrent sur-le-champ; car l'argent rend les mêmes services aux prêts qu'il rend aux échanges; les prêteurs n'ont plus besoin de chercher les emprunteurs qui veulent de telle denrée; chaque capitaliste peut aider chaque emprunteur et chaque emprunteur trouve ce qu'il cherche chez chaque capitaliste. D'ailleurs, point de contestation sur la valeur du prêt; c'est la mesure même de toutes les valeurs qui se prêtent. Dès lors les économies se sont multipliées et ont donné naissance à une foule de capitaux, qui n'eussent jamais existé sans cette facilité de prêter; et mille entreprises sont devenues possibles, auxquelles on n'eût jamais pensé sans cette facilité d'emprunter.

STORCH.

comptons guère par le nombre de *guinées* que nous la supposons valoir, mais par le nombre de *lires*.

Je pense que, dans tous les pays, les offres légales de paiement ne purent être faites, dans l'origine, que dans la monnaie seulement du métal adopté particulièrement pour signe ou mesure des valeurs. En Angleterre, l'or ne fut pas regardé comme monnaie légale, même longtemps après qu'on y eut frappé des monnaies d'or. Aucune loi ou proclamation publique n'y fixait la proportion entre l'or et l'argent : on laissait au marché à la déterminer. Si un débiteur faisait des offres en or, le créancier avait le droit de les refuser tout à fait, ou bien de les accepter d'après une évaluation de l'or faite à l'amiable entre lui et son débiteur¹. Le cuivre ne peut être aujourd'hui une monnaie

¹ Selon le feu lord Liverpool, qui a étudié ce sujet avec grand soin (*Treatise on Coins*, p. 128), ces monnaies d'or eurent cours à certains taux fixés de temps en temps par proclamation royale, et par conséquent elles ont été monnaie légale dès l'époque où l'or commença à être monnayé en Angleterre, en 1257, jusqu'en 1664, époque où la guinée, qui fut alors frappée pour la première fois, et les autres monnaies d'or furent déclarées monnaies de circulation, sans aucune évaluation de la valeur relative de l'or et de l'argent sur le marché. Cette ordonnance fut en vigueur jusqu'en 1717, où le taux ou la valeur d'après laquelle une guinée pouvait être échangée, fut fixé à 21 schellings. Depuis cette époque jusqu'à 1774, les monnaies d'or et d'argent furent également monnaies légales ; mais comme l'or avait été évalué trop haut par rapport à l'argent dans la proportion établie en 1717, presque tous les grands paiements furent effectués en or, et les monnaies d'argent de poids intégral étaient exportées aussitôt après leur sortie de la monnaie ; celles-là seules qui étaient usées et altérées restaient dans la circulation. Enfin, en 1816, la valeur de l'argent fut élevée au-dessus de sa juste proportion, comparée à l'or, en frappant 66 schellings au lieu de 62 dans une livre poids de Troy, les quatre schellings additionnels étant retenus comme un *seigneurage* ou droit de 6 1/3 pour cent sur le monnayage : mais afin d'empêcher que cette valeur exagérée de l'argent n'expulsât du pays la circulation des monnaies d'or, et que l'argent ne devint ainsi le seul intermédiaire des échanges, on déclara en même temps que l'argent ne serait monnaie légale que pour une somme qui ne dépasserait pas 40 schellings ; et d'un autre côté, pour empêcher que son abondance le fit baisser de valeur, le pouvoir d'émettre de la monnaie d'argent fut placé exclusivement dans les mains du gouvernement. Grâce à ces règlements, l'argent est devenu un agent de circulation tout à fait subordonné, occupant la même place par rapport à l'or, que le cuivre occupe par rapport à lui. L'expérience a démontré que ce système s'opposait parfaitement bien aux inconvénients que l'on voulait prévenir.

légale, excepté pour le change des plus petites pièces d'argent. Dans cet état de choses, la distinction entre le métal qui était réputé signe légal des valeurs, et celui qui n'était pas réputé tel, était quelque chose de plus qu'une distinction nominale.

Dans la suite des temps, et lorsque le peuple se fut familiarisé par degrés avec l'usage des monnaies de différents métaux, et que par conséquent il connut mieux le rapport existant entre leur valeur respective, la plupart des nations, je pense, ont jugé convenable de fixer authentiquement le rapport de cette valeur, et de déclarer par un acte public de la loi, qu'une guinée, par exemple, de tel poids et à tel titre, s'échangerait contre 21 schellings, ou bien serait une offre valable pour une dette de cette somme. Dans cet état de choses, et tant que dure le rapport établi de cette manière, la distinction entre le métal signe légal et le métal qui ne l'est pas, n'est plus guère qu'une distinction nominale.

Toutefois, en cas de quelque changement dans le rapport établi par la loi, cette distinction redevient, ou au moins semble redevenir, quelque chose de plus qu'une distinction nominale. Ainsi, par exemple, si la valeur légale d'une guinée était, ou réduite à 20 schellings, ou élevée à 22, comme tous les comptes et presque toutes les obligations pour dettes sont réglés et exprimés en monnaie d'argent, la majeure partie des paiements pourrait bien se faire avec les mêmes quantités de monnaie d'argent qu'auparavant; mais ils exigeraient, en monnaie d'or, des quantités fort différentes, de plus grandes dans un cas, et de moindres dans un autre. L'argent paraîtrait plus invariable que l'or dans sa valeur. L'argent semblerait mesurer la valeur de l'or, et l'or ne pas mesurer celle de l'argent. La valeur de l'or aurait l'air de dépendre de la quantité d'argent pour laquelle il serait échangeable, tandis que la valeur de l'argent paraîtrait indépendante de la quantité d'or pour laquelle il pourrait être échangé. Cette différence ne serait pourtant autre chose qu'un effet de la coutume de régler les comptes et d'exprimer le montant des grandes et petites sommes en monnaie d'argent plutôt qu'en monnaie d'or. Un bon de 25 ou de 50 guinées, de M. Drummond, malgré un changement de ce genre, serait toujours payable, comme auparavant, en 25 ou 50 guinées. Après le changement que nous supposons, ce bon serait toujours payable avec la même quantité d'or qu'auparavant, mais il demanderait en argent des quantités fort différentes. Dans le paiement d'un pareil billet, ce serait l'or

qui paraîtrait plus invariable que l'argent dans sa valeur ; ce serait l'or qui semblerait mesurer la valeur de l'argent , tandis que l'argent ne semblerait pas mesurer celle de l'or. Si la coutume de régler les comptes et d'exprimer le montant des promesses et autres obligations pour dettes, de cette manière, devenait jamais générale, aussitôt l'or, et non l'argent, serait regardé comme le métal formant particulièrement le signe ou la mesure des valeurs.

Dans la réalité, tant que dure le rapport légalement établi entre la valeur respective des différents métaux monnayés, la valeur du plus précieux de ces métaux règle la valeur de la totalité de la monnaie ¹. Douze pence de cuivre contiennent une demi-livre, avoir du poids,

¹ Ceci est une erreur. La valeur de l'argent ne dépend nullement de la valeur de l'or, et réciproquement. C'est dans les règlements de monnayage des différents peuples qu'il faut chercher la raison pour laquelle la circulation de certains pays consiste en monnaies d'or et celle d'autres contrées en monnaies d'argent. La valeur de chacun de ces métaux, comme celles de toutes les autres marchandises, étant exposée à des variations perpétuelles, il en résulte nécessairement que la proportion fixée par le gouvernement pour leur échange, doit promptement cesser d'exprimer leur rapport réel l'un avec l'autre, quelle que soit d'ailleurs l'exactitude avec laquelle cette proportion ait été d'abord établie. Aussitôt que cette différence de valeur s'est introduite, il est de l'intérêt de tous les débiteurs de payer leurs dettes avec la monnaie de métal qui a été aurévalué ; alors le métal évalué au-dessus de sa valeur est exporté en d'autres pays par les marchands de monnaie. L'histoire des monnaies de France et d'Angleterre fournit des preuves abondantes à l'appui de cette vérité. En France, par exemple, avant la refonte de 1785, le louis d'or était taxé, à la Monnaie, à 24 livres seulement, lorsqu'il valait réellement 25 livres 10 sous. Ceux donc qui auraient acquitté leurs obligations en monnaie d'or au lieu de le faire en monnaie d'argent, auraient perdu 1 livre 10 sous par chaque 24 livres ! La conséquence naturelle fut donc que très-peu de paiements étaient faits en or ; que l'or fut presque banni de la circulation, et que l'argent devint la seule espèce de circulation métallique usitée en France. (Say, *Traité d'Économie politique*, tom. I^{er}, p. 393, 4^e édit.) En Angleterre, la aurévaluation de l'or par rapport à l'argent dans la proportion fixée en 1717, produisit, comme on l'a déjà observé, un effet tout opposé. Cette évaluation fut estimée par lord Liverpool avoir été, dans le temps, environ égale à quatre pence par guinée, ou à 1 19½ pour cent. Et comme la valeur réelle de l'argent par rapport à l'or, ne fit qu'augmenter pendant la plus grande partie du dernier siècle, l'avantage des paiements en or devint plus décidé encore ; il conduisit enfin à l'usage universel de l'or dans les grands paiements, et à l'exportation de toutes les monnaies d'argent de poids intégral.

MAC CULLOCH.

d'un cuivre qui n'est pas de meilleure qualité, et qui, avant d'être monnayé, vaut tout au plus 7 pence en argent¹. Mais comme, par les règlements, ces 12 pence doivent s'échanger contre 1 schelling, ils sont regardés au marché comme valant 1 schelling, et on peut en tout temps les échanger pour 1 schelling. Avant même la dernière refonte de la monnaie d'or de la Grande-Bretagne, l'or, ou au moins cette portion qui en circulait dans Londres et les environs, avait en général moins perdu du poids légal que la plus grande partie de l'argent. Cependant 21 schellings usés et effacés étaient regardés comme l'équivalent d'une guinée, qui peut-être était aussi, à la vérité, usée et effacée, mais presque jamais autant. Les derniers règlements ont porté la monnaie d'or aussi près du poids légal qu'il est possible de porter la monnaie courante d'une nation, et l'ordre donné de ne recevoir l'or qu'au poids dans les caisses publiques, est fait pour le maintenir dans cet état aussi longtemps qu'on tiendra la main à ce règlement; tandis que la monnaie d'argent reste toujours usée et continue à se dégrader, comme elle faisait avant la refonte de la monnaie d'or. Et malgré cela, au marché, 21 schellings de cet argent dégradé sont toujours regardés comme valant une guinée de cette excellente monnaie d'or.

La refonte de la monnaie d'or a bien évidemment élevé la valeur de la monnaie d'argent qui s'échange avec elle.

A la Monnaie d'Angleterre, dans une livre pesant d'or, on taille

¹ Je crois que Smith se trompe. Quand la monnaie de cuivre sert seulement à faire l'appoint de ce qu'on ne peut payer en monnaie d'argent, la valeur intrinsèque du cuivre n'en est pas changée, son empreinte seule a une valeur monétaire qui représente une coupure d'argent; ce sont des billets de confiance écrits sur cuivre, émis par la Monnaie, remboursables en argent du moment qu'on en porte à la Monnaie assez pour avoir la plus petite pièce d'argent. Quand la Monnaie ne les rembourse pas à vue, ils perdent sur la place contre de l'argent; donc l'argent n'en augmente pas la valeur. Quand on force à en recevoir dans les paiements pour une certaine proportion, pour 1/40^e par exemple, alors c'est comme si l'on mettait pour 1/40^e d'alliage de cuivre dans l'argent. Le trésor public n'y gagne rien dans les marchés qu'il fait, puisque les marchés sont faits en conséquence; quand il paye ainsi une dette contractée en argent, il fait la même banqueroute que s'il dégradait le titre. Dans ce cas là, le change étranger baisse à proportion; c'est-à-dire qu'on donne moins de monnaie étrangère pour de la monnaie nationale, en proportion de ce que le titre en est moins bon.

Note inédite de J.-B. Say.

44 guinées et 1/2, qui, à 21 schellings la guinée, font 46 livres 14 schellings 6 deniers. Une once de cette monnaie d'or vaut donc 3 livres 17 schellings 10 deniers et 1/2 en argent. En Angleterre, on ne paye aucun droit ni seigneurage sur la fabrication de la monnaie, et quiconque porte à la Monnaie une livre ou une once pesant d'or en lingot au titre de la loi, en retire une livre ou une once pesant d'or monnayé, sans aucune déduction. Ainsi 3 livres 17 schellings 10 deniers et 1/2 l'once passent pour le prix de l'or à la Monnaie d'Angleterre, ou bien c'est la quantité de métal monnayé que donne la Monnaie pour de l'or en lingot au titre de la loi.

Avant la refonte de la monnaie d'or, le prix de l'or en lingot au titre de la loi, pendant plusieurs années, a été, au marché, au-dessus de 3 liv. 18 schellings, quelquefois à 3 livres 19 schellings, et très-souvent à 4 livres l'once; somme qui probablement, dans l'état usé et dégradé où était la monnaie d'or, contenait rarement plus d'une once d'or au titre. Depuis la refonte de la monnaie d'or, les lingots d'or au titre se vendent, au marché, rarement au delà de 3 livres 17 schellings 7 deniers l'once¹. Avant la refonte de la monnaie d'or, le *prix de marché* a toujours été plus ou moins au-dessus du prix de l'or à la Monnaie; depuis cette refonte, le *prix de marché* a été constamment au-dessous de celui de la Monnaie. Or, ce *prix de marché* est le même, soit qu'il se paye en monnaie d'or, soit qu'il se paye en monnaie d'argent. Ainsi la dernière refonte de la monnaie d'or a élevé non-seulement la valeur de la monnaie d'or, mais aussi celle de la monnaie d'argent, relativement à celle de l'or en lingot, et probablement aussi relativement à toutes les autres marchandises, quoique la hausse dans la valeur de l'or et de l'argent relativement à celles-ci, ne puisse pas être aussi distincte ni aussi sensible, le prix de la plupart des marchandises étant soumis à l'influence d'une infinité d'autres causes.

A la Monnaie d'Angleterre, une livre pesant d'argent en lingot au titre de la loi, est frappée en 62 schellings, qui contiennent pareillement une livre pesant d'argent au titre. Ainsi² 5 schellings 2 deniers

¹ La raison pour laquelle l'once d'or en lingot vaut 5 den. et demi de moins que l'once d'or monnayé, quoique le monnayage soit franc, est expliquée ci-après.

² Depuis 1816, une livre d'argent en lingot au titre a été frappée en 66 schellings, mais son prix de monnaie est resté fixé à 5 schellings deux pence l'once, les quatre schellings additionnels étant retenus comme seigneurage ou droit de monnayage.

l'once passent pour être le prix de l'argent à la Monnaie d'Angleterre, ou bien la quantité d'argent monnayé que donne la Monnaie pour de l'argent en lingot au titre. Avant la refonte de la monnaie d'or, le *prix de marché* pour l'argent au titre en lingot, a été, en différentes circonstances, 5 schellings 4 deniers, 5 schellings 5 deniers, 5 schellings 6 deniers, 5 schellings 7 deniers, et très-souvent 5 schellings 8 deniers l'once. Cependant 5 schellings 7 deniers semblent avoir été le prix le plus commun. Depuis la refonte de la monnaie d'or, le *prix de marché* de l'argent au titre, en lingot, est tombé, en différentes rencontres, à 5 schellings 3 deniers, 5 schellings 4 deniers, et 5 schellings 5 deniers l'once, et il n'a guère jamais passé ce dernier prix. Quoique, au marché, l'argent en lingot ait baissé considérablement depuis la refonte de la monnaie d'or, cependant il n'a jamais baissé jusques au prix qu'on en donne à la Monnaie.

Dans la proportion établie à la Monnaie d'Angleterre entre les différents métaux, si le cuivre est à un taux fort au-dessus de sa vraie valeur, l'argent, d'un autre côté, se trouve y être évalué à un taux quelque peu au-dessous de la sienne. Dans le marché général de l'Europe, dans les Monnaies de France et dans celles de Hollande, 1 once d'or fin se change contre environ quatorze onces d'argent fin. Dans les Monnaies anglaises, elles se change contre environ quinze onces, c'est-à-dire pour plus d'argent qu'elle ne vaut selon la commune évaluation de l'Europe. Mais de même que le haut prix du cuivre, dans les Monnaies anglaises, n'élève pas le prix du cuivre en barre, de même le bas prix de l'argent dans ces Monnaies n'a pas fait baisser le prix de l'argent en lingot. L'argent en lingot n'en conserve pas moins sa vraie proportion avec l'or, par la même raison que le cuivre en barre conserve toujours sa vraie proportion avec l'argent¹.

¹ La proportion qui subsiste entre la valeur de l'or et celle de l'argent, n'est pas la même dans tout pays; elle varie d'une année à l'autre, souvent d'une semaine à l'autre. A la fin du quinzième siècle, ou peu de temps avant la découverte de l'Amérique, cette proportion était en Europe comme 1 à 12, et même 1 à 10; c'est-à-dire qu'une livre d'or fin était censée valoir dix à douze livres d'argent fin. Depuis cette époque, l'or haussa dans sa valeur numérique, ou dans la quantité d'argent qu'il pouvait acheter. Les deux métaux baissèrent dans leur valeur réelle, ou dans la quantité de nourriture qu'ils pouvaient acheter; mais l'argent baissa plus que l'or. Quoique les mines d'or d'Amérique, aussi bien que celles d'argent, surpassassent en fécondité toutes les mines connues jusqu'alors,

Lors de la refonte de la monnaie d'argent sous le règne de Guillaume III, le prix de l'argent en lingot continua toujours à être quelque peu au-dessus du prix de cet argent à la Monnaie. M. Locke attribue ce haut prix à la permission d'exporter l'argent en lingot et à la défense d'exporter l'argent monnayé. Cette permission d'exporter, dit-il, rendit les demandes d'argent en lingot plus abondantes que les demandes d'argent monnayé. Mais la quantité de gens qui ont besoin de monnaie d'argent pour l'usage commun des ventes et des achats au dedans, est sûrement beaucoup plus considérable que celle des gens qui

les mines d'argent furent plus fécondes que les mines d'or. A la vérité, jusqu'à l'année 1543, l'Europe parait avoir reçu du nouveau monde beaucoup plus d'or que d'argent; mais passé cette année, elle a été inondée de l'argent du Pérou. Cette accumulation produisit un effet d'autant plus grand, que la prospérité de l'Europe était alors plus concentrée, que les communications étaient moins fréquentes, et qu'une moindre partie des métaux de l'Amérique refluaient en Asie. Depuis le milieu du seizième siècle, la proportion entre l'or et l'argent changea rapidement dans le midi de l'Europe. En Hollande elle était encore, en 1589, comme 1 à 11 $\frac{3}{4}$; mais sous le règne de Louis XIII, en 1644, nous la trouvons déjà en Flandre, comme 1 à 12 $\frac{1}{2}$; en France, comme 1 à 15 $\frac{1}{4}$; en Espagne, comme 1 à 14 et même au delà. En 1751 et 1752, cette proportion était à Amsterdam, alors le grand marché de l'Europe pour les matières fines, comme 1 à 14 $\frac{1}{4}$. Aujourd'hui la proportion moyenne est comme 1 à 15, dans la plupart des pays de l'Europe.

Sur la quantité totale d'or et d'argent qu'on retire annuellement, depuis la fin du dix-huitième siècle, de toutes les mines de l'Amérique, de l'Europe et de l'Asie boréale, l'Amérique seule fournit $\frac{20}{100}$ du produit total de l'or, et $\frac{20}{100}$ du produit total de l'argent. L'abondance relative de ces deux métaux diffère par conséquent très-peu dans les deux continents. La quantité d'or retirée des mines d'Amérique est à celle de l'argent comme 1 à 46; en Europe, y compris la Sibérie, cette proportion est comme 1 à 40. Si la quantité offerte d'une denrée influait seule sur son prix, l'argent vaudrait 45 fois $\frac{2}{3}$ moins que l'or, parce que la quantité d'argent mise actuellement au marché, est environ 45 fois $\frac{2}{3}$ supérieure à la quantité d'or qu'on y amène. Mais l'argent est bien plus demandé que l'or; il est employé par bien plus de gens et dans plus de cas; voilà pourquoi sa valeur ne tombe guère au-dessous du quinzième de la valeur de l'or.

Ensuite l'argent étant moins cher que l'or, il trouve aussi bien plus d'acheteurs, et il est employé à bien des usages. Que chacun compare ce qu'il a de vaisselle et de bijoux d'argent avec ce qu'il a en or, et il trouvera que non-seulement la quantité, mais encore la valeur de ce qu'il a en argent, excède beaucoup ce qu'il

ont besoin de lingots d'argent, soit pour les exporter, soit pour tout autre usage. Il subsiste à présent une pareille permission d'exporter l'or en lingot, et une pareille prohibition d'exporter l'or monnayé¹; cependant le prix de l'or en lingot n'en est pas moins tombé au-dessous du prix qu'on en donne à la Monnaie. Mais alors, tout comme aujourd'hui, l'argent, dans les Monnaies anglaises, était évalué au-dessous de sa vraie proportion avec l'or; et la monnaie d'or, que dans ce temps aussi on supposa n'avoir pas besoin d'être réformée, réglait alors, aussi bien qu'à présent, la valeur réelle de la monnaie de toute espèce. Comme la refonte de la monnaie d'argent ne fit pas baisser alors le prix

en or. Enfin la plupart des États de l'Europe emploient, dans leur monnaie, beaucoup plus d'argent que d'or, non-seulement pour la quantité, mais pour la valeur. Il n'y a que l'Angleterre et peut-être le Portugal qui font exception à cet égard.

Mais lorsqu'un gouvernement s'est avisé de fixer légalement la valeur relative des métaux précieux dans ses monnaies, et que cette proportion vient à changer par le cours du commerce, alors le métal qui se trouve trop estimé dans les monnaies, demeure seul le régulateur des prix, et il chasse de la circulation le métal trop peu évalué.

Quand la proportion légalement réglée entre les deux métaux-monnaie ne s'accorde pas avec la proportion établie par le cours du commerce, cette circonstance entraîne encore un inconvénient très-majeur; elle invite à fondre ou à exporter la monnaie dans laquelle le métal est trop peu évalué. C'est ce qui est arrivé en Angleterre à l'égard de la monnaie d'argent, pendant tout le temps que ce métal y était évalué au-dessous de sa valeur courante. A l'époque, par exemple, où celui-ci était dans la proportion de $14 \frac{1}{2}$ à 1 contre l'or; quand l'hôtel des Monnaies de Londres donnait 1 livre sterling en monnaie d'argent, il donnait une quantité d'argent valant dans le commerce, 1 livre sterling et 9 pence. Il convenait donc de retirer avec l'or toute la monnaie d'argent qu'on trouvait et de la refondre. On gagnait à cette manœuvre 9 pence par livre sterling. Ainsi, quand l'administration avait l'imprudence de frapper de la monnaie d'argent, elle était sur-le-champ élevée.

L'Autriche a fait tout récemment la même expérience. Autrefois la proportion légale entre les deux métaux était fixée dans ce pays comme 1 à $14 \frac{22}{100}$; on croyait l'or trop peu évalué, et on fixa, il y a quelques années, la proportion comme 1 à $15 \frac{22}{100}$. C'était évaluer l'argent trop bas; aussi les monnaies d'argent furent-elles fondues et exportées.

STORCH.

¹ L'acte qui prohibait l'exportation des monnaies d'or et d'argent a été rappelé en 1819. Toutes deux maintenant peuvent être exportées sans obstacle ou contrôle.

MAC CULLOCH.

de l'argent en lingot au taux auquel il est reçu à la Monnaie, il n'est pas fort probable qu'une semblable refonte puisse le faire aujourd'hui. Si la monnaie d'argent était rapprochée du poids légal autant que l'est la monnaie d'or, il est probable qu'une guinée s'échangerait, selon la proportion actuelle, contre une plus grande quantité d'argent monnayé qu'elle n'en pourrait acheter en lingot. La monnaie d'argent contenant en entier son poids légal, il y aurait, dans ce cas, profit à la fondre; afin de vendre d'abord le lingot pour de la monnaie d'or, et ensuite échanger cette monnaie d'or contre de la monnaie d'argent qu'on ramènerait encore de même au creuset. Il semble que la seule méthode de prévenir cet inconvénient, serait de faire quelque changement au rapport actuellement établi entre ces deux métaux ¹.

¹ Le rôle de la circulation métallique se divise naturellement en deux sections distinctes, la fonction d'effectuer les payemens importants étant nécessairement dévolue au métal le plus précieux; tandis que les métaux inférieurs sont toujours conservés pour les échanges ordinaires, et sont ainsi simplement subordonnés à la circulation principale.

Cependant, entre l'introduction première d'un métal plus précieux dans la circulation, et son emploi exclusif dans les hauts payemens, il existe un large intervalle : et les payemens du petit commerce doivent dans un temps devenir, par l'accroissement des richesses, assez considérables pour qu'il soit possible de les effectuer convenablement, au moins en partie, avec le métal nouveau et plus précieux; car aucune monnaie ne peut être usitée pour les payemens importants, qui ne soit en même temps convenable au commerce de détail. C'est, en dernier ressort, du consommateur que tout commerce, même celui du manufacturier, obtient la rentrée de son capital. L'argent du consommateur se substitue immédiatement au capital du détaillant. Celui-ci transmet ce qu'il reçoit de la vente de ses marchandises au marchand en gros, qui, de même, le reverse aux mains du manufacturier ou du fermier. Si bien que, quoique le métal plus précieux puisse être d'un usage plus favorable dans les forts payemens, la circulation que développent les affaires de détail, doit effectivement opérer la fusion de toutes les transactions du commerce. Ce métal sera amassé par le détaillant en quantité suffisante pour ses payemens *en gros*, et sera conséquemment réparti en larges sommes : de cette manière il entrera dans la circulation pour y remplir les fonctions d'agent principal. Quoiqu'il soit plus convenable d'effectuer les gros payemens en or, un pays peut cependant conserver une monnaie relative à la petite échelle de ses transactions de détail. Autrement ses objets de consommation ne pourraient être divisés en des portions assez petites pour les besoins de la société. C'est pourquoi le métal, quel qu'il soit, argent ou cuivre, qui pourra répondre à cette exigence, et puis effectuer, quoique moins convenablement,

L'inconvénient serait peut-être moindre si l'argent était évalué, dans nos Monnaies, autant au-dessus de sa juste proportion avec l'or, qu'il se trouve maintenant évalué au-dessous, pourvu qu'en même temps il fût statué que l'argent ne pourrait servir de monnaie légale pour plus que pour le change d'une guinée, de la même manière que le cuivre ne peut servir de monnaie légale pour plus que pour le change d'un schelling. Dans ce cas, aucun créancier ne pourrait être dupe de la haute évaluation de l'argent monnayé, comme à présent aucun créancier ne peut l'être de la haute évaluation de la monnaie de cuivre. Il n'y aurait que les banquiers qui souffriraient de ce règlement. Quand il vient à fondre sur eux une presse imprévue de demandes de paiements, ils tâchent de gagner du temps en payant en pièces de 6 pence,

les paiements principaux formera la monnaie dominante d'un pays. Dans toutes les circulations métalliques de l'Europe, le cuivre est un agent subalterne, puisque les paiements effectués avec ce métal représentent des sommes inférieures à toute monnaie d'argent. Mais quoique l'or ait été depuis longtemps introduit dans tous les systèmes monétaires du continent, il n'a pas supplanté l'argent dans les règlements principaux. La nature des paiements sur le continent ne paraît pas permettre l'usage de l'argent comme monnaie subsidiaire. Quoique l'or pût clairement répondre d'une manière plus satisfaisante aux grands paiements, il n'en est pas moins vrai que l'argent doit être réuni en fortes sommes par les détaillants. Le débit de leurs marchandises doit toujours leur rapporter une masse considérable de monnaie d'argent qu'ils ne peuvent affecter qu'au paiement des demandes du marchand en gros. Il est évident qu'en Angleterre la quantité d'argent mise en circulation n'excède pas les besoins des petits paiements, puisqu'il est souvent difficile de se procurer le change d'une guinée. La monnaie d'argent a souvent même été vendue avec prime. On voit rarement l'argent en sommes dépassant vingt schellings, et en réalité, on effectue peu de paiements de cette valeur en argent. Il serait intéressant, si nous avions les matériaux nécessaires à une enquête aussi curieuse, de retracer le développement et le déclin de tel métal particulier dans la circulation d'un pays : mais le manque de documents oppose une barrière infranchissable à une pareille investigation. L'époque à laquelle l'argent fut substitué au cuivre dans les systèmes monétaires de l'Europe est ensevelie dans l'obscurité : car malheureusement, les historiens accordent peu d'intérêt à ces questions. La guerre et la politique éveillent principalement leur attention et ces faits favoris font rejeter dans l'ombre les détails si précieux de l'histoire économique. L'argent domine encore les hauts paiements en Europe, en Amérique et dans toute l'Inde ; et nul document ne peut servir de base à un calcul qui indiquerait l'époque à laquelle l'or prendra le principal rôle dans la circulation monétaire de ces contrées. Une telle ère peut ne pas s'ouvrir dans la

et un tel règlement leur ôterait ce moyen d'étaler un paiement exigible¹. Ils seraient par conséquent obligés de tenir en tout temps dans leur caisse une plus grande quantité de fonds qu'à présent; et quoique ce fût sans doute un inconvénient considérable pour eux, ce serait en même temps une sûreté considérable pour leurs créanciers.

Trois livres 17 schellings 10 deniers et demi, qui sont le prix de l'or à la Monnaie, ne contiennent certainement pas, même dans notre excellente monnaie d'or d'aujourd'hui, plus d'une once d'or au titre, et on pourrait penser en conséquence qu'ils ne devraient pas acheter une

révolution des siècles; et c'est pourquoi, dans tous les cas, la situation de la circulation monétaire anglaise pendant la période à laquelle nous avons fait allusion, mérite d'être interrogée. L'introduction exclusive de l'or dans les gros paiements de l'Angleterre, est une preuve évidente que les remboursements du commerce de détail étaient, à cette époque, principalement effectués avec ce métal: fait qui devait se manifester alors même qu'aucun paiement particulier n'excédait ou peut-être n'égalait aucun des *types* en or. Car, en face de l'abondance de l'or et de la rareté de l'argent, il était naturel que l'on présentât les monnaies en or pour de petites sommes en demandant un appoint en argent. Par ce moyen, l'or en aidant et économisant l'emploi de l'argent dans les marchés de détail, même pour les plus petits paiements, prévenait son accumulation dans les mains du détaillant. Et comme on avait primitivement trouvé nécessaire, alors que l'argent était employé dans le *détail*, de l'introduire aussi dans les hauts paiements, il en découle d'une manière analogue que l'or ne peut aujourd'hui être employé exclusivement dans les paiements considérables sans remplir parfois aussi les fonctions de l'argent dans le petit commerce. Si on ne se servait pas d'or à cet effet, il faudrait plus d'*argent*, et dès lors ce métal tendrait à s'accumuler entre les mains des détaillants en quantité suffisante pour leurs paiements *en gros* et empiéterait ainsi sur les fonctions de la *haute circulation*. La substitution de l'or à l'argent dans les forts paiements, doit immédiatement produire un excès dans cette dernière monnaie et conséquemment une diminution dans sa valeur; l'effet de cette substitution est un cas correspondant exactement à celui que produirait un accroissement dans la circulation en général, provoquée sans que les demandes du commerce se soient mises en équilibre avec cette augmentation. Cette dépréciation dans la valeur du *type d'argent* développera nécessairement la tentation de le refondre. L'argent aura une plus grande valeur en *lingots* qu'en monnaie, et ceci se perpétuera jusqu'à ce que la quantité mise en circulation ne dépasse pas les besoins des petits paiements. BUCHANAN.

¹ Un banquier qui aurait recours dans notre pays à ce triste expédient pour gagner du temps, serait considéré comme perdu. A. B.

plus grande quantité d'or au même titre, en lingot. Mais l'or monnayé est plus commode que l'or en lingot ; et quoique le monnayage soit franc de tous droits en Angleterre, cependant l'or qu'on porte en lingot à la Monnaie ne peut guère rentrer entre les mains du propriétaire, sous forme de monnaie, qu'après un délai de plusieurs semaines. Aujourd'hui même que la Monnaie a tant d'occupation, il faudrait que le propriétaire attendît plusieurs mois pour le retirer. Ce délai est équivalent à un léger droit, et il donne à l'or monnayé un peu plus de valeur qu'à l'or en lingot, à quantités égales. Si l'argent était évalué dans les Monnaies anglaises, selon sa juste proportion avec l'or, il est probable que le prix de l'argent en lingot tomberait au-dessous du prix pour lequel il est reçu à la Monnaie, même sans qu'il y eût aucune réforme dans la monnaie d'argent actuelle, toute usée et effacée qu'elle est, se réglant sur la valeur de l'excellente monnaie d'or avec laquelle on peut l'échanger.

Un léger droit de seigneurage ou un impôt sur le monnayage, tant de l'or que de l'argent, augmenterait probablement encore davantage la valeur de ces métaux monnayés sur la valeur de quantités égales en lingot. Dans ce cas, le monnayage élèverait la valeur du métal monnayé en proportion de l'étendue de ce léger droit, par la même raison que la façon augmente la valeur de la vaisselle à proportion du prix de cette façon. La supériorité du métal monnayé sur le lingot, empêcherait qu'on ne foudit la monnaie et en découragerait l'exportation. Si quelque nécessité publique en rendait l'exportation nécessaire, la majeure partie de cette monnaie rentrerait bientôt d'elle-même. Au dehors, on ne pourrait la vendre que pour la valeur de son poids comme lingot ; au dedans, elle vaudrait quelque chose de plus¹.

¹ Une seule qualité nous importe dans la monnaie : c'est qu'elle ait de la valeur, et la conserve depuis le moment où nous l'acquérons pour une vente, jusqu'à celui où nous nous en séparons par un achat ; or l'expérience nous prouve que cette qualité peut résider dans des billets de confiance, et même dans une monnaie de papier, qui ont en outre l'avantage sur l'argent d'être plus promptement comptés et plus facilement transportés ; avantage qui, pour un objet qui devient successivement la propriété de tant de personnes différentes, est digne aussi de quelque considération. Ce sont ces considérations qui engagèrent M. David Ricardo à publier son excellente brochure intitulée *Proposals for an economical and secure currency*, dont l'objet est essentiellement de proposer un papier

Il y aurait donc du profit à la faire rentrer. En France, il y a sur la fabrication de la monnaie un seigneurage d'environ huit pour cent, et on dit aussi que lorsque la monnaie de France est exportée, elle rentre d'elle-même¹.

Les variations accidentelles qui surviennent au marché dans le prix de l'or et de l'argent en lingot, proviennent des mêmes causes que celles qui font varier le prix de toutes les autres marchandises. Les pertes fréquentes qui se font de ces métaux par divers accidents sur terre et sur mer, la dépense continuelle qu'on en fait pour dorer en couleur et en or moulu, pour les galons et les broderies, le déchet que produisent l'user et le frottement, tant dans la monnaie que dans les ouvrages d'orfèvrerie², tout cela exige, pour réparer ce déchet et ces pertes, une importation continuelle dans tous les pays qui ne possèdent pas de mines en propre. Nous devons présumer que les marchands qui font cette importation, cherchent, comme tous les autres marchands, à proportionner chacune de leurs importations aux demandes du moment, autant qu'il leur est possible d'en juger ; cependant, malgré toute leur attention, ils sont quelquefois au delà, quel-

de confiance dont la valeur ne pourrait jamais tomber au-dessous de l'or, parce qu'il serait perpétuellement remboursable à présentation contre de l'or en lingots, et qui resterait forcément dans la circulation, par la nécessité où serait le public de s'en servir comme intermédiaire dans les échanges, à défaut de pièces métalliques qu'on ne lui livrerait pas. Une très-petite quantité d'or en lingots suffirait pour soutenir la valeur d'une fort grande quantité de billets ; car les besoins de la circulation empêcheraient qu'on ne recourût au remboursement extrême ; on irait recevoir l'or en lingots quand on aurait besoin du métal, mais quand on ne voudrait de la monnaie que pour faire des paiements, on prendrait incontestablement du papier. D'ailleurs si quelque motif de méfiance menait un grand nombre de porteurs de billets à la caisse, l'effet d'un pareil remboursement serait de diminuer la somme de la monnaie en circulation, et par conséquent d'en réveiller la demande.

J.-B. SAY.

¹ Ceci est une erreur dans laquelle le Docteur Smith est tombé pour avoir suivi le *Dictionnaire des Monnaies* de Bazinghen. En 1771, le seigneurage sur les monnaies d'or fut fixé en France à 1 4/15 pour cent, et sur l'argent à 1 7/24 pour cent. En ce moment il est si peu élevé qu'il couvre à peine les frais de monnayage, qui ne sont que de 1/3 pour cent sur l'or et de 1/2 pour cent sur l'argent. Voyez Neker, *Administration des finances*, tom. III, p. 8.

MAC CULLOCH.

² Ce déchet est ce qu'on nomme *frais en terme de Monnaie*.

quefois en deçà de la demande. Quand leur importation excède la demande actuelle, plutôt que de courir le risque et la peine de réexporter, ils aiment mieux quelquefois céder une partie de leurs lingots un peu au-dessous du prix moyen ou ordinaire. Quand, d'un autre côté, ils ont importé au-dessous des demandes, ils retirent quelque chose au delà de ce prix moyen. Mais lorsqu'au milieu de ces fluctuations accidentelles, le *prix de marché* pour les lingots d'or ou d'argent continue d'une manière durable et constante à baisser plus ou moins au-dessous du prix pour lequel ils sont reçus à la Monnaie, ou à s'élever plus ou moins au-dessus, nous pouvons être certains qu'une infériorité ou supériorité de prix aussi durable et aussi constante est l'effet de quelque changement dans l'état des monnaies, qui rend, pour le moment, une certaine quantité de métal monnayé, soit de plus grande, soit de moindre valeur que la quantité précise de métal brut qu'il devait contenir. La constance et la durée de l'effet supposent une constance et une durée proportionnées dans la cause.

La monnaie d'un pays quelconque peut être regardée, dans un temps et un lieu déterminés, comme une mesure plus ou moins exacte des valeurs, selon que la monnaie courante est plus ou moins exactement conforme au poids et au titre qu'elle annonce, ou bien qu'elle contient plus ou moins exactement la quantité précise d'or fin ou d'argent fin qu'elle doit contenir. Si, par exemple, en Angleterre, quarante-quatre guinées et demie contenaient exactement une livre pesant d'or au titre, ou onze onces d'or fin et une once d'alliage, la monnaie d'Angleterre serait, dans un temps et un lieu donnés quelconques, une mesure aussi exacte de la valeur actuelle des marchandises que la nature des choses puisse le comporter. Mais si, au moyen du frai, quarante-quatre guinées et demie contiennent en général moins d'une livre pesant d'or au titre, le déchet étant toutefois moins fort sur certaines pièces que sur d'autres, alors la mesure de valeur devient sujette à la même espèce d'incertitude à laquelle sont communément exposés tous les autres poids et mesures. Comme il arrive rarement que ceux-ci soient bien exactement conformes à leur étalon, le marchand ajuste du mieux qu'il peut le prix de ses marchandises, non sur ce que ces poids et mesures devraient être, mais sur ce que, d'après son expérience, il voit qu'ils sont réellement, par évaluation moyenne. En conséquence d'un pareil défaut d'exactitude dans la monnaie, le prix des marchandises se règle de la même manière; non

sur la quantité d'or ou d'argent fin que la monnaie devrait contenir, mais sur ce que, par aperçu, l'expérience fait voir qu'elle en contient pour le moment.

Il faut observer que, par le *prix en argent* des marchandises, j'entends toujours la quantité d'or ou d'argent fin pour laquelle on les vend, sans s'arrêter à la dénomination de la monnaie. Par exemple, je regarde 6 schellings 8 deniers au temps d'Édouard I^{er}, comme le même prix en argent qu'une livre sterling d'aujourd'hui, parce que, autant que nous en pouvons juger, ils contenaient environ la même quantité d'argent fin.

CHAPITRE VI.

DES PARTIES CONSTITUANTES DU PRIX DES MARCHANDISES.

Dans ce premier état informe de la société, qui précède l'accumulation des capitaux et l'appropriation du sol, la seule circonstance qui puisse fournir quelque règle pour les échanges, c'est, à ce qu'il semble, la quantité de travail nécessaire pour acquérir les différents objets d'échange. Par exemple, chez un peuple de chasseurs, s'il en coûte habituellement deux fois plus de peine pour tuer un castor que pour tuer un daim, naturellement un castor s'échangera contre deux daims ou vaudra deux daims. Il est naturel que ce qui est ordinairement le produit de deux jours ou de deux heures de travail, vaille le double de ce qui est ordinairement le produit d'un jour ou d'une heure de travail.

Si une espèce de travail était plus rude que l'autre, on tiendrait naturellement compte de cette augmentation de fatigue, et le produit d'une heure de ce travail plus rude pourrait souvent s'échanger contre le produit de deux heures de l'autre espèce de travail. De même, si une espèce de travail exige un degré peu ordinaire d'habileté ou d'adresse, l'estime que les hommes ont pour ces talents ajoutera naturellement à leur produit une valeur supérieure à ce qui serait dû pour le temps employé au travail. Il est rare que de pareils talents s'acquièrent autrement que par une longue application, et la valeur supérieure qu'on attribue à leur produit n'est souvent qu'une compensation raisonnable du temps et de la peine qu'on a mis à les acquérir.

Dans l'état avancé de la société, on tient communément compte

dans les salaires du travail, de ce qui est dû à la supériorité d'adresse ou de fatigue, et il est vraisemblable qu'on en a agi à peu près de même dans la première enfance des sociétés.

Dans cet état de choses, le produit du travail appartient tout entier au travailleur, et la quantité de travail communément employée à acquérir ou à produire un objet échangeable est la seule circonstance qui puisse régler la quantité de travail que cet objet devra communément acheter, commander ou obtenir en échange.

Aussitôt qu'il y aura des capitaux accumulés dans les mains de quelques particuliers, certains d'entre eux emploieront naturellement ces capitaux à mettre en œuvre des gens industriels, auxquels ils fourniront des matériaux et des subsistances, afin de faire un profit sur la vente de leurs produits, ou sur ce que le travail de ces ouvriers ajoute de valeur aux matériaux. Quand l'ouvrage fini est échangé, ou contre de l'argent, ou contre du travail, ou contre d'autres marchandises, il faut bien qu'en outre de ce qui pourrait suffire à payer le prix des matériaux et les salaires des ouvriers, il y ait encore quelque chose de donné pour les profits de l'entrepreneur de l'ouvrage, qui hasarde ses capitaux dans cette affaire. Ainsi la valeur que les ouvriers ajoutent à la matière se résout alors en deux parties, dont l'une paye leurs salaires, et l'autre les profits que fait l'entrepreneur sur la somme des fonds qui lui ont servi à avancer ces salaires et la matière à travailler. Il n'aurait pas d'intérêt à employer ces ouvriers, s'il n'attendait pas de la vente de leur ouvrage quelque chose de plus que le remplacement de son capital, et il n'aurait pas d'intérêt à employer un grand capital plutôt qu'un petit, si ses profits n'étaient pas en rapport avec l'étendue du capital employé.

Les profits, dira-t-on peut-être, ne sont autre chose qu'un nom différent donné aux salaires d'une espèce particulière de travail, le travail d'inspection et de direction. Ils sont cependant d'une nature absolument différente des salaires; ils se règlent sur des principes entièrement différents, et ne sont nullement en rapport avec la quantité et la nature de ce prétendu travail d'inspection et de direction. Ils se règlent en entier sur la valeur du capital employé, et ils sont plus ou moins forts, à proportion de l'étendue de ce capital. Supposons, par exemple, que dans une certaine localité où les profits des fonds employés dans les manufactures sont communément de dix pour cent par an, il y ait deux manufactures différentes, chacune desquelles emploie vingt ouvriers à raison de 15 livres par an chacun, soit une dépense de 300 livres par

an pour chaque atelier; supposons encore que la matière première de peu de valeur employée annuellement dans l'une, coûte seulement 700 livres, tandis que dans l'autre on emploie des matières plus précieuses qui coûtent 7,000 livres: le capital employé annuellement dans l'une sera, dans ce cas, de 1,000 livres seulement, tandis que celui employé dans l'autre s'élèvera à 7,300 livres. Or, au taux de dix pour cent, l'entrepreneur de l'une comptera sur un profit annuel d'environ 100 livres seulement, tandis que l'entrepreneur de l'autre s'attendra à un bénéfice d'environ 730 livres. Mais malgré cette différence énorme dans leurs profits, il se peut que leur travail d'inspection et de direction soit tout à fait le même ou à peu près équivalent. Dans beaucoup de grandes fabriques souvent presque tout le travail de ce genre est confié à un premier commis. Ses appointements expriment réellement la valeur de ce travail d'inspection et de direction. Quoique, en fixant ce salaire, on ait communément quelque égard, non-seulement à son travail et à son degré d'intelligence, mais encore au degré de confiance que son emploi exige, cependant ses appointements ne sont jamais en proportion réglée avec le capital dont il surveille la régie; et le propriétaire de ce capital, bien qu'il se trouve par là débarrassé de presque tout le travail, n'en compte pas moins que ses profits seront en proportion réglée avec son capital. Ainsi, dans le prix des marchandises, les profits des fonds ou capitaux sont une part constituante dans la valeur, entièrement différente des salaires du travail, et réglée sur des principes tout à fait différents.

Dans cet état de choses, le produit du travail n'appartient pas toujours tout entier à l'ouvrier. Il faut le plus souvent que celui-ci le partage avec le *propriétaire du capital* qui le fait travailler. Ce n'est plus alors la quantité de travail communément dépensée pour acquérir ou pour produire une marchandise, qui est la seule circonstance sur laquelle on doit régler la quantité de travail que cette marchandise pourra communément acheter, commander ou obtenir en échange. Il est clair qu'il sera encore dû une quantité additionnelle pour le profit du capital qui a avancé les salaires de ce travail et qui en a fourni les matériaux.

Dès l'instant que le sol d'un pays est devenu propriété privée, les propriétaires, comme tous les autres hommes, aiment à recueillir où ils n'ont pas semé, et ils demandent un fermage¹, même pour le produit

¹ Le mot *rente* est pris, dans tout le cours de cet ouvrage, dans une acception

naturel de la terre. Il s'établit un prix additionnel sur le bois des forêts, sur l'herbe des champs et sur tous les fruits naturels de la terre, qui, lorsqu'elle était possédée en commun, ne coûtaient à l'ouvrier que la peine de les cueillir, et lui coûtent maintenant davantage. Il faut qu'il paye pour avoir la permission de les recueillir, et il faut qu'il cède au propriétaire du sol une portion de ce qu'il recueille ou de ce qu'il produit par son travail. Cette portion ou, ce qui revient au même, le prix de cette portion constitue le fermage (*rent of land*) et, dans le prix de la plupart des marchandises, elle forme une troisième partie constituante.

Il faut observer que la valeur réelle de toutes les différentes parties constituantes du prix se mesure par la quantité du travail que chacune d'elles peut acheter ou commander. Le travail mesure la valeur, non-seulement de cette partie du prix qui se résout en *travail*, mais encore de celle qui se résout en *fermage*, et de celle qui se résout en *profit*¹.

Dans toute société, le prix de chaque marchandise se résout définitivement en quelqu'une de ces trois parties ou en toutes trois, et dans les sociétés civilisées, ces parties entrent toutes trois, plus ou moins, dans le prix de la plupart des marchandises, comme parties constituantes de ce prix.

Dans le prix du blé, par exemple, une partie paye la rente du propriétaire, une autre paye les salaires ou l'entretien des ouvriers, ainsi que des bêtes de labour et de charroi employées à produire le blé, et la troisième paye le profit du fermier.

Ces trois parties semblent constituer immédiatement ou en définitive la

un peu différente de celle qu'il a communément en français. Il désigne ici le *fermage* ou le *revenu net* appartenant au propriétaire foncier, en sa qualité de propriétaire.

¹ Ici je ne peux être de l'avis de Smith, ou plutôt je ne sais quel est l'avis de Smith. Quel travail mesure le profit de la terre et celui du capital qui ont concouru à la création d'un produit? ce profit est tout à fait indépendant du travail de l'homme et montre que le service rendu par la terre et par le capital, est autre chose que celui rendu par le travail. Même un capital, qui est une accumulation de valeurs dues en partie au travail de l'homme, rend un service où le travail de l'homme n'a plus de part. Le capital représente en partie un travail humain, et partie de sa valeur en provient; mais la valeur du service qu'il rend ne représente plus de travail humain. Il n'en entre pas dans le service que rend le capital.

Note inédite de J.-B. SAY.

totalité du prix du blé. On pourrait peut-être penser qu'il faut y ajouter une quatrième partie, nécessaire pour remplacer le capital du fermier ou pour compenser le dépérissement de ses chevaux de labour et autres instruments d'agriculture. Mais il faut considérer que le prix de tout instrument de labourage, tel qu'un cheval de charrue, est lui-même formé de ces mêmes trois parties : la rente de la terre sur laquelle il a été élevé, le travail de ceux qui l'ont nourri et soigné, et les profits d'un fermier qui a fait les avances, tant de cette rente, que des salaires de ce travail. Ainsi quoique le prix du blé doive payer aussi bien le prix du cheval que son entretien, la totalité du prix de ce blé se résout toujours, soit immédiatement, soit en dernière analyse, dans ces mêmes trois parties, *rente, travail et profit*.

Dans le prix de la farine, il faut ajouter au prix du blé les profits du meunier et les salaires de ses ouvriers ; dans le prix du pain, les profits du boulanger et les salaires de ses garçons, et dans les prix de l'un et de l'autre, le travail de transporter le blé de la maison du fermier à celle du meunier, et de celle du meunier à celle du boulanger, ainsi que les profits de ceux qui avancent les salaires de ce travail.

Le prix du lin se résout dans les mêmes trois parties constituantes que celui du blé. Dans le prix de la toile, il faut comprendre les salaires de ceux qui sèrangent le lin, de ceux qui le filent, du tisserand, du blanchisseur, etc., et à tout cela ajouter les profits de ceux qui mettent en œuvre ces différents ouvriers.

A mesure qu'une marchandise particulière vient à être plus manufacturée, cette partie du prix qui se résout en *salaires* et en *profits*, devient plus grande à proportion de la partie qui se résout en *rente*⁴. A chaque transformation nouvelle d'un produit, non-seulement le nombre des profits augmente, mais chaque profit subséquent est plus grand que le précédent, parce que le capital d'où il procède est nécessairement toujours plus grand. Le capital qui met en œuvre les tisserands, par exemple, est nécessairement plus grand que celui qui fait travailler les fileurs, parce que non-seulement il remplace ce dernier capital avec ses profits, mais il paye encore en outre les salaires des tisserands ; et, comme nous l'avons vu, il faut toujours que les profits soient en certaine proportion avec le capital.

Néanmoins, dans les sociétés les plus avancées, il y a toujours quel-

⁴ Ici la *rente* est évidemment ce que nous appelons l'intérêt.

ques marchandises, mais en petit nombre, dont le prix se résout en deux parties seulement, les salaires du travail et le profit du capital; et d'autres en beaucoup plus petit nombre encore, dont le prix consiste uniquement en salaires de travail. Dans le prix du poisson de mer, par exemple, une partie paye le travail des pêcheurs, et l'autre les profits du capital placé dans la pêche. Il est rare que la *rente* fasse partie de ce prix, quoique cela arrive quelquefois, comme je le ferai voir par la suite¹. Il en est autrement, au moins dans la plus grande partie de l'Europe, quant aux pêches de rivière. Une pêche de saumon paye une *rente*, et cette *rente*, quoiqu'on ne puisse pas trop l'appeler *rente de terre*, fait une des parties du prix du saumon, tout aussi bien que les salaires et les profits. Dans quelques endroits de l'Écosse, il y a de pauvres gens qui font métier de chercher le long des bords de la mer ces petites pierres tachetées, connues vulgairement sous le nom de *cailloux d'Écosse*. Le prix que leur paye le lapidaire est en entier le salaire de leur travail; il n'y entre ni *rente* ni profit.

Mais la totalité du prix de chaque marchandise doit toujours, en dernière analyse, se résoudre en quelqu'une de ces parties ou en toutes trois, attendu que, quelque partie de ce prix qui reste après le paiement de la *rente* de la terre et le prix de tout le travail employé à la faire croître, à la manufacturer et à la conduire au marché, il faut de toute nécessité que cette partie soit le profit de quelqu'un.

De même que le prix ou la valeur échangeable de chaque marchandise prise séparément, se résout en l'une ou l'autre de ces parties constituantes ou en toutes les trois, de même le prix de toutes les marchandises qui composent la somme totale du produit annuel de chaque pays, prises collectivement et en masse, se résout nécessairement en ces mêmes trois parties, et doit se distribuer entre les différents habitants du pays, soit comme salaire de leur travail, soit comme profit de leurs capitaux, soit comme *rente* de leurs terres. La masse totale de ce que chaque société recueille ou produit annuellement par son travail, ou, ce qui revient au même, le prix entier de cette masse, est primitivement distribué de cette manière entre les différents membres de la société. *Salaire, profit et rente* sont les trois sources primitives de tout revenu, aussi bien que de toute valeur échangeable. Tout autre revenu dérive, en dernière analyse, de l'une ou de l'autre de ces trois sources.

¹ Chapitre x.

Quiconque subsiste d'un revenu qui lui appartient en propre, doit tirer ce revenu, ou de son travail, ou d'un capital qui est à lui, ou d'une terre qu'il possède. Le revenu qui procède du travail se nomme *salaires*. Celui qu'une personne retire d'un capital qu'elle dirige ou qu'elle emploie, est appelé *profit*. Celui qu'en retire une personne qui n'emploie pas elle-même ce capital, mais qui le prête à une autre, se nomme *intérêt*. C'est une compensation que l'emprunteur paye au prêteur, pour le profit que l'usage de l'argent lui donne occasion de faire. Naturellement une partie de ce profit appartient à l'emprunteur, qui court les risques de l'emploi et qui en a la peine, et une partie au prêteur, qui facilite au premier les moyens de faire ce profit. L'intérêt de l'argent est toujours un revenu secondaire qui, s'il ne se prend pas sur le profit que procure l'usage de l'argent, doit être payé par quelque autre source de revenu, à moins que l'emprunteur ne soit un dissipateur qui contracte une seconde dette pour payer l'intérêt de la première¹. Le revenu qui procède entièrement de la terre est appelé *fermage* (rent), et appartient au propriétaire. Le revenu du fermier provient en partie de son travail, et en partie de son capital. La terre n'est pour lui que l'instrument qui le met à portée de gagner les salaires de ce travail et de faire profiter ce capital. Tous les impôts et tous les revenus qui en proviennent, les appointements, pensions et annuités de toutes sortes, sont, en dernière analyse, dérivés de l'une ou de l'autre de ces trois sources primitives de revenu, et sont payés, soit immédiatement, soit médiatement, ou avec des salaires de travail, ou avec des profits de capitaux, ou avec des rentes de terre.

Quand ces trois différentes sortes de revenus appartiennent à différentes personnes, on les distingue facilement; mais quand ils appartiennent à la même personne, on les confond quelquefois l'un avec l'autre, au moins dans le langage ordinaire.

Un propriétaire (*gentleman*) qui exploite une partie de son domaine, devra gagner après le paiement des frais de culture, et la rente du propriétaire et le profit du fermier. Cependant tout ce qu'il gagne de cette manière, il est porté à le nommer *profit*, et il confond ainsi la rente dans le profit, au moins dans le langage ordinaire. C'est le cas de la plupart de nos planteurs de l'Amérique septentrionale et des Indes occidentales; la plupart d'entre eux exploitent leurs propres terres, et en conséquence on

¹ Voyez le chapitre iv du livre II.

nous parle souvent des *profits* d'une plantation, mais rarement de la *rente* qu'elle rapporte.

Il est rare que de petits fermiers emploient un inspecteur pour diriger les principales opérations de leur ferme. Ils travaillent eux-mêmes en général une bonne partie du temps, et mettent la main à la charrue, à la herse, etc. Ce qui reste de la récolte, la rente payée, doit remplacer, non-seulement le capital qu'ils ont mis dans la culture avec ses profits ordinaires, mais encore leur payer les salaires qui leur sont dus, tant comme ouvriers que comme inspecteurs. Cependant ils appellent *profit* ce qui reste après la rente payée et le capital remplacé, quoique les salaires y entrent évidemment pour une partie. Le fermier, en épargnant la dépense de ces salaires, les gagne nécessairement pour lui-même. Aussi, dans ce cas, les salaires se confondent avec le profit.

Un ouvrier indépendant qui a un petit capital suffisant pour acheter des matières et pour subsister jusqu'à ce qu'il puisse porter son ouvrage au marché, gagnera à la fois, et les salaires du journalier qui travaille sous un maître, et le profit que ferait le maître sur l'ouvrage de celui-ci. Cependant la totalité de ce que gagne cet ouvrier se nomme *profit*, et les salaires sont encore ici confondus avec le profit¹.

Un jardinier qui cultive de ses mains son propre jardin, réunit à la fois dans sa personne les trois différents caractères, de propriétaire, de fermier et d'ouvrier. Ainsi le produit de son jardin doit lui payer la rente du premier, le profit du second et le salaire du troisième. Néanmoins le tout est regardé communément comme le fruit de son travail. Ici la rente et le profit se confondent avec le salaire.

Comme dans un pays civilisé il n'y a que très-peu de marchandises dont toute la valeur échangeable procède du travail seulement, et que, pour la très-grande partie d'entre elles, la rente et le profit y contribuent pour de fortes portions, il en résulte que le produit annuel du travail de ce pays suffira toujours pour acheter et commander une quantité de travail beaucoup plus grande que celle qu'il a fallu employer pour faire croître ce produit, le préparer et l'amener au marché. Si la société employait annuellement tout le travail qu'elle est en état d'acheter annuellement, comme la quantité de ce travail augmenterait considérablement chaque année, il s'ensuivrait que le produit de chacune des années suivantes serait d'une valeur incomparablement plus grande que celui de

¹ Voyez encore au chapitre x du livre II.

l'année précédente. Mais il n'y a aucun pays dont tout le produit annuel soit employé à entretenir des travailleurs¹. Partout les oisifs en consomment une grande partie ; et selon les différentes proportions dans lesquelles ce produit se partage entre ces deux différentes classes, les travailleurs et les oisifs², sa valeur ordinaire ou moyenne doit nécessairement, ou augmenter, ou décroître, ou demeurer la même, d'une année à l'autre.

CHAPITRE VII.

DU PRIX NATUREL DES MARCHANDISES, ET DE LEUR PRIX DE MARCHÉ.

Dans chaque société, dans chaque localité, il y a un taux moyen ou ordinaire pour les profits dans chaque emploi différent du travail ou des capitaux. Ce taux se règle naturellement, comme je le ferai voir par la suite, en partie par les circonstances générales dans lesquelles se trouve la société, c'est-à-dire sa richesse ou sa pauvreté, son état progressif vers l'opulence, ou stationnaire ou décroissant, et en partie par la nature particulière de chaque emploi³.

Il y a aussi, dans chaque société ou canton, un taux moyen ou ordinaire pour les fermages (*rents*), qui est aussi réglé, comme je le ferai voir⁴, en partie par les circonstances générales dans lesquelles se trouve la société ou la localité dans laquelle la terre est située, et en partie par la fertilité naturelle ou industrielle du sol.

¹ Ce chapitre, d'une si admirable simplicité, renferme des détails qui semblent aujourd'hui bien vulgaires, mais dont l'exposé constitue une véritable découverte. En distinguant d'une manière si juste et si vraie les différentes sources de nos revenus, Adam Smith a rendu un service immense à la science et à l'humanité. Quoi de plus profond et de plus ingénieux à la fois que ces analyses d'où ressort avec tant de clarté la part que prennent aux produits et *que doivent prendre aux profits* les diverses classes de la société ! « Mais, dit l'auteur, il n'y a aucun pays dont tout le produit annuel soit employé à entretenir des travailleurs ; partout les oisifs en consomment une grande partie... » Voilà le mal nettement indiqué ; notre génération cherche déjà le remède.

A. B.

² Voyez plus au long la définition de ces deux classes, selon la théorie de l'auteur, au livre II, chap. III.

³ Chap. VIII, IX et X de ce livre.

⁴ Chap. XI de ce livre.

On peut appeler ce taux moyen et ordinaire le *taux naturel* du salaire, du profit et du fermage, pour le temps et le lieu dans lesquels ce taux domine communément.

Lorsque le prix d'une marchandise n'est ni plus ni moins que ce qu'il faut pour payer suivant leurs *taux naturels*, et le fermage de la terre, et les salaires du travail, et les profits du capital employé à produire cette denrée, la préparer et la conduire au marché, alors cette marchandise est vendue ce qu'on peut appeler son *prix naturel*¹.

La marchandise est alors vendue précisément ce qu'elle vaut ou ce qu'elle coûte réellement à celui qui la porte au marché; car, bien que dans le langage ordinaire, on ne comprenne pas dans le prix primitif d'une marchandise le profit de celui qui fait métier de la vendre, cependant s'il la venait à un prix qui ne lui rendit pas son profit au taux ordinaire de la localité, il est évident qu'il perdrait à ce métier, puisqu'il aurait pu faire ce profit en employant son capital d'une autre manière. D'ailleurs, son profit constitue son revenu; c'est, pour le marchand, le fonds d'où il tire sa subsistance. De même que le vendeur avance à ses ouvriers leurs salaires ou leur subsistance pendant que la marchandise se prépare et est conduite au marché, de même il se fait aussi à lui-même l'avance de sa propre subsistance, laquelle en général est en raison du profit qu'il peut raisonnablement attendre de la vente de sa marchandise. Ainsi, à moins de lui concéder ce profit, on ne lui aura pas payé le prix qu'on peut regarder, à juste titre, comme celui que cette marchandise lui coûte réellement.

En conséquence, quoique le prix qui lui donne ce profit ne soit pas toujours le plus bas prix auquel un vendeur puisse quelquefois céder sa marchandise, c'est cependant le plus bas auquel, pendant un temps un peu considérable, il soit en état de le faire, au moins s'il jouit d'une parfaite liberté, ou s'il est le maître de changer de métier quand il lui plaît.

Le prix actuel auquel une marchandise se vend communément, est ce qu'on appelle son *prix de marché*. Il peut être, ou au-dessus, ou au-dessous, ou précisément au niveau du *prix naturel*.

Le *prix de marché* de chaque marchandise particulière est déterminé

¹ J.-B. Say, et, après lui, presque tous les économistes ont donné le nom de *frais de production* à ce qu'Adam Smith appelle *prix naturel*. On se sert aussi quelquefois des mots *prix de revient*; mais on ne peut raisonnablement appeler *prix* le taux auquel une chose ne se vend pas.

A. B.

par la proportion entre la quantité de cette marchandise existant actuellement au marché, et les demandes de ceux qui sont disposés à en payer le *prix naturel* ou la valeur entière des fermages, profits et salaires qu'il faut payer pour l'attirer au marché. On peut les appeler *demandeurs effectifs*, et leur demande, *demande effective*, puisqu'elle suffit pour attirer effectivement la marchandise au marché. Elle diffère de la *demande absolue*. Un homme pauvre peut bien, dans un certain sens, faire la demande d'un carrosse à six chevaux, c'est-à-dire qu'il voudrait l'avoir; mais sa demande n'est pas une demande *effective*, capable de faire jamais arriver cette marchandise au marché pour le satisfaire.

Quand la quantité d'une marchandise quelconque, amenée au marché, se trouve au-dessous de la demande effective, tous ceux qui sont disposés à payer la valeur entière des fermages, salaires et profits qu'il en coûte pour mettre cette marchandise sur le marché, ne peuvent pas se procurer la quantité qu'ils demandent. Plutôt que de s'en passer tout à fait, quelques-uns d'eux consentiront à donner davantage. Une concurrence s'établira aussitôt entre eux, et le *prix de marché* s'élèvera plus ou moins au-dessus du *prix naturel*, suivant que la grandeur du déficit, la richesse ou la fantaisie des concurrents viendront animer plus ou moins cette concurrence. Le même déficit donnera lieu généralement à une concurrence plus ou moins active entre des compétiteurs égaux en richesse ou en luxe, selon que la marchandise à acheter se trouvera être alors d'une plus ou moins grande importance pour eux : de là l'élévation exorbitante dans le prix des choses nécessaires à la vie, pendant le siège d'une ville ou dans une famine.

Lorsque la quantité mise sur le marché excède la demande effective, elle ne peut être entièrement vendue à ceux qui consentent à payer la valeur collective des fermages, salaires et profits qu'il en a coûté pour l'y amener. Il faut bien qu'une partie soit vendue à ceux qui veulent payer moins que cette valeur entière, et le bas prix que donnent ceux-ci réduit nécessairement le prix du tout. Le *prix de marché* tombera alors plus ou moins au-dessous du *prix naturel*, selon que la quantité de l'excédant augmentera plus ou moins la concurrence des vendeurs, ou suivant qu'il leur importera plus ou moins de se défaire sur-le-champ de la marchandise. Le même excédant dans l'importation d'une denrée périssable donnera lieu à une concurrence beaucoup plus vive à cet égard, que dans l'importation d'une marchandise durable; dans une importation d'oranges, par exemple, que dans une de vieux fer.

Lorsque la quantité mise sur le marché suffit tout juste pour remplir la demande effective, et rien de plus, le *prix de marché* se trouve naturellement être avec exactitude, du moins autant qu'il est possible d'en juger, le même que le *prix naturel*. Toute la quantité à vendre sera débitée à ce prix, et elle ne saurait l'être à un plus haut prix. La concurrence des différents vendeurs les oblige à accepter ce prix, mais elle ne les oblige pas à accepter moins.

La quantité de chaque marchandise mise sur le marché, se proportionne naturellement d'elle-même à la demande effective. C'est l'intérêt de tous ceux qui emploient leur terre, leur travail ou leur capital à faire venir quelque marchandise au marché, que la quantité n'en excède jamais la demande effective; et c'est l'intérêt de tous les autres, que cette quantité ne tombe jamais au-dessous.

Si cette quantité excède pendant quelque temps la demande effective, il faut que quelqu'une des parties constituantes de son prix soit payée au-dessous de son *prix naturel*. Si c'est le fermage, l'intérêt des propriétaires les portera sur-le-champ à retirer une partie de leur terre de cet emploi; et si ce sont les salaires ou les profits, l'intérêt des ouvriers, dans le premier cas, et de ceux qui les emploient, dans le second, les portera à en retirer une partie de leur travail ou de leurs capitaux. La quantité amenée au marché ne sera bientôt plus que suffisante pour répondre à la demande effective. Toutes les différentes parties du prix de cette marchandise se relèveront à leur taux naturel, et le prix total reviendra au *prix naturel*.

Si au contraire la quantité amenée au marché restait pendant quelque temps au-dessous de la demande effective, quelques-unes des parties constituantes de son prix hausseraient nécessairement au-dessus de leur taux *naturel*. Si c'est le fermage, l'intérêt de tous les autres propriétaires les portera naturellement à disposer une plus grande quantité de terre pour la production de cette marchandise; si ce sont les salaires ou les profits, l'intérêt de tous les autres ouvriers et entrepreneurs les portera bientôt à employer plus de travail et de capitaux à la préparer et à la faire venir au marché. La quantité qui y sera portée sera bientôt suffisante pour répondre à la demande effective. Toutes les différentes parties de son prix baisseront bientôt à leur taux naturel, et le prix total retombera au *prix naturel*.

Le *prix naturel* est donc pour ainsi dire le point central vers lequel gravitent continuellement les prix de toutes les marchandises. Diffé-

rentes circonstances accidentelles peuvent quelquefois les tenir un certain temps élevés au-dessus, et quelquefois les forcer à descendre un peu au-dessous de ce prix. Mais quels que soient les obstacles qui les empêchent de se fixer dans ce centre de repos et de permanence, ils ne tendent pas moins constamment vers lui.

La somme totale d'industrie employée annuellement pour mettre au marché une marchandise, se proportionne ainsi naturellement à la demande effective. Elle tend naturellement à porter toujours au marché cette quantité précise qui peut suffire à la demande et rien de plus.

Mais, dans certaines branches de productions, la même quantité d'industrie produira, en différentes années, des quantités fort différentes de marchandises, pendant que, dans d'autres branches, elle produira la même quantité ou à peu près. Le même nombre d'ouvriers employés à la culture produira, en différentes années, des quantités fort différentes de blé, de vin, d'huile, de houblon, etc. Mais le même nombre de fileurs et de tisserands produira chaque année la même quantité ou à peu près, de toile ou de drap. Il n'y a que le produit moyen de la première espèce d'industrie, qui puisse, en quelque manière, se proportionner à la demande effective; et comme son produit actuel est souvent beaucoup plus grand et souvent beaucoup moindre que ce produit moyen, la quantité de ces sortes de denrées qui sera mise au marché, tantôt excèdera de beaucoup la demande effective, tantôt sera fort au-dessous. Aussi, même en supposant que cette demande continue à rester la même, le prix de ces denrées, au marché, ne sera pas moins sujet à de grandes fluctuations; il tombera quelquefois bien au-dessous du *prix naturel*, et quelquefois s'élèvera beaucoup au-dessus. Dans l'autre espèce d'industrie, le produit de quantités égales de travail étant toujours le même ou à peu près, il s'accordera plus exactement avec la demande effective. Tant que cette demande reste la même, le *prix de marché* pour ces denrées doit vraisemblablement aussi rester le même, et être tout à fait le même que le *prix naturel*, ou du moins, aussi rapproché qu'il est permis d'en juger. Il n'y a personne qui ne sache par expérience, que le prix du drap ou de la toile n'est sujet ni à de si fréquentes ni à de si fortes variations que le prix du blé. Le prix des premiers varie seulement en proportion des variations qui surviennent dans la demande; celui des produits naturels varie non-seulement en proportion des variations de la demande, mais encore il suit les variations beaucoup plus fortes et beaucoup plus fré-

quentes qui surviennent dans la quantité de ces denrées mise sur le marché pour répondre à la demande.

Les fluctuations accidentelles et momentanées qui surviennent dans le *prix de marché* d'une denrée, tombent principalement sur les parties de son prix, qui se résolvent en salaires et en profits. La partie qui se résout en *rente* en est moins affectée. Une rente fixe en argent n'en est pas le moins du monde affectée, ni dans son taux ou sa quotité, ni dans sa valeur. Une rente qui consiste, ou dans une certaine portion, ou dans une quantité fixe du produit brut, est, sans aucun doute, affectée dans sa valeur annuelle par toutes les fluctuations momentanées et accidentelles qui surviennent dans le *prix de marché* de ce produit brut ; mais il est rare qu'elles influent sur le taux annuel de cette rente. Quand il s'agit de régler les conditions du bail, le propriétaire et le fermier tâchent, chacun du mieux qu'il peut, de déterminer ce taux d'après le prix moyen et ordinaire du produit, et non pas d'après un prix momentané et accidentel.

Ces sortes de fluctuations affectent les salaires et les profits, tant dans leur valeur que dans leur taux, selon que le marché vient à être surchargé ou à être trop peu fourni de marchandises ou de travail, d'ouvrage fait ou d'ouvrage à faire. Un deuil public fait hausser le prix du drap noir, dont le marché se trouve presque toujours trop peu fourni dans ces occasions, et il augmente les profits des marchands qui en possèdent quelque quantité considérable. Il n'a pas d'effet sur les salaires des ouvriers qui fabriquent le drap. C'est de marchandises et non pas de travail, que le marché se trouve trop peu fourni, d'ouvrage fait et non pas d'ouvrage à faire. Mais ce même événement fait hausser les salaires des tailleurs. Dans ce cas le marché est trop peu fourni de travail : il y a demande effective de travail, demande d'ouvrage à faire pour plus qu'on ne peut en fournir. Ce deuil fait baisser le prix des soieries et draps de couleur, et par là il diminue les profits des marchands qui en ont en main une quantité considérable. Il réduit aussi les salaires des ouvriers employés à préparer ces sortes de marchandises dont la demande est arrêtée pour six mois, peut-être pour un an. Dans ce cas le marché est surchargé, tant de marchandises que de travail.

Mais quoique le *prix de marché* de chaque marchandise particulière tende ainsi, par une gravitation continuelle, s'il est permis de s'exprimer ainsi, vers le *prix naturel*, cependant, tantôt des causes accidentelles, tantôt des causes naturelles et tantôt des réglemens de police

particuliers peuvent, à l'égard de beaucoup de marchandises, tenir assez longtemps de suite le *prix de marché* au-dessus du *prix naturel*.

Lorsque, par une augmentation dans la demande effective, le *prix de marché* de quelque marchandise particulière vient à s'élever considérablement au-dessus du *prix naturel*, ceux qui emploient leurs capitaux à fournir le marché de cette marchandise, ont en général grand soin de cacher ce changement. S'il était bien connu, leurs grands profits leur susciteraient tant de nouveaux concurrents engagés par là à employer leurs capitaux de la même manière, que la demande effective étant pleinement remplie, le *prix de marché* redescendrait bientôt au *prix naturel*, et peut-être même au-dessous pour quelque temps. Si le marché est à une grande distance de ceux qui le fournissent, ils peuvent quelquefois être à même de garder leur secret pendant plusieurs années de suite, et jouir pendant tout ce temps de leurs profits extraordinaires, sans éveiller de nouveaux concurrents. Cependant il est reconnu que des secrets de ce genre sont rarement gardés longtemps, et le profit extraordinaire ne dure guère plus longtemps que le secret.

Les secrets de fabrique sont de nature à être gardés plus longtemps que les secrets de commerce. Un teinturier qui a trouvé le moyen de produire une couleur particulière avec des matières qui ne lui coûtent que la moitié du prix de celles qu'on emploie communément, peut, avec quelques précautions, jouir du bénéfice de sa découverte pendant toute sa vie et la laisser même en héritage à ses enfants. Son gain extraordinaire procède du haut prix qu'on lui paye pour son travail particulier; ce gain consiste proprement dans les hauts salaires de ce travail¹. Mais comme ils se trouvent être répétés sur chaque partie de

¹ Le gain qui procède de secrets industriels diffère évidemment et du *salairé* et du *profit*; et quoiqu'on ne lui ait pas appliqué le nom de rente, il en constitue réellement une. La rente de la terre est ce *surplus*, qui, par le haut prix de ses produits, surpasse les dépenses de culture. Le gain extraordinaire provoqué par un secret industriel est un *surplus* analogue, que le haut prix de ses produits élève au-dessus des salaires et des profits. Quelle est donc la différence entre ces deux sources de bénéfices? Le Dr. Smith prétend que ce gain extraordinaire de l'industrie vient du haut prix accordé au travail privé. Mais le détenteur du secret peut ne pas travailler, et généralement même cette hypothèse se vérifie. D'un autre côté il n'accorde pas de hauts salaires pour le travail qu'il réclame. La marchandise n'exige pas plus de frais pour être amenée au marché; mais elle acquiert un

son capital, et que leur somme totale conserve ainsi une proportion réglée avec ce capital, on les regarde communément comme des profits extraordinaires du capital ¹.

De tels renchérissements dans le *prix de marché* sont évidemment les effets de causes accidentelles particulières, dont néanmoins l'influence peut durer quelquefois pendant plusieurs années de suite.

Il y a telles productions naturelles qui exigent un sol et une exposition particulières, de sorte que toute la terre propre à les produire dans un grand pays, ne suffit pas pour répondre à la demande effective. Ainsi toute la quantité qui en vient au marché sera livrée à ceux qui consent à en donner plus qu'ils ne font payer le fermage de la terre qui les produit, les salaires du travail et les profits des capitaux employés à mettre ces produits sur le marché, selon le *taux naturel* de ces fermages, salaires et profits. Des marchandises de ce genre peuvent continuer, pendant des siècles entiers, à être vendues à ce haut prix; et dans ce cas, c'est la partie qui se résout en fermage qui est en général celle qu'on paye au-dessus du *taux naturel*. Le fermage de la terre qui fournit ces productions rares et précieuses, comme le fermage de quelques vignobles de France, renommés par la nature et l'exposition du terrain, est sans proportion réglée avec les fermages des autres terres du voisinage, également fertiles et aussi bien cultivées². Au contraire, les salaires du travail et les profits des capitaux employés à mettre sur le marché ces sortes de productions, ne sont guère hors de leur proportion naturelle avec ceux des autres emplois de travail et de capitaux dans le voisinage.

De tels renchérissements dans le *prix de marché* sont évidemment l'effet de causes naturelles qui peuvent empêcher que la demande effective ne soit jamais pleinement remplie, et qui, par conséquent, peuvent agir toujours.

Un monopole accordé à un individu ou à une compagnie commer-

meilleur prix, par cette même raison qui élève le taux du blé; c'est-à-dire, qu'avec un prix plus bas on le consommerait plutôt que de le produire. BUCHANAN.

¹ Il est évident que ces produits ne peuvent, en aucune manière, être l'objet d'une proportion avec le capital employé. Le prix d'une marchandise est tel, qu'il puisse laisser au propriétaire du *secret* un excédant sur les salaires et les profits: c'est pourquoi cet excédant, loin de former aucune proportion avec les *fonds* et le travail employés, en demeure complètement indépendant. BUCHANAN.

² Voyez chap. xi de ce livre.

çante¹ a le même effet qu'un secret dans un genre de commerce ou de fabrication. Les monopoleurs, en tenant le marché constamment mal approvisionné et en ne répondant jamais pleinement à la demande effective, vendent leurs marchandises fort au-dessus du *prix naturel*; et soit que leurs bénéfices consistent en salaires ou en profits, ils les font monter beaucoup au delà du *taux naturel*².

Le *prix de monopole* est, à tous les moments, le plus haut qu'il soit possible de retirer. Le *prix naturel* ou le prix résultant de la libre concurrence est au contraire le plus bas qu'on puisse accepter, non pas à la vérité à tous les moments, mais pour un temps un peu considérable de suite. L'un est à tous les moments le plus haut qu'on puisse arracher aux acheteurs, ou le plus haut qu'on suppose qu'ils consentiront à donner; l'autre est le plus bas dont les vendeurs puissent généralement se contenter, pour pouvoir en même temps continuer leur commerce.

Les privilèges exclusifs des corporations, les statuts d'apprentissage³ et toutes les lois qui, dans les branches d'industrie particulière, restreignent la concurrence à un plus petit nombre de personnes qu'il n'y en aurait sans ces entraves, ont la même tendance que les monopoles, quoiqu'à un moindre degré. Ce sont des espèces de monopoles, étendus sur plus de monde, et ils peuvent souvent, pendant des siècles et dans des professions tout entières, tenir le *prix de marché* de quelques marchandises particulières au-dessus du *prix naturel*, et maintenir quelque peu au-dessus du *taux naturel*, tant les salaires du travail, que les profits des capitaux qu'on y emploie.

Des renchérissements de ce genre, dans le *prix de marché*, dureront aussi longtemps que les règlements de police qui y ont donné lieu.

¹ Sur les effets des monopoles, voyez la troisième partie du chap. vii du liv. IV, et presque tout le liv. IV, sur les diverses sortes de monopoles.

² Le profit découlant d'un monopole repose précisément sur le même principe que la rente : un monopole produit artificiellement ce qui, dans les cas de la rente, est amené par des causes naturelles. Il restreint l'approvisionnement du marché jusqu'à ce que le prix se soit élevé au-dessus du niveau des salaires et du profit. C'est par une semblable restriction dans l'approvisionnement que la rente augmente. Le monopoleur, comme le déclare le Dr. Smith, n'élève pas les salaires et le profit au-dessus de leurs taux naturels; mais il prélève un *excédant* au-dessus des salaires et du profit.

BUCHANAN.

³ Voyez la section deuxième du chap. x de ce livre.

Quoique le *prix de marché* d'une marchandise particulière puisse continuer longtemps à rester au-dessus du *prix naturel*, il est difficile qu'il puisse continuer longtemps à rester au-dessous. Quelle que soit la partie de ce prix qui soit payée au-dessous du *taux naturel*, les personnes qui y ont intérêt sentiront bientôt le dommage qu'elles éprouvent, et aussitôt elles retireront, ou tant de terre, ou tant de travail, ou tant de capitaux de ce genre d'emploi, que la quantité de cette marchandise qui sera amenée au marché ne sera bientôt plus que suffisante pour répondre à la demande effective. De cette manière son *prix de marché* remontera bientôt au *prix naturel*, ou du moins tel sera l'effet général partout où règne une entière liberté.

A la vérité, les mêmes statuts d'apprentissage et autres lois de corporations qui, tant qu'un genre d'industrie prospère, mettent l'ouvrier à même de hausser ses salaires un peu au-dessus de leur *taux naturel*, l'obligent aussi quelquefois, quand ce même genre vient à décliner, à les laisser aller bien au-dessous de ce taux. Si, dans ce premier cas, elles excluent beaucoup de gens de sa profession, dans l'autre, par la même raison, elles l'excluent lui-même de beaucoup de professions. Cependant l'effet de ces règlements n'est pas à beaucoup près aussi durable quand il fait baisser les salaires de l'ouvrier au-dessous du *taux naturel*, que quand il les élève au-dessus. Dans ce dernier cas, cet effet pourrait durer pendant plusieurs siècles; mais, dans l'autre, il ne peut guère s'étendre au delà de la vie de quelques ouvriers qui ont été élevés à ce métier dans le temps où il prospérait. Quand ceux-ci ne seront plus, le nombre de ceux qui s'adonneront à cette profession se proportionnera naturellement à la demande effective. Pour tenir les salaires ou les profits au-dessous de leur *taux naturel*, dans des emplois particuliers, pendant une suite de générations, il ne faut pas moins qu'une police aussi violente que celle de l'Indostan ou de l'ancienne Égypte, où tout homme était tenu, par principe de religion, de suivre les mêmes occupations que son père, et où le changement de profession passait pour le plus horrible sacrilège.

Je ne pense pas qu'il soit nécessaire, pour le moment, d'en dire davantage sur ces déviations accidentelles ou permanentes du *prix de marché*, de la ligne du *prix naturel*.

Le *prix naturel* varie lui-même avec le *taux naturel* de chacune de ses parties constituantes, le salaire, le profit et le fermage; et le *taux* de ces trois parties varie dans chaque société, selon les circonstances où

elle se trouve, selon son état de richesse ou de pauvreté, suivant sa marche progressive, stationnaire ou rétrograde. Je vais tâcher d'exposer, avec autant de développement et de clarté qu'il me sera possible, les causes de ces différentes variations, dans les quatre chapitres suivants.

D'abord, je tâcherai d'expliquer quelles sont les circonstances qui déterminent naturellement le taux des salaires, et de quelle manière peuvent influer sur ces circonstances l'état de richesse ou de pauvreté de la société, sa marche progressive, stationnaire ou rétrograde.

Secondement, je tâcherai de montrer quelles sont les circonstances qui déterminent naturellement le taux des profits, et de quelle manière aussi les mêmes variations dans l'état de la société influent sur ces circonstances.

Quoique les salaires et les profits pécuniaires soient très-différents dans les divers emplois du travail et des capitaux, cependant il semble en général qu'il s'établisse une certaine proportion entre les salaires pécuniaires dans tous les divers emplois du travail, ainsi qu'entre les profits pécuniaires dans tous les divers emplois des capitaux. Cette proportion dépend, comme on le verra par la suite, en partie de la nature des emplois, en partie de la police et des différentes lois de la société dans laquelle s'exercent ces emplois. Mais quoique cette proportion dépende à plusieurs égards des lois et de la police de la société, il ne paraît pas qu'elle dépende beaucoup de l'état de richesse ou de pauvreté de cette société, de sa marche progressive, stationnaire ou rétrograde; il paraît au contraire que, dans ces différents états de la société, cette proportion se maintient la même ou à peu près. Je tâcherai donc, en troisième lieu, de développer toutes les différentes circonstances qui règlent cette proportion¹.

Quatrièmement enfin, je tâcherai de faire voir quelles sont les circonstances qui règlent la *rente* de la terre, et qui tendent à élever ou à abaisser le prix *réel* de toutes les différentes substances qu'elle produit.

¹ M. Thomas Tooke, qui a rendu de grands services à l'économie politique, a publié, en 1838, un excellent ouvrage en 2 vol., intitulé: *History of Prices from 1793 to 1837*. Ce livre peut être considéré comme le complément indispensable du chapitre d'Adam Smith sur les prix.

CHAPITRE VIII.

DES SALAIRES DU TRAVAIL.

Ce qui constitue la récompense naturelle ou le salaire du travail, c'est le produit du travail.

Dans cet état primitif qui précède l'appropriation des terres et l'accumulation des capitaux, le produit entier du travail appartient à l'ouvrier. Il n'a ni propriétaire ni maître avec qui il doit partager.

Si cet état eût été continué, le salaire du travail aurait augmenté avec tout cet accroissement de la puissance productive du travail, auquel donne lieu la *division du travail*. Toutes les choses seraient devenues par degrés, de moins en moins chères. Elles auraient été produites par de moindres quantités de travail, et elles auraient été pareillement achetées avec le produit de moindres quantités, puisque, dans cet état de choses, des marchandises produites par des quantités égales de travail se seraient naturellement échangées l'une contre l'autre.

Mais quoique, dans la réalité, toutes les choses fussent devenues à meilleur marché, cependant il y aurait eu beaucoup de choses qui, en apparence, seraient devenues plus chères qu'auparavant, et qui auraient obtenu en échange une plus grande quantité d'autres marchandises. Supposons, par exemple, que, dans la plupart des branches d'industrie, la puissance productive du travail ait augmenté dans la proportion de dix à un, c'est-à-dire que le travail d'un jour produise actuellement dix fois autant d'ouvrage qu'il en aurait produit dans l'origine; supposons en outre que, dans un emploi particulier, ces facultés n'aient fait de progrès que comme deux à un, c'est-à-dire que, dans une industrie particulière, le travail d'une journée produise seulement deux fois plus d'ouvrage qu'il n'aurait fait anciennement. En échangeant le produit du travail d'un jour, dans la plupart des industries, contre le produit du travail d'un jour dans cet emploi particulier, on donnera dix fois la quantité primitive d'ouvrage que produisaient ces industries, pour acheter seulement le double de la quantité primitive de l'autre. Ainsi une quantité particulière, une livre pesant, par exemple, de cette dernière espèce d'ouvrage, paraîtra être cinq fois plus chère qu'auparavant. Dans le fait, pourtant, elle est deux fois à meilleur marché qu'elle n'était dans l'origine. Quoique, pour l'acheter, il faille donner

cinq fois autant d'autres espèces de marchandises, cependant il ne faut que la moitié seulement du travail qu'elle coûtait anciennement, pour l'acheter ou la produire actuellement : elle est donc deux fois plus aisée à acquérir qu'elle n'était alors.

Mais cet état primitif dans lequel l'ouvrier jouissait de tout le produit de son propre travail, ne put pas durer au delà de l'époque où furent introduites l'appropriation des terres et l'accumulation des capitaux. Il y avait donc longtemps qu'il n'existait plus, quand la puissance productive du travail parvint à un degré de perfection considérable, et il serait sans objet de rechercher plus avant quel eût été l'effet d'un pareil état de choses sur la récompense ou le salaire du travail.

Aussitôt que la terre devient une propriété privée, le propriétaire demande pour sa part presque tout le produit que le travailleur peut y faire croître ou y recueillir. Sa rente est la première déduction que souffre le produit du travail appliqué à la terre¹.

Il arrive rarement que l'homme qui laboure la terre, possède par devers lui de quoi vivre jusqu'à ce qu'il recueille la moisson. En général sa subsistance lui est avancée sur le capital d'un maître, le fermier qui l'occupe, et qui n'aurait pas d'intérêt à le faire s'il ne devait pas prélever une part dans le produit de son travail, ou si son capital ne devait pas lui rentrer avec un profit. Ce profit forme une seconde déduction sur le produit du travail appliqué à la terre.

Le produit de presque tout autre travail est sujet à la même déduction en faveur du profit. Dans tous les métiers, dans toutes les fabriques, la plupart des ouvriers ont besoin d'un maître qui leur avance la matière du travail, ainsi que leurs salaires et leur subsistance, jusqu'à ce que leur ouvrage soit tout à fait fini. Ce maître prend une part du produit de leur travail ou de la valeur que ce travail ajoute à la matière à laquelle il est appliqué, et c'est cette part qui constitue son profit.

A la vérité, il arrive quelquefois qu'un ouvrier qui vit seul et indépendant, a assez de capital pour acheter à la fois la matière du travail et pour s'entretenir jusqu'à ce que son ouvrage soit achevé. Il est en même temps maître et ouvrier, et il jouit de tout le produit de son tra-

¹ Nous avons dû rétablir avec soin, dans plusieurs parties de ce chapitre, le texte littéral d'Adam Smith, qui a été singulièrement altéré par M. le sénateur Garnier.

vail personnel ou de toute la valeur que ce travail ajoute à la matière sur laquelle il s'exerce. Ce produit renferme ce qui fait d'ordinaire deux revenus distincts, appartenants à deux personnes distinctes, les profits du capital et les salaires du travail.

Ces cas-là toutefois ne sont pas communs, et dans tous les pays de l'Europe, pour un ouvrier indépendant, il y en a vingt qui servent sous un maître; et partout on entend, par *salaires du travail*, ce qu'ils sont communément quand l'ouvrier et le propriétaire du capital qui lui donne de l'emploi sont deux personnes distinctes.

C'est par la convention qui se fait habituellement entre ces deux personnes, dont l'intérêt n'est nullement le même, que se détermine le taux commun des salaires. Les ouvriers désirent gagner le plus possible; les maîtres, donner le moins qu'ils peuvent; les premiers sont disposés à se concerter pour élever les salaires, les seconds pour les abaisser.

Il n'est pas difficile de prévoir lequel des deux partis, dans toutes les circonstances ordinaires, doit avoir l'avantage dans le débat, et imposer forcément à l'autre toutes ses conditions. Les maîtres, étant en moindre nombre, peuvent se concerter plus aisément; et de plus, la loi les autorise à se concerter entre eux, ou au moins ne le leur interdit pas, tandis qu'elle l'interdit aux ouvriers. Nous n'avons point d'actes du parlement contre les ligues qui tendent à abaisser le prix du travail; mais nous en avons beaucoup contre celles qui tendent à le faire hausser¹. Dans toutes ces luttes, les maîtres sont en état de tenir ferme plus longtemps. Un propriétaire, un fermier, un maître fabricant ou marchand, pourraient en général, sans occuper un seul ouvrier, vivre un an ou deux sur les fonds qu'ils ont déjà amassés. Beaucoup d'ouvriers ne pourraient pas subsister sans travail une semaine, très-peu un mois, et à peine un seul une année entière. A la longue, il se peut que le maître ait autant besoin de l'ouvrier, que celui-ci a besoin du maître; mais le besoin du premier n'est pas si pressant.

On n'entend guère parler, dit-on, de ligues entre les maîtres, et tous les jours on parle de celles des ouvriers. Mais il faudrait ne connaître ni le monde ni la matière dont il s'agit, pour s'imaginer que les maîtres se ligueraient rarement entre eux. Les maîtres sont en tout temps et par-

¹ Les lois destinées à réprimer les coalitions volontaires des ouvriers, pour élever les salaires ou régler les conditions auxquelles ils vendent leur travail, ont été rapportées par un statut de la cinquième année de George IV, chapitre LXXV.

MAC CULLOCH.

tout dans une sorte de ligue tacite, mais constante et uniforme, pour ne pas élever les salaires au-dessus du taux actuel. Violer cette règle est partout une action de faux-frère, et un sujet de reproof pour un maître parmi ses voisins et ses pareils. A la vérité, nous n'entendons jamais parler de cette ligue, parce qu'elle est l'état habituel, et on peut dire l'état naturel de la chose, et que personne n'y fait attention. Quelquefois les maîtres font entre eux des complots particuliers pour faire baisser au-dessous du taux habituel, les salaires du travail. Ces complots sont toujours conduits dans le plus grand silence et dans le plus grand secret jusqu'au moment de l'exécution; et quand les ouvriers cèdent comme ils font quelquefois, sans résistance, quoiqu'ils sentent bien le coup et le sentent fort durement, personne n'en entend parler. Souvent cependant les ouvriers opposent à ces coalitions particulières une ligue défensive; quelquefois aussi, sans aucune provocation de cette espèce, ils se coalisent de leur propre mouvement, pour élever le prix de leur travail. Leurs prétextes ordinaires sont tantôt le haut prix des denrées, tantôt le gros profit que font les maîtres sur leur travail. Mais que leurs ligues soient offensives ou défensives, elles sont toujours accompagnées d'une grande rumeur. Dans le dessein d'amener l'affaire à une prompté décision, ils ont toujours recours aux clameurs les plus emportées, et quelquefois ils se portent à la violence et aux derniers excès. Ils sont désespérés, et agissent avec l'extravagance et la fureur de gens au désespoir, réduits à l'alternative de mourir de faim ou d'arracher à leurs maîtres, par la terreur, la plus prompte condescendance à leurs demandes. Dans ces occasions, les maîtres ne crient pas moins haut de leur côté; ils ne cessent de réclamer de toutes leurs forces l'autorité des magistrats civils, et l'exécution la plus rigoureuse de ces lois si sévères portées contre les ligues des ouvriers, domestiques et journaliers. En conséquence, il est rare que les ouvriers tirent aucun fruit de ces tentatives violentes et tumultueuses, qui, tant par l'intervention du magistrat civil, que par la constance mieux soutenue des maîtres et la nécessité où sont la plupart des ouvriers de céder pour avoir leur subsistance du moment, n'aboutissent en général à rien autre chose qu'au châtement ou à la ruine des chefs de l'émeute¹.

¹ Si ce rapport sur les ouvriers est exact, ils ont depuis lors fait de grands progrès en application et en conduite; car, loin de recourir à leurs maîtres pour la sub-

Mais quoique les maîtres aient presque toujours nécessairement l'avantage dans leurs querelles avec leurs ouvriers, cependant il y a un certain taux au-dessous duquel il est impossible de réduire, pour un temps un peu considérable, les salaires ordinaires, même de la plus basse espèce de travail.

Il faut de toute nécessité qu'un homme vive de son travail, et que son salaire suffise au moins à sa subsistance; il faut même quelque chose de plus dans la plupart des circonstances, autrement il serait impossible au travailleur d'élever une famille, et alors la race de ces ouvriers ne pourrait pas durer au delà de la première génération ¹. A ce

sistance aux jours de leurs contestations sur un salaire plus élevé, on les a vus quelquefois accumuler, pendant la prospérité de leur industrie, un fonds commun destiné à les secourir dans leurs nécessités. La loi leur est contraire en réalité; et cela, malgré la question qu'ils soulèvent, n'appelle en aucune manière l'intervention législative. Les rapports d'ouvrier à maître forment un contrat volontaire: et si la loi intervient pour *forcer* une des parties à se soumettre à l'autre, la nature même du contrat est changée; le consentement mutuel, base de toute transaction, est détruit, et un individu se trouve dépossédé au profit d'un autre. D'ailleurs, le législateur n'a aucun intérêt positif à intervenir violemment dans les transactions des particuliers. Les ouvriers s'unissent pour provoquer, aux dépens de leurs maîtres, une hausse dans les salaires. Eh pourquoi pas? Qu'importe au public, qu'en définitive, le gain revienne aux ouvriers ou aux chefs? Si la société accorde un bon prix à un objet, il ne manquera pas d'abonder sur le marché; et il n'est d'aucune importance, en tout ce qui peut la concerner, que ce prix soit divisé dans telle ou telle proportion entre les *salaires* et le *profit*. La marchandise acquiert son *prix* sur le marché et les deux parties intéressées se contestent le partage du butin; mais, qu'a le public à faire de tout cela? et pourquoi favoriserait-on une des parties au détriment de l'autre? La vérité est que les conditions de chefs et d'ouvriers sont amenées par la rareté du *travail* ou de l'*ouvrage*. Ce sont les effets naturels d'une cause plus générale; et jusqu'à ce que la loi ait atteint cette cause générale, jusqu'à ce qu'elle ait créé un supplément de *travail* ou d'*ouvrage*, elle ne servira qu'à l'oppression des particuliers. BUCHANAN.

¹ Le salaire n'est pas seulement une compensation du travail, calculée à tant par heure d'après sa durée: c'est le revenu du pauvre; et, en conséquence, il doit suffire non-seulement à son entretien pendant l'activité, mais aussi pendant la remise du travail; il doit pourvoir à l'enfance et à la vieillesse comme à l'âge viril, à la maladie comme à la santé, et aux jours de repos nécessaires au maintien des forces ou ordonnés par la loi ou le culte public, comme aux jours de travail.

SISMONDI.

compte, M. Cantillon ¹ paraît supposer que la plus basse classe des simples manœuvres doit partout gagner au moins le double de sa subsistance, afin que ces travailleurs soient généralement en état d'élever deux enfants ; on suppose que le travail de la femme suffit seulement à sa propre dépense, à cause des soins qu'elle est obligée de donner à ses enfants. Mais on calcule que la moitié des enfants qui naissent, meurent avant l'âge viril. Il faut par conséquent, que les plus pauvres ouvriers lâchent, l'un dans l'autre, d'élever au moins quatre enfants, pour que deux seulement aient la chance de parvenir à cet âge. Or, on suppose que la subsistance nécessaire de quatre enfants est à peu près égale à celle d'un homme fait. Le même auteur ajoute que le travail d'un esclave bien constitué est estimé valoir le double de sa subsistance, et il pense que celui de l'ouvrier le plus faible ne peut pas valoir moins que celui d'un esclave bien constitué. Quoi qu'il en soit, il paraît au moins certain que, pour élever une famille, même dans la plus basse classe des plus simples manœuvres, il faut nécessairement que le travail du mari et de la femme puisse leur rapporter quelque chose de plus que ce qui est précisément indispensable pour leur propre subsistance ; mais, dans quelle proportion ? Est-ce dans celle que j'ai citée, ou dans toute autre ? C'est ce que je ne prendrai pas sur moi de décider. C'est peu consolant pour les individus qui n'ont d'autre moyen d'existence que le travail.

Il y a cependant certaines circonstances qui sont quelquefois favorables aux ouvriers, et les mettent dans le cas de hausser beaucoup leurs salaires au-dessus de ce taux, qui est évidemment le plus bas qui soit compatible avec la simple humanité ².

¹ Auteur de l'*Essai sur la nature du commerce*.

² En général, on croit avoir fait quelque chose pour la prospérité d'une nation, quand on a trouvé le moyen d'employer l'activité des enfants, et de les associer, dès leur plus bas âge, au travail de leurs pères dans les manufactures. Cependant, il résulte toujours de la lutte entre la classe ouvrière et celle qui paye, que la première donne, en retour du salaire qui lui est alloué, tout ce qu'elle peut donner de travail sans déprimer. Si les enfants ne travaillaient point, il faudrait que leurs pères gagnassent assez pour les entretenir jusqu'à ce que leurs forces fussent développées ; sans cela, les enfants mourraient en bas âge, et le travail cesserait bientôt. Mais depuis que les enfants gagnent une partie de leur vie, le salaire des pères a pu être réduit. Il n'est point résulté de leur activité une augmentation de revenu pour la classe pauvre, mais seulement une augmentation de travail, qui s'échange

Lorsque, dans un pays, la demande de ceux qui vivent de salaires, ouvriers, journaliers, domestiques de toute espèce, va continuellement en augmentant; lorsque chaque année fournit de l'emploi pour un nombre plus grand que celui qui a été employé l'année précédente, les ouvriers n'ont pas besoin de se coaliser pour faire hausser leurs salaires. La rareté des bras occasionne une concurrence parmi les maîtres, qui mettent à l'enchère l'un sur l'autre pour avoir des ouvriers, et rompent ainsi volontairement la ligue naturelle des maîtres contre l'élévation des salaires.

Évidemment la demande de ceux qui vivent de salaires ne peut augmenter qu'à proportion de l'accroissement des fonds destinés à payer des salaires. Ces fonds sont de deux sortes : la première consiste dans l'excédant du revenu sur les besoins; la seconde dans l'excédant du capital nécessaire pour tenir occupés les maîtres du travail.

Quand un propriétaire, un rentier, un capitaliste a un plus grand revenu que celui qu'il juge nécessaire à l'entretien de sa famille, il emploie tout ce surplus ou une partie de ce surplus à entretenir un ou plusieurs domestiques. Augmentez ce surplus, et naturellement il augmentera le nombre de ses domestiques¹.

toujours pour la même somme, ou une diminution dans le prix des journées; tandis que le prix total du travail national est resté le même. C'est donc sans profit pour la nation que les enfants des pauvres ont été privés du seul bonheur de leur vie, la jouissance de l'âge où les forces de leur corps et de leur esprit se développaient dans la gaieté et la liberté. C'est sans profit pour la richesse ou l'industrie, qu'on les a fait entrer, dès six ou huit ans, dans ces usines à coton, où ils travaillent douze et quatorze heures au milieu d'une atmosphère constamment chargée de poils et de poussière, et où ils périclent successivement de consommation avant d'avoir atteint vingt ans,

On aurait honte de calculer la somme qui pourrait mériter le sacrifice de tant de victimes humaines; mais ce crime journalier se commet gratuitement. SISMONDI,

¹ L'erreur du docteur Smith consiste à représenter tout accroissement dans le revenu ou le capital d'une société comme proportionnel à l'accroissement de ces fonds. Certes, l'individu qui jouira de cet excédant de capital ou de revenu le considérera comme un fonds additionnel lui permettant de maintenir plus de travail; mais, à moins qu'une partie n'en soit convertible en une quantité additionnelle de provisions, cet excédant ne pourra, pour tout un pays, être un fonds réellement propre à maintenir un nombre supplémentaire de travailleurs; et partout où l'accroissement proviendra, non du produit de la terre, mais de celui du travail, cette

Quand un ouvrier indépendant, tel qu'un tisserand ou un cordonnier, a amassé plus de capital qu'il ne lui en faut pour acheter la matière première de son travail personnel et pour subsister lui-même jusqu'à la vente de son produit, il emploie naturellement un ou plusieurs journaliers avec ce surplus, afin de bénéficier sur leur travail. Augmentez ce surplus, et naturellement il augmentera le nombre de ses ouvriers.

Ainsi la demande de ceux qui vivent de salaires augmente nécessairement avec l'accroissement des revenus et des capitaux de chaque pays, et il n'est pas possible qu'elle augmente sans cela. L'accroissement des revenus et des capitaux est l'accroissement de la richesse nationale : donc la demande de ceux qui vivent de salaires, augmente naturellement avec l'accroissement de la richesse nationale, et il n'est pas possible qu'elle augmente sans cela¹.

conversion ne pourra avoir lieu. Il pourra s'établir dans ce cas une distinction entre le nombre de bras que le capital de la société pourrait employer et celui que son territoire peut soutenir.

Le docteur Smith définit la richesse d'un État, *le produit annuel de son territoire et de son travail*. Il est évident que cette définition embrasse les produits manufacturiers comme les produits de la terre.

Maintenant, supposons qu'une nation, pendant un certain nombre d'années, ajoute ce qu'elle a épargné de son revenu annuel à son capital manufacturier seulement, et à l'exclusion du capital réparti à la terre; il est évident que, suivant la définition précédente, elle croîtra en richesse sans, pour cela, pouvoir entretenir un plus grand nombre de travailleurs et, dès lors, sans accroissement réel dans le fonds de subsistance du travail. Cependant, l'extension du capital manufacturier développerait la demande de travail. Cette demande élèverait naturellement le prix de la main-d'œuvre; mais si la masse annuelle des subsistances du pays ne croissait pas, cette hausse deviendrait bientôt purement nominale, puisque le prix des subsistances s'élèverait avec elle.

MALTHUS.

¹ Le salaire nécessaire n'est pas le même dans tous les emplois du travail; au contraire il varie suivant les métiers. Pour découvrir la base ou le *taux normal* du salaire nécessaire dans tous les métiers, il faut chercher quel serait le prix nécessaire d'un travail simple qui ne demanderait que les facultés naturelles les plus ordinaires; d'un travail qui ne coûterait que des efforts médiocres, qui ne serait accompagné d'aucun désagrément particulier, d'aucun danger palpable pour la vie du travailleur; d'un travail enfin qui pourrait se continuer tous les jours de l'année sans interruption. Tel est par exemple le travail d'un journalier de ferme. Un pareil travail étant le plus commun et le moins pénible sous tous les

Ce n'est pas l'étendue actuelle de la richesse nationale, mais c'est son progrès continu qui donne lieu à une hausse dans les salaires du travail. En conséquence, ce n'est pas dans les pays les plus riches que les salaires sont le plus élevés, mais c'est dans les pays qui font le plus de progrès, ou dans ceux qui marchent le plus vite vers l'opulence. Certainement l'Angleterre est pour le moment un pays beaucoup plus riche qu'aucune partie de l'Amérique septentrionale; cependant les salaires du travail sont beaucoup plus élevés dans l'Amérique septentrionale que dans aucun endroit de l'Angleterre. Dans la province de

rapports, il serait aussi le moins coûteux : son salaire nécessaire se réduirait à l'entretien le plus indispensable. Cependant, quelque chétif que nous admettions cet entretien, il faut qu'il suffise pour faire subsister les travailleurs. Or, dans ce calcul, il ne s'agit pas seulement des individus dont le travail est actuellement en demande : il faut que la classe des travailleurs soit conservée; autrement elle finirait par décroître, et par une suite inmanquable, le prix du travail monterait bien au delà du taux normal. Ainsi ce taux comprend non-seulement ce qui est requis pour la subsistance du travailleur lui-même, mais encore la nourriture de ses enfants jusqu'à ce qu'ils puissent travailler comme lui. Sur cette base, on suppose que le taux normal doit rapporter au travailleur au moins *le double de sa subsistance personnelle*, en admettant que le travail de la femme suffise seulement pour sa propre dépense, à cause des soins qu'elle est obligée de donner à son ménage et à ses enfants. A la vérité, la subsistance nécessaire de deux enfants n'augmenterait pas du double de celle de leur père; mais on calcule qu'une moitié des enfants qui naissent, meurent avant l'âge viril. Ainsi il faut, selon Adam Smith, que les travailleurs tâchent, l'un dans l'autre, d'élever au moins quatre enfants, pour que deux aient égalité de chance de parvenir à cet âge. Or on suppose que la subsistance nécessaire de quatre enfants est à peu près égale à celle d'un homme fait. Cette considération n'est pas la seule qui entre dans l'évaluation du taux normal. Le travailleur qui ne gagne que le strict nécessaire, ne peut pas perdre un seul jour de travail sans manquer de subsistance pour ce jour-là. Or les maladies, les accidents inévitables, lui enlèvent bien des journées, et cette perte doit être compensée par un surplus sur le salaire qu'il gagne les jours où il peut travailler. D'ailleurs sa consommation n'est point la même dans un jour d'été que dans un jour d'hiver, car il faut au travailleur, pour ce dernier, plus de combustible et plus de vêtements. Ce n'est donc pas sa *consommation d'une année* qu'on doit considérer pour établir le taux normal. Cependant, quelque soin qu'on mette à déterminer rigoureusement ce taux, il est toujours une mesure variable. Nous avons déjà observé ailleurs combien la nature du pays influe sur l'étendue des besoins du travailleur; ainsi le taux normal varie d'un pays à l'au-

New-York¹, un simple manoeuvre gagne par jour 3 schellings, 6 deniers, monnaie du pays, valant 2 schellings sterling; un charpentier de marine, 10 schellings 6 deniers, monnaie du pays, avec une pinte de rhum qui vaut 6 deniers sterling, en tout 6 schellings 6 deniers sterling; un charpentier en bâtiments et un maçon, 8 schellings, argent courant du pays, valant 4 schellings 6 deniers sterling; un garçon tailleur, 5 schellings, argent courant, valant environ 2 schellings 10 deniers sterling. Ces prix sont tous au-dessus de ceux de Londres, et on assure que dans les autres colonies, les salaires sont aussi élevés qu'à New-York. Dans toute l'Amérique septentrionale, les denrées sont à beaucoup plus bas prix qu'en Angleterre : on n'y a jamais vu de disette. Dans les années les plus mauvaises, il n'y a que l'exportation qui ait souffert, mais il y a toujours eu assez pour la consommation du pays. Ainsi donc, si le prix du travail en argent y est plus élevé que dans aucun endroit de la mère-patrie, son prix réel, la quantité réelle de choses propres aux besoins et aisances de la vie, que ce prix met à la

tre et quelquefois même d'un canton à l'autre. Un climat froid fait naître plus de besoins indispensables qu'un climat chaud, et celui-ci en occasionne plus qu'un climat tempéré. Chez nous par exemple (en Russie), les fourrures, le combustible, l'huile et la chandelle que les longues nuits d'hiver font consommer, augmentent le taux normal des salaires, comparativement à la France et à l'Italie, où ces besoins ont beaucoup moins d'étendue. Dans la région chaude du Mexique, un journalier a besoin annuellement, pour subsister avec sa famille, de 72 piastres; cette dépense est moindre de près de 20 piastres dans la région tempérée de ce pays. Quelquefois l'air vif qu'un peuple respire semble aiguïser son appétit, tandis qu'ailleurs une température douce paraît le rendre sobre et frugal. Les peuples du nord de l'Europe consomment en proportion plus d'aliments que ceux du midi. Telle est la base qui sert à évaluer le salaire nécessaire dans tous les différents métiers. C'est en partant du salaire qui est le prix nécessaire du travail le plus commun et le moins pénible, qu'on peut remonter graduellement aux salaires qui sont la récompense des travaux les plus relevés, les plus difficiles ou les plus désagréables. Comme il y a très-peu de métiers absolument exempts de difficultés, d'inconvénients, il n'y en a aussi que très-peu dans lesquels le salaire nécessaire soit exactement de niveau avec son taux normal; dans la plupart des métiers, les difficultés et les inconvénients élèvent ce salaire plus ou moins au-dessus du taux normal.

STONCH.

¹ Ceci a été écrit en 1773, avant le commencement des derniers troubles.

(Note de l'auteur.)

disposition de l'ouvrier, s'y trouve supérieur, dans une proportion encore bien plus grande.

Mais quoique l'Amérique septentrionale ne soit pas encore aussi riche que l'Angleterre, elle est beaucoup plus florissante et elle marche avec une bien plus grande rapidité vers l'acquisition de nouvelles richesses. La marque la plus décisive de la prospérité d'un pays est l'augmentation du nombre de ses habitants ¹. On suppose que dans la Grande-Bretagne et la plupart des autres pays de l'Europe, ce nombre ne double guère en moins de cinq cents ans ². Dans les colonies anglaises de l'Amérique septentrionale, on a trouvé qu'il doublait en vingt ou vingt-cinq ans ; et cet accroissement de population est bien moins dû à l'immigration continuelle de nouveaux habitants, qu'à la multiplication rapide de l'espèce. On dit que ceux qui parviennent à un âge avancé, y comptent fréquemment de cinquante à cent, et quelquefois plus, de leurs propres descendants. Le travail y est si bien récompensé, qu'une nombreuse famille d'enfants, au lieu d'être une charge, est une source d'opulence et de prospérité pour les parents. On compte que le travail de chaque enfant, avant qu'il puisse quitter leur maison, leur rapporte par an 100 livres de bénéfice net. Une jeune veuve, avec quatre ou cinq enfants, qui aurait tant de peine à trouver un second mari dans les classes moyennes ou inférieures du peuple en Europe, est là le plus souvent un parti recherché comme une espèce de fortune. La valeur des enfants est le plus grand de tous les encouragements au mariage. Il ne faut donc pas s'étonner de ce qu'on se marie en général fort jeune dans l'Amérique septentrionale. Malgré le grand accroissement de population qui résulte de tant de mariages entre de très-jeunes gens, on s'y plaint néanmoins continuellement de l'insuffisance des bras. Il paraît que, dans ce pays, la demande de travailleurs et les fonds destinés à les entretenir, croissent encore trop vite pour qu'on trouve autant de monde qu'on voudrait en employer.

Quand même la richesse d'un pays serait très-grande, cependant, s'il a été longtemps dans un état stationnaire, il ne faut pas s'attendre à y trouver les salaires bien élevés. Les revenus et les capitaux de ses habitants, qui sont les fonds destinés au payement des salaires, peuvent

¹ Et l'Irlande !

² Depuis la publication de la *Richesse des nations* en 1776, le mouvement de la population s'est accru dans une grande proportion.

MAC CULLOCH.

bien être d'une très-grande étendue ; mais s'ils ont continué pendant plusieurs siècles, à être de la même étendue ou à peu près, alors le nombre des ouvriers employés chaque année pourra aisément répondre, et même plus que répondre, au nombre qu'on en demandera l'année suivante. On y éprouvera rarement une disette de bras, et les maîtres ne seront pas obligés de mettre à l'enchère les uns sur les autres pour en avoir. Au contraire, dans ce cas, les bras se multiplieront au delà de la demande. Il y aura disette constante d'emploi pour les ouvriers, et ceux-ci seront obligés, pour en obtenir, d'enchérir au rabais les uns sur les autres¹. Si, dans un tel pays, les salaires venaient jamais

¹ On ne peut remédier à une rareté générale de travail que par l'accroissement des fonds destinés à l'industrie : et tout plan qui n'aura pas cet effet, ne pourra même amener une amélioration dans l'état du travailleur. L'emploi des pauvres dans les *Workhouses* est le remède fourni par la loi ; mais ce remède ne crée aucun fonds nouveau pour l'entretien du travail ; il détourne seulement une partie du capital ancien vers un canal différent. D'ailleurs, si ces établissements n'existaient pas, les matières qui y sont manipulées serviraient à donner, sous la direction prévoyante du manufacturier privé, une vive impulsion à l'industrie. Les effets d'un tel système sont, non pas d'augmenter les fonds industriels, mais de changer leur gestion, de les enlever à ceux qui ont un intérêt immédiat à les administrer fidèlement, pour les placer entre les mains de surveillants moins soigneux qui peuvent les dilapider ou les dévorer entièrement. Ces effets sont clairement indiqués dans un vieux traité de *Daniel de Foe*, intitulé : *Giving alms no charity* (Aumônes ne sont pas charité) : traité cité par MM. Malthus et sir F. Morton Eden, où l'on observe que chaque écheveau de laine filé dans le *Workhouse* retire l'équivalent de ce travail à quelque famille pauvre qui le filait auparavant, et que, pour chaque pièce de lainage fabriquée à Londres, il doit y en avoir une pièce de moins fabriquée à Colchester ou ailleurs.

C'est pourquoi il ajoute que « l'emploi des indigents dans les *Workhouses* tend seulement à transporter les manufactures de Colchester à Londres et à ravir le pain à la bouche du pauvre de l'*Essex* pour le mettre à la bouche du pauvre de *Middlesex* ».

Il est évident que de pareils systèmes de bienfaisance générale sont incompatibles avec l'ordre établi des sociétés humaines. Les calamités auxquelles sont exposées les classes laborieuses naissent de causes que la législation ne peut atteindre ; et c'est pourquoi nul homme d'État connaissant les limites de son pouvoir, n'abordera des projets tendant à fournir au travailleur de l'ouvrage ou à régler son salaire². Cependant les législateurs des siècles précédents, semblent avoir consi-

² Ce socialisme-là n'est plus à l'ordre du jour.

à monter au delà du taux suffisant pour faire subsister les ouvriers et les mettre en état d'élever une famille, la concurrence des ouvriers et l'intérêt des maîtres réduiraient bientôt ces salaires aux taux le plus bas que puisse permettre la simple humanité. La Chine a été, pendant une longue période, un des plus riches pays du monde, c'est-à-dire, un des plus fertiles, des mieux cultivés, des plus industrieux et des plus peuplés ; mais ce pays paraît être depuis très-longtemps dans un état stationnaire. Marco-Polo, qui l'observait il y a plus de cinq cents ans, nous décrit l'état de sa culture, de son industrie et de sa population presque dans les mêmes termes que les voyageurs qui l'observent aujourd'hui. Peut-être même cet empire était-il déjà, longtemps avant ce voyageur, parvenu à la plénitude d'opulence que la nature de ses lois et de ses institutions lui permet d'atteindre. Les rapports de tous les voyageurs, qui varient sur beaucoup de points, s'accordent sur le bas prix des salaires du travail, et sur la difficulté qu'éprouve un ouvrier en Chine

déré la loi comme un remède efficace pour tous les maux ; et au lieu de livrer le travailleur aux ressources de son industrie et de son talent, ils ont généralement essayé de fixer son sort par des règlements arbitraires.

On avait primitivement décrété en Écosse, pour le soutien du pauvre, une *provision légale* ; mais l'esprit de la population, qui attache du déshonneur à une pauvreté dépendante, a fait abandonner ce système, et maintenant les pauvres sont secourus par des aumônes volontaires.

En Angleterre, les lois en faveur des pauvres, au lieu de tomber en désuétude, ont été poussées bien plus loin que le plan primitif. Par le 43^e acte d'Élisabeth, celui sur lequel repose le présent système, on ordonne aux juges de paix de mettre au travail les enfants pauvres ou ceux qui, pouvant travailler, n'ont point d'ouvrage. Ils sont aussi autorisés à lever tous les impôts qu'ils jugeront nécessaires pour le soulagement du pauvre et à désigner ceux qu'ils croient devoir être les objets de la charité publique. L'opinion de sir F. M. Eden, est que cet acte de la reine Élisabeth n'avait aucun rapport avec le corps actif des travailleurs, mais était seulement destiné au soulagement de ceux qui n'avaient pas d'ouvrage ou qui étaient incapables de travailler. Dans les temps modernes cependant, ce secours a été étendu à toutes les classes de travailleurs * et on en a réglé le montant d'après le haut prix des subsistances ; quoiqu'il soit évident que, ajouter à l'actif du travailleur quand les salaires sont bas ou quand les subsistances sont chères, revienne en réalité à hausser violemment les salaires ou à fixer un *maximum* aux prix des subsistances.

BUCHANAN.

* Toute la législation des pauvres a été modifiée par le fameux acte du parlement, de 1834, après une enquête qui renferme les détails les plus intéressants sur cette question. A. D.

pour élever sa famille¹. Si, en remuant la terre toute une journée, il peut gagner de quoi acheter le soir une petite portion de riz, il est fort content. La condition des artisans y est encore pire, s'il est possible. Au lieu d'attendre tranquillement dans leurs ateliers que leurs pratiques les fassent appeler, comme en Europe, ils sont continuellement à courir par les rues avec les outils de leur métier, offrant leurs services et mendiant pour ainsi dire de l'ouvrage. La pauvreté des dernières classes du peuple à la Chine dépasse de beaucoup celle des nations les plus misérables de l'Europe. Dans le voisinage de Canton, plusieurs centaines, on dit même plusieurs milliers de familles, n'ont point d'habitations sur terre et vivent habituellement dans de petits bateaux de pêcheurs, sur les canaux et les rivières. La subsistance qu'ils peuvent s'y procurer y est tellement rare, qu'on les voit repêcher avec avidité les restes les plus dégoûtants jetés à la mer par quelque vaisseau d'Europe. Une charogne, un chat ou un chien mort, déjà puant et à demi pourri, est une nourriture tout aussi bien reçue par eux, que le serait la viande la plus saine par le peuple des autres pays. Le mariage n'est pas encouragé à la Chine par le profit qu'on retire des enfants, mais par la permission de les détruire. Dans toutes les grandes villes, il n'y

¹ Si le commerce intérieur et extérieur étaient hautement honorés en Chine, il est évident que par le grand nombre des travailleurs et le bas prix du travail, ce pays pourrait donner à ses *manufactures d'exportation* un immense développement. Il est également évident que, vu la grande masse de ses subsistances et l'étendue étonnante de son territoire intérieur, la Chine ne pourrait, en retour, par ses importations, augmenter d'une manière sensible son fonds annuel d'approvisionnement. C'est pourquoi elle échangerait le montant de ses produits manufacturés contre des objets de luxe réunis de toutes les parties du monde. A présent, il paraît qu'on n'épargne aucun travail dans la production alimentaire. Le pays est surabondamment peuplé par rapport aux bras que son capital peut employer : et c'est pourquoi le travail est si abondant que l'on ne fait aucun effort pour l'abréger. La conséquence de ce système est probablement la production alimentaire la plus considérable que le sol puisse déployer, car il est à observer que généralement, quoique les procédés qui abrègent le travail agricole permettent au fermier d'apporter sur le marché une certaine quantité de grains à plus bas prix, ils tendent plutôt à diminuer qu'à accroître le produit total. On ne pourrait pas, en Chine, consacrer un capital immense à la fabrication des objets d'exportation, sans enlever à l'agriculture des bras, en nombre suffisant pour altérer cet état de choses et, à un certain point, diminuer le produit du pays. La demande de travailleurs industriels élèverait naturellement le prix du travail; mais comme la

a pas de nuit où l'on n'en trouve plusieurs exposés dans les rues, ou noyés comme on noie des petits chiens. On dit même qu'il y a des gens qui se chargent ouvertement de cette horrible fonction, et qui en font métier pour gagner leur vie.

Cependant la Chine, quoique demeurant toujours peut-être dans le même état, ne paraît pas rétrograder. Nulle part ses villes ne sont désertées par leurs habitants; nulle part on n'y abandonne les terres une fois cultivées. Il faut donc qu'il y ait annuellement la même, ou environ la même quantité de travail accompli, et que les fonds destinés à faire subsister les ouvriers ne diminuent pas, par conséquent, d'une manière sensible. Ainsi malgré toutes les peines qu'elles ont à subsister, il faut bien que les plus basses classes d'ouvriers trouvent à se tirer d'affaire d'une manière ou d'une autre, assez du moins pour se maintenir dans leur nombre ordinaire.

Mais il en serait autrement dans un pays où les fonds destinés à faire subsister le travail viendraient à décroître sensiblement. Chaque année la demande de domestiques et d'ouvriers, dans les différentes espèces de travail, serait moindre qu'elle n'aurait été l'année précédente. Un grand nombre de ceux qui auraient été élevés dans des métiers d'une

quantité de subsistances ne s'accroîtrait pas, le prix des provisions atteindrait une proportion égale et même supérieure, dans le cas où la quantité d'aliments viendrait à diminuer chaque jour. Cependant le pays avancerait sans cesse en fortune; la valeur échangeable du produit annuel de son territoire et de son travail se trouverait annuellement augmentée: d'un autre côté, le fonds effectif destiné au maintien du travail serait stationnaire ou même irait en déclinant, et conséquemment la richesse ascendante de la nation tendrait plutôt à déprimer qu'à rehausser la condition du pauvre. Quant à leur indépendance des besoins de la vie, elle serait la même, ou plutôt elle aurait diminué; et la plupart se trouveraient avoir échangé les travaux fortifiants de l'agriculture contre les occupations malsaines de l'industrie manufacturière *.

MALTHUS.

* M. Malthus suppose ici, pour l'honneur de l'argument qu'il développe, une hypothèse qui ne peut jamais se réaliser; c'est-à-dire, une société avançant dans tous les arts qui contribuent au bien-être, à l'élégance, et négligeant l'agriculture, sur laquelle repose sa subsistance. Il suppose que lorsqu'une nation est rapidement entraînée vers l'accumulation de la richesse commerciale, le capital se trouve détourné de l'agriculture: tandis qu'il est positif qu'une partie du capital additionnel acquis par le commerce sera employée à l'amélioration des terres; qu'un accroissement de produits en sera la conséquence, et qu'ainsi des fonds additionnels pour le maintien du travail pourront être amassés. D'après cela, il n'est pas facile de comprendre comment, même en Chine, un accroissement dans la richesse commerciale tend à abaisser la condition du pauvre.

BUCHANAN.

classe supérieure, ne pouvant plus se procurer d'ouvrage dans leur emploi, seraient bien aises d'en trouver dans les classes inférieures. Les classes les plus basses se trouvant surchargées non-seulement de leurs propres ouvriers, mais encore de ceux qui y reflueraient de toutes les autres classes, il s'y établirait une si grande concurrence pour le travail, que les salaires seraient bornés à la plus chétive et à la plus misérable subsistance de l'ouvrier¹. Beaucoup d'entre eux, même à de si dures conditions, ne pourraient pas trouver d'occupation; ils seraient réduits à périr de faim, ou bien à chercher leur subsistance en mendiant ou en s'abandonnant au crime. La misère, la famine et la mortalité désoleraient bientôt cette classe, et de là s'étendraient aux classes supérieures, jusqu'à ce que le nombre des habitants du pays se trouvât réduit à ce qui pourrait aisément subsister par la quantité de revenus et de capitaux qui y seraient restés, et qui auraient échappé à la tyrannie ou à la calamité universelle. Tel est peut-être, à peu de chose près, l'état actuel du Bengale et de quelques autres éta-

¹ Le grand mal de la condition du travailleur est la *pauvreté*, développée par la rareté de la nourriture ou du travail; aussi, dans tous les pays, a-t-on décrété des lois sans nombre pour la soulager. Mais il est, dans l'état social, de ces misères que la loi ne peut soulager : et c'est pourquoi il est utile de connaître la limite de leurs effets, afin de ne pas manquer le bien réellement possible en voulant atteindre ce qui est hors de notre portée.

Par un accroissement de population, qui ne serait pas suivi d'un accroissement de nourriture, la même somme alimentaire devrait être répartie entre un plus grand nombre de consommateurs, qui tous, naturellement, auraient une moindre portion; les mêmes effets résulteraient d'une diminution dans les subsistances sans diminution proportionnée dans la population. La loi est généralement intervenue dans ces circonstances, soit pour régler les salaires, soit pour extorquer aux riches des sommes destinées à être données aux pauvres. Mais le mal gît dans la rareté des subsistances : et il n'y a d'autre remède que dans un surcroît d'approvisionnement. Les lois et les donations en argent sont également impuissantes, car ce n'est pas de l'argent, mais de la nourriture qu'il faut. Quand même le salaire de chaque travailleur serait doublé ou triplé, ce besoin subsisterait, car aucune classe ne peut obtenir de secours au sein de la détresse générale, sans que ce soit aux dépens d'une autre. D'ailleurs, toute société est principalement composée de travailleurs, et comme il n'est aucun ordre d'individus qui puisse les remplacer, c'est par leurs privations seulement, qu'on peut transformer un approvisionnement imparfait en un produit égal à celui des années ordinaïres.

BUCHANAN.

blissements anglais dans les Indes orientales¹. Dans un pays fertile qui a déjà été extrêmement dépeuplé, où par conséquent la subsistance ne devrait pas être très-difficile, et où, malgré tout cela, il meurt de faim dans le cours d'une année trois à quatre cent mille personnes, il n'y a nul doute que les fonds destinés à faire subsister le travail du pauvre ne décroissent avec une grande rapidité. La différence qui se trouve entre l'état de l'Amérique septentrionale et celui des Indes orientales est peut-être le fait le plus propre à faire sentir la différence qui existe entre l'esprit de la constitution britannique, qui protège et gouverne le premier de ces pays, et l'esprit de la compagnie mercantile qui maîtrise et qui opprime l'autre².

Ainsi, un salaire qui donne au travail une récompense libérale, est à la fois l'effet nécessaire et le symptôme naturel de l'accroissement de la richesse nationale; celui qui ne fournit à l'ouvrier pauvre qu'une chétive subsistance, est l'indication d'un état stationnaire; et enfin celui qui ne lui donne pas même de quoi subsister et le réduit à mourir de faim, signifie que les richesses décroissent avec rapidité³.

Dans la Grande-Bretagne, le salaire du travail semble, dans le temps actuel, être évidemment au-dessus de ce qui est précisément nécessaire pour mettre l'ouvrier en état d'élever une famille. Pour nous en assurer, il ne sera pas nécessaire de nous jeter dans des calculs longs et incertains sur la somme qu'il faut à l'ouvrier pour lui donner cette possibilité. Il y a plusieurs signes certains qui démontrent que les salaires du travail ne sont, dans aucun endroit de ce pays, réduits à ce taux, qui est le plus bas que la simple humanité puisse accorder.

Premièrement, dans presque toutes les parties de la Grande-Bretagne, il y a une distinction entre les salaires d'été et ceux d'hiver;

¹ Tel est aussi l'état de l'Irlande, cette hideuse plaie de l'Angleterre. (Consulter sur l'état économique et social de cette malheureuse contrée, le beau livre de M. Gustave de Beaumont : *l'Irlande sociale, politique et religieuse*, 2 vol. in-8°.)

A. B.

² Voyez le livre IV, chapitre VII, section troisième, sur la fin.

³ La population irlandaise ne meurt pas de faim parce que les richesses décroissent en Irlande, car elles y augmentent tous les jours; mais parce qu'elles y sont distribuées avec iniquité. Un grand seigneur y dévore la substance de dix mille travailleurs. L'esclavage ancien et l'esclavage moderne n'offrent pas d'exemple d'un tel mépris de l'espèce humaine.

A. B.

même dans les travaux de la dernière classe, les salaires d'été sont toujours les plus élevés. Or, à cause de la dépense extraordinaire du chauffage, la subsistance d'une famille est plus coûteuse en hiver. Ainsi les salaires étant plus élevés lorsque la dépense est moins forte, il paraît clair qu'ils ne sont pas réglés sur ce qu'exige le strict nécessaire, mais bien sur la quantité et la valeur présumée du travail. On dira peut-être que l'ouvrier doit épargner une partie de ses salaires d'été pour subvenir aux dépenses de l'hiver, et que les salaires de toute l'année n'excèdent pas ce qui est nécessaire pour l'entretien de sa famille pendant toute l'année.

Cependant nous ne traiterions pas de cette manière un esclave, ou quelqu'un qui dépendrait absolument et immédiatement de nous pour sa subsistance. Sa subsistance journalière serait proportionnée à ses besoins de chaque jour.

En second lieu, les salaires du travail, dans la Grande-Bretagne, ne suivent pas les fluctuations du prix des denrées. Ce prix varie partout d'une année à l'autre, souvent d'un mois à l'autre. Mais en beaucoup d'endroits le prix pécuniaire du travail reste invariablement le même, quelquefois un demi-siècle de suite ¹. Si, dans ces localités, un pau-

¹ Le travail, ainsi que toutes choses que l'on peut acheter et vendre, et dont la qualité peut augmenter ou diminuer, a un prix naturel et un prix courant. Le prix naturel du travail est celui qui fournit aux ouvriers, en général, les moyens de subsister et de perpétuer leur espèce sans accroissement ni diminution. Les facultés qu'a l'ouvrier pour subvenir à son entretien et à celui de la famille nécessaire pour maintenir le nombre des travailleurs, ne tiennent pas à la quantité d'argent qu'il reçoit pour son salaire, mais à la quantité de subsistances et d'autres objets nécessaires ou utiles, dont l'habitude lui a fait un besoin. Le prix naturel du travail dépend donc du prix des subsistances et de celui des choses nécessaires ou utiles à l'entretien de l'ouvrier et de sa famille. Une hausse dans les prix de ces objets fera hausser le prix naturel du travail, lequel baissera par la baisse des prix.

Plus la société fait de progrès, plus le prix naturel tend à hausser, parce qu'une des principales denrées qui règlent le prix naturel, tend à renchérir en raison de la plus grande difficulté de l'acquérir. Néanmoins, les améliorations dans l'agriculture, la découverte de nouveaux marchés d'où l'on peut tirer des vivres, peuvent, pendant un certain temps, s'opposer à la hausse du prix des denrées, et peuvent même faire baisser leur prix naturel. Les mêmes causes produiront un semblable effet sur le prix naturel du travail.

Le prix naturel de toute denrée, les matières premières et le travail exceptés,

vre ouvrier peut entretenir sa famille dans les années de cherté, il doit être à son aise dans les temps où les denrées sont à un prix modéré, et dans l'abondance, aux époques de grande abondance. Le haut prix des denrées, pendant ces dix dernières années, n'a entraîné, dans beaucoup d'endroits du royaume, aucune augmentation sensible dans le prix pécuniaire du travail; elle a eu lieu, à la vérité, en quelques endroits; mais elle était plutôt due probablement à l'augmentation de la demande du travail, qu'à l'augmentation du prix des denrées.

Troisièmement, si le prix des denrées varie plus que les salaires du travail d'une année à l'autre, d'un autre côté les salaires varient plus que le prix des denrées d'un lieu à un autre. Le prix du pain et de la viande de boucherie est, en général, le même ou à peu près le même, dans la plus grande partie du Royaume-Uni. Ces denrées et presque toutes les autres qui se vendent au détail, qui est la manière dont les pauvres ouvriers achètent leurs denrées, sont en général à tout aussi

tend à baisser, par suite de l'accroissement des richesses et de la population; car, quoique d'un côté leur valeur réelle augmente par la hausse du prix naturel des matières premières, cela est plus que compensé par les perfectionnements des machines, par une meilleure division et distribution du travail, et par l'habileté toujours croissante des producteurs dans les sciences et les arts.

Le prix courant du travail est le prix réel qu'on le paye, selon la proportion dans laquelle il est offert ou demandé, le travail étant cher quand les bras sont rares, et à bon marché quand ils abondent. Quelque grande que puisse être la différence entre le prix courant et le prix naturel du travail, ces deux prix tendent, ainsi que toutes les denrées, à se rapprocher. C'est lorsque le prix courant du travail s'élève au-dessus de son prix naturel, que le sort de l'ouvrier est réellement prospère et heureux, et qu'il peut se procurer en plus grande quantité tout ce qui est utile ou agréable à la vie, et par conséquent élever et maintenir une famille robuste et nombreuse. Quand, au contraire, le nombre des ouvriers est augmenté par l'accroissement de la population, que la hausse des salaires a encouragé, les salaires baissent de nouveau à leur prix naturel, et quelquefois même, l'effet de la réaction est tel, qu'ils tombent encore plus bas.

Quand le prix courant du travail est au-dessous de son prix naturel, le sort des ouvriers est déplorable, la pauvreté ne leur permettant plus de se procurer les objets que l'habitude leur a rendus absolument nécessaires. *Ce n'est que lorsqu'à force de privations le nombre des ouvriers se trouve réduit, ou que la demande de bras s'accroît, que le prix courant du travail remonte de nouveau à son prix naturel.* L'ouvrier peut alors se procurer encore une fois les jouissances modérées qui faisaient son bonheur.

RICARDO.

bon ou même à meilleur marché dans les grandes villes que dans les endroits les plus reculés de la campagne, pour des raisons que j'aurai occasion de développer dans la suite ¹. Mais les salaires du travail dans une grande ville et dans son voisinage, sont fréquemment d'un quart ou d'un cinquième, de vingt à vingt-cinq pour cent plus élevés qu'ils ne sont à quelques milles de distance : 18 deniers par jour peuvent passer pour le prix du travail le plus simple à Londres et dans ses environs ; à quelques milles de là, il tombe à 14 ou à 15 : son prix est sur le pied de 10 deniers à Édimbourg et dans les environs ; à quelques milles de distance, il tombe à 8, qui est le prix ordinaire du plus simple travail dans la plus grande partie du plat pays d'Écosse, où il varie infiniment moins qu'en Angleterre ². Une telle différence dans les prix, qui paraît ne pas suffire toujours pour transporter un homme d'une paroisse à une autre, entraînerait infailliblement un si grand transport de denrées même les plus volumineuses, non-seulement d'une paroisse à une autre, mais même d'un bout du royaume, presque d'un bout du monde à l'autre, qu'elles se trouveraient bientôt ramenées à peu près au niveau. Malgré tout ce qu'on a dit de la légèreté et de l'inconstance de la nature humaine, il paraît évidemment, par l'expérience, que rien n'est plus difficile à déplacer que l'homme. Si donc, dans ces parties du royaume où le prix du travail est le plus bas, les ouvriers pauvres peuvent néanmoins soutenir leurs familles, ils doivent être dans l'abondance dans les pays où il est le plus élevé.

Quatrièmement, les variations dans le prix du travail ne correspondent point, quant aux lieux et aux temps, à celles du prix des denrées, mais elles ont lieu souvent dans des directions tout à fait opposées ³.

¹ Chap. x de ce livre, première partie.

² L'énorme accroissement des communications entre les différentes provinces de l'empire, depuis les dernières années, par suite de l'amélioration des routes, de la construction des canaux et des chemins de fer, de l'établissement de la navigation à la vapeur, a ramené le prix des différents produits et les salaires du travail, dans les diverses localités, à un niveau beaucoup plus égal qu'à l'époque où fut publiée la *Richesse des nations*.

MAC CULLOCH.

³ Les salaires du travail ne consistent point dans l'argent, mais dans ce qu'on peut acheter avec cet argent, c'est-à-dire dans les denrées et autres objets nécessaires ; et la part qui sera accordée au travailleur sur le fonds commun, sera toujours proportionnée à l'offre. Là où les subsistances sont à *bas prix et abondantes*, son lot sera plus fort ; et là où elles sont *rare et chères*, sa part le sera moins. Son

Le grain, qui est la nourriture des gens du peuple, est plus cher en Écosse qu'il ne l'est en Angleterre, d'où l'Écosse tire chaque année des approvisionnements très-considérables¹. Le blé anglais doit se vendre nécessairement plus cher en Écosse, qui est le pays où il est apporté, qu'il ne se vend en Angleterre, le pays d'où il vient ; et proportionnellement à sa qualité, il ne peut pas se vendre plus cher en Écosse, que le blé écossais qui vient au même marché en concurrence avec lui. La qualité du grain dépend principalement de la quantité de farine qu'il rend à la mouture, et à cet égard le blé d'Angleterre est tellement supérieur à celui d'Écosse, que, quoique souvent plus cher en apparence ou en proportion de sa mesure en volume, il est en général à meilleur marché dans la réalité, ou en proportion de sa qualité ou même de sa mesure en poids. Au contraire, le prix du travail est plus cher en Angleterre qu'en Écosse. Si donc le travail du pauvre suffit dans cette partie du Royaume-Uni pour le mettre en état de soutenir sa famille, il doit, dans l'autre, mettre l'ouvrier dans l'abondance. Il est

salairé sera toujours exactement ce qui doit lui revenir, et jamais au delà. Le docteur Smith et la plupart des autres auteurs ont, il est vrai, prétendu que le prix en argent du travail était réglé par le prix en argent des subsistances, et que toutes les fois que les vivres montaient, les salaires haussaient dans la même proportion. Il est cependant clair que le prix du travail n'a point de rapport nécessaire avec le prix des subsistances, puisqu'il dépend entièrement de l'offre du travail industriel comparée avec la demande. D'ailleurs, il faut faire attention que le haut prix des subsistances est un indice certain de la diminution de l'approvisionnement, et a lieu dans le cours ordinaire des choses, afin d'en retarder la consommation. Une moindre quantité de vivres, partagée entre le même nombre de consommateurs, en laissera évidemment à chacun une moindre portion, et le travailleur sera forcé de supporter sa part de privations dans la disette. Pour que ce fardeau soit distribué également, et pour empêcher que le travailleur ne consume autant de subsistances qu'auparavant, le prix monte. On prétend que les salaires doivent monter en même temps, pour mettre le travailleur en état de se procurer la même quantité d'une denrée devenue plus rare. Mais si cela était ainsi, la nature contrarierait elle-même ses propres desseins, en faisant d'abord monter le prix des subsistances, afin d'en diminuer la consommation, et en faisant ensuite hausser les salaires, pour fournir au travailleur le même approvisionnement qu'auparavant. BUCHANAN.

¹ C'est le contraire qui arrive aujourd'hui : le grain n'est pas, généralement parlant, aussi cher en Écosse qu'en Angleterre ; et l'excédant des exportations est presque toujours en faveur de l'Écosse. MAC CULLOCH.

vrai que le bas peuple d'Écosse consomme de la farine d'avoine pour la plus grande et la meilleure partie de sa nourriture, qui en général est fort inférieure à celle des personnes de la même classe en Angleterre. Mais cette différence dans leur manière de subsister est seulement l'effet de la différence qui existe dans leurs salaires, quoique, par une étrange méprise, je l'aie souvent entendu considérer comme en étant la cause. Ce n'est pas parce qu'un homme roule carrosse tandis que son voisin va à pied, que l'un est riche et l'autre pauvre ; mais l'un roule carrosse parce qu'il est riche, et l'autre va à pied parce qu'il est pauvre.

Pendant le cours du siècle dernier, une année dans l'autre, le grain a été plus cher dans chacune des parties des deux royaumes, que pendant le cours de celui-ci ¹. C'est là une vérité de fait sur laquelle on ne peut maintenant élever de doute raisonnable, et la preuve en est même bien plus décisive, s'il est possible, pour l'Écosse que pour l'Angleterre : elle est fondée sur les relevés authentiques des marchés publics, qui sont des évaluations, faites sur serment, d'après l'état actuel des marchés, de toutes les diverses espèces de grains, dans chaque différent comté d'Écosse ². Si une preuve aussi directe avait besoin de quelque témoignage accessoire pour la confirmer, je ferais observer que la même chose a eu également lieu en France, et probablement dans la plupart des autres pays de l'Europe. Quant à la France, la preuve est la plus claire possible. Mais s'il est certain que, dans chacune des parties du Royaume-Uni, le grain a été un peu plus cher dans le dernier siècle que dans celui-ci, il est également certain que le travail y a été à beaucoup plus bas prix. Si le travail des individus pauvres a pu leur suffire alors à soutenir leurs familles, il doit donc les mettre aujourd'hui dans une plus grande aisance ³. Dans le dernier siècle, le salaire journalier

¹ Cela est vrai du dix-huitième siècle (le siècle contemporain de la publication du texte), seulement jusqu'à 1765. De 1765 à 1820, les prix de toutes les espèces de grains en Angleterre, dépassèrent de beaucoup la moyenne des époques précédentes. Depuis 1820, ils sont retombés à peu près à l'ancien niveau. MAC CULLOCH.

² Ces relevés se nomment *fairs* en Écosse, et c'est la même chose que les registres des marchés et prix des grains ou *mercuriales*, tenus dans la plupart des villes et bourgs de France par les officiers de police.

³ Il ne faut pas oublier que ces remarques du docteur Smith ne s'appliquent qu'à la condition des travailleurs en 1775. MAC CULLOCH.

du travail d'un manœuvre était le plus habituellement, dans la majeure partie de l'Écosse, de 6 deniers en été et de 5 en hiver. On continue encore aujourd'hui à payer 3 schellings par semaine, ce qui fait à très-peu de chose près le même prix, dans les montagnes d'Écosse et dans les îles de l'Ouest. Dans la plus grande partie du plat pays de l'Écosse, les salaires les plus ordinaires du travail de manœuvre sont aujourd'hui à 8 deniers par jour; 10 deniers, quelquefois 1 schelling, aux environs d'Édimbourg, dans les comtés qui continuent l'Angleterre, probablement à cause de ce voisinage, et dans un petit nombre d'autres endroits où la demande de travail a considérablement augmenté depuis peu, comme aux environs de Glasgow, de Carron, de Ayr-Shire, etc. En Angleterre, l'agriculture, les manufactures et le commerce ont commencé à faire des progrès beaucoup plus tôt qu'en Écosse. La demande de travail et par conséquent son prix ont dû nécessairement augmenter avec ces progrès. C'est pour cela que, dans le dernier siècle aussi bien que dans le présent, les salaires du travail ont été plus élevés en Angleterre qu'en Écosse. Ils se sont aussi considérablement élevés depuis ce temps, quoiqu'il soit plus difficile de déterminer de combien, à cause de la plus grande variété des salaires qui y ont été payés en différents endroits. En 1614, la paye d'un soldat d'infanterie était la même qu'à présent, 8 deniers par jour¹. Quand cette paye fut d'abord établie, elle dut nécessairement être réglée sur les salaires habituels des manœuvres, qui est la classe du peuple dont on tire le plus communément les soldats d'infanterie. Le lord chef de justice Hales, qui écrivait sous Charles II, calcule la dépense nécessaire de la famille d'un ouvrier, consistant en six personnes, le père, la mère, deux enfants en état de faire quelque chose, et deux incapables de travail, et il évalue cette dépense à 10 schellings par semaine, ou 26 livres par an. Si le produit de leur travail n'atteint pas cette somme, il faut qu'ils la complètent, dit-il, en mendiant, ou par le vol. Il paraît avoir fait sur cette matière les recherches les plus exactes². En 1688, M. Grégoire King, dont le docteur Davenant

¹ Elle est maintenant de 13 deniers par jour, à partir du moment où le soldat est enrôlé; après sept ans de service, elle est portée à 14 deniers; à 15, après quatorze ans de service.

MAC CULLOCH.

² Voyez son *Projet sur les moyens de faire subsister les pauvres*, dans l'*Histoire de la législation sur les pauvres*, par le docteur Burn.

Note de l'auteur.

vante si haut l'habileté en arithmétique politique, a calculé le revenu ordinaire des manœuvres et domestiques de campagne à 15 livres par an pour chaque famille, qu'il suppose consister, l'une dans l'autre, en trois personnes et demie. Son calcul, quoique différent en apparence, correspond exactement, au fond, avec celui du juge Hales. Ils évaluent l'un et l'autre la dépense de ces familles, pour une semaine, à environ 20 deniers par tête. Depuis ce temps, le revenu pécuniaire et la dépense de ces familles ont considérablement augmenté dans la plus grande partie du royaume; dans quelques endroits plus, dans d'autres moins, mais presque nulle part autant qu'on l'a avancé dernièrement au public, dans certaines évaluations exagérées de l'état actuel des salaires. On doit observer qu'il n'est possible de déterminer exactement nulle part le prix du travail; car on paye souvent des prix différents pour le même genre de travail, et cela dans le même lieu et dans le même temps, non-seulement en raison de l'adresse de l'ouvrier, mais encore en raison de la facilité ou de la dureté du maltre. Partout où les salaires ne sont pas fixés par la loi, tout ce que nous pouvons espérer de déterminer, c'est leur taux le plus habituel; et l'expérience semble démontrer que la loi ne peut jamais les régler convenablement, quoiqu'elle ait eu souvent la prétention de le faire¹.

La récompense réelle du travail, la quantité réelle des choses propres aux besoins et commodités de la vie, qu'il peut procurer à l'ouvrier, a augmenté, dans le cours de ce siècle, dans une proportion bien plus forte encore que son prix en argent. Non-seulement le grain a un peu baissé de prix, mais encore beaucoup d'autres denrées qui fournissent au pauvre, économe et laborieux, des aliments sains et agréables, sont descendues à un prix infiniment plus bas. Les pommes de terre, par exemple, ne coûtent pas, dans la plus grande partie du royaume, la moitié du prix qu'elles coûtaient il y a trente ou quarante ans. On en peut dire autant des choux, des navets, des carottes, toutes denrées qu'on ne cultivait jamais autrefois qu'à la bêche, mais qu'aujourd'hui on fait venir communément à la charrue. Les produits du jardinage ont

¹ Pour tout ce qui concerne le salaire des ouvriers en France, il est indispensable de consulter le consciencieux ouvrage de M. le docteur Villermé : *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers*, 2 vol., 1840. Cet ouvrage, empreint des plus nobles sympathies pour les classes ouvrières, appartient à une école bien éloignée de la dureté systématique de Malthus et de Ricardo. A. B.

aussi beaucoup baissé de prix. Dans le siècle dernier, les pommes et même les oignons consommés dans la Grande-Bretagne, étaient en très-grande partie tirés de la Flandre. Les manufactures de toiles et de draps communs se sont perfectionnées au point de fournir aux ouvriers des habillements meilleurs et à plus bas prix, et les fabriques de métaux communs sont aussi devenues, par leur progrès, en état de leur fournir des outils meilleurs et à moindre prix, et de plus une quantité d'ustensiles de ménage agréables et commodes¹. A la vérité, le savon, le sel, la chandelle, le cuir et les liqueurs fermentées sont devenus beaucoup plus chers, principalement à cause des impôts qui ont été établis sur ces denrées². Mais la quantité que les ouvriers pauvres sont obligés d'en consommer, est si petite, que l'augmentation de ces prix est loin de compenser la diminution survenue dans le prix d'une infinité d'autres choses. Les plaintes que nous entendons chaque jour sur les progrès du luxe qui gagne les ouvriers les plus pauvres, lesquels ne se contentent plus aujourd'hui de la nourriture, des vêtements et du logement qui leur suffisaient dans l'ancien temps; ces plaintes nous prouvent que ce n'est pas seulement le prix pécuniaire du travail, mais que c'est aussi sa récompense réelle qui a augmenté.

Cette amélioration survenue dans la condition des dernières classes du peuple, doit-elle être regardée comme un avantage ou comme un inconvénient pour la société? Au premier coup d'œil, la réponse paraît extrêmement simple. Les domestiques, les ouvriers et artisans de toute sorte composent la plus grande partie de toute société politique. Or, peut-on jamais regarder comme un désavantage pour le tout, ce qui améliore le sort de la plus grande partie? Assurément, on ne doit pas regarder comme heureuse et prospère une société dont les membres les plus nombreux sont réduits à la pauvreté et à la misère. La seule équité d'ailleurs exige que ceux qui nourrissent, habillent et logent tout le corps de la nation, aient, dans le produit de leur propre travail, une part suffisante pour être eux-mêmes passablement nourris, vêtus et logés³.

¹ Chap. XI de ce livre : *Des effets des progrès*, etc.

² Liv. V, chap. II : *Impôts sur les objets de consommation*. — Il est très-important aussi de consulter sur ce sujet le chapitre de Ricardo : *de l'Impôt sur les salaires*.
A. B.

³ L'excellent docteur Smith se croit presque obligé de démontrer que le bien-être des classes laborieuses n'est pas un mal. Un jour viendra où l'art de gouverner con-

Quoique, sans aucun doute, la pauvreté décourage le mariage, cependant elle ne l'empêche pas toujours ; elle paraît même être favorable à la génération. Une montagnarde à demi-mourante de faim a souvent plus d'une vingtaine d'enfants ; tandis qu'une belle dame qui a grand soin de sa personne, est quelquefois incapable d'en avoir un seul, et en général se trouve épuisée par deux ou trois couches. La stérilité, qui est si fréquente chez les femmes du grand monde, est extrêmement rare parmi celles d'une condition inférieure. Dans le beau sexe, le luxe, qui enflamme peut-être la passion pour les jouissances, semble toujours affaiblir et souvent détruire les facultés de la génération.

Mais si la pauvreté n'empêche pas d'engendrer des enfants, elle est un très-grand obstacle à ce qu'on puisse les élever. Le tendre rejeton est produit, mais il est placé dans un sol si froid, dans un climat si rigoureux, que bientôt il se dessèche et périt. J'ai souvent entendu dire qu'il n'est pas rare dans les montagnes d'Écosse, qu'une mère qui a eu vingt enfants, n'en ait pas conservé deux vivants. Plusieurs officiers fort expérimentés m'ont assuré que, bien loin de trouver à recruter leur régiment parmi les enfants de soldats qui y naissent, ils n'ont même jamais pu s'y fournir de tambours et de fifres. Cependant il est rare de voir nulle part un plus grand nombre de jolis enfants que dans les environs d'une caserne. Un très-petit nombre d'entre eux arrivent à l'âge de treize ou quatorze ans. Dans quelques endroits, la moitié des enfants qui naissent, meurt avant quatre ans ; dans beaucoup d'autres avant sept, et dans presque tous avant neuf ou dix. Cette grande mortalité toutefois se rencontrera principalement parmi les enfants des basses classes, que leurs parents ne peuvent pas soigner comme le font ceux d'une condition plus élevée. Quoique leurs mariages soient en général plus féconds que ceux des gens du monde, cependant la proportion d'enfants qui arrivent jusqu'à l'âge fait, y est beaucoup moindre. Dans les hôpitaux d'enfants trouvés, et parmi les enfants élevés à la charité des paroisses, la mortalité est encore beaucoup plus grande que parmi ceux du bas peuple¹.

Naturellement, toutes les espèces d'animaux multiplient à proportion de leurs moyens de subsistance, et aucune espèce ne peut jamais

sistera surtout dans les moyens d'assurer le bien-être de ces classes. *Ad Jove principium.*

A. B.

¹ Consulter, sur la question des enfants trouvés, les ouvrages de MM. de Gouffroy, Monfalcon, et le livre de Malthus, sur la *Population*.

A. B.

multiplier au delà. Mais dans les sociétés civilisées, ce n'est que parmi les classes inférieures du peuple que la disette de subsistance peut mettre des bornes à la propagation de l'espèce humaine ; et cela ne peut arriver que d'une seule manière, en détruisant une grande partie des enfants que produisent les mariages féconds de ces classes du peuple*.

Ces bornes tendront naturellement à s'agrandir par une récompense plus libérale du travail, qui mettra les parents à portée de mieux soigner leurs enfants, et par conséquent d'en élever un plus grand nombre. Il est bon d'observer encore qu'elle opérera nécessairement cet effet, à peu près dans la proportion que déterminera la demande de travail. Si cette demande va continuellement en croissant, la récompense du travail doit nécessairement donner au mariage et à la multiplication des ouvriers, un encouragement tel, qu'ils soient à même de répondre à cette demande toujours croissante par une population aussi toujours croissante. Supposez dans un temps cette récompense moindre que ce qui est nécessaire pour produire cet effet, le manque de bras la fera bientôt monter ; et si vous la supposez, dans un autre temps, plus forte qu'il ne faut pour ce même effet, la mul-

* Malthus a été plus loin ; il a érigé en principe et proclamé comme une fatalité nécessaire, les tristes conséquences de ces mariages prématurés et féconds. Ses cruelles doctrines ont été adoptées un moment par tous les économistes de l'Europe, et elles dominent encore aujourd'hui toute la législation de l'Angleterre. C'est au système de Malthus que l'Angleterre doit le maintien des lois céréales, l'exagération des taxes indirectes, la révocation des lois sur les pauvres, et la création de ces affreux repaires qui, sous le nom de *Work houses*, ont pour but de châtier la misère comme un crime, et de punir en secourant. Peu à peu, il s'est établi en Angleterre cette étrange maxime, que toute pauvreté est l'œuvre de celui qui en souffre, et qu'il en faut pourchasser les victimes, au lieu d'en poursuivre les causes. Les législateurs, imbus de cette maxime, font des lois draconiennes contre les pauvres, plutôt que de s'attaquer à la pauvreté ; et nous craignons qu'ils ne préparent à leur pays de bien grandes tempêtes. M. de Sismondi a protesté le premier, dans ses *Nouveaux principes d'économie politique*, contre l'invasion de cette barbarie économique ; et M. de Villeneuve-Bargemont a très-bien démontré, dans son *Économie politique chrétienne*, l'impuissance des rigueurs malthusiennes pour arrêter le débordement de la population. *Il faut changer de voie* ; il faut prendre pour but, sincèrement et courageusement, l'amélioration du sort des classes laborieuses, et non pas leur exclusion du banquet de la vie. Telle est la tendance de l'économie politique de nos jours.

A. B.

tiplication excessive d'ouvriers la rabaissera bientôt à ce taux nécessaire. Dans l'un de ces cas, le marché serait tellement dépourvu de travail, et il s'en trouverait tellement surchargé dans l'autre, qu'il forcerait bientôt le prix du travail à revenir à un taux qui s'accordât avec ce qu'exigeraient les circonstances où se trouverait la société. C'est ainsi que la demande d'hommes règle nécessairement la production des hommes, comme fait la demande à l'égard de toute autre marchandise; elle hâte la production quand celle-ci marche trop lentement, et l'arrête quand elle va trop vite. C'est cette demande qui règle et qui détermine l'état où est la propagation des hommes, dans tous les différents pays du monde, dans l'Amérique septentrionale, en Europe et à la Chine; qui la fait marcher d'un pas si rapide dans la première de ces contrées; qui lui donne dans l'autre une marche lente et graduelle, et qui la rend tout à fait stationnaire dans la troisième¹.

C'est aux dépens du maître, a-t-on dit, que les esclaves s'usent et vieillissent, tandis que les serviteurs libres s'usent et vieillissent à leurs propres dépens. Cependant cette espèce de *déchet*, qui provient du temps et du service, est pour les uns comme pour les autres, une charge ou une dépense qui doit être également supportée par le maître. Les salaires qu'on paye à des gens de journée et domestiques de toute espèce, doivent être tels que ceux-ci puissent, l'un dans l'autre, continuer à maintenir leur population, suivant que peut le requérir l'état croissant ou décroissant, ou bien stationnaire, de la demande qu'en fait la société. Mais quoique le maître paye également ce qu'il faut pour remplacer un jour le domestique libre, il lui en coûte bien moins que pour un esclave. Le fonds destiné à remplacer et à réparer, pour ainsi dire, le *déchet* résultant du temps et du service dans la personne de l'esclave, est ordinairement sous l'administration d'un maître peu attentif ou d'un inspecteur négligent. Celui qui est destiné au même emploi, à l'égard du serviteur libre, est économisé par les mains mêmes du serviteur libre. Dans l'administration du premier s'introduisent naturellement les désordres qui règnent en général dans les affaires du riche; la frugalité sévère et l'attention parcimonieuse du pauvre s'établissent aussi naturellement dans l'administration du second. Avec une administration, il faudra pour remplir le même objet, des degrés de dépense fort différents. En conséquence, l'expérience de tous les temps

¹ Et l'Irlande !

et de tous les pays s'accorde, je crois, pour démontrer que l'ouvrage fait par des mains libres, revient définitivement à meilleur compte que celui qui est fait par des esclaves¹. C'est ce qui se voit même à Boston, à New-York et à Philadelphie, où les salaires du travail le plus simple sont si élevés².

La récompense libérale du travail qui est l'effet de l'accroissement de la richesse nationale, devient donc aussi la cause de l'accroissement de la population. Se plaindre de la libéralité de cette récompense, c'est se plaindre de ce qui est à la fois l'effet et la cause de la plus grande prospérité publique.

Il est peut-être bon de remarquer que c'est dans l'état progressif de la société, lorsqu'elle est en train d'acquiescer successivement plus d'opulence, et non pas lorsqu'elle est parvenue à la mesure complète de richesse dont elle est susceptible, que véritablement la condition de l'ouvrier pauvre, celle de la grande masse du peuple, est plus heureuse et plus douce; elle est dure dans l'état stationnaire; elle est misérable dans l'état de déclin. L'état progressif est pour tous les différents ordres de la société, l'état de la vigueur et de la santé parfaite; l'état stationnaire est celui de la pesanteur et de l'inertie; l'état rétrograde est celui de la langueur et de la maladie.

De même que la récompense libérale du travail encourage la population, de même aussi elle augmente l'industrie des classes inférieures. Ce sont les salaires du travail qui sont l'encouragement de l'industrie, et celle-ci, comme toute autre qualité de l'homme, se perfectionne à proportion de l'encouragement qu'elle reçoit. Une subsistance abondante augmente la force physique de l'ouvrier; et la douce espérance d'améliorer sa condition et de finir peut-être ses jours dans le repos et dans l'aisance, l'excite à tirer de ses forces tout le parti possible. Aussi verrons-nous toujours les ouvriers plus actifs, plus diligents, plus expéditifs là où les salaires sont élevés, que là où ils sont bas; en Angleterre, par exemple, plus qu'en Écosse, dans le voisinage des grandes villes, plus que dans des campagnes éloignées. Il y a bien quelques

¹ C'est ce qui est démontré aujourd'hui par toutes les observations consignées dans les enquêtes sur l'émancipation des esclaves dans les colonies. Partout où l'affranchi travaille, son travail est plus productif que celui de l'esclave; mais malheureusement il ne travaille pas toujours.

A. B.

² Voyez liv. III, chap. II, et liv. IV, chap. IX.

ouvriers qui, lorsqu'ils peuvent gagner en quatre jours de quoi subsister toute la semaine, passeront les trois autres jours dans la fainéantise. Mais, à coup sûr, ce n'est pas le fait du plus grand nombre. Au contraire, on voit souvent les ouvriers qui sont largement payés à la pièce, s'écraser de travail, et ruiner leur santé et leur tempérament en peu d'années. A Londres et dans quelques autres endroits, un charpentier passe pour ne pas conserver plus de huit ans sa pleine vigueur. Il arrive la même chose à peu près dans beaucoup d'autres métiers où les ouvriers sont payés à la pièce, comme ils le sont en général dans beaucoup de professions, et même dans les travaux des champs, partout où les salaires sont plus au-dessus du taux habituel. Il n'y a presque aucune classe d'artisans qui ne soit sujette à quelque infirmité particulière, occasionnée par une application excessive à l'espèce de travail qui la concerne. Rammazzini, célèbre médecin italien, a écrit un traité particulier sur ce genre de maladies. Nous ne regardons pas chez nous les soldats comme la classe du peuple la plus laborieuse; cependant, quand on a employé les soldats à quelque espèce particulière d'ouvrage où on les payait bien et à la pièce, il est arrivé souvent que les officiers ont été obligés de convenir avec l'entrepreneur, qu'on ne leur laisserait pas gagner par jour plus d'une certaine somme, fixée d'après le taux auquel ils étaient payés. Avant qu'on eût pris cette précaution, l'émulation réciproque et le désir de gagner davantage les poussaient souvent à forcer le travail, et à s'exténuer par un labeur excessif. Cette fainéantise de trois jours de la semaine, dont on se plaint tant et si haut, n'a souvent pour véritable cause qu'une application forcée pendant les quatre autres. Un grand travail le corps ou d'esprit, continué pendant plusieurs jours de suite, est naturellement suivi, dans la plupart des hommes, d'un extrême besoin de relâche qui est presque irrésistible, à moins qu'il ne soit contenu par la force ou par une impérieuse nécessité. C'est le cri de la nature qui veut impérieusement être soulagée, quelquefois seulement par du repos, quelquefois aussi par de la dissipation et de l'amusement. Si on lui désobéit, il en résulte souvent des conséquences dangereuses, quelquefois funestes, qui presque toujours amènent un peu plus tôt ou un peu plus tard le genre d'infirmité qui est particulière au métier. Si les maîtres écoutaient toujours ce que leur dictent à la fois la raison et l'humanité, ils auraient lieu bien souvent de modérer plutôt que d'exalter l'application au travail, dans une grande partie de leurs ouvriers. Je crois que, dans quel-

que métier que ce soit, on trouvera que celui qui travaille avec assez de modération pour être en état de travailler constamment, non-seulement conserve le plus longtemps sa santé, mais encore est celui qui, dans le cours d'une année, fournit la plus grande quantité d'ouvrage.

On a prétendu que, dans les années d'abondance, les ouvriers étaient en général plus paresseux, et que, dans les années de cherté, ils étaient plus laborieux que dans les temps ordinaires. On en a conclu qu'une subsistance abondante énerve leur activité, et qu'une subsistance chétive les animait au travail. Qu'un peu plus d'aisance qu'à l'ordinaire puisse rendre certains ouvriers paresseux, c'est ce qu'on ne saurait nier; mais que cette aisance produise le même effet sur la plupart d'entre eux, ou bien que les hommes en général soient mieux disposés à travailler quand ils sont mal nourris que quand ils sont bien nourris; quand ils ont le cœur abattu, que quand ils sont contents et animés; quand ils sont souvent malades, que quand ils jouissent généralement d'une bonne santé, c'est ce qui ne paraît pas fort probable. Il est à remarquer que les années de cherté sont en général des années de maladies et de mortalité pour les basses classes, et qui ne peuvent manquer de diminuer le produit de leur travail.

Dans les années d'abondance, les domestiques quittent souvent leurs maîtres, et se fient à leur propre industrie pour gagner par eux-mêmes leur subsistance. Mais ce bas prix des vivres, en augmentant le fonds qui est destiné à entretenir des domestiques, encourage les maîtres, et principalement les fermiers, à en employer un plus grand nombre. Dans ces circonstances-là, les fermiers trouvent que leur blé leur rapporte plus en l'employant à entretenir de nouveaux travailleurs, que s'ils le vendaient au bas prix du marché. La demande de domestiques augmente, tandis que le nombre de ceux qui peuvent prétendre à cette demande diminue. Le prix du travail doit donc souvent hausser dans les années de bon marché.

Dans les années de cherté, la difficulté et l'incertitude de se procurer des subsistances rendent tous ces gens-là très-empressés à se remettre en service. Mais le haut prix des vivres diminuant le fonds destiné à entretenir des domestiques, dispose les maîtres à réduire plutôt qu'à augmenter le nombre de ceux qu'ils emploient. Il arrive aussi que dans les années de cherté, de pauvres ouvriers indépendants mangent souvent le petit capital qui leur servait à se procurer la matière du travail, et qu'ils sont obligés de se remettre à la journée pour gagner leur

subsistance. Le nombre de ceux qui cherchent de l'emploi, est plus grand que le nombre des hommes qui peuvent en trouver facilement ; beaucoup d'entre eux sont disposés à en accepter à des conditions inférieures aux conditions ordinaires, et les salaires, tant des domestiques que des journaliers, baissent souvent dans les années de cherté.

Ainsi les maîtres de tout genre font souvent des marchés plus avantageux avec leurs domestiques et ouvriers dans les années de cherté, que dans celles d'abondance, et dans les premières ils les trouvent plus soumis et plus dociles. Ils doivent donc naturellement vanter ces années comme plus favorables à l'industrie. D'ailleurs, les propriétaires et les fermiers, deux des classes de maîtres les plus étendues, ont une autre raison pour aimer les années de cherté. Les rentes des uns et les profits des autres dépendent beaucoup du prix des denrées. On ne peut rien imaginer de plus absurde que de croire qu'en général les hommes travailleront moins quand ils travailleront pour leur propre compte, que quand ils travailleront pour le compte d'autrui. Un pauvre ouvrier indépendant sera généralement plus laborieux que ne le sera même un ouvrier qui travaille à la pièce. L'un jouit de tout le produit de son industrie, l'autre le partage avec un maître. L'un, dans son état d'isolement et d'indépendance, est moins exposé à être tenté par les mauvaises compagnies qui perdent si souvent les mœurs de l'autre, dans les grandes manufactures. La supériorité de l'ouvrier indépendant doit être encore bien plus grande sur ces ouvriers qui sont loués au mois ou à l'année, et qui ont toujours les mêmes salaires et la même subsistance, soit qu'ils fassent beaucoup ou peu d'ouvrage. Or, les années d'abondance tendent à augmenter la proportion des ouvriers indépendants sur les domestiques et journaliers, et les années de cherté tendent à la diminuer.

Un auteur français, de beaucoup de savoir et de sagacité, M. Messance, receveur des tailles de l'élection de Saint-Étienne ¹, essaye de démontrer que les pauvres travaillent plus dans les années de bas prix que dans les années de cherté, et pour cela il compare la quantité et la valeur des marchandises fabriquées, dans ces deux circonstances contraires, en trois différentes manufactures ; l'une de gros draps établie à Elbeuf, une de toiles et une autre de soieries établies toutes trois dans l'étendue de la généralité de Rouen. Il paraît, d'après son calcul relevé

¹ *Recherches sur la population de Lyon, etc.*, imprimées en 1768.

sur les registres des bureaux publics, que la quantité et la valeur des marchandises fabriquées dans ces trois manufactures ont généralement été plus grandes dans les années de bas prix que dans les années de cherté, et qu'elles ont toujours été plus grandes dans les années du prix le plus bas, et plus faibles dans les années de la plus grande cherté. Toutes les trois paraissent être des manufactures dans un état stationnaire, c'est-à-dire que, si leur produit varie quelque peu d'une année à l'autre, au total elles ne marchent ni en avant ni en arrière.

La fabrication des toiles en Écosse, et celle de gros draps dans la partie occidentale du comté d'York, sont des manufactures croissantes dont le produit en général, à quelques variations près, va toujours en augmentant en quantité et en valeur. En examinant cependant les comptes qu'on a publiés de leur produit annuel, je n'ai pas remarqué que leurs variations aient eu quelque rapport sensible avec le bas prix ou la cherté des temps. En 1740, année de grande disette, ces deux manufactures paraissent, dans le fait, avoir déchu d'une manière fort considérable. Mais en 1756, autre année de grande cherté, la manufacture d'Écosse fit un pas plus rapide qu'à l'ordinaire. La manufacture de la province d'York, à la vérité, alla en déclinant, et son produit fut au-dessous de ce qu'il avait été en 1755, et cela jusqu'à l'année 1766, après la révocation de l'acte du timbre de l'Amérique. Dans cette année et dans la suivante, il s'éleva alors beaucoup plus haut qu'il n'avait jamais été auparavant, et il a toujours continué ainsi depuis.

Quant aux grandes manufactures dont les marchandises doivent être vendues au loin, leur produit doit nécessairement dépendre beaucoup moins du bon marché ou de la cherté des temps dans les endroits où elles sont établies, que des circonstances qui influent sur la demande dans les endroits où s'en fait la consommation ; telles que la paix ou la guerre, la prospérité ou la décadence de quelque autre manufacture rivale, et les bonnes ou mauvaises dispositions des principaux consommateurs. D'ailleurs, une grande partie du travail extraordinaire qui se fait probablement dans les années de bon marché, ne paraît jamais sur les registres publics des manufactures. Les salariés qui quittent leurs maîtres, s'établissent à leur propre compte. Les femmes retournent chez leurs parents, et ordinairement elles filent pour se vêtir elles et leur famille. Les ouvriers indépendants ne travaillent même

pas toujours pour vendre au public, mais ils se trouvent employés par leurs voisins à des ouvrages destinés à l'usage de la famille. Ainsi il arrive fort souvent que le produit de leur travail ne figure point dans ces registres dont on publie quelquefois les relevés avec tant d'étalage, et sur lesquels nos marchands et nos manufacturiers prétendent souvent, assez mal-à-propos, calculer la prospérité ou la décadence des empires.

Quoique les variations dans le prix du travail, non-seulement ne correspondent pas toujours avec celles du prix des vivres, mais se manifestent en sens opposé, il ne faudrait pas pourtant s'imaginer, d'après cela, que le prix des vivres n'a pas d'influence sur le prix du travail. Le prix pécuniaire du travail est nécessairement réglé par deux circonstances, la demande du travail et le prix des choses propres aux besoins et commodités de la vie. La quantité des choses propres aux besoins et commodités de la vie qu'il faut donner à l'ouvrier, est déterminée par l'état où se trouve la demande du travail, selon que cet état est croissant, stationnaire ou décroissant, ou bien selon qu'il exige une population croissante, stationnaire ou décroissante; et c'est ce qu'il faut d'argent pour acheter cette quantité déterminée de choses, qui règle le prix pécuniaire du travail. Si donc le prix pécuniaire du travail se trouve quelquefois élevé, tandis que le prix des denrées a baissé, il serait encore plus élevé si les denrées étaient chères, en supposant la demande du travail toujours la même.

C'est parce que la demande du travail augmente dans les années d'une abondance soudaine et extraordinaire, et parce qu'elle décroît dans les années d'une cherté soudaine et extraordinaire, que le prix pécuniaire du travail s'élève quelquefois dans les unes et baisse dans les autres.

Dans les années d'une abondance soudaine et extraordinaire, il se trouve dans les mains des entrepreneurs de travail des fonds qui peuvent suffire à entretenir et à employer un plus grand nombre de travailleurs, qu'il n'en a été employé l'année précédente; et ce nombre extraordinaire n'est pas toujours facile à trouver. Ainsi ces maîtres, qui voudraient avoir plus d'ouvriers, enchérissent les uns sur les autres pour en avoir; ce qui permet aux ouvriers de hausser à la fois le prix réel et le prix pécuniaire de leur travail.

Il arrive tout le contraire dans une année de cherté soudaine et extraordinaire. Les fonds destinés à alimenter l'industrie sont alors moindres qu'ils n'étaient l'année précédente. Un grand nombre de gens

se trouvent privés d'occupation, et ils enchérissent au rabais les uns sur les autres pour s'en procurer; ce qui baisse à la fois le prix réel et le prix pécuniaire du travail¹. En 1740, année de disette extraordinaire, un grand nombre d'ouvriers consentaient à travailler pour la seule nourriture. Dans les années d'abondance qui succédèrent, il fut plus difficile de se procurer des domestiques et des ouvriers.

La disette d'une année de cherté, en diminuant la demande du travail, tend à en faire baisser le prix, comme la cherté des vivres tend à le hausser. Au contraire, l'abondance d'une année de bon marché, en augmentant cette demande, tend à élever le prix du travail, comme le bon marché des vivres tend à le faire baisser. Dans les variations ordinaires du prix des vivres, ces deux causes opposées semblent se contrebalancer l'une l'autre; et c'est là probablement ce qui explique pourquoi les salaires du travail sont partout beaucoup plus fixes et plus constants que le prix des vivres.

L'augmentation qui survient dans les salaires du travail, augmente nécessairement le prix de beaucoup de marchandises en haussant cette partie du prix qui se résout en salaires, et elle tend d'autant à diminuer la consommation tant intérieure qu'extérieure de ces marchandises. Cependant la même cause qui fait hausser les salaires du travail, l'accroissement des capitaux, tend à augmenter sa puissance productive, et à faire produire à une plus petite quantité de travail une plus grande

¹ Lorsque les denrées sont chères en même temps que la main-d'œuvre est à bas prix; lorsque, par conséquent, les ouvriers, forcés par la concurrence, se contentent du nécessaire pour vivre; lorsqu'ils retranchent sur toutes leurs jouissances et toutes leurs heures de repos; que leur existence est un combat continu contre la misère, les prix sont réellement bas, et leur ténuité est une calamité nationale. De tels ouvriers créent bien aussi une portion de richesse échangeable; ils emploient bien le capital national, et ils donnent au fabricant des bénéfices; mais cet accroissement de richesses est acheté trop cher aux dépens de l'humanité. On a reconnu, dès longtemps, que la trop grande division du terrain amène dans la population agricole un état de misère universelle, dans lequel l'ouvrier, par le plus grand travail, n'obtenait pas un salaire suffisant pour vivre; et quelque de l'activité à laquelle il était forcé il résultait une augmentation de produit brut, on a reconnu que cette richesse, insuffisante pour ceux qu'elle devait nourrir, était une calamité nationale. La même chose est vraie de la même manière pour les ouvriers des manufactures. La nation s'appauvrit au lieu de s'enrichir, lorsque son revenu augmente comme un, et sa population comme deux.

quantité d'ouvrage. Le propriétaire du capital qui alimente un grand nombre d'ouvriers, essaye nécessairement, pour son propre intérêt, de combiner entre eux la division et la distribution des tâches de telle façon qu'ils produisent la plus grande quantité possible d'ouvrage. Par le même motif il s'applique à les fournir des meilleures machines que lui ou eux peuvent imaginer. Ce qui s'opère parmi les ouvriers d'un atelier particulier, s'opérera pour la même raison parmi ceux de la grande société. Plus leur nombre est grand, plus ils tendent naturellement à se partager en différentes classes et à subdiviser leurs tâches. Il y a un plus grand nombre d'intelligences occupées à inventer les machines les plus propres à exécuter la tâche dont chacun est chargé, et dès-lors il y a d'autant plus de probabilités que l'on viendra à bout de les inventer. Il y a donc une infinité de marchandises qui, en conséquence de tous ces perfectionnements de l'industrie, sont obtenues par un travail tellement inférieur à celui qu'elles coûtaient auparavant, que l'augmentation dans le prix de ce travail se trouve plus que compensée par la diminution dans la quantité du même travail.

CHAPITRE IX.

DES PROFITS DU CAPITAL.

La hausse et la baisse dans les profits du capital dépendent des mêmes causes que la hausse et la baisse dans les salaires du travail, c'est-à-dire

¹ Smith s'est jeté dans un grand embarras, faute d'avoir séparé en deux parties ce qu'il appelle *profits du fonds*. Il y a dans cette valeur deux éléments qu'il a distingués ailleurs, sans maintenir cette distinction dans le reste de son ouvrage. Ces deux éléments sont le *profit de l'industrie* ou, si l'on veut, le *salaire du travail* et l'*intérêt du capital*. Pourquoi vouloir établir la valeur de l'un d'après la valeur de l'autre? Leur valeur se règle d'après des principes différents. Celle du profit de l'industrie se règle sur le degré d'habileté, la longueur des études, etc.; celle de l'intérêt du capital se règle sur l'abondance des capitaux, la sûreté du placement, etc.

Ce qu'il y a de singulier, c'est que Smith lui-même, en traitant son sujet, a fini par s'apercevoir qu'il avait eu tort, ainsi qu'on peut le voir plus loin dans un passage où il dit : « La différence apparente dans les profits des capitaux, suivant les diverses professions, est en général une erreur provenant de ce que nous ne distinguons pas toujours ce qui doit être regardé comme *salaire du travail* de ce qui doit passer pour *profits des capitaux*. » Note inédite de J.-B. SAY.

de l'état croissant ou décroissant de la richesse nationale; mais ces causes agissent d'une manière très-différente sur les uns et sur les autres.

L'accroissement des capitaux qui fait hausser les salaires, tend à abaisser les profits. Quand les capitaux de beaucoup de riches commerçants sont versés dans un même genre de commerce, leur concurrence mutuelle tend naturellement à en faire baisser les profits, et quand les capitaux se sont pareillement grossis dans tous les différents commerces établis dans la société, la même concurrence doit produire le même effet sur tous.

Nous avons déjà observé qu'il était difficile de déterminer quel est le taux moyen des salaires du travail, dans un lieu et dans un temps déterminés. On ne peut guère, même dans ce cas, déterminer autre chose que le taux le plus habituel des salaires; mais cette approximation ne peut guère s'obtenir à l'égard des profits des capitaux. Le profit est si variable, que la personne qui dirige un commerce particulier, ne pourrait pas toujours vous indiquer le taux moyen de son profit annuel. Ce profit est affecté, non-seulement de chaque variation qui survient dans le prix des marchandises qui sont l'objet de ce commerce, mais encore de la bonne ou mauvaise fortune des concurrents et des pratiques du commerçant, et de mille autres accidents auxquels les marchandises sont exposées, soit dans leur transport par terre ou par mer, soit même quand on les tient en magasin. Il varie donc, non-seulement d'une année à l'autre, mais même d'un jour à l'autre, et presque d'heure en heure. Il serait encore plus difficile de déterminer le profit moyen de tous les différents commerces établis dans un grand royaume, et quant à prétendre juger avec un certain degré de précision, de ce qu'il peut avoir été anciennement ou à des époques reculées, c'est ce que nous regardons comme absolument impossible.

Mais quoiqu'il soit peut-être impossible de déterminer avec quelque précision quels sont ou quels ont été les profits moyens des capitaux, soit à présent, soit dans les temps anciens, cependant on peut s'en faire une idée approximative d'après l'intérêt de l'argent. On peut établir pour maxime que partout où on pourra faire beaucoup de profits par le moyen de l'argent, on donnera communément beaucoup pour avoir la faculté de s'en servir, et qu'on donnera en général moins quand il n'y aura que peu de profits à faire par son emploi¹. Ainsi, suivant que le

¹ Voyez liv. II, chap. iv.

taux ordinaire de l'intérêt varie dans un pays, nous pouvons compter que les profits ordinaires des capitaux varient en même temps; qu'ils baissent quand il baisse, et qu'ils montent quand il monte. Les progrès de l'intérêt peuvent donc nous donner une idée du profit du capital.

Par le statut de la trente-septième année du règne de Henri VIII, tout intérêt au-dessus de 10 pour 100 fut déclaré illégitime. Il paraît qu'avant ce statut, on prenait quelquefois un intérêt plus fort. Sous le règne d'Édouard VI, le zèle religieux proscrivit tout intérêt. On dit cependant que cette prohibition, comme toutes les autres de ce genre, ne produisit aucun effet, et il est probable qu'elle augmenta le fléau de l'usure, plutôt que de le diminuer. Le statut de la treizième année d'Élisabeth, chapitre viii, fit revivre celui de Henri VIII, et le taux légal de l'intérêt demeura fixé à 10 pour 100, jusqu'à la vingt et unième année du règne de Jacques I^{er}, où il fut réduit à 8 pour 100. Bientôt après la restauration, il fut réduit à 6 pour 100, et par le statut de la deuxième année de la reine Anne, à 5 pour 100. Tous ces différents règlements paraissent avoir été faits avec beaucoup d'égards aux circonstances. Ils semblent avoir suivi et non précédé le taux de l'intérêt de la place, ou le taux auquel empruntaient habituellement les gens qui avaient bon crédit. Il paraît que, depuis le temps de la reine Anne, 5 pour 100 a été un taux plutôt au-dessus qu'au-dessous de celui de la place. Avant la dernière guerre, le gouvernement empruntait à 3 pour 100; et dans la capitale, ainsi qu'en beaucoup d'autres lieux du royaume, les gens qui avaient bon crédit empruntaient à 3 $\frac{1}{2}$, 4 et 4 $\frac{1}{2}$ pour 100.

Depuis le règne de Henri VIII, la richesse et le revenu national ont toujours été en croissant, et, dans le cours de leurs progrès, leur mouvement paraît avoir été graduellement accéléré plutôt que retardé. Ils paraissent non-seulement avoir toujours avancé, mais encore avoir toujours avancé de plus vite en plus vite. Durant la même période, les salaires du travail ont été continuellement en augmentant, et les profits des capitaux dans la plus grande partie des différentes branches de commerce et de manufactures, continuellement en diminuant.

Il faut en général un plus grand capital pour faire aller un genre quelconque de commerce dans une grande ville que dans un village. Dans une ville importante, les grands capitaux versés dans chaque branche de commerce, et le nombre des riches concurrents, réduisent généralement le taux du profit au-dessous de ce qu'il est dans un vil-

lage. Mais les salaires du travail sont en général plus hauts dans une grande ville que dans un village. Dans une ville qui s'enrichit, ceux qui ont de gros capitaux à employer, ne peuvent souvent trouver autant d'ouvriers qu'ils voudraient; et pour s'en procurer le plus qu'ils peuvent, ils enchérissent les uns sur les autres, ce qui fait hausser les salaires et baisser les profits. Dans les campagnes éloignées, les capitaux ne suffisent pas d'ordinaire pour occuper tout le monde, en sorte que les ouvriers s'offrent au rabais pour se procurer de l'emploi, ce qui fait baisser les salaires et hausser les profits.

En Écosse, quoique le taux légal de l'intérêt soit le même qu'en Angleterre, cependant le taux de la place est plus élevé. Les gens les plus accrédités y empruntent rarement au-dessous de 5 pour 100; les banquiers d'Édimbourg donnent même 4 pour 100 sur leurs bons, payables en tout ou en partie à la volonté du porteur. Les banquiers, à Londres, ne donnent pas d'intérêt pour l'argent déposé chez eux. Il y a peu d'industries qui ne puissent s'exercer en Écosse avec de plus faibles capitaux qu'en Angleterre; le taux commun du profit y doit donc être un peu plus élevé. On a déjà observé que les salaires étaient plus bas en Écosse qu'en Angleterre; aussi le pays est-il non-seulement beaucoup plus pauvre, mais encore ses progrès vers un état meilleur, car il est clair qu'il en fait, semblent-ils être bien plus lents et bien plus tardifs¹.

En France, le taux légal de l'intérêt, pendant le cours de ce siècle, n'a pas toujours été réglé sur le taux de la place. En 1720, l'intérêt fut réduit du denier 20 au denier 50, ou de 5 à 2 pour 100. En 1724, il fut porté au denier 30, ou à 3 $\frac{1}{2}$ pour 100. En 1725, il fut remis au denier 20, ou à 5 pour 100. En 1766, sous l'administration de M. Laverdy, il fut réduit au denier 25, ou à 4 pour 100. L'abbé Terray le porta ensuite à l'ancien taux de 5 pour 100. On suppose que l'objet de la plupart de ces réductions forcées de l'intérêt était d'amener la réduction de l'intérêt des dettes publiques, et ce projet a été quelquefois mis à exécution. La France est peut-être pour le moment un pays moins riche que l'Angleterre; et quoique le taux légal de l'intérêt ait souvent été plus

¹ Depuis la guerre d'Amérique, le progrès a été plus rapide en Écosse qu'en Angleterre, et peut-être que dans aucun autre pays. Voyez l'article *Agriculture* et le chapitre qui traite de l'amélioration qu'ont éprouvée le régime alimentaire, les vêtements, etc., dans la *Statistique de la Grande-Bretagne*, par Mac. Culloch.

bas en France qu'en Angleterre, le taux de la place a été généralement plus élevé; car là, comme ailleurs, on a beaucoup de moyens faciles et sûrs d'éluder la loi. Des commerçants anglais qui ont fait le commerce dans les deux pays, m'ont assuré que les profits du négoce étaient plus élevés en France qu'en Angleterre; et c'est là, sans aucun doute, le motif pour lequel beaucoup de sujets anglais emploient de préférence leurs capitaux dans un pays où le commerce est peu considéré, plutôt que de les employer dans leur propre pays où il est en grande estime. Les salaires du travail sont plus bas en France qu'en Angleterre. Quand on passe d'Écosse en Angleterre, la différence que l'on remarque dans l'extérieur et la tenue des gens du peuple des deux pays, indique suffisamment la différence de leur condition. Le contraste est encore plus frappant quand on revient de France. La France, quoique indubitablement plus riche que l'Écosse, ne paraît pas avancer d'un pas aussi rapide. C'est une opinion générale et même vulgaire dans chacun de ces pays, que l'opulence y va en déclinant; opinion mal fondée, à ce que je crois, même à l'égard de la France. Quant à l'Écosse, quiconque l'aura vue il y a vingt ou trente ans, et l'observera aujourd'hui, ne supposera jamais assurément qu'elle aille en déclinant.

D'un autre côté, la Hollande est plus riche que l'Angleterre proportionnellement à sa population et à l'étendue de son territoire. Le gouvernement y emprunte à 2 pour 100, et les particuliers qui ont bon crédit, à 3. On dit que les salaires y sont plus élevés qu'en Angleterre, et l'on sait généralement que les Hollandais sont, de tous les peuples de l'Europe, celui qui se contente de moindres bénéfices. Quelques personnes ont prétendu que le commerce déclinait en Hollande, et cela est peut-être vrai de quelques branches particulières. Mais ces symptômes semblent indiquer assez que la décadence n'y est pas générale. Quand les profits baissent, les commerçants sont très-disposés à se plaindre de la décadence du commerce, quoique cependant la diminution des profits soit l'effet naturel de sa prospérité ou d'une plus grande masse de fonds qui y est versée¹. Pendant la dernière guerre, les Hollandais ont gagné tout le commerce de transport de la France, dont ils conservent encore la plus grande par-

¹ Le taux peu élevé des profits en Hollande doit être attribué entièrement, ou presque entièrement, à l'élévation oppressive des impôts. (Voyez *Principles of Political economy*, 2^e édit., p. 494.)

tie. Les fortes sommes dont ils sont propriétaires dans les fonds publics de France et d'Angleterre, qu'on évalue pour ces derniers à environ 40,000,000 l. sterl. (en quoi je soupçonne pourtant beaucoup d'exagération¹), la quantité de fonds qu'ils prêtent à des particuliers, dans les pays où le taux de l'intérêt est plus élevé que chez eux, sont des circonstances qui sans aucun doute démontrent la surabondance de leurs capitaux, ou bien son accroissement au delà de ce qu'ils peuvent employer avec un profit convenable dans les affaires de leur pays; mais cela ne prouve nullement que ces affaires aillent en diminuant. Ne peut-il pas en être des capitaux d'une grande nation, comme de ceux d'un particulier, lesquels, bien qu'ils aient été acquis par le moyen de son commerce, s'augmentent souvent au delà de ce qu'il peut y employer, tandis qu'en même temps son commerce n'en va pas moins toujours en augmentant?

Dans nos colonies de l'Amérique septentrionale et des Indes occidentales, non-seulement les salaires du travail, mais encore l'intérêt de l'argent, et par conséquent les profits du capital, sont plus élevés qu'en Angleterre. Dans ces différentes colonies, le taux légal de l'intérêt, ainsi que le taux de la place, s'élève de 6 et à 8 pour 100. Cependant de forts salaires et de gros profits sont naturellement des choses qui vont rarement ensemble, si ce n'est dans le cas particulier d'une colonie nouvelle. Dans une colonie nouvelle, à la différence de tout autre pays, les capitaux sont naturellement peu abondants en proportion de l'étendue de son territoire, et peu nombreux en pro-

¹ Le docteur Smith semble ignorer ici qu'un relevé officiel, fait en 1762, porte les différents fonds transférables à la banque d'Angleterre, inscrits sous des noms d'étrangers ou de leurs agents, seulement à 14,956,395 livres sterling. Ce relevé ne comprend pas les fonds étrangers engagés dans le capital de la Compagnie de la mer du Sud et dans les annuités, ni ceux engagés dans le capital de la Compagnie des Indes orientales; mais en évaluant à 18,000,000 livres sterling la totalité des capitaux étrangers engagés dans les fonds anglais, on sera assurément au-dessus de la vérité.

En 1806, la part des étrangers dans les fonds anglais s'élevait à 18,598,606 livres sterling, auxquels on pouvait ajouter 2,000,000 de surplus pour avoir l'évaluation la plus forte. Depuis la paix, le montant du capital possédé par des étrangers diminue rapidement. En août 1818, il ne s'élevait plus qu'à 12,486,000 livres sterling; et en ce moment (1838) on ne suppose pas qu'il excède 8,000,000 livres sterling. (Voyez Fairman, *on the Funds*, 7^e édit., p. 229.)

MAC CULLOCH.

portion de sa population et de l'étendue de son capital. Les colons ont plus de terres qu'ils n'ont de capitaux à consacrer à la culture ; aussi les capitaux qu'ils possèdent sont-ils appliqués seulement à la culture des terres les plus fertiles et les plus favorablement situées, à celles qui avoisinent les côtes de la mer ou qui bordent les rivières navigables. Ces terres s'achètent très-souvent au-dessous même de la valeur de leur produit naturel. Le capital employé à l'achat et à l'amélioration de ces terres doit rendre un très-gros profit, et par conséquent fournir de quoi payer un très-gros intérêt. L'accumulation rapide du capital dans un emploi aussi profitable, met le planteur dans le cas d'augmenter le nombre des bras qu'il occupe, beaucoup plus vite qu'un établissement récent ne lui permet d'en trouver ; aussi les travailleurs qu'il peut se procurer sont-ils très-libéralement payés. A mesure que la colonie augmente, les profits des capitaux diminuent. Quand les terres les plus fertiles et les mieux situées se trouvent toutes occupées, la culture de celles qui sont inférieures, tant pour le sol que pour la situation, devient de moins en moins profitable, et, par conséquent, l'intérêt du capital employé se trouve nécessairement réduit. C'est pour cela que le taux de l'intérêt, soit légal ou courant, a considérablement baissé dans la plupart de nos colonies, pendant le cours de ce siècle. A mesure de l'augmentation des richesses de l'industrie et de la population, l'intérêt a diminué. Les salaires du travail ne baissent pas comme les profits des capitaux. La demande de travail augmente avec l'accroissement du capital, quels que soient les profits ; et après que ces profits ont baissé, les capitaux n'en augmentent pas moins ; ils continuent même à augmenter bien plus vite qu'auparavant. Il en est des nations industrielles qui sont en train de s'enrichir, comme des individus industriels. Un gros capital, quoique avec de petits profits, augmente en général plus promptement qu'un petit capital avec de gros profits. *L'argent fait l'argent*, dit le proverbe. Quand vous avez gagné un peu, il vous devient souvent facile de gagner davantage. Le difficile est de gagner ce peu.

J'ai déjà exposé en partie la liaison qu'il y a entre l'accroissement du capital et celui de l'industrie ou de la demande de travail productif ; mais je la développerai avec plus d'étendue par la suite, en traitant de l'*accumulation des capitaux*¹.

¹ Liv. II, chap. III.

L'acquisition d'un nouveau territoire ou de quelques nouvelles branches d'industrie peut quelquefois élever les profits des capitaux, et avec eux l'intérêt de l'argent, même dans un pays qui fait des progrès rapides vers l'opulence. Les capitaux du pays ne suffisant pas à la quantité des affaires que ces nouvelles acquisitions offrent aux possesseurs de ces capitaux, on les applique alors seulement aux branches particulières qui donnent le plus gros profit. Une partie de ceux qui étaient auparavant employés dans d'autres industries, en est nécessairement retirée pour être versée dans les entreprises nouvelles qui sont plus profitables; la concurrence devient donc moins active qu'auparavant, dans toutes les anciennes branches d'industrie. Le marché se trouve moins abondamment fourni de plusieurs différentes sortes de marchandises. Le prix de celles-ci hausse nécessairement plus ou moins, et rend un plus gros profit à ceux qui en trafiquent, ce qui les met dans le cas de payer un intérêt plus fort des prêts qu'on leur fait. Pendant quelque temps, après la fin de la dernière guerre, non-seulement des particuliers du meilleur crédit, mais même quelques-unes des premières compagnies de Londres, qui auparavant ne payaient pas habituellement plus de 4 et 4 et $\frac{1}{4}$ pour 100, empruntèrent communément alors à 5. Cela s'explique suffisamment par la grande augmentation de territoire et de commerce, qui fut la conséquence de nos acquisitions dans l'Amérique septentrionale et les Indes occidentales, sans qu'il soit besoin de supposer aucune diminution dans la masse des capitaux de la société. La masse des anciens capitaux étant attirée dans une foule de nouvelles entreprises, il en est résulté nécessairement une diminution dans la quantité employée auparavant dans les autres industries, où la diminution de la concurrence fit nécessairement baisser les profits. J'aurai lieu, par la suite, d'exposer les raisons qui me portent à croire que la masse des capitaux de la Grande-Bretagne n'a pas souffert de diminution, même par les dépenses énormes de la dernière guerre¹.

Toutefois une diminution survenue dans la masse des capitaux d'une société, ou dans le fonds destiné à alimenter l'industrie, en amenant la baisse des salaires, amène pareillement une hausse dans les profits, et par conséquent dans le taux de l'intérêt. Les salaires du travail étant baissés, les propriétaires de ce qui reste de capitaux dans la so-

¹ Liv. II, chap. III; liv. IV, chap. I; liv. V, chap. III.

ciété, peuvent établir leurs marchandises à meilleur compte qu'auparavant ; et comme il y a moins de capitaux employés à fournir le marché qu'il n'y en avait auparavant, ils peuvent vendre plus cher. Leurs marchandises leur coûtent moins et se vendent plus cher. Leurs profits croissant ainsi en raison double, peuvent suffire à payer un plus gros intérêt. Les grandes fortunes faites si subitement et si aisément au Bengale et dans les autres établissements anglais des Indes orientales, nous témoignent assez que les salaires sont très-bas et les profits très-élevés dans ces pays ruinés. L'intérêt de l'argent suit la même proportion. Au Bengale, on prête fréquemment aux fermiers à raison de 40, 50 et 60 pour 100, et la récolte suivante répond du paiement. De même que les profits capables de payer un pareil intérêt doivent réduire presque à rien la rente du propriétaire, de même une usure aussi énorme doit à son tour emporter la majeure partie de ces profits. Dans les temps qui précédèrent la chute de la république romaine, il paraît qu'une usure de la même espèce régnait dans les provinces, sous l'administration ruineuse de leurs proconsuls. Nous voyons, dans les lettres de Cicéron, que le vertueux Brutus prêtait son argent en Chypre, à quarante-huit pour cent.

Dans un pays qui aurait atteint le dernier degré de richesse auquel la nature de son sol et de son climat et sa situation à l'égard des autres pays peuvent lui permettre d'atteindre, qui, par conséquent, ne pourrait plus ni avancer ni reculer ; dans un tel pays, les salaires du travail et les profits des capitaux seraient probablement très-bas tous les deux. Dans un pays largement peuplé en proportion du nombre d'hommes que peut nourrir son territoire ou que peut employer son capital, la concurrence, pour obtenir de l'occupation, serait nécessairement telle, que les salaires y seraient réduits à ce qui est purement suffisant pour entretenir le même nombre d'ouvriers ; et comme le pays serait déjà pleinement peuplé, ce nombre ne pourrait jamais augmenter. Dans un pays richement pourvu de capitaux en proportion des affaires qu'il peut offrir en tout genre, il y aurait, dans chaque branche particulière de l'industrie, une aussi grande quantité de capital employé, que la nature et l'étendue de ce commerce pourraient le permettre : la concurrence y serait donc partout aussi grande que possible, et conséquemment les profits ordinaires aussi bas que possible.

Mais peut-être aucun pays n'est encore parvenu à ce degré d'opu-

lence. La Chine paraît avoir été longtemps stationnaire, et il y a probablement longtemps qu'elle est arrivée au comble de la mesure de richesse qui est compatible avec la nature de ses lois et de ses institutions; mais cette mesure peut être fort inférieure à celle dont la nature de son sol, de son climat et de sa situation serait susceptible avec d'autres lois et d'autres institutions. Un pays qui néglige ou qui méprise tout commerce étranger, et qui n'admet les vaisseaux des autres nations que dans un ou deux de ses ports seulement, ne peut pas faire la même quantité d'affaires qu'il ferait avec d'autres lois et d'autres institutions. Dans un pays d'ailleurs où, quoique les riches et les possesseurs de gros capitaux jouissent d'une assez grande sûreté, il n'y en existe presque aucune pour les pauvres et pour les possesseurs de petits capitaux, où ces derniers sont au contraire exposés en tout temps au pillage et aux vexations des mandarins inférieurs, il est impossible que la quantité de capital engagée dans les différentes branches d'industrie, soit jamais égale à ce que pourraient comporter la nature et l'étendue de ces affaires. Dans chacune des différentes branches d'industrie, l'oppression qui frappe les pauvres établit nécessairement le monopole des riches, qui, en se rendant les maîtres de tout le commerce, se mettent à même de faire de très-gros profits; aussi dit-on que le taux ordinaire de l'intérêt de l'argent à la Chine est de 12 pour 100, et il faut que les profits ordinaires des capitaux soient assez forts pour solder cet intérêt exorbitant.

Un vice dans la loi peut quelquefois faire monter le taux de l'intérêt fort au-dessus de ce que comporterait la condition du pays, quant à sa richesse ou à sa pauvreté. Lorsque la loi ne protège pas l'exécution des contrats, elle met alors tous les emprunteurs dans une condition équivalente à celle des banqueroutiers ou d'individus sans crédit, dans les pays mieux administrés. Le prêteur, dans l'incertitude où il est de recouvrer son argent, exige cet intérêt énorme qu'on exige ordinairement des banqueroutiers. Chez les peuples barbares qui envahirent les provinces occidentales de l'empire romain, l'exécution des contrats fut, pendant plusieurs siècles, abandonnée à la bonne foi des contractants. Il était rare que les cours de justice de leurs rois en prissent connaissance. Il faut peut-être attribuer en partie à cette cause le haut intérêt qui régna dans ces anciens temps.

Lorsque la loi défend toute espèce d'intérêt, elle ne l'empêche pas. Il y a toujours beaucoup de gens dans la nécessité d'emprunter, et

personne ne consentira à leur prêter sans retirer de son argent un intérêt proportionné, non-seulement au service que cet argent peut rendre, mais encore aux risques auxquels on s'expose en éludant la loi. M. de Montesquieu attribue le haut intérêt de l'argent chez tous les peuples mahométans, non pas à leur pauvreté, mais en partie au danger de la contravention, et en partie à la difficulté de recouvrer la dette.

Le taux le plus bas des profits ordinaires des capitaux doit toujours dépasser un peu ce qu'il faut pour compenser les pertes accidentelles auxquelles est exposé chaque emploi de capital. Ce surplus constitue seulement, à vrai dire, le profit ou le bénéfice net. Ce qu'on nomme *profit brut* comprend souvent, non-seulement ce surplus, mais encore ce qu'on retient pour la compensation de ces pertes extraordinaires. L'intérêt que l'emprunteur peut payer, est en proportion du bénéfice net seulement.

Il faut aussi que le taux le plus bas de l'intérêt ordinaire dépasse aussi de quelque chose ce qui est nécessaire pour compenser les pertes accidentelles qui résultent du prêt, même quand il est fait sans imprudence. Sans ce surplus, il n'y aurait que l'amitié ou la charité qui pourrait engager à prêter.

Dans un pays qui serait parvenu au comble de la richesse, où il y aurait dans chaque branche particulière d'industrie la plus grande quantité de capital qu'elle puisse absorber, le taux ordinaire du profit net serait très-peu élevé; par conséquent le taux de l'intérêt ordinaire que ce profit pourrait payer, serait trop bas pour qu'il fût possible, excepté aux personnes riches, extrêmement riches, de vivre de l'intérêt de leur argent. Tous les gens de fortune bornée ou médiocre seraient obligés de diriger eux-mêmes l'emploi de leurs capitaux. Il faudrait absolument que tout homme à peu près fût dans les affaires ou intéressé dans quelque genre d'industrie. Tel est, à peu près, à ce qu'il paraît, l'état de la Hollande. Là le bon ton ne défend pas à un homme de pratiquer les affaires. La nécessité en a fait presque à tout le monde une habitude, et partout c'est la coutume générale qui règle le bon ton. S'il est ridicule de ne pas s'habiller comme les autres, il ne l'est pas moins de ne pas faire la chose que tout le monde fait. De même qu'un homme d'une profession civile paraît fort déplacé dans un camp ou dans une garnison, et court même risque d'y être peu respecté; il en est de même d'un homme désœuvré au milieu d'une société de gens livrés aux affaires.

Le taux le plus élevé auquel puissent monter les profits ordinaires, est celui qui, dans le prix de la grande partie des marchandises, absorbe la totalité de ce qui devrait revenir à la *rente* de la terre, et qui réserve seulement ce qui est nécessaire pour salarier le travail de préparer la marchandise et de la conduire au marché, au taux le plus bas auquel le travail puisse jamais être payé, c'est-à-dire la simple subsistance de l'ouvrier. Il faut toujours que, d'une manière ou d'une autre, l'ouvrier ait été nourri pendant le temps que le travail lui a pris ; mais il peut très-bien se faire que le propriétaire de la terre n'ait pas eu de *rente*. Les profits du commerce que pratiquent au Bengale les employés de la compagnie des Indes orientales, ne sont peut-être pas très-éloignés de ce taux excessif¹.

La proportion que le taux ordinaire de l'intérêt, au cours de la place, doit garder avec le taux ordinaire du profit net, varie nécessairement, selon que le profit hausse ou baisse. Dans la Grande-Bretagne, on porte au double de l'intérêt ce que les commerçants appellent un profit *honnête, modéré, raisonnable* ; toutes expressions qui, à mon avis, ne signifient autre chose qu'un profit commun et d'usage. Dans un pays où le taux ordinaire du profit net est de 8 ou 10 pour 100, il peut être raisonnable qu'une moitié de ce profit aille à l'intérêt, toutes les fois que l'affaire se fait avec de l'argent d'emprunt. Le capital est au risque de l'emprunteur, qui pour ainsi dire est l'assureur de celui qui prête ; et dans la plupart des genres de commerce, 4 ou 5 pour 100 peuvent être à la fois un profit suffisant pour le risque de cette assurance, et une récompense suffisante pour la peine d'employer le capital. Mais dans le pays où le taux ordinaire des profits est beaucoup plus bas ou beaucoup plus élevé, la proportion entre l'intérêt et le profit net ne saurait être la même ; s'il est beaucoup plus bas, peut-être ne pourrait-on pas en retrancher une moitié pour l'intérêt ; s'il est plus élevé, il faudra peut-être aller au delà de la moitié.

Dans les pays qui vont en s'enrichissant avec rapidité, le faible taux des profits peut compenser le haut prix des salaires du travail dans le prix de beaucoup de denrées, et mettre ces pays à portée de vendre à aussi bon marché que leurs voisins, qui s'enrichiront moins vite, et chez lesquels les salaires seront plus bas.

Dans le fait, des profits élevés tendent, beaucoup plus que des salaires élevés, à faire monter le prix de l'ouvrage. Si, par exemple, dans la

¹ Sur la nature oppressive de ce commerce, voyez liv. IV, chap. vu, sect. 3.

fabrique des toiles, les salaires des divers ouvriers, tels que les séranciers du lin, les fileuses, les tisserands, etc., venaient tous à hausser de deux deniers par journée, il deviendrait nécessaire d'élever le prix d'une pièce de toile, seulement d'autant de fois deux deniers qu'il y aurait eu d'ouvriers employés à la confectionner, en multipliant le nombre des ouvriers par le nombre des journées pendant lesquelles ils auraient été ainsi employés. Dans chacun des différents degrés de main-d'œuvre que subirait la marchandise, cette partie de son prix, qui se résout en salaires, hausserait seulement dans la proportion arithmétique de cette hausse des salaires. Mais si les profits de tous les différents maîtres qui emploient ces ouvriers venaient à monter de 5 pour 100, cette partie du prix de la marchandise qui se résout en profits, s'élèverait dans chacun des différents degrés de la main-d'œuvre, en raison progressive de cette hausse du taux des profits ou en proportion géométrique. Le maître des séranceurs demanderait, en vendant son lin, un surcroît de 5 pour 100 sur la valeur totale de la matière et des salaires par lui avancés à ses ouvriers. Le maître des fileuses demanderait un profit additionnel de 5 pour 100, tant sur le prix du lin sérancé dont il aurait fait l'avance, que sur le montant du salaire des fileuses. Et enfin le maître des tisserands demanderait aussi 5 pour 100, tant sur le prix par lui avancé du fil de lin, que sur les salaires de ses tisserands. La hausse des salaires opère sur le prix d'une marchandise, comme l'intérêt simple dans l'accumulation d'une dette. La hausse des profits opère comme l'intérêt composé. Nos marchands et nos maîtres manufacturiers se plaignent beaucoup des mauvais effets des hauts salaires, en ce que l'élévation des salaires renchérit leurs marchandises, et par là en diminue le débit, tant à l'intérieur qu'à l'étranger : ils ne parlent pas des mauvais effets des hauts profits ; ils gardent le silence sur les conséquences fâcheuses de leurs propres gains ; ils ne se plaignent que de celles du gain des autres¹.

¹ Qu'on ne suppose pas qu'en affirmant que l'accumulation du capital entre les mains des personnes qui ne les créent ni ne les emploient arrête la marche de la société, j'aie méconnu ce principe, que si les fonds des capitalistes ne donnaient aucun profit, il n'existerait plus de but à l'épargne, de stimulant pour l'industrie, et d'accroissement dans la richesse nationale. Loin de méconnaître cette loi, c'est précisément en raison de l'importance que j'y attache que je n'ai pu statuer avec promptitude et dogmatiquement à ce sujet. Cependant il est évident que le principe

CHAPITRE X.

DES SALAIRES ET DES PROFITS DANS LES DIVERS EMPLOIS DU TRAVAIL ET DU CAPITAL.

Chacun des divers emplois du travail et du capital, dans un même canton, doit nécessairement offrir une balance d'avantages et de désavantages qui établisse ou qui tende continuellement à établir une parfaite égalité entre tous ces emplois. Si, dans un même canton, il y avait quelque emploi qui fût évidemment ou plus ou moins avantageux que tous les autres, tant de gens viendraient à s'y jeter dans un cas, ou à l'abandonner dans l'autre, que ses avantages se remettraient bien vite de niveau avec ceux des autres emplois. Au moins en serait-il ainsi

qui affirme que l'intérêt du capital est nécessaire pour stimuler l'économie et l'industrie, est de tous points incompatible avec celui qui proportionne l'énergie et l'habileté du travail au taux de la récompense, puisque l'intérêt doit être prélevé sur le produit du *travailleur*.

Je puis bien comprendre comment le droit de s'approprier, sous le nom d'intérêt ou de *profit*, le produit d'autres individus, devient un aliment à la cupidité; mais je ne puis imaginer qu'en diminuant la récompense du travailleur pour ajouter à l'opulence de l'homme oisif, on puisse accroître l'industrie ou accélérer les progrès de la société en richesse. L'intérêt sur le capital était salubre alors qu'il tendait à réduire la puissance des seigneurs féodaux, ces maîtres absolus de tous les travailleurs esclaves d'un pays; mais c'est une grave erreur d'assigner comme cause générale un fait propre seulement à transformer ou à altérer une usurpation particulière.

En réfléchissant sur le principe de la population relativement à nos affections, et observant ce qui a lieu dans les déserts de l'Amérique, nous sommes conduits, je crois, à une solution différente de celles données généralement sur cette question : « S'il se peut ou non que la société se développe là où le *capital* n'appelle pas l'*intérêt*. » La première réflexion nous démontrera que le produit de tout travailleur est impérieusement réclaté par la nourriture de sa propre famille. Élever ses enfants, pourvoir à leurs besoins est, en général, pour le travailleur, un motif suffisant de travailler. Comme ceux-ci ont été élevés et ont appris un art manuel, ils deviennent *travailleurs*, étendent la division du travail, provoquent l'accroissement des lumières, et développent, à leur tour, la population et le produit annuel d'une société. Dans l'état actuel, les épargnes du capitaliste sont aussi bien consommées que toute autre partie du produit annuel, et cela, généralement par des *travailleurs*; mais passant premièrement par les mains du capitaliste, celui-ci en

dans une société où les choses suivraient leur cours naturel, où on jouirait d'une parfaite liberté, et où chaque individu serait entièrement le maître de choisir l'occupation qui lui conviendrait le mieux, et d'en changer aussi souvent qu'il le jugerait à propos. L'intérêt individuel porterait chacun à rechercher les emplois avantageux, et à négliger ceux qui seraient désavantageux.

A la vérité les salaires et les profits pécuniaires sont, dans tous les pays de l'Europe, extrêmement différents, suivant les divers emplois du travail et des capitaux. Mais cette différence vient en partie de certaines circonstances attachées aux emplois mêmes, lesquelles, soit en réalité, soit du moins aux yeux de l'imagination, suppléent, dans quelques-uns de ces emplois, à la modicité du gain pécuniaire, ou en contre-balancent la supériorité dans d'autres; elle résulte aussi en partie

prélève pour lui-même une large part qui eût été répartie aux travailleurs, et leur eût permis d'entretenir de plus grandes familles, tout en étendant la division du travail; ce que les capitaux *croissants* n'opèrent point. Les motifs qui portent à épargner, dit un rédacteur du *Westminster Review*, existent entièrement en dehors de l'accroissement des épargnes elles-mêmes. L'affection paternelle est, je crois, une source féconde d'industrie et d'économies qui permet à l'homme d'élever une famille en partageant avec elle le produit de son travail; et là où de nombreuses familles se forment, la nation croît en richesse et en population.

Dans le fait, c'est une misérable illusion que d'appeler *capital* un objet *économisé*. La plus grande partie n'en est pas destinée à la consommation et échappe à jamais aux désirs de *bien-être*. Lorsqu'un sauvage a besoin de nourriture, il ramasse ce que la nature lui offre spontanément. Plus tard, il découvre qu'un arc ou une fronde lui offre la possibilité de tuer des animaux sauvages à distance; et, aussitôt, il se décide à les fabriquer, subsistant comme il le peut, pendant que ce travail s'achève. Il n'épargne rien; car, quoique par sa nature l'instrument soit plus durable que la chair de daim, il ne fut jamais destiné à la consommation. Cet exemple représente ce qui a lieu dans tous les rangs de la société, si ce n'est que les divers travaux sont faits par différentes personnes. L'un fabrique l'arc ou la charrue, tandis que l'autre tue les animaux ou cultive la terre, afin de pourvoir aux besoins de ceux qui font les instruments et les machines. Un excédant de travail peut seul, hormis des cas particuliers et des circonstances passagères, permettre d'amasser ou d'épargner des marchandises dont l'utilité diminue généralement, en raison directe de leur monopole ou accaparement. Les *économies* du capitaliste, comme on les appelle, sont consommées par le travailleur, et l'on n'entend point parler d'une accumulation actuelle dans les marchandises.

HODGKINS.

de la police de l'Europe, qui nulle part ne laisse les choses en pleine liberté.

Pour examiner particulièrement, et ces circonstances, et cette police, je diviserai ce chapitre en deux sections.

SECTION I.

Des inégalités qui procèdent de la nature même des emplois.

Autant qu'il m'a été possible de l'observer, les circonstances principales qui suppléent à la modicité du gain pécuniaire dans quelques emplois, et contre-balancent sa supériorité dans d'autres, sont les cinq suivantes : 1° l'agrément ou le désagrément des emplois en eux-mêmes ; 2° la facilité ou le bon marché avec lequel on peut les apprendre, ou la difficulté et la dépense qu'ils exigent pour cela ; 3° l'occupation constante qu'ils procurent, ou les interruptions auxquelles ils sont exposés ; 4° le plus ou moins de confiance dont il faut que soient investis ceux qui les exercent, et 5° la probabilité ou improbabilité d'y réussir.

Premièrement, les salaires du travail varient suivant que l'emploi est aisé ou pénible, propre ou malpropre, honorable ou méprisé. Ainsi, dans la plupart des endroits, à prendre l'année en somme, un garçon tailleur gagne moins qu'un tisserand : son ouvrage est plus facile ¹. Le tisserand gagne moins qu'un forgeron ; l'ouvrage du premier n'est pas toujours plus facile, mais il est beaucoup plus propre : le forgeron, quoiqu'il soit un *artisan*, gagne rarement autant en douze heures de temps, qu'un charbonnier travaillant aux mines, qui n'est qu'un *journalier* ², gagne en huit. Son ouvrage n'est pas tout à fait aussi malpropre ; il est moins dangereux, il ne se fait pas sous terre et loin de la clarté du jour. La considération entre pour beaucoup dans le salaire des professions honorables. Sous le rapport de la rétribution pécuniaire, tout bien considéré, elles sont en général trop peu payées, comme je le ferai voir bientôt ³. La défaveur attachée à un état produit un effet contraire. Le

¹ Il s'est opéré de bien grands changements dans la condition relative des diverses classes d'ouvriers. Où trouverait-on aujourd'hui le salaire d'un tailleur inférieur à celui d'un malheureux tisserand ? A. B.

² Sur la différence entre le travail d'*artisan* et celui de *manœuvre* et *journalier*, voyez ci-après, p. 156.

³ Voyez ci-après, même chapitre.

métier de boucher a quelque chose de cruel et de repoussant ; mais dans la plupart des endroits, c'est le plus lucratif de presque tous les métiers ordinaires. Le plus affreux de tous les emplois, celui d'exécuteur public, est, en proportion de la quantité de travail, mieux rétribué que quelque autre métier que ce soit.

La chasse et la pêche, les occupations les plus importantes de l'homme dans la première enfance des sociétés, deviennent, dans l'état de civilisation, ses plus agréables amusements, et il se livre alors par plaisir à ce qu'il faisait jadis par nécessité. Ainsi, dans une société civilisée, il n'y a que de très-pauvres gens qui fassent par métier ce qui est pour les autres l'objet d'un passe-temps. Telle a été la condition des pêcheurs depuis Théocrite¹. Dans la Grande-Bretagne, un braconnier est un homme fort pauvre. Dans le pays où la rigueur des lois ne permet pas le braconnage, le sort d'un homme qui fait son métier de la chasse, moyennant une permission, n'est pas beaucoup meilleur. Le goût naturel des hommes pour ce genre d'occupation y porte beaucoup plus de gens qu'elle ne peut en faire vivre dans l'aisance, et ce que produit un tel travail, en proportion de sa quantité, se vend toujours à trop bon marché pour fournir aux travailleurs au delà de la plus élétive subsistance.

Le désagrément et la défaveur de l'emploi influent de la même manière sur les profits des capitaux. Le maître d'une auberge ou d'une taverne, qui n'est jamais le maître chez lui, et qui est exposé aux grossièretés du premier ivrogne, n'exerce pas une industrie très-agréable ni très-considérée ; mais il y a peu de commerce ordinaire dans lequel on puisse, avec un petit capital, réaliser d'aussi gros profits.

Secondement, les salaires du travail varient suivant la facilité et le bon marché de l'apprentissage, ou la difficulté et la dépense qu'il exige.

Quand on a établi une machine coûteuse, on espère que la quantité extraordinaire de travail qu'elle accomplira avant d'être tout à fait hors de service, remplacera le capital employé à l'établir, avec les profits ordinaires tout au moins. Un homme qui a dépensé beaucoup de temps et de travail pour se rendre propre à une profession qui demande une habileté et une expérience extraordinaires, peut être comparé à une de ces machines dispendieuses. On doit espérer que la fonction à laquelle il se prépare, lui rendra, outre les salaires du simple travail, de quoi l'indemniser de tous les frais de son éducation, avec au moins les

¹ Voyez sa 21^e Idylle.

profits ordinaires d'un capital de la même valeur. Il faut aussi que cette indemnité se trouve réalisée dans un temps raisonnable, en ayant égard à la durée très-incertaine de la vie des hommes, tout comme on a égard à la durée plus certaine de la machine.

C'est sur ce principe qu'est fondée la différence entre les salaires du travail qui demande une grande habileté, et ceux du travail ordinaire.

La police de l'Europe considère comme travail demandant de l'habileté celui de tous les ouvriers, artisans et manufacturiers, et comme travail commun celui de tous les travailleurs de la campagne. Elle paraît supposer que le travail des premiers est d'une nature plus délicate et plus raffinée que celui des autres. Il peut en être ainsi dans certains cas; mais le plus souvent il en est tout autrement, comme je tâcherai bientôt de le faire voir¹. Aussi les lois et coutumes d'Europe, afin de rendre l'ouvrier capable d'exercer la première de ces deux espèces de travail, lui imposent la nécessité d'un apprentissage, avec des conditions plus ou moins rigoureuses, selon les différents pays²; l'autre reste libre et ouvert à tout le monde, sans condition. Tant que dure l'apprentissage, tout le travail de l'apprenti appartient à son maître: pendant ce même temps, il faut souvent que sa nourriture soit payée par ses père et mère ou quelque autre de ses parents, et presque toujours il faut au moins qu'ils l'habillent. Ordinairement aussi on donne au maître quelque argent pour qu'il enseigne son métier à l'apprenti. Les apprentis qui ne peuvent donner d'argent, donnent leur temps, ou s'engagent pour un plus grand nombre d'années que le temps d'usage; convention-toujours très-onéreuse pour l'apprenti, quoiqu'elle ne soit pas toujours, à cause de l'indolence habituelle de celui-ci, très-avantageuse pour le maître³. Dans les travaux de la campagne, au contraire, le travailleur se prépare peu à peu aux fonctions les plus difficiles tout en s'occupant des parties les plus faciles de la besogne; et son travail suffit à sa subsistance dans tous les différents degrés de sa profession. Il est donc juste qu'en Europe les salaires des artisans, gens de métier et ouvriers de manufactures soient un peu plus élevés que ceux des ouvriers ordinaires; ils le sont aussi, et, à cause de la supériorité de

¹ Seconde section de ce chapitre.

² Il n'est pas besoin d'avertir que les lois qui réglaient le temps et les conditions de l'apprentissage n'existent plus aujourd'hui, du moins en France.

³ Voyez la 2^e section de ce chapitre.

leurs salaires, les artisans sont regardés presque partout comme faisant partie d'une classe plus relevée. Cependant cette supériorité est bien peu considérable : le salaire moyen d'un ouvrier à la journée, dans les fabriques les plus communes, comme celles de draps et de toiles unies, n'est guère supérieur, dans la plupart des lieux, aux salaires journaliers des simples manœuvres. A la vérité, l'artisan est plus constamment et plus uniformément occupé, et la supériorité de son gain paraîtra un peu plus forte si on le calcule pour toute l'année ensemble. Toutefois cette supériorité ne s'élève pas au-dessus de ce qu'il faut pour compenser la dépense plus forte de son éducation ¹.

L'éducation est encore bien plus longue et plus dispendieuse dans les arts qui exigent une grande habileté, et dans les professions libérales. La rétribution pécuniaire des peintres, des sculpteurs, des gens de loi et des médecins doit donc être beaucoup plus forte, et elle l'est aussi.

Quant aux profits des capitaux, ils semblent être très-peu affectés par la facilité ou la difficulté d'apprentissage de la profession dans laquelle ils sont employés. Les différents emplois des capitaux dans les grandes villes, paraissent offrir communément chacun la même somme de facilités et de difficultés. Une branche quelconque de commerce, soit étranger, soit domestique, ne saurait être beaucoup plus compliquée qu'une autre.

Troisièmement, les salaires du travail varient dans les différentes professions, suivant la constance ou l'incertitude de l'occupation.

Dans certaines professions, l'occupation est plus constante que dans d'autres. Dans la plus grande partie des ouvrages de manufacture, un journalier est à peu près sûr d'être occupé tous les jours de l'année où il sera en état de travailler : un maçon en pierres ou en briques, au contraire, ne peut pas travailler dans les fortes gelées ou par un très-mauvais temps, et, dans tous les autres moments, il ne peut compter sur de l'occupation qu'autant que ses pratiques auront besoin de lui ; conséquemment il est sujet à se trouver souvent sans occupation. Il faut donc que ce qu'il gagne quand il est occupé, non-seulement l'en-

¹ Tout cela pouvait être vrai en Angleterre, à l'époque d'Adam Smith ; mais aujourd'hui ces principes souffrent de nombreuses exceptions, surtout en France, où l'agriculture tend à se relever de son infériorité, depuis que le travailleur agricole peut être propriétaire.

trétiennne pour le temps où il n'a rien à faire, mais le dédommagement encore en quelque sorte des moments de souci et de découragement que lui cause quelquefois la pensée d'une situation aussi précaire¹. Aussi, dans les lieux où le gain de la plupart des ouvriers de manufacture se trouve être presque au niveau des salaires journaliers des simples manœuvres, celui des maçons est en général de la moitié ou du double plus élevé. Quand les simples manœuvres gagnent 4 et 5 schellings par semaine, les maçons en gagnent fréquemment 7 et 8; quand les premiers en gagnent 6, les autres en gagnent souvent 9 et 10; et quand ceux-là en gagnent 9 ou 10, comme à Londres, ceux-ci communément en gagnent 15 et 18. Cependant il n'y a aucune espèce de métier qui paraisse plus facile à apprendre que celui d'un maçon. On dit que pendant l'été, à Londres, on emploie quelquefois les porteurs de chaises, comme maçons en briques. Les hauts salaires de ces ouvriers sont donc moins une récompense de leur habileté, qu'un dédommagement de l'interruption qu'ils éprouvent dans leur emploi.

Le métier de charpentier en bâtiment paraît exiger plus de savoir et de dextérité que celui de maçon. Cependant en plusieurs endroits, car il n'en est pas de même partout, le salaire journalier du charpentier est un peu moins élevé. Quoique son occupation dépende beaucoup du besoin accidentel que ses pratiques ont de lui, cependant elle n'en dépend pas entièrement, et elle n'est pas sujette à être interrompue par les mauvais temps.

¹ Ce taux du strict nécessaire ne varie pas uniquement à raison du genre de vie plus ou moins passable de l'ouvrier et de sa famille, mais encore à raison de toutes les dépenses regardées comme indispensables dans le pays où il vit. C'est ainsi que l'on met d'abord au rang des dépenses nécessaires celle d'élever des enfants; il en est d'autres moins impérieusement commandées par la nature des choses, quoiqu'elles le soient au même degré par le sentiment : tel est le soin des vieillards. Dans la classe ouvrière, il est trop négligé. La nature, pour perpétuer le genre humain, ne s'en est rapportée qu'aux impulsions d'un appétit violent, et aux sollicitudes de l'amour paternel; les vieillards dont elle n'a plus besoin, elle les abandonne à la reconnaissance de leur postérité, après les avoir rendus victimes de l'imprévoyance de leur âge. Si les mœurs d'une nation rendaient indispensable l'obligation de préparer, dans chaque famille, quelque provision pour la vieillesse, comme elle en accorde en général à l'enfance, les besoins de première nécessité étant ainsi un peu plus étendus, le taux naturel des plus bas salaires serait un peu plus fort.

Quand il arrive que , en certaines localités , l'ouvrier n'est pas occupé constamment dans les mêmes métiers où en général il l'est constamment ailleurs , alors son salaire s'élève bien au-dessus de la proportion ordinaire avec le salaire du simple travail. A Londres , presque tous les compagnons de métier sont sujets à être arrêtés et renvoyés par leurs maîtres , d'un jour à l'autre ou de semaine en semaine , de la même manière que les journaliers dans les autres endroits. La plus basse classe d'artisans , celle des garçons tailleurs , y gagne en conséquence une demi-couronne¹ par jour , quoique 18 deniers² y puissent passer pour le salaire du simple travail. Dans les petites villes et les villages , au contraire , les salaires des garçons tailleurs sont souvent à peine au niveau de ceux des simples manœuvres ; mais c'est qu'à Londres ils restent souvent plusieurs semaines sans occupation , particulièrement pendant l'été.

Quand l'incertitude de l'occupation se trouve réunie à la fatigue , au désagrément et à la malpropreté de la besogne , alors elle élève quelquefois les salaires du travail le plus grossier au-dessus de ceux du métier le plus difficile. Un charbonnier des mines , qui travaille à la pièce , passe pour gagner communément , à Newcastle , environ le double , et dans beaucoup d'endroits de l'Écosse environ le triple des salaires du travail de manœuvre. Ce taux élevé provient entièrement de la dureté , du désagrément et de la malpropreté de la besogne. Dans la plupart des cas cet ouvrier peut être occupé autant qu'il le veut. Le métier des déchargeurs de charbon à Londres égale presque celui des charbonniers pour la fatigue , le désagrément et la malpropreté ; mais l'occupation de la plupart d'entre eux est nécessairement très-peu constante , à cause de l'irrégularité dans l'arrivée des bâtiments de charbon. Si donc les charbonniers des mines gagnent communément le double et le triple des salaires du manœuvre , il ne doit pas sembler déraisonnable que les déchargeurs de charbon gagnent quatre et cinq fois la valeur de ces mêmes salaires. Aussi dans les recherches que l'on fit , il y a quelques années , sur le sort de ces ouvriers , on trouva que sur le pied auquel on les payait alors , ils pouvaient gagner 6 à 10 schellings par jour : or , 6 schellings sont environ le quadruple des salaires du simple travail à Londres , et dans chaque métier particulier

¹ Environ 3 francs.

² 18 décimes, ou 1 franc 80 centimes.

on peut toujours regarder les salaires les plus bas , comme ceux de la très-majeure partie des ouvriers de ce métier. Quelque exorbitants que ces gains puissent paraître , s'ils étaient plus que suffisants pour compenser toutes les circonstances désagréables qui accompagnent cette besogne , il se jetterait bientôt tant de concurrents dans ce métier , qui n'a aucun privilège exclusif , que les gais y baisseraient bien vite au taux le plus bas.

Les profits ordinaires des capitaux ne peuvent , dans aucune industrie , être affectés par la constance ou l'incertitude de l'emploi. C'est la faute du commerçant , et non celle des affaires , si le capital n'est pas constamment employé.

Quatrièmement , les salaires du travail peuvent varier suivant la confiance plus ou moins grande qu'il faut accorder à l'ouvrier.

Les orfèvres et les joailliers , en raison des matières précieuses qui leur sont confiées , ont partout des salaires supérieurs à ceux de beaucoup d'autres ouvriers dont le travail exige non-seulement autant , mais même beaucoup plus d'habileté.

Nous confions au médecin notre santé , à l'avocat et au procureur notre fortune , et quelquefois notre vie et notre honneur : des dépôts aussi précieux ne pourraient pas , avec sûreté , être remis dans les mains de gens pauvres et peu considérés. Il faut donc que la rétribution soit capable de leur donner dans la société le rang qu'exige une confiance si importante. Lorsque à cette circonstance se joint encore celle du long temps et des grandes dépenses consacrées à leur éducation , on sent que le prix de leur travail doit s'élever encore beaucoup plus haut.

Quand une personne n'emploie au commerce d'autres capitaux que les siens propres , il n'y a pas lieu à confiance , et le crédit qu'elle peut d'ailleurs se faire dans le public , ne dépend pas de la nature de son commerce , mais de l'opinion qu'on a de sa fortune , de sa probité et de sa prudence. Ainsi les différents taux du profit dans les diverses branches d'industrie ne peuvent pas résulter des différents degrés de confiance accordés à ceux qui les exercent.

Cinquièmement , les salaires du travail dans les différentes occupations varient suivant que le grand succès y présente plus ou moins de probabilité.

Dans les divers genres d'occupation , il est plus ou moins probable , à divers degrés , qu'un apprenti acquerra la capacité nécessaire pour

remplir l'emploi auquel on le destine. Dans la plus grande partie des métiers, le succès est à peu près sûr ; mais il est très-incertain dans les professions libérales. Mettez votre fils en apprentissage chez un cordonnier, il n'est presque pas douteux qu'il apprendra à faire une paire de souliers ; mais envoyez-le à une école de droit, il y a au moins vingt contre un à parier qu'il n'y fera pas assez de progrès pour être en état de vivre de cette profession. Dans une loterie parfaitement égale, ceux qui tirent les billets gagnants doivent gagner tout ce que perdent ceux qui tirent les billets blancs. Dans une profession où vingt personnes échouent pour une qui réussit, celle-ci doit gagner tout ce qui aurait pu être gagné par les vingt qui échouent. L'avocat, qui ne commence peut-être qu'à l'âge de quarante ans à tirer parti de sa profession, doit recevoir la rétribution, non-seulement d'une éducation longue et coûteuse, mais encore de celle de plus de vingt autres étudiants, à qui probablement cette éducation ne rapportera jamais rien. Quelque exorbitants que semblent quelquefois les honoraires des avocats, leur rétribution réelle n'est jamais égale à ce résultat. Calculez la somme vraisemblable du gain annuel de tous les ouvriers d'un métier ordinaire, dans un lieu déterminé, comme cordonniers ou tisserands, et la somme vraisemblable de leur dépense annuelle, vous trouverez qu'en général la première de ces deux sommes l'emportera sur l'autre ; mais faites le même calcul à l'égard des avocats et étudiants en droit dans tous les différents collèges de jurisconsultes, et vous trouverez que la somme de leur gain annuel est en bien petite proportion avec celle de leur dépense annuelle, en évaluant même la première au plus haut, et la seconde au plus bas possible. La loterie du droit est donc bien loin d'être une loterie parfaitement égale, et cette profession, comme la plupart des autres professions libérales, est évidemment très-mal récompensée, sous le rapport du gain pécuniaire.

Ces professions cependant ne sont pas moins suivies que les autres, et malgré ces motifs de découragement, une foule d'esprits élevés et généreux s'empressent d'y entrer. Deux causes différentes contribuent à cette vogue : la première, c'est le désir d'acquérir la célébrité qui est le partage de ceux qui s'y distinguent ; et la seconde, c'est cette confiance naturelle que tout homme a plus ou moins, non-seulement dans ses talents, mais encore dans son étoile.

Exceller dans une profession dans laquelle très-peu atteignent la médiocrité, est la marque la plus décisive de ce qu'on appelle *génie* ou

mérite supérieur. L'admiration publique, qui accompagne des talents aussi distingués, compose toujours une partie de leur récompense, ou plus grande ou plus faible, selon que cette admiration publique est d'un genre plus ou moins élevé : elle forme une partie considérable de la récompense dans la profession de médecin, une plus grande encore peut-être dans celle d'avocat, et elle est presque la seule rémunération de ceux qui cultivent la poésie et la philosophie.

Il y a des talents très-brillants et très-agréables qui entraînent une certaine sorte d'admiration pour celui qui les possède, mais dont l'exercice, quand il est fait en vue du gain, est regardé, soit raison ou préjugé, comme une espèce de prostitution publique. Il faut donc que la récompense pécuniaire de ceux qui les exercent ainsi, soit suffisante pour indemniser, non-seulement du temps, de la peine et de la dépense d'acquérir ces talents, mais encore de la défaveur qui frappe ceux qui en font un moyen de subsistance. Les rétributions exorbitantes que reçoivent les comédiens, les chanteurs et danseurs d'opéra, etc., sont fondées sur ces deux principes : 1^o la rareté et la beauté du talent ; 2^o la défaveur attachée à l'emploi lucratif que l'on en fait. Il paraît absurde, au premier coup d'œil, de mépriser leurs personnes et en même temps de récompenser leurs talents avec une extrême prodigalité. C'est pourtant parce que nous faisons l'un, que nous sommes obligés de faire l'autre. Si l'opinion publique ou le préjugé venait jamais à changer à l'égard de ces professions, leur récompense pécuniaire tomberait bientôt après. Beaucoup plus de gens s'y adonneraient, et la concurrence y ferait baisser bien vite le prix du travail. Ces talents, quoique bien loin d'être communs, ne sont pourtant pas aussi rares qu'on le pense. Il y a bien des gens qui les possèdent dans la dernière perfection, mais qui regarderaient comme au-dessous d'eux d'en tirer parti ; et il y en a encore bien davantage qui seraient en état de les acquérir, si ces talents étaient plus considérés.

L'opinion exagérée que la plupart des hommes se forment de leurs propres talents, est un mal ancien qui a été observé par les philosophes et les moralistes de tous les temps. Leur folle confiance en leur bonne étoile a été moins remarquée ; c'est cependant un mal encore plus universel, s'il est possible. Il n'y a pas un homme sur terre qui n'en ait sa part, quand il est bien portant et un peu animé. Chacun s'exagère plus ou moins la chance du gain ; quant à celle de la perte, la plupart des hommes la comptent au-dessous de ce qu'elle est, et il n'y en a

peut-être pas un seul, bien dispos de corps et d'esprit, qui la compte pour plus qu'elle ne vaut.

Le succès général des loteries nous montre assez que l'on s'exagère naturellement les chances du gain. On n'a jamais vu et on ne verra jamais une loterie au monde qui soit parfaitement égale, ou dans laquelle la somme du gain compense celle de la perte, parce que l'entrepreneur n'y trouverait pas son compte. Dans les loteries établies par les gouvernements, les billets ne valent pas en réalité le prix que payent les premiers souscripteurs, et cependant ils sont communément revendus sur la place, à 20, 30 et quelquefois 40 pour 100 de bénéfice. Le vain espoir de gagner quelqu'un des gros lots est la seule cause de la demande. Les gens les plus sages ont peine à regarder comme une folie ce fait de payer une petite somme pour acheter la chance de gagner 10 ou 20,000 livres, quoiqu'ils sachent bien que cette petite somme est peut-être 20 ou 30 pour 100 plus que la chance ne vaut. Dans une loterie où il n'y aurait pas de lot au-dessus de 20 liv., mais qui se rapprocherait plus d'une parfaite égalité que les loteries publiques ordinaires, les billets ne seraient pas aussi courus. Afin de s'assurer une meilleure chance pour quelques-uns des gros lots, il y a des gens qui achètent beaucoup de billets, et d'autres qui s'associent pour de petites portions dans un beaucoup plus grand nombre de billets. C'est pourtant une des propositions les mieux démontrées en mathématiques, que plus on prend de billets, plus on a de chances de perte contre soi. Prenez tous les billets de la loterie, et vous serez sûr de perdre : or, plus le nombre des billets pris sera grand, plus on approchera de cette certitude.

Les profits extrêmement modérés des assureurs nous font bien voir le plus souvent que les chances de perte sont calculées au-dessous de ce qu'elles sont, et presque jamais au-dessus. Pour que l'assurance, ou contre l'incendie, ou contre les risques de mer, soit une industrie, il faut que la prime ordinaire soit suffisante pour compenser les pertes ordinaires, payer les frais de l'établissement et fournir le profit qu'aurait pu rapporter le même capital employé à tout autre commerce. La personne qui ne paye pas plus que cela, ne paye évidemment que la vraie valeur du risque ou le prix le plus bas auquel elle puisse raisonnablement s'attendre qu'on voudra le lui garantir. Mais quoique beaucoup de gens aient gagné un peu d'argent dans le commerce des assurances, il y en a très-peu qui y aient fait de grandes fortunes, et de

cette seule considération il paraît résulter assez clairement que la balance ordinaire des profits et des pertes n'est pas plus avantageuse dans ce genre d'affaires que dans tout autre genre de commerce, où tant de gens font leur fortune. Et encore, toute modérée qu'est la prime d'assurance, beaucoup de gens font si peu de compte du risque, qu'ils ne se soucient pas de la payer. A prendre tout le royaume en masse, il y a dix-neuf maisons sur vingt, ou peut-être même quatre-vingt-dix-neuf sur cent, qui ne sont pas assurées contre les incendies¹. Les risques de mer sont plus alarmants pour la plupart des intéressés, aussi la proportion des vaisseaux assurés à ceux qui ne le sont pas, est-elle beaucoup plus forte. Il en est cependant grand nombre, dans tous les temps et même en temps de guerre, qui font voile sans être assurés; et quelquefois cela peut se faire sans imprudence. Quand une grande compagnie ou même un gros négociant a vingt ou trente vaisseaux en mer, ils s'assurent pour ainsi dire l'un l'autre. Il se peut que la prime épargnée sur tous fasse compensation avec les pertes qu'il est probable de rencontrer d'après le cours ordinaire des chances diverses. Toutefois, dans la plupart des cas, c'est moins par suite d'un calcul aussi approfondi, que l'on néglige d'assurer les vaisseaux, que par l'effet de cette insouciance et de cette présomption qui portent à mépriser le danger, comme pour l'assurance des maisons.

L'âge où les jeunes gens font le choix d'un état est, de toutes les époques de la vie, celle où ce mépris du danger et cette confiance présomptueuse qui se flatte toujours de réussir, agissent le plus puissamment. C'est là qu'on peut observer combien peu la crainte d'un événement malheureux est capable de balancer l'espoir d'un bon succès. Si l'empressement avec lequel on embrasse les professions libérales en est une preuve, cette preuve est encore bien plus sensible dans l'ardeur que mettent les gens du peuple à s'enrôler comme soldats ou comme matelots.

On voit tout d'un coup l'étendue des risques que court un soldat. Cependant, sans réfléchir au danger, les jeunes volontaires ne sont jamais si empressés de s'enrôler qu'au commencement d'une guerre; et quoiqu'il n'y ait pour eux presque aucune chance d'avancement,

¹ La proportion des maisons assurées au nombre total est aujourd'hui infiniment plus grande qu'à l'époque de la publication de la *Richesse des nations*.

leurs jeunes têtes se figurent mille occasions qui n'arrivent jamais, d'acquérir de la gloire et des distinctions. Ces espérances romanesques sont le prix auquel ils vendent leur sang. Leur paye est au-dessous du salaire des simples manœuvres, et quand ils sont en activité de service, leurs fatigues sont beaucoup plus grandes que celles de ces derniers.

La loterie de la marine n'est pas tout à fait aussi désavantageuse que celle de l'armée. Le fils d'un ouvrier ou d'un bon artisan se met en mer souvent avec le consentement de son père; mais c'est toujours sans ce consentement qu'il s'enrôle comme soldat. Dans le premier de ces métiers, d'autres personnes que lui voient quelque possibilité à ce qu'il y fasse quelque chose; dans l'autre, cette chance n'est visible que pour lui seul. Un grand amiral excite moins l'admiration publique qu'un général, et les plus grands succès dans le service de mer promettent moins de gloire et d'honneurs que de pareils succès sur terre. On retrouve la même différence dans tous les grades inférieurs des deux services. Par les réglemens sur la préséance, un capitaine dans la marine a le même rang qu'un colonel dans l'armée, mais dans l'opinion générale il ne tient pas la même place. Comme dans cette loterie les premiers lots sont moindres, il faut que les petits soient plus nombreux. Aussi les simples matelots sont plus souvent dans le cas d'avancer et de se faire un sort, que les simples soldats, et c'est l'espoir de ces lots qui met principalement ce métier en crédit. Quoiqu'il exige bien plus de savoir et de dextérité que presque tout autre métier d'artisan, et quoique toute la vie d'un matelot soit une suite continue de travaux et de dangers, cependant tant qu'il reste simple matelot, pour tout ce savoir et toute cette dextérité, pour tous ces travaux et ces dangers, il reçoit à peine d'autre récompense que le plaisir d'accomplir les uns et de surmonter les autres. Le salaire du matelot n'est pas plus fort que celui d'un simple manœuvre, dans le port qui règle le taux de ces salaires. Comme les matelots passent continuellement d'un port à un autre, la paye mensuelle de ceux qui partent de tous les différents ports de la Grande-Bretagne, se rapproche bien plus du même niveau, que celle des autres ouvriers dans tous ces endroits différents, et le taux du port d'où part et où arrive le plus grand nombre de matelots, qui est le port de Londres, règle le taux de tous les autres ports. A Londres, les salaires de la majeure partie des différentes classes d'ouvriers sont environ le double de ceux de la même classe à Édimbourg. Mais les matelots qui partent du port de Londres, gagnent rarement au delà de 3 ou 4 schel-

lings par mois de plus que ceux qui partent du port de Loith, et souvent même la différence n'est pas si grande. En temps de paix et dans le service marchand, le prix de Londres est de 1 guinée à 27 schellings environ, par mois de trente jours¹. Un ouvrier ordinaire à Londres, sur le pied de 9 à 10 schellings par semaine, peut gagner dans le même mois, de 40 à 45 schellings. A la vérité le matelot est fourni de vivres en sus de sa paye; cependant leur valeur n'excède peut-être pas toujours la différence de sa paye avec celle de l'ouvrier ordinaire; et quand cela serait quelquefois, ce surplus ne forme pas un gain net pour le matelot, puisqu'il ne peut pas le partager avec sa femme et ses enfants, qu'il est toujours obligé de faire subsister chez lui sur ses salaires².

Cette vie, pleine d'aventures et de périls, où l'on se voit sans cesse à deux doigts de la mort, loin de décourager les jeunes gens, semble donner à la profession un attrait de plus pour eux. Dans les rangs inférieurs du peuple, une mère tremble souvent d'envoyer son fils à l'école dans une ville maritime, de peur que la vue des vaisseaux et le récit des aventures des matelots ne l'excitent à se mettre en mer. La perspective lointaine de ces hasards, dont nous espérons triompher par courage et par adresse, n'a rien de désagréable pour nous, et elle ne fait nullement hausser les salaires dans un emploi. Mais il n'en est pas de même des risques où le courage et l'adresse ne peuvent rien. Dans les métiers qui sont connus pour être très-malsains, les salaires du travail sont très-élevés. Le défaut de salubrité est une sorte de désagrément, et c'est sous cette distinction générale qu'il faut ranger les effets qu'il produit sur les salaires.

Dans les divers emplois du capital, le taux ordinaire du profit varie plus ou moins, suivant le plus ou moins de certitude des rentrées. Il y a en général moins d'incertitude dans le commerce intérieur que dans le commerce étranger, et dans certaines branches du commerce étranger que dans d'autres; dans le commerce de l'Amérique septentrionale, par exemple, que dans celui de la Jamaïque. Le taux ordinaire du profit s'élève toujours plus ou moins avec le risque. Il ne paraît pas pourtant qu'il s'élève en proportion du risque, ou de manière à le

¹ Aujourd'hui la paye mensuelle des matelots peut être évaluée de 50 à 60 schellings. MAC CULLOCH.

² Il est étrange que le docteur Smith n'ait pas fait allusion à l'usage de la *presse*, en énumérant les désavantages du service de mer. MAC CULLOCH.

compenser parfaitement. C'est dans les commerces les plus hasardeux que les banqueroutes sont le plus fréquentes. Le métier de contrebandier, le plus hasardeux de tous, mais aussi le plus lucratif quand l'affaire réussit, conduit infailliblement à la banqueroute. Cette confiance présomptueuse dans le succès, paraît agir ici comme partout ailleurs, et entraîner tant de gens à s'aventurer dans les affaires périlleuses, que la concurrence y réduit le profit au-dessous de ce qui serait nécessaire pour compenser le risque. Pour le compenser tout à fait, il faudrait que les rentrées ordinaires, outre les profits ordinaires du capital, pussent non-seulement remplacer toutes les pertes accidentelles, mais encore qu'elles rapportassent aux coureurs d'aventures un surcroît de profit, du même genre que le profit des assureurs. Mais si les rentrées ordinaires suffisaient à tout cela, les banqueroutes ne seraient pas plus fréquentes dans ce genre de commerce que dans les autres.

Ainsi, des cinq circonstances qui font varier les salaires du travail, il n'y en a que deux qui influent sur les profits du capital ; l'agrément ou le désagrément ; la sûreté ou le risque qui accompagnent le genre d'affaire auquel le capital est employé. Sous le rapport de l'agrément ou désagrément, il n'y a, dans la très-grande partie des emplois du capital, que peu ou point de différence, mais il y en a beaucoup dans les emplois du travail ; et quant au risque, quoiqu'il fasse hausser les profits du capital, il ne paraît pas que cette hausse ait toujours lieu en proportion du risque. De tout cela il résulte nécessairement que, dans une même société ou dans une même localité, le taux moyen des profits ordinaires dans les différents emplois du capital se rapprochera bien plus de l'égalité que celui des salaires pécuniaires des diverses espèces de travail ; aussi est-ce bien ce qui arrive. La différence entre le gain d'un simple manoeuvre et celui d'un avocat ou d'un médecin, est évidemment bien plus grande que celle qui peut exister entre les profits ordinaires de deux différentes branches d'industrie, quelles qu'elles soient. D'ailleurs, la différence apparente qui semble exister entre deux différents genres d'industrie, est en général une illusion qui provient de ce que nous ne distinguons pas toujours ce qui doit être regardé comme salaire, de ce qui doit être regardé comme profit.

Les profits des apothicaires passent, par une sorte de dicton, pour quelque chose de singulièrement exorbitant. Cependant ce profit, en apparence énorme, n'est souvent autre chose qu'un salaire fort raisonnable. Le savoir d'un apothicaire est d'une nature bien plus délicate

et plus raffinée que celui d'aucun autre ouvrier, et la confiance dont il doit être investi est aussi d'une bien plus haute importance. Il est, dans toutes les circonstances, le médecin des pauvres; et celui des riches, quand le danger ou la souffrance ne sont pas très-considérables. Il faut que ses salaires soient en raison de ce savoir et de cette confiance, et il ne peut les trouver en général que dans le prix de ses drogues. La totalité des drogues que l'apothicaire le plus achalandé pourra vendre dans le cours d'une année, dans la ville qui fournit le marché le plus étendu, ne lui coûtera peut-être pas plus de 30 ou 40 livres. Quand même il les vendrait à 3 ou 400, ou même à 1000 pour 100 de profit, ce prix ne serait souvent que le salaire raisonnable de son travail, qui se trouve ainsi compris dans le prix de ses drogues, car il ne peut pas être prélevé autrement. La plus grande partie de ses profits apparents n'est donc qu'un véritable salaire déguisé sous la forme de profits.

Dans un port de mer peu considérable, un petit épicier se fera 40 ou 50 pour 100 d'un capital d'une centaine de livres sterling, tandis qu'un fort marchand en gros, dans le même lieu, pourra à peine faire rendre 8 à 10 pour 100 à un capital de 10,000 livres. Le commerce de l'épicier y est nécessaire à la consommation des habitants; mais un marché aussi resserré ne peut pas comporter l'emploi d'un plus gros capital dans ce négoce. Cependant il faut non-seulement qu'un homme vive de son commerce, il faut encore qu'il puisse en vivre convenablement aux conditions que ce commerce exige de lui. Outre celle de posséder un petit capital, il faut encore ici celle de savoir lire, écrire et compter; il faut celle de pouvoir aussi juger assez passablement de peut-être cinquante ou soixante espèces de marchandises différentes, de leurs prix, de leurs qualités, et des marchés où ou peut se les procurer au meilleur compte; il faut, en un mot, avoir toutes les connaissances nécessaires à un gros marchand, et rien n'empêche celui-ci de le devenir, que le manque d'un capital suffisant. On ne peut pas dire que 30 ou 40 livres par an soient une récompense trop forte pour le travail d'un homme qui réunit toutes ces connaissances. Si vous déduisez cela des gros profits apparents de son capital, il ne restera plus guère que les profits ordinaires. La plus grande partie du profit apparent est donc aussi, dans ce cas, un véritable salaire ¹.

¹ La part du travailleur est la rémunération de ses efforts, et forme son *salaire*.

La différence entre le profit apparent de la vente en détail et celui de la vente en gros, est bien moindre dans une capitale que dans une petite ville ou dans un village. Quand il est possible d'employer un fonds de 10,000 livrés au commerce d'épicerie, les salaires du travail de l'épicier ne sont qu'une bagatelle à ajouter à ce qui est réellement le profit d'un aussi gros capital. Ainsi les profits apparents d'un très-fort détaillant, dans une grande ville, se rapprochent beaucoup plus de ceux du marchand en gros : c'est pour cette raison que les marchandises qui se vendent en détail, sont en général à aussi bon marché, et souvent à bien meilleur marché dans la capitale que dans les petites villes ou dans les villages. Les épiceries, par exemple, y sont généralement à bien meilleur marché; le pain et la viande de boucherie y sont souvent à aussi bon marché. Il n'en coûte pas plus pour transporter des épiceries dans une grande ville que dans un village; mais il en coûte bien davantage pour transporter dans la première, du blé et du bétail, dont la plus grande partie est amenée d'une grande distance. Le premier prix des épiceries étant le même dans les deux endroits, elles seront à meilleur marché là où elles sont chargées d'un moindre profit. Le premier prix du pain et de la viande de boucherie est plus fort dans la grande ville que dans le village; quoique chargés d'un profit moindre, ils n'y sont pas toujours à meilleur marché, mais ils s'y vendent souvent au même

Celle du capitaliste consiste, en grande partie, à retrouver la portion de *capital* qui a été consommée, entamée ou absorbée pendant son emploi. Mais outre cette restitution, il doit rester un excédent à ce dernier; car ce ne pourrait être le désir de personne d'employer son capital productivement, si on ne devait en espérer aucun profit. Le *surplus* qui échoit au capitaliste après la restitution de ses fonds est le seul fruit qu'il en retire, et prend le nom de *profit*. Le profit est l'attrait qui porte le capitaliste à appliquer des fonds à la production, comme le salaire est le fait qui détermine le *travailleur* à déployer son habileté et sa force dans le même but. Le premier a évidemment autant de droits à être récompensé, pour l'emploi de son capital, que le second pour sa dépense de travail. Tous les deux se sont réunis pour produire un résultat complexe qui n'eût pu être produit à défaut de l'un d'eux. Sans le *capital*, le *travail* eût été presque improductif; sans le *travail*, le *capital* fût demeuré inactif et sans accroissement, même étant à l'abri des dilapidations. Le droit de posséder le capital, d'en disposer librement et de recevoir toute rémunération ou tout profit obtenu en le plaçant à titre de prêt, ou en le rendant productif par le loyer du travail d'autrui; ce droit, dis-je, repose évidemment sur les mêmes bases que celui par lequel on possède ou l'on dispose de toute autre chose reconnue également comme le produit du travail.

P. SCHORE.

prix. Dans des articles comme le pain et la viande, la même cause qui diminue le profit apparent augmente les frais de premier achat. C'est l'*étendue du marché* qui, offrant de l'emploi à de plus gros capitaux, diminue le profit apparent; mais aussi c'est elle qui, obligeant de se fournir à de plus grandes distances, augmente le premier coût. Cette diminution d'une part, et cette augmentation de l'autre, semblent, en beaucoup de cas, se contre-balancer à peu près; et c'est là probablement la raison pour laquelle les prix du pain et de la viande de boucherie sont en général, à très-peu de chose près, les mêmes dans la plus grande partie du royaume, quoiqu'en différents endroits il y ait ordinairement de grandes différences dans les prix du blé et du bétail.

Quoique les profits des capitaux, tant pour la vente en détail que pour la vente en gros, soient en général plus faibles dans la capitale que dans de petites villes ou dans des villages, cependant on voit fort souvent dans la première de grandes fortunes faites avec de petits commencements, et on n'en voit presque jamais dans les autres. Dans de petites villes et dans des villages, le peu d'*étendue du marché* empêche le commerce de s'étendre à mesure que grossit le capital: aussi, dans de pareils lieux, quoique le taux des profits d'une personne en particulier puisse être très-élevé, cependant la masse ou la somme totale de ces profits, et par conséquent le montant de son accumulation annuelle, ne peuvent pas être très-considérables. Au contraire, dans les grandes villes, on peut étendre son commerce à mesure que le capital augmente, et le crédit d'un homme qui est économe et en prospérité, augmente encore bien plus vite que son capital. Suivant que l'un et l'autre augmentent, il agrandit la sphère de ses opérations; la somme ou le montant total de ses profits est en proportion de l'étendue de son commerce, et ce qu'il accumule annuellement est proportionné à la somme totale de ses profits. Toutefois il arrive rarement que, même dans les grandes villes, on fasse des fortunes considérables dans une industrie régulière fixée et bien connue, si ce n'est par une longue suite d'années d'une vie appliquée, économe et laborieuse. A la vérité il se fait quelquefois, dans ces endroits, des fortunes soudaines dans ce qu'on appelle proprement le *commerce* ou la *spéculation*. Le négociant qui s'adonne à ce genre d'affaires n'exerce pas d'industrie fixe, régulière, ni bien connue. Il est cette année marchand de blé, il sera marchand de vin l'année prochaine, et marchand de sucre, de tabac ou de thé l'année suivante. Il se livre à

toute espèce de commerce qu'il présume pouvoir donner quelque profit extraordinaire, et il l'abandonne quand il prévoit que les profits en pourront retomber au niveau de ceux des autres affaires : ses profits et ses pertes ne peuvent donc garder aucune proportion régulière avec ceux de toute autre branche de commerce fixe et bien connue. Un homme qui ne craint pas de s'aventurer, peut quelquefois faire une fortune considérable en deux ou trois spéculations heureuses ; mais il est tout aussi probable qu'il en perdra autant par deux ou trois spéculations malheureuses. Un tel commerce ne peut s'entreprendre que dans les grandes villes. Ce n'est que dans des endroits où les affaires et les correspondances sont extrêmement étendues, qu'on peut se procurer toutes les connaissances qu'il exige.

Les cinq circonstances qui viennent d'être exposées en détail, occasionnent bien des inégalités très-fortes dans les salaires et les profits, mais elles n'en occasionnent aucune dans la somme totale des avantages et désavantages réels ou imaginaires de chacun des différents emplois du travail ou des capitaux : elles sont de nature seulement à compenser, dans certains emplois, la modicité du gain pécuniaire, et à en balancer la supériorité dans d'autres¹.

Cependant, pour que cette égalité ait lieu dans la somme totale des avantages et désavantages des emplois, trois choses sont nécessaires, en supposant même la plus entière liberté : la première, que l'emploi soit bien connu et établi depuis longtemps dans la localité ; la seconde, qu'il soit dans son état ordinaire, ou ce qu'on peut appeler son état *naturel*, et la troisième, qu'il soit la seule ou la principale occupation de ceux qui l'exercent.

Premièrement, cette égalité ne peut avoir lieu que dans ces emplois qui sont bien connus et qui existent depuis longtemps dans la localité.

Toutes choses égales d'ailleurs, une entreprise nouvelle donne de plus hauts salaires que les anciennes. Quand un homme forme le projet d'établir une manufacture nouvelle, il faut, dans le commencement, qu'il attire les ouvriers, et les détourne des autres emplois par l'attrait de salaires plus forts que ceux qu'ils gagneraient dans leurs propres professions, supérieurs à ceux que mériterait le nouveau travail, et il

¹ Cette conclusion de l'auteur nous semble bien obscure et bien hasardeuse. Les choses ne se passent pas ainsi dans la réalité.

se passera un temps considérable avant qu'il puisse risquer de les remettre au niveau commun. Les manufactures dont le débit est entièrement fondé sur la mode et la fantaisie, changent continuellement, et elles ne durent presque jamais assez longtemps pour qu'on puisse les regarder comme d'anciens établissements. Au contraire, celles dont le débit tient principalement à la nécessité ou à l'utilité, sont moins sujettes au changement, et peuvent conserver, pendant des siècles entiers de suite, la même forme et le même genre de fabrication. Les salaires doivent donc naturellement être plus forts dans les manufactures de la première espèce, que dans celles de la dernière. Birmingham produit principalement des ouvrages de la première sorte; Sheffield, des ouvrages de la seconde; et l'on dit que les salaires du travail dans chacune de ces places sont conformes à cette différence dans la nature de leurs produits.

Tout établissement nouveau en manufacture, toute branche nouvelle de commerce, toute pratique nouvelle en agriculture, est toujours une spéculation dont l'entrepreneur se promet des profits extraordinaires. Ces profits sont quelquefois très-forts; plus souvent peut-être c'est tout le contraire qui arrive; mais en général ils ne sont pas en proportion régulière avec ceux que donnent dans le voisinage les anciennes industries. Si le projet réussit, les profits sont ordinairement très-élevés d'abord. Quand ce genre de trafic ou d'opération vient à être tout à fait établi et bien connu, la concurrence réduit les profits au niveau de ceux des autres emplois.

Secondement, cette égalité dans la somme totale des avantages et dés-avantages des divers emplois du travail et des capitaux, ne peut avoir lieu que dans les emplois qui sont dans leur état ordinaire, ou dans ce qu'on peut appeler leur état *naturel*.

Dans presque chaque espèce différente de travail, la demande est tantôt plus grande, tantôt moindre que de coutume. Dans le premier cas, les avantages de ce genre d'emploi montent au-dessus du niveau commun; dans l'autre, ils descendent au-dessous. La demande de travail champêtre est plus forte dans le temps des foins et de la moisson, que pendant le reste de l'année, et les salaires haussent avec ce surcroît de demande¹. En temps de guerre, lorsque quarante ou cinquante mae-

¹ C'est ce qui fait que dans les pays où les habitants des campagnes ne sont que journaliers, comme en Angleterre, la population agricole est réduite à l'état de mi-

lots sont forcés de passer de la marine marchande au service du roi, la demande de matelots pour le commerce s'élève nécessairement en proportion de leur rareté; et dans ces cas-là, leurs salaires montent communément d'une guinée ou de 27 schellings par mois, à 40 schellings et à 3 livres. Au contraire, dans une manufacture qui décline, beaucoup d'ouvriers, plutôt que de quitter leur ancien métier, se contentent de salaires plus faibles que ceux que comporterait sans cela la nature de leur travail.

Le profit du capital varie avec le prix des marchandises qui font l'objet de l'emploi. Quand le prix d'une marchandise s'élève au-dessus du taux ordinaire ou moyen, les profits d'une partie au moins du capital employé à la mettre sur le marché, montent au-dessus du niveau général; et quand ce prix baisse, au contraire, ils tombent au-dessous de ce niveau. Toutes les marchandises sont plus ou moins sujettes à des variations dans leur prix, mais quelques-unes le sont beaucoup plus que d'autres. Dans toutes les choses qui sont le produit de l'industrie humaine, la demande annuelle règle nécessairement la quantité d'industrie qui s'y porte annuellement, de telle sorte que le produit moyen annuel puisse égaler, d'aussi près qu'il est possible, la consommation annuelle. On a déjà observé¹ que, dans quelques emplois, la même quantité d'industrie produira toujours la même ou presque la même quantité de marchandises. Par exemple, dans une manufacture de toiles ou de draps, le même nombre de bras fabriquera, dans une année, la même quantité, à fort peu de chose près, de toiles ou de draps. Le *prix de marché* de ce genre de marchandises n'a donc varié qu'en conséquence de variations accidentelles dans la demande, par exemple, en conséquence d'un deuil public qui fera hausser le prix du drap noir. Mais comme, en général, la demande de la plupart des espèces de drap ou de toile est assez uniforme, il en est de même de leur prix. Au contraire, il y a d'autres emplois où la même quantité d'industrie ne produira pas toujours la même quantité de marchandises. Par exemple, la même quantité d'industrie produira,

sère. Elle n'est pas sûre d'être occupée toute l'année, et les salaires de son travail, suffisant à l'entretenir quand on a besoin d'elle, comme à l'époque de la fenaison et de la moisson, tombent au-dessous des besoins les plus grossiers à d'autres époques.

A. B.

¹ Chap. vii.

en différentes années, des quantités fort différentes de blé, de vin, de houblon, de sucre, de tabac, etc. Aussi le prix de ce genre de marchandises varie, non-seulement d'après les variations de la demande, mais encore d'après les variations bien plus fortes et bien plus fréquentes de la quantité produite, et il est par conséquent extrêmement mobile. Or, il faut nécessairement que le profit de quelques-uns de ceux qui font commerce de ces denrées, se ressentent de la mobilité du prix. Ceux qui se livrent au commerce de spéculation, établissent leurs principales opérations sur ces sortes de marchandises. Quand ils prévoient que le prix pourra monter, ils en accaparent autant qu'ils peuvent, et ils cherchent à vendre quand il y a apparence de baisse.

Troisièmement, cette égalité dans la somme totale des avantages et désavantages de divers emplois de travail et de capitaux, ne peut avoir lieu que dans les emplois qui sont la seule ou la principale occupation de ceux qui les exercent.

Lorsqu'une personne tire sa subsistance d'un emploi qui n'occupe pas la plus grande partie de son temps, elle consent volontiers, dans ses intervalles de loisir, à travailler à quelqu'autre emploi pour un salaire moindre que ne le comporterait sans cela la nature de ce travail.

Il existe encore, dans plusieurs endroits de l'Écosse, une classe de gens qu'on nomme *collers* ou *collagers*¹, qui étaient, il y a quelques années, encore plus nombreux qu'aujourd'hui². Ce sont des espèces de domestiques externes des propriétaires et des fermiers. La rétribution d'usage qu'ils reçoivent de leur maître, c'est une maison, un petit jardin potager, autant d'herbe qu'il en faut pour nourrir une vache, et peut-être une acre ou deux de mauvaise terre labourable. Quand le maître les emploie, il leur donne en outre quatre *gallons*³ de farine d'avoine par semaine, valant environ 16 deniers sterling. Pendant une grande partie de l'année, il ne les emploie pas ou les emploie très-peu, et la culture de leur petite possession ne suffit pas pour occuper tout le temps qu'on leur laisse libre. Quand ces tenanciers étaient plus nombreux qu'ils ne sont maintenant, on dit que, moyennant une très-faible rétribution, ils donnaient volontiers le surperflu de leur

¹ Du mot *cottage*, qui veut dire chaumière.

² Aujourd'hui cette classe a entièrement disparu.

MAC CULLOCH.

³ En anglais *pecks*. Le *peck* anglais vaut 2 gallons, ou 9 litres 86 millilitres en mesures françaises.

temps à quiconque les voulait employer, et qu'ils travaillaient pour de moindres salaires que les autres ouvriers. Il paraît qu'ils ont été autrefois très-communs dans toute l'Europe. Dans des pays mal cultivés et encore plus mal peuplés, la plus grande partie des propriétaires et des fermiers n'auraient pas pu sans cela se pourvoir des bras extraordinaires qu'exigent, dans certaines saisons, les travaux de la campagne. Il est évident que la rétribution journalière ou hebdomadaire que ces ouvriers recevaient accidentellement de leurs maîtres, n'était pas le prix entier de leur travail : leur petite possession en formait une partie considérable. Cependant plusieurs écrivains qui ont recueilli les prix du travail et des denrées dans les temps anciens, et qui se sont plu à les représenter tous deux prodigieusement bas, ont regardé cette rétribution accidentelle comme formant tout le salaire de ces ouvriers.

Le produit d'un travail fait de cette manière, se présente souvent sur le marché à meilleur compte que la nature de ce travail ne le permettrait sans cette circonstance. Dans plusieurs endroits d'Écosse, on a des bas tricotés à l'aiguille à beaucoup meilleur marché qu'on ne pourrait les établir au métier partout ailleurs : c'est l'ouvrage de domestiques et d'ouvrières qui trouvent dans une autre occupation la principale partie de leur subsistance. On importe par an, à Leith, plus de mille paires de bas de Shetland, dont le prix est de 5 à 7 deniers la paire. A Learwick, la petite capitale des îles de Shetland, le prix ordinaire du simple travail est, à ce qu'on m'a assuré, de 10 deniers par jour. Dans les mêmes îles, on tricote des bas d'estame¹, de la valeur d'une guinée la paire, et au-dessus.

La filature de toile se fait en Écosse de la même manière à peu près que les bas à l'aiguille, c'est-à-dire par des femmes qui sont louées principalement pour d'autres services. Celles qui essayent de vivre uniquement de l'un ou de l'autre de ces métiers, gagnent à peine de quoi ne pas mourir de faim. Dans la plus grande partie de l'Écosse, il faut être une bonne fileuse pour gagner 20 deniers par semaine².

Dans les pays opulents, le marché est en général assez étendu pour qu'une seule occupation suffise à employer tout le travail et tout le capital de ceux qui s'y livrent. Ce n'est guère que dans les pays pauvres

¹ *Worsted*, c'est une laine filée beaucoup plus grosse que l'autre, et préparée exprès pour faire des bas.

² Le fil à toile est généralement filé aujourd'hui à la mécanique. MAC CULLOCH.

qu'on trouve des exemples de gens qui vivent d'un emploi et retirent en même temps quelques petits bénéfices d'un autre. Cependant la capitale d'un pays très-riche peut nous fournir un exemple de quelque chose de semblable. Il n'y a pas, je crois, de ville en Europe où les loyers de maison soient plus chers qu'à Londres, et je ne connais pourtant pas de capitale où on puisse trouver des chambres garnies à si bon marché : non-seulement les logements à Londres sont moins chers qu'à Paris, ils le sont même beaucoup moins qu'à Édimbourg, au même degré de commodité ; et ce qui pourra paraître singulier, c'est la cherté des loyers¹, qui est la cause du bon marché des logements. La cherté des loyers de maison à Londres ne procède pas seulement des causes qui les rendent chers dans toutes les capitales, c'est-à-dire la cherté du travail, la cherté des matériaux de construction qu'il faut en général transporter de fort loin, et par-dessus tout la cherté de la rente ou loyer du sol² ; chaque propriétaire de sol agit en monopoleur, et exige très-souvent pour une seule acre de mauvaise terre dans la ville, une plus forte rente que ne pourraient lui en produire cent acres des meilleures terres de la campagne. Mais la cherté de ces loyers provient encore en partie de la coutume du pays, qui oblige tout chef de famille à prendre à loyer une maison entière, de la cave au grenier. En Angleterre, on comprend sous le nom d'*habitation* ou *domicile*, tout ce qui est renfermé sous le même toit ; tandis que ce mot, en France, en Écosse et dans beaucoup d'autres endroits de l'Europe, ne signifie souvent rien de plus qu'un seul étage. Un industriel à Londres est obligé de prendre à loyer une maison entière, dans le quartier où demeurent ses pratiques. Il tient sa boutique au rez-de-chaussée, et il coeche, ainsi que sa famille, dans les combles ; ensuite il tâche de regagner une partie de son loyer en prenant des locataires dans les deux étages du milieu. C'est sur son industrie, et non sur ses locataires, qu'il compte pour entretenir sa famille, tandis qu'à Paris et à Édimbourg les gens qui fournissent des logements, n'ont ordinairement pas d'autres moyens de subsistance, et qu'il faut que le prix du logement paye non-seulement le loyer de la maison, mais encore toute la dépense de la famille.

¹ C'est-à-dire, du loyer ou prix du bail d'une maison entière, par opposition au prix d'un logement ou appartement qui ne comprend qu'une partie de la maison.

² Voyez sur ce *loyer du sol*, liv. V, chap. II.

SECTION II.

Inégalités causées par la police de l'Europe.

Telles sont les inégalités qui se trouvent dans la somme totale des avantages et désavantages des divers emplois de travail et de capitaux, même dans les pays où règne la plus entière liberté, lesquelles proviennent du défaut de quelque une des trois conditions ci-dessus expliquées; mais la police qui domine en Europe, faute de laisser les choses dans une entière liberté, donne lieu à d'autres inégalités d'une bien plus grande importance.

Elle produit cet effet principalement de trois manières : la première, en restreignant la concurrence, dans certains emplois, à un nombre inférieur à celui des individus qui, sans cela, seraient disposés à y entrer; la seconde, en augmentant dans d'autres le nombre des concurrents au delà de ce qu'il serait dans l'état naturel des choses; et la troisième, en gênant la libre circulation du travail et des capitaux, tant d'un emploi à un autre, que d'un lieu à un autre.

Premièrement, la police qui règne en Europe donne lieu à une inégalité considérable dans la somme totale des avantages et désavantages des divers emplois du travail et des capitaux, en restreignant, dans certains endroits, la concurrence à un plus petit nombre d'individus que ceux qui s'y porteraient sans cela.

Pour cet objet, les principaux moyens qu'elle emploie, ce sont les *privileges exclusifs* des corporations.

Le *privilege exclusif* d'un corps de métier restreint nécessairement la concurrence, dans la ville où il est établi, à ceux auxquels il est libre d'exercer ce métier. Ordinairement la condition requise pour obtenir cette liberté, est d'avoir fait son apprentissage sous un maître ayant qualité pour cela. Les statuts de la corporation règlent quelquefois le nombre d'apprentis qu'il est permis à un maître d'avoir, et presque toujours le nombre d'années que doit durer l'apprentissage. Le but de ces règlements est de restreindre la concurrence à un nombre d'individus beaucoup moindre que celui qui, sans cela, embrasserait cette profession. La limitation du nombre des apprentis restreint directement la concurrence; la longue durée de l'apprentissage la restreint d'une manière plus indirecte, mais non moins efficace, en augmentant les frais de l'éducation industrielle.

A Sheffield, un statut de la corporation interdit à tout maître coute-lier d'avoir plus d'un apprenti à la fois. A Norwich et à Norfolk, aucun maître tisserand¹ ne peut avoir plus de deux apprentis, sous peine d'une amende de 5 livres par mois envers le roi. Dans aucun endroit de l'Angleterre ou des colonies anglaises, un maître chapelier ne peut avoir plus de deux apprentis, sous peine de 5 livres d'amende par mois, applicables, moitié au roi, et moitié au dénonciateur. Quelque ces deux derniers règlements aient été confirmés par une loi du royaume, ils n'en sont pas moins évidemment dictés par ce même esprit de corporation qui a imaginé le statut de Sheffield. A peine les fabricants d'étoffes de soie à Londres ont-ils été une année érigés en corporation, qu'ils ont porté un statut qui défendait à tout maître d'avoir plus de deux apprentis à la fois; il a fallu un acte exprès du parlement pour casser ce statut.

La durée de l'apprentissage, dans la plupart des corps de métiers, paraît avoir été anciennement fixée, dans toute l'Europe, au terme ordinaire de sept ans. Ces corporations se nommaient autrefois *universités*, d'un mot latin qui désigne en effet une corporation quelconque. Dans les vieilles chartes des villes anciennes, nous trouvons souvent ces expressions : *l'université des forgerons*, *l'université des tailleurs*, etc. Lors du premier établissement de ces corporations particulières, qui sont aujourd'hui désignées spécialement sous le nom d'*universités*, le terme des années d'étude qui fut jugé nécessaire pour obtenir le degré de *maître es arts*, paraît évidemment avoir été fixé d'après le terme d'apprentissage dans les métiers dont les corporations étaient beaucoup plus anciennes. De même qu'il était nécessaire d'avoir travaillé sept ans sous un maître dûment qualifié pour acquérir le droit de devenir maître dans un métier ordinaire, et d'y tenir ainsi des apprentis; de même il fut nécessaire d'avoir étudié sept ans sous un maître pour être en état de devenir, dans les professions libérales, *maître, professeur ou docteur* (termes autrefois synonymes), et pour prendre sous soi des *étudiants* ou *apprentis* (termes qui furent aussi synonymes dans l'origine).

Le statut de la cinquième année d'Élisabeth, appelé communément le *statut des apprentis*, décida que nul ne pourrait à l'avenir exercer aucun métier, profession ou art pratiqué alors en Angleterre, à moins d'y avoir fait préalablement un apprentissage de sept ans au moins; et

¹ Ce sont des tisserands en laine, ou ouvriers qui tissent les draps.

ce qui n'avait été jusque-là que le statut de quelques corporations particulières, devint la loi générale et publique de l'Angleterre, pour tous les métiers établis dans les villes de marché; car quoique les termes de la loi soient très-généraux et semblent renfermer sans distinction la totalité du royaume, cependant, en l'interprétant, on a limité son effet aux villes de marché seulement, et on a tenu que, dans les villages, une même personne pouvait exercer plusieurs métiers différents, sans avoir fait un apprentissage de sept ans pour chacun¹.

De plus, par une interprétation rigoureuse des termes du statut, on en a limité l'effet aux métiers seulement qui étaient établis en Angleterre avant la cinquième année d'Élisabeth, et on ne l'a jamais étendu à ceux qui y ont été introduits depuis cette époque. Cette limitation a donné lieu à plusieurs distinctions qui, considérées comme réglemens de police, sont bien ce qu'on peut imaginer de plus absurde. Par exemple, on a décidé qu'un *carrossier* ne pouvait faire, ni par lui-même ni par des ouvriers employés par lui à la journée, les roues de ses carrosses, mais qu'il était tenu de les acheter d'un maître *ouvrier en roues*, ce dernier métier étant pratiqué en Angleterre antérieurement à la cinquième année d'Élisabeth. Mais l'*ouvrier en roues*, sans avoir jamais fait d'apprentissage chez un *ouvrier en carrosses*, peut très-bien faire des carrosses, soit par lui-même, soit par des ouvriers à la journée, le métier d'*ouvrier en carrosses* n'étant pas compris dans le statut, parce qu'à cette époque il n'était pas pratiqué en Angleterre. Il y a pour la même raison un grand nombre de métiers dans les Industries de Manchester, Birmingham et Wolverhampton, qui, n'ayant pas été exercés en Angleterre antérieurement à la cinquième année d'Élisabeth, ne sont pas compris dans le statut.

En France, la durée de l'apprentissage varie dans les différentes villes et dans les différents métiers. Le terme fixé pour un grand nombre à Paris, est de cinq ans; mais dans la plupart, avant que l'ouvrier puisse avoir le droit d'exercer comme maître, il faut qu'il travaille encore cinq ans de plus comme ouvrier à la journée: pendant ce dernier

¹ Le statut d'apprentissage a été rapporté en 1814 par le statut 54 Geo. III, ch. 96. Cet acte ne touchait pas aux droits, privilèges ou statuts des différentes corporations légalement constituées; mais là où d'anciens privilèges légaux ne font pas obstacle, les conditions de l'apprentissage et sa durée sont complètement abandonnées à la discrétion des parties intéressées.

terme il est appelé le *compagnon* du maître, et ce temps s'appelle son *compagnonage*¹.

En Écosse, il n'y a pas de loi générale qui règle universellement la durée de l'apprentissage. Le terme est différent dans les différentes corporations. Quand le terme est long, on peut en général en racheter une partie en payant un léger droit. En outre, dans beaucoup de villes, on achète la maîtrise dans un corps de métier quelconque, moyennant un droit très-faible. Les tisserands en toiles de lin et de chanvre, qui sont les principales fabrications du pays, ainsi que tous les autres ouvriers qui en dépendent, ouvriers en rouets, ouvriers en dévidoirs, etc., peuvent exercer leur métier dans toute ville *incorporée*², sans payer aucun droit. Dans les villes de corporation, toute personne est libre de vendre de la viande de boucherie à tous les jours de la semaine où il est permis d'en vendre. Le terme ordinaire de l'apprentissage en Écosse est de trois ans, même dans quelques métiers très-difficiles; et en général je ne connais pas de pays où les lois de corporation soient moins oppressives.

La plus sacrée et la plus inviolable de toutes les propriétés est celle de son propre travail, parce qu'elle est la source originaire de toutes les autres propriétés. Le patrimoine du pauvre est dans sa force et dans l'adresse de ses mains; et l'empêcher d'employer cette force et cette adresse de la manière qu'il juge la plus convenable, tant qu'il ne porte de dommage à personne, est une violation manifeste de cette propriété primitive. C'est une usurpation criante sur la liberté légitime, tant de l'ouvrier que de ceux qui seraient disposés à lui donner du travail : c'est empêcher à la fois, l'un, de travailler à ce qu'il juge à propos, et l'autre, d'employer qui bon lui semble. On peut bien en toute sûreté s'en fier à la prudence de celui qui occupe un ouvrier, pour juger si cet ouvrier mérite de l'emploi, puisqu'il y va assez de son propre intérêt. Cette sollicitude qu'affecte le législateur, pour prévenir qu'on n'em-

¹ Il n'est pas besoin d'avertir que ces privilèges n'existent plus.

² Les villes de *corporation*, ou villes *incorporées*, ont acquis par charte royale, par acte du parlement, ou par usage immémorial, ce privilège, qui consiste à agir, posséder, etc., en corps ou nom collectif, et à s'organiser ou se nommer des chefs, syndics, etc. Plusieurs villes qui sont *incorporées* n'ont pas pour cela le droit de députer au parlement; et plusieurs villes ou bourgs qui députent au parlement, ne sont pas *incorporés*, tels, par exemple, que la cité de Westminster.

ploi des personnes incapables, est évidemment aussi absurde qu'oppressive.

Ce n'est pas l'institution de longs apprentissages qui pourra vous garantir qu'on n'exposera pas très-souvent en vente des ouvrages défectueux. Quand on en produit de ce genre, c'est en général l'effet de la fraude, et non du manque d'habileté ; et les plus longs apprentissages ne sont pas des préservatifs contre la fraude. Pour prévenir cet abus, il faut avoir recours à des règlements d'une tout autre nature. La marque sterling sur la vaisselle, ou l'empreinte sur les draps et sur les toiles, donne aux acheteurs une garantie beaucoup plus sûre que tous les statuts d'apprentissage possibles. Aussi fait-on en général attention à ces marques quand on achète, tandis qu'on ne songe guère à s'informer si l'ouvrier a rempli ou non ses sept années d'apprentissage.

L'institution des longs apprentissages ne tend nullement à rendre les jeunes gens industrieux. Un journalier qui travaille à la pièce est bien plus disposé à devenir laborieux, parce que l'exercice de son industrie lui procure un bénéfice. Un apprenti doit naturellement être paresseux, et il l'est aussi presque toujours, attendu qu'il n'a pas d'intérêt immédiat au travail. Dans les emplois inférieurs, la récompense du travail est le seul attrait du travail. Ceux qui seront le plus tôt à portée de jouir de cette récompense, prendront vraisemblablement le plus tôt le goût de leur métier, et en acquerront les premiers l'habitude. Naturellement un jeune homme conçoit du dégoût pour le travail, quand il travaille longtenps sans en retirer aucun bénéfice. Les enfants qu'on met en apprentissage sur les fonds des charités publiques, sont presque toujours engagés pour un terme plus long que le nombre d'années ordinaires, et en général ils deviennent très-paresseux et très-mauvais sujets.

L'apprentissage était totalement inconnu chez les anciens, tandis que les devoirs réciproques du maître et de l'apprenti forment un article important dans nos codes modernes. La loi romaine n'en parle pas. Je ne connais pas de mot grec ou latin, et je pourrais bien avancer, je crois, qu'il n'en existe point, qui réponde à l'idée que nous attachons aujourd'hui au mot d'*apprenti*, c'est-à-dire un serviteur engagé à travailler à un métier particulier pour le compte d'un maître, pendant un terme d'années, sous la condition que le maître lui enseignera ce métier¹.

¹ Nous ne connaissons pas assez l'état de l'industrie dans l'antiquité pour affirmer que l'apprentissage des métiers était absolument libre ou soumis à des condi-

De longs apprentissages ne sont nullement nécessaires. Un art bien supérieur aux métiers ordinaires, celui de faire des montres et des pendules, ne renferme pas de secrets qui exigent un long cours d'instruction. A la vérité, la première invention de ces belles machines, et même celle de quelques instruments qu'on emploie pour les faire, doit être le fruit de beaucoup de temps et d'une méditation profonde, et elle peut passer avec raison pour un des plus heureux efforts de l'industrie humaine. Mais les uns et les autres étant une fois inventés et parfaitement connus, expliquer à un jeune homme, le plus complètement possible, la manière d'appliquer ces instruments et de construire ces machines, cela doit être au plus l'affaire de quelques semaines de leçons, peut-être même serait-ce assez de quelques jours. Dans les arts mécaniques ordinaires, quelques jours pourraient certainement suffire. A la vérité, la dextérité de la main, même dans les métiers les plus simples, ne peut s'acquérir qu'à l'aide de beaucoup de pratique et d'expérience. Mais un jeune homme travaillerait avec bien plus de zèle et d'attention, si dès le commencement il le faisait comme ouvrier, en recevant une paye proportionnée au peu d'ouvrage qu'il exécuterait, et en payant à son tour les matières qu'il pourrait gâter par maladresse ou défaut d'habitude. Par ce moyen son éducation serait en général plus efficace, et toujours moins longue et moins coûteuse. Le maître, il est vrai, pourrait perdre à ce compte : il y perdrait tous les salaires de l'apprenti, qu'il épargne à présent pendant sept ans de suite ; peut-être bien aussi que l'apprenti lui-même pourrait y perdre. Dans un métier appris aussi aisément, il aurait plus de concurrents, et quand l'apprenti serait devenu ouvrier parfait, ses salaires seraient beaucoup moindres qu'ils ne sont aujourd'hui. La même augmentation de concurrence abaisserait les profits des maîtres, tout comme les salaires des ouvriers. Les gens de métier et artisans de toute sorte, ceux qui exploitent des procédés secrets, perdraient sous ce rapport ; mais le public y gagnerait, car tous les produits de la main-d'œuvre arriveraient alors au marché à beaucoup meilleur compte.

tions. Une grande partie des travaux industriels était faite par des esclaves, et c'est ce qu'Adam Smith a l'air d'oublier ici. Nous savons que chez les Romains l'industrie était organisée en *collèges* (*collegia*), soumis à des règlements particuliers. La loi des Douze Tables reconnaît aux collèges le droit d'établir des statuts, pourvu que ces statuts ne blessent en rien les lois.

MAC CULLOCH.

C'est pour prévenir cette réduction de prix, et par conséquent de salaires et de profits, en restreignant la libre concurrence qui n'eût pas manqué d'y donner lieu, que toutes les corporations et la plus grande partie des lois qui les concernent, ont été établies. Autrefois, dans presque toute l'Europe, il ne fallait pas d'autre autorité pour ériger un corps de métier, que celle de la ville incorporée où il était établi. A la vérité, en Angleterre, il fallait aussi une charte du roi. Mais il paraît que cette prérogative a été réservée à la couronne plutôt comme moyen de tirer de l'argent des sujets, que comme moyen de défendre la liberté générale contre ces monopoles oppresseurs. On voit qu'en payant un droit au roi, la charte était en général accordée sur-le-champ; et lorsque quelque classe d'artisans ou de marchands s'était avisée d'agir comme corporation sans avoir pris de charte, ces communautés de *contrebande*, comme on les appelait, ne perdaient pas toujours pour cela leurs franchises, mais elles étaient tenues de payer au roi un droit annuel, pour la permission d'exercer les privilèges qu'elles avaient usurpés¹. La surveillance immédiate de toutes les corporations et des statuts qu'elles jugeaient à propos de faire pour leur propre régime, appartenait aux villes incorporées où elles étaient établies, et toute discipline qui s'exerçait sur elles procédait ordinairement, non du roi, mais de la grande corporation municipale, dont ces corporations subordonnées n'étaient que des membres ou des dépendances.

Le régime des villes incorporées se trouva tout à coup dans la main des marchands et artisans, et l'intérêt évident de chacune de leurs classes particulières fut d'empêcher que le marché ne fût *surchargé*, comme ils disent ordinairement, des objets de leur commerce particulier, c'est-à-dire, en réalité, de l'en tenir toujours dégarni. Chaque classe travailla avec ardeur à fabriquer les règlements les plus propres à ce but, et, pourvu qu'on la laissât faire, elle fut très-disposée à laisser faire de même les autres classes. Chaque classe, il est vrai, au moyen de ses règlements, se trouvait obligée d'acheter les marchandises dont elle avait besoin, dans la ville même, chez les marchands et artisans des autres classes, et de les payer un peu plus cher qu'elle n'aurait fait sans cela; mais en revanche elle se trouvait aussi à même de vendre les siennes plus cher, dans la même proportion, ce qui revenait à peu près au même; dans les affaires que les classes différentes faisaient entre

¹ Voyez le *Firma Burgi* de Madox, pag. 26, etc.

Note de l'auteur.

elles dans la ville, aucune d'elles ne perdait à ces règlements. Mais dans les affaires qu'elles faisaient avec la campagne, toutes également trouvaient de gros bénéfices, et c'est dans ce dernier genre d'affaires que consiste tout le trafic qui soutient et qui enrichit les villes.

Chaque ville tire de la campagne toute sa subsistance et tous les matériaux de son industrie. Elle paye ces deux objets de deux manières : la première, en renvoyant à la campagne une partie de ces matériaux travaillés et manufacturés, et dans ce cas le prix en est augmenté du montant des salaires des ouvriers, et du montant des profits de leurs maîtres ou de ceux qui les emploient immédiatement ; la seconde, en envoyant à la campagne le produit brut manufacturé ou importé dans la ville, soit des autres pays, soit des parties éloignées du même pays ; et dans ce cas aussi le prix originaire de ces marchandises s'accroît des salaires des voituriers ou matelots, et du profit des marchands qui les emploient. Le gain résultant de la première de ces deux branches d'industrie, compose tout le bénéfice que la ville retire de ses manufactures. Le gain résultant de la seconde, compose tout le bénéfice de son commerce intérieur et de son commerce étranger. La totalité du gain dans l'une et dans l'autre branche d'industrie, consiste en salaires d'ouvriers et dans les profits de ceux qui les emploient. Ainsi, tous règlements qui tendent à faire monter ces salaires et ces profits au-dessus de ce qu'ils devaient être naturellement, tendent à permettre à la ville d'acheter, avec une moindre quantité de son travail, le produit d'une plus grande quantité du travail de la campagne. Ils donnent aux marchands et artisans de la ville un avantage sur les propriétaires, fermiers et ouvriers de la campagne, et ils rompent l'égalité naturelle, qui s'établirait sans cela dans le commerce entre la ville et la campagne. La totalité du produit annuel du travail de la société se divise annuellement entre ces deux classes de la nation. L'effet de ces règlements est de donner aux habitants des villes une part de ce produit plus forte que celle qui leur reviendrait sans cela, et d'en donner une moindre aux habitants des campagnes.

Le prix que payent les villes pour les denrées et matières qui y sont annuellement importées, consiste dans tous les objets de manufactures et autres marchandises qui en sont annuellement exportés. Plus ces derniers sont vendus cher, plus les autres sont achetées bon marché. L'industrie des villes en est plus favorisée au détriment de l'industrie des campagnes.

Pour nous convaincre que l'industrie qui s'exerce dans les villes est, dans toute l'Europe, plus favorisée que celle qui s'exerce dans les campagnes, il n'est pas besoin de se livrer à des calculs compliqués, il suffit d'une observation très-simple et à portée de tout le monde. Il n'y a pas un pays en Europe où nous ne trouvions au moins cent personnes qui auront fait de grandes fortunes avec peu de chose, par le moyen du commerce et des manufactures, autrement par l'industrie des villes, contre une seule qui aura fait fortune par l'industrie agricole, par celle qui obtient les produits de la terre par la culture et l'amélioration du sol. Il faut donc que l'industrie soit mieux récompensée, que les salaires du travail et les profits des capitaux soient évidemment plus forts dans les villes que dans les campagnes. Or, le travail et les capitaux cherchent naturellement les emplois les plus avantageux. Naturellement donc ils se jetteront dans les villes le plus qu'ils pourront, et abandonneront les campagnes¹.

Les habitants d'une ville étant rassemblés dans un même lieu, peuvent aisément communiquer et se concerter ensemble. En conséquence, les métiers les moins importants qui se soient établis dans les villes, ont été presque partout érigés en corporations, et même quand ils ne l'ont pas été, l'esprit de corporation, la jalousie contre les étrangers, la répugnance à prendre des apprentis ou à communiquer les secrets du métier, y ont toujours généralement dominé, et les différentes professions ont bien su empêcher, par des associations et des accords volontaires, cette libre concurrence qu'elles ne pouvaient gêner par des statuts. Les métiers qui n'emploient qu'un petit nombre de bras, sont ceux où on se livre le plus aisément à ces sortes de complots. Il ne faut peut-être qu'une demi-douzaine de cardeurs de laine pour fournir de l'ouvrage à un millier de fileuses et de tisserands. En convenant entre eux de ne pas prendre d'apprentis, non-seulement ils peuvent se ménager plus d'occupation, mais encore tenir en quelque sorte dans leur dépendance toute la fabrique des draps, et faire monter le prix de leur travail fort au-dessus de ce que vaut la nature de leur emploi.

¹ L'industrie n'est pas réellement, en moyenne, mieux récompensée dans les villes que dans la campagne ; mais les marchands et les manufacturiers résidant dans une ville ont, comme le docteur Smith l'a déjà expliqué, un champ plus large pour l'exercice de leur industrie, ou plus d'occasions de faire fortune par l'emploi d'un grand capital.

Les habitants de la campagne, qui vivent dispersés et éloignés l'un de l'autre, ne peuvent pas facilement se concerter entre eux. Non-seulement ils n'ont jamais été réunis en corps de métier, mais même l'esprit de corporation n'a jamais régné parmi eux. On n'a jamais pensé qu'un apprentissage fût nécessaire pour l'agriculture, qui est la grande industrie de la campagne. Cependant, après ce qu'on appelle les beaux-arts et les professions libérales, il n'y a peut-être pas de profession qui exige une aussi grande variété de connaissances et autant d'expérience. La quantité innombrable de volumes qui ont été écrits sur cet art dans toutes les langues, prouve bien que les nations les plus sages et les plus éclairées ne l'ont jamais regardé comme un sujet de facile étude. Et nous aurions peine encore à trouver dans tous ces volumes ensemble autant de connaissances sur les opérations si diverses et si compliquées de cette profession, qu'en possède communément un cultivateur même ordinaire, malgré tout le dédain avec lequel affectent de parler de lui certains auteurs inconsiderés qui ont écrit sur cette matière. Au contraire, il n'y a presque pas une profession mécanique ordinaire dont on ne puisse expliquer toutes les opérations dans une brochure de quelques pages, aussi complètement et aussi clairement que de pareilles choses peuvent se rendre à l'aide du discours et des figures. Il y en a plusieurs qui sont expliquées de cette manière dans l'*Histoire des Arts et Métiers*, publiée par l'Académie des sciences de France. En outre, il faut bien plus de jugement et de prudence pour diriger des opérations qui doivent varier à chaque changement de saison, et suivant une infinité d'autres circonstances, que pour des travaux qui sont toujours les mêmes ou à peu près les mêmes.

Non-seulement l'art du cultivateur, qui consiste dans la direction générale des opérations de la culture, mais même plusieurs des branches inférieures des travaux de la campagne, exigent beaucoup plus de savoir et d'expérience que la majeure partie des arts mécaniques. Un homme qui travaille sur le cuivre ou sur le fer, travaille avec des outils et sur des matières dont la nature est toujours la même ou à peu près; mais celui qui laboure la terre avec un attelage de chevaux ou de bœufs, travaille avec des instruments dont la santé, la force et le tempérament sont très-différents, selon les diverses circonstances. La nature des matériaux sur lesquels il travaille, n'est pas moins sujette à varier que celle des instruments dont il se sert, et les uns et les autres veulent être maniés avec beaucoup de jugement et de prudence; aussi est-il rare

que ces qualités manquent à un simple laboureur, quoiqu'on le prenne en général pour un modèle de stupidité et d'ignorance. A la vérité, il est moins accoutumé que l'artisan au commerce de la société : son langage et le son de sa voix ont quelque chose de plus grossier et de plus choquant pour ceux qui n'y sont pas accoutumés ; toutefois son intelligence, habituée à s'exercer sur une plus grande variété d'objets, est en général bien supérieure à celle de l'autre, dont toute l'attention est ordinairement du matin au soir bornée à exécuter une ou deux opérations très-simples. Tout homme qui, par relation d'affaires ou par curiosité, a un peu vécu avec les dernières classes du peuple de la campagne et de la ville, connaît très-bien la supériorité des uns sur les autres ¹. Aussi dit-on qu'à la Chine et dans l'Indostan, les ouvriers de

¹ Ce passage sur la supériorité morale de la population agricole comparée à la population ouvrière des villes, est un de ceux qui révèlent le mieux la bonne foi et le génie du fondateur de l'économie politique. Les disciples d'Adam Smith, en Angleterre, n'ont pas voulu admettre le fait incontestable si bien exposé par leur maître. Mac Culloch prétend, dans une note, que si jamais la population agricole a été supérieure en intelligence et en moralité à la population industrielle, il n'en est plus de même aujourd'hui. Il soutient que les ouvriers de l'industrie anglaise sont aujourd'hui plus intelligents que les paysans agriculteurs. Selon lui, l'intelligence du paysan, continuellement occupée par les faits nombreux et variés qui passent sous ses yeux, n'a pas le temps de réfléchir, et elle reste endormie ; tandis que la monotonie des occupations industrielles sert d'excitation à l'intelligence de l'ouvrier des villes. Il prétend que la nature même de leurs occupations provoque les ouvriers de l'industrie à exercer leur intelligence, et il cite pour exemple les tisserands de Glasgow, de Manchester, etc. Ici, Mac Culloch est complètement démenti par les enquêtes récentes faites sur la condition des tisserands à la main. Les commissaires de l'enquête ont constaté que les tisserands étaient autrefois une classe intelligente et morale ; mais que, sous l'influence de la misère, ils sont descendus à l'abrutissement et à la dégradation morale, qui est la condition des basses classes de la nation anglaise. (Voyez, pour les résultats de cette enquête, l'ouvrage intitulé *De la Misère des classes laborieuses en Angleterre et en France*, Paris 1841.) Mac Culloch confond ici évidemment l'esprit plus éveillé qui se montre chez les ouvriers de l'industrie, avec le solide bon sens. Comme du temps d'Adam Smith, et plus encore, les populations agricoles sont supérieures en bon sens, en raison pratique, à celles des grandes villes d'industrie ; c'est un fait incontestable, qui n'est que trop démontré par la moralité comparée des agriculteurs et des ouvriers des villes. Il est aussi vrai que l'avantage intellectuel et moral est de leur côté, qu'il est vrai qu'ils vivent plus longtemps. La différence n'est peut-être pas aussi sensible qu'en France, parce que,

la campagne sont mieux traités, pour la considération et les salaires, que la plupart des artisans et ouvriers de manufactures. Il en serait probablement de même partout, si les lois et l'esprit de corporation n'y mettaient obstacle.

Ce n'est pas seulement aux corporations et à leurs règlements qu'il faut attribuer la supériorité que l'industrie des villes a usurpée dans toute l'Europe sur celle des campagnes, il y a encore d'autres règlements qui la maintiennent : les droits élevés dont sont chargés tous les produits de manufacture étrangère et toutes les marchandises importées par des marchands étrangers, tendent tous au même but¹. Les lois de corporation mettent les habitants des villes à même de hausser leurs prix, sans crainte d'être supplantés par la libre concurrence de leurs concitoyens ; les autres règlements les garantissent de celle des étrangers. Le renchérissement de prix qu'occasionnent ces deux espèces de règlements, est partout supporté en définitive par les propriétaires, les fermiers et les ouvriers de la campagne, qui se sont rarement opposés à l'établissement de ces monopoles. Ordinairement ils n'ont ni le désir ni les moyens de se concerter entre eux pour de pareilles mesures² : les marchands, par leurs clameurs et leurs raisonnements captieux, viennent aisément à bout de leur faire prendre pour l'intérêt général ce qui n'est que l'intérêt privé d'une partie, et encore d'une partie subordonnée de la société³.

Il paraît qu'anciennement, dans la Grande-Bretagne, l'industrie des villes avait sur celle des campagnes plus de supériorité qu'à présent : aujourd'hui les salaires du travail de la campagne se rapprochent davantage de ceux du travail des manufactures, et les profits des capitaux employés à la culture, de ceux des capitaux employés au commerce et aux manufactures, qu'ils ne s'en rapprochaient, à ce qu'il semble, dans

en Angleterre, la plupart des ouvriers de l'agriculture sont réduits à la misère et à la dégradation morale qui en est la conséquence. Adam Smith a donc encore raison aujourd'hui en soutenant que les travaux agricoles sont plus favorables à la moralité, à la raison de l'homme, à la santé, que les travaux de l'industrie telle qu'elle est constituée aujourd'hui, surtout en Angleterre.

¹ Voyez le liv. IV, et surtout les chap. II, III et VIII.

² Si Adam Smith avait été témoin de ce qui s'est passé depuis 1791, relativement aux lois céréales, il aurait assurément modifié cette opinion.

MAC CULLOCH.

³ Voyez ci-après chap. XI, sur la fin.

le dernier siècle ou dans le commencement de celui-ci. Ce changement peut être regardé comme la conséquence nécessaire, quoique très-tardive, de l'encouragement forcé donné à l'industrie des villes. Le capital qui s'y accumule devient, avec le temps, si considérable, qu'il ne peut plus y être employé avec le même profit à cette espèce d'industrie qui est particulière aux villes : cette industrie a ses limites comme toute autre, et l'accroissement des capitaux, en augmentant la concurrence, doit nécessairement réduire les profits. La baisse des profits dans les villes force les capitaux à refluer dans les campagnes, où ils vont créer de nouvelles demandes de travail, et font hausser par conséquent les salaires du travail agricole ; alors ces capitaux se répandent, pour ainsi dire, sur la surface du sol, et l'emploi qu'on en fait en culture les rend en partie à la campagne, aux dépens de laquelle ils s'étaient originairement accumulés dans les villes. Je tâcherai de faire voir par la suite ¹, que c'est à ces débordements de capitaux originairement accumulés dans les villes, que, dans toute l'Europe, on est redevable des plus grandes améliorations faites dans la culture du pays, et je tâcherai de démontrer en même temps que, quoique ce cours des choses ait amené quelques pays à un degré considérable d'opulence, néanmoins une telle marche est nécessairement par elle-même, lente, incertaine, sujette à être interrompue par une foule innombrable d'accidents, et qu'elle est à tous égards contraire à l'ordre de la nature et de la raison. Dans les troisième et quatrième livres de ces *Recherches*, je tâcherai de développer, avec autant de clarté et d'étendue qu'il me sera possible, quels sont les intérêts, les préjugés, les lois et coutumes qui ont donné lieu à ce fait.

Il est rare que des gens du même métier se trouvent réunis, fût-ce pour quelque partie de plaisir ou pour se distraire, sans que la conversation finisse par quelque conspiration contre le public, ou par quelque machination pour faire hausser les prix ². Il est impossible, à la vérité, d'empêcher ces réunions par une loi qui puisse s'exécuter, ou qui soit compatible avec la liberté et la justice ; mais si la loi ne peut pas empê-

¹ Voyez le liv. III, et notamment le chap. IV.

² Mac Culloch fait observer que ces coalitions ne peuvent jamais atteindre le but qu'elles se proposent. Du moment où une coalition élève les prix à un taux artificiel, l'intérêt que les individus ont à se séparer de cette coalition devient trop grand pour permettre que cette élévation de prix soit durable.

A. B.

cher des gens du même métier de s'assembler quelquefois, au moins ne devrait-elle rien faire pour faciliter ces assemblées, et bien moins encore pour les rendre nécessaires.

Un règlement qui oblige tous les gens du même métier dans une ville, à faire inscrire dans un registre public leurs noms et demeures, facilite ces assemblées; il établit une liaison entre des individus qui autrement ne se seraient peut-être jamais connus, et il donne à chaque homme de métier une indication pour trouver toutes les autres personnes de sa profession.

Un règlement qui autorise les gens du même métier à se taxer entre eux pour pourvoir au soulagement de leurs pauvres, de leurs malades, de leurs veuves et orphelins, en leur donnant ainsi des intérêts communs à régir, rend ces assemblées nécessaires.

Une corporation rend non-seulement les assemblées nécessaires, mais elle fait encore que la totalité des membres se trouve liée par le fait de la majorité. Dans un métier libre, on ne peut former de ligue qui ait son effet, que par le consentement unanime de chacun des individus de ce métier, et encore cette ligue ne peut-elle durer qu'autant que chaque individu continue à être du même avis. Mais la majorité d'un corps de métier peut établir un statut, avec des dispositions pénales, qui limitera la concurrence d'une manière plus efficace et plus durable que ne pourrait faire aucune ligue volontaire quelconque.

C'est sans le moindre fondement qu'on a prétexté que les corporations étaient nécessaires pour régir sagement l'industrie. La discipline véritable et efficace qui s'exerce sur un ouvrier, ce n'est pas celle de la corporation, mais bien celle de ses pratiques. C'est la crainte de perdre l'ouvrage qu'elles lui donnent, qui prévient ses fraudes et corrige sa négligence. Une corporation exclusive diminue nécessairement la force de cette discipline. On vous oblige alors d'employer une classe particulière de gens, qu'ils se comportent bien ou mal. C'est pour cette raison que, dans plusieurs grandes villes de corporation, on ne trouve quelquefois pas d'ouvriers passables, même dans les métiers les plus indispensables. Si vous voulez avoir de l'ouvrage fait avec quelque soin, il faut le commander dans les faubourgs, où les ouvriers, n'ayant pas de privilège exclusif, ne peuvent compter que sur la bonne réputation qu'ils se font, et ensuite il faut l'introduire en contrebande dans la ville.

C'est ainsi que la police des pays de l'Europe, en restreignant dans

quelques localités la concurrence à un plus petit nombre de personnes que celui qui s'y serait porté sans cela, donne lieu à une inégalité très-considérable dans la somme totale des avantages et désavantages des divers emplois du travail et des capitaux.

Secondement, la police des pays de l'Europe, en augmentant la concurrence dans quelques emplois au delà de ce qu'elle serait naturellement, occasionne une inégalité d'une espèce contraire dans la somme totale des avantages et désavantages des différents emplois du travail et des capitaux.

On a regardé comme une chose de si grande importance qu'il y eût un nombre convenable de jeunes gens élevés dans certaines professions, qu'il a été institué dans cette vue, tantôt par l'État, tantôt par la pitié de quelques fondateurs particuliers, une quantité de pensions, de bourses, de places dans les collèges et séminaires, etc., qui attirent dans ces professions beaucoup plus de gens qu'il n'y en aurait sans cela. Je crois que dans tous les pays chrétiens, l'éducation de la plupart des ecclésiastiques est défrayée de cette manière. Il y en a très-peu parmi eux qui aient été élevés entièrement à leurs propres frais : ceux qui sont dans ce cas ne trouveront donc pas toujours une récompense proportionnée à une éducation qui exige tant de temps, d'études et de dépense, les emplois ecclésiastiques étant obsédés par une foule de gens qui, pour se procurer de l'occupation, sont disposés à accepter une rétribution fort au-dessous de celle à laquelle ils auraient pu prétendre sans cela, avec une pareille éducation ; et ainsi la concurrence du pauvre emporte la récompense du riche. Sans doute il ne serait pas convenable de comparer un curé ou un chapelain à un artisan à la journée. On peut bien pourtant, sans blesser les convenances, considérer les honoraires d'un curé ou d'un chapelain comme étant de la même nature que les salaires de cet artisan. Tous les trois sont payés de leur travail en vertu de la convention qu'ils ont faite avec leurs supérieurs respectifs. Or, jusque après le milieu du quatorzième siècle, les honoraires ordinaires d'un curé ou d'un prêtre gagé dans une paroisse en Angleterre, ont été de 5 marcs d'argent (contenant environ autant d'argent que 10 livres de notre monnaie actuelle), ainsi que nous le trouvons réglé par les décrets de plusieurs conciles nationaux. A la même époque, il est déclaré que la paye d'un maître maçon est de 4 deniers par jour, contenant la même quantité d'argent qu'un schelling de notre monnaie actuelle, et celle d'un compagnon maçon, de

3 deniers par jour, égaux à 9 d'aujourd'hui¹. Ainsi les salaires de ces ouvriers, en les supposant constamment employés, étaient fort au-dessus des honoraires du curé; et en supposant le maître maçon sans ouvrage pendant un tiers de l'année, ses salaires étaient encore aussi élevés que ces honoraires. Dans le statut de la douzième année de la reine Anne, chapitre XII, il est dit : « Qu'attendu qu'en plusieurs en-
« droits les cures ont été mal desservies faute de fonds suffisants pour
« entretenir et encourager les curés, l'évêque sera autorisé à leur al-
« louer, par acte revêtu de sa signature et de son sceau, des émolu-
« ments ou une rétribution fixe et suffisante, qui n'excède pas 50 li-
« vres, et qui ne soit pas au-dessous de 20 livres par an. » On regarde aujourd'hui 40 livres par an comme une rétribution suffisante pour un curé², et malgré cet acte du parlement, il y a beaucoup de cures au-dessous de 20 livres³. Or, il y a à Londres des cordonniers à la journée qui gagnent 40 livres par an, et il n'y a presque pas un ouvrier laborieux, de quelque genre que ce soit dans cette capitale, qui n'en gagne plus de 20. Cette dernière somme n'excède même pas ce que gagnent très-souvent de simples manœuvres dans plusieurs paroisses de campagne. Toutes les fois que la loi a cherché à régler les salaires des ouvriers, c'est toujours pour les faire baisser plutôt que pour les élever; mais en maintes occasions la loi a tâché d'élever les honoraires des curés, en obligeant les recteurs des paroisses, pour maintenir la dignité de l'Eglise, de leur donner quelque chose de plus que la misérable subsistance qu'ils se seraient volontiers soumis à accepter. Dans l'un comme dans l'autre cas, la loi a également manqué son but, et elle n'a jamais eu le pouvoir d'élever le salaire des curés, non plus que d'abaisser ce-

¹ Voyez le statut des *ouvriers*, vingt-cinquième année d'Édouard III.

Note de l'auteur.

² Un curé est le dernier grade ecclésiastique dans l'église d'Angleterre; c'est un ministre gagé pour desservir la cure pendant la vacance du bénéfice ou l'empêchement du titulaire.

GARNIER.

³ Un acte passé en 1817 (37, Geo. III, ch. xcix) autorise les évêques à nommer des curés et à leur assigner une pension qui, en aucun cas, ne doit être au-dessous de 80 livres sterling par an, et qui doit s'élever à 150 livres sterling, suivant l'accroissement de la population dans la paroisse. Mais, bien que cet acte ait certainement amélioré la condition des curés, on peut douter encore, par les raisons que donne le docteur Smith, que les dispositions de cet acte ne soient éludées par des conventions privées entre les curés et ceux qui les emploient.

MAC CULLOCH.

lui des ouvriers jusqu'au degré qu'elle s'était proposé, parce qu'elle n'a jamais pu empêcher que les premiers, vu leur état d'indigence et la multitude des concurrents, ne consentissent à accepter moins que la rétribution fixée par la loi ; ni que les autres, vu la concurrence contraire de ceux qui trouvent leur profit ou leur plaisir à les employer, ne reçussent davantage.

Les grands bénéfices et les autres dignités ecclésiastiques soutiennent la dignité de l'Eglise, malgré la chétive condition de ses membres inférieurs. La considération que l'on porte à cette profession, même pour ces derniers, dédommage de la modicité de leur récompense pécuniaire. En Angleterre et dans tous les pays catholiques romains, la chance de fortune dans l'Eglise est, en réalité, plus avantageuse qu'il ne le faut. Il suffit de l'exemple des Eglises d'Ecosse, de Genève et de plusieurs autres de la communion protestante, pour nous convaincre que, dans une profession aussi recommandable, où on a tant de facilités pour se procurer l'éducation nécessaire, la seule perspective de bénéfices beaucoup plus modiques attirerait dans les ordres sacrés un nombre suffisant d'hommes instruits, bien nés et respectables *.

Si on élevait proportionnellement une aussi grande quantité de personnes, aux frais du public, dans les professions où il n'y a pas de bénéfices, telles que le droit et la médecine, la concurrence y serait bientôt si grande, que la récompense pécuniaire baisserait considérablement : personne alors ne voudrait prendre la peine de faire élever son fils à ses dépens dans l'une ou l'autre de ces professions. Elles seraient abandonnées uniquement à ceux qui y auraient été préparés par cette espèce de charité publique, et ces deux professions, aujourd'hui si honorées, seraient tout à fait dégradées par la misérable rétribution dont ces élèves si nombreux et si indigents se verraient en général forcés de se contenter.

* Voyez liv. V, chap. 1, sect. 3, art. 3.

Un acte passé en 1812 élève à 150 livres sterling les honoraires des ecclésiastiques d'Ecosse, qui étaient au-dessous de cette somme, sans compter le logement et le casuel. On admet généralement que cette somme est insuffisante pour entretenir un ecclésiastique d'une manière conforme à sa condition, et que le minimum des honoraires, outre le logement et le casuel, devrait être élevé à 250 ou 300 livres sterling par an.

MAC CULLOCH.

La classe d'hommes peu fortunés qu'on appelle communément *gens de lettres*, est à peu près dans la même position que celle où se trouveraient probablement les juriconsultes et les médecins, dans la supposition ci-dessus. La plupart d'entre eux, dans toutes les parties de l'Europe, ont été élevés pour l'Eglise, mais ils ont été détournés, par différentes raisons, d'entrer dans les ordres. Ils ont donc en général reçu leur éducation aux frais du public, et leur nombre est partout trop grand pour que le prix de leur travail ne soit pas réduit communément à la plus mince rétribution.

Avant l'invention de l'imprimerie, les gens de lettres n'avaient d'autre emploi, pour tirer parti de leurs talents, que celui d'enseigner publiquement, ou de communiquer à d'autres les connaissances utiles et curieuses qu'ils avaient acquises; et cet emploi est encore assurément plus utile, plus honorable et même en général plus lucratif que celui d'écrire pour des libraires, emploi auquel l'imprimerie a donné naissance. Le temps et l'étude, le talent, le savoir et l'application nécessaires pour former un professeur distingué dans les sciences sont au moins équivalents à ce qu'en possèdent les premiers praticiens en médecine et en jurisprudence; mais la rétribution ordinaire d'un savant professeur est, sans aucune proportion, au-dessous de celle d'un bon avocat ou d'un bon médecin, parce que la profession du premier est surchargée d'une foule d'indigents qui ont été instruits aux dépens du public, tandis que dans les deux autres il n'y a que très-peu d'élèves qui n'aient pas fait eux-mêmes les frais de leur éducation. Cependant, toute faible qu'elle est, la récompense ordinaire des professeurs publics et particuliers serait indubitablement beaucoup au-dessous même de ce qu'elle est, s'ils ne se trouvaient débarrassés de la concurrence de cette portion plus indigente encore de gens de lettres qui écrivent pour avoir du pain. Avant l'invention de l'imprimerie, *étudiant* et *mendiant* étaient, à ce qu'il semble, des termes à peu près synonymes, et il paraît qu'avant cette époque les différents recteurs des universités ont souvent accordé à leurs écoliers la permission de mendier.

Dans l'antiquité, où l'on n'avait aucun de ces établissements charitables destinés à élever des personnes indigentes dans les professions savantes, les professeurs étaient, à ce qu'il semble, bien plus richement récompensés. Isocrate, dans son *discours contre les sophistes*, reproche aux professeurs de son temps leur inconséquence. « Ils font » à leurs écoliers, dit-il, les promesses les plus magnifiques; ils se

« chargent de leur enseigner à être sages, à être heureux, à être justes, « et en retour d'un service d'une telle importance, ils stipulent une « misérable récompense de 4 ou 5 mines. Ceux qui enseignent la sagesse, « continue-t-il, devraient certainement être sages eux-mêmes ; cepen- « dant si on voyait un homme vendre à si bas prix une telle marchandise, « il serait convaincu de la folie la plus manifeste. » Sans doute il n'en- tend pas ici exagérer le montant de la rétribution, et nous pouvons être bien sûrs qu'elle n'était pas moindre qu'il ne la représente. Quatre mines étaient égales à 13 livres 6 sous 8 deniers ¹ ; 5 mines, à 16 livres 13 sous 4 deniers ; ainsi il faut que, dans ce temps, on ne payât guère moins que la plus forte de ces deux sommes aux premiers professeurs d'Athènes. Isocrate lui-même exigeait de chacun de ses élèves 10 mines, ou 33 livres 6 sous 8 deniers. Quand il enseignait à Athènes, on dit qu'il avait une centaine d'écouliers. J'entends par là le nombre auquel il enseignait à la fois, ou ceux qui assistaient à ce que nous appellerions un *cours de leçons*, et ce nombre ne paraîtra pas extraordinaire dans une si grande ville pour un professeur aussi célèbre, et qui enseignait celle de toutes les sciences qui était alors le plus en vogue, la rhétorique. Il faut donc que chacun de ses cours lui ait valu 1,000 mines, ou 3,333 livres 6 sous 8 deniers. Aussi Plutarque nous dit-il ailleurs que 1,000 mines étaient son *didactron* ou le revenu ordinaire de son école. Beaucoup d'autres grands professeurs de ces temps-là paraissent avoir fait des fortunes considérables. Gorgias fit présent au temple de Delphes de sa propre statue en or massif ; cependant il ne faut pas, à ce que je erois, la supposer de grandeur naturelle. Son genre de vie, aussi bien que celui d'Hippias et de Protagoras, deux autres professeurs distingués du même temps, nous est représenté par Platon comme d'un luxe qui allait jusqu'à l'ostentation. On dit que Platon lui-même vivait d'une manière très-somptueuse. Aristote, après avoir été le précepteur d'Alexandre et avoir été magnifiquement récompensé, comme chacun sait, tant par ce prince que par Philippe, trouva que

¹ L'auteur évalue ici le *denier* ou la *drachme* des anciens à 8 den. st. Ainsi la *mine*, qui valait 100 *drachmes*, répond, dans son calcul, à 5 liv. 6 sous 8 den. st. Nos auteurs français, qui suivent la même opinion sur les monnaies anciennes, pensent que le *denier* des Romains ou la *drachme* des Grecs contenait 66 de nos grains d'argent fin ; ce qui donnerait environ, pour la valeur de la *mine*, 79 fr. 50 cent.

les leçons de son école valaient bien encore la peine qu'il revint à Athènes pour les reprendre. Les professeurs des sciences étaient probablement moins communs à cette époque qu'ils ne le devinrent un siècle ou deux après, lorsque la concurrence eut sans doute diminué le prix de leur travail et l'admiration qu'on avait pour leurs personnes. Cependant les premiers d'entre eux paraissent toujours avoir joui d'un degré de considération bien supérieur à tout ce que pourrait espérer aujourd'hui un homme de cette profession. Les Athéniens envoyèrent en ambassade solennelle à Rome Carnéade l'académicien, et Diogène le stoïcien ; et quoique leur ville fût alors déchue de sa première grandeur, c'était encore une république considérable et indépendante. Carnéade d'ailleurs était Babylonien de naissance ; et comme jamais aucun peuple ne se montra plus jaloux que les Athéniens d'écarter les étrangers des emplois publics, il faut que leur considération pour lui ait été très-grande.

En somme, cette inégalité est peut-être plus avantageuse que nuisible au public. Elle tend bien à dégrader un peu la profession de ceux qui s'adonnent à l'enseignement ; mais ce léger inconvénient est à coup sûr grandement contre-balancé par l'avantage qui résulte du bon marché de l'éducation littéraire. Cet avantage serait encore d'une bien autre importance pour le public, si la constitution des collèges et des maisons d'éducation était plus raisonnable qu'elle ne l'est aujourd'hui dans la plus grande partie de l'Europe¹.

Troisièmement, la police des pays de l'Europe, en gênant la libre circulation du travail et des capitaux, tant d'un emploi à un autre que d'un lieu à un autre, occasionne en certains cas une inégalité fort nuisible dans la somme totale des avantages de leurs différents emplois.

Les statuts d'apprentissage gênent la libre circulation du travail d'un emploi à un autre, même dans le même lieu. Les privilèges exclusifs des corporations la gênent d'un lieu à un autre, même dans le même emploi.

Il arrive fréquemment que, tandis que des ouvriers gagnent de gros salaires dans une manufacture, ceux d'une autre sont obligés de se contenter de la simple subsistance. L'une sera dans un état d'avancement, et par conséquent demandera sans cesse de nouveaux bras ; l'autre sera dans un état de décadence, et les bras y deviendront de plus en plus sur-

¹ Voyez liv. V, chap. 1, sect. 3, art. 2.

abondants. Ces deux manufactures seront quelquefois dans la même ville, quelquefois dans le même voisinage, sans pouvoir se prêter l'une à l'autre la moindre assistance. L'obstacle qui s'y oppose peut résulter de la loi d'apprentissage dans un cas ; il peut résulter, dans l'autre, et de cette loi et de l'institution des corporations exclusives. Cependant, dans plusieurs manufactures différentes, les opérations ont tant d'analogie, que les ouvriers pourraient aisément changer de métier les uns avec les autres, si ces lois absurdes n'y mettaient empêchement. Par exemple, l'art de tisser la toile unie et celui de tisser les étoffes de soie sont presque entièrement la même chose. Celui de tisser la laine en uni est un peu différent ; mais la différence est si peu de chose, qu'un tisserand, soit en toile, soit en soie, y deviendrait en quelques jours un ouvrier passable. Si, une de ces trois manufactures capitales venait à déchoir, les ouvriers pourraient trouver une ressource dans l'une des deux autres qui serait dans un état de prospérité, et, de cette manière, leurs salaires ne pourraient jamais s'élever trop haut dans l'industrie en progrès, ni descendre trop bas dans l'industrie en décadence. A la vérité, les manufactures de toile, en Angleterre, par un statut particulier, sont ouvertes à tout le monde ; mais comme ce genre n'est pas très-cultivé dans une grande partie du pays, il ne peut pas fournir une ressource générale aux ouvriers des autres manufactures en déclin ; partout où la loi de l'apprentissage est en vigueur, ces ouvriers n'ont donc d'autre parti à prendre que de se mettre à la charge de la paroisse, ou de travailler comme simples manœuvres, ce à quoi ils sont bien moins propres par leurs habitudes, qu'à tout autre genre d'industrie qui aurait quelque rapport avec leur métier : aussi, en général, ils préfèrent se mettre à la charge de la paroisse.

Tout ce qui gêne la libre circulation du travail d'un emploi à un autre, gêne pareillement celle des capitaux, la quantité de fonds qu'on peut verser dans une branche de commerce dépendant beaucoup de celle du travail qui peut y être employé. Cependant les lois des corporations apportent moins d'obstacles à la libre circulation des capitaux d'un lieu à un autre, qu'à celle du travail. Partout un riche marchand trouvera plus de facilité pour obtenir le privilège de s'établir dans une ville de corporation, qu'un pauvre artisan pour avoir la permission d'y travailler.

La gêne que les lois des corporations apportent à la libre circulation du travail, est, je pense, commune à tous les pays de l'Europe ; celle

qui résulte des lois sur les pauvres est, autant que je puis le savoir, particulière à l'Angleterre. Elle vient de la difficulté qu'un homme pauvre trouve à obtenir un domicile (*settlement*)¹, ou même la permission d'exercer son industrie dans une autre paroisse que celle à laquelle il appartient. Les lois des corporations ne gênent que la libre circulation du travail des artisans et ouvriers de manufacture seulement : la difficulté d'obtenir un domicile gêne jusqu'à la circulation du travail de simple manœuvre. Il ne sera pas hors de propos de donner à ce sujet quelques éclaircissements sur l'origine, le progrès et l'état actuel de ce mal, l'un des plus fâcheux peut-être de l'administration de l'Angleterre.

Lors de la destruction des monastères, quand les pauvres furent privés des secours charitables de ces maisons religieuses, après quelques tentatives infructueuses pour leur soulagement, le statut de la quarante-troisième année d'Élisabeth, chap. 11, régla que chaque paroisse serait tenue de pourvoir à la subsistance de ses pauvres, et qu'il y aurait des inspecteurs des pauvres établis annuellement, lesquels, conjointement avec les marguilliers, lèveraient, par une taxe paroissiale, les sommes suffisantes pour cet objet.

Ce statut imposa à chaque paroisse l'obligation indispensable de pourvoir à la subsistance de ses pauvres. Ce fut donc une question de quelque importance, de savoir quels étaient les individus que chaque paroisse devait regarder comme ses pauvres. Après quelques variations, cette question fut enfin décidée dans les treizième et quatorzième années de Charles II, où il fut statué qu'une résidence non contestée de quarante jours ferait acquérir le domicile dans une paroisse, mais que, pendant ce terme, deux juges de paix pourraient, sur la réclamation des marguilliers ou inspecteurs des pauvres, renvoyer tout nouvel habitant à la paroisse sur laquelle il était légalement établi en dernier lieu, à moins que cet habitant ne tint à loyer un bien de 10 livres de revenu annuel, ou bien qu'il ne fournit pour la décharge de la paroisse où il était actuellement résident, une caution fixée par ces juges.

On dit que ce statut donna lieu à quelques fraudes, les officiers de paroisse ayant quelquefois engagé par connivence leurs propres pauvres à aller clandestinement dans une autre paroisse, et à s'y tenir

¹ Garnier traduit le mot anglais *settlement*, *domicile*, par le mot insignifiant et incompréhensible d'*établissement*.

cachés pendant les quarante jours pour y gagner le domicile, à la décharge de la paroisse à laquelle ils appartenaient réellement. En conséquence, il fut établi par le statut de la première année de Jacques II, que les quarante jours de résidence non contestée exigés pour gagner le domicile, ne commenceraient à courir que du jour où le nouveau résident aurait donné à l'un des marguilliers ou inspecteurs de la paroisse où il venait habiter, une déclaration par écrit du lieu de sa demeure et du nombre d'individus dont sa famille était composée.

Mais les officiers de paroisse, à ce qu'il paraît, furent quelquefois aussi peu scrupuleux à l'égard de leurs propres paroisses qu'à l'égard des autres paroisses, et ils prêtèrent la main à ces intrusions en recevant la déclaration, sans faire ensuite aucune des démarches qu'il convenait de faire. En conséquence, comme on supposa que chaque habitant avait intérêt d'empêcher, autant qu'il était en lui, l'admission de ces intrus qui augmentaient la charge de la paroisse, le statut de la troisième année de Guillaume III ajouta aux précédentes dispositions, que le terme de quarante jours de résidence ne courrait que de la date de la publication faite le dimanche à l'église, immédiatement après le service divin, de la déclaration donnée par écrit.

« Après tout, dit le docteur Burn, cette espèce de domicile, par une résidence de quarante jours continuée après la publication de la déclaration par écrit, s'obtient fort rarement, et le but de la loi est bien moins de faire gagner les droits de domicile, que d'annuler ceux des personnes qui s'introduisent clandestinement dans une paroisse ; car donner une déclaration, c'est seulement mettre la paroisse dans la nécessité de vous renvoyer. Mais lorsque la position de la personne est telle qu'il est incertain si elle est actuellement dans le cas de renvoi ou non, en donnant sa déclaration elle forcera la paroisse, ou à lui accorder le domicile sans contestation, en lui laissant continuer ses quarante jours, ou à faire juger la chose en lui signifiant son renvoi. »

Ainsi ce statut rendit à peu près impraticable pour les pauvres l'ancienne voie de gagner le domicile par quarante jours d'habitation. Mais pour ne pas paraître ôter tout à fait aux gens d'une paroisse la possibilité de jamais s'établir tranquillement sur une autre, ce statut ouvrit quatre autres voies par lesquelles on pourrait gagner le domicile sans déclaration par écrit ni publication. La première fut d'être porté sur les rôles de la paroisse et de payer la taxe ; la deuxième, d'être élu à un des emplois annuels de la paroisse et de l'exercer pendant un an ; la

troisième, de faire son temps d'apprentissage dans la paroisse; la quatrième, d'y être engagé pour servir un an, et de rester au même service pendant tout ce temps.

Ce n'est qu'un acte public de la paroisse entière qui peut faire gagner le domicile par les deux premières voies; en effet, lorsqu'un nouveau venu n'a que son travail pour subsister, la paroisse connaît trop les conséquences qui en résulteraient, pour consentir à l'adopter, soit en l'imposant aux taxes paroissiales, soit en le nommant à un office.

Un homme marié ne peut guère gagner le domicile par les deux dernières voies. Un apprenti est presque toujours garçon, et il est expressément statué qu'aucun domestique marié ne pourra gagner le domicile en s'engageant pour un an au service de quelqu'un. Le principal effet qu'a produit l'introduction de cette voie de gagner le domicile par service, a été de détruire en grande partie l'ancienne méthode de louer les domestiques pour une année, méthode auparavant si ordinaire en Angleterre, que, même encore aujourd'hui, quand il n'y a pas de terme particulier de convenu, la loi suppose que tout domestique est loué pour l'année. Mais les maîtres ne sont pas toujours dans l'intention de donner le domicile à leurs domestiques en les louant de cette manière; et les domestiques, de leur côté, ne sont pas non plus toujours d'avis de se louer ainsi, parce que, le dernier domicile emportant déchéance de tous les précédents, ils pourraient perdre par là leur domicile originaire dans le lieu de leur naissance, ou de celui où résident leurs parents et leur famille.

Il est bien évident qu'un ouvrier indépendant, soit manœuvre, soit artisan, ne voudra jamais gagner le domicile par apprentissage ni par service. Aussi, quand un de ces ouvriers venait porter son industrie dans une nouvelle paroisse, il était sujet, quelque bien portant et laborieux qu'il pût être, à être renvoyé selon le bon plaisir d'un marguillier ou d'un inspecteur, à moins qu'il ne tint un loyer de 10 livres par année, chose impossible à un ouvrier qui n'a que son travail pour vivre, ou bien qu'il ne pût fournir pour la décharge de la paroisse une caution, à l'arbitrage de deux juges de paix. Le montant de cette caution est, à la vérité, laissé entièrement à leur prudence, mais ils ne peuvent guère l'exiger au-dessous de 30 livres, puisqu'il a été statué que l'acquisition, même en pleine propriété, d'un bien valant moins de 30 livres, ne pourrait faire gagner le domicile, n'étant pas censé suffisant pour la décharge de la paroisse. Or, c'est encore une caution que

ne pourrait presque jamais fournir un homme vivant de son travail, et très-souvent on en exige une beaucoup plus forte.

Pour rétablir donc en quelque sorte la libre circulation du travail, que ces différents statuts avaient presque totalement détruite, on imagina les *certificats*. Dans les huitième et neuvième années de Guillaume III, il fut statué que lorsqu'une personne aurait obtenu de la paroisse où elle avait son dernier domicile légal, un certificat signé des marguilliers et inspecteurs des pauvres, et approuvé par deux juges de paix, toute autre paroisse serait tenue de la recevoir; qu'elle ne pourrait être renvoyée sur le simple prétexte qu'elle était dans le cas de devenir à la charge de la paroisse, mais seulement pour le fait d'y être actuellement à charge, auquel cas la paroisse qui avait accordé le certificat serait tenue de rembourser tant la subsistance du pauvre, que les frais de son renvoi. Et à l'effet de donner à la paroisse sur laquelle le porteur d'un tel certificat venait demeurer, la sûreté la plus complète, il fut réglé de plus, par le même statut, que ce porteur de certificat ne pourrait y gagner le domicile par quelque voie que ce fût, excepté celle de tenir un loyer de 10 livres par an, ou de remplir personnellement, pendant une année entière, un des offices annuels de la paroisse; en conséquence, cette personne ne pouvait pas gagner le domicile par déclaration, ni par service, ni par apprentissage, ni par le paiement des taxes. Il fut même encore statué, dans la douzième année de la reine Anne, statut 1^{er}, chap. XVIII, que les domestiques et les apprentis du porteur d'un tel certificat ne pourraient gagner aucun droit de domicile dans la paroisse où celui-ci demeurerait à la faveur de ce certificat.

Une observation fort judicieuse du docteur Burn peut nous apprendre jusqu'à quel point l'invention des *certificats* a rétabli cette libre circulation du travail, presque entièrement anéantie par les statuts précédents. « Il est évident, dit-il, qu'il y a plusieurs bonnes raisons pour exiger des *certificats* des personnes qui viennent s'établir dans un endroit; d'abord, c'est afin que celles qui résident à la faveur de ces certificats, ne puissent gagner le domicile, ni par apprentissage, ni par service, ni par déclaration, ni par le paiement des taxes; c'est afin

* Quand il y a eu, dans le cours de la même année, deux sessions du parlement, on désigne par le *statut premier* les actes passés dans la première de ces sessions.

qu'elles ne puissent donner le domicile ni à leurs apprentis, ni à leurs domestiques; c'est afin que, si elles deviennent à la charge de la paroisse, on sache où on doit les renvoyer, et que la paroisse soit remboursée de la dépense du renvoi et de celle de leur subsistance pendant ce temps; enfin, que si elles tombent malades de manière à ne pouvoir être transportées, la paroisse qui a donné le certificat soit tenue de les entretenir; toutes choses qui ne pourraient avoir lieu sans la formalité du certificat. Ces raisons, d'un autre côté, seront à proportion tout aussi puissantes pour empêcher les paroisses d'accorder des certificats dans les cas ordinaires; car il y a une chance infiniment plus qu'égale pour que les porteurs de leurs certificats leur reviennent, et encore dans une condition pire. » Le sens de cette observation, à ce qu'il semble, c'est que la paroisse où un homme pauvre vient demeurer devrait toujours exiger le certificat, et que celle qu'il se propose de quitter n'en devrait presque jamais en accorder. « Il y a quelque chose de révoltant dans cette institution, » dit encore ce judicieux auteur, dans son *Histoire de la législation des pauvres*, « c'est d'attribuer à un officier de paroisse le pouvoir de tenir ainsi un homme, pour toute sa vie, dans une espèce de prison, quelque inconvénient qu'il puisse y avoir pour lui à rester dans l'endroit où il aura eu le malheur de gagner ce qu'on appelle un domicile, ou quelque avantage qu'il puisse trouver à aller vivre ailleurs ¹. »

Quoiqu'un *certificat* n'emporte avec soi aucune attestation de bonne conduite, et ne certifie autre chose, sinon que la personne appartient à la paroisse à laquelle elle appartient réellement, cependant il est absolument laissé à l'arbitraire des officiers de paroisse de l'accorder ou de le refuser. On demanda une fois, dit le docteur Burn, une ordonnance de *Mandamus* pour enjoindre à des marguilliers et inspecteurs de signer² un *certificat*; mais la requête fut rejetée par la cour du banc du roi³, comme une prétention très-étrange.

¹ L'acte de Guillaume III, qui obligeait un pauvre à se procurer un certificat avant de pouvoir sortir d'une paroisse, a été rappelé en 1793; et il fut déclaré en même temps que les pauvres ne pourraient jamais être renvoyés de la paroisse, ou du lieu qu'ils habitaient, à l'endroit où ils avaient leur dernier domicile légal, avant d'être devenus présentement à charge à la paroisse.

MAC CULLOCH.

² Garnier traduit *signifier* un certificat, pour *signer* un certificat.

³ Cour suprême de justice, à laquelle est spécialement attribuée la connaissance

C'est probablement aux obstacles qu'un pauvre ouvrier trouve, dans la loi du domicile, à porter son industrie d'une paroisse à une autre sans l'aide d'un *certificat*, qu'il faut attribuer cette inégalité si forte qu'on remarque fréquemment en Angleterre dans les prix du travail, à des endroits assez peu distants l'un de l'autre. Un ouvrier garçon qui est bien portant et laborieux pourra quelquefois résider, par tolérance, sans cette formalité; mais un homme ayant femme et enfants, qui se risquerait à le faire, serait sûr, dans la plupart des paroisses, d'être renvoyé, et en général il en serait de même du garçon s'il venait par la suite à se marier; ainsi, la disette de bras dans une paroisse ne peut pas toujours être soulagée par la surabondance dans une autre, comme cela se fait constamment en Écosse, et, je présume, dans tous les pays où il n'existe pas d'entraves à la liberté de s'établir. Dans ces pays-là, quoique les salaires s'y élèvent quelquefois un peu dans le voisinage des grandes villes et partout ailleurs où il y a demande extraordinaire de travail, ils baissent ensuite par degrés à mesure que la distance de ces endroits vient à augmenter, jusqu'à ce qu'ils retombent au taux ordinaire des campagnes; mais nous n'y rencontrons jamais ces différences tranchantes et inexplicables que nous remarquons quelquefois dans les salaires de deux places voisines en Angleterre, où les harrières artificielles d'une paroisse sont bien plus difficiles à franchir pour un pauvre ouvrier, que des limites naturelles, telles qu'un bras de mer ou une chaîne de montagnes qui forment ailleurs une démarcation très-sensible entre les différents taux des salaires.

C'est un attentat manifeste contre la justice et la liberté naturelle, que de renvoyer un homme qui n'est coupable d'aucun délit, de la paroisse où il choisit de demeurer; cependant le peuple, en Angleterre, qui est si jaloux de sa liberté, mais qui, comme le peuple de la plupart des autres pays, n'entend jamais bien en quoi elle consiste, est resté, déjà depuis plus d'un siècle, assujéti à cette oppression sans y chercher de remède. Quoique les gens sages se soient aussi quelquefois plaints de la loi du domicile comme d'une calamité publique, néanmoins elle n'a

de toutes les matières et délits qui intéressent l'ordre public et la police générale. Sa juridiction s'étend sur tout le royaume. On nomme *writ de mandamus* des ordonnances qu'elle délivre dans certains cas, portant injonction à des cours inférieures, ou aux officiers qui lui sont subordonnés, de remplir des fonctions de leur ministère.

jamais été l'objet d'une réclamation universelle du peuple, comme celle qu'ont occasionnée les *Warrants généraux*¹; pratique sans contredit très-abusive, mais qui pourtant ne peut donner lieu à une oppression générale; tandis qu'on peut affirmer qu'il n'existe pas en Angleterre un seul pauvre ouvrier parvenu à l'âge de quarante ans, qui n'ait eu à éprouver, dans un moment ou dans un autre de sa vie, des effets excessivement durs de cette oppressive et absurde loi du domicile².

Je terminerai ce long chapitre en observant que s'il a été d'usage anciennement de fixer le taux des salaires, d'abord par des lois générales qui s'étendaient sur la totalité du royaume, et ensuite par des ordonnances particulières des juges de paix pour chaque comté particulier, aujourd'hui ces deux pratiques sont tout à fait tombées en désuétude. « Après une expérience de plus de quatre cents ans, dit le docteur Burn, il est bien temps enfin de ne plus se tourmenter pour assujettir à des réglemens précis ce qui, par sa nature, ne paraît pas être susceptible d'aucune exacte limitation; car s'il fallait que toutes les personnes reçussent des salaires égaux, dans le même genre de travail, il n'y aurait plus d'émulation, et ce serait fermer la voie à l'industrie et au talent. »

¹ Les mandats d'arrêt ou *warrants généraux* sont ceux qui portent commission d'arrêter en général toutes personnes suspectes d'un tel délit, sans autre désignation de personnes. Ils ont été pratiqués surtout dans les poursuites contre les libelles et autres délits résultant de la presse. Enfin, cette forme a été déclarée illégale en 1766, et tout *warrant* doit être *spécial*, à peine de nullité, c'est-à-dire qu'il doit désigner spécialement et nominativement l'individu qu'il s'agit d'arrêter.

² On a accusé le docteur Smith d'avoir exagéré les effets pernicieux des lois de domicile, et peut-être ce reproche est-il fondé dans une certaine proportion. Mais malgré les améliorations apportées à ces lois par l'acte de 1795, qui abolit les certificats, et qui défend de renvoyer un pauvre avant qu'il soit devenu à charge à la paroisse, ces lois n'en ont pas moins donné lieu à une immense quantité de litiges. Les sommes dépensées en actions légales concernant les domiciles ou l'expulsion des pauvres, avant les changements opérés dans les lois des pauvres en 1834, furent rarement au-dessous de 500,000 à 550,000 livres sterling par an! Aussi longtemps qu'existera un système de charité forcée pour l'entretien des pauvres, les paroisses répugneront toujours extrêmement à donner à un pauvre le droit de domicile, et seront toujours disposées à l'empêcher de l'obtenir par tous les moyens.

Toutefois on essaie encore de temps à autre, dans des actes du parlement, de fixer le taux des salaires dans quelques métiers et dans quelques endroits particuliers ; ainsi, le statut de la huitième année de Georges III défend, sous de graves peines, à tous maîtres tailleurs à Londres, et cinq milles à la ronde, de donner à leurs ouvriers, et à ceux-ci d'accepter plus de 2 s. 7d. et demi par jour, excepté en cas de deuil public. Toutes les fois que la législature essaie de régler les démêlés entre les maîtres et leurs ouvriers, ce sont toujours les maîtres qu'elle consulte ; aussi, quand le règlement est en faveur des ouvriers, il est toujours juste et raisonnable ; mais il en est quelquefois autrement, quand il est en faveur des maîtres : ainsi la loi qui oblige les maîtres, dans plusieurs métiers, de payer leurs ouvriers en argent et non en denrées, est tout à fait juste et raisonnable ; elle ne fait aucun tort aux maîtres ; elle les oblige seulement à payer en argent la même valeur qu'ils prétendaient payer, mais qu'ils ne payaient pas toujours réellement en marchandises. Cette loi est en faveur des ouvriers, mais celle de la huitième année de Georges III est en faveur des maîtres. Quand les maîtres se concertent entre eux pour réduire les salaires de leurs ouvriers, ordinairement ils se lient, par une promesse ou convention secrète, à ne pas donner plus que tel salaire, sous une peine quelconque. Si les ouvriers faisaient entre eux une ligue contraire de la même espèce, en convenant, sous certaines peines, de ne pas accepter tel salaire, la loi les en punirait très-sévèrement. Si elle agissait avec impartialité, elle traiterait les maîtres de la même manière ; mais le statut de la huitième année de Georges III donne force de loi à cette taxation que les maîtres cherchaient quelquefois à établir par des ligues secrètes. Les plaintes des ouvriers semblent parfaitement bien fondées, quand ils disent que ce statut met l'ouvrier le plus habile et le plus laborieux sur le même pied qu'un ouvrier ordinaire¹.

Il était aussi d'usage, dans les anciens temps, de chercher à borner les profits des marchands et autres vendeurs, en taxant le prix des vivres et de quelques autres marchandises. La taxe du pain est, autant que je sache, le seul vestige qui reste de cet ancien usage. Partout où il existe une corporation exclusive, il est peut-être à propos de régler

¹ Ces lois et d'autres sur les salaires ont été rappelées par le statut de la cinquième année de Georges IV, chap. xciv. Les maîtres et les ouvriers sont libres maintenant, en Angleterre, de se concerter pour abaisser ou élever les salaires. MAC CULLOCH.

le prix des choses de première nécessité ; mais où il n'y en a point, la concurrence le réglera bien mieux que toutes les taxes possibles. La méthode établie par le statut de la trente-unième année de Georges II, pour régler le prix du pain, ne put pas se pratiquer en Écosse, à cause d'une omission de la loi, son exécution dépendant de l'office de *clerc-du-marché*¹, qui n'existe pas dans ce pays. On ne remédia à cette omission qu'à la troisième année de Georges III. Le défaut de taxe n'occasionna pas d'inconvénient remarquable, et son établissement, dans un petit nombre d'endroits où elle eut lieu, ne produisit aucun avantage sensible. Il y a pourtant, dans la plus grande partie des villes d'Écosse, une corporation de boulangers qui réclame des privilèges exclusifs, mais ceux-ci ne sont pas au reste très-sévèrement observés².

J'ai déjà remarqué³ que la proportion entre les taux différents, tant des salaires que des profits, dans les divers emplois du travail et des capitaux, ne paraissait pas être beaucoup affectée par l'état de richesse ou de pauvreté de la société, par son état croissant, stationnaire ou décroissant. Ces révolutions dans la prospérité publique ont bien une influence générale sur l'universalité des salaires et des profits ; mais, en définitive, cette influence agit également sur tous, quels que soient les différents emplois. Ainsi la proportion qui règne entre eux subsiste toujours la même, et aucune de ces révolutions ne peut guère y apporter de changements, au moins pour un temps considérable.

CHAPITRE XI.

DE LA RENTE DE LA TERRE OU DU FERMAGE⁴.

Le fermage, considéré comme le prix payé pour l'usage de la terre, est naturellement le prix le plus élevé que le fermier est en état de

¹ Officier de justice, dont la fonction est de juger criminellement tous délits incidents aux foires et marchés, tels que la vente à faux poids et mesures, etc. Comme il était anciennement commis par l'évêque, il a conservé le nom de *clerc*, quoique aujourd'hui ce juge soit presque toujours un laïque.

² Les lois relatives à la taxe du pain, à Londres et dans ses environs, ont été rappelées par un acte local passé en 1815 (35, Geo. III, ch. xix), et celles relatives à la taxe du pain en d'autres lieux, sont rarement exécutées. MAC CULLOCH.

³ Chap. vii, à la fin.

⁴ Mac Culloch fait observer ici que ce chapitre d'Adam Smith est défectueux.

payer, dans les circonstances où se trouve la terre pour le moment. Lors de la stipulation des clauses du bail, le propriétaire fait tout ce qu'il peut pour ne lui laisser d'autre part dans le produit que celle qui est nécessaire pour remplacer le capital qui fournit la semence, paye le travail, achète et entretient les bestiaux et autres instruments de labourage, et pour lui donner en outre les profits ordinaires que rendent les fermes dans le canton. Cette part est évidemment la plus petite dont le fermier puisse se contenter sans être en perte, et le propriétaire entend rarement lui en laisser davantage. Tout ce qui reste du produit ou de son prix, ce qui est la même chose, au delà de cette portion, quel que puisse être ce reste, le propriétaire tâche de se le réserver comme *rente* de sa terre; ce qui est évidemment la *rente* la plus élevée que le fermier puisse payer, dans l'état actuel de la terre. Quelquefois, à la vérité, par générosité, et plus souvent par ignorance, le propriétaire consent à recevoir quelque chose de moins que ce surplus, et quelquefois aussi, quoique plus rarement, le fermier se soumet par ignorance à payer quelque chose de plus que ce reste, ou se

Selon le commentateur, l'auteur de *la Richesse des nations* n'aurait pas connu la nature, l'origine et les causes du fermage. Il conteste la proposition d'Adam Smith, d'après laquelle certaines espèces de produits produiraient toujours une rente. « S'il en était ainsi, dit Mac Culloch, le fermage existerait toujours, tandis qu'il est inconnu dans les époques primitives des sociétés. La vérité est que le fermage est exclusivement la conséquence de la diminution des pouvoirs productifs des terres successivement mises en culture à mesure que la société se développe, ou plutôt de la diminution du pouvoir productif des capitaux successivement appliqués à la culture de ces terres. On n'a jamais entendu parler de fermage dans les contrées nouvellement peuplées, comme la Nouvelle-Hollande, l'Illinois, l'Indiana, et tous les autres pays où l'on ne cultive que les meilleures terres. Le fermage n'apparaît qu'au moment où la culture s'est étendue aux terres de qualité inférieure, etc. » *

* L'opinion émise ici par M. Mac Culloch n'est autre que la fameuse théorie du fermage imaginée par Ricardo, et qui a obtenu plus de succès en Angleterre que sur le continent. Il se peut, en effet, qu'une telle théorie convienne mieux aux habitudes et peut-être aux préjugés des Anglais sur la propriété; mais elle nous paraît inférieure à celle d'Adam Smith, qui est plus conforme à la nature des choses, et qui explique d'une manière beaucoup plus simple l'origine du fermage. Le fermage n'est, selon nous, que le prix de location d'un instrument privilégié dans les pays d'aristocratie, et d'un accès plus libre dans les pays où règne l'égalité des partages. La liberté absolue du commerce en ferait encore plus baisser le taux, si elle existait quelque part. A. B.

contente de quelque chose de moins que les profits ordinaires des fermes du canton. Néanmoins, ce surplus peut toujours être regardé comme la *rente naturelle* de la terre, ou la rente moyennant laquelle on peut naturellement penser que seront louées la plupart des terres.

On pourrait se figurer que la *rente* de la terre n'est souvent autre chose qu'un profit ou un intérêt raisonnable du capital que le propriétaire a employé à l'amélioration de la terre. Sans doute il y a des circonstances où le fermage pourrait être regardé en partie comme tel ; car il ne peut presque jamais arriver que cela ait lieu pour plus que pour une partie¹. Le propriétaire exige une rente même pour la terre non améliorée, et ce qu'on pourrait supposer être *intérêt* ou *profit* des dépenses d'amélioration, n'est en général qu'une addition à cette rente primitive ; d'ailleurs, ces améliorations ne sont pas toujours faites avec les fonds du propriétaire, mais quelquefois avec ceux du fermier : cependant, quand il s'agit de renouveler le bail, le propriétaire exige ordinairement la même augmentation de fermage que si toutes ces améliorations eussent été faites de ses propres fonds.

Il exige quelquefois un fermage pour ce qui est tout à fait incapable d'être amélioré par la main des hommes. La *salicorne*² est une espèce de plante marine qui donne, quand elle est brûlée, un sel alkalin dont on se sert pour faire du verre, du savon, et pour plusieurs autres usages ; elle croît en différents endroits de la Grande-Bretagne, particulièrement en Écosse, et seulement sur des rochers situés au-dessous de la haute marée, qui sont deux fois par jour couverts par les eaux de la mer, et dont le produit, par conséquent, n'a jamais été augmenté par l'industrie des hommes. Cependant le propriétaire d'un domaine borné par un rivage où croît cette espèce de salicorne, en exige une rente tout aussi bien que de ses terres à blé.

¹ La rente de la terre, proprement dite, est la somme que l'on paye pour user de la puissance productive naturelle inhérente au sol, et elle est entièrement distincte de la somme payée pour l'usage des constructions, chemins, clôtures et autres améliorations faites sur le sol. La dernière somme n'est que le profit ou l'intérêt du capital engagé sur le sol. En pratique, ces deux sommes sont confondues sous le terme général de fermage, comme elles l'ont été ici par le Dr Smith ; mais elles sont essentiellement distinctes, et elles doivent être considérées ainsi dans les recherches de cette nature.

MAC CULLOCH.

² Le nom anglais est *kelp*. Cette plante est du genre des *salicornia*, de Linné.

Dans le voisinage des îles de Shetland, la mer est extraordinairement abondante en poisson, ce qui fait une grande partie de la subsistance des habitants; mais, pour tirer parti du produit de la mer, il faut avoir une habitation sur la terre voisine. La rente du propriétaire est en proportion, non de ce que le fermier peut tirer de la terre, mais de ce qu'il peut tirer et de la terre et de la mer ensemble. Elle se paye partie en poisson, et ce pays nous offre un de ces exemples très-peu communs où la rente constitue une des parties du prix de cette espèce de denrée¹.

Le fermage de la terre, considéré comme le prix payé pour l'usage de la terre, est donc naturellement un prix de monopole. Il n'est nullement en proportion des améliorations que le propriétaire peut avoir faites sur sa terre, ou de ce qu'il lui suffirait de prendre pour ne pas perdre, mais bien de ce que le fermier peut consentir à donner.

On ne peut porter ordinairement au marché que les parties seulement du produit de la terre dont le prix ordinaire suffit à remplacer le capital qu'il faut employer pour les y porter, et les profits ordinaires de ce capital. Si le prix ordinaire est plus que suffisant, le surplus en ira naturellement à la rente de la terre. S'il n'est juste que suffisant, la marchandise pourra bien être portée au marché, mais elle ne pourra fournir une rente au propriétaire. Le prix sera-t-il ou ne sera-t-il pas plus que suffisant? C'est ce qui dépend de la demande.

Il y a certaines parties du produit de la terre dont la demande doit toujours être telle, qu'elles rapporteront un prix plus élevé que ce qui suffit pour les faire venir au marché; il en est d'autres dont la demande peut être alternativement telle, qu'elles rapportent ou ne rapportent pas ce prix plus fort que le prix suffisant. Les premières doivent toujours fournir de quoi payer une rente au propriétaire; les dernières quelquefois suffiront à l'acquittement d'un fermage, et d'autres fois non, suivant la différence des circonstances.

Il faut donc observer que la rente entre dans la composition du prix des marchandises d'une tout autre manière que les salaires et les profits. Le taux élevé ou bas des salaires et des profits est la cause du prix élevé ou bas des marchandises; le taux élevé ou bas de la rente est l'effet du prix; le prix d'une marchandise particulière est élevé ou bas, parce qu'il faut, pour la faire venir au marché, payer des salaires

¹ Voyez ci-dessus, chap. vi, p. 103.

et des profits élevés ou bas ; mais c'est parce que son prix est élevé ou bas, c'est parce qu'il est ou beaucoup ou très-peu plus, ou pas du tout plus élevé que ce qui suffit pour payer ces salaires et ces profits, que cette denrée fournit de quoi payer une forte rente ou une faible rente, ou ne permet pas d'en acquitter une.

Je considérerai en particulier : 1^o les parties du produit de la terre qui fournissent toujours de quoi payer une rente ; 2^o celles qui peuvent quelquefois fournir de quoi en payer une, et quelquefois non ; 3^o les variations qui, dans les différentes périodes de développement des sociétés, s'opèrent naturellement dans la valeur relative de ces deux différentes sortes de produit, soit qu'on les compare l'une avec l'autre, soit qu'on les compare avec les marchandises manufacturées. Ces trois objets diviseront ce chapitre en trois sections.

SECTION I^{re}.

Du produit qui fournit toujours de quoi payer une rente.

Les hommes, comme toutes les autres espèces d'animaux, se multipliant naturellement en proportion des moyens de subsistance, les denrées alimentaires sont toujours plus ou moins demandées. En tout temps la nourriture pourra acheter ou commander une quantité plus ou moins grande de travail, et toujours il se trouvera des individus disposés à faire quelque chose pour la gagner. A la vérité, ce qu'elle peut acheter de travail n'est pas toujours égal à ce qu'elle pourrait faire subsister de travailleurs si elle était distribuée de la manière la plus économique, et cela à cause des salaires élevés qui sont quelquefois donnés au travail. Mais elle peut toujours acheter autant de travail qu'elle peut en entretenir, au taux auquel ce genre de travail est communément entretenu dans le pays.

Or, la terre, dans presque toutes les situations possibles, produit plus de nourriture que ce qu'il faut pour entretenir tout le travail qui concourt à mettre cette nourriture au marché, et même l'entretenir de la manière la plus libérale qui ait jamais eu lieu pour ce genre de travail. Le surplus de cette nourriture est aussi toujours plus que suffisant pour remplacer avec profit le capital qui emploie ce travail. Ainsi, il reste toujours quelque chose pour acquitter un fermage au propriétaire.

Les marais les plus déserts d'Écosse et de Norwège forment une

espèce de pâturage pour des bestiaux qui, avec leur lait et l'accroissement du troupeau, suffisent toujours, non-seulement à faire subsister le travail qu'exigent leur garde et leur entretien, ainsi qu'à payer au fermier ou maître du troupeau les profits ordinaires de son capital, mais encore à fournir un petit fermage au propriétaire. Le fermage augmente en proportion de la bonté du pâturage. Non-seulement la même étendue de terre nourrit un plus grand nombre de bestiaux ; mais comme ils sont rassemblés dans un petit espace, ils exigent moins de travail pour leur garde et pour la récolte de leur produit. Le propriétaire gagne de deux manières : par l'augmentation du produit, et par la diminution du travail qu'il faut faire subsister sur ce produit.

Le fermage varie selon la fertilité de la terre, quel que soit son produit, et selon sa situation, quelle que soit sa fertilité. La terre située dans le voisinage d'une ville donne un fermage plus élevé qu'une terre également fertile, située dans un endroit éloigné de la campagne. Quoique l'une et l'autre n'exigent peut-être pas plus de travail pour leur culture, il en coûte toujours nécessairement davantage pour amener au marché le produit de la terre éloignée. Il faut donc que ce dernier produit entretienne une plus grande quantité de travail, et par conséquent que le surplus, dont le profit du fermier et la rente du propriétaire sont tirés tous les deux, en soit d'autant diminué. Mais, comme on l'a déjà fait voir ¹, dans les endroits éloignés de la campagne, le taux du profit est généralement plus élevé que dans le voisinage d'une grande ville. Ainsi, dans ce surplus déjà diminué, il ne doit revenir qu'une part d'autant plus petite au propriétaire.

Les grandes routes bien entretenues, les canaux et les rivières navigables, en diminuant les frais de transport, rapprochent du niveau commun les parties reculées de la campagne et celles qui avoisinent la ville. Ce sont aussi, par cette raison, les plus importantes des améliorations ; elles encouragent la culture des terres les plus éloignées, qui forment nécessairement dans un pays la portion la plus étendue de sa surface. Elles sont avantageuses à la ville, en détruisant le monopole des campagnes situées dans son voisinage ; elles sont même avantageuses à cette dernière partie des campagnes. Si elles donnent lieu à introduire dans l'ancien marché quelques denrées rivales du produit de ces campagnes

¹ Chap. ix et x, sect. II.

voisines, elles ouvrent aussi à ce produit plusieurs marchés nouveaux. Le monopole d'ailleurs est un des grands ennemis d'une bonne gestion, laquelle ne peut jamais s'établir universellement dans un pays, qu'autant que chacun se voit forcé, par une concurrence libre et générale, d'y avoir recours pour la défense de ses propres intérêts. Il n'y a pas plus de cinquante ans que quelques-uns des comtés voisins de Londres présentèrent au parlement une pétition contre le projet d'étendre les *routes entretenues*¹ aux comtés plus éloignés de la capitale. Ces provinces éloignées, disaient-ils, en conséquence du bas prix de la main-d'œuvre, pourraient vendre leurs grains et fourrages à meilleur compte que nous au marché de Londres, et par ce moyen réduiraient nos fermages et ruineraient notre culture. Cependant, depuis ce temps, ces réclamants ont vu leurs fermages s'augmenter et leur culture s'améliorer.

Une pièce de blé, d'une fertilité médiocre, produit une beaucoup plus grande quantité de nourriture pour l'homme, que la meilleure prairie d'une pareille étendue. Quoique sa culture exige plus de travail, cependant le surplus qui reste après le remplacement de la semence et la subsistance de tout ce travail, est encore beaucoup plus considérable. Ainsi, en supposant qu'une livre de viande de boucherie ne valût jamais plus qu'une livre de pain, cet excédant plus fort serait partout d'une plus grande valeur et formerait un fonds plus abondant, tant pour le profit du fermier que pour la *rente* du propriétaire. C'est ce qui semble avoir eu lieu partout généralement dans les premiers commencements de l'agriculture.

Mais la valeur relative de ces deux espèces de nourriture, le pain et la viande de boucherie, est fort différente, selon les différentes périodes de l'agriculture. Dans l'enfance grossière de cet art, les terres inhabitées et sans culture, qui forment alors la majeure partie du pays, sont toutes abandonnées au bétail. Il y a plus de viande que de pain ; et par conséquent le pain est la nourriture pour laquelle la concurrence est plus grande, et qui, en raison de cela, se vend à plus haut prix. Ulloa nous dit qu'à Buénos-Ayres, il y a quarante ou cinquante ans, le prix ordinaire d'un bœuf, choisi parmi un troupeau de deux ou trois cents têtes,

¹ Ce sont les routes sur lesquelles sont placées des barrières nommées *turn-pikes*, où se perçoivent des droits dont le produit est exclusivement destiné à l'entretien des routes.

était de 4 réaux, équivalant à 21 deniers et demi sterling. Il ne dit rien du prix du pain, sans doute parce qu'il n'y avait rien trouvé de remarquable. Un bœuf, dit-il, n'y coûte guère plus que la peine de le prendre. Mais nulle part le blé ne peut croître sans une grande quantité de travail ; et dans un pays situé sur les bords de la Plata, qui était alors la route directe de l'Europe aux mines d'argent du Potosi, le prix pécuniaire du travail ne devait pas être à très-bon marché. Il en est autrement quand la culture s'est étendue à la majeure partie du pays : il y a alors plus de pain que de viande. La concurrence prend une autre direction, et c'est le prix de la viande qui devient plus fort que celui du pain.

En outre, à mesure que la culture s'étend, les terres incultes deviennent insuffisantes pour répondre à la demande de viande de boucherie. Une grande partie des terres cultivées est nécessairement employée à élever et à engraisser du bétail, dont il faut par conséquent que le prix suffise à payer, non-seulement le travail de le soigner et de le garder, mais encore les profits et la rente que cette terre mise en labour aurait pu rapporter au fermier et au propriétaire. Lorsqu'on amène les bestiaux au même marché, ceux qui ont été nourris au milieu des friches les plus incultes sont, à proportion du poids et de la qualité, vendus au même prix que ceux qui ont été élevés sur la terre la mieux cultivée. Les propriétaires de ces friches en profitent, et ils haussent la rente de leurs terres en proportion du prix du bétail qu'elles nourrissent. Il n'y a pas plus d'un siècle que, dans plusieurs endroits des montagnes d'Écosse, la viande de boucherie était à aussi bon ou à meilleur marché que le pain même de farine d'avoine. Par l'union des deux royaumes, le marché d'Angleterre a été ouvert au bétail de ces montagnes. Leur prix ordinaire est à présent environ trois fois plus élevé qu'au commencement du siècle, et pendant le même temps les rentes de la plupart des biens situés dans ce pays ont triplé et quadruplé. Dans presque toute la Grande-Bretagne, une livre de la meilleure viande de boucherie vaut aujourd'hui en général plus de deux livres du meilleur pain blanc, et dans les années d'abondance, elle en vaut quelquefois trois ou quatre.

C'est ainsi que, par les progrès de l'amélioration des terres, les rentes et profits des pâtures incultes se règlent en quelque sorte sur les rentes et profits de celles qui sont cultivées, et celles-ci, à leur tour, sur les rentes et profits des terres à blé. Le blé est une récolte annuelle. La

viande de boucherie est une récolte qui met quatre ou cinq années à croître. Or, comme une acre de terre produira une beaucoup plus petite quantité d'une de ces deux espèces de nourriture que l'autre, il faut que l'infériorité de la quantité soit compensée par la supériorité du prix. S'il y avait plus que compensation, on remettrait des terres à blé en prairie; et si la compensation n'était pas obtenue, une partie des prés serait remise en terres à blé.

On doit cependant entendre que ce n'est que dans la plus grande partie seulement des terres cultivées d'un grand pays, que peut avoir lieu cette égalité entre les rentes et profits fournis par les prés et prairies, et ceux fournis par le blé; entre la terre dont le produit nourrit immédiatement le bétail, et celle dont le produit nourrit immédiatement les hommes. Il y a des situations locales particulières où il en est tout à fait autrement, et où la rente et le profit que donne l'herbe des prés sont fort au-dessus de ceux que le blé pourrait rendre.

Ainsi, dans le voisinage d'une grande ville, la demande de lait et de fourrage contribue fort souvent, avec le haut prix de la viande de boucherie, à élever la valeur de l'herbe des prés au-dessus de ce qu'on peut appeler sa proportion naturelle avec la valeur du blé. Il est évident que cet avantage local ne peut se communiquer aux terres situées à quelque distance.

Des circonstances particulières ont quelquefois rendu certains pays si peuplés, que tout le territoire, semblable à celui du voisinage d'une grande ville, n'a pu suffire à produire à la fois et le fourrage, et le blé qu'exigeait la consommation. Ils ont donc par préférence employé leurs terres à la production du fourrage, comme la denrée la plus volumineuse et la plus difficile à transporter au loin; et la nourriture de la masse du peuple, le blé, a été principalement importé des pays étrangers. Telle est à présent la situation de la Hollande, et telle semble avoir été celle d'une partie considérable de l'ancienne Italie, pendant la prospérité des Romains. Au rapport de Cicéron¹, Caton l'ancien disait que le premier genre d'exploitation et le plus profitable dans une ferme, c'était de faire d'excellents pâturages; le second, d'en faire de médiocres, et le troisième, d'en faire de mauvais. Il ne mettait le labourage qu'au quatrième rang pour le profit et l'avantage. A la vérité, dans cette

¹ *De Officiis*, lib. II, § 23.

partie de l'Italie, voisine de Rome, le labourage doit avoir été extrêmement découragé par les fréquentes distributions de blé qu'on y faisait au peuple, gratuitement ou à très-bas prix. Ce blé était amené des provinces conquises, dont plusieurs étaient obligées de fournir à la république, par forme d'impôt, le dixième de leur produit à un prix fixe d'environ six deniers le quart de boisseau¹. Le bas prix auquel ce blé était distribué au peuple doit nécessairement avoir fait baisser, sur le marché de Rome, le blé qui était porté du *Latium* ou de l'ancien territoire de Rome, et il doit avoir découragé dans ce pays la culture des céréales.

De même, dans un canton ouvert dont la production principale est le blé, une prairie bien enclose fournira souvent une plus forte rente qu'aucune pièce de blé du voisinage. Elle est utile à la subsistance du bétail employé à la culture du blé, et dans ce cas la forte rente qu'elle rend n'est pas tant payée, à proprement parler, par la valeur de son propre produit, que par celle des terres à blé qui sont eultivées à l'aide de ce produit. Si jamais les terres voisines venaient à être généralement encloses, il est probable que cette rente baisserait. La forte rente que rendent aujourd'hui en Écosse les terres encloses paraît être un effet de la rareté des clôtures, et il est probable qu'elle ne durera pas plus longtemps que cette rareté. L'avantage de la clôture est plus grand pour un pré que pour une terre à blé; elle épargne la peine de garder le bétail, qui d'ailleurs se nourrit bien mieux quand il n'est pas sujet à être troublé par le berger ou par son chien.

Mais partout où il n'y a pas d'avantage local de ce genre, la rente et le profit que donne le blé ou tout autre végétal qui sert à la nourriture générale du peuple, doivent naturellement régler la rente et le profit que donnera une terre propre à cette production, et qui sera mise en prairie.

L'usage des prairies artificielles, des turneps, carottes, choux, etc., et tous les autres expédients dont on s'est avisé pour qu'une même quantité de terre pût nourrir un plus grand nombre de bestiaux que ne faisait la pâture naturelle, ont dû contribuer, à ce qu'il semble, à diminuer un peu la supériorité que le prix de la viande a naturellement sur

¹ Le boisseau anglais pèse environ 57 livres un quart de notre poids de marc; ainsi le quart approche du *modius* des Romains, qui pesait 24 livres romaines, répondant à 15 trois quarts du même poids de marc.

celui du pain dans un pays bien cultivé. Aussi paraissent-ils avoir produit cet effet ; et il y a quelque raison de croire, au moins pour le marché de Londres, que le prix de la viande de boucherie est aujourd'hui moins élevé proportionnellement au prix du pain, qu'il ne l'était au commencement du siècle dernier.

Dans le *Supplément à la vie du prince Henri*, le docteur Birch nous a rapporté les prix auxquels ce prince payait ordinairement sa viande de boucherie. Il y est dit que les quatre quartiers d'un bœuf pesant six cents livres, lui coûtaient communément 9 livres 10 schellings ou environ, ce qui fait 31 schellings 8 deniers par chaque cent livres pesant. Le prince Henri est mort le 6 novembre 1612, dans la dix-neuvième année de son âge.

En mars 1764, le parlement fit une enquête sur les causes de la cherté qui régnait alors dans le prix des denrées. Entre plusieurs preuves relatives à l'objet de cette enquête, un marchand de Virginie, entendu en témoignage, déclara qu'au mois de mars 1763 il avait approvisionné ses équipages en bœuf, à 24 ou 25 schellings le cent pesant, ce qu'il regardait comme le prix ordinaire ; tandis que, dans cette année de cherté, il avait payé 27 schellings pour le même poids et la même qualité de viande. Cependant ce haut prix de 1764 est de 4 schellings 8 deniers inférieur au prix payé ordinairement par le prince Henri, et il faut observer qu'il n'y a que la meilleure viande qui soit propre à être salée pour ces voyages de long cours.

Le prix payé par le prince Henri s'élève à 3 deniers quatre cinquièmes pour chaque livre pesant de tout le corps de la bête, en prenant l'un dans l'autre la basse viande et les morceaux de choix, et à ce compte les morceaux de choix n'auraient pas pu être vendus en détail à moins de 4 deniers et demi ou 5 deniers la livre.

Dans l'enquête parlementaire de 1764, les témoins établirent que les morceaux de choix du meilleur bœuf revenaient au consommateur au prix de 4 deniers et 4 deniers un quart la livre, et la basse viande en général, de 7 farthings ¹ à 2 deniers et demi et 2 deniers trois quarts ; et ils ajoutèrent que ces prix étaient généralement d'un demi-penny plus chers que les mêmes sortes de viande n'avaient été vendues habituellement dans le mois de mars, les autres années. Or, ce haut prix lui-même est encore de beaucoup meilleur marché que ne paraît

¹ Le *farthing* répond à 2 centimes et demi.

l'avoir été le prix ordinaire de la viande en détail, dans le temps du prince Henri.

Pendant les douze premières années du dernier siècle, le prix moyen du meilleur froment, au marché de Windsor, a été de 1 livre 18 schellings 3 deniers un sixième le *quarter* de neuf boisseaux de Winchester.

Mais dans les douze années qui ont précédé 1764, y compris cette même année, le prix moyen de la même mesure du meilleur froment au même marché a été de 2 livres 1 schelling 9 deniers et demi.

Ainsi, il paraît que, dans les douze premières années du dernier siècle, le froment a été à bien meilleur marché, et la viande bien plus chère que dans les douze années antérieures à 1764 inclusivement.

Dans tous les grands pays, la majeure partie des terres cultivées est employée à produire, ou de la nourriture pour les hommes, ou de la nourriture pour les bestiaux. La rente et le profit de ces terres règlent les rentes et profits de toutes les autres terres cultivées. Si quelque produit particulier fournissait moins, la terre en serait bientôt remise en blé ou en prairie; et s'il y avait quelque produit qui fournit plus, on consacrerait bientôt à ce genre de produit une partie des terres à blé ou des prairies.

A la vérité, les genres de productions qui exigent, ou une plus grande dépense primitive, ou une plus grande dépense annuelle de culture, pour que la terre y soit appropriée, paraissent ordinairement rapporter, les uns une plus forte rente, les autres un plus gros profit que le blé ou l'herbe des prés. Néanmoins, on trouvera rarement que cette supériorité aille au delà d'un intérêt raisonnable ou d'une juste compensation de cette plus forte dépense.

Une houblonnière, un verger, un potager, paraissent généralement rendre, tant au propriétaire qu'au fermier, en rente et en profit, plus qu'un pré ou une pièce de blé; mais il faut aussi plus de dépense pour mettre la terre en cet état: de là il est dû une plus forte rente au propriétaire; elle exige aussi plus de soin, d'attention et d'habileté dans la culture: de là un plus gros profit est dû au fermier; la récolte aussi est plus précaire, du moins pour le houblon et les fruits: il faut donc que le prix de cette récolte, outre une compensation pour les pertes accidentelles, fournisse encore quelque chose, comme une espèce de prime d'assurance. La condition des jardiniers, bien peu aisée en général et toujours médiocre, nous prouve assez que, pour l'ordinaire, un métier aussi difficile n'est pas trop payé. Il y a tant de gens riches qui se livrent

par amusement à cet art agréable, qu'il y a peu de profit à faire pour ceux qui le pratiquent pour vivre, parce que les personnes qui naturellement seraient leurs meilleurs chalands, se procurent par elles-mêmes les productions les plus précieuses de ce genre de travail.

Il paraît que, dans aucun temps, l'avantage que le propriétaire retire de ces sortes d'améliorations n'a excédé ce qu'il lui fallait pour l'indemniser de la dépense qu'elles avaient originairement coûté. Dans l'agriculture ancienne, après la vigne, c'était un potager bien arrosé, qui était, à ce qu'il semble, la partie de la ferme qu'on supposait rendre le meilleur produit. Mais Démocrite, qui écrivait sur l'agriculture, il y a environ deux mille ans, et qui était regardé par les anciens comme un des créateurs de l'art, pensait que ce n'était pas agir en homme sage que d'enclore un potager. Le profit, dit-il, n'indemniserait pas de la dépense d'un mur de pierres; et ceux de briques (je présume qu'il entend parler de briques cuites au soleil) se dégradent par la pluie et les mauvais temps de l'hiver, et exigent des réparations continuelles. Columelle, qui rapporte ce sentiment de Démocrite, ne le contredit pas, mais il indique une méthode très-économique d'enclore avec une haie d'épines et de ronces, qu'il a trouvée, dit-il, par expérience, former une défense à la fois durable et impénétrable, mais qui, à ce qu'il semble, n'était guère connue du temps de Démocrite. Palladius adopte l'opinion de Columelle, qui avait été auparavant fort approuvée par Varron. Au jugement de ces anciens agriculteurs, le produit d'un jardin potager n'aurait été, à ce qu'il paraît, guère plus que suffisant pour payer les frais de la culture extraordinaire et de l'arrosement; car, dans ces pays méridionaux, on pensait alors, comme on le pense encore aujourd'hui, qu'il était à propos d'avoir à sa disposition un courant d'eau que l'on pût conduire dans chaque partie du jardin. Aujourd'hui, dans presque toute l'Europe, on ne juge pas qu'un potager mérite une meilleure clôture que celle indiquée par Columelle. Dans la Grande-Bretagne, et dans quelques autres pays du Nord, les bons fruits ne peuvent venir à maturité qu'à l'abri d'un mur; en conséquence, dans ces pays-là, il faut que leur prix suffise à payer la dépense de bâtir et d'entretenir ce mur sans lequel on ne les obtiendrait pas. Souvent le *mur à fruit* environne le potager, qui jouit ainsi de l'avantage d'une clôture que son propre produit ne pourrait presque jamais payer.

C'était, à ce qu'il paraît, une maxime reconnue dans l'ancienne agriculture, comme elle l'est encore dans tous les pays vignobles, que

la vigne est la partie la plus profitable de la ferme, quand elle est plantée convenablement et amenée à sa perfection ; mais quant à savoir s'il était avantageux de planter une nouvelle vigne, c'était là un sujet de controverse parmi les anciens agriculteurs d'Italie, ainsi que nous l'apprend Columelle. Comme amateur de toute culture savante, il décide en faveur de la vigne, et il tâche de démontrer, en comparant le profit et la dépense, que c'était une des améliorations les plus avantageuses. Toutefois, ces sortes de comparaisons entre le profit et la dépense d'entreprises nouvelles sont ordinairement sujettes à de grandes erreurs, et en agriculture plus qu'en toute autre affaire. Si de telles plantations eussent alors donné autant de bénéfice qu'il prétend qu'elles devaient faire, il n'y aurait pas eu matière à dispute. La même question est aussi souvent débattue aujourd'hui dans les pays vignobles. Les écrivains en économie rurale dans ces contrées, amateurs et partisans de la grande culture, paraissent, il est vrai, généralement disposés à décider, comme Columelle, en faveur de la vigne. Ce qui paraît favoriser encore leur opinion, ce sont les sollicitudes que se sont données en France les propriétaires des anciennes vignes, pour empêcher qu'on n'en plantât de nouvelles ; ce fait semble indiquer, dans ceux qui en ont le plus l'expérience, une reconnaissance tacite que cette espèce de culture est pour le moment, dans ce pays, plus profitable qu'aucune autre. Cependant on pourrait tirer du même fait une autre opinion, qui est que ce profit supérieur ne devrait pas survivre aux lois qui restreignent présentement la libre culture de la vigne. En 1731, ces propriétaires obtinrent un arrêt du conseil, qui défendit de planter de nouvelles vignes et de renouveler les anciennes arrachées depuis deux ans, à moins d'une permission particulière du roi, laquelle ne serait accordée que sur le rapport de l'intendant de la province, et son certificat portant que la terre, d'après l'examen, n'était susceptible d'aucune autre culture. Le prétexte de cet arrêt du conseil était la rareté du blé et des fourrages, et la surabondance du vin ; mais si cette surabondance eût réellement existé, elle aurait très-efficacement empêché, sans le secours d'aucun arrêt du conseil, la plantation de nouvelles vignes, en réduisant les profits de ce genre d'exploitation au-dessous de leur proportion naturelle avec ceux des blés et des prairies. Et pour répondre à cette prétendue rareté de blé occasionnée par la multiplication des vignes, le blé n'est nulle part mieux cultivé en France que dans les provinces vignobles qui ont des terres propres à cette culture, telles que la Bourgogne, la Guyenne

et le Haut-Languedoc. La quantité de bras qu'emploie une espèce de culture encourage nécessairement l'autre, parce que la première fournit un marché tout prêt pour le produit de la seconde. C'est à coup sûr l'expédient le moins propre à encourager la culture du blé, que de diminuer le nombre de ceux qui sont en état de le payer : c'est une politique aussi sage que celle qui voudrait donner de l'extension à l'agriculture, en décourageant les manufactures.

Ainsi les rentes et profits des productions qui exigent ou de plus fortes avances primitives pour y approprier la terre, ou une plus grande dépense pour leur culture annuelle, quoique souvent fort supérieurs aux rentes et profits des blés et de l'herbe des prés, sont réglés par les rentes et profits de ces deux espèces ordinaires de récoltes, dans tous les cas où ils ne font que compenser les avances et dépenses extraordinaires.

À la vérité, il arrive quelquefois que la quantité de terres qui peut être appropriée à une certaine production est trop petite pour répondre à la demande effective. Tout le produit en pourra alors être vendu à ceux qui sont disposés à donner quelque chose au delà de ce qui est suffisant pour payer la totalité des rentes, salaires et profits employés à le faire croître et à le mettre sur le marché, selon leurs taux naturels, ou selon les taux auxquels on les paie dans la majeure partie des terres cultivées. Dans ce cas, et dans ce seul cas, la portion restante du prix après le remboursement total des frais d'amélioration et de culture peut bien communément ne garder aucune proportion régulière avec le surplus correspondant dans le prix du blé ou de l'herbe des prés; elle peut même l'excéder à un degré presque sans bornes, et la majeure partie de cet excédant va naturellement à la rente du propriétaire.

Par exemple, ce que nous avons dit de la proportion naturelle et ordinaire entre les rentes et profits que rapporte le vin et ceux que donnent le blé et l'herbe des prés, ne doit s'entendre seulement que pour ces vignes qui ne produisent autre chose qu'un bon vin ordinaire, tel qu'il en peut croître à peu près partout où il se trouve un terrain léger, pierreux ou sablonneux; un vin qui n'a d'autre qualité que de la force et de la salubrité. Ce n'est qu'avec ces sortes de vignes seulement que les terres ordinaires du pays peuvent être mises en concurrence; mais il est évident que cela ne peut avoir lieu à l'égard des vins d'une qualité particulière.

La vigne est, de tous les arbres à fruits, celui sur lequel la différence du terroir a le plus d'effet. Certains terroirs, à ce qu'on suppose,

donnent au vin un bouquet qu'aucune espèce de culture ou de soins ne pourrait obtenir sur tout autre sol. Cet avantage, réel ou imaginaire, est quelquefois particulier au produit d'un petit nombre de vignes; quelquefois il s'étend sur la majeure partie d'un petit canton, et quelquefois sur une partie considérable d'une vaste province. La quantité de ces vins qui va au marché est au-dessous de la demande effective ou de la demande de ceux qui s'auraient disposés à payer la totalité des rente, profits et salaires nécessaires pour les faire croître et les mettre sur le marché, suivant le taux ordinaire, ou suivant le taux auquel ces rente, profits et salaires sont payés dans les vignobles ordinaires. Toute cette quantité peut donc trouver son débit parmi ceux qui sont disposés à payer au delà; et cela élève nécessairement le prix de ces vins au-dessus des vins ordinaires. La différence est plus ou moins grande, selon que la vogue ou la rareté du vin donne plus ou moins d'activité à la concurrence des acheteurs. Quelle que soit cette différence, la majeure partie revient à la rente du propriétaire; car, quoiqu'en général ces sortes de vignes soient cultivées avec plus de soin que la plupart des autres, cependant le haut prix du vin paraît être moins l'effet que la cause de cette culture plus soignée. Dans un produit aussi précieux, la perte que causerait la négligence est assez forte pour obliger même les plus négligents à être soigneux. Ainsi il ne faut qu'une petite partie de ce haut prix pour payer les salaires du travail extraordinaire donné à la culture de ces vins, ainsi que les profits du capital extraordinaire qui alimente ce travail.

Les colonies à sucre que possèdent les nations européennes dans les Indes occidentales peuvent être comparées à ces vignobles précieux. La totalité de leur produit est au-dessous de la demande effective de l'Europe, et elle peut trouver son débit parmi ceux qui consentent à en payer plus que la totalité des rente, profits et salaires nécessaires à sa préparation et à son transport au marché, sur le pied où on les paie communément pour tout autre produit. M. Poivre, qui a observé avec le plus grand soin l'agriculture aux Indes, nous dit ¹ que le plus beau sucre blanc, à la Cochinchine, se vend communément 3 piastres le quintal, environ 13 schellings 6 deniers de notre monnaie. Ce qu'on appelle là le quintal pèse de 150 à 200 livres de Paris, ou en prenant le

¹ *Voyages d'un Philosophe.*

terme moyen, 175 livres de Paris; ce qui, réduisant le prix du cent pesant d'Angleterre à environ 8 schellings sterl., ne fait pas le quart de ce qu'on paie communément les *sucres bruts* ou *moscouades* ¹ qu'on importe de nos colonies, et pas la sixième partie du prix du plus beau sucre blanc. A la Cochinchine, la majeure partie des terres cultivées est employée à produire du blé et du riz, la nourriture de la masse du peuple. Les prix respectifs du blé, du riz et du sucre ont probablement entre eux une proportion naturelle, celle qui s'établit naturellement entre les différents produits de la plupart des terres cultivées, et qui est capable d'indemniser le propriétaire et le fermier, aussi exactement qu'il est possible de l'apprécier, des dépenses qu'ils ont coutume de faire pour l'amélioration primitive et pour la culture annuelle. Mais, dans nos colonies à sucre, le prix du sucre n'a pas cette proportion avec le prix du produit d'un champ de blé ou de riz, en Europe ou en Amérique. On dit ordinairement qu'un planteur compte, pour le défrayer de toutes ses dépenses de culture, sur le *rhum* et les *mélasses* seulement, et que son sucre est pour lui un profit net ². Si cela est vrai, car je ne prétends pas l'affirmer, c'est comme si le fermier d'une terre à blé comptait payer tous ses frais de culture avec ses pailles, et que le grain fût tout profit pour lui. Nous voyons souvent des compagnies de négociants, à Londres et dans d'autres villes de commerce, acheter dans nos colonies à sucre des terres incultes, qu'ils se proposent de mettre en valeur, et de cultiver avec profit par le moyen des facteurs ou gérants, et cela malgré la grande distance, l'incertitude des retours et la mauvaise administration de la justice en ces contrées. Or, personne n'entreprendra et de mettre en valeur et de cultiver de la même manière les terres les

¹ Le sucre brut ou moscouade, *moscovado* ou *crudo sugar*, est celui qui n'a subi d'autre préparation que la clarification ordinaire des chaudières. Le sucre brun ou *passé*, *strained sugar*, a de plus été filtré à travers la chausse; mais ni l'un ni l'autre n'a été terré.

² Les renseignements que contient le texte concernant les profits des planteurs de sucre étaient probablement très-exagérés à l'époque où le Dr Smith écrivait. Il y a longtemps d'ailleurs qu'ils ont cessé d'être vrais. Loin d'être profitable à l'excès, l'industrie des planteurs de sucre a été généralement le contraire depuis trente ans. La culture a été trop étendue, et la quantité de produit apportée au marché a été si grande, qu'elle a fréquemment réduit le prix à un taux qui ne dépasse guère la somme nécessaire pour couvrir les dépenses de culture et l'acquittement des droits.

MAC CULLOCH.

plus fertiles de l'Écosse, de l'Irlande ou des provinces à blé de l'Amérique septentrionale, quoique la justice, mieux administrée en ces pays, donne lieu de compter sur une plus grande régularité dans les retours.

Dans la Virginie et au Maryland, on préfère la culture du tabac à celle du blé, comme étant plus lucrative. Le tabac pourrait se cultiver avec avantage dans la plus grande partie de l'Europe; mais presque partout on en a fait un objet capital d'impôt, et on a pensé qu'il serait plus difficile de lever cet impôt sur chaque différente ferme du pays où cette plante serait cultivée, que de le lever, par les douanes, sur l'importation de la denrée. C'est pour cette raison que, dans la plus grande partie de l'Europe, la plus absurde des prohibitions empêche la culture du tabac, et donne nécessairement une espèce de monopole aux pays où cette culture est permise; et comme c'est la Virginie et le Maryland qui produisent le plus de cette denrée, ces provinces ont une part considérable, quoique avec quelques concurrents, dans les bénéfices de ce monopole. Toutefois la culture du tabac ne paraît pas aussi avantageuse que celle du sucre. Je n'ai jamais entendu dire qu'aucune plantation de tabac ait été mise en valeur et cultivée avec des capitaux de commerçants résidant en Angleterre, et nous ne voyons guère arriver de nos colonies à tabac des planteurs aussi opulents que ceux qui nous arrivent souvent de nos îles à sucre. Si la préférence qu'on donne dans ces colonies à la culture du tabac sur celle du blé, semble indiquer que la demande effective du tabac faite par l'Europe n'est pas complètement remplie, cependant cette demande est plus près de l'être, à ce qu'il semble, que celle du sucre; et quoique le prix actuel du tabac soit probablement au delà de ce qui suffit au paiement de la totalité des rentes, profits et salaires qu'exigent sa préparation et son transport au marché, sur le pied auquel on les paie communément dans les terres à blé, il ne doit pas dépasser ce taux dans la même proportion que le prix actuel du sucre. Aussi nos planteurs de tabac ont-ils témoigné les mêmes craintes sur la surabondance du tabac, que les propriétaires des anciennes vignes de France sur la surabondance du vin. Par un arrêté de leur assemblée, ils ont restreint sa culture à six mille pieds (qu'on suppose rendre un millier pesant de tabac) par chaque nègre de l'âge de seize à soixante ans. Ils comptent qu'un nègre de cet âge, outre la quantité de tabac qu'il a à fournir, peut encore cultiver quatre acres de maïs. Pour empêcher aussi que le marché ne soit surchargé, ils ont quelquefois, dans les années surabondantes, à ce que nous dit le docteur Dou-

glass¹ (que je soupçonne pourtant avoir été mal informé), brûlé une certaine quantité de tabac, par nègre, de la même manière qu'on nous dit que font les Hollandais pour les épices. S'il faut employer des moyens aussi violents pour maintenir le prix actuel du tabac, il est vraisemblable que la supériorité des avantages de cette culture sur celle du blé, s'il y en a encore quelqu'une, ne sera pas de longue durée.

C'est ainsi que la rente des terres cultivées pour produire la nourriture des hommes, règle la rente de la plupart des autres terres cultivées. Aucun produit particulier ne peut longtemps rendre moins, parce que la terre serait aussitôt mise en autre nature de rapport; et s'il y a quelque production particulière qui rende ordinairement plus, c'est parce que la quantité de terre qui peut lui être propre ne suffit pas pour remplir la demande effective.

En Europe, c'est le blé qui est la principale production de la terre servant immédiatement à la nourriture de l'homme. Ainsi, excepté quelques circonstances particulières, la rente des terres à blé règle en Europe celle de toutes les autres terres cultivées. L'Angleterre n'est donc pas dans le cas d'envier à la France ses vignobles, ni à l'Italie ses plantations d'oliviers. A l'exception de circonstances particulières, le rapport de ces sortes de cultures se règle sur le rapport du blé; et en blé, la fertilité de l'Angleterre n'est pas inférieure à celle de ces deux pays.

Si, dans un pays quelconque, la nourriture végétale ordinaire et favorite du peuple était tirée de quelque plante dont la terre la plus commune, avec la même ou presque la même culture, pût produire une beaucoup plus grande quantité que les terres les plus fertiles ne produisent de blé, alors la rente du propriétaire ou l'excédant de nourriture qui lui resterait après le paiement du travail et le remboursement du capital et profits ordinaires du fermier, serait nécessairement beaucoup plus considérable. Quel que pût être, dans ce pays-là, le taux de la subsistance ordinaire du travail, ce plus grand excédant de la nourriture en ferait toujours subsister davantage, et par conséquent mettrait le propriétaire en état d'en acheter ou d'en commander une plus grande quantité. Il recevrait nécessairement une rente d'une valeur réelle plus considérable; il aurait réellement plus de pouvoir et d'autorité sur le travail d'autrui; il aurait à sa disposition et à son commandement plus

¹ *Douglas's Summary*, vol. II, pages 372, 373.

de ces choses que fournit le travail d'autrui, et qui servent aux besoins et commodités de la vie.

Une rizière produit une plus grande quantité de nourriture que le champ de blé le plus fertile. Le produit ordinaire d'une acre s'élève, à ce qu'on dit, à deux récoltes par an de trente à soixante boisseaux chacune. Ainsi, quoique sa culture exige plus de travail, quand tout ce travail a subsisté, il reste un plus grand excédant. Par conséquent, dans les pays à riz, où ce végétal est la nourriture ordinaire et favorite du peuple, et où il compose la principale subsistance du travail qui le cultive, il doit appartenir au propriétaire, dans ce plus grand excédant, une portion plus forte que celle qui lui revient dans les pays à blé. Dans la Caroline, où les planteurs sont généralement, comme dans les autres colonies anglaises, fermiers et propriétaires à la fois, et où par conséquent la rente se confond dans le profit, la culture du riz est regardée comme plus profitable que celle du blé, quoique leurs rizières ne produisent qu'une récolte par année, et quoique la coutume d'Europe y ait conservé assez d'empire pour que le peuple n'y fasse point du riz sa nourriture végétale ordinaire et favorite.

Un bon champ de riz est un vrai marécage dans toutes les saisons de l'année, et dans une saison, c'est un marécage entièrement couvert d'eau. Ce champ ne peut être propre ni au blé, ni au pâturage, ni à la vigne, ni dans le fait à aucune autre production végétale bien utile aux hommes; et toutes les terres propres à ces diverses cultures ne le sont nullement à celle du riz. Ainsi, même dans les pays à riz, la rente des terres qui le produisent ne peut pas régler la rente des autres terres cultivées qu'il est impossible de mettre en cette nature de rapport.

Un champ de pommes de terre produit en quantité autant de nourriture qu'un champ de riz, et beaucoup plus qu'un champ de blé. Douze milliers pesant de pommes de terre ne sont pas un produit plus grand pour une acre de terre que deux milliers pesant de froment. A la vérité, la nourriture réelle ou la substance nourrissante qu'on peut tirer de chacun de ces deux végétaux n'est pas tout à fait en raison de leur poids, à cause de la nature aqueuse de la pomme de terre. Toutefois, en accordant la moitié du poids pour l'eau contenue dans cette racine, ce qui est beaucoup, il restera toujours six milliers pesant de nourriture solide produits par une acre de pommes de terre, c'est-à-dire, trois fois la quantité produite par l'acre de blé. Une acre de pommes de terre coûte moins à cultiver qu'une acre de blé, l'année de jachères, qui

précède en général les semailles, étant plus qu'une compensation du travail à la houe et des autres façons extraordinaires qu'on donne toujours aux pommes de terre. Si cette racine devenait jamais, dans quelque partie de l'Europe, comme le riz dans certains pays à riz, la nourriture végétale ordinaire et favorite du peuple, au point d'occuper la même quantité de terres labourables, en proportion, qu'en occupe aujourd'hui le blé ou toute autre espèce de grain qui nourrit l'homme, il en résulterait que la même quantité de terres cultivées ferait subsister une bien plus grande quantité d'individus, et que ceux qui travailleraient étant généralement nourris de pommes de terre, il se trouverait un excédant bien plus considérable après le remplacement du capital et la subsistance de tout le travail employé à la culture. Il appartiendrait aussi au propriétaire une plus grande portion dans cet excédant. La population augmenterait, et les fermages s'élèveraient beaucoup au-dessus de ce qu'ils sont aujourd'hui ¹.

La terre propre à produire des pommes de terre est propre à presque tous les végétaux utiles. Si donc les pommes de terre occupaient autant de terres cultivées que le blé en occupe actuellement, elles régleraient, comme lui, la reute de la plupart des terres cultivées.

On m'a dit que, dans quelques endroits du comté de Lancastre, le pain de farine d'avoine était regardé comme plus nourrissant pour les gens de travail que le pain de froment, et j'ai souvent entendu dire qu'on avait en Écosse la même opinion. Avec cela je doute un peu qu'elle soit vraie. En général, le bas peuple d'Écosse, qui se nourrit de pain d'avoine, n'est ni si fort ni si beau que celui d'Angleterre, qui se nourrit de pain de froment. Il ne travaille pas aussi bien et n'a pas aussi bonne mine; et comme la même différence ne se fait pas remarquer dans les personnes d'un rang supérieur de l'un et de l'autre pays, il semblerait, d'après l'expérience, que la nourriture des gens du peuple, en Écosse, ne convient pas aussi bien à la constitution de l'homme que celle des gens de la même classe en Angleterre. Mais il paraît qu'il n'en est pas de même des pommes de terre. On dit que les porteurs de chaises à bras, les portefaix, les porteurs de charbon à Londres, et ces malheureuses femmes qui vivent de prostitution, c'est-à-dire, les hommes les plus robustes et les plus belles femmes peut-être des trois

¹ L'état actuel de l'Irlande justifie tristement cette prévision du Dr Smith.

A. B.

royaumes, viennent pour la plupart des dernières classes du peuple d'Irlande, qui vivent en général de cette racine. Il n'y a pas de nourriture dont la qualité nourrissante, ou dont l'analogie particulière avec la constitution de l'homme soit démontrée d'une manière plus décisive.

Il est difficile de conserver les pommes de terre toute l'année, et impossible de les garder en magasin, comme le blé, pendant deux ou trois années de suite. La crainte qu'on a de ne pouvoir les débiter avant qu'elles ne se gâtent, en décourage la culture, et c'est peut-être le principal obstacle à ce qu'elles deviennent jamais, dans un grand pays, la première nourriture végétale de toutes les classes du peuple, comme l'est le pain.

SECTION II.

Du produit qui tantôt fournit et tantôt ne fournit pas de quoi payer une rente.

La nourriture de l'homme paraît être le seul des produits de la terre qui fournisse toujours et nécessairement de quoi payer une rente quelconque au propriétaire. Les autres genres de produits peuvent tantôt rapporter une rente, et tantôt non, selon les circonstances.

Les deux plus grands besoins de l'homme, après la nourriture, sont le vêtement et le logement.

La terre, dans son état primitif et inculte, peut fournir des matières premières de vêtement et de logement pour beaucoup plus de personnes qu'elle n'en peut nourrir. Dans son état de culture, au contraire, elle ne peut guère fournir de ces denrées à toutes les personnes qu'elle serait dans le cas de nourrir, du moins telles que ces personnes voudraient les avoir et consentiraient à les payer. Ainsi, dans le premier état, il y a toujours surabondance de ces matières, qui n'ont souvent, pour cette raison, que peu ou point de prix. Dans l'autre, il y en a souvent disette, ce qui augmente nécessairement leur valeur. Dans le premier état, une grande partie de ces matières est jetée comme inutile, et le prix de celles dont on fait usage est regardé comme représentant seulement le travail et la dépense nécessaires pour les mettre en état de servir. Elles ne peuvent en conséquence fournir aucune rente au propriétaire du sol. Dans l'autre, elles sont toutes mises en œuvre, et il y a souvent demande pour plus qu'on n'en peut avoir. Il se trouve toujours quelqu'un disposé à donner, de chaque portion de ces matières, plus que ce qu'il ne faut pour payer la dépense de les transporter au

marché; aussi leur prix peut toujours fournir quelque chose pour acquitter une rente au propriétaire de la terre.

Les premières matières qu'on employa pour le vêtement furent les peaux des plus gros animaux. Ainsi, chez les peuples chasseurs et les peuples pasteurs, qui font leur principale nourriture de la chair de ces animaux, chaque homme, en pourvoyant à sa nourriture, se pourvoit en même temps de plus de matières de vêtement qu'il n'en pourra porter. S'il n'y avait pas de commerce étranger, on en jetterait la plus grande partie comme choses sans valeur. C'est ce qui avait lieu vraisemblablement chez les peuples chasseurs de l'Amérique septentrionale avant la découverte de leur pays par les Européens, avec lesquels ils échangent maintenant l'excédant de leurs pelleteries contre des couvertures, des armes à feu et de l'eau-de-vie, ce qui donne quelque valeur à cet excédant. Dans l'état actuel du commerce du monde connu, les nations les plus barbares, à ce que je pense, chez lesquelles la propriété soit établie, ont quelque commerce étranger de cette espèce, et trouvent, pour toutes les matières de vêtement que leur terre produit, et qu'elles ne peuvent ou travailler ou consommer chez elles, une demande assez forte de la part de voisins plus riches qu'elles, pour en élever le prix au delà de ce que coûte la dépense de les envoyer au marché. Ce prix fournit donc quelque rente au propriétaire de la terre. Lorsque les montagnards d'Écosse consommaient la majeure partie de leurs bestiaux dans leurs montagnes, l'exportation des peaux de ces animaux était l'article le plus considérable du commerce de ce pays, et ce qu'on recevait en échange ajoutait quelque chose à la rente des propriétés du lieu. La laine d'Angleterre, qui, dans les anciens temps, n'aurait pu ni se consommer ni se manufacturer dans le pays, trouvait un marché dans la Flandre, alors bien supérieure à l'Angleterre en richesse et en industrie, et son prix contribuait à augmenter un peu la rente du pays qui la produisait. Dans des pays qui n'auraient pas été mieux cultivés que n'était alors l'Angleterre ou que ne sont aujourd'hui les montagnes d'Écosse, et qui n'auraient pas de commerce étranger, les matières de vêtement seraient tellement surabondantes, qu'une grande partie en serait jetée comme inutile, et que le reste ne fournirait aucune rente au propriétaire.

Les matières de logement ne peuvent pas toujours se transporter à une aussi grande distance que celles de vêtement, et ne deviennent pas non plus aussi promptement un objet de commerce étranger. Lors-

qu'elles sont surabondantes dans le pays qui les produit, il arrive fréquemment, même dans l'état actuel du commerce du monde, qu'elles ne soient d'aucune valeur pour le propriétaire de la terre. Une bonne carrière de pierre, dans le voisinage de Londres, fournirait une rente considérable. Dans beaucoup d'endroits de l'Écosse et de la province de Galles, elle n'en rapportera aucune. Le bois propre à la charpente est d'une grande valeur dans un pays bien peuplé et bien cultivé, et la terre qui le produit rapporte une forte rente. Mais, dans plusieurs endroits de l'Amérique septentrionale, le propriétaire saurait très-bien gré à qui voudrait le débarrasser de la plupart de ses gros arbres. Dans quelques endroits des montagnes d'Écosse, faute de moyens de transport par eau ou par terre, l'écorce est la seule partie du bois qu'on puisse envoyer au marché. On y laisse le bois pourrir sur la place. Quand il y a une telle surabondance dans les matières de logement, la partie dont on fait usage n'a d'autre valeur que le travail et la dépense employés à la rendre propre au service. Elle ne rapporte aucune rente au propriétaire, qui en général en abandonne l'usage à quiconque prend seulement la peine de le lui demander. Cependant il peut quelquefois être dans le cas d'en retirer une rente, s'il y a demande de la part de nations plus riches. Le pavé des rues de Londres a fourni aux propriétaires de quelques rochers stériles de la côte d'Écosse, le moyen de tirer une rente de ce qui n'en avait jamais rapporté auparavant. Les bois de la Norvège et des côtes de la mer Baltique trouvent dans beaucoup d'endroits de la Grande-Bretagne un marché qu'ils ne pourraient pas trouver sur les lieux, et par ce moyen ils fournissent quelque rente à leurs propriétaires.

Les pays ne se peuplent pas en proportion du nombre d'hommes que leur produit peut vêtir et loger, mais en raison du nombre que ce produit peut nourrir. Quand la nourriture ne manque pas, il est aisé de trouver les choses nécessaires pour se vêtir et se loger ; mais on peut avoir celles-ci en abondance, et éprouver souvent de grandes difficultés à se procurer la nourriture. Dans quelques localités, même en Angleterre, le travail d'un seul homme dans une seule journée peut bâtir ce qu'on y appelle une maison. Le vêtement de l'espèce la plus simple, celui de peaux de bêtes, exige un peu plus de travail pour le préparer et le mettre en état de servir ; toutefois, il n'en exige pas encore beaucoup. Chez les peuples sauvages et barbares, la centième partie, ou guère plus, du travail de toute l'année, suffira pour les pourvoir de ce

genre de vêtement et les loger de manière à satisfaire la majorité de la nation ; les quatre-vingt-dix-neuf autres centièmes suffisent souvent à peine pour les pourvoir de nourriture.

Mais lorsque, au moyen de la culture et de l'amélioration de la terre, le travail d'une seule famille peut fournir à la nourriture de deux, alors le travail d'une moitié de la société suffit pour nourrir le tout. Ainsi l'autre moitié, ou au moins la majeure partie de cette autre moitié, peut être employée à faire autre chose ou à satisfaire les autres besoins et fantaisies des hommes. Les objets principaux de la plupart de ces besoins et fantaisies, ce sont le vêtement, le logement, le mobilier de la maison, et ce qu'on appelle le *train* ou l'*équipage*. Un riche ne consomme pas plus de nourriture que le plus pauvre de ses voisins. Elle peut être fort différente quant à la qualité, et exiger beaucoup plus de travail et d'art pour la choisir et l'appréter ; mais quant à la quantité, il n'y a presque aucune différence. Comparez au contraire le vaste palais et la nombreuse garde-robe de l'un avec la cabane de l'autre, et le peu de guenilles qui le couvrent, et vous trouverez que, quant au vêtement, au logement et au mobilier, la différence est presque tout aussi grande en quantité qu'elle l'est en qualité. Dans tout homme, l'appétit pour la nourriture est borné par l'étroite capacité de son estomac ; mais on ne peut mettre de bornes déterminées au désir des commodités et ornements qu'on peut rassembler dans ses bâtiments, sa parure, ses équipages et son mobilier. C'est pourquoi ceux qui ont à leur disposition plus de nourriture qu'ils ne peuvent en consommer personnellement cherchent toujours à en échanger le surplus, ou, ce qui revient au même, le prix de ce surplus pour se procurer des jouissances d'un autre genre. Quand on a donné aux besoins limités ce qu'ils exigent, tout le surplus est consacré à ces besoins du superflu, qui ne peuvent jamais être remplis et qui semblent n'avoir aucun terme. Les pauvres, pour obtenir de la nourriture, s'occupent à satisfaire ces fantaisies des riches, et, pour être plus sûrs d'en obtenir, ils cherchent à l'emporter les uns sur les autres par le bon marché et la perfection de leur ouvrage. Le nombre des ouvriers augmente à mesure qu'augmente la quantité de nourriture, ou que la culture et l'amélioration de la terre vont en croissant ; et comme la nature de leur besogne admet une extrême subdivision de travail, la quantité des matières sur lesquelles ils s'exercent augmente dans une proportion infiniment plus forte que leur nombre. De là naît la demande de toute espèce de matières que puisse mettre en

œuvre l'invention des hommes, soit pour l'utilité, soit pour la décoration des bâtiments, de la parure, de l'équipage ou du mobilier : de là la demande des fossiles et des minéraux renfermés dans les entrailles de la terre ; de là la demande des métaux précieux et des pierres précieuses.

Ainsi, non-seulement c'est de la nourriture que la *rente* tire sa première origine, mais encore si quelque autre partie du produit de la terre vient aussi par la suite à rapporter une rente, elle doit cette addition de valeur à l'accroissement de puissance qu'a acquis le travail pour produire de la nourriture, au moyen de la culture et de l'amélioration de la terre.

Cependant les autres parties du produit de la terre, qui, par la suite, viennent à rapporter une rente, n'en rapportent pas toujours. La demande n'en est pas toujours assez forte, même dans les pays cultivés et améliorés, pour que le prix qu'elles rendent soit au delà de ce qu'exigent le paiement du travail dépensé pour les amener au marché et le remplacement du capital employé pour le même objet avec ses profits ordinaires. La demande sera ou ne sera pas assez forte pour cela, d'après différentes circonstances.

Par exemple, la rente que rapportera une mine de charbon de terre dépend en partie de sa fécondité et en partie de sa situation.

On peut dire d'une mine en général, qu'elle est féconde ou qu'elle est stérile, selon que la quantité de minerai que peut en tirer une certaine quantité de travail est plus ou moins grande que celle qu'une même quantité de travail tirerait de la plupart des autres mines de la même espèce.

Quelques mines de charbon de terre avantageusement situées, ne peuvent être exploitées à cause de leur stérilité ; le produit n'en vaut pas la dépense ; elles ne peuvent rapporter ni profit ni rente.

Il y en a dont le produit est purement suffisant pour payer le travail et remplacer, avec les profits ordinaires, le capital employé à leur exploitation ; elles donnent quelques profits à l'entrepreneur, mais point de rente au propriétaire. Personne ne peut les exploiter plus avantageusement que le propriétaire, qui, en faisant lui-même l'entreprise, gagne les profits ordinaires sur le capital qu'il y emploie. Il y a en Écosse beaucoup de mines de charbon qui sont exploitées ainsi, et qui ne pourraient pas l'être autrement. Le propriétaire n'en permettrait pas l'exploitation à

d'autres sans exiger une rente, et personne ne trouverait moyen de lui en payer une.

Dans le même pays, il y a d'autres mines de charbon qui seraient bien assez fertiles, mais qui ne peuvent être exploitées à cause de leur situation. La quantité de minerai suffisante pour défrayer la dépense de l'exploitation pourrait bien être tirée de la mine avec la quantité ordinaire, ou même encore moins que la quantité ordinaire de travail ; mais dans un pays enfoncé dans les terres, peu habité, et qui n'a ni bonnes routes, ni navigation, cette quantité de minerai ne pourrait être vendue.

Le charbon de terre est un chauffage moins agréable que le bois : on dit de plus qu'il n'est pas aussi sain. Il faut donc qu'en général la dépense d'un feu de charbon de terre soit de quelque chose moindre, pour le consommateur, que celle d'un feu de bois.

Le prix du bois varie encore suivant l'état de l'agriculture, presque de la même manière, et précisément pour la même raison que le prix du bétail. Quand l'agriculture est encore dans sa première enfance, le pays est en grande partie couvert de bois, qui ne sont alors pour le propriétaire qu'un embarras, et qu'il donnerait volontiers pour la peine de les couper. A mesure que l'agriculture fait des progrès, les bois s'éclaircissent par l'extension du labourage, et, d'un autre côté, dépérissent par suite de la multiplication des bestiaux. Quoique ces animaux ne multiplient pas dans la même proportion que le blé, qui est entièrement le fruit de l'industrie humaine, cependant la propagation de leur espèce est favorisée par les soins et la protection de l'homme, qui leur ménage, dans la saison de l'abondance, de quoi les faire subsister dans celle de la disette, leur fournit pendant tout le cours de l'année une plus grande quantité de nourriture que n'en fait naître pour eux la nature sauvage, et leur assure de plus la libre jouissance de tout ce que leur offre la nature, en détruisant et en extirpant tout ce qui pourrait leur nuire. Des troupeaux nombreux qu'on laisse errer à travers les bois, quoiqu'ils ne détruisent pas les arbres âgés, empêchent la pousse des jeunes, et de cette manière, dans le cours d'un siècle ou deux, toute la forêt s'en va en ruine. Alors la rareté du bois en élève le prix : ce produit rapporte une forte rente, et quelquefois le propriétaire trouve qu'il ne peut guère employer plus avantageusement ses meilleures terres qu'en y faisant croître du bois propre à la charpente, qui, par l'importance du profit, compense souvent la lenteur des retours. Tel est à peu près aujourd'hui, à ce qu'il semble, l'état des choses dans plusieurs endroits de la Grande-Bretagne, où l'on

trouve autant de profit à faire des plantations, qu'à exploiter la terre en blé ou en prairies. Nulle part le bénéfice que le propriétaire retire d'une plantation de bois ne peut l'emporter, au moins pour longtemps, sur la rente que rapportent ces deux derniers genres de produit ; mais dans un pays enfoncé dans les terres, très-bien cultivé, il arrivera souvent que ce bénéfice n'y sera pas inférieur. A la vérité, dans un pays bien florissant situé sur les côtes, si on peut se procurer facilement du charbon pour le chauffage, on trouvera quelquefois plus de profit à tirer le bois de charpente pour ses bâtiments, des pays étrangers moins cultivés, que de les faire croître chez soi. Dans la nouvelle ville d'Édimbourg, bâtie il y a peu d'années, il n'y a peut-être pas une seule pièce de bois coupée en Écosse.

Quel que puisse être le prix du bois, si celui du charbon est tel, qu'un feu de charbon coûte presque autant qu'un feu de bois, nous pouvons être sûrs que, dans cette localité, et tant que les choses seront ainsi, le prix du charbon est aussi haut qu'il puisse être ; c'est ce qui existe apparemment dans quelques endroits de l'intérieur de l'Angleterre, spécialement dans le comté d'Oxford, où il est d'usage, même chez les gens du peuple, de mêler du bois et du charbon ensemble dans le foyer, et où par conséquent il ne peut y avoir grande différence entre la dépense de ces deux sortes de chauffage.

Le charbon, dans les pays à mines de charbon, est partout fort au-dessous de ce prix extrême ; sans cela il ne pourrait pas supporter un transport éloigné, par terre ni même par eau. On ne pourrait en vendre qu'une petite quantité, et les maîtres charbonniers et propriétaires des mines trouvent bien mieux leur compte à en vendre une grande quantité à quelque chose au-dessus du plus bas prix, qu'une petite quantité au prix le plus élevé. En outre, le prix de la mine de charbon la plus féconde règle le prix du charbon pour toutes les autres mines de son voisinage¹. Le propriétaire et l'entrepreneur trouvent tous deux qu'ils pourront se faire, l'un une plus forte rente, l'autre un plus gros profit en vendant à un prix un peu inférieur à celui de leurs voisins. Les voisins sont bientôt obligés de vendre au même prix, quoiqu'ils soient moins

¹ Mac Culloch voit dans cette opinion une erreur. Il prétend que c'est la mine de charbon la moins fertile que l'on est forcé d'exploiter pour répondre à la demande, qui règle le prix du charbon des autres mines.

(Voyez éd. de M. G., p. 55.)

en état d'y suffire, et quoiquo ce prix aille toujours en diminuant, et leur enlève même quelquefois toute leur rente et tout leur profit. Quelques exploitations se trouvent alors entièrement abandonnées, d'autres ne rapportent plus de rente, et ne peuvent plus être continuées que par le propriétaire de la mine.

Le prix le plus bas auquel le charbon de terre puisse se vendre pendant un certain temps est, comme celui de toutes les autres marchandises, le prix qui est simplement suffisant pour remplacer, avec ses profits ordinaires, le capital employé à le faire venir au marché¹. A une

¹ Smith enseigne que le prix auquel le propriétaire de la mine de charbon la plus féconde vend sa marchandise, règle le prix de cette denrée pour toutes les autres mines du voisinage. Il démontre cette proposition en observant que le propriétaire et l'entrepreneur de cette mine féconde trouvent tous deux qu'ils pourront se procurer plus de rente et plus de profit en vendant à un prix un peu au-dessous de celui de leurs voisins, et qu'alors ceux-ci, quoique moins en état de supporter une diminution, sont forcés de vendre au même prix et de baisser toujours leur prix de plus en plus, jusqu'à ce qu'ils soient descendus au point où l'exploitation serait absolument sans profit.

M. Ricardo a jugé à propos de s'attacher à la proposition contraire. Il soutient que le prix du charbon est réglé par la mine la plus pauvre du voisinage, par celle dont le produit ne fait que rendre l'équivalent du capital employé à son exploitation, avec le profit ordinaire de ce capital, et ne peut suffire à payer un loyer ou prix de ferme quelconque au propriétaire du sol.

Ceci est une pure dispute de mots, qui ne procède que de deux manières différentes d'exprimer le même principe, et elle disparaît dès qu'on veut définir la chose. Il est constant que la mine la plus pauvre, celle dont le produit est trop peu abondant ou d'une extraction trop dispendieuse pour que l'entrepreneur puisse payer un prix de ferme, est celle qui pose les limites du prix du charbon, le taux au-dessous duquel il ne peut pas être vendu dans le canton. C'est ce que Smith reconnaît formellement lorsqu'il dit que le prix le plus bas auquel puisse se vendre le charbon de mine, pendant un certain temps, est comme celui de toutes les autres marchandises, c'est-à-dire, le prix qui ne suffit qu'à remplacer, avec le profit courant, le capital employé à faire aller l'entreprise. Il ajoute que tel doit être à peu près le prix du charbon dans une mine que le propriétaire est forcé d'exploiter lui-même, faute de trouver un entrepreneur qui consente à lui payer un loyer ou prix de ferme.

Mais pourquoi ce prix est-il si bas? Pourquoi le propriétaire est-il forcé de vendre sa denrée à un prix qui ne lui donne point de rente? C'est parce que l'a ainsi voulu et réglé le propriétaire voisin qui possède une mine plus féconde. C'est

mine dont le propriétaire ne retire pas de rente, et qu'il est obligé d'exploiter lui-même ou d'abandonner tout à fait, le prix du charbon doit en général approcher beaucoup de ce prix.

La rente, quand le charbon en rapporte une, compose pour l'ordinaire une plus petite portion du prix qu'elle ne le fait dans la plupart des autres produits bruts de la terre. La rente d'un bien à la surface de la terre s'élève communément à ce qu'on suppose être le tiers du produit total, et c'est pour l'ordinaire une rente fixe et indépendante des variations accidentelles de la récolte. Dans les mines de charbon, un cinquième du produit total est une très-forte rente ; un dixième est la

le propriétaire de la mine la plus féconde qui fait la loi aux autres propriétaires de mines du voisinage, et qui leur prescrit en quelque sorte le taux auquel ils peuvent vendre, dans l'état actuel où est la demande de la denrée. En effet, si la demande est pour dix mille muids de charbon, et que la mine la plus riche puisse les fournir à un prix qui serait trop bas pour les autres mines, et qui ne rendrait pas le profit de leur exploitation, le propriétaire de cette mine plus riche profitera de son avantage naturel pour s'attribuer le monopole, et il baissera ses prix de vente jusqu'au point où il sera nécessaire pour tenir fermées toutes les autres mines du voisinage. Mais si la demande est de trente mille muids, et que pour se les procurer il faille avoir recours jusqu'à la mine la moins riche de toutes celles du canton, comme celle-ci ne peut mettre ses produits au marché qu'autant que l'entrepreneur retrouvera, dans le prix de la denrée, son capital et son profit, il faudra bien que le prix du charbon de cette mine soit assez élevé pour y suffire. Sous ce rapport, la mine la moins riche fixe le *minimum* au-dessous duquel le prix du charbon ne peut descendre, et à défaut duquel la mine se ferme jusqu'à ce que les consommateurs consentent à donner ce prix. Les bénéfices des mines s'élèvent de toute la différence qui existe entre ce prix le plus bas et le prix naturel auquel revient leur charbon, attendu qu'il ne peut y avoir au même marché deux prix différents pour la même denrée, à qualité égale.

A cet égard, les mines et carrières ont un point de ressemblance avec les manufactures, le prix de leur produit étant déterminé par la quantité des demandes de la consommation, et ne pouvant jamais descendre au-dessous des avances de l'entrepreneur, augmentées du profit courant et ordinaire. Mais la différence entre ces sortes de manufactures territoriales et les manufactures industrielles, c'est que les bénéfices de ces dernières tendent toujours à se mettre de niveau, sauf le cas où le manufacturier serait possesseur d'un secret qui lui donnerait un avantage sur ses concurrents ; au lieu que, dans les mines et carrières, une inégalité naturelle contre laquelle l'industrie humaine ne peut lutter, empêche que les bénéfices résultant de l'exploitation ne s'égalisent, et les tient constamment à des hauteurs différentes.

rente ordinaire, et cette rente est rarement fixe, mais elle dépend des variations accidentelles dans le produit. Ces variations sont si fortes, que, dans un pays où les propriétés foncières sont censées vendues à un prix modéré, au denier trente, c'est-à-dire moyennant trente années du revenu, une mine de charbon vendue au denier dix est réputée vendue à un bon prix.

La valeur d'une mine de charbon pour le propriétaire dépend souvent autant de sa situation que de sa fécondité. Celle d'une mine métallique dépend davantage de sa fécondité et moins de sa situation. Les métaux même grossiers, et à plus forte raison les métaux précieux, quand ils sont séparés de leur gangue, ont assez de valeur pour pouvoir en général supporter les frais d'un long transport par terre et du trajet le plus lointain par mer. Leur marché ne se borne pas aux pays

Mais une grave erreur de M. Ricardo, et celle qu'il nous reproduit sans cesse, c'est d'appliquer ce principe du *minimum* de prix résultant de la moindre fertilité des mines aux terres cultivées en blé, et de supposer qu'il règle de même le prix du blé en argent. Sans doute les besoins actuels de la consommation déterminent bien quel sera le degré de fertilité auquel une terre à blé pourra être eultivée avec avantage; ils règlent le *minimum* du produit qu'il faut au propriétaire pour qu'il se décide à préférer la production des subsistances à toute autre production. Si les besoins de la population en subsistances sont satisfaits par des terrains plus productifs, le propriétaire d'une terre inférieure en qualité trouvera plus d'avantage à y faire croître des menus grains, des plantes oléagineuses, des bois, etc., ou même à y faire paître du bétail; mais le prix moyen du blé en argent n'est nullement affecté par le plus ou le moins de fertilité des terres qui produisent cette denrée. M. Ricardo paraît s'être fait une idée extrêmement fautive sur le prix du blé en argent; il a semble avoir écrit sous l'influence de ce préjugé dont l'illusion est entretenue et fortifiée par les habitudes communes de la vie, mais dont il faut se garder, quand on veut considérer d'un œil philosophique les phénomènes de la circulation des richesses. L'argent lui paraît être le régulateur du prix du blé, parce que l'argent est la mesure des variations accidentelles et temporaires que le blé éprouve, comme marchandise. Mais il semble perdre de vue que la valeur de l'argent lui-même est, comme celle de toutes les autres valeurs, mesurée par le blé; que l'argent est un produit du travail, et que ce travail a sa mesure dans la quantité de subsistances qui l'alimentent; que les hommes ont adopté l'argent comme instrument des échanges et comme mesure de toutes les valeurs commercables, pour la commodité et l'activité de la circulation; mais que cet instrument ne peut remplir sa fonction qu'après qu'il a été lui-même ajusté sur l'étalon primitif et originaire des valeurs échangeables, c'est-à-dire la substance de l'ouvrier.

GARNIER.

voisins de la mine, mais il s'étend au monde entier. Le cuivre du Japon est un des articles du commerce de l'Europe, le fer d'Espagne est un de ceux du commerce du Chili et du Pérou; l'argent du Pérou s'ouvre un chemin, non-seulement jusqu'en Europe, mais encore de l'Europe à la Chine.

Au contraire, le prix des charbons du Westmoreland ou du Shropshire ne peut influer que peu sur leur prix à Newcastle, et leur prix dans le Lyonnais n'exercera sur celui des premiers aucune espèce d'influence. Les produits de mines de charbon aussi distantes ne peuvent se faire concurrence l'un à l'autre; mais les produits des mines métalliques les plus distantes peuvent souvent le faire et le font en réalité communément. Ainsi le prix des métaux même grossiers, et plus encore celui des métaux précieux, aux mines les plus fécondes qui existent, influe nécessairement sur le prix de ces métaux à toute autre mine du monde. Le prix du cuivre au Japon a nécessairement quelque influence sur le prix de ce métal aux mines de cuivre d'Europe. Le prix de l'argent au Pérou, ou la quantité, soit de travail, soit de toute autre marchandise qu'il peut y acheter, doit avoir quelque influence sur le prix de l'argent, non-seulement aux mines d'Europe, mais même à celles de la Chine. Après la découverte des mines du Pérou, les mines d'argent d'Europe furent pour la plupart abandonnées. La valeur de l'argent fut tellement réduite, que le produit de ces dernières ne pouvait plus suffire à payer les frais de leur exploitation, ou remplacer, avec un profit, les dépenses de nourriture, vêtement, logement et autres choses nécessaires qui étaient consommées pendant cette opération. La même chose arriva à l'égard des mines de Cuba et de Saint-Domingue, et même à l'égard des anciennes mines du Pérou, après la découverte de celles du Potosi.

Ainsi le prix de chaque métal à chaque mine étant réglé en quelque sorte par le prix de ce métal à la mine la plus féconde qui soit pour le moment exploitée dans le monde, il en résulte que dans la plus grande partie des mines, ce prix ne doit guère s'élever au delà de la dépense de l'exploitation, et qu'il peut rarement fournir une bien forte rente au propriétaire. Aussi dans la plupart des mines, la rente ne compose-t-elle qu'une petite part du prix du métal, et une bien plus petite encore lorsqu'il s'agit de métaux précieux. Le travail et le profit furent la majeure partie de ce prix.

La rente moyenne des mines d'étain de Cornouailles, les plus fécon-

des du monde, s'élève à un sixième du produit total, à ce que nous assure M. Borlace, garde des mines : quelques-unes, dit-il, rendent plus, et quelques autres moins ; la rente de plusieurs mines de plomb très-fécondes, situées en Écosse, est aussi d'un sixième du produit total.

Frézier et Ulloa nous disent qu'aux mines du Pérou, le propriétaire n'impose souvent pas d'autre condition à l'entrepreneur de la mine, que celle de venir broyer ou *bocarder* le minerai à son moulin, en lui payant le prix d'usage pour cette préparation ; à la vérité, jusqu'en 1738, la taxe due au roi d'Espagne s'élevait au cinquième de l'argent au titre, ce qu'on pouvait regarder alors comme la véritable rente de la plupart des mines d'argent du Pérou, les plus riches que l'on connût dans le monde. S'il n'y avait pas eu de taxe imposée sur le produit, ce cinquième aurait appartenu naturellement au propriétaire, et il y aurait eu beaucoup de mines exploitées, qui ne pouvaient l'être alors parce qu'elles n'auraient pas pu suffire à payer cette taxe. La taxe du duc de Cornouailles sur l'étain est supposée de plus de cinq pour cent, ou d'un vingtième de la valeur, et, quelle que puisse être sa proportion avec le produit total, le montant de cette taxe appartiendrait naturellement aussi au propriétaire si l'étain était franc de droits : or, si vous ajoutez un vingtième à un sixième, vous trouverez que la totalité de la rente moyenne des mines d'étain de Cornouailles était à la totalité de la rente moyenne des mines d'argent du Pérou, comme 13 est à 12 ; mais les mines d'argent du Pérou ne sont pas en état aujourd'hui de payer même cette faible rente, et en 1736 la taxe sur l'argent a été réduite d'un cinquième à un dixième ; de plus, cette taxe, même telle qu'elle est, donne plus de tentation à la fraude, que la taxe d'un vingtième sur l'étain, et la contrebande est bien plus facile sur une marchandise précieuse, que sur une denrée d'un volume considérable ; aussi dit-on que la taxe du roi d'Espagne est fort mal payée, et que celle du duc de Cornouailles l'est fort bien. Il est donc vraisemblable que la rente entre pour une plus grande partie dans le prix de l'étain aux mines d'étain les plus fécondes, qu'elle ne le fait dans le prix de l'argent aux mines d'argent les plus fécondes qui existent. Il semble que ce qui reste au propriétaire après le remplacement du capital employé à exploiter ces différentes mines, avec ses profits ordinaires, est plus considérable dans le métal grossier, qu'il ne l'est dans le métal précieux.

Les profits des entrepreneurs des mines d'argent ne sont pas non plus ordinairement très-considérables au Pérou. Les auteurs estimables et

très-bien informés que nous avons déjà cités nous apprennent que, lorsqu'un capitaliste entreprend au Pérou l'exploitation d'une nouvelle mine, il est généralement regardé comme un homme à peu près ruiné, et presque en banqueroute; ce qui fait que tout le monde le fuit et évite d'avoir des relations avec lui. L'entreprise d'une nouvelle mine est considérée, dans ce pays, comme l'est ici une loterie dans laquelle le montant des lots ne compense pas la perte des billets blancs, quoique l'importance de quelques-uns de ces lots pousse beaucoup de joueurs téméraires à y aventurer la totalité de leur fortune ¹.

Cependant comme le souverain tire une partie considérable de son revenu du produit des mines d'argent, les lois du Pérou encouragent par tous les moyens possibles la découverte et l'exploitation de mines nouvelles. Quiconque découvre une mine, est autorisé à prendre une longueur de terrain de 246 pieds, dans la direction qu'il suppose à la veine, et moitié autant en largeur. Il devient propriétaire de cette portion de la mine, et il peut l'exploiter sans payer aucune redevance au propriétaire du terrain. L'intérêt des ducs de Cornouailles a donné lieu à un règlement à peu près de même genre dans cet ancien duché. Toute personne qui découvre une mine d'étain dans des terres incultes et sans clôture, peut en marquer les limites à une certaine étendue; c'est ce qu'on appelle *borner* une mine: celui qui borne ainsi devient le vrai propriétaire de la mine, et il peut ou l'exploiter lui-même, ou la

¹ Au Mexique, antérieurement à la guerre de la révolution, les spéculateurs sur les mines étaient généralement des personnes riches et de distinction, capables de faire de larges avances de leurs propres fonds pour conduire leur industrie, et alors cette industrie était regardée comme aussi sûre, était aussi considérée que tout autre genre de commerce. Mais au Pérou, auquel s'appliquent les observations de Smith, les spéculateurs en mines appartenaient à une classe toute différente: c'étaient des gens nécessiteux dont le capital était emprunté à un intérêt exorbitant, et qui étaient par conséquent à la merci de leurs créanciers et des marchands d'argent. On ne pouvait attendre ni prudence, ni économie de personnes placées dans des circonstances aussi défavorables, et la grande majorité d'entre elles nous est représentée comme ayant été à la fois malhonnêtes, pauvres et prodigues. (Consulter des détails extraits du *Mercurio Peruano*, feuille périodique publiée à Lima, de 1791 à 1794, dans la Revue d'Édimbourg, t. IX, p. 444.)

Les associations formées en Angleterre en 1824 et 1825, pour l'exploitation des mines d'Amérique, n'ont eu aucun succès, et ont été en grande partie abandonnées.

MAG CULLOCH.

donner à bail à un autre sans le consentement du propriétaire du sol, sauf une très-légère redevance qu'il faut payer à celui-ci lors de l'exploitation. Dans l'un et l'autre de ces règlements, on a sacrifié les droits sacrés de la propriété privée à l'intérêt prétendu du revenu public.

On a donné, au Pérou, les mêmes encouragements à la découverte et à l'exploitation des nouvelles mines d'or ; sur l'or, la taxe du roi ne s'élève qu'à un vingtième du métal au titre ; elle était autrefois d'un cinquième, et elle a été réduite à un dixième comme la taxe sur l'argent, mais on trouva que l'entreprise n'était pas en état de supporter même la plus faible de ces deux taxes. Néanmoins s'il est rare, disent les mêmes auteurs (Frézier et Ulloa), de trouver quelqu'un qui ait fait sa fortune dans l'exploitation d'une mine d'argent, il est encore bien plus rare d'en trouver qui l'aient faite avec une mine d'or. Ce vingtième paraît être la totalité de la rente qui se paye par la plus grande partie des mines d'or au Chili et au Pérou : l'or est, en effet, plus facile à passer en fraude que l'argent, non-seulement par rapport à la supériorité de la valeur du métal comparée à son volume, mais encore par rapport à la manière particulière dont la nature le produit. On trouve très-rarement l'argent à l'état natif, mais, comme la plupart des autres métaux, il est ordinairement mêlé à une autre substance, dont il est impossible de le séparer en quantités assez grandes pour payer la dépense, sinon par des opérations lentes et pénibles qui ne peuvent s'établir que dans des laboratoires construits exprès pour cela et par conséquent exposés à l'inspection des officiers du roi. On trouve au contraire presque toujours l'or à l'état natif : on le trouve quelquefois en morceaux d'un certain volume ; et même quand il se trouve mêlé en parties fort petites et presque insensibles avec du sable, de la terre et d'autres matières étrangères, on vient à bout de l'en séparer par une opération très-courte et très-simple, que tout le monde peut faire dans sa propre maison, avec quelque peu de mercure. Si donc la taxe du roi est mal payée sur l'argent, elle l'est vraisemblablement encore bien plus mal sur l'or, et la rente doit faire encore une bien plus petite partie du prix, dans le prix de l'or, que dans celui de l'argent¹.

Le plus bas prix auquel on puisse, pendant un certain temps, vendre les métaux précieux, c'est-à-dire la plus petite quantité d'autres marchandises pour laquelle on puisse les échanger, se règle sur les

¹ Voyez ci-après la 11^e section de ce chapitre.

mêmes principes qui déterminent le plus bas prix ordinaire de toute autre marchandise. Ce qui le détermine, c'est le capital qu'il faut communément employer pour les faire venir de la mine au marché, c'est-à-dire, la quantité de nourriture, vêtement et logement qu'il faut communément consommer pour cela. Il faut que le prix soit tout au moins suffisant pour remplacer ce capital avec les profits ordinaires.

Toutefois leur plus haut prix ne paraît pas être déterminé nécessairement par aucune autre circonstance que celle de la rareté ou de l'abondance actuelle de ces métaux eux-mêmes. Il n'est déterminé par le prix d'aucune autre marchandise, comme le prix du charbon de terre se trouve l'être par celui du bois, au delà duquel il ne peut jamais s'élever, quelque rare que puisse être ce minéral. Augmentez au contraire la rareté de l'or à un certain degré, et la plus petite parcelle pourra devenir plus précieuse qu'un diamant, et obtenir en échange une plus grande quantité d'autres marchandises.

La demande de ces métaux provient en partie de leur utilité, et en partie de leur beauté. Ils sont plus utiles peut-être qu'aucun autre métal, si on en excepte le fer. Comme ils sont moins sujets que tout autre à se rouiller et à se corrompre, il est bien plus aisé de les tenir propres, et c'est par cette raison qu'on trouve plus d'agrément à s'en servir pour les ustensiles de la table et de la cuisine. Une bouilloire d'argent est plus propre qu'une de plomb, de cuivre ou d'étain, et la même qualité rendra une bouilloire d'or encore bien préférable. Cependant le principal mérite de ces métaux vient de leur beauté, qui les rend particulièrement propres à l'ornement de la parure et des meubles du ménage. Il n'y a pas de peinture ou de vernis qui puisse donner une couleur aussi magnifique que la dorure. Leur rareté ajoute encore extrêmement au mérite de leur beauté. Pour la plupart des gens riches, la principale jouissance de la richesse consiste à en faire parade, et cette jouissance n'est jamais plus complète que lorsqu'ils étalent ces signes incontestables d'opulence, que personne qu'eux seuls ne peut posséder. A leurs yeux, le mérite d'un objet qui a quelque degré d'utilité ou de beauté, est infiniment relevé par sa rareté ou par le grand travail qu'il faut employer pour en rassembler une quantité considérable, travail qu'eux seuls sont en état de payer. Ils achèteront volontiers de tels objets à un prix plus haut que des choses beaucoup plus utiles ou plus belles, mais qui seraient plus communes. Ce sont ces qualités d'utilité, de beauté et de rareté qui sont la première source

du haut prix de ces métaux, c'est-à-dire de la grande quantité d'autres marchandises qu'ils peuvent obtenir partout en échange. Cette valeur a précédé leur usage comme monnaie, et elle en est indépendante; elle est la qualité qui les a rendus propres à cet usage. Cet usage cependant, en occasionnant une nouvelle demande de ces métaux, et en diminuant la quantité qui pourrait en être employée de toute autre manière, peut avoir par la suite contribué à maintenir leur valeur ou même à l'augmenter.

La demande de pierres précieuses vient entièrement de leur beauté. Elles ne servent à rien qu'à l'ornement, et le mérite de leur beauté est extrêmement rehaussé par leur rareté ou par la difficulté et la dépense de les extraire de la mine. En conséquence, c'est de salaires et de profits qu'est composée le plus souvent la presque totalité de leur haut prix. La rente n'y entre que pour une très-faible part, très-souvent elle n'y entre pour rien, et il n'y a que les mines les plus fécondes qui puissent suffire à payer une rente un peu considérable. Lorsque le célèbre joaillier Tavernier alla visiter les mines de diamants de Golconde et de Visapour, on lui dit que le souverain du pays, pour le compte duquel on les exploitait, avait donné ordre de les fermer toutes, à l'exception de celles qui produisaient les pierres les plus grosses et les plus belles. Les autres, à ce qu'il semble, ne valaient pas pour le propriétaire la peine de les faire exploiter.

Le prix des métaux précieux et des pierres précieuses étant réglé pour le monde entier par le prix qu'ils ont à la mine la plus féconde, il s'ensuit que la rente que peut rapporter au propriétaire une mine des uns ou des autres est en proportion, non de la fécondité *absolue* de la mine, mais de ce qu'on peut appeler sa fécondité *relative*, c'est-à-dire de sa supériorité sur les autres mines du même genre. Si l'on découvrait de nouvelles mines qui fussent aussi supérieures à celles du Potosi que celles-ci se sont trouvées être supérieures aux mines de l'Europe, la valeur de l'argent pourrait par là se dégrader au point que les mines, même du Potosi, ne vaudraient pas la peine d'être exploitées. Avant la découverte des Indes occidentales espagnoles, les mines les plus fécondes de l'Europe peuvent avoir rapporté à leurs propriétaires une rente aussi forte que celle que rapportent à présent aux leurs les plus riches mines du Pérou. Quoique la quantité d'argent produit fût beaucoup moindre, elle s'échangeait peut-être contre tout autant de marchandises, et la part revenant au propriétaire mettait à

sa disposition ou à son commandement une quantité égale, soit de travail, soit de toute autre marchandise. La valeur tant du produit total que de la rente, le revenu réel qu'elles donnaient tant au public qu'au propriétaire, pouvait être le même.

Les mines les plus abondantes, soit en métaux précieux, soit en pierres précieuses, ne pourraient qu'ajouter très-peu à la richesse du monde. L'abondance dégrade nécessairement la valeur d'un produit, qui ne tire sa principale valeur que de sa rareté. Un service de vaiselle d'argent, et tous les autres ornements frivoles de la parure et du mobilier, pourraient alors s'acheter moyennant une moindre quantité de marchandises; et c'est en cela seulement que consisterait tout l'avantage que cette abondance procurerait au monde¹.

Il en est autrement des biens qui existent à la surface de la terre. La valeur, tant de leur produit que de leur rente, est en proportion de leur fertilité *absolue* et non de leur fertilité *relative*. La terre qui produit une certaine quantité de nourriture ou de matières propres au vêtement ou au logement, peut toujours nourrir, vêtir et loger un certain nombre de personnes; et, quelle que soit la proportion dans laquelle le propriétaire prendra sa part de ce produit, cette part mettra toujours à sa disposition une quantité proportionnée du travail de ces personnes, et des commodités que ce travail peut lui procurer. La valeur des terres les plus stériles n'éprouve aucune diminution par le voisinage des terres les plus fertiles. Au contraire, elle y gagne en général une augmentation. Le grand nombre de personnes que les terres fertiles font subsister, procure à plusieurs parties du produit des terres stériles un marché qu'elles n'auraient jamais trouvé parmi les personnes que leur propre produit eût pu faire subsister.

Tout ce qui tend à rendre la terre plus fertile en subsistances, augmente non-seulement la valeur des terres sur lesquelles se fait l'amélioration, mais encore contribue à augmenter pareillement la valeur de plusieurs autres terres, en faisant naître de nouvelles demandes de leur produit. Cette abondance de subsistance, dont en conséquence de l'amélioration de la terre plusieurs personnes se trouvent avoir à disposer au delà de leur propre consommation, est la grande cause qui donne lieu à la demande de métaux précieux, de pierres précieuses,

¹ Voyez le livre IV, et surtout le chap. 1.

aussi bien que de tout autre objet de commodité ou d'ornement pour la parure, le logement, l'ameublement et l'équipage. La nourriture de l'homme constitue non-seulement le premier et le principal article des richesses du monde, mais c'est encore l'abondance de cette nourriture qui donne à plusieurs autres genres de richesses la plus grande partie de leur valeur. Lors de la première découverte de Cuba et de Saint-Domingue par les Espagnols, les pauvres habitants de ces îles avaient coutume de porter de petits morceaux d'or en guise d'ornement dans leurs cheveux et sur différentes parties de leurs vêtements. Ils semblaient en faire le cas que nous pourrions faire de quelques petits cailloux un peu plus jolis que les autres, que nous regarderions comme valant tout juste la peine de les ramasser, mais comme de trop peu de prix pour les refuser à quiconque nous les demanderait. Ils donnaient cet or à leurs nouveaux hôtes à la première demande, sans paraître se douter seulement qu'ils leur eussent fait là un présent de quelque valeur. Ils furent très-surpris de voir la fureur des Espagnols pour ce métal; ils ne pouvaient pas soupçonner qu'il y eût un pays au monde où la nourriture, qui est toujours si rare parmi eux, se trouvât entre les mains et à la disposition de quelques personnes en telle surabondance, qu'elles consentissent à en céder de quoi faire subsister toute une famille pendant plusieurs années, pour se procurer seulement une petite quantité de ces colifichets brillants. S'ils avaient pu concevoir cette idée, la passion des Espagnols n'aurait plus été pour eux un objet de surprise.

SECTION III.

Des variations dans la proportion entre les valeurs respectives de l'espèce de produit qui fournit toujours une rente, et l'espèce de produit qui quelquefois en rapporte une et quelquefois n'en rapporte point.

L'abondance de plus en plus grande des subsistances, en conséquence des améliorations successives de la culture, doit nécessairement faire augmenter sans cesse la demande de chaque partie du produit de la terre qui n'est pas nourriture, et qu'on peut faire servir pour la commodité ou pour l'ornement. On pourrait donc s'attendre à ce que, pendant le cours des progrès, il ne pût y avoir qu'une seule espèce de variation dans les valeurs comparatives des deux différentes sortes de produits. Cette espèce de produit qui quelquefois rapporte une rente, et quelquefois n'en rapporte pas, devrait constamment augmenter de valeur, relativement à l'espèce de produit qui rapporte toujours une rente. A mesure que

les arts et l'industrie vont en avançant, les matières propres à vêtir et à loger, les fossiles et les minéraux utiles, les métaux précieux et les pierres précieuses devraient successivement être de plus en plus demandés; ils devraient successivement s'échanger contre une quantité de subsistances de plus en plus grande, ou en d'autres termes, ils devraient toujours renchérir de plus en plus. C'est aussi ce qui est arrivé à l'égard de presque toutes ces choses, le plus souvent, et il en serait arrivé de même pour toutes, dans toutes les circonstances, si à certaines époques des événements particuliers n'avaient pas augmenté l'approvisionnement de quelques-unes de ces choses dans une proportion encore beaucoup plus forte que la demande.

La valeur d'une carrière de pierres de taille, par exemple, augmentera nécessairement à mesure qu'augmenteront l'industrie et la population du pays environnant, surtout si elle se trouve la seule dans le voisinage. Mais la valeur d'une mine d'argent, fût-elle la seule à cinq cents lieues à la ronde, n'augmentera pas nécessairement en conséquence des progrès du pays où elle est située. Le marché, pour le produit d'une carrière de pierres de taille, ne s'étend guère au delà de quelques milles à l'entour, et la demande en sera généralement en proportion des progrès et de la population de ce petit arrondissement : mais le marché, pour le produit d'une mine d'argent, peut s'étendre à tous les pays du monde connu. Ainsi, à moins que le monde entier n'augmente généralement en richesse et en population, les progrès survenus même dans une grande étendue de pays autour de la mine n'augmenteront pas la demande de l'argent; et dans le cas même où le monde entier irait en s'enrichissant, lors même que, dans le cours de ces progrès, on découvrirait de nouvelles mines beaucoup plus fécondes qu'aucune de celles connues jusqu'alors, et bien que, dans ce cas, la demande d'argent allât toujours en augmentant, cependant il pourrait se faire que l'approvisionnement augmentât de son côté dans une proportion tellement supérieure, que le prix réel de ce métal tombât de plus en plus; c'est-à-dire que, de plus en plus, une quantité donnée, une livre pesant, par exemple, de ce métal, ne pût acheter ou commander qu'une quantité de travail toujours moindre, ou s'échangeât contre une quantité toujours successivement plus petite de blé, la principale subsistance du travailleur.

Le grand marché pour l'argent, c'est la partie du monde civilisée et commerçante.

Si la demande de ce marché venait à s'accroître par le progrès de l'amélioration générale, et que l'approvisionnement n'augmentât pas en même temps dans la même proportion, alors la valeur de l'argent s'élèverait successivement, par rapport à celle du blé. Une quantité donnée d'argent s'échangerait contre une quantité de blé toujours de plus en plus grande, ou, en d'autres termes, le prix moyen du blé en argent deviendrait successivement de plus en plus bas.

Si au contraire l'approvisionnement venait à s'accroître, par suite de quelque événement, pendant plusieurs années de suite, dans une proportion beaucoup plus forte que la demande, ce métal deviendrait successivement de moins en moins cher, ou, en d'autres termes, le prix moyen du blé en argent, en dépit de toutes les améliorations possibles, deviendrait successivement de plus en plus cher.

Mais, d'un autre côté, si la quantité ou l'offre de ce métal venait à augmenter à peu près dans la même proportion que la demande, il continuerait alors à acheter ou à obtenir en échange la même ou à peu près la même quantité de blé, et le prix moyen du blé, en argent, resterait toujours à peu près le même, malgré tous les progrès.

Ces trois différents cas épuisent, à ce qu'il semble, toutes les combinaisons d'événements qui peuvent avoir lieu à cet égard dans le cours des progrès de l'amélioration générale; et, si nous pouvons en juger par ce qui s'est passé tant en France que dans la Grande-Bretagne, pendant le cours des quatre siècles qui ont précédé celui-ci, chacune de ces trois combinaisons différentes semble avoir eu lieu dans le marché de l'Europe, et à peu près suivant l'ordre dans lequel je viens de les exposer ¹.

DIGRESSION

Sur les variations dans la valeur de l'argent pendant le cours des quatre derniers siècles.

Première période.

En 1350, et quelque temps antérieurement à cette époque, le prix moyen d'un *quarter* de froment en Angleterre n'était estimé valoir, à ce qu'il paraît, pas moins de quatre onces d'argent, poids de la Tour, environ 20 schellings de notre monnaie actuelle. De ce prix il paraît être tombé successivement à deux onces d'argent, égales à environ 10

¹ La valeur des métaux précieux a été bien plus sérieusement altérée par une autre circonstance que le Dr Smith a négligé de signaler : je veux parler de la substitution du papier aux espèces comme intermédiaire des échanges. BUCHANAN.

schellings de notre monnaie actuelle, prix auquel nous le trouvons évalué dans le commencement du seizième siècle, et auquel il semble avoir toujours été estimé jusqu'à l'an 1570 environ.

En 1350, qui était la vingt-cinquième année d'Édouard III, fut porté le statut qu'on appelle *des ouvriers*. On s'y plaint beaucoup, dans le préambule, de l'insolence des domestiques, qui tâchaient de tirer de leurs maîtres une augmentation de salaires; en conséquence, le statut ordonne que tous domestiques et ouvriers seront tenus à l'avenir de se contenter des mêmes salaires et *livrées* (on entendait alors par ce mot *livrées*, non-seulement les habits, mais les vivres) qu'ils avaient été dans l'usage de recevoir dans la vingtième année de ce règne et les quatre années précédentes; qu'à ce compte, leur *livrée* en blé ne pourrait être nulle part évaluée au-dessus de 10 deniers le boisseau, et qu'il serait toujours au choix du maître de la leur payer en blé ou en argent. On regardait donc, dans la vingt-cinquième année d'Édouard III, 10 deniers le boisseau comme un prix très-moderé du blé, puisqu'il fallait un statut particulier pour forcer les domestiques à le recevoir à la place de leur *livrée* ordinaires de vivres, et on avait regardé ce même prix comme un prix raisonnable, dix années avant celle-ci, dans la seizième année du même règne, époque à laquelle se réfère le statut: or, dans la seizième année d'Édouard III, 10 deniers contenaient environ une demi-once d'argent, poids de la Tour, et valaient environ une *demi-couronne* de notre monnaie actuelle. Ainsi quatre onces d'argent, poids de la Tour, égales à 6 schellings 8 deniers de la monnaie d'alors, et à près de 20 schellings de celle d'aujourd'hui, étaient regardées comme un prix modéré pour le quarter de huit boisseaux.

Ce statut indique plus sûrement, sans aucun doute, ce qu'on regardait alors comme le prix modéré du grain, que ces prix de certaines années recueillies en général par les historiens et par d'autres écrivains, à cause de leur cherté ou de leur bon marché extraordinaire, et qui ne peuvent en conséquence servir à établir aucun jugement sur ce que peut avoir été le prix moyen. Il y a d'ailleurs d'autres raisons de croire que, dans le commencement du quatorzième siècle, et quelque temps encore auparavant, le prix commun du froment était au moins de quatre onces d'argent le quarter, et celui des autres grains en proportion.

En 1309, Raoul de Born, prieur de Saint-Augustin de Cantorbery, donna, au jour de son installation, un festin dont Guillaume Thorn nous a conservé le détail, non-seulement quant au service, mais même

quant au prix des denrées. Dans ce repas on consumma : 1^o 53 quarts de froment, valant 19 livres, ou bien à 7 schellings 2 deniers le quarter, ce qui fait environ 21 schellings 6 deniers de notre monnaie actuelle; 2^o 58 quarts de drèche¹ valant 17 livres 10 schellings, ou à 6 schellings le quarter, qui en font environ 18 de notre monnaie d'aujourd'hui; 3^o vingt quarts d'avoine, valant 4 livres, ou à 4 schellings le quarter, qui font environ 12 schellings de notre monnaie actuelle. Les prix de la drèche et de l'avoine paraissent être ici au-dessus de leur proportion ordinaire avec le prix du froment.

Ces prix n'ont pas été recueillis pour leur cherté ou leur bon marché extraordinaires, mais ils sont rapportés accidentellement comme les prix payés dans le temps pour les immenses quantités de grain consommées dans un festin qui était fameux par sa magnificence.

En 1262, la cinquante-unième année de Henri III, on fit revivre un ancien statut sur la taxe du pain et de l'ale², qui avait été porté, dit le roi dans le préambule, au temps de ses ancêtres, rois d'Angleterre. Ce statut est donc vraisemblablement au moins aussi ancien que le règne de son grand-père Henri II, et il peut même remonter au temps de la conquête. Il règle le prix du pain d'après les prix du blé, depuis 1 schelling jusqu'à 20 le quarter, argent de ce temps-là; or, il est à présumer en général que les statuts de ce genre cherchent à pourvoir également à toutes les déviations du prix moyen, autant au-dessous qu'au-dessus de ce prix. D'après cette supposition, dans le temps où ce statut fut porté d'abord, et depuis cette époque jusqu'à la cinquante-unième année de Henri III, le prix moyen d'un quarter de blé serait évalué à 10 schellings, contenant six onces d'argent, poids de la Tour, faisant environ 30 schellings de notre monnaie d'aujourd'hui. Ce n'est donc pas nous écarter beaucoup de la vérité, que de supposer que le prix moyen n'était pas au-dessous du tiers du plus haut prix auquel ce statut règle le prix du pain, ou moins de 6 schellings 8 deniers argent

¹ La *drèche* ou le *malt* est de l'orge infusée dans l'eau, légèrement fermentée, et préparée par différentes manipulations, pour en composer diverses boissons, dont la bière est une des principales.

² L'*ale* est une sorte de boisson composée d'orge et de houblon, et qui diffère de la bière commune, principalement en ce qu'on y met beaucoup moins de houblon; ce qui la rend bien moins amère que la bière, et moins propre à être gardée longtemps.

de ce temps-là, contenant quatre onces d'argent, poids de la Tour ¹.

Différents faits nous autorisent en quelque sorte à conclure que, vers le milieu du quatorzième siècle, et encore un certain temps auparavant, le prix moyen ou ordinaire du quarter de blé n'était pas au-dessous de quatre onces d'argent, poids de la Tour.

Depuis le milieu environ du quatorzième siècle, jusqu'au commencement du seizième, ce qu'on regarde comme le prix raisonnable et modéré du blé, c'est-à-dire, son prix moyen ou ordinaire, paraît avoir baissé successivement jusqu'à la moitié environ du prix ci-dessus, de manière à être tombé enfin à près de deux onces d'argent poids de la Tour, faisant environ 10 schellings de notre monnaie actuelle. Il est demeuré à ce prix jusqu'à 1570 environ.

Dans le journal de dépense de Henri, cinquième comte de Northumberland, à la date de 1512, il y a deux différentes estimations du blé; dans l'une, il est compté à 6 schellings 8 deniers le quarter, et dans l'autre, à 5 schellings 8 deniers seulement; en 1512, 6 schellings 8 deniers

¹ Smith ayant une fois admis une prétendue augmentation de la valeur de l'argent, qui serait survenue à la fin du quinzième siècle, éprouve quelque embarras à en rechercher la cause.

Une grande difficulté qu'il ne songe point à résoudre, c'est de savoir comment, depuis les huitième et neuvième siècles, la valeur de l'argent aurait éprouvé une baisse considérable qui aurait duré pendant trois à quatre siècles, et pour quelle raison ce métal aurait valu au treizième siècle deux ou trois fois moins qu'il ne valait au temps de Charlemagne. Mais Smith ne s'est point fait cette objection, parce qu'il n'a pas remonté jusques à cette époque, qui cependant fournit sur cette matière les informations les plus sûres et les plus complètes qu'on puisse désirer. Il se borne donc à examiner ce qui a pu élever la valeur de l'argent à la fin du quinzième siècle.

La cause, dit-il, en peut être attribuée à une plus grande demande d'argent occasionnée par le progrès de la richesse, et à laquelle l'ancien approvisionnement n'avait pu suffire; ou bien on peut l'attribuer à l'épuisement des mines d'argent de l'ancien Monde, qui seraient devenues hors d'état de fournir la même quantité de produits que dans les temps antérieurs; peut-être enfin, ajoute-t-il, au concours de ces deux causes.

Sans doute, vers la fin du quinzième siècle, le retour à un état plus tranquille et une administration plus puissante et mieux ordonnée furent de grands encouragements pour le commerce et pour l'industrie, et il est très-vraisemblable que les peuples de l'Europe se trouvèrent dans une situation qui amena une plus abou-

ne contenaient que deux onces d'argent, poids de la Tour, et valaient environ 10 schellings de notre monnaie d'à présent.

D'après plusieurs différents statuts, il paraît que, depuis la vingt-cinquième année d'Édouard III, jusqu'au commencement du règne d'Élisabeth, pendant un espace de plus de deux cents ans, ce qu'on appelle le prix modéré et raisonnable du blé, c'est-à-dire son prix moyen et ordinaire, a toujours continué à s'évaluer à 6 schellings 8 deniers. A la vérité, la quantité d'argent contenue dans cette somme nominale alla continuellement en diminuant pendant le cours de cette période, par suite des altérations qui se firent dans la monnaie; mais l'augmentation de la valeur de l'argent avait, à ce qu'il semble, tellement compensé la diminution de la quantité contenue dans la même somme nominale, que la législature ne pensa pas que ces altérations valussent la peine de s'en occuper.

Ainsi, en 1436, il fut statué qu'on pourrait exporter du blé sans permission, quand le prix serait descendu jusqu'à 6 s. 8 deniers, et en 1463 il

dante consommation de métaux précieux. Mais tout ce qui résulta de cet accroissement dans la consommation de cet article, c'est que le travail de l'exploitation s'étendit dans la même proportion que les demandes, sans que pour cela ce travail fût plus dispendieux, et sans que la valeur de l'argent en fût augmentée. Les mines qui alors fournissaient à l'approvisionnement du monde étaient si peu dans un état d'épuisement, qu'encore aujourd'hui quelques-unes d'entre elles suffisent à payer leurs frais, malgré l'énorme dépréciation de l'argent, et peuvent concourir avec celles du Nouveau-Monde à fournir les marchés de l'Europe. Sur un total de 159 millions et demi auxquels on évalue le produit des mines d'argent des deux Mondes, dans une année moyenne de 1805 à 1809, 15 millions et demi, plus du douzième de la provision annuelle, proviennent des mines de l'Europe et de l'Asie. On peut regarder les mines des métaux précieux comme un fonds inépuisable, capable de fournir à toutes les demandes de la consommation, à quelque point qu'elles s'étendent, et sans qu'on puisse assigner de bornes à ce produit, tant que les consommateurs consentiront à donner la quantité de subsistances nécessaires pour alimenter et entretenir le travail de l'exploitation. Depuis la découverte de l'Amérique, la fécondité de cette contrée en métaux précieux ne semble pas avoir éprouvé la plus légère diminution, quoiqu'on en ait retiré pour une valeur de plus de 55 milliards de francs. Si la presque totalité des anciennes mines d'Europe sont aujourd'hui fermées, ce n'est pas pour cause d'épuisement, c'est parce que la plus féconde de celles qu'on a été forcé d'abandonner était d'un produit inférieur à la moins fertile de celles qui sont actuellement en exploitation. GARNIER.

fut statué qu'on ne pourrait pas importer de blé quand le prix ne serait pas au-dessus de 6 schell. 8 deniers le quarter. La législature avait pensé que lorsque le prix était aussi bas, il n'y avait aucun inconvénient à laisser exporter ; mais que lorsqu'ils s'élevait plus haut, il devenait imprudent de permettre l'importation ; ainsi on avait considéré, dans ce temps, que ce qu'on appelle le prix modéré et raisonnable du blé était 6 schellings 8 deniers, contenant environ la même quantité d'argent que 13 schellings 4 deniers de notre monnaie actuelle, un tiers de moins que n'en contenait la même somme nominale au temps d'Édouard III.

En 1554, par actes des première et seconde années de Philippe et Marie, et, en 1558, par acte de la première d'Élisabeth, l'exportation du blé fut de même prohibée toutes les fois que le prix du quarter excéderait 6 schellings 8 deniers, qui alors ne contenaient pas pour plus de 2 deniers d'argent au delà de ce qu'en contient aujourd'hui la même somme nominale¹ ; mais on reconnut bientôt que c'était prohiber tout à fait l'exportation du blé, que de la restreindre au temps où le blé tomberait à un prix aussi excessivement bas. En conséquence, en 1562, par acte de la cinquième année d'Élisabeth, on permit l'exportation du blé par certains ports, toutes les fois que le prix du quarter n'excéderait pas 10 schellings, contenant à peu près la même quantité d'argent qu'en contient à présent la même somme nominale. Ce prix a donc été alors regardé comme étant ce qu'on nomme le prix modéré et raisonnable du blé. Il s'accorde de très-près avec l'estimation du journal de Northumberland, de 1512.

En France, M. Dupré de Saint-Maur² et le judicieux auteur de l'*Essai sur la police des grains*³ ont observé l'un et l'autre que le prix moyen du blé y avait de même été beaucoup plus bas à la fin du quinzième siècle et au commencement du seizième, que dans les deux siècles précédents. Son prix a vraisemblablement baissé de la même manière pendant la même période, dans la majeure partie de l'Europe.

¹ La livre était alors taillée en 60 sous ; elle le fut depuis en 62. Ainsi, 6 schellings 8 deniers d'alors étaient juste la neuvième partie d'une livre, et contenaient $1/279$ de livre d'argent de plus que 6 schellings 8 deniers d'aujourd'hui ; différence qui équivaut à environ 2 deniers $1/2$ sterling.

² *Essai sur les monnaies et sur le prix des denrées, dans les temps anciens*. Paris, 1746, in-4°.

³ M. Herbert. Son ouvrage a été imprimé en 1755.

Cette augmentation dans la valeur de l'argent, relativement à celle du blé, pourrait être attribuée entièrement à une augmentation survenue dans la demande de ce métal, en conséquence des progrès de l'amélioration et de la culture, la quantité ou l'offre demeurant toujours la même pendant ce temps-là ; ou bien elle peut être entièrement due à la diminution successive de l'approvisionnement, la plupart des mines alors connues dans le monde étant fort épuisées, et par conséquent plus dispendieuses à exploiter ; ou bien enfin elle peut être attribuée en partie à l'une et en partie à l'autre de ces deux circonstances. Sur la fin du quinzième siècle et au commencement du seizième, la plus grande partie de l'Europe s'avancait déjà vers une forme de gouvernement plus stable que celle dont elle avait pu jouir depuis plusieurs siècles. Une plus grande sécurité devait naturellement accroître l'industrie et tous les genres d'amélioration, et la demande des métaux précieux, comme celle de tout autre objet de luxe et d'ornement, devait naturellement augmenter à mesure de l'augmentation des richesses. Un produit annuel plus considérable exigeait, pour sa circulation, une masse d'argent plus considérable, et une plus grande quantité de gens riches demandaient une plus grande quantité de vaisselle et autres meubles en argent. Il est aussi naturel de supposer que la plupart des mines qui fournissaient alors d'argent le marché de l'Europe, devaient être extrêmement épuisées, et que par conséquent leur exploitation entraînait plus de dépenses. Plusieurs d'entre elles avaient été exploitées dès le temps des Romains.

Cependant la plupart de ceux qui ont écrit sur les prix des denrées dans les temps anciens, ont été d'opinion que depuis la conquête, peut-être même depuis l'invasion de Jules-César, jusques à la découverte des mines d'Amérique, la valeur de l'argent a été continuellement en décroissant. Ils semblent avoir été amenés à cette opinion, en partie par les observations qu'ils ont eu occasion de faire sur les prix, tant du blé que de quelques autres parties du produit brut de la terre, et en partie par cette notion vulgaire que la quantité d'argent augmentant naturellement dans chaque pays à mesure que les richesses y augmentent, sa valeur doit diminuer à mesure qu'il augmente en quantité.

A l'égard de leurs observations sur les prix du blé, trois circonstances différentes les ont souvent induits en erreur.

D'abord, dans l'ancien temps, presque toutes les rentes se payant en

nature, en une certaine quantité de blé, de bétail, de volailles, etc., il arrivait quelquefois que le propriétaire stipulait avec le tenancier, qu'il aurait la faculté de demander son paiement annuel en nature, ou une certaine somme d'argent à la place. Le prix auquel le paiement en nature est ainsi échangé pour une somme d'argent, s'appelle en Écosse, *prix de conversion*. Comme c'est toujours au propriétaire qu'appartient l'option de prendre la chose ou le prix, il est nécessaire, pour la sûreté du tenancier, que le *prix de conversion* soit plutôt au-dessous qu'au-dessus du prix ordinaire du marché. Aussi, dans beaucoup d'endroits, il n'est guère au-dessus de la moitié de ce prix. Dans la majeure partie de l'Écosse, cette coutume subsiste encore à l'égard de la volaille, et dans quelques endroits à l'égard du bétail. Elle aurait aussi vraisemblablement subsisté à l'égard du blé, si l'institution des *fairs* ou mercuriales des marchés ne l'eût fait cesser. Ce sont des évaluations annuelles faites au jugement d'une *assise*, du prix moyen de toutes les sortes de grains de différentes qualités, suivant les prix actuels du marché pour chaque comté différent. Au moyen de cette institution, le tenancier trouva assez de sûreté, et le propriétaire beaucoup plus de commodité à *convertir*, comme on dit, la rente de blé dans le prix des *fairs* de chaque année, plutôt qu'à stipuler un prix fixe et constant; mais les auteurs qui ont recueilli les prix du blé dans les temps anciens ont souvent pris, par erreur, pour le prix actuel du marché, ce qu'on appelle en Écosse le *prix de conversion*. Fleetwood reconnaît quelque part qu'il est tombé dans cette méprise; néanmoins, comme il écrivait son ouvrage dans une autre vue, il ne jugea à propos de faire cet aveu de son erreur qu'après avoir déjà cité quinze fois ce prix de conversion, qu'il porte à 8 schellings le quarter. En 1423, l'année à laquelle il commence à le citer, cette somme contenait la même quantité d'argent que 16 schellings de notre monnaie actuelle; mais en 1562, qui est l'année où il le rapporte pour la dernière fois, cette somme de 8 schellings ne contenait pas plus d'argent que n'en contient aujourd'hui la même somme nominale.

En second lieu, ces auteurs ont été induits en erreur par la négligence avec laquelle quelques anciens statuts pour la *taxe du prix des denrées* ont été quelquefois transcrits par des copistes paresseux, et même quelquefois rédigés par la législature du temps.

Il paraît que les anciens statuts de *taxe des denrées* ont toujours commencé par déterminer quels devaient être les prix du pain et de

l'ale, lorsque les prix du blé et de l'orge étaient au taux le plus bas, et qu'ils ont procédé successivement à déterminer ce que ces prix devaient être, suivant que les prix de ces deux sortes de grains viendraient successivement à s'élever au-dessus de ce taux le plus bas. Mais les copistes qui ont transcrit ces statuts ont pensé souvent qu'il suffisait de copier seulement les articles de la taxe, qui étaient les trois ou quatre premiers des bas prix, s'épargnant par là une partie de leur peine, et jugeant, à ce que je présume, que c'en était assez pour montrer quelle proportion il fallait observer à l'égard des prix élevés.

Ainsi, dans la taxe du pain et de l'ale de la cinquante-unième année de Henri III, le prix du pain fut taxé, selon les différents prix du blé, depuis 1 schelling jusqu'à 20 le quarter, monnaie de ce temps-là ; mais dans les manuscrits sur lesquels ont été imprimées toutes les différentes éditions des statuts, avant celle de M. Rhuffead¹, les copistes n'ont jamais transcrit les articles de la taxe au-delà du prix de 12 schellings. Aussi plusieurs écrivains, induits en erreur par cette transcription inexacte, en ont-ils tiré la conclusion fort naturelle que le prix moyen ou ordinaire du blé, dans ces temps-là, était la moyenne de ceux énoncés au statut, c'est-à-dire 6 schellings le quarter, qui en font environ 18 de notre monnaie actuelle.

Dans le statut *du tombereau² et du pilori*, porté à peu près à la même époque, le prix de l'ale est taxé en proportion de l'élévation du prix de l'orge de 6 deniers en 6 deniers, depuis 2 jusques à 4 schellings le quarter. Cependant ces 4 schellings n'étaient pas regardés comme le plus haut prix que l'orge pût atteindre dans ce temps ; et ce qui peut bien nous porter à croire que ces prix n'étaient donnés que comme un exemple de la proportion à observer pour tous les autres prix, soit plus élevés, soit plus bas, ce sont ces derniers mots du statut : *Et sic deinceps crescetur vel diminuetur per sex denarios*. L'expression est fort peu élégante, mais la signification est assez claire : « Qu'il faut ainsi élever ou

¹ Édition donnée en 1762, en 11 volumes in-4^e, et augmentée de 8 autres volumes en 1796.

² *Tumbrel* ou *Dungeart*, *cathedra stercoris*, instrument de correction pour châtier les brasseurs qui contrevenaient au statut de l'assiette de l'ale, comme le pilori pour les boulangers qui vendaient au-dessus du prix de la taxe. Voyez Blackstone, liv. IV, chap. xii.

« diminuer le prix de l'ale par chaque 6 deniers* de hausse ou de baisse » que le prix de l'orge viendra à subir. » Il paraît que la législature elle-même a mis aussi peu de soin à la rédaction de ce statut, que les copistes en avaient mis à transcrire l'autre.

Dans un vieux manuscrit du *Regiam Majestatem*, qui est un ancien livre de loi d'Écosse, il y a un statut dans lequel est taxé le prix du pain d'après tous les différents prix du blé, depuis 10 deniers jusques à 3 schellings le *boll* d'Écosse, qui fait environ moitié du quarter anglais. Au temps où cette taxe paraît avoir été faite, 3 sous d'Écosse valaient environ 9 schellings sterling de notre monnaie actuelle. Il paraît que M. Rudiman¹ en a conclu que 3 sous étaient le plus haut prix auquel le blé s'élevât jamais dans ce temps-là, et que le prix ordinaire était de 10 à 12 deniers, tout au plus de 2 schellings. Cependant il est bien évident, en consultant le manuscrit, que tous ces prix ne sont mis là que comme des exemples de la proportion à observer entre les prix respectifs du blé et du pain. Les derniers mots du statut sont : *Reliqua judicabis secundum præscripta, habendo respectum ad pretium bladi*. « Vous jugerez » dans les autres cas d'après ce qui a été marqué ci-dessus, ayant « égard au prix du blé. »

En troisième lieu, ces auteurs paraissent encore avoir été induits en erreur par le très-bas prix auquel le blé s'est quelquefois vendu dans les temps fort anciens, et il paraît qu'ils se sont imaginé que son plus bas prix ayant été alors beaucoup moindre qu'il ne l'est dans les temps postérieurs, son prix ordinaire doit pareillement avoir été bien plus bas. Ils auraient pourtant dû s'apercevoir que, dans ces temps reculés, le plus haut prix s'élevait au-dessus de tout ce qu'on a pu connaître des temps subséquents, autant que le plus bas prix descendait au-dessous. Ainsi, en 1270, Fleetwood nous donne deux prix du quarter de blé : l'un est de 4 livres 16 schellings, argent de ce temps-là, faisant 14 livres 8 schellings de celui d'aujourd'hui ; l'autre est de 6 livres 8 schellings, faisant 19 livres 4 schellings de notre monnaie actuelle². On ne trouve rien qui approche de ces prix excessifs, à la fin du quinzième ou au commencement du seizième siècle. Quoiqu'en tout temps le prix du blé soit sujet à des variations, cependant il varie infiniment plus dans ces sociétés livrées aux troubles et aux désordres, où l'interruption de tout commerce et de

¹ Voyez la préface au *Recueil des Chartres d'Écosse*, d'Anderson.

² Voyez, à la fin de ce chapitre, la note sur la *table des prix du blé*.

toute communication empêche que l'abondance d'une province ne vienne suppléer à la disette de l'autre. Dans l'état de confusion où était l'Angleterre sous les Plantagenet, qui la gouvernèrent depuis le milieu environ du douzième siècle jusque vers la fin du quinzième, un canton pouvait se trouver dans l'abondance, tandis qu'un autre, qui n'était pas très-éloigné, ayant eu sa récolte détruite par quelque accident naturel, ou ravagée par les excursions d'un baron voisin, souffrait toutes les horreurs de la famine; et cependant, s'ils étaient séparés par les terres de quelque seigneur ennemi, l'un d'eux ne pouvait pas donner le moindre secours à l'autre. Sous l'administration vigoureuse des Tudor, qui gouvernèrent l'Angleterre pendant le reste du quinzième siècle et dans tout le cours du seizième, il n'y avait pas de baron assez puissant pour oser troubler la tranquillité publique.

Le lecteur trouvera à la fin de ce chapitre tous les prix du blé, qui ont été recueillis par Fleetwood, depuis 1202 inclusivement jusques à 1597 aussi inclusivement, réduits au cours de la monnaie actuelle, et disposés, suivant l'ordre des temps, en sept séries de douze années chacune. Il trouvera aussi à la fin de chaque série le prix moyen des douze années qui la composent. Fleetwood n'a pu recueillir, dans cette longue période, que les prix de quatre-vingts années seulement, de manière que, pour compléter la dernière série, il me manquait quatre années; j'ai donc ajouté, d'après les comptes du collège d'Éton, les prix des années 1598, 1599, 1600 et 1601; c'est la seule addition que j'aie faite. Le lecteur verra que, depuis le commencement du treizième siècle jusque passé le milieu du seizième, le prix moyen de chaque série de douze années va successivement en baissant de plus en plus, et que, vers la fin du seizième siècle, il commence à se relever. Il est vrai que les prix que Fleetwood a pu recueillir paraissent être principalement ceux qui ont été remarquables par leur bon marché ou leur cherté extraordinaire, et je ne prétends pas qu'on en puisse tirer aucune conclusion bien décisive.

Cependant, s'ils prouvent quelque chose, ils confirment absolument la proposition que j'ai cherché à établir. Fleetwood lui-même paraît néanmoins avoir pensé, avec la plupart des autres écrivains, que, pendant toute cette période, l'argent, attendu son abondance sans cesse croissante, a été toujours en diminuant de valeur. Les prix du blé, qu'il a recueillis lui-même, ne s'accordent certainement pas avec cette opinion. Ils s'accordent parfaitement avec celle de M. Dupré de Saint-

Maur, et avec celle que j'ai tâché de démontrer. L'évêque Fleetwood et M. Dupré de Saint-Maur sont les deux auteurs qui semblent avoir recueilli avec le plus de soin et de fidélité les prix des choses dans les temps anciens. Il est assez remarquable que, malgré la grande différence de leurs opinions, les faits recueillis par chacun d'eux se trouvent coïncider avec tant d'exactitude, au moins pour ce qui regarde les prix du blé.

Cependant c'est moins du bas prix du blé que de celui de quelques autres parties du produit brut de la terre, que les écrivains les plus judicieux ont inféré la grande valeur qu'ils attribuent à l'argent dans ces anciens temps. Le blé, ont-ils dit, étant une espèce de produit de main-d'œuvre, a été, dans ces temps grossiers, beaucoup plus cher, en proportion, que la plupart des autres marchandises; je présume qu'ils ont voulu dire la plupart des autres marchandises qui n'étaient pas produit de main-d'œuvre, telles que le bétail, la volaille, le gibier de toute espèce, etc. En effet, que dans ces temps de pauvreté et de barbarie ces sortes de choses fussent en proportion à beaucoup meilleur marché que le blé, c'est une vérité indubitable; mais ce bon marché n'était pas l'effet de la haute valeur de l'argent, mais bien du peu de valeur de ces denrées. Ce n'était pas que dans ce temps-là l'argent fût en état d'acheter ou de représenter une plus grande quantité de travail, mais c'est que ces sortes de denrées n'en pouvaient acheter ou représenter qu'une quantité beaucoup plus petite que dans les temps où la richesse et l'industrie eurent fait plus de progrès. L'argent doit certainement être à meilleur marché dans l'Amérique espagnole que dans l'Europe; dans le pays qui le produit, que dans celui où on l'apporte chargé de la dépense d'un long transport tant par terre que par mer, de celle du chargement et de l'assurance. Cependant il n'y a pas beaucoup d'années qu'à Buenos-Ayres, à ce que nous dit Ulloa, 21 deniers et demi sterling étaient le prix d'un bœuf choisi dans un troupeau de trois ou quatre cents têtes. M. Byron nous rapporte que, dans la capitale du Chili, le prix d'un bon cheval est de 16 schellings sterling. Dans un pays naturellement fertile, mais dont la plus grande partie est tout à fait inculte, le bétail, la volaille, le gibier de toute espèce peuvent s'acquérir au moyen d'une très-petite quantité de travail; il en résulte qu'ils ne peuvent en acheter ou en commander qu'une très-petite quantité. Le très-bas prix auquel ils y sont vendus en argent n'est pas une preuve que la valeur de l'argent y soit très-haute, mais c'est une preuve que la valeur de ces marchandises y est fort basse.

Il faut toujours se rappeler que c'est le travail, et non aucune autre marchandise ou classe de marchandises particulières, qui est la mesure réelle de valeur, tant pour l'argent que pour toute autre marchandise quelconque¹.

Mais dans des pays presque déserts ou très-peu habités, le bétail, la volaille, le gibier de toute espèce, etc., étant des productions spontanées de la nature, s'y multiplient souvent en beaucoup plus grande quantité que ne l'exige la consommation des habitants. Dans un tel état de choses, l'offre excède communément la demande. Ainsi ces sortes de denrées, suivant les différents états où sera la société, suivant les différents degrés d'opulence ou d'industrie où elle se trouvera, représenteront ou vaudront des quantités de travail fort différentes.

Quel que soit l'état de la société, quel que soit son degré de civilisation, le blé est toujours une production de l'industrie des hommes : or, le produit moyen de toute espèce d'industrie se subordonne toujours avec plus ou moins de précision à la consommation moyenne, la quantité moyenne de l'approvisionnement à la quantité moyenne de la demande ; d'ailleurs, dans les différents degrés d'amélioration d'un pays, il faudra toujours, en moyenne, des quantités de travail à peu près égales, ou, ce qui revient au même, le prix de quantités à peu près égales, pour faire croître des quantités égales de blé dans un même sol et un même climat ; l'augmentation continuelle qui a lieu dans la puissance productive du travail, à mesure que la culture va en se perfectionnant, étant plus ou moins contre-balancée par l'accroissement continu du prix des bestiaux, qui sont les principaux instruments de l'agriculture. Nous devons donc, d'après ceci, être bien certains qu'en tout état possible de la société, dans tout degré de civilisation, des quantités égales de blé seront une représentation ou un équivalent plus juste de quantités égales de travail, que ne le seraient des quantités égales de toute autre partie du produit brut de la terre. En conséquence, le blé, ainsi qu'il a été déjà observé, est, dans tous les différents degrés de richesse et d'amélioration de la société, une mesure de valeur plus exacte que toute autre marchandise ou que toute autre classe de marchandises ; ainsi, dans tous ces différents degrés, nous pouvons mieux juger de la valeur réelle de l'argent, en le comparant avec le blé, qu'en

¹ Voyez le chap. v de ce livre.

prenant pour objet de comparaison une autre marchandise quelconque ou plusieurs autres sortes de marchandises conjointement *.

* « Le prix du blé ne règle pas le prix en argent de tous les autres produits bruts de la terre; il ne règle ni le prix des métaux, ni celui de beaucoup d'autres matières premières; et comme il ne règle pas le prix du travail, il ne règle pas non plus celui des objets manufacturés * » (BUCHANAN.)

* Si ce commentateur a voulu dire que les variations fréquentes auxquelles est assujéti le prix du blé en argent, à cause de la rareté ou surabondance de la denrée, n'affectent pas les autres produits bruts ou manufacturés, il a dit une chose incontestable. Mais quand on considère, en théorie, le prix du blé en argent, on ne s'occupe que de son prix naturel et permanent, et on fait abstraction des circonstances passagères qui déterminent les producteurs ou les consommateurs de blé à faire réciproquement des sacrifices momentanés, les uns en livrant leur denrée au-dessous de son prix naturel pour se débarrasser d'une quantité surabondante, les autres en donnant plus que l'équivalent de ce prix naturel dans la crainte de manquer d'un article de première nécessité. Ces chocs de hausse et de baisse se balancent nécessairement, et leurs effets se détruisent les uns par les autres, en sorte que c'est toujours le prix naturel qui reste pour objet d'observation. La science de l'économie politique, qui recherche la nature des choses, n'est point comme la statistique ou comme l'administration, qui ne considèrent que des faits particuliers ou n'opèrent que sur des circonstances données. Elle raisonne d'après des lois générales dont l'action n'est jamais interrompue, et qui dominent également sur toutes les sociétés humaines. L'effet de ces lois peut être retardé ou contrarié par des causes accidentelles, mais il se réalise nécessairement au bout d'une période plus ou moins longue. Ainsi, lorsqu'un produit quelconque est dans une quantité inférieure ou supérieure aux besoins de la consommation, le principe qui détermine la reproduction ne peut manquer de rétablir, tôt ou tard, le niveau entre les quantités respectives de l'offre et de la demande. Lorsque le nombre des ouvriers est moindre ou est plus grand que la demande de travail n'en exige, la loi de la population étend ou resserre la génération suivante, et mesure celle-ci sur la quantité que le travail peut faire subsister.

Par l'effet de ces lois, l'état ordinaire de toute société est d'avoir la plus grande partie de ses membres luttant contre le besoin de se procurer des subsistances, et n'ayant, pour en obtenir, d'autre moyen que l'offre de leur travail. Ainsi, dans l'ordre naturel et permanent des sociétés, la quantité de subsistances suffisantes pour nourrir l'ouvrier et le mettre à même de se reproduire dans la génération suivante, sera le véritable prix ou équivalent du travail. A mesure qu'il y aura plus de subsistances à distribuer, il y aura plus de travail offert; mais le rapport de valeur entre les subsistances et le travail restera toujours le même.

Si les produits bruts de la terre qui ne se recueillent pas annuellement et ne

En outre, le blé ou tout autre végétal faisant la nourriture ordinaire et favorite du peuple, constitue, dans tout pays civilisé, la principale

donnent pas de revenu à la propriété du sol, acquièrent une valeur, c'est parce qu'il existe une assez grande masse de subsistances pour payer le travail qu'exige l'extraction de ces produits. Si les pierres sont tirées de la carrière et transportées à la surface de la terre, si les métaux sont extraits des entrailles de la mine, c'est parce que la demande en est faite par des riches en état de les payer, c'est-à-dire par des hommes qui ont à leur disposition un superflu de subsistances, et qui veulent échanger ce superflu contre le travail des ouvriers employés aux carrières et aux mines. Toutes ces valeurs sont donc la représentation du travail qu'elles ont coûté, et ce travail est lui-même représenté et mesuré par la quantité de subsistances qui a été nécessaire pour l'alimenter. Ce qu'on appelle le prix en argent de ces subsistances, c'est la quantité d'argent que produit la portion de travail alimentée par une certaine mesure de subsistances. Si mille livres pesant de blé valent une livre pesant d'argent fin, c'est que pour rechercher, extraire, affiner et transporter cette livre d'argent, il a fallu une somme égale à ce que mille livres de blé peuvent entretenir. Tous les échanges qui se font entre les hommes sont de deux sortes; ce sont des produits de travail échangés les uns contre les autres, ou bien ce sont des subsistances échangées soit contre du travail fait, soit contre du travail à faire. Le travail fait et le travail à faire ont naturellement la même valeur, à moins que par des circonstances accidentelles une espèce de travail fait n'ait perdu de son utilité, de cette utilité pour laquelle il a été commandé. Il est donc vrai que toute marchandise, sans exception, a pour mesure de sa valeur le travail qu'elle a coûté pour devenir valeur échangeable, ou, ce qui est la même chose, la quantité de subsistances qui est la mesure de ce travail. Les variations de prix qu'éprouvent un grand nombre de valeurs qui s'écartent de la règle, doivent s'expliquer par des causes accidentelles, étrangères au système général, et qui n'influent que sur ces valeurs particulières. Des pierres à bâtir, si la carrière se trouve dans un lieu où quelqu'un veut construire, acquerront une valeur fort supérieure au travail que nécessite leur extraction; mais, dans cette valeur, tout ce qui excédera l'équivalent du travail d'extraction sera une prime ou tribut payé au propriétaire du sol pour obtenir de lui la permission d'exploiter la carrière. Ce tribut lui sera payé par le constructeur, et ce dernier ne peut le payer que parce qu'il a à sa disposition ou un superflu de subsistances, ou des produits de travail qui ont eux-mêmes été payés avec des subsistances. En dernière analyse, si l'on attache au mot *prix* son véritable sens, qui est récompense ou indemnité, on verra que le travail seul, qui est une peine ou une fatigue endurée pour autrui, a droit à un prix, et que ce prix est toujours la subsistance du travailleur, mesurée sur ce qu'il lui faut pour vivre et se perpétuer.

Mais, dit M. Buchanan, l'ouvrier ne vit pas uniquement de blé. Qu'importe? cela

partie de la subsistance du travailleur. Par suite de l'extension de la culture, la terre d'un pays quelconque produit une bien plus grande

ne change rien à l'état de la question. Lorsque la société est parvenue à un grand état d'abondance, l'ouvrier reçoit, sous forme d'argent, la quantité de blé nécessaire pour sa nourriture et celle de sa famille; plus, une portion de blé additionnelle pour payer le travail de celui qui l'habille, de celui qui le loge, de ceux qui lui fournissent de la viande, du vin, du sel, etc., parce que tous ces gens n'ont de blé à leur disposition que celui qu'ils reçoivent en échange de leurs différents travaux.

Le mouvement universel du travail de la société n'est entretenu que par une distribution de subsistances dont cette société dispose. Si vous supposez une population stationnaire qui fasse des progrès continuels en industrie et en richesse, et si vous supposez que, dans cette population, la classe oisive des propriétaires et des rentiers auxquels les propriétaires doivent chaque année une portion fixe de leurs revenus, appliquent à leur consommation personnelle un vingtième des subsistances produites chaque année, et qu'ils distribuent les dix-neuf autres vingtièmes à la classe ouvrière et industrielle en échange des produits du travail et de l'industrie de cette classe, quel sera le résultat de cette distribution? Dans le cas où chaque individu travailleur serait réduit à la simple nourriture qui se consomme dans sa famille, la totalité du produit du travail de la société, à la seule déduction des frais et avances indispensables pour le tenir en activité, tournerait exclusivement aux commodités et jouissances de cette classe oisive. Mais les choses ne peuvent pas se passer ainsi. Depuis le plus simple manœuvre employé à la culture, jusques à l'artiste le plus habile ou l'homme à talent le plus distingué, la distribution d'un excédant de subsistances au delà de la simple nourriture se fait par portions inégales et proportionnées au mérite de l'ouvrier, de telle manière qu'un seul individu de cette classe ouvrière reçoit une part de subsistances assez abondante pour pouvoir appliquer à ses commodités et jouissances une quantité considérable du travail des autres ouvriers. Les capitalistes ne sont eux-mêmes qu'une section de cette classe industrielle, et le profit qui leur est attribué pour le loyer ou l'emploi de leurs capitaux, quoique réglé sur d'autres principes que le salaire, est cependant toujours puisé dans cette source commune qui fournit des indemnités et des récompenses au travail de tout genre et aux services de toute nature. Les échanges réciproques qui se font entre les membres de la classe active et industrielle des divers produits de leurs travaux et services ne sont autre chose que des subsistances échangées contre le travail et contre ses produits; et quoique la plupart du temps les subsistances ne s'y montrent point en nature, ce ne sont pas moins elles seules qui règlent et déterminent les conditions de l'échange. A mesure que la classe ouvrière fait des progrès en dextérité et en intelligence, son travail devient plus productif; une journée de ce travail, plus habilement appliqué, rendra plus de choses utiles, commodes et agréables, que dix journées d'un

quantité de nourriture végétale que de nourriture animale, et partout l'ouvrier se nourrit principalement de l'aliment qui joint à la salubrité

travail grossier n'en donnaient précédemment. Dans ce sens, la subsistance aura plus de valeur réelle, ou, si l'on veut, plus d'utilité pour celui qui en dispose, mais cette circonstance ne change absolument rien à son prix d'échange; car ce prix se mesure non sur le degré d'utilité des produits du travail, mais uniquement sur la quantité effective du travail donné. Si vous échangez le produit du genre de travail qui aura acquis le plus de perfectionnement contre le produit d'une autre sorte de travail qui n'aura pu faire aucun progrès, les conditions de l'échange seront toujours réglées par la quantité de travail donné, sans égard à la différence de leurs produits respectifs. Supposez que l'on vienne à découvrir un moyen d'améliorer le travail des mines d'or et d'argent, au point de faire produire à chaque journée de travail du mineur deux fois plus de ces métaux qu'elle n'en produit aujourd'hui, la valeur de l'or et de l'argent baisserait de moitié, attendu que cette valeur se réglerait, comme elle le fait maintenant, par la quantité de travail, et alors la même mesure de blé vaudrait deux fois plus d'argent. Tous les prix en argent, ceux des salaires, ceux des produits bruts ou manufacturés, subiraient la même augmentation, parce que toutes ces choses représentant autant de travail qu'aujourd'hui, ne pourraient être payées que par une quantité d'argent d'une représentation équivalente.

En réduisant donc à son élément le plus simple le jeu si divers et si compliqué de cette grande circulation dont les innombrables fils se croisent dans tous les sens et se replient continuellement les uns sur les autres, et dont chaque mouvement est opéré par l'intermédiaire de l'argent qui masque à nos yeux la véritable matière circulante; en nous dégageant de cette illusion qu'entretiennent les habitudes de tous les instants de notre vie, qui nous porte à voir dans l'argent le régulateur de ces valeurs, dont il n'est que la mesure usuelle, nous verrons qu'il n'existe dans la société, considérée comme industrielle et commerçante, qu'une seule chose à laquelle on mette un prix, dans le sens exact du mot; cette chose, c'est le travail d'autrui. Voilà ce qui se vend et s'achète sous mille formes variées à l'infini. Une seule monnaie réelle paye ce prix, et cette monnaie, c'est la subsistance. Il ne faut voir dans l'argent que du travail fait, qui a été payé par des subsistances, et qui vaut ce qu'il a été payé. Ce qu'on nomme le prix du blé en argent, est l'expression la plus simple et la plus immédiate de la valeur de l'argent; c'est son évaluation faite en sa véritable monnaie. C'est pour cela que lorsqu'on veut apprécier l'argent dans les temps anciens, la seule méthode est de l'évaluer en blé. Dire que le prix du blé en argent ne règle pas tous les autres prix en argent, c'est briser le seul lien qui mette en rapport entre elles les diverses valeurs dont se compose la circulation. L'assertion de M. Buchanan tendrait à détruire la première base de la doctrine de l'auteur qu'il a entrepris de commenter.

GARNIER.

l'avantage d'être le plus abondant et le moins cher. Excepté dans les contrées les plus florissantes, et dans lesquelles le travail est le plus libéralement récompensé, la viande de boucherie n'est qu'une bien faible partie de la subsistance de l'ouvrier; la volaille en est encore une bien moindre, et le gibier n'y entre pour rien. En France, et même en Écosse, où le travail est un peu mieux rétribué qu'en France, l'ouvrier pauvre ne mange guère de viande que les jours de fêtes et dans quelques circonstances extraordinaires. Le prix du travail en argent dépend donc beaucoup plus du prix moyen du blé, qui est la subsistance de l'ouvrier, que de celui de la viande ou de toute autre partie du produit brut de la terre; par conséquent, la valeur réelle de l'or et de l'argent, la quantité réelle de travail qu'ils peuvent acheter ou commander, dépend beaucoup plus de la quantité de blé qu'ils peuvent acheter ou représenter, que de celle de viande ou de toute autre espèce de produit brut dont ils pourraient disposer.

Cependant des observations aussi peu approfondies sur les prix du blé ou des autres denrées n'auraient vraisemblablement pas induit en erreur tant d'auteurs éclairés, si elles ne se fussent pas trouvées conformes à cette notion vulgaire, que la quantité d'argent augmentant naturellement dans un pays où la richesse augmente, ce métal doit diminuer de valeur à mesure qu'il augmente en quantité. Cette notion paraît pourtant tout à fait dénuée de fondement.

Deux causes différentes peuvent augmenter dans un pays la quantité des métaux précieux. La première, c'est une augmentation dans l'abondance des mines qui en fournissent à ce pays; la seconde, c'est un accroissement dans la richesse du peuple, une augmentation du produit annuel de son travail. Sans nul doute, la première de ces deux causes entraîne nécessairement avec elle une diminution dans la valeur des métaux précieux, mais non pas la seconde.

Quand des mines plus abondantes viennent à être découvertes, une plus grande quantité de métaux précieux est apportée au marché, et la quantité des autres choses propres aux besoins et aux commodités de la vie contre laquelle ils doivent s'échanger, étant la même qu'auparavant, des quantités égales de ces métaux s'échangeront nécessairement contre des quantités plus petites de ces choses. Ainsi l'augmentation de la quantité des métaux précieux dans un pays, en tant qu'elle provient d'une plus grande abondance dans les mines, emporte de toute nécessité avec elle quelque diminution dans la valeur de ces métaux.

Quand au contraire la richesse d'un pays augmente, quand le produit annuel de son travail devient successivement de plus en plus considérable, il lui faut nécessairement une plus grande quantité d'argent monnayé pour faire circuler cette plus grande quantité de marchandises; d'un autre côté, les gens de ce pays achèteront naturellement de la vaisselle d'argent et d'autres ouvrages d'orfèvrerie en quantités de plus en plus fortes, à mesure qu'ils se trouveront en état de faire cette dépense et qu'ils auront à leur disposition plus de marchandises pour la payer. La quantité de leur monnaie augmentera pour cause de nécessité; celle de leur orfèvrerie pour cause de vanité et d'ostentation, ou pour la même raison qui fera que les belles statues, les tableaux et tous les autres objets de luxe et de curiosité deviendront probablement en plus grand nombre parmi eux. Mais comme il n'est pas vraisemblable que les peintres et les sculpteurs soient plus mal payés dans des temps de richesse et de prospérité que dans des temps de pauvreté et de décadence, de même il n'est pas vraisemblable que l'or et l'argent soient aussi moins bien payés.

¹ La valeur des choses est une qualité positive et absolue qui existe en elles, indépendamment de tout échange. Ce qui constitue le prix originaire d'une chose, c'est la quantité de travail fait ou la grandeur des difficultés vaincues pour l'obtenir. Voilà ce qui la rend plus ou moins chère pour celui qui la possède. C'est bien de là qu'elle tient la faculté de pouvoir s'échanger contre tant de blé, tant d'argent, tant de sucre, tant de laine, etc. Mais certainement il n'est pas nécessaire que cette faculté soit exercée, pour qu'on puisse la considérer en elle-même et s'en former une idée. Robinson, dans son île, sans relation avec aucune autre création de son espèce avec laquelle il pût faire un échange, avait cependant, parmi les meubles de sa cabane, des objets qu'il considérait comme plus chers que les autres, parce qu'ils lui avaient coûté plus de travail ou plus de peine à acquérir. Qu'un voyageur, en parcourant la mer du Sud, ait occasion d'observer deux îles différentes, dont les habitants n'ont entre eux aucune sorte de rapport; que dans l'une, les naturels du pays vivent uniquement des produits d'une chasse pénible, difficile et fort incertaine, tandis que les autres insulaires cultivent le bananier, le manioc ou quelque autre plante alimentaire qui croît facilement et presque sans travail dans leur sol: ce voyageur s'exprimerait sans doute d'une manière fort exacte, s'il disait que la nourriture est fort chère chez les uns et qu'elle est à très-bon marché chez les autres. Cette manière de mesurer la valeur des choses par la pensée et d'après le travail qu'elles coûtent à celui qui en fait usage, est extrêmement utile pour connaître, dans les transactions du commerce, d'où procède le

Comme le prix de l'or et de l'argent hausse naturellement dans une nation à mesure qu'elle s'enrichit, à moins que la découverte accidentelle de mines plus abondantes ne le fasse baisser, il s'ensuit que, quel que puisse être l'état des mines, ce prix sera naturellement plus élevé dans un pays riche que dans un pays pauvre. L'or et l'argent comme toute autre marchandise, cherchent naturellement le marché où on en offre le meilleur prix, et, pour quelque denrée que ce soit, le meilleur prix sera toujours offert par le pays qui est le plus en état de donner. Le travail, comme il faut toujours se le rappeler, est le prix qui, en dernière analyse, paye tout, et dans deux pays où le travail sera également bien salarié, le prix du travail en argent sera en proportion du prix de la subsistance de l'ouvrier : or, l'or et l'argent s'é-

renchérissement de certains articles, et pour juger dans un échange quel est celui des deux termes dont se compose cet échange qui gagne le plus et qui procure plus d'avantages à celui qui le produit ou le possède.

C'est dans ce sens absolu qu'Adam Smith a considéré l'or et l'argent quand il a observé que ces métaux étaient nécessairement moins chers en Portugal et en Espagne que dans les contrées où on les transporte de l'un ou de l'autre de ces pays, puisque dans les contrées qui importent cet or ou cet argent, il faut ajouter à la valeur que les matières avaient déjà acquise en Espagne ou en Portugal, le surcroît de travail et de risques qui donne lieu aux frais de transport et d'assurance.

Voilà ce que M. Ricardo a jugé à propos de contredire : « Quand on parle, dit-il, du plus ou moins de valeur de l'or et de l'argent, ou de toute autre marchandise, en différents pays, on devrait toujours choisir une mesure pour estimer cette valeur, si l'on veut être intelligible. Par exemple, quand on dit que l'or est plus cher en Angleterre qu'en Espagne, si on ne l'évalue pas en le comparant avec d'autres marchandises, quel peut être le sens de cette assertion ? Si le blé, les olives, l'huile, le vin et la laine sont à meilleur marché en Espagne qu'en Angleterre, l'or estimé au moyen de ces denrées se trouvera être plus cher en Espagne * »

L'argument de M. Ricardo consiste à ne pas prendre les mots dans le sens qu'Adam Smith a voulu leur donner. Le critique ne veut voir que le résultat des échanges, sans considérer séparément chacun des deux termes de l'échange. Je conviens que pour celui qui trafique et qui calcule le profit qu'il peut faire, le résultat de l'échange est le plus souvent le seul point important. Mais il n'en est pas de même pour l'observateur qui s'occupe de l'intérêt général, et qui a souvent be-

* *Principes d'économie politique, etc.*, tom. II, page 216 de la traduction française.

changeront naturellement contre une plus grande quantité de subsistances dans un pays riche que dans un pays pauvre; dans un pays où les subsistances abondent, que dans un pays qui n'est que médiocrement fourni. Si les deux pays sont à une grande distance l'un de l'autre, la différence pourra être très-grande, parce que, quoique les métaux soient naturellement attirés du marché le moins avantageux vers celui où ils trouvent le plus d'avantages, cependant il peut y avoir de la difficulté à les y transporter en quantité suffisante pour que les prix s'équilibrent à peu près dans les deux marchés. Si les pays sont rapprochés, la différence sera moindre, et quelquefois même elle sera à peine sensible, parce que, dans ce cas, le transport sera facile. La Chine est un pays bien plus riche qu'aucune contrée de l'Europe¹, et la diffé-

soin de reconnaître quel rôle joue dans un échange chacune des marchandises qui y concourent. Ainsi, dans l'hypothèse que nous offre M. Ricardo, il peut très-bien arriver qu'une livre pesant d'argent achète, en Espagne, un quintal d'une espèce de laine, tandis que le même poids d'argent, en Angleterre, n'achètera que 95 livres de cette même sorte de laine. Que doit-on en conclure, si l'on s'en tient à la doctrine enseignée par Adam Smith? C'est que la laine, en Espagne, est à meilleur marché qu'en Angleterre, non pas seulement de 5 pour 100, mais encore de toute la différence du prix de l'argent dans ces deux pays. On pourra avec assurance partir de ce point, qu'une livre d'argent transportée en Angleterre, et y étant venue d'Espagne, chargée du fret et de l'assurance, y a plus de valeur réelle qu'elle n'en avait en Espagne; et cependant cette livre d'argent ainsi renchérie, n'achetant que 95 livres d'une laine dont on a eu en Espagne 100 livres pour un pareil poids d'argent, la conséquence nécessaire est que la différence du prix de la laine en Angleterre est sensiblement de plus de 5 pour 100 avec cette même laine en Espagne. Si, au contraire, on se borne à la théorie de M. Ricardo, on ne saura autre chose, sinon que, dans ce marché, la laine en Espagne gagne 5 pour 100 sur son prix en Angleterre, mais on n'aura aucun moyen de connaître si la différence des deux prix procède du fait de l'argent ou du fait de la laine, ni pour quelle quantité chacune des deux marchandises concourt à opérer cette différence. Je ne puis pas accorder à M. Ricardo que la distinction présentée par Smith soit vide de sens, ni dépourvue d'utilité.

GARNIER.

¹ Smith s'est formé cette idée des richesses de la Chine d'après le rapport des premiers voyageurs, et particulièrement des jésuites. Des rapports plus récents et plus authentiques nous montrent que la Chine, au lieu d'être un pays riche, est en réalité un pays pauvre et mal cultivé. La population y est excessivement surabondante, et la pauvreté et la misère y règnent à un degré inconnu en Europe, à l'exception de l'Irlande.

MAC CULLOCH.

rence du prix des subsistances est très-grande entre la Chine et l'Europe. Le riz est à beaucoup meilleur marché en Chine, que ne l'est le blé en aucun lieu de l'Europe. L'Angleterre est beaucoup plus riche que l'Écosse; mais la différence du prix du blé en argent entre ces deux pays est beaucoup moindre, et elle est à peine sensible. Eu égard à la quantité ou mesure, le blé d'Écosse paraît en général à bien meilleur marché que le blé d'Angleterre; mais eu égard à la qualité, il est certainement un peu plus cher. L'Écosse tire presque tous les ans de l'Angleterre de grosses provisions de blé, et il faut bien qu'une marchandise soit un peu plus chère dans le pays où on l'apporte, que dans celui d'où elle vient ¹. Le blé d'Angleterre est donc nécessairement plus cher en Écosse qu'en Angleterre même, et cependant, en proportion de sa qualité ou de la quantité et bonté de la farine qu'on peut en retirer, il ne peut pas s'y vendre communément à plus haut prix que le blé d'Écosse, qui vient avec lui en concurrence au marché.

La différence du prix du travail en argent entre la Chine et l'Europe est encore bien plus forte que celle du prix des subsistances en argent, parce que la récompense réelle du travail est plus élevée en Europe qu'à la Chine, la plus grande partie de l'Europe étant dans un état de progrès, pendant que la Chine semble rester toujours au même point. Le prix du travail en argent est plus bas en Écosse qu'en Angleterre, parce que la récompense réelle du travail y est beaucoup moindre, l'Écosse, quoique dans un état de progrès vers une plus grande opulence, avançant néanmoins beaucoup plus lentement que l'Angleterre. Une bonne preuve que la demande de travail est fort différente dans ces deux pays, c'est la quantité de personnes qui émigrent d'Écosse, et le peu qui émigrent d'Angleterre. Il faut se rappeler que ce qui règle naturellement la proportion de la récompense réelle du travail entre différents pays, ce n'est pas leur richesse ou leur pauvreté actuelle, mais leur condition progressive, stationnaire ou rétrograde.

Comme l'or et l'argent n'ont nulle part naturellement plus de valeur que parmi les nations les plus riches, ils n'en ont aussi nulle part moins que parmi les plus pauvres. Chez les nations sauvages, les plus pauvres de toutes, ces métaux ont à peine une valeur.

¹ Ce n'est plus aujourd'hui le cas depuis longtemps. Les exportations de blé d'Écosse en Angleterre dépassent généralement les importations.

Le blé est toujours plus cher dans une grande ville que dans les campagnes éloignées. Cependant ce n'est pas que l'argent y soit à meilleur marché, mais c'est que le blé y est réellement plus cher. Il n'en coûte pas moins de travail pour apporter l'argent à une grande ville qu'aux campagnes éloignées, mais il en coûte beaucoup plus de travail pour y apporter le blé.

Le blé est cher dans quelques pays riches et commerçants, tels que la Hollande et le territoire de Gênes, par la même raison qu'il est cher dans une grande ville. Ces pays ne produisent pas de quoi nourrir leurs habitants ; leur richesse consiste dans l'industrie et l'habileté de leurs artisans et manufacturiers, dans une foule de machines et d'instruments de toute espèce, propres à faciliter et abrégier le travail ; dans leurs navires et dans tout l'attirail qui augmente les moyens de transport et de commerce ; mais ces pays sont pauvres en blé, lequel se trouve nécessairement chargé, en sus de son prix, du prix du transport des endroits éloignés dont il faut absolument le faire venir. Il n'en coûte pas moins de travail pour apporter de l'argent à Amsterdam qu'à Dantzick, mais il en coûte bien plus de travail pour y apporter du blé. Le coût réel de l'argent doit être à peu près le même dans ces deux places, mais celui du blé y doit être très-différent. Diminuez l'opulence réelle de la Hollande ou du territoire de Gênes, le nombre des habitants y restant toujours le même ; diminuez le pouvoir qu'ont ces pays de payer des approvisionnements au loin, et vous verrez que, bien loin de baisser avec cette diminution dans la quantité de l'argent, laquelle, soit comme cause, soit comme effet, accompagnera nécessairement cet état de décadence, le prix du blé va s'y élever au taux d'une famine. Quand nous venons à manquer des choses nécessaires, il faut bien alors renoncer aux choses superflues ; et de même que la valeur de celles-ci hausse dans les temps de prospérité et d'opulence, de même elle baisse dans les temps de pauvreté et de détresse. Il en est autrement des choses nécessaires. Leur prix réel, la quantité de travail qu'elles peuvent commander ou acheter, s'élève dans les temps de pauvreté et de détresse, et baisse dans les temps d'opulence et de prospérité, qui sont toujours des moments de grande abondance, sans quoi ils ne seraient pas des temps d'opulence et de prospérité. Le blé est la chose nécessaire ; l'argent est la chose superflue.

Ainsi, quelle qu'ait pu être l'augmentation de quantité dans les métaux précieux, survenue pendant cette première période du milieu du

quatorzième siècle au milieu du seizième, en conséquence d'un accroissement de richesse et d'amélioration, cette augmentation n'a pu tendre à diminuer la valeur de ces métaux dans la Grande-Bretagne ou dans toute autre partie de l'Europe. Par conséquent, si ceux qui ont recueilli les prix des denrées dans les temps anciens, n'ont pas eu raison d'inférer des observations qu'ils ont faites sur les prix du blé ou des autres marchandises, qu'il y ait eu, pendant cette période, une diminution dans la valeur de l'argent, ils sont encore bien moins fondés à l'inférer de cet accroissement de richesse et d'amélioration qu'ils supposent avoir eu lieu.

DEUXIÈME PÉRIODE.

Autant les opinions des écrivains ont varié sur les progrès de la valeur de l'argent pendant cette première période, autant elles se trouvent unanimes sur ces progrès pendant la seconde.

De 1570 environ jusques à 1640, pendant une période d'environ soixante-dix ans, la proportion entre la valeur de l'argent et celle du blé a varié dans un sens tout à fait opposé.

L'argent a baissé dans sa valeur réelle, ou s'est échangé contre une moindre quantité de travail qu'auparavant, et le blé s'est élevé dans son prix nominal, et au lieu de se vendre communément environ 2 onces d'argent le quarter, ou environ 10 schellings de notre monnaie actuelle, il s'est vendu jusqu'à 6 et 8 onces d'argent, c'est-à-dire environ 30 et 40 schellings de notre monnaie actuelle.

Cette diminution de la valeur de l'argent, relativement à celle du blé, ne paraît pas avoir eu d'autre cause que la découverte des mines abondantes de l'Amérique. Aussi chacun en donne-t-il la même raison, et il n'y a jamais eu, à cet égard, de dispute ni sur le fait ni sur sa cause. Pendant cette période, la majeure partie de l'Europe avançait en industrie et en opulence, et par conséquent la demande d'argent y doit avoir été toujours en augmentant. Mais l'augmentation de l'approvisionnement, à ce qu'il semble, a tellement surpassé celle de la demande, que la valeur de ce métal n'en a pas moins baissé considérablement. Il faut observer que la découverte des mines de l'Amérique ne paraît pas avoir influé d'une manière sensible sur le prix des choses en Angleterre, avant 1570, quoiqu'il y eût déjà plus de vingt ans que les mines, même du Potosi, fussent découvertes.

De 1595 inclusivement à 1620 aussi inclusivement, le prix moyen du

quarter de neuf boisseaux du plus beau froment au marché de Windsor paraît, suivant les comptes du collège d'Eton, avoir été de 2 livres 1 schelling 6 deniers $9/13$. En négligeant la fraction, et déduisant de cette somme un neuvième ou 4 schellings 7 deniers $1/3$, le prix du quarter de huit boisseaux serait revenu à 1 livre 16 schellings 10 deniers $2/3$. Et en négligeant encore la fraction, et déduisant de cette somme un neuvième ou 4 schellings 1 denier $1/9$ pour la différence de prix entre le plus beau froment et celui de qualité moyenne, le prix de ce dernier serait revenu à environ 1 livre 12 schellings 8 deniers $8/9$, ou environ 6 onces et un tiers d'once d'argent.

De 1621 inclusivement à 1636 aussi inclusivement, le prix moyen de la même mesure du plus beau froment au même marché, d'après les mêmes comptes, paraît avoir été de 2 livres 10 schellings, de laquelle somme faisant les mêmes déductions que dans le cas précédent, le prix moyen du quarter de huit boisseaux de blé de moyenne qualité serait revenu à 1 livre 19 schellings 6 deniers, ou à environ sept onces et deux tiers d'once d'argent.

TROISIÈME PÉRIODE.

C'est entre 1630 et 1640, ou vers l'année 1636, que la découverte des mines de l'Amérique paraît avoir exercé tout son effet sur la réduction de la valeur de l'argent, et il paraît que la valeur de ce métal n'a jamais autant baissé, relativement à celle du blé, qu'elle ne l'a fait à cette époque. Elle paraît s'être relevée de quelque chose dans le cours de ce siècle; elle avait même vraisemblablement commencé à hausser quelque temps avant la fin du siècle dernier.

De 1637 inclusivement à 1700 aussi inclusivement, dans les soixante-quatre dernières années du siècle passé, le prix moyen du quarter de neuf boisseaux du plus beau froment au marché de Windsor, d'après les mêmes comptes d'Eton, paraît avoir été de 2 livres 11 schellings 0 denier $1/3$; ce qui est seulement un schelling et un tiers de denier plus cher qu'il n'avait été pendant les seize années précédentes; mais dans le cours de ces soixante-quatre années, il était arrivé deux événements qui ont dû produire une rareté de blé beaucoup plus grande que celle qu'aurait sans cela occasionnée la seule influence des saisons, et qui sont plus que suffisants pour expliquer ce petit renchérissement, sans qu'il soit besoin de supposer une réduction ultérieure dans la valeur de l'argent.

Le premier de ces événements fut la guerre civile, qui, en décourageant l'agriculture et en interrompant le commerce, a dû élever le prix du blé fort au-dessus de ce qu'aurait pu faire sans cela l'intempérie des saisons. Elle doit avoir produit cet effet, plus ou moins, dans tous les différents marchés du royaume, mais particulièrement dans ceux du voisinage de Londres, qui sont obligés de s'approvisionner dans une étendue de terrain plus grande. Aussi, en 1648, d'après les mêmes comptes, le prix du plus beau froment, au marché de Windsor, parait-il avoir coûté jusqu'à 4 livres 5 sch. le quarter de neuf boisseaux, et en 1649 jusqu'à 4 livres. Ces deux années ensemble font un excédant de 3 livres 5 schellings sur les 2 livres 10 schellings, prix moyen des seize années antérieures à 1637, lequel excédant, réparti sur les soixante-quatre dernières années du siècle dernier, suffirait presque seul pour rendre raison du léger renchérissement qui parait s'y faire remarquer. Cependant ces deux prix, quoique les plus hauts, ne sont pas les seuls hauts prix que les guerres civiles paraissent avoir occasionnés.

Le second de ces événements, ce fut la prime accordée, en 1688, à l'exportation du blé. Beaucoup de gens se sont figuré que la prime, en encourageant la culture, pouvait, dans une longue suite d'années, occasionner une plus grande abondance, et par conséquent une plus grande diminution du prix du blé dans le marché intérieur que celle qui aurait eu lieu sans cela. J'examinerai dans la suite¹ jusques à quel point les primes peuvent, dans aucun temps, produire un semblable effet; j'observerai seulement, pour le présent, qu'elle n'aurait pas eu le temps de produire cet effet de 1688 à 1700. Pendant cette courte période, le seul effet qu'elle ait dû produire, c'est d'avoir fait monter le prix du blé dans le marché intérieur, en encourageant l'exportation du produit surabondant de chaque année, et en empêchant par là que la disette d'une année ne se trouvât compensée par l'abondance d'une autre. La prime doit avoir ajouté quelque chose à l'effet de la disette qui a eu lieu en Angleterre de 1693 inclusivement jusques à 1699 aussi inclusivement, quoique cette disette doive être sans doute attribuée principalement aux mauvaises saisons, et que par conséquent elle se soit fait sentir dans une partie considérable de l'Europe. Aussi en 1699 l'exportation du blé fut-elle prohibée pour neuf mois.

Il y a encore un troisième événement qui eut lieu dans le cours de

¹ Chapitre v du livre IV.

la même période, et qui, sans occasionner sans doute aucune rareté dans le blé, ni peut-être aucune augmentation dans la quantité réelle d'argent communément payée pour le prix du blé, doit avoir nécessairement amené quelque augmentation dans la somme nominale de ce prix. Cet événement, ce fut la grande dégradation causée dans la monnaie d'argent par le frai et par les rogneurs. Ce mal commença sous le règne de Charles II, et alla toujours en augmentant jusques en 1695, auquel temps, à ce que nous dit M. Lowndes, la monnaie d'argent courante était, en moyenne, à près de vingt-cinq pour cent au-dessous de sa valeur légale. Mais la somme nominale qui constitue le *prix de marché* des choses se règle nécessairement bien moins sur la quantité d'argent que la monnaie devrait contenir d'après la loi, que sur celle que cette monnaie contient alors effectivement, autant qu'on en peut juger par l'expérience. Cette somme nominale doit donc être nécessairement plus forte, quand la monnaie est dégradée par le frai et par les rogneurs, que quand elle approche de sa valeur légale.

Dans le cours de ce siècle, la monnaie d'argent n'a été dans aucun temps aussi fort au-dessous de son poids légal, qu'elle l'est aujourd'hui. Mais, tout usée qu'elle est, sa valeur est soutenue par la monnaie d'or, contre laquelle on peut l'échanger; car, quoique la monnaie d'or fût aussi très-usée avant la dernière refonte, elle l'était beaucoup moins que la monnaie d'argent. En 1695, au contraire, la valeur de la monnaie d'argent n'était pas soutenue par la monnaie d'or, une guinée s'échangeant alors communément contre 30 schellings de cette monnaie usée et rognée. Avant la dernière refonte de la monnaie d'or, le prix du lingot d'argent ne s'élevait guère au-dessus de 5 sch. 7 deniers l'once, ce qui n'est que 5 deniers au-dessus du prix qu'on en donne à la Monnaie ¹. Mais en 1695, le lingot d'argent était communément à 6 sch. 5 deniers l'once ², ce qui fait 15 deniers au-dessus du prix pour lequel il était reçu à la Monnaie. Ainsi, même avant la dernière refonte de la monnaie d'or, les monnaies d'or et d'argent, prises ensemble, n'étaient pas estimées à plus de 8 pour 100 au-dessous de leur valeur légale, en les comparant avec le prix du lingot d'argent. Au contraire, en 1695 elles étaient estimées à 25 pour 100 au-dessous de cette valeur. Mais au commencement de ce siècle, im-

¹ Voyez ci-dessus, chap. v.

² *Essai sur la monnaie d'argent*, par M. Lowndes, page 68.

médiatement après la grande refonte, sous le roi Guillaume, la majeure partie de la monnaie courante doit avoir été beaucoup plus près de son poids légal qu'elle ne l'est aujourd'hui. Dans le cours de ce siècle, il n'y a pas eu non plus de grande calamité publique, telle qu'une guerre civile, qui ait pu décourager la culture ou interrompre le commerce au dedans. Et quoique la prime, qui a eu son effet dans la plus grande partie de ce siècle, ait toujours élevé nécessairement le prix du blé un peu plus haut qu'il n'eût été sans elle (l'état de la culture supposé le même dans les deux cas), néanmoins, comme dans le cours de ce siècle la prime a eu tout le temps de produire tous les bons effets qu'on lui attribue communément, comme d'encourager le labourage, et d'augmenter par là la quantité de blé dans le marché intérieur; on peut supposer, d'après les principes d'un système que j'expose ici et que j'examinerai dans la suite¹, qu'elle a contribué en quelque chose à faire baisser le prix de cette denrée, aussi bien qu'elle a contribué d'un autre côté à l'élever. Beaucoup de gens prétendent qu'elle a plus agi dans le premier sens que dans l'autre. En conséquence, dans les soixante-quatre premières années de ce siècle, le prix moyen du quarter de neuf boisseaux du plus beau froment, au marché de Windsor, suivant les comptes du collège d'Éton, paraît avoir été de 2 liv. 0 schelling 6 den. 19/32, ce qui fait environ 10 schellings 6 den., ou plus de 25 pour 100 meilleur marché qu'il n'avait été pendant les soixante-quatre dernières années du siècle précédent; environ 9 schellings 6 den. meilleur marché qu'il n'avait été pendant les seize années antérieures à 1636, lorsque la découverte des mines abondantes de l'Amérique avait, on doit le supposer, produit tout son effet; et environ 1 schelling meilleur marché qu'il n'avait été dans les vingt-six années antérieures à 1620, avant qu'on puisse raisonnablement supposer que cette découverte eût pleinement produit son effet. A ce compte, le prix moyen du froment de moyenne qualité, pendant les soixante-quatre premières années de ce siècle, a dû revenir à environ 32 schellings le quarter de huit boisseaux.

Ainsi, la valeur de l'argent paraît s'être élevée de quelque chose relativement à celle du blé pendant le cours de ce siècle, et elle a vraisemblablement commencé à le faire quelque temps avant la fin du siècle dernier.

¹ Livre IV, chap. v.

En 1687, le prix du quarter de neuf boisseaux du plus beau froment, au marché de Windsor, a été de 1 livre 5 sch. 2 deniers, le plus bas prix auquel on l'eût jamais vu depuis 1595.

En 1688, M. Grégoire King, homme célèbre par ses connaissances dans ces sortes de matières, estimait que le prix moyen du blé, dans les années d'abondance moyenne, était, pour le *producteur*, de 3 schellings 6 deniers le boisseau, ou 28 schellings le quarter. J'imagine que ce prix du *producteur* est le même que celui qu'on nomme quelquefois *prix de contrat*, ou le prix auquel un fermier s'engage, pour un certain nombre d'années, à livrer à un marchand une certaine quantité de blé. Comme un contrat de ce genre épargne au fermier la peine et la dépense de courir les marchés, le *prix de contrat* est en général plus bas que le *prix de marché* ordinaire. M. King a jugé que le *prix de contrat* ordinaire, dans les années d'abondance moyenne, était, à cette époque, de 28 schellings le quarter. Avant la cherté occasionnée par la suite extraordinaire de mauvaises années que nous venons d'avoir, c'était là le prix ordinaire de contrat dans toutes les années communes.

En 1688, le parlement accorda la prime à l'exportation du blé. Les *propriétaires fonciers*¹, qui étaient en beaucoup plus grand nombre qu'à présent dans la législature, s'étaient aperçus que le prix du blé en argent commençait à baisser. La prime était un expédient pour le faire monter artificiellement à ce haut prix auquel il s'était souvent vendu sous les règnes de Charles I^{er} et de Charles II. Il fut donc établi qu'elle aurait lieu jusqu'à ce que le blé fût monté à 48 sch. le quarter, ce qui était 20 sch. ou cinq septièmes plus cher que M. King n'avait, cette même année, évalué le prix du *producteur* dans les temps d'abondance moyenne. Si ses calculs méritaient tant soit peu la réputation qu'on leur accorde généralement, 48 schell. le quarter était un prix qu'à moins de quelque expédient, tel que la prime, on ne devait pas attendre alors, excepté dans les années de cherté extraordinaire. Mais le gouvernement du roi Guillaume n'était pas encore bien solidement établi; il n'était pas en mesure de refuser quelque chose aux propriétaires fonciers, auprès desquels

¹ Ce sont ceux qu'on nomme *country-gentlemen*, ceux à qui leur propriété foncière donne le droit de concourir à l'élection des représentants des comtés dans la chambre des communes, et qui de plus n'exercent aucune profession mécanique. Toute personne qui vit *noblement*, c'est-à-dire sans travail manuel, est désignée en Angleterre par le titre de *gentleman*.

il sollicitait dans ce temps même le premier établissement de la *taxe foncière annuelle* *.

Ainsi la valeur de l'argent, relativement à celle du blé, s'est probablement un peu élevée avant la fin du siècle dernier, et elle semble avoir continué à s'élever pendant le cours de la majeure partie de ce siècle, quoique la prime ait dû avoir nécessairement l'effet de rendre cette hausse moins sensible qu'elle ne l'eût été sans cela, dans l'état actuel de la culture.

Dans les années d'abondance, la prime, en occasionnant une exportation extraordinaire, élève nécessairement le prix du blé au-dessus de ce qu'il serait sans cela dans ces années. Le but avoué de cette institution, c'était d'encourager le labourage en tenant le blé à un bon prix, même dans les années de la plus grande abondance.

Dans les années de cherté, il est vrai, la prime était suspendue; cependant elle n'en a pas moins produit son effet, même sur les prix de la plupart de ces années. Au moyen de l'exportation extraordinaire qu'elle occasionne dans les années d'abondance, elle doit souvent empêcher que l'abondance d'une année ne compense la disette de l'autre.

Ainsi la prime élève le prix du blé, tant dans les années abondantes que dans les mauvaises, au delà du prix où il s'arrêterait naturellement, dans l'état où est alors la culture. Si donc, pendant les soixante-quatre premières années de ce siècle, le prix moyen a été plus bas que pendant les soixante-quatre dernières du précédent, il l'aurait été encore bien davantage sans l'effet de la prime, en supposant que l'état de la culture fût resté le même.

Mais, dira-t-on, sans la prime, l'état de la culture n'eût pas été le même. Quand j'en serai à traiter, dans la suite, des primes en particulier, je tâcherai d'expliquer quels peuvent avoir été les effets de cette institution sur l'agriculture. Je me contenterai, pour le moment, d'observer que cette hausse dans la valeur de l'argent, relativement à celle du blé, n'a pas été particulière à l'Angleterre. Trois écrivains qui ont recueilli avec beaucoup de soin et d'exactitude le prix du blé en France, M. Dupré

* La *taxe foncière* ou *taxe des terres*, *land-tax*, est un impôt assez semblable à nos anciens vingtièmes, et qui porte sur les revenus fonciers, les maisons et les capitaux de commerce; ceux placés dans la culture des terres n'y sont pas assujettis. Voyez au reste le liv. V, chap. II, partie 2^e, art. 1^{er} *.

* Cette taxe n'existe plus depuis la paix : on parle de la rétablir.

de Saint-Maur, M. Messance, et l'auteur de l'*Essai sur la police des grains*, ont tous observé cette hausse dans leur pays, pendant la même période et presque dans la même proportion : or, en France, l'exportation des grains a été défendue par les lois jusqu'en 1764, et il me semble assez difficile de supposer que la même diminution de prix à peu près, qui a eu lieu dans un pays nonobstant la défense d'exporter, doive être attribuée dans l'autre à l'encouragement extraordinaire donné à l'exportation.

Il serait peut-être plus convenable de regarder cette variation dans le prix moyen du blé, comme étant plutôt l'effet de quelque hausse graduelle de la valeur réelle de l'argent dans le marché de l'Europe, que de quelque baisse dans la valeur réelle du blé. On a déjà observé que le blé, dans des périodes de temps distantes l'une de l'autre, est une mesure de valeur plus exacte que l'argent, ou peut-être que toute autre marchandise. Lorsque après la découverte des mines abondantes de l'Amérique, le blé vint à monter trois ou quatre fois au-dessus de son ancien prix en argent, ce changement fut attribué généralement à une baisse dans la valeur réelle de l'argent, et non pas à une hausse quelconque dans la valeur réelle du blé. Si donc, pendant les soixante-quatre premières années de ce siècle, le prix moyen du blé en argent a baissé de quelque chose au-dessous de ce qu'il avait été pendant la majeure partie du siècle dernier, nous devrions de même attribuer ce changement, non à quelque baisse dans la valeur réelle du blé, mais à une hausse survenue dans la valeur réelle de l'argent, dans le marché général de l'Europe.

A la vérité, le haut prix du blé, pendant ces dix ou douze dernières années, a fait naître le soupçon que la valeur réelle de l'argent continuait toujours à baisser dans le marché général de l'Europe. Pourtant ce haut prix du blé paraît avoir été l'effet d'une succession extraordinaire d'années défavorables, et ne devrait pas par conséquent être regardé comme une chose permanente, mais comme un événement passager et accidentel. Pendant ces dix ou douze dernières années, les récoltes ont été très-mauvaises dans la plus grande partie de l'Europe, et les troubles de la Pologne ont augmenté extrêmement la disette dans tous les pays qui avaient coutume de s'y approvisionner pendant les années de cherté. Quoiqu'une aussi longue suite de mauvaises années ne soit pas un événement ordinaire, il n'est pourtant pas sans exemple, et quiconque a fait des recherches sur l'histoire des prix du blé, dans les

temps anciens, ne sera pas embarrassé de trouver plusieurs autres exemples de la même nature; d'ailleurs, dix années de disette extraordinaire n'ont rien de plus étonnant que dix années d'une extraordinaire abondance. Le bas prix du blé depuis 1741 inclusivement, jusqu'à 1750 aussi inclusivement, peut très-bien être mis en opposition avec son haut prix, pendant ces huit ou dix dernières années. De 1741 à 1750, le prix moyen du quarter de neuf boisseaux du plus beau froment, au marché de Windsor, paraît, suivant les comptes du collège d'Éton, avoir été de 1 livre 13 schellings 9 deniers $\frac{4}{5}$ seulement, ce qui fait près de 6 schellings 3 deniers au-dessous du prix moyen des soixante-quatre premières années de ce siècle. A ce compte, le prix moyen du blé de moyenne qualité, pendant ces dix années, a dû revenir à 1 livre 6 schellings 8 deniers seulement le quarter de huit boisseaux.

Cependant, de 1741 à 1750, la prime a dû empêcher le prix du blé de tomber aussi bas dans le marché intérieur, qu'il l'aurait fait naturellement. Il paraît, d'après les registres des douanes, que la quantité de grains de toutes sortes, exportés pendant ces dix années, ne s'élève pas à moins de 8,029,156 quarters. La prime payée pour cet objet s'élève à 1,514,962 livres 17 schellings 4 deniers $\frac{1}{2}$. Aussi, en 1749, M. Pelham, alors premier ministre, fit-il observer à la chambre des communes, qu'on avait payé, dans les trois années précédentes, une somme exorbitante en primes pour l'exportation du blé. Il était très-bien fondé à faire cette observation, et l'année suivante il l'aurait encore été bien davantage. Dans cette seule année, la prime payée ne s'éleva pas à moins de 324,176 livres 10 schellings 6 deniers¹. Il est inutile d'observer combien cette exportation forcée doit avoir fait hausser le prix du blé au-dessus de ce qu'il aurait été sans cela dans le marché intérieur.

A la fin de la table des prix, annexée à ce chapitre, le lecteur trouvera le compte particulier de ces dix années, séparé du reste. Il y trouvera aussi le compte particulier des dix années précédentes, dont le taux moyen, beaucoup moins bas, l'est néanmoins encore plus que le taux moyen des soixante-quatre premières années de ce siècle. L'année 1740 fut pourtant une année de disette extraordinaire. Ces vingt années qui ont précédé 1750, peuvent très-bien être mises en opposition avec les vingt qui ont précédé 1770. De même que les pre-

¹ Voyez les traités sur le commerce des blés, 3^e partie.

nières ont été beaucoup plus bas que le taux moyen du siècle, malgré une ou deux années de cherté qui s'y trouvent, de même les dernières ont été beaucoup au-dessus de ce taux, quoiqu'elles soient coupées par une ou deux années de bon marché, telle, par exemple, que l'année 1759. Si les premières n'ont pas été autant au-dessous du taux moyen général, que les dernières ont été au-dessus, il faut vraisemblablement l'attribuer à la prime. Le changement a évidemment été trop subit pour pouvoir l'attribuer à une modification dans la valeur de l'argent, qui est toujours un événement lent et graduel. Un effet soudain ne peut être expliqué que par une cause qui agisse d'une manière soudaine, telle que la variation accidentelle des saisons.

Il est vrai que le prix du travail en argent s'est élevé en Angleterre, pendant le cours de ce siècle. Cette hausse cependant paraît être bien moins l'effet d'une diminution de la valeur de l'argent dans le marché général de l'Europe, que l'effet d'une augmentation de la demande de travail en Angleterre, provenant de la grande prospérité de ce pays et des progrès qui s'y sont accomplis presque universellement. On a observé qu'en France, où la prospérité n'est pas aussi grande, le prix du travail en argent a baissé graduellement avec le prix moyen du blé, depuis le milieu du dernier siècle. On dit que, dans le siècle dernier, ainsi que dans celui-ci, le salaire journalier du travail de manœuvre y a été presque uniformément à environ un vingtième du prix moyen du setier de blé froment, mesure qui contient un peu plus de quatre boisseaux de Winchester. J'ai déjà fait voir¹ qu'en Angleterre la récompense réelle du travail, la quantité réelle de choses propres aux besoins et aisances de la vie qui est donnée à l'ouvrier, a augmenté considérablement pendant le cours de ce siècle. La hausse de son prix pécuniaire paraît avoir eu pour cause, non une diminution de la valeur de l'argent dans le marché général de l'Europe, mais une hausse du prix réel du travail dans le marché particulier de l'Angleterre, due aux circonstances heureuses dans lesquelles se trouve ce pays.

L'argent a dû continuer, pendant quelque temps après la première découverte de l'Amérique, à se vendre à son ancien prix ou très-peu au-dessous. Les profits de l'exploitation des mines furent très-forts, et excédèrent de beaucoup leur taux naturel; mais ceux qui importaient ce métal en Europe s'aperçurent bientôt qu'ils ne pouvaient pas dé-

¹ Chap. viii de ce livre.

biter à ce haut prix la totalité de l'importation annuelle. L'argent dut s'échanger successivement contre une quantité de marchandises toujours de plus petite en plus petite ; son prix dut baisser graduellement de plus bas en plus bas, jusqu'à ce qu'il fût tombé à son prix naturel, c'est-à-dire à ce qui était précisément suffisant pour acquitter, suivant leurs taux naturels, les salaires de travail, les profits de capitaux et la rente de terre qu'il faut payer pour que ce métal vienne de la mine au marché. On a déjà observé¹ que, dans la plus grande partie des mines d'argent du Pérou, la taxe du roi d'Espagne, s'élevant à un dixième du produit total, emporte en totalité la rente de la terre. Cette taxe était originairement de moitié ; elle tomba bientôt après au tiers, ensuite au cinquième, et enfin au dixième, taux auquel elle est restée depuis. Cette taxe représente, à ce qu'il semble, dans la plus grande partie des mines d'argent du Pérou, tout le bénéfice qui reste après le remplacement du capital de l'entrepreneur, avec ses profits ordinaires ; et c'est une chose généralement reconnue, que ces profits, qui étaient autrefois très-hauts, sont maintenant aussi bas qu'ils peuvent l'être, pour que son entreprise puisse se soutenir.

En 1504², quarante-un ans avant 1545, époque de la découverte des mines du Potosi, la taxe du roi d'Espagne fut réduite à un cinquième de l'argent enregistré. Dans le cours de quatre-vingt-dix ans, ou avant 1636, ces mines, les plus fécondes de toute l'Amérique³, avaient eu tout le temps de produire leur plein effet, ou de réduire la valeur de l'argent dans le marché de l'Europe aussi bas qu'elle pouvait tomber, tant que ce métal continuait de payer cette taxe au roi d'Espagne. Un espace de quatre-vingt-dix ans est un temps suffisant pour réduire une marchandise quelconque qui n'est pas en monopole, à son taux naturel ou au prix le plus bas auquel, tant qu'elle paye une taxe particulière, elle peut continuer de se vendre pendant un certain temps de suite.

Le prix de l'argent, dans le marché de l'Europe, aurait encore peut-être baissé davantage, et il aurait été indispensable, ou de réduire encore

¹ Voyez ci-dessus, section 2^e de ce chapitre.

² Solorzano, vol. II.

³ Le Potosi n'a plus cet avantage. Les mines de Guanaxuato, au Mexique, découvertes en 1760, ont été environ deux fois aussi abondantes que celles du Potosi. Voyez HUMBOLDT : *Essai politique sur la nouvelle Espagne*, tom. III, p. 377.

MAC CULLOCH.

la taxe jusqu'à un vingtième, comme on a fait de eelle sur l'or, ou bien de cesser l'exploitation de la plus grande partie des mines d'Amérique, qui s'exploient maintenant. La cause qui a empêché que cela n'arrivât, c'est vraisemblablement l'aceroissement progressif de la demande d'argent ou l'agrandissement continuel du marehé pour le produit des mines d'argent d'Amérique; c'est ee qui a non-seulement soutenu la valeur de l'argent dans le marché de l'Europe, mais qui l'a même élevée un peu plus haut qu'elle n'était au milieu du siècle dernier.

Depuis la première découverte de l'Amérique, le marehé pour le produit de ses mines d'argent a été continuellement en s'agrandissant de plus en plus.

Premièrement, le marehé de l'Europe est devenu successivement de plus en plus étendu. Depuis la découverte de l'Amérique, la plus grande partie de l'Europe a fait des progrès considérables. L'Angleterre, la France, la Hollande, l'Allemagne, la Suède même, le Danemarck et la Russie, ont tous avancé d'une manière remarquable dans leur agriculture et leur industrie. L'Italie ne paraît pas avoir rétrogradé : sa décadence avait précédé la conquête du Pérou; depuis eette époque elle paraît plutôt s'être un peu relevée. A la vérité, on croit que l'Espagne et le Portugal sont restés un peu en arrière. Toutefois le Portugal n'est qu'une très-petite partie de l'Europe, et la décadence de l'Espagne n'est peut-être pas aussi grande qu'on se l'imagine communément. Au commencement du seizième siècle, l'Espagne était un pays très-pauvre, même en comparaison de la France, qui s'est si fort enrichie depuis eette époque. Tout le monde sait le mot de l'empereur Charles V, que tout abondait en France, et que tout manquait en Espagne. Le produit toujours croissant de l'agriculture et des manufactures d'Europe a nécessairement demandé un aceroissement sucessif dans la quantité de monnaie d'argent employée à faire circuler ce produit, et le nombre toujours eroissant des individus opulents a fait naître aussi nécessairement la même augmentation dans la demande d'argent pour vaisselle, bijoux et autres objets de luxe.

En second lieu, l'Amérique est elle-même un nouveau marché pour le produit de ses propres mines d'argent; et comme ses progrès en agriculture, en industrie et en population sont beaucoup plus rapides que ceux des nations de l'Europe les plus florissantes, la demande doit augmenter chez elle avec beaucoup plus de rapidité. Les colonies anglaises sont un marché tout à fait nouveau, qui, tant pour la monnaie

que pour l'orfèvrerie, exige une fourniture toujours de plus en plus forte pour approvisionner d'argent un vaste continent où l'on n'en demandait point du tout auparavant. La plus grande partie aussi des colonies espagnoles et portugaises sont des marchés entièrement nouveaux. Avant la découverte faite par les Européens, la nouvelle Grenade, l'Yucatan, le Paraguay et le Brésil étaient habités par des peuples sauvages qui n'avaient ni art ni agriculture. Dans tous ces pays, les arts et l'agriculture se sont introduits à un degré considérable. Le Mexique même et le Pérou, quoiqu'on ne puisse les considérer comme des marchés tout à fait nouveaux, sont certainement des marchés bien autrement étendus qu'ils ne l'étaient auparavant. Malgré tous les contes merveilleux qu'on s'est plu à débiter sur l'état de magnificence de ces pays dans leur ancien temps, quiconque veut lire avec un jugement un peu rassis l'histoire de leur première découverte et de leur conquête, sera à même de discerner très-clairement que leurs habitants étaient beaucoup plus ignorants en arts, en agriculture et en commerce, que ne le sont aujourd'hui les Tartares de l'Ukraine. Les Péruviens même, la plus civilisée des deux nations, quoiqu'ils fissent usage d'or et d'argent pour ornements, n'avaient cependant aucune espèce de métaux monnayés. Tout le commerce se faisait par troc, et par conséquent il n'y avait chez eux presque aucune division de travail. Ceux qui cultivaient la terre étaient obligés de se bâtir leurs maisons, de faire eux-mêmes leurs ustensiles de ménage, leurs habits, leurs chaussures et leurs outils d'agriculture. Le peu d'artisans qu'il y eût parmi eux, étaient tous, dit-on, entretenus par le souverain, les nobles et les prêtres, dont ils étaient vraisemblablement les domestiques ou les esclaves. Tous les anciens arts du Mexique et du Pérou n'ont jamais donné à l'Europe un seul genre de manufacture : les armées espagnoles, qui s'élevaient à peine au delà de cinq cents hommes, et très-souvent n'atteignaient pas la moitié de ce nombre, trouvèrent presque partout beaucoup de difficulté à se procurer leur subsistance. Les famines qu'elles occasionnaient, à ce qu'on dit, dans presque tous les endroits où elles passaient, dans des pays qu'on veut en même temps représenter comme très-peuplés et comme très-bien cultivés, sont une preuve suffisante que ce qu'on a raconté de cette grande population et de cette riche culture est en grande partie fabuleux. Les colonies espagnoles sont sous un gouvernement, à beaucoup d'égards, moins favorable à l'agriculture, à la prospérité et à la population, que celui des colonies anglaises. Néanmoins,

elles font, à ce qu'il semble, des progrès dans toutes ces choses, avec bien plus de rapidité qu'aucun pays d'Europe. Dans un sol fertile et sous un heureux climat, la grande abondance des terres et leur bon marché, circonstances qui sont communes à toutes les nouvelles colonies, sont, à ce qu'il semble, un assez grand avantage pour compenser bien des abus dans le gouvernement civil¹. Frézier, qui observa le Pérou en 1713, représente Lima comme contenant entre vingt-cinq et vingt-huit mille habitants. Ulloa, qui demeura dans le même pays entre 1740 et 1746, la représente comme en renfermant plus de cinquante mille. Les rapports de ces deux voyageurs sur la population de plusieurs autres villes principales du Chili et du Pérou, varient à peu près dans la même proportion, et comme on ne voit pas de raison de douter qu'ils n'aient été bien instruits l'un et l'autre, on peut en conclure un accroissement de population qui ne le cède guère à celui des colonies anglaises. L'Amérique ouvre donc elle-même au produit de ses propres mines d'argent un nouveau marché, où la demande augmente encore beaucoup plus rapidement que dans celui des pays de l'Europe qui avance le plus.

En troisième lieu, les Indes orientales sont un autre marché pour le produit des mines d'argent de l'Amérique, et un marché qui, depuis l'époque de la première découverte de ces mines, a continuellement absorbé une quantité d'argent de plus en plus considérable. Depuis cette époque, le commerce direct entre l'Amérique et les Indes orientales, qui se fait par les vaisseaux d'Acapulco, a été sans cesse en augmentant, et le commerce indirect qui se fait par l'entremise de l'Europe s'est accru dans une proportion encore bien plus forte. Pendant le seizième siècle, les Portugais étaient le seul peuple d'Europe qui entretenait un commerce régulier avec les Indes orientales. Dans les dernières années de ce siècle, les Hollandais commencèrent à s'emparer d'une partie de ce monopole, et les expulsèrent en peu d'années de leurs principaux établissements dans ces contrées. Pendant la plus grande partie du siècle dernier, ces deux nations partagèrent entre elles la portion la plus considérable du commerce de l'Inde, le commerce des Hollandais augmentant continuellement dans une proportion encore plus grande que ne déclinait celui des Portugais. Les Anglais et les Français firent quelque commerce avec l'Inde dans le dernier siècle; mais il a

¹ Voyez liv. IV, chap. VII, section 2^e.

prodigieusement augmenté dans le cours de celui-ci. C'est aussi dans le cours de ce siècle que les Suédois et les Danois commencèrent à commercer dans l'Inde. Les Russes même font actuellement d'une manière régulière le commerce à la Chine par des espèces de caravanes qui vont à Pékin par terre, à travers la Sibérie et la Tartarie. Si nous en exceptons le commerce des Français, que la dernière guerre a anéanti ou peu s'en faut, celui de tous ces autres peuples aux Indes orientales a été presque continuellement en augmentant. La consommation toujours croissante en Europe des marchandises de l'Inde est assez forte, à ce qu'il paraît, pour leur fournir à tous les moyens d'augmenter successivement leurs affaires. L'usage du thé, par exemple, était très-peu répandu en Europe avant le milieu du siècle dernier. Aujourd'hui la valeur du thé importé annuellement par la Compagnie des Indes anglaises, pour la consommation de l'Angleterre, s'élève à plus d'un million et demi par an, et ce n'est même pas assez dire : une quantité très-considérable entrant habituellement en fraude par les ports de Hollande, de Gottembourg en Suède, et aussi des côtes de France, tant qu'a prospéré la Compagnie des Indes de ce dernier pays¹. La consom-

¹ La consommation du thé a considérablement augmenté depuis 1775. La quantité de thé légalement importé pendant les trois ans se terminant en 1783, s'éleva environ à 5 millions et demi de livres poids : mais on estime qu'environ 7 millions et demi de livres poids, en sus de la première quantité, avaient été introduites en fraude, ce qui élève le total des importations à environ 13 millions de livres poids. Cet excès de contrebande était l'objet des droits oppressifs mis sur le thé ; en 1784, après avoir essayé tous les moyens de réprimer la contrebande, M. Pitt réduisit les droits de 119 à 12 1/2 pour cent, *ad valorem*. Cette mesure eut le plus grand succès. La contrebande, ayant cessé d'être lucrative, fut immédiatement abandonnée, et la quantité du thé légalement importé s'accrut dans une proportion triple en moins de deux ans. La consommation du thé continua de s'accroître avec une grande rapidité jusqu'en 1800 ; mais depuis cette époque jusqu'en 1819, elle resta stationnaire, ce qu'il faut attribuer, en grande partie, à l'augmentation des droits pendant cet intervalle ; la manière dont la Compagnie des Indes orientales approvisionnait le marché y entre aussi pour quelque chose. Depuis 1817, où la consommation de la Grande-Bretagne et de l'Irlande s'éleva environ à 24 millions de livres poids, cette consommation alla toujours en augmentant, jusqu'en 1833 où elle s'éleva à 51,829,620 livres poids. En 1834, les importations du commerce privé, ajoutées à l'approvisionnement accumulé par la Compagnie des Indes orientales, firent baisser de beaucoup les prix, et la consommation

mation de la porcelaine de la Chine, des épiceries des Moluques, des étoffes du Bengale et d'une infinité d'autres articles, a augmenté à peu près dans la même proportion. Aussi le tonnage de la totalité des vaisseaux employés par l'Europe au commerce de l'Inde, à quelque époque que ce soit du dernier siècle, ne dépassait peut-être pas celui des seuls vaisseaux employés par la Compagnie des Indes anglaises avant la dernière réduction de sa marine.

Mais la valeur des métaux précieux était bien plus élevée dans les Indes, et surtout dans la Chine et dans l'Indostan, quand les Européens commencèrent à trafiquer dans ces pays, qu'elle n'était en Europe, et il en est encore de même aujourd'hui. Dans des pays à riz, où l'on fait communément deux et quelquefois trois récoltes par an, dont chacune est plus abondante qu'aucune récolte ordinaire de blé, il se trouve nécessairement une beaucoup plus grande abondance de nourriture que dans quelque pays à blé que ce soit, d'une égale étendue. En conséquence, ces pays à riz sont bien plus peuplés; et puis les riches, y ayant à leur disposition, au delà de leur propre consommation, une surabondance infiniment plus grande de subsistances, ont les moyens d'acheter une beaucoup plus grande quantité du travail d'autrui. Aussi, suivant tous les rapports, le train d'un grand seigneur à la Chine ou dans l'Indostan est-il beaucoup plus nombreux et plus magnifique que celui des plus riches particuliers de l'Europe. Cette même surabondance de nourriture dont ils peuvent disposer, les met en état d'en donner une quantité bien plus grande, pour toutes ces productions rares et singulières que la nature n'accorde qu'en très-petites quantités, telles que les métaux précieux et les pierres précieuses, qui sont les grands objets de convoitise entre les riches.

fit de si grands progrès, qu'en 1838 elle s'élevait à environ 40 millions de livres poids, produisant un revenu de 4 millions de livres sterling! A la première application du nouveau système, les droits furent fixés à 1 schelling 6 deniers, 2 schellings 2 deniers, et 3 schellings la livre, suivant la qualité; mais cette variation de droits n'ayant pas été trouvée favorable, fut abandonnée en 1853, où un droit uniforme de 2 schellings 1 denier fut imposé sur tous les thés, sans égard à la qualité. En supposant que le droit présent équivaut à une taxe de 100 pour *4/10 ad valorem*, ce que l'on croit généralement, il en résulte que le thé annuellement consommé coûte, au peuple de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, 8,000,000 livres (200 millions de francs), sans compter les profits des marchands en détail.

MAC CULLOCH.

Ainsi, en supposant même les mines qui fournissent le marché de l'Inde aussi abondantes que celles qui fournissent le marché de l'Europe, ces marchandises précieuses ne s'en seraient pas moins naturellement échangées, dans l'Inde, contre une plus grande quantité de subsistances qu'en Europe. Mais il paraît que les mines qui ont fourni de métaux précieux le marché de l'Inde ont été beaucoup moins abondantes, et que celles qui l'ont fourni de pierres précieuses l'ont été beaucoup plus que les mines qui ont fourni le marché de l'Europe. Ainsi les métaux précieux ont dû naturellement, dans l'Inde, obtenir en échange une quantité de pierres précieuses plus grande qu'en Europe, et une quantité de nourriture encore beaucoup plus considérable. Le prix des diamants, la plus grande des superfluités, a dû être, en argent, un peu plus bas dans un pays que dans l'autre, et celui de la nourriture, la première des choses nécessaires, infiniment moindre. Mais, comme on l'a déjà remarqué¹, le prix réel du travail, la quantité réelle de choses propres aux besoins et commodités de la vie qu'on donne à l'ouvrier, est moindre à la Chine et dans l'Indostan, les deux grands marchés de l'Inde, qu'elle n'est dans la plus grande partie de l'Europe. Le salaire qu'y reçoit l'ouvrier y achètera une moindre quantité de nourriture; et comme le prix en argent de la nourriture est bien plus bas dans l'Inde qu'en Europe, le prix du travail en argent y est plus bas sous un double rapport; sous le rapport de la petite quantité de nourriture qu'il peut acheter, et encore sous le rapport du bas prix de cette nourriture. Or, dans des pays où il y a égalité d'art et d'industrie, le prix pécuniaire de la plupart des ouvrages de main-d'œuvre sera proportionné au prix pécuniaire du travail; et en fait d'ouvrages de manufactures, l'art et l'industrie, quoique inférieurs, ne sont pas, à la Chine et dans l'Indostan, fort au-dessous de ce qu'ils sont en quelque endroit de l'Europe que ce soit. Par conséquent, le prix en argent de la plupart des ouvrages de main-d'œuvre sera naturellement beaucoup plus bas dans ces grands empires, qu'il ne le sera en aucun endroit de l'Europe. D'ailleurs, dans la majeure partie de l'Europe, les frais de transport par terre augmentent beaucoup le prix tant réel que nominal de la plupart des ouvrages de main-d'œuvre. Il en coûte plus de travail, et par conséquent plus d'argent, pour transporter au marché, d'abord les matières premières, et ensuite l'ouvrage manufacturé.

¹ Chap. VIII.

A la Chine et dans l'Indostan, l'étendue et la multiplicité des moyens de navigation intérieure épargnent la plus grande partie de ce travail et par conséquent de cet argent, et par là réduisent à un taux encore plus bas le prix, tant réel que nominal, de la plupart des objets de manufacture de ces deux pays. D'après tout ceci, les métaux précieux sont une marchandise qu'il a toujours été et qu'il est encore extrêmement avantageux de porter de l'Europe aux Indes orientales ¹. Il n'y a presque aucune marchandise qui y rapporte davantage, ou qui, à proportion de la quantité de travail et de choses qu'elle coûte en Europe, puisse commander ou acheter une plus grande quantité de travail et de choses dans l'Inde. Il est aussi plus avantageux d'y porter de l'argent que de l'or, parce qu'à la Chine et dans la plupart des autres marchés de l'Inde, la proportion entre l'argent fin et l'or fin n'est que comme 10 ou au plus comme 12 est à 1, tandis qu'en Europe elle est comme 14 ou 15 est à 1. A la Chine et dans la plupart des autres marchés de l'Inde, dix onces ou au plus douze onces d'argent achèteront une once d'or. En Europe, il en faut de quatorze à quinze onces. Aussi dans les cargaisons de la majeure partie des vaisseaux d'Europe qui font voile pour l'Inde, l'argent a été en général un des articles principaux. C'est le principal article de la cargaison des vaisseaux d'Acapulco, qui font voile pour Manille. Ainsi l'argent du nouveau continent est, à ce qu'il paraît, le grand objet du commerce qui se fait entre les deux extrémités de l'ancien ; il forme le principal anneau de la chaîne qui unit l'une à l'autre ces deux parties du monde si distantes ².

Pour pouvoir fournir aux besoins d'un marché d'une aussi vaste étendue, il faut que la quantité d'argent qu'on tire annuellement des

¹ Depuis les dernières années on a cessé d'importer de la monnaie dans l'Est ; et des quantités considérables ont été au contraire importées de l'Inde, de la Chine, en Angleterre.

MAC CULLOCH.

² M. de Humboldt pense que sur la somme de 49,500,000 dollars d'or et d'argent qu'il suppose avoir été apportés annuellement d'Amérique en Europe antérieurement aux révolutions d'Amérique, 25,500,000 dollars étaient ensuite importés en Asie ; savoir, 4,000,000 par le levant, 17,500,000 par la route du cap de Bonne-Espérance, et 4,000,000 à travers la Russie par la route de Kiachta et Tobolsk, etc. Il doit y avoir beaucoup de conjecture dans cette estimation ; mais la peine que M. de Humboldt s'est donnée pour l'obtenir fait qu'elle mérite une grande confiance. Voyez *Essai politique sur la nouvelle Espagne*, tom. IV, p. 278.

MAC CULLOCH.

mines suffise non-seulement à cette augmentation toujours croissante de demande, pour monnaie, pour vaisselle et pour bijoux, qui vient de tous les pays où l'opulence est progressive, mais encore à réparer la consommation et le déchet continuel d'argent qui a lieu dans tous les pays où l'on fait usage de ce métal.

Il est aisé de se former une idée de la consommation de métaux précieux qui se fait continuellement dans les Monnaies et dans les ouvrages d'orfèvrerie, par le frottement résultant du service, particulièrement dans la vaisselle par le nettoyage; et dans une marchandise dont l'usage est si prodigieusement étendu, cet article seul exigerait tous les ans un remplacement considérable. Mais une consommation encore plus sensible, parce qu'elle est bien plus rapide, quoique au total elle ne soit peut-être pas plus forte que l'autre qui se fait successivement, c'est celle qui a lieu dans certaines manufactures. Dans celles de Birmingham seulement, la quantité d'or et d'argent qui s'emploie annuellement en feuilles et dans des ouvrages de dorure, et qui est mise par là hors d'état de reparaitre jamais sous la forme de métal, s'élève, dit-on, à plus de 50,000 livres sterling. Nous pouvons juger, d'après cela, quelle énorme consommation il s'en fait chaque année dans toutes les différentes parties du monde, tant en ouvrages du genre de ceux de Birmingham, qu'en galons, broderies, étoffes d'or et d'argent, dorure de livres, de meubles, etc. Il se perd aussi tous les ans une quantité considérable de ces métaux dans le transport qui s'en fait par terre et par mer. Enfin, il s'en perd encore une bien plus grande quantité par la pratique presque universellement usitée dans la majeure partie des pays asiatiques, de cacher dans les entrailles de la terre des trésors dont la connaissance meurt souvent avec la personne qui les a enfouis.

D'après les meilleurs rapports, la quantité d'or et d'argent importée tant à Cadix qu'à Lisbonne, en comptant non-seulement ce qui est enregistré, mais encore ce qu'on peut supposer passer en fraude, s'élève par an à 6,000,000 sterling environ.

Selon M. Meggens¹, l'importation annuelle des métaux précieux en

¹ *Post-scriptum* du *Négociant universel*, pages 15 et 16. Ce *post-scriptum* n'a été imprimé qu'en 1756, trois ans après la publication de l'ouvrage, qui n'a jamais eu de seconde édition. Ainsi il y a peu d'exemplaires où se trouve ce *post-scriptum*, qui contient la correction de quelques erreurs du texte.

(Note de l'auteur.)

Espagne, en prenant la moyenne de 6 ans, de 1748 inclusivement à 1753 aussi inclusivement; et en Portugal, en prenant la moyenne de 7 ans, de 1747 inclusivement à 1753 aussi inclusivement, s'est élevée, pour l'argent, à 1,101,107 livres pesant, et pour l'or, à 40,940 livres pesant. L'argent importé, à 62 schellings la livre de Troy, donne 3,413,431 livres 10 schellings sterling. L'or, à 44 guinées et demie la livre de Troy, donne 2,333,446 livres 14 schellings sterling. Les deux ensemble font une somme de 5,746,878 livres 4 schellings sterling. Le même auteur assure que le compte de l'importation, pour ce qui a été enregistré, est exact. Il donne le détail des endroits d'où l'or et l'argent ont été apportés, et de la quantité de chaque métal que chacun de ces endroits a fournie, suivant les registres. Il passe aussi en compte la quantité de chacun de ces métaux qu'il présume avoir pu venir en fraude. La grande expérience de cet habile négociant donne un très-grand poids à son opinion.

Suivant l'auteur éloquent de l'*Histoire philosophique et politique de l'établissement des Européens dans les deux Indes*, qui a eu quelquefois de bonnes informations, l'importation annuelle en Espagne de l'or et de l'argent enregistrés, en prenant la moyenne de onze ans, de 1754 inclusivement à 1764 aussi inclusivement, s'est élevée à 13,984,185 3/4 piastres de 10 réaux¹. En tenant compte cependant de ce qui peut avoir passé en fraude, il suppose que toute l'importation annuelle s'élève à 17,000,000 de piastres; ce qui, à 4 schellings 6 deniers la piastre, fait 3,825,000 livres sterling. Raynal donne aussi le détail des différents endroits d'où ont été tirés l'or et l'argent, et les quantités de chaque métal que chaque endroit a fournies, suivant les registres. Il prétend aussi² que s'il fallait juger de la quantité d'or annuellement importée du Brésil à Lisbonne par le montant de la taxe payée au roi de Portugal, qui paraît être d'un cinquième du métal au titre, on pourrait évaluer cette quantité à 18,000,000 de cruzades ou 45,000,000 de livres de France, faisant environ 2,000,000 sterling. Cependant, dit-il, en comptant ce qui peut être passé en fraude, nous pouvons en toute sûreté ajouter à cette somme un huitième en sus ou 250,000 livres sterling, de sorte que

¹ Liv. VIII, § 42 des premières éditions; mais l'auteur a supprimé ce détail dans la seconde publication du même ouvrage, qu'il a faite en 1780.

² Livre IX, § 54 des premières éditions. Dans celle publiée en 1780, cette évaluation se trouve réduite de près de moitié. Voyez cette édition, liv. IX, § 25.

le total sera de 2,250,000 livres sterling. Ainsi, d'après ce compte, la totalité de l'importation annuelle des métaux précieux, tant en Espagne qu'en Portugal, s'élève à 6,075,000 livres sterling environ.

Plusieurs autres rapports manuscrits, mais appuyés de pièces très-authentiques, s'accordent, à ce qu'on m'a assuré, à évaluer la totalité de cette importation annuelle des métaux précieux à environ 6,000,000 sterling, tantôt un peu plus, tantôt un peu moins.

A la vérité, l'importation des métaux précieux à Cadix et à Lisbonne ne compose pas la totalité du produit annuel des mines d'Amérique. Il y en a une partie qui est envoyée tous les ans à Manille par les vaisseaux d'Acapulco ; une autre partie est employée au commerce de contrebande que font les colonies espagnoles avec celles des autres nations européennes, et enfin il en reste indubitablement une autre partie dans le pays même. En outre, les mines d'or et d'argent de l'Amérique ne sont pas les seules qui existent au monde ; elles sont toutefois les plus abondantes, à beaucoup près. Il n'y a nul doute que le produit de toutes les autres mines connues n'est rien en comparaison du leur, et il est pareillement certain que la plus grande partie de leur produit est importée annuellement à Cadix et à Lisbonne. Mais la consommation de Birmingham seulement, en la comptant sur le pied de 50,000 livres par an, emporte déjà une cent-vingtième partie de cette importation annuelle, évaluée à six millions. Ainsi la totalité de la consommation annuelle d'or et d'argent, dans tous les divers pays du monde où ces métaux sont en usage, est peut-être égale, à peu de chose près, à la totalité de ce produit annuel. Le reste ne suffit peut-être que tout juste pour répondre à l'augmentation de demande de la part de tous les pays qui s'enrichissent. Il peut même s'être trouvé assez au-dessous de cette demande, pour que le prix de ces métaux se soit élevé de quelque chose dans le marché de l'Europe ¹.

La quantité de cuivre et de fer qui va de la mine au marché, est, sans aucune comparaison, plus grande que celle de l'or et de l'argent. Nous n'allons pas nous imaginer, pour cela, qu'il doive en arriver que ces métaux grossiers se multiplient au delà de la demande, et qu'ils

¹ Les savantes recherches de M. de Humboldt ont donné d'importantes informations sur ce sujet. Elles montrent que cette importation d'or et d'argent d'Amérique était beaucoup plus grande à l'époque où la *Richesse des nations* fut publiée (1776), que ne le supposait le Dr Smith, et que cette importation continua à s'accroître

deviendront de plus en plus à meilleur marché. Pourquoi donc nous figurerions-nous que cela dûl arriver à l'égard des métaux précieux ? Il est vrai que les métaux grossiers, s'ils sont plus durs, sont aussi employés à des usages bien plus rudes, et qu'attendu leur moindre valeur, on apporte beaucoup moins de soin à les conserver. Mais néanmoins, les métaux précieux ne sont pas plus qu'eux de nature indestructible, et, comme eux, ils sont sujets à être perdus, dissipés et consommés de mille manières différentes.

Le prix des métaux en général, quoique sujet à des variations lentes et successives, varie moins d'une année à l'autre, que celui de presque toute autre partie du produit brut de la terre, et le prix des métaux précieux est même moins sujet à de brusques variations que celui des métaux grossiers. La durée des métaux est la cause qui donne à leur prix cette stabilité extraordinaire. Le blé qui a été mis au marché

jusqu'au commencement des troubles révolutionnaires. La table suivante contient les résultats des recherches de M. de Humboldt.

DIVISIONS POLITIQUES.	OR.		ARGENT.		Valeur de l'argent et de l'or en dollars.
	Marcos de Castille.	Kilogr.	Marcos de Castille.	Kilogr.	
Vice-royauté de la Nouvelle-Espagne.	7,000	1,600	2,338,210	537,612	22,000,000
Vice-royauté du Pérou.	3,400	782	611,050	140,473	6,240,000
Capitainerie générale.	12,212	2,807	20,700	0,327	2,050,000
Vice-royauté de Buenos-Ayres . . .	2,200	500	431,820	112,704	4,850,000
Vice-royauté de la Nouvelle-Grenade .	20,503	4,714	" "	" "	2,920,000
Brésil.	29,000	6,873	" "	" "	4,350,000
TOTAL	75,217	17,291	3,460,840	795,581	43,500,000

Cette somme de 43,500,000 dollars, à 4 schellings 3 deniers le dollar, s'élève à 9,245,750 livres ; M. de Humboldt estime le produit annuel des mines d'Europe et celui des mines de l'Asie Méridionale, environ à 1,000,000 en plus. M. Jacob, auteur des *Recherches historiques sur la consommation des métaux précieux*, évalue le produit moyen annuel des mines d'Amérique, de 1800 à 1810, à 47,000,000 dollars. Mais les mouvements révolutionnaires qui, commençant en 1810, ont troublé le Pérou, le Mexique et le reste de l'Amérique espagnole, firent bientôt abandonner entièrement quelques-unes des mines les plus productives, et occasionnèrent un déficit extraordinaire dans l'approvisionnement des métaux précieux qu'on tirait auparavant du Nouveau-Monde. M. Jacob évalue le produit moyen annuel des mines d'Amérique, de 1810 à 1829, à 4,050,000 livres ; ce qui n'est

l'année dernière sera tout entier ou presque tout entier consommé longtemps avant la fin de cette année. Mais il peut y avoir quelque portion du fer apporté de la mine il y a deux ou trois cents ans, qui soit aujourd'hui mis en usage, et peut-être se sert-on encore de quelque portion de l'or qui a été extrait de la mine il y a deux ou trois mille ans. Les différentes masses de blé qui, chaque année, doivent fournir à la consommation du genre humain, seront toujours à peu près proportionnées au produit respectif de chacune de ces différentes années. Mais la proportion entre les différentes masses de fer qu'on peut mettre en consommation dans deux années différentes ne souffrira qu'excessivement peu d'une variation accidentelle dans le produit des mines de fer pendant ces deux différentes années, et la proportion entre les différentes masses d'or mises en consommation dépendra encore bien moins de quelque variation semblable dans le produit des mines d'or. Ainsi,

pas la moitié de leur produit au commencement du siècle; et quoiqu'on ait soupçonné cette évaluation d'avoir été faite trop bas, il y a d'excellentes raisons de penser qu'elle n'est pas loin de la vérité (Jacob, II, p. 267). La déconfiture des Compagnies qui se formèrent en Angleterre en 1825 pour l'exploitation des mines américaines, l'instabilité des gouvernements révolutionnaires et l'insécurité continue qui a régné jusqu'ici dans toutes les parties du Mexique et des anciennes provinces espagnoles de l'Amérique du Sud, ont empêché que la quantité de métaux précieux fût considérablement augmentée. Dans ces derniers temps il s'est manifesté un accroissement considérable dans la richesse des mines de l'Oural et d'autres mines de Russie; et depuis 1829 une assez grande quantité a été obtenue par le lavage dans la Caroline du Nord et dans d'autres parties des États-Unis. La quantité annuelle d'or et d'argent fournie par l'Amérique et l'Europe, en y comprenant la Russie Asiatique, peut être raisonnablement évaluée à 5,000,000 ou 5,500,000 livres. Mais pour se faire une idée juste sur ce sujet, il faut se rappeler que sur la somme de 10,245,000 livres qu'on suppose avoir été fournie par les mines d'Amérique, d'Europe et de Sibérie dans la première partie de ce siècle, 25,500,000 dollars au moins, ou 6,000,000 de livres furent exportés dans l'Inde, à la Chine et dans d'autres contrées de l'Orient; il ne restait ainsi que 4,245,000 livres pour la consommation de l'Amérique et de l'Europe. Depuis quelques années (1858), cette énorme importation d'argent de l'Ouest à l'Est, a entièrement ou presque entièrement cessé; il en résulte donc, si nous avons raison d'évaluer le produit présent des mines d'Amérique, d'Europe et de Sibérie à 5,000,000 ou 5,500,000 livres, que l'Europe et l'Amérique ont une plus grande quantité d'or et d'argent pour leur propre usage, qu'elles n'en avaient à l'époque où le produit des mines d'Amérique était à son maximum.

MAC CULLOCH.

quoique le produit de la plupart des mines métalliques varie peut-être encore plus d'une année à l'autre que le produit de la plupart des champs de blé, ces variations ne font pas le même effet sur le prix de la première de ces deux espèces de marchandises, que sur celui de l'autre.

DES VARIATIONS DANS LA PROPORTION ENTRE LES VALEURS RESPECTIVES
DE L'OR ET DE L'ARGENT.

Avant la découverte des mines de l'Amérique, la valeur de l'or fin, relativement à l'argent fin, était réglée dans les différentes administrations des Monnaies en Europe, dans la proportion de 10 à 1 et de 12 à 1, c'est-à-dire qu'une once d'or fin était censée valoir de dix à douze onces d'argent fin. Vers le milieu du siècle dernier, cette valeur de l'or fut réglée dans la proportion de 14 à 1 et de 15 à 1, c'est-à-dire qu'une once d'or pur fut censée valoir entre quatorze et quinze onces d'argent pur. L'or haussa dans sa valeur nominale ou dans la quantité d'argent avec laquelle on l'échangea. Les deux métaux baissèrent dans leur valeur réelle ou dans la quantité de travail qu'ils pouvaient acheter ; mais l'argent baissa plus que l'or. Quoique les mines d'or et d'argent d'Amérique, les unes comme les autres, surpassent en fécondité toutes les mines connues jusqu'alors, les mines d'argent, à ce qu'il semble, surpassèrent les anciennes dans une proportion encore plus forte que ne le firent les mines d'or.

Les grandes quantités d'argent portées annuellement de l'Europe aux Indes-Orientales ont réduit par degrés la valeur de ce métal, relativement à l'or, dans quelques établissements anglais. A la Monnaie de Calcutta ¹, une once d'or pur est censée valoir quinze onces d'argent pur, comme en Europe. Peut-être la Monnaie le taxe-t-elle trop haut comparativement à la valeur qu'il a dans le marché du Bengale. A la Chine, la proportion de l'or à l'argent est toujours de 10 à 1 ou de 12 à 1. On dit qu'au Japon elle est comme 8 est à 1.

Entre les quantités d'or et d'argent annuellement importées en Europe, la proportion est à peu près comme 1 est à 22, au rapport de Meggens, c'est-à-dire que pour une once d'or il y a un peu plus de vingt-

¹ Calcutta est le principal établissement de la Compagnie des Indes anglaises, et le centre du commerce du Bengale ; c'est le marché régulateur de tout l'Indostan.

deux onces d'argent importées¹. Il présume que la grande quantité d'argent qui va annuellement aux Indes-Orientales réduit les quantités de ces métaux qui restent en Europe, à la proportion de 1 à 14 ou 15, qui est l'inverse de leurs valeurs respectives. Il paraît penser que la proportion entre leurs valeurs doit nécessairement être en raison réciproque de leurs quantités, et que par conséquent elle serait comme 22 à 1, si ce n'était cette plus forte exportation d'argent.

Mais il n'est pas vrai que la proportion ordinaire entre les valeurs respectives de deux marchandises doive être nécessairement en raison de celle des quantités qui s'en trouvent communément au marché. Le prix d'un bœuf, en le mettant à 10 guinées, est environ soixante fois le prix d'un agneau, en mettant celui-ci à 3 schellings 6 deniers. Il serait pourtant absurde d'en conclure qu'il y a communément au marché soixante agneaux contre un bœuf; et il serait tout aussi absurde d'inférer de ce qu'une once d'or achètera communément de quatorze à quinze onces d'argent, qu'il y a communément au marché quatorze à quinze onces seulement d'argent contre une once d'or.

Il est vraisemblable que la quantité d'argent qui est communément au marché excède celle de l'or dans une proportion beaucoup plus forte que la valeur d'une certaine quantité d'or ne surpasse la valeur d'une égale quantité d'argent. La masse totale, mise au marché, d'une denrée à bas prix, est ordinairement, non-seulement plus grande en quantité, mais aussi d'une plus grande valeur que la masse totale d'une denrée chère. La masse totale du pain qui va annuellement au marché est non-seulement plus grande, mais encore d'une plus grande valeur que toute la masse de viande de boucherie; la masse totale de viande de boucherie vaut plus que la masse totale de volaille; et la masse totale de volaille, plus que la masse totale de gibier à plumes. Le nombre des acheteurs d'une denrée à bas prix excède tellement celui des acheteurs de la denrée chère, qu'on pourra non-seulement débiter une plus grande quantité de la première, mais même en débiter pour une plus grande valeur. Ainsi la masse totale de la denrée à bas prix excédera communément la masse totale de la denrée chère, dans une proportion plus forte que la valeur d'une certaine quantité de la seconde n'excédera

¹ Cette proportion diffère beaucoup des rapports établis sur des faits mieux observés, et qui fixeraient la proportion de l'or et de l'argent tirés des mines d'Amérique comme 1 : 62.

RICHANAN.

la valeur d'une quantité égale de la première. Quand nous comparons les métaux précieux l'un avec l'autre, l'argent est la denrée à bas prix, et l'or est la denrée chère. Nous devons donc naturellement compter qu'il y aura toujours au marché, non-seulement plus d'argent que d'or, mais encore une plus grande valeur en argent qu'en or¹. Qu'un homme qui possède un peu de ces deux métaux compare ce qu'il a de vaisselle et de bijoux d'argent avec ce qu'il en a en or, et il trouvera probablement que non-seulement la quantité, mais même la valeur de ce qu'il a en argent excède de beaucoup ce qu'il en possède en or. Beaucoup de gens d'ailleurs, qui ne laissent pas que d'avoir des objets d'argent, n'en ont point du tout en or; et pour ceux même qui en ont, ces objets se bornent à une boîte de montre, une tabatière et quelques autres colifichets, dont la somme totale est rarement de grande valeur. A la vérité, dans la totalité des monnaies anglaises, l'or l'emporte de beaucoup en valeur sur l'argent; mais il n'en est pas de même dans les monnaies de tous les pays. Dans celles de quelques-uns, la valeur est à peu près égale dans un métal et dans l'autre. Dans les monnaies d'Écosse, avant l'union avec l'Angleterre, l'or l'emportait de très-peu en valeur, quoiqu'il l'emportât pourtant de quelque chose², comme on le voit par les comptes de l'administration des Monnaies. L'argent l'emporte dans la monnaie de plusieurs pays. En France, les plus grosses sommes se payent communément en argent, et il est difficile de s'y procurer plus d'or que ce qu'on a besoin d'en porter dans sa bourse. En outre, la supériorité de la valeur de la vaisselle et des bijoux d'argent sur ceux d'or, qui est générale dans tous les pays, fait beaucoup plus que compenser la supériorité de valeur de l'or dans les monnaies, qui est particulière à quelques pays seulement³.

Quoique l'argent ait toujours été et doive toujours être vraisemblable-

¹ Si les rapports dans lesquels on tire l'or et l'argent de la mine sont comme 62 : 1, et leur valeur relative comme 16 : 1, il est évident que l'argent a plus de valeur sur le marché que l'or. BUCHANAN.

² Voyez la préface de Rudimau au *Recueil des Chartres d'Ecosse* (*Scotia Diplomatica*), par Anderson.

³ Dans toute l'Europe continentale, la grande circulation métallique se fait au moyen de l'argent, dont on ne se sert en Angleterre que pour les petits paiements. Si les nations européennes renonçaient à leur système, la demande de l'or s'accroîtrait, et celle de l'argent tomberait; et la valeur relative de ces deux métaux serait dès ce moment modifiée en faveur de l'or. BUCHANAN.

blement beaucoup moins *cher* que l'or, dans le sens ordinaire de ce mot ; cependant, dans un autre sens, il est possible de dire que l'or est do quelque chose moins cher que l'argent, dans l'état actuel où est le marché de l'Espagne. On peut dire d'une marchandise qu'elle est *chère* ou à *bon marché*, non-seulement en raison de ce que son prix habituel fait une grosse ou une petite somme, mais aussi en raison de ce que ce prix habituel se trouve plus ou moins au-dessus du prix le plus bas auquel il soit possible de le mettre au marché pendant un certain temps de suite. Ce prix le plus bas est celui qui remplace purement, avec un profit modique, le capital qu'il faut employer pour mettre cette marchandise au marché. Ce prix est celui qui ne fournit rien pour le propriétaire de la terre, celui dans lequel la rente n'entre pas pour une partie constituante, et qui se résout tout entier en salaires et en profits. Or, dans l'état actuel du marché de l'Espagne, l'or est certainement un peu plus rapproché de ce prix le plus bas que ne l'est l'argent. La taxe du roi d'Espagne sur l'or n'est que d'un vingtième du métal au titre, ou de 5 pour 100, tandis que la taxe sur l'argent s'élève à un dixième du métal, ou à 10 pour 100. De plus, comme nous l'avons déjà observé, c'est dans ces taxes que consiste toute la rente de la plupart des mines d'or et d'argent de l'Amérique espagnole, et celle sur l'or est toujours beaucoup plus mal payée que celle sur l'argent. Il faut bien aussi que les profits des entrepreneurs des mines d'or soient en général encore plus modiques que ceux des entrepreneurs de mines d'argent, puisqu'il est plus rare que les premiers fassent fortune¹. Ainsi, puisque l'or d'Espagne fournit et moins de rente, et moins de profit, il faut donc que son prix, dans le marché de l'Espagne, soit un peu plus rapproché que celui de l'argent d'Espagne, du prix le plus bas auquel on puisse le mettre à ce marché. Si on déduisait toutes les dépenses, la masse totale du premier de ces métaux ne trouverait pas, à ce qu'il semble, dans le marché d'Espagne, un débit aussi avantageux que la masse totale de l'autre. Il est vrai que la taxe du roi de Portugal sur l'or du Brésil est la même que la taxe ancienne du roi d'Espagne sur l'argent du Mexique et du Pérou, c'est-à-dire un cinquième du métal au titre. Il est donc douteux de savoir si, au marché général de l'Europe, la totalité de l'or d'Amérique revient à un prix plus voisin du prix le plus bas auquel il soit possible de l'y amener, que n'y revient la totalité de l'argent d'Amérique.

¹ Ce n'est pas le seul motif.

Le prix des diamants et des autres pierres précieuses est peut-être encore plus rapproché que le prix de l'or, du prix le plus bas auquel il soit possible de les mettre au marché.

Quoiqu'il n'y ait pas trop d'apparence qu'on veuille jamais rien abandonner d'une taxe qui non-seulement est établie sur un des articles les plus propres à être imposés, un article purement de luxe et de superfluité, mais qui d'ailleurs rapporte un revenu aussi important, tant qu'on verra de la possibilité à la faire payer; cependant la même impossibilité de la payer, qui a, en 1736, obligé de la réduire d'un cinquième à un dixième, peut quelque jour obliger à la réduire encore davantage, de la même manière qu'elle a obligé à réduire au vingtième la taxe sur l'or. Quiconque a observé l'état des mines de l'Amérique espagnole, a reconnu que, comme toutes les autres mines, elles deviennent de jour en jour d'une exploitation plus dispendieuse, à cause de la plus grande profondeur à laquelle il faut établir les travaux, et des plus fortes dépenses qu'il faut faire pour tirer l'eau et fournir de l'air frais à ces grandes profondeurs¹.

Ces causes, qui équivalent à une rareté qui se ferait sentir dans l'argent (car on peut dire d'une denrée qu'elle devient plus rare quand il devient plus difficile et plus coûteux d'en recueillir une certaine quantité), doivent produire un jour l'un ou l'autre des trois effets suivants : il faut nécessairement que cette augmentation de dépense soit compensée, ou entièrement par une augmentation proportionnée dans la valeur du métal, ou entièrement par une diminution proportionnée de la taxe sur l'argent, ou enfin partie par l'un, partie par l'autre de ces deux moyens. Le dernier de ces trois cas est très-possible. Comme l'or a haussé de prix relativement à l'argent nonobstant la grande diminution de la taxe sur l'or, de même l'argent pourrait hausser de prix relativement au travail et autres marchandises, nonobstant une pareille diminution de la taxe sur l'argent.

Cependant si de telles réductions successives de la taxe ne peuvent pas totalement empêcher la hausse de la valeur de l'argent dans le marché de l'Europe, au moins elles doivent certainement la retarder plus ou moins. Ces réductions permettent d'exploiter beaucoup de mines qui n'auraient pas pu être exploitées auparavant, parce que leur produit n'au-

¹ Cet inconvénient pourrait être compensé par de grands perfectionnements dans l'art d'exploiter les mines.

rait pas pu suffire à payer l'ancienne taxe ; la quantité d'argent annuellement portée au marché doit être nécessairement un peu plus grande, et la valeur, par conséquent, d'une quantité donnée d'argent doit être un peu moindre qu'elle ne l'aurait été sans cela. Quoique la valeur de l'argent, dans le marché de l'Europe, ne soit peut-être pas aujourd'hui au-dessous, malgré la réduction de taxe qui a eu lieu en 1736, de ce qu'elle était avant cette réduction, néanmoins elle est probablement au moins de 10 pour 100 plus bas qu'elle n'aurait été si la cour d'Espagne eût continué à exiger l'ancienne taxe.

Mais que, malgré cette réduction, la valeur de l'argent ait commencé à hausser de quelque chose dans le marché de l'Europe pendant le cours du siècle actuel, c'est ce que les faits et les raisonnements rapportés ci-dessus me portent à croire, ou plutôt à conjecturer, à soupçonner ; car je ne peux donner que comme conjecture l'opinion la plus sûre que je me suis faite à ce sujet. La hausse, il est vrai, en supposant qu'il y en ait une, a été si faible jusqu'à présent, que malgré tout ce qui a été dit, il pourra peut-être paraître incertain à beaucoup de personnes, non-seulement si cet événement a réellement eu lieu, mais même si le contraire n'est pas arrivé, ou si la valeur de l'argent ne continue pas toujours à baisser dans le marché de l'Europe.

Il faut toutefois observer que, quelle que puisse être l'importation annuelle d'or et d'argent, il doit nécessairement arriver une certaine période à laquelle la consommation annuelle de ces métaux sera égale à leur importation annuelle. Leur consommation doit augmenter à mesure qu'augmente leur masse totale, ou plutôt elle doit augmenter dans une proportion beaucoup plus forte. A mesure que leur masse augmente, leur valeur diminue : on en fait un plus grand usage ; on en a moins de soin, et conséquemment leur consommation croît dans une plus grande proportion que leur masse. Ainsi, après une certaine période, la consommation annuelle de ces métaux doit devenir égale à leur importation annuelle, à moins que cette importation n'aille continuellement en augmentant ; ce qui n'est pas le cas qu'on puisse supposer dans les circonstances actuelles.

La consommation annuelle une fois arrivée au niveau de l'importation annuelle, si celle-ci venait à diminuer par degrés, alors la con-

• Il n'y a pas de doute que la valeur de l'or et de l'argent n'ait considérablement baissé depuis un demi-siècle.

BUCHANAN.

somation annuelle pourrait excéder pendant quelque temps l'importation annuelle ; mais alors la masse de ces métaux diminuerait insensiblement et par degrés, et leur valeur hausserait aussi insensiblement et par degrés, jusqu'à ce que l'importation annuelle rétablissant le niveau, la consommation annuelle vint à se régler insensiblement et par degrés à ce que cette importation annuelle peut fournir.

DES MOTIFS QUI ONT FAIT SOUPÇONNER QUE LA VALEUR DE L'ARGENT
CONTINUAIT TOUJOURS À BAISSER*.

Ce qui porte beaucoup de gens à croire que la valeur des métaux

* Il est incontestable que depuis l'année 1773 la valeur de l'or et de l'argent a fortement baissé ; et l'énorme accroissement de la circulation en papier, abstraction faite de sa dépréciation, nous présente une explication suffisante de ce fait. C'est principalement pour les besoins des échanges commerciaux que les métaux précieux sont si fortement recherchés. Mais si dans cette fonction ils sont surpassés par le papier, ils seront moins demandés, et naturellement auront moins de valeur. L'invention de la circulation de papier donne lieu aux mêmes effets que la découverte d'une mine nouvelle et très-productive, puisque la circulation ainsi alimentée à peu de frais et dans une proportion indéfinie, laisse une plus grande masse de métaux précieux pour d'autres usages. Lord Liverpool a constaté qu'en 1774, lors d'une nouvelle émission de monnaies d'or dans ce pays, il avait été apporté à la Monnaie pour la refonte 21 millions de guinées, outre un excédant de 10 millions qui fut maintenu en circulation. Mais il n'est pas probable qu'il existe maintenant dans la circulation plus de 4 à 5 millions : et l'équilibre s'étant étendu sur tout le marché du monde, a dû tendre généralement à réduire la valeur des métaux précieux *. Dans la circulation de la Grande-Bretagne, les monnaies d'or dominent ; mais dans la plupart des autres pays, l'argent est la monnaie principale. Si toutefois la circulation en papier prenait dans les autres parties du monde le développement qu'elle a acquis en Angleterre, une énorme quantité d'argent se trouverait sans emploi, et sa valeur éprouverait naturellement une baisse proportionnée. Le contingent des métaux précieux fourni par les mines de l'Amérique s'est aussi fortement accru dans ces quatre-vingts dernières années. L'Amérique espagnole principalement a vu, dès l'année 1770, son commerce et sa population faire de rapides progrès : et les travaux de mines y ont été

* M. Jacob estime, dans son excellent ouvrage *Recherches historiques sur la production et la consommation des métaux précieux*, (Londres 1831, 2 vol. in-8°, non traduit), que la masse de métaux précieux monnayés existant en Europe s'élevait à neuf milliards de francs environ en 1809, et seulement à 7 milliards 72 millions de francs à la fin de 1829, soit une diminution d'un sixième sur la masse totale. Cette diminution provient, selon l'auteur, pour un peu plus de trois cinquièmes, de l'emploi des métaux précieux dans les arts, et pour les deux cinquièmes restant, de l'exportation en Asie.

A. B.

précieux continue toujours à baisser dans le marché de l'Europe, c'est l'accroissement d'opulence de l'Europe, joint à cette notion vulgaire, que la quantité de ces métaux augmentant naturellement à mesure que l'opulence augmente, ils doivent diminuer en valeur en augmentant en quantité; et ce qui les confirme encore davantage dans cette opinion, c'est le prix toujours croissant de plusieurs parties du produit brut de la terre ¹.

J'ai déjà tâché de démontrer précédemment que l'augmentation de

poussée avec une activité toujours croissante. La production a suivi cette proportion ascendante. D'après les rapports consignés dans le *Mercurio Peruano*, journal périodique publié à Lima, et contenant des vues très-curieuses et très-habiles sur la situation du pays, le monnayage annuel du Mexique, qui est à peu près égal au produit de ses mines en raison de la médiocrité de l'exportation des lingots, se montait, par une moyenne décennale de 1762 à 1773, à 12,505,755 dollars en argent, et 770,742 dollars en or, ensemble 13,074,495 dollars. D'après la moyenne décennale de 1782 à 1793, l'émission se monta à 19,491,309 dollars d'argent et 644,040 dollars d'or, ensemble 20,135,349 : en 1790 il fut en même temps remis à l'Espagne un demi-million de dollars en lingots. En 1793 on atteignit le chiffre de 24,512,942 dollars; et d'après une moyenne de dix années, entre 1704 et 1803, l'émission annuelle s'éleva à 21,084,787 dollars. Le produit des mines brésiliennes a grandement fléchi depuis les soixante dernières années; mais, en général, il est évident que toutes les fois que le papier a primé partiellement sur les métaux précieux, comme instrument d'échanges commerciaux, l'approvisionnement moyen a suivi une marche ascendante dans le monde : et ces faits expliquent surabondamment la baisse qui s'est manifestée dans leur valeur.

Cet énorme accroissement des monnaies d'or et d'argent, et la baisse de leur valeur, inséparable du premier phénomène, en provoqueront dans un temps une plus grande consommation, destinée à arrêter graduellement le déclin de leur valeur.

BUCHANAN.

¹ Il a été déjà observé qu'à mesure que l'industrie s'étend et se perfectionne, le produit total du travail de la société devient de plus en plus considérable; et comme la production crée la plupart des objets plus vite que la consommation ne les détruit, il en résulte une abondance toujours croissante des choses propres aux besoins et commodités de la vie, en sorte que chaque individu, à proportion de la place qu'il occupe dans l'ordre social, reçoit une portion plus ample dans la distribution générale du dividende commun, et se trouve ainsi mieux et plus largement pourvu.

Si nous comparons la somme des consommations faites actuellement dans le cours d'une année par un grand propriétaire, par un riche commerçant, par un

quantité des métaux précieux dans un pays, quand elle avait sa source dans l'augmentation de richesse, ne tendait nullement à diminuer leur valeur. L'or et l'argent vont se rendre naturellement dans un pays ri-

bourgeois aisé, par un médecin, par un avocat, par un commis, et ainsi en descendant jusqu'au simple artisan des villes et au petit fermier des campagnes, avec ce qu'était cette consommation il y a cent ou cent cinquante ans, chez des hommes de condition absolument semblable, nous trouverons que la somme a tout au moins triplé ou quadruplé; et comme c'est en argent que nous évaluons toutes choses, cette somme de consommations annuelles sera représentée aujourd'hui par une quantité d'argent trois ou quatre fois plus forte. Ce fait frappe tous les esprits, d'autant plus que les effets de ce progrès étant assez sensibles dans un espace de quarante ou cinquante ans, il est beaucoup de vieillards auxquels il suffit de se rappeler les faits de leur jeunesse pour se convaincre de la vérité de cette observation.

Nous ne remonterons pas, pour le prouver, jusqu'à cette époque où un premier président du parlement de Paris stipulait, dans un bail avec son fermier, que celui-ci amènerait à la ville, à certains jours de l'année, une charrette bien garnie de paille fraîche pour voiturier madame la présidente et ses filles; nous nous arrêterons à ce siècle à jamais célèbre par les chefs-d'œuvre qu'il a produits dans tous les genres de littérature et de beaux-arts, par la politesse et le bon goût dont il nous a laissé tant de modèles, et enfin par la grandeur et la magnificence qui se déployèrent à la cour du prince.

Le comte d'Aubigné, frère de M^{me} de Maintenon, pouvait passer déjà, en 1678, pour un assez grand seigneur. Il fut depuis décoré du cordon bleu, et maria sa fille au fils aîné du maréchal de Noailles, avec une dot de 1500 mille francs de notre monnaie, tant en argent comptant qu'en pierreries. Sa maison, à l'époque où fut écrite la lettre que nous allons citer, sans être très-nombreuse, était composée de dix domestiques, et il y entretenait deux carrosses. Entrons maintenant dans l'intérieur du ménage, et voyons en quoi devait consister la dépense ordinaire, telle que la règle M^{me} de Maintenon, d'après l'expérience qu'elle en a et ce qu'elle en a appris dans le monde, enfin suivant ce qu'elle ferait pour elle-même, si elle ne vivait pas à la cour. Quinze livres de viande de boucherie suffisent par jour à la table des maîtres et à la nourriture des dix domestiques. C'est sur ces quinze livres de viande bouillie qu'on prend une entrée qui sera, dit-elle, tantôt de fraise de veau, tantôt de langues de mouton, etc. Le rôti sera épargné lorsque monsieur dînera en ville ou lorsque madame ne soupera pas. Une bouteille de vin par jour est plus qu'il ne faut pour la table des maîtres. On ne doit consommer qu'une livre de sucre en quatre jours pour une compote qui formera tout le dessert avec la pyramide éternelle de poires et de pommes dont on renouvelle les feuilles. Il n'y a que

che, par la même raison que s'y vont rendre tous les objets de luxe, et de curiosité; ce n'est pas parce qu'ils y sont à meilleur marché que dans des pays plus pauvres, mais c'est parce qu'ils y sont plus chers,

deux feux, celui de la cuisine et un seul pour l'appartement. On ne brûle que deux bougies dans toute la maison, et la livre de six doit durer trois jours. Le compte de chandelle est encore plus curieux. « Je mets une livre de chandelle par jour, « qui est de huit; une dans l'antichambre, une pour les femmes, une pour les cuisines, une pour l'écurie; je ne vois guère que ces quatre endroits où il en faille; « cependant, comme les jours sont courts, j'en mets huit, et si Aimée est nièna- « gère et qu'elle sache serrer les bouts, cette épargne ira à une livre par semaine * ».

Tel doit être l'état de la dépense de cette maison pour tout le cours du mois et de l'année. Or, si nous revenons au temps présent, il n'est pas un bourgeois un peu aisé qui, dans le seul jour de la semaine où il juge à propos de recevoir ses amis à dîner, ne consomme en provisions de bouche de toute espèce, en vin, en sucreries, en dessert, en bois et en lumières, beaucoup plus que n'en consommaient dans tout le cours de la semaine M. et Mme d'Aubigné, sans compter le café, les vins étrangers et plusieurs autres articles qui ne figurent pas dans leur dépense, et qui sont devenus des objets de consommation habituelle pour toute la classe aisée de la société. Nous n'avons pas de détails aussi circonstanciés sur l'économie des habits et de l'ameublement; mais il est à présumer qu'elle était mesurée sur la même proportion que la dépense de table **.

Cet accroissement général dans la quantité des consommations de chaque individu est ce qui a fait monter le taux pécuniaire des traitements et rétributions dans toutes les professions libérales, et dans tous les emplois et services qui s'élèvent au-dessus du simple travail, parce que ces traitements et rétributions sont la représentation d'une plus grande quantité d'objets consommables. Le simple travail même est, par cette raison seule, payé avec un peu plus d'argent qu'il ne l'était autrefois, parce que l'ouvrier est mieux nourri et mieux vêtu.

Les progrès successifs de l'industrie et du commerce, en offrant les objets consommables en plus grande abondance et à moindre prix, ont invité les particuliers à grossir de plus en plus la somme de leur consommation personnelle; et par une réaction naturelle, cet effet a continuellement agi comme cause des progrès ultérieurs de l'industrie, parce que les manufactures et le commerce ne peuvent avoir de plus puissant encouragement que le prompt débit de leurs productions et marchandises.

GARNIER.

* *Lettres de Mme de Maintenon*, tom. I^{er}, p. 93.

** *Lettres de Mme de Maintenon*.

ou parce qu'on donne un meilleur prix pour les obtenir. C'est cette supériorité de prix qui les y attire, et ils cessent nécessairement d'y aller aussitôt que cette supériorité vient à cesser.

J'ai déjà cherché à faire voir qu'à l'exception du blé et des autres végétaux qui sont entièrement le fruit de l'industrie des hommes, toutes les autres espèces de produit brut, le bétail, la volaille, le gibier de tout genre, les fossiles et les minéraux utiles, etc., devenaient naturellement plus chers à mesure que la société s'enrichit et gagne en industrie. Ainsi, quoique ces sortes de denrées viennent à s'échanger contre une plus grande quantité d'argent qu'auparavant, il ne s'ensuit nullement de là que l'argent soit devenu naturellement moins cher ou qu'il achètera moins de travail qu'auparavant, mais seulement que ces denrées sont elles-mêmes devenues réellement plus chères ou qu'elles achèteront plus de travail qu'auparavant. Ce n'est pas seulement leur prix nominal, c'est encore leur prix réel, qui s'élève en proportion des progrès de l'amélioration du pays. La hausse de leur prix nominal n'est pas l'effet d'une dégradation dans la valeur de l'argent, mais l'effet d'une hausse dans leur prix réel.

DES EFFETS DIFFÉRENTS DES PROGRÈS DE LA RICHESSE NATIONALE
SUR TROIS SORTES DIFFÉRENTES DE PRODUIT BRUT.

On peut diviser en trois classes les différentes sortes de produit brut dont nous venons de parler.

La première comprend ces sortes de produits sur la multiplication desquels l'influence de l'industrie humaine est nulle ou à peu près nulle.

La seconde comprend ceux qu'on peut multiplier en proportion de la demande.

La troisième, ceux sur la multiplication desquels l'industrie humaine n'a qu'une puissance bornée ou incertaine.

Dans les progrès que fait un pays en opulence et en industrie, le prix réel de cette première classe de produit peut s'élever jusqu'au degré le plus haut qu'on puisse imaginer, et il ne semble contenu par aucunes bornes. Celui de la seconde classe peut bien monter très-haut, mais il a de certaines limites qu'il ne peut guère dépasser pendant une suite de temps un peu longue. Celui de la troisième classe, quoiqu'il ait une tendance naturelle à s'élever dans l'avancement progressif du pays vers l'opulence, cependant le degré d'avancement du pays étant le même, ce prix peut venir quelquefois à baisser, quelquefois demeurer

fixe, et quelquefois hausser plus ou moins; le tout selon que les efforts de l'industrie humaine réussissent plus ou moins, d'après les diverses circonstances, à multiplier cette sorte de produit brut.

PREMIÈRE CLASSE.

La première source de produit brut dont le prix s'élève dans les progrès que fait l'opulence nationale, c'est celle sur la multiplication de laquelle l'industrie humaine n'a presque aucune espèce de pouvoir; elle consiste dans ces choses que la nature ne donne qu'en certaines quantités, et qui, étant très-périssables, ne peuvent s'accumuler pendant plusieurs saisons de suite. Tels sont la plupart des poissons et oiseaux rares et singuliers; plusieurs différentes espèces de gibier; presque tous les oiseaux sauvages, particulièrement ceux de passage, ainsi que beaucoup d'autres choses. A mesure que croissent la richesse et le luxe qui l'accompagne, la demande de ces sortes de choses doit vraisemblablement croître aussi en même temps, et il n'y a pas d'efforts de l'industrie humaine capables d'augmenter l'approvisionnement de ces choses fort au delà de ce qu'il était avant l'accroissement de la demande. Ainsi la quantité de ces marchandises restant la même ou à peu près la même, tandis que la concurrence des acheteurs va toujours croissant, leur prix peut monter à tous les degrés possibles d'excès, et il ne paraît pas y avoir de bornes pour l'arrêter. Quand même les bécasses deviendraient assez en vogue pour se vendre vingt guinées la pièce, il n'y a pas d'efforts de l'industrie humaine capables d'en faire venir au marché un plus grand nombre, à peu de chose près que ce qui y vient aujourd'hui. C'est ainsi qu'on peut facilement expliquer le haut prix de quelques oiseaux et poissons rares, chez les Romains, au temps de leur plus grande opulence. Ces prix n'étaient point l'effet d'une baisse de la valeur de l'argent à cette époque, mais de la grande valeur de ces choses rares et curieuses que l'industrie humaine ne pouvait pas multiplier à son gré. A l'époque qui précéda la chute de la république romaine, et dans les temps qui suivirent de près cet événement, la valeur de l'argent, à Rome, était plus élevée qu'elle ne l'est aujourd'hui dans la plus grande partie de l'Europe. Le prix auquel la république payait le *modius*, ou quart de boisseau de blé de dîme de Sicile, était de trois sesterces, valant environ 6 den. sterling. Ce prix était pourtant vraisemblablement plus bas que le prix moyen du marché, puisque l'obligation de livrer le blé à ce prix était regardée

comme un tribut imposé sur les laboureurs de la Sicile. Aussi quand les Romains avaient besoin de requérir plus de blé que le montant des dîmes, ils devaient payer le surplus, ainsi qu'ils s'y étaient engagés par capitulation, sur le pied de 4 sesterces ou de 8 deniers sterling le *modius*; et ce prix avait été sans doute regardé comme le prix modéré et raisonnable, c'est-à-dire le prix de contrat moyen et ordinaire de ces temps-là : il revient à environ 21 sch. le quarter. Or, le prix de contrat ordinaire du blé d'Angleterre, qui, en qualité, est inférieur au blé de Sicile, et se vend en général à un plus bas prix dans le marché de l'Europe, était de 28 sch. le quarter avant les dernières années de cherté. Ainsi la valeur de l'argent, dans ces temps anciens, doit avoir été, à sa valeur actuelle, dans la raison inverse de 3 à 4, c'est-à-dire que trois onces d'argent auraient alors acheté la même quantité de travail et de choses consommables¹, que quatre onces en achèteraient aujourd'hui. Lors donc que nous lisons dans Pline ², que Seïus acheta un rossignol blanc pour en faire présent à l'impératrice Agrippine, au prix de 6,000 sesterces, valant environ 50 liv. de notre monnaie, et qu'Asinius Celer ³ acheta un surmulet 8,000 sesterces, valant environ 66 liv. 13 sch. 4 den. de notre monnaie; toute surprenante que nous paraisse l'élévation prodigieuse de ces prix, nous la voyons pourtant encore, au premier coup d'œil, d'un tiers au-dessous de ce qu'elle était réellement. Le prix réel de ces deux choses, la quantité de travail et de subsistances qu'on a cédées pour les avoir, était encore d'un tiers environ plus fort que ce que nous exprime aujourd'hui leur prix nominal. Seïus céda pour le rossignol le droit de disposer d'autant de travail et de subsistances qu'en pourraient acheter maintenant 66 liv. 13 sch. 4 den.; et Asinius Celer, pour son surmulet, se dessaisit du pouvoir d'en commander autant qu'en achèteraient aujourd'hui 88 liv. 13 sch. 9 den. ⁴. L'élévation excessive de ces prix provenait bien moins d'une abondance d'argent, que de l'abondance de travail et de subsistances que ces deux Romains avaient à leur disposition, au delà de ce qu'exigeait leur consommation personnelle; mais la quantité d'argent qu'ils avaient à leur disposition était beaucoup moindre que celle que leur procurerait aujourd'hui la faculté de commander une pareille quantité de travail et de subsistances.

¹ *Histoire naturelle*, liv. X, chap. xxix.

² *Histoire naturelle*, liv. IX, chap. xvii.

DEUXIÈME CLASSE.

La seconde sorte de produit brut dont le prix s'élève dans les progrès de la civilisation, est celle que l'industrie humaine peut multiplier à proportion de la demande : elle consiste dans ces plantes et ces animaux utiles que la nature produit dans les pays incultes avec tant de profusion qu'ils n'ont que peu ou point de valeur, et qui, à mesure que la culture s'étend, sont forcés par elle de céder le terrain à quelque produit plus profitable. Pendant une longue période dans le cours des progrès de la civilisation, la quantité des produits de cette classe va toujours en diminuant, tandis qu'en même temps la demande qu'on en fait va toujours en augmentant. Ainsi leur valeur réelle, la quantité réelle de travail qu'ils peuvent acheter ou commander, s'élève par degrés jusqu'à ce qu'enfin elle monte assez haut pour en faire un produit aussi avantageux que toute autre production venue à l'aide de l'industrie humaine, sur les terres les plus fertiles et les mieux cultivées. Quand elle est arrivée là, elle ne peut guère aller plus haut ; autrement, pour augmenter la quantité du produit, on y consacrerait bientôt plus de terre et plus d'industrie.

Par exemple, quand le prix du bétail s'élève assez haut pour qu'il y ait autant de profit à cultiver la terre en nature de subsistances pour le bétail qu'en nature de subsistances pour l'homme, ce prix ne peut plus guère hausser ; si cela arrivait, une plus grande partie de terre à blé serait bientôt convertie en pâturage. L'extension du labourage, en diminuant la quantité des vaines pâtures, diminue la quantité de viande de boucherie que le pays produisait naturellement sans travail ou sans culture ; et elle en accroît la demande, parce qu'elle augmente le nombre de ceux qui ont du blé, ou, ce qui revient au même, qui ont le prix du blé à donner en échange pour de la viande. Ainsi le prix de la viande de boucherie, et par conséquent du bétail, doit s'élever par degrés, jusqu'à ce qu'il monte assez haut pour qu'on trouve autant de profit à employer les terres les plus fertiles et les mieux cultivées à y faire venir de la nourriture pour le bétail, qu'à y faire venir du blé ; mais il faut que l'avancement ait déjà fait bien des progrès, avant que le labourage se soit assez étendu pour faire monter à ce point le prix du bétail ; et jusqu'à ce que ce prix ait atteint un tel degré, il ira toujours en s'élevant, si le pays est constamment dans un état progressif. Il y a peut-être en Europe des endroits où le prix du bétail n'a pas

encore atteint cette hauteur : il n'y était parvenu dans aucune partie de l'Écosse avant l'union. Si le bétail d'Écosse eût toujours été confiné au marché du pays, il aurait peut-être été presque impossible (dans une contrée où il y a tant de terre qui n'est bonne qu'à nourrir les bestiaux, comparativement à celle qu'on peut employer à d'autres usages) que jamais le prix du bétail se fût élevé assez haut pour qu'il y eût profit à cultiver la terre dans le but d'en nourrir. On a observé qu'en Angleterre, dans le voisinage de Londres, le prix du bétail semblait avoir déjà atteint cette hauteur vers le commencement du siècle dernier ; mais il n'y est parvenu vraisemblablement que bien plus tard dans la plus grande partie des comtés qui sont plus éloignés, et il y en a peut-être quelques-uns où il y est à peine arrivé. Au reste, de tous les différents articles qui composent cette seconde classe de produit brut, le bétail est peut-être celui dont le prix s'élève le premier à cette hauteur, dans le cours des progrès de la civilisation matérielle.

A la vérité, jusqu'à ce que le prix du bétail soit parvenu à ce point, il ne paraît guère possible que la plus grande partie des terres, même de celles qui sont susceptibles de la meilleure culture, soient tout à fait cultivées. Dans toutes les fermes qui sont trop éloignées d'une grande ville pour s'y fournir d'engrais, c'est-à-dire dans la très-majeure partie des fermes de tous les pays étendus, la quantité de terres bien cultivées doit être nécessairement proportionnée à la quantité d'engrais que produit la ferme, et cette quantité d'engrais est aussi elle-même proportionnée au fonds de bétail que la ferme entretient. On engraisse la terre, soit en y laissant paître les bestiaux, soit en les nourrissant dans l'étable et en transportant de là leur fumier sur la terre. Or, à moins que le prix des bestiaux ne soit suffisant pour payer et la rente, et le profit d'une terre cultivée, le fermier ne peut trouver son compte à les mettre en pâture sur une pareille terre, et il l'y trouverait encore moins à les nourrir dans l'étable. Le bétail ne peut être nourri dans l'étable qu'avec le produit d'une terre cultivée et améliorée, parce qu'il faudrait beaucoup trop de travail et de dépense pour faire la récolte du produit maigre et épars des terres vagues et incultes. Ainsi, si le prix des bestiaux ne suffit pas à payer le produit d'une terre mise en valeur et cultivée, quand on les y laisse paître, à plus forte raison ne suffira-t-il pas à payer ce produit, s'il faut ajouter encore à la dépense un surcroît de travail pour le recueillir et le porter à l'étable. Dans cet état de choses donc, on ne peut nourrir dans l'étable, avec profit, plus de bestiaux que ce

qui est nécessaire au labourage : or, ceux-ci ne peuvent jamais donner assez d'engrais pour tenir constamment en bon état toutes les terres qui sont capables de recevoir de la culture. Ce qu'ils en donnent étant insuffisant pour toute la ferme, on le réservera naturellement pour les terres sur lesquelles il y a plus de profit ou de commodité à l'employer ; ce sera pour les plus fertiles, ou peut-être pour celles qui seront voisines des bâtimens de la ferme. Celles-ci seront tenues constamment en bon état et mises en culture ; le reste des terres, pour la plus grande partie, sera laissé en friche, et ne produira guère autre chose qu'une chétive pâture à peine suffisante pour empêcher de mourir de faim quelques bêtes bien maigres, qu'on y laisse errer de côté et d'autre, attendu que la ferme, quoique très-dégarnie de bestiaux, eu égard à ce qui serait nécessaire pour la cultiver complètement, s'en trouve le plus souvent surchargée, eu égard à son produit actuel. Cependant une portion de cette terre en friche, après avoir servi de pâture de cette manière misérable pendant six ou sept années de suite, pourra être labourée, et alors rendre peut-être une ou deux maigres récoltes de mauvaise avoine ou de quelques autres menus grains ; et ensuite se trouvant tout à fait épuisée, elle sera laissée en repos et abandonnée en vaine pâture, comme auparavant, tandis qu'une autre portion sera pareillement labourée, pour être ainsi épuisée et abandonnée à son tour de la même manière. Tel était le système général d'exploitation dans tout le plat pays d'Écosse avant l'union. Les terres qu'on tenait constamment bien fumées et en bon état ne faisaient presque jamais plus d'un tiers ou d'un quart de la totalité de la ferme, et quelquefois n'en formaient pas le cinquième ou même le sixième. Le reste n'était jamais fumé ; mais néanmoins il y en avait une certaine portion qui était à son tour régulièrement cultivée et épuisée. Il est évident que, sous une pareille gestion, cette partie même des terres d'Écosse, qui est susceptible d'une bonne culture, ne pouvait produire que très-peu en comparaison de ce qu'elle est en état de produire. Mais, quelque désavantageux que puisse paraître ce système, cependant, avant l'union, le bas prix des bestiaux le rendait, à ce qu'il semble, presque inévitable. Si, malgré la hausse considérable du prix du bétail, ce système continue encore à dominer dans une assez grande partie du pays, il faut l'attribuer sans doute, en beaucoup d'endroits, à l'ignorance du peuple et à son attachement à ses anciens usages ; mais dans la plupart des endroits, c'est l'effet des obstacles inévitables que le cours naturel des choses oppose à l'établis-

sement prompt et immédiat d'un meilleur système d'économie. Ces obstacles sont : 1^o la pauvreté des tenanciers, qui n'ont pas encore eu le temps d'acquérir un fonds de bétail suffisant pour une culture plus complète de leurs terres, cette même hausse du prix des bestiaux, qui leur ferait trouver du profit à en entretenir un plus grand fonds, leur en rendant aussi l'acquisition plus difficile; et 2^o en supposant qu'ils eussent été dans le cas de l'acquérir, le défaut de temps, qui ne leur a pas encore permis de mettre leurs terres en état d'entretenir convenablement ce plus grand fonds de bétail. L'augmentation du fonds de bétail et l'amélioration de la terre sont deux choses qui doivent marcher de pair, et dont l'une ne peut guère aller plus vite que l'autre. On ne saurait améliorer la terre sans quelque augmentation de bestiaux; mais on ne peut pas faire d'augmentation de bestiaux un peu importante, à moins d'une amélioration déjà considérable de la terre, autrement la terre ne pourrait pas les nourrir. Ces obstacles naturels à l'établissement d'un meilleur système d'exploitation ne peuvent céder qu'à une longue suite de travaux et d'économies; et il faut qu'il s'écoule plus d'un demi-siècle, plus d'un siècle peut-être, avant que l'ancien système, qui se détruit de jour en jour, puisse être complètement aboli dans toutes les différentes parties du pays¹. Au reste, de tous les avantages commerciaux que l'Écosse a retirés de son union avec l'Angleterre, la hausse du prix de son bétail est peut-être le plus grand. Non-seulement cette hausse a ajouté à la valeur de toutes les propriétés des montagnes, mais elle a peut-être encore été la cause principale de l'amélioration des terres dans le plat pays.

Dans toutes les colonies nouvelles, la grande quantité de terres incultes qui ne peuvent pendant beaucoup d'années être employées à autre chose qu'à nourrir des bestiaux, les rend bientôt extrêmement abondants, et en toutes choses la grande abondance engendre nécessairement le bon marché. Quoique tous les bestiaux des colonies européennes de l'Amérique aient été originairement transportés d'Europe, ils y ont bientôt multiplié à un tel point, et y sont devenus de si peu de valeur, qu'on a laissé même les chevaux en liberté dans les bois et sans maître, sans qu'aucun propriétaire voulût prendre la peine de les récla-

¹ Les progrès de l'agriculture et ceux du capital agricole ont été si considérables en Écosse dans ces dernières années, que le vieux système de culture dont parle ici le Dr Smith est généralement abandonné aujourd'hui. BUCHANAN.

mer. Dans de telles colonies, il faut qu'il se soit écoulé bien du temps depuis le premier établissement, pour qu'on en vienne à y trouver du profit à nourrir le bétail avec le produit d'une terre cultivée. Ainsi les mêmes causes, c'est-à-dire le défaut d'engrais et la disproportion entre le capital employé à la culture, et la terre que ce capital est destiné à cultiver, y doivent probablement introduire un système d'exploitation assez semblable à celui qui continue encore à avoir lieu dans plusieurs endroits de l'Écosse. Aussi M. Kalm, voyageur suédois, en rendant compte de l'état de la culture de quelques-unes des colonies anglaises de l'Amérique septentrionale, telle qu'il la trouva en 1749, observait-il qu'il lui fut difficile d'y reconnaître la nation anglaise, si habile dans toutes les diverses branches d'agriculture. « A peine, dit ce voyageur, « fument-ils leurs terres à blé; mais quand une pièce de terre a été « épuisée par des récoltes successives, ils défrichent et cultivent une au- « tre nouvelle pièce de terre, et quand celle-ci est épuisée, ils passent « à une troisième. Ils laissent errer leurs bestiaux à travers les bois et « les terres incultes, où ces animaux meurent presque de faim, ayant « déjà depuis longtemps détruit presque toutes les plantes annuelles des « pâturages, en les broutant de trop bonne heure au printemps, avant « que l'herbe ait eu le temps de pousser sa fleur et de jeter ses semen- « ces ». Les plantes annuelles formaient, à ce qu'il semble, les meilleurs prés naturels de cette partie de l'Amérique septentrionale, et lors des premiers établissements des Européens, elles croissaient ordinairement fort épaisses à la hauteur de trois ou quatre pieds. Une pièce de terre qui, dans le temps où écrivait ce voyageur, ne pouvait nourrir une vache, aurait pu aisément, dans ces premiers temps, à ce qu'on lui assura, en nourrir quatre, dont chacune eût donné quatre fois autant de lait que celle-là pouvait en donner. Suivant lui, c'était cette chétive pâture qui causait la dégradation de leur bétail, dont la race s'abâtardissait sensiblement d'une génération à l'autre. Vraisemblablement ce devait être à peu près comme cette espèce rabougrie si commune dans toute l'Écosse, il y a trente ou quarante ans, et qui s'est si fort amendée aujourd'hui dans la plus grande partie du plat pays, moins par un changement de race (quoiqu'on ait employé cet expédient dans quelques endroits), que par une meilleure méthode de nourrir.

Ainsi, quoique dans les progrès de l'amélioration le bétail n'arrive

¹ *Voyages de Kalm*, vol. I, pages, 343 et 344.

que tard à ce prix qui fait trouver du profit à cultiver la terre exprès pour le nourrir, cependant, de tous les différents articles qui composent cette seconde classe de produit brut, c'est peut-être le premier qui atteigne ce prix, parce que jusqu'à ce qu'il l'ait atteint, il paraît impossible que l'amélioration approche jamais même de ce degré de perfection auquel elle est portée dans plusieurs parties de l'Europe.

Dans cette classe de produit brut, si le bétail est une des premières parties qui atteigne ce prix, le gibier est peut-être une des dernières. Quelque exorbitant que puisse paraître le prix de la venaison en Angleterre, il s'en faut encore qu'il puisse compenser la dépense d'un parc de bêtes fauves, comme le savent très-bien tous ceux qui se sont occupés de la conservation de ce genre de gibier. S'il en était autrement, ce serait bientôt un objet de fermage ordinaire que d'élever des bêtes fauves, comme c'en était un, chez les anciens Romains, d'élever de ces petits oiseaux qu'ils nommaient *turdi*. Varron et Columelle nous assurent que c'était une industrie très-lucrative. On dit que c'en est une en certains endroits de la France que d'engraisser des ortolans, sorte d'oiseaux de passage qui arrivent maigres dans le pays. Si la chair de daim continue à être en vogue, et que la richesse et le luxe augmentent encore en Angleterre, comme ils ont fait depuis quelque temps, le prix de cette sorte de viande pourra vraisemblablement monter encore plus haut qu'il n'est à présent¹.

Entre cette période des progrès de l'amélioration qui porte à son plus haut point le prix d'un article aussi nécessaire que le bétail, et celle qui y porte le prix d'un article aussi superflu que la venaison, il y a un intervalle immense dans le cours duquel plusieurs autres espèces de produit brut arrivent par degrés au plus haut point de leur prix, les unes plus tôt, les autres plus tard, selon les différentes circonstances.

Ainsi, dans toutes les fermes, les rebuts de la grange et de l'étable peuvent entretenir un certain nombre de volailles. Comme celles-ci sont nourries de ce qui serait perdu autrement, on les a seulement pour faire profit de tout; et comme elles ne coûtent presque rien au fermier,

¹ Le daim est un mets extrêmement recherché en Angleterre, et qu'on se procure à grands frais pour les diners d'apparat; mais il est probable que le prix n'en sera jamais assez élevé, ni l'usage assez général pour que ce genre de venaison devienne un objet de spéculation agricole.

il peut trouver encore son compte à les vendre à très-bas prix. Presque tout ce qu'il en retire est gain, et leur prix ne peut guère être assez bas pour le décourager d'en nourrir le même nombre. Mais dans des pays mal cultivés, et par conséquent faiblement peuplés, les volailles qu'on élève ainsi sans frais sont souvent suffisantes pour fournir largement à toute la demande. Ainsi, dans cet état de choses, elles sont souvent à aussi bon marché que la viande de boucherie ou que toute autre nourriture animale. Mais toute la quantité de volaille que la ferme produit ainsi sans frais doit toujours être beaucoup moindre que toute la quantité de viande de boucherie qui s'y élève; et dans les temps d'opulence et de luxe, à mérite presque égal, ce qui est rare est toujours pour cela seul préféré à ce qui est commun. A mesure donc qu'en conséquence de l'amélioration et de l'extension de la culture, l'opulence et le luxe viennent à s'accroître, le prix de la volaille vient aussi à s'élever par degrés au-dessus du prix de la viande de boucherie, jusqu'à ce qu'enfin il monte assez haut pour qu'il y ait profit à cultiver la terre exprès pour en nourrir. Quand le prix est arrivé à ce point, il ne peut plus monter davantage, autrement on consacrerait plus de terre à cet usage. Dans plusieurs provinces de France, la nourriture des volailles est regardée comme un article très-important de l'économie rurale, et comme suffisamment lucratif pour encourager le fermier à cultiver une quantité considérable de blé d'Inde et de sarrasin exprès pour les nourrir. Un fermier médiocre aura quelquefois quatre cents têtes de volailles dans sa basse-cour. En Angleterre, la nourriture des volailles ne paraît pas être encore regardée généralement comme un objet aussi important. Elles sont cependant certainement plus chères en Angleterre qu'en France, puisque l'Angleterre en tire une quantité considérable de ce pays. Dans le cours des progrès de l'amélioration, l'époque à laquelle chaque espèce particulière de viande est le plus chère, doit naturellement être l'époque qui précède immédiatement la pratique générale de cultiver exprès pour multiplier cette viande; car, quelque temps avant que cette pratique s'établisse généralement, il faut bien nécessairement que la rareté ait élevé le prix de cet article de produit. Lorsque la pratique est généralement établie, on découvre communément de nouvelles méthodes d'élever les animaux qui donnent cette viande particulière, de manière que le fermier se trouve en état d'en élever une plus grande quantité sur la même étendue de terre.

Non-seulement l'abondance de cet article l'oblige à vendre à meilleur

marché, mais encore les méthodes perfectionnées le mettent à même de trouver son compte en vendant à meilleur marché; car s'il ne l'y trouvait pas, l'abondance ne pourrait durer longtemps. C'est vraisemblablement ainsi que l'introduction des luzernes, des turneps, des choux, des carottes, etc., a contribué à faire baisser le prix ordinaire de la viande de boucherie au marché de Londres, un peu au-dessous de ce qu'elle était vers le commencement du siècle dernier ¹.

Le cochon, qui trouve à se nourrir dans l'ordure, et qui dévore avidement mille choses que rebutent les autres animaux utiles, est un animal qu'on a, dans l'origine, comme la volaille, pour faire profit de tout. Tant que le nombre de ceux qu'on peut nourrir ainsi pour rien ou presque rien suffit complètement à remplir la demande, cette sorte de viande vient au marché à beaucoup plus bas prix qu'aucune autre. Mais quand la demande excède ce que cette quantité-là peut fournir, quand il devient nécessaire de faire croître de la nourriture exprès pour nourrir et engraisser des porcs, comme on fait pour d'autre bétail, alors le prix de cette viande hausse nécessairement, et devient en proportion ou plus élevé ou plus bas que le prix de l'autre viande de boucherie, suivant que, par la nature du pays et l'état de sa culture, il se trouvera que les cochons coûteront ou plus ou moins à nourrir que d'autre bétail. Selon M. de Buffon, le prix du porc en France est à peu près le même que celui du bœuf. Dans la plupart des endroits de la Grande-Bretagne, il est à présent un peu plus élevé.

On a souvent attribué la hausse considérable du prix des cochons et de la volaille en Angleterre à la diminution du nombre des *cottagers* et autres petits tenanciers; diminution qui, dans tous les endroits de l'Europe, a été le précurseur immédiat de l'amélioration et de la meilleure culture, mais qui en même temps peut bien avoir contribué à élever le prix de ces deux articles un peu plus tôt et un peu plus rapidement qu'il n'aurait fait sans cela. De même que le ménage le plus pauvre peut souvent nourrir un chat ou un chien sans aucune dépense, de même les plus pauvres tenanciers pouvaient ordinairement nourrir presque pour rien quelque peu de volaille ou une truie avec quelques petits. Les restes de leur table, leur petit lait, le lait écrémé et le lait

¹ Il est très-difficile d'établir la quotité des prix à cette époque d'une manière exacte, faute de bases régulières : on ne peut calculer que par approximation.

de beurre faisaient une partie de la nourriture de ces animaux, qui trouvaient à vivre pour le surplus dans les champs du voisinage, sans faire à personne de dommage sensible. Ainsi la diminution du nombre de ces petits tenanciers a dû certainement diminuer de beaucoup la quantité de ces sortes de denrées, qui se produisaient pour rien ou presque rien ; et par conséquent le prix a dû s'en élever et plus tôt et plus rapidement qu'il ne l'eût fait sans cela. Néanmoins il faut toujours, dans le cours des progrès de l'amélioration, que ce prix monte, plus tôt ou plus tard, à son *maximum*, c'est-à-dire au prix qui peut payer le travail et la dépense de cultiver la terre par laquelle ces sortes d'animaux sont nourris, tout comme ce travail et cette dépense sont payés par la majeure partie des autres terres cultivées.

C'est aussi originairement pour mettre tout à profit que l'on établit la laiterie, tout comme on nourrit d'abord des cochons et de la volaille. Le bétail qu'on est obligé de tenir dans la ferme donne plus de lait qu'il n'en faut pour élever les petits et pour la consommation du ménage du fermier, et cet excédant est encore plus fort dans une saison particulière. Or, de toutes les productions de la terre, le lait est peut-être la plus périssable. Dans les temps chauds, où il est le plus abondant, à peine se garde-t-il vingt-quatre heures. Le fermier en convertit une petite partie en beurre frais, laquelle par ce moyen pourra se garder pendant une semaine; une autre en beurre salé, qui se conservera pendant une année, et une beaucoup plus grande partie en fromage, qui pourra se garder plusieurs années. Il réserve une partie de toutes ces choses pour l'usage de sa famille; le reste va au marché pour y être donné au meilleur prix qu'on en pourra trouver, et ce prix ne peut guère être assez bas pour le décourager d'y envoyer tout ce qui excède la consommation de son ménage. A la vérité, si le prix est extrêmement bas, il est probable que le fermier tiendra tout ce qui concerne le laitage d'une manière fort négligée et fort malpropre; il ne pensera guère que cet article vaille la peine d'avoir exprès un bâtiment ou une pièce particulière, mais il laissera faire tout le travail de la laiterie dans sa cuisine, au milieu de la fumée, de la mauvaise odeur et des ordures, comme cela se pratiquait dans presque toutes les fermes d'Écosse il y a trente ou quarante ans, et comme cela se fait encore dans plusieurs. Les mêmes causes qui font monter par degrés le prix de la viande de boucherie, c'est-à-dire l'accroissement de la demande et la diminution de la quantité de bétail qu'on peut nourrir pour rien ou

presque rien, résultat nécessaire de l'amélioration du pays, concourent de la même manière à faire monter en valeur le produit de la laiterie, produit dont le prix a une connexion naturelle avec celui de la viande de boucherie ou avec la dépense que coûte la nourriture du bétail. L'augmentation de ce prix paye un surcroît de peine, de soins et de propreté. Le laitage mérite alors davantage l'attention du fermier, et sa qualité se perfectionne de plus en plus. Le prix enfin en monte assez haut pour qu'il vaille la peine qu'on emploie quelques-unes des terres les plus fertiles et les mieux cultivées à nourrir des bestiaux exprès pour en avoir le lait; et quand le prix a monté jusqu'à ce point, il ne peut guère aller plus haut. S'il montait davantage, on y consacrerait bientôt plus de terre ¹. Il paraît qu'il a atteint ce *maximum* dans la majeure partie de l'Angleterre, où communément on emploie à cet objet beaucoup de bonnes terres. Si vous en exceptez le voisinage d'un petit nombre de grandes villes, il ne paraît pas encore être arrivé à ce point dans aucun endroit de l'Écosse, où il est rare de voir les fermiers ordinaires consacrer beaucoup de bonnes terres à nourrir des bestiaux, uniquement pour leur lait. Le prix de ce produit est vraisemblablement encore trop bas pour le permettre, quoique depuis quelques années il ait considérablement monté. Il est vrai que, comparé au laitage d'Angleterre, l'infériorité de qualité répond bien en entier à celle du prix; mais cette infériorité de qualité est peut-être plutôt l'effet de la modicité du prix qu'elle n'en est la cause. Quand même la qualité serait beaucoup meilleure qu'elle n'est, j'imagine que dans l'état actuel du pays la plus grande partie de ce qu'on en porte au marché ne pourrait pas y trouver de débit à un beaucoup plus haut prix; et il est vraisemblable, d'un autre côté, que le prix actuel ne pourrait pas payer la dépense de terre et de travail nécessaire pour produire du lait d'une beaucoup meilleure qualité. Quoique le laitage soit à un prix plus élevé dans la majeure partie de l'Angleterre, cependant cette nature d'emploi

¹ Le prix du lait peut facilement dépasser cette limite dans une grande ville, parce qu'il est impossible de le faire venir d'une certaine distance, et que les terres environnantes ne sont pas toujours en état d'y suffire. C'est ce qui arrive à Londres : la plupart des terres voisines sont consacrées au pâturage, qui leur fait produire un revenu plus élevé que par la culture du blé. Au delà de cette limite, le lait doit être converti en beurre et en fromage, qui ne procurent pas un profit aussi avantageux.

de la terre ne passe pas pour avoir une supériorité d'avantages sur la culture du blé ou l'engrais du bétail, qui sont les deux principaux objets de l'agriculture : donc cette nature d'emploi ne peut pas même avoir encore l'égalité d'avantages dans la majeure partie de l'Écosse.

Il est évident que les terres d'un pays ne peuvent jamais parvenir à un état d'amélioration et de culture complète, avant que le prix de chaque produit que l'industrie humaine se propose d'y faire croître ne soit d'abord monté assez haut pour payer la dépense d'une amélioration et d'une culture complète. Pour que les choses en soient là, il faut que le prix de chaque produit particulier suffise à payer d'abord la rente d'une bonne terre à blé, qui est celle qui règle la rente de la plupart des autres terres cultivées, et à payer en second lieu le travail et la dépense du fermier, aussi bien qu'ils se payent communément sur une bonne terre à blé; ou bien, en autres termes, à lui rendre, avec les profits ordinaires, le capital qu'il y emploie. Cette hausse dans le prix de chaque produit particulier doit évidemment précéder l'amélioration et la culture de la terre destinée à faire naître ce produit. Le gain est le but qu'on se propose dans toute amélioration, et rien de ce qui entraîne à sa suite une perte nécessaire ne peut s'appeler amélioration. Or, préparer et cultiver la terre dans la vue d'y faire naître un produit dont le prix ne rapporterait jamais la dépense, est une chose qui entraîne avec soi une perte nécessaire. Ainsi, si l'amélioration et la culture complète d'un pays est le plus grand de tous les avantages publics, comme on n'en peut faire aucun doute, cette hausse dans le prix de toutes ces différentes sortes de produit brut, bien loin d'être regardée comme une calamité publique, doit être regardée comme l'avant-coureur et comme la suite nécessaire du plus grand de tous les avantages pour la société.

Ce n'est pas non plus par l'effet d'une dégradation dans la valeur de l'argent, mais c'est par l'effet d'une hausse dans leur prix réel, que le prix nominal ou en argent de toutes ces différentes sortes de produit brut a haussé. Elles en sont venues à valoir, non une plus grande somme d'argent, mais une plus grande quantité de travail et de subsistances qu'auparavant. Comme il en coûte une plus grande dose de travail et de subsistances pour les faire venir au marché, par cela même elles en représentent ou en valent une plus grande quantité quand elles y sont venues ¹.

¹ Ce n'est pas parce qu'il en coûte davantage pour les porter au marché qu'on

TROISIÈME CLASSE.

La troisième et dernière classe de produit brut dont le prix s'élève naturellement dans les progrès que fait l'amélioration d'un pays, c'est cette espèce de produit sur la multiplication duquel l'industrie humaine n'a qu'un pouvoir limité ou incertain. Ainsi, quoique le prix réel de cette classe de produit brut tende naturellement à s'élever dans le cours des progrès de l'amélioration, néanmoins, selon que, d'après différentes circonstances accidentelles, les efforts de l'industrie humaine se trouvent réussir plus ou moins à augmenter la quantité de ce produit, il peut se faire que ce prix vienne quelquefois à baisser, qu'il se soutienne quelquefois au même taux dans des périodes d'amélioration très-différentes, et quelquefois qu'il hausse plus ou moins dans une même période d'amélioration.

Il y a certaines espèces de produits bruts qui sont par leur nature en quelque sorte accessoires et dépendants d'une autre espèce; de manière que la quantité de l'une de ces espèces qu'un pays peut fournir est nécessairement limitée par la quantité de l'autre. Par exemple, la quantité de laines ou de peaux crues qu'un pays peut fournir est nécessairement limitée par le nombre du gros et menu bétail qu'on y entretient, et ce nombre est encore déterminé nécessairement par l'état de l'amélioration de ce pays et la nature de son agriculture.

On pourrait penser que les mêmes causes qui, dans le progrès de l'amélioration, font hausser par degrés le prix de la viande de boucherie, devraient produire le même effet sur le prix des laines et des peaux crues, et faire monter aussi ce prix à peu près dans la même proportion. Il en serait ainsi vraisemblablement si, dans les premiers commencements informes de la civilisation, le marché pour les dernières de ces productions était renfermé dans des bornes aussi étroites que le marché pour la première; mais communément leurs marchés respectifs sont d'une étendue extrêmement différente.

Presque partout le marché pour la viande de boucherie est borné au pays qui la produit. A la vérité, l'Irlande et quelques parties de l'Amérique anglaise font un commerce assez important en viandes salées, mais ce sont, je pense, les seuls pays du monde commerçant qui exportent à d'autres pays une partie considérable de leur viande de boucherie.

peut les vendre à plus haut prix; c'est parce qu'une plus forte demande en élève le prix, indépendamment de ce qu'elles ont primitivement coûté. BECHANAN.

Au contraire, le marché pour la laine et les peaux crues, dans ces commencements informes, est bien rarement borné au pays qui les produit. La laine, sans qu'il soit besoin d'aucun apprêt, les peaux crues, avec fort peu d'apprêt, se transportent facilement dans les pays éloignés; et comme ce sont les matières de beaucoup d'ouvrages de manufactures, l'industrie des autres pays peut donner lieu à une demande pour ces denrées, quand même celle du pays qui les produit n'en occasionnerait aucune.

Dans les pays mal cultivés, et qui par conséquent ne sont que très-faiblement peuplés, le prix de la laine et de la peau est toujours beaucoup plus grand, relativement à celui de la bête entière, que dans les pays qui, étant plus avancés en richesse et en population, ont une plus grande demande de viande de boucherie. M. Hume observe que du temps des Saxons la toison était estimée valoir deux cinquièmes de la valeur de la brebis entière, et que cette proportion est fort au-dessus de l'estimation actuelle. On m'a assuré que dans quelques provinces d'Espagne il arrivait fréquemment de tuer une brebis uniquement pour avoir la toison et le suif; on laisse le corps pourrir sur la terre, ou servir de pâture aux bêtes et aux oiseaux de proie. Si cela arrive quelquefois même en Espagne, c'est presque toujours le cas au Chili, à Buenos-Ayres et dans plusieurs autres endroits de l'Amérique espagnole, où on ne tue guère les bêtes à cornes que pour leur cuir et leur suif seulement. C'était aussi l'usage presque constant dans la partie espagnole de Saint-Domingue, quand cette île était infestée par les boucaniers, et avant que l'établissement des colonies françaises, qui s'étendent maintenant autour des côtes de presque toute la moitié occidentale de cette île, eussent, par leur industrie et leur population, donné quelque valeur au bétail des Espagnols, qui sont encore en possession, non-seulement de la partie orientale de la côte, mais encore de toute la partie intérieure et des montagnes ¹.

Quoique, dans l'avancement des arts et de la population, le prix de la bête entière s'élève nécessairement, cependant il est vraisemblable que cette hausse portera beaucoup plus sur le prix du corps de la bête que sur celui de la laine et de la peau. Le marché pour le corps de la bête, qui, dans l'état d'une civilisation ébauchée, se trouve toujours borné au pays qui la produit, doit nécessairement s'agrandir dans la

¹ Il est inutile de rappeler ici combien les temps sont changés. A. B.

même proportion que l'industrie et la population du pays. Mais comme le marché pour la laine et les peaux, même dans un pays encore barbare, s'étend souvent à tout le monde commerçant, il ne peut presque jamais s'agrandir dans cette même proportion. L'amélioration d'un pays particulier ne peut plus guère influer sur l'état du monde commerçant, et après cette amélioration le marché pour ces denrées peut rester le même ou à peu près le même qu'il était auparavant. Cependant, dans le cours naturel des choses, cette amélioration doit bien lui donner quelque avantage, surtout si les manufactures dont ces denrées sont les matières premières venaient à fleurir dans le pays; le marché, sans être fort agrandi par là, se trouverait au moins beaucoup plus rapproché qu'auparavant du lieu où croissent ces matières, et le prix de celles-ci augmenterait au moins de ce qu'on avait eu coutume de dépenser pour les transporter au loin. Ainsi, quoique ce prix ne puisse pas s'élever dans la même proportion que celui de la viande de boucherie, il doit naturellement s'élever de quelque chose, ou du moins il ne doit certainement pas baisser.

Cependant, malgré l'état florissant des manufactures en Angleterre, le prix des laines anglaises a baissé considérablement dans ce pays depuis le temps d'Édouard III. Il y a une foule de preuves authentiques qui démontrent que pendant le règne de ce prince (vers le milieu du quatorzième siècle, ou environ vers 1339), ce qui était regardé comme le prix modéré et raisonnable de la balle ou de vingt-huit livres de laine, poids d'Angleterre, n'était pas à moins de 10 schellings de l'argent d'alors¹, contenant, sur le pied de 20 deniers l'once, 6 onces d'argent, poids de la Tour, valant environ 30 schellings de notre monnaie actuelle. Aujourd'hui on regarderait 21 schellings comme un bon prix pour la balle de vingt-huit livres de la plus belle laine d'Angleterre. Ainsi le prix pécuniaire de la laine, au temps d'Édouard III, était à son prix pécuniaire d'aujourd'hui comme 10 est à 7. La supériorité de son prix réel était encore plus forte. Dix schellings étaient dans ce temps-là le prix de douze boisseaux de blé, sur le pied de 6 schellings 8 deniers le quarter. Aujourd'hui, à raison de 28 schellings le quarter, 21 schellings ne valent que six boisseaux. Ainsi la proportion des deux prix réels est comme 12 est à 6, ou comme 2 est à 1. Une balle de vingt-huit livres

¹ Voyez *Mémoires sur la laine*, par Smith, vol. I, chap. v, vi et vu, et le vol. II, chap. CLXXVI.

de laine aurait acheté, dans ces temps anciens, deux fois la quantité de subsistances qu'elle achèterait à présent, et par conséquent deux fois la quantité de travail, si dans l'une et l'autre de ces deux périodes la récompense du travail eût été la même ¹.

Cette dégradation, tant dans le prix nominal que dans le prix réel des laines, n'aurait jamais pu arriver dans le cours naturel des choses. Aussi a-t-elle été l'effet de la contrainte et de l'artifice. Elle procède : 1° de la prohibition absolue d'exporter de la laine de l'Angleterre ² ; 2° de la permission de l'importer de l'Espagne sans payer de droits ; 3° de la défense de l'exporter de l'Irlande en tout autre pays qu'en Angleterre ³. En conséquence de ces réglemens, le marché pour la laine

¹ Il y a de fortes raisons de douter de l'exactitude des prix sur lesquels le Dr Smith raisonne avec confiance, et toutes les comparaisons de ce genre avec le passé ne sont que de pures conjectures. Ainsi, d'après certains documents réunis par Smith, il paraîtrait que le prix du blé est tombé quelquefois à 1 schelling le *quarter*, pour s'élever à 4 livres sterling et 16 schellings, ou même à plus de 6 livres 8 schellings. De pareilles fluctuations sont évidemment impossibles. Une hausse de prix de 128 pour cent, fût-elle le résultat d'un très-long espace de temps, aurait été la preuve d'une disette aussi funeste que la famine, et l'on n'en trouve la preuve dans aucun document authentique.

BUCHANAN.

² Les lois sur la laine dont parle ici Adam Smith ont toutes été abrogées en Angleterre. La laine peut être importée et exportée librement moyennant un denier ou penny par livre, si elle vaut 1 schelling la livre, et 1/2 denier, soit environ 6 centimes par livre, si elle est au-dessous de ce prix.

A. B.

³ En déclarant que les lois qui prohibent l'exportation de la laine ont contribué à en maintenir le prix dans des limites inférieures, le Dr Smith attribue, comme d'ordinaire, de trop grands effets aux mesures artificielles de la législation, quoique ses propres principes suffisent pour démontrer que dans les circonstances actuelles du pays le prix de la laine ne peut avoir été que légèrement modifié par des restrictions de ce genre. Son argument est que le marché national étant encombré de laines par l'effet de la prohibition qui menace l'exportation, elles doivent être violemment maintenues au-dessous de leur prix naturel. Il déclare aussi que la permission d'importer les laines espagnoles en franchise, en ajoutant à la concurrence sur le marché national, a dû fortement secourir cette modicité dans leur prix. Mais si les laines espagnoles ont été importées, n'est-il pas clair que c'est en raison de l'insuffisance de l'approvisionnement national, et que la loi prohibant l'exportation ne pourrait dès lors produire aucun mal réel ? Car en effaçant la prohibition, il n'est pas vraisemblable qu'on eût expédié des laines hors d'un pays qui n'en produisait pas une quantité suffisante pour sa propre consommation.

d'Angleterre, au lieu d'avoir reçu quelque extension par l'amélioration de ce pays, a été confiné au marché intérieur, où la laine de tous les autres pays peut venir en concurrence avec elle, et où celle d'Irlande est forcée d'y venir¹. Comme d'ailleurs les manufactures de laine en Irlande sont aussi découragées que peuvent le permettre la justice et la bonne foi du commerce, les Irlandais ne peuvent mettre en œuvre qu'une très-petite quantité de leurs laines, et ils sont en conséquence obligés d'en envoyer une plus grande quantité en Angleterre, qui est le seul marché où il leur soit permis d'en expédier.

Je n'ai pas trouvé des renseignements aussi authentiques sur le prix des peaux crues dans les temps anciens. La laine était ordinairement payée au roi comme subside, et son évaluation dans le subside atteste au moins, à un certain point, quel était son prix ordinaire. Mais il ne paraît pas qu'il en fût de même pour les peaux crues : cependant on trouve dans Fleetwood un compte de 1425, entre le prier de Burcester-Oxford et un de ses chanoines, qui nous donne ce prix, du moins tel qu'il fut établi dans cette circonstance particulière ; savoir : pour cinq cuirs de bœuf, 12 schellings ; pour cinq cuirs de vache, 7 schellings 3 deniers ; pour trente-six peaux de mouton de deux ans, 9 schellings ; pour seize peaux de veau, 2 schellings. En 1425, 12 schellings contenaient environ la même quantité d'argent que 24 de notre monnaie actuelle. Ainsi, à ce compte, un cuir de bœuf valait autant d'argent qu'il y en a dans 4 schellings quatre cinquièmes de notre monnaie actuelle ; son prix nominal était de beaucoup plus bas qu'aujourd'hui. Mais dans ces temps-là, où le blé

D'ailleurs, l'approvisionnement ne répondant pas à la demande dans le pays, la marchandise a dû nécessairement, et indépendamment de l'exportation, atteindre un prix très-favorable, sans lequel le marché n'eût pu être pourvu par l'étranger.

BUCHANAN.

¹ Il y a lieu de penser que le Dr Smith a exagéré l'influence des restrictions apportées au commerce des laines. Il est probable qu'elles ont pu avoir quelque effet en faisant baisser le prix de la laine très-longue, employée par les fabriques de tricots et d'étoffes rases, article qui passe pour être de qualité supérieure en Angleterre. Mais le fait que d'énormes quantités de laine d'Allemagne, d'Espagne, d'Australie et d'autres pays, employée dans les principales branches des fabriques de draps, ont été régulièrement importées en Angleterre pendant une longue suite d'années, nous prouve que les prix de la majeure partie des laines anglaises ont été plus élevés, en moyenne, que le prix de la laine du continent.

MAC CULLOCH.

était sur le pied de 6 schellings 8 deniers le quarter, 12 schellings en auraient acheté 14 boisseaux et quatre cinquièmes de boisseau, lesquels coûteraient aujourd'hui, à raison de 3 schellings 6 deniers le boisseau, 51 schellings 4 deniers. Ainsi un cuir de bœuf, dans ces temps-là, aurait acheté autant de blé que 10 schellings 3 deniers en achèteraient à présent. Sa valeur réelle était égale à 10 schellings 3 deniers de notre monnaie actuelle. Dans ces temps anciens, où le bétail était à demi mourant de faim pendant la plus grande partie de l'hiver, il n'est pas à présumer qu'il fût d'une très-belle taille. Un cuir de bœuf qui pèse quatre stones¹ de seize livres *avoir du poids*, n'est pas regardé actuellement comme très-chétif, et aurait vraisemblablement passé pour très-beau dans ces temps-là. Or, un cuir de cette espèce, à raison d'une *demi-couronne*² le stone, qui est en ce moment (février 1773) le prix ordinaire, ne coûterait aujourd'hui que 10 schellings. Ainsi, quoique son prix nominal soit maintenant un peu plus haut qu'il n'était dans ces anciens temps, son prix réel, la quantité réelle de subsistances qu'il achètera ou dont il disposera, est plutôt de quelque chose au-dessous. Le prix des cuirs de vache, tel qu'il est porté dans le compte ci-dessus, approche beaucoup de sa proportion ordinaire avec le prix des cuirs de bœuf. Le prix des peaux de mouton est fort au-dessus de cette proportion : probablement qu'elles furent vendues avec leur laine ; celui des peaux de veau, au contraire, est de beaucoup au-dessous. Dans les pays où le prix du bétail est fort bas, les veaux qu'on n'a pas dessein d'élever pour entretenir le fonds de bétail de la ferme sont en général tués très-jeunes : on en usait ainsi en Écosse il y a vingt ou trente ans. On épargne le lait que leur prix ne suffirait pas à payer ; en conséquence leurs peaux ne sont ordinairement pas bonnes à grand'chose.

Le prix des peaux crues est de beaucoup plus bas aujourd'hui qu'il n'était il y a quelques années ; ce qui vient vraisemblablement de la suppression du droit sur les peaux de veau-marin³, et de la permission qui a été donnée, en 1769, pour un temps limité, d'exporter les peaux crues de l'Irlande et des colonies, franchises de droits. En faisant un taux

¹ Le *stone* est un poids usité pour certaines denrées particulières, notamment pour les cuirs.

² Environ trois francs.

³ Les diverses peaux marines font un article considérable des pêches dans les mers du Nord, et notamment dans le commerce du Groënland.

moyen pour tout ce siècle, leur prix réel a vraisemblablement été tant soit peu plus haut qu'il n'était dans ces anciens temps. La nature de cette denrée ne la rend pas tout à fait aussi propre à être transportée au loin que la laine. Elle risque plus à être gardée. Un cuir salé est regardé comme inférieur à un cuir frais, et se vend moins cher. Cette circonstance doit nécessairement tendre à faire baisser le prix des peaux crues produites dans un pays qui ne les manufacture point, mais qui est obligé de les exporter, et à élever comparativement le prix de celles qui sont produites dans un pays où on les manufacture. Elle doit tendre à faire baisser leur prix dans un pays barbare, et à le faire hausser dans un pays riche et manufacturier. Elle doit donc avoir eu quelque tendance à le faire baisser dans l'ancien temps, et à le faire monter dans celui-ci. Et puis, nos tanneurs n'ont pas tout à fait si bien réussi que nos fabricants de draps à persuader à la sagesse nationale que le salut de la chose publique dépendait de la prospérité de leur manufacture particulière. Ils ont en conséquence été bien moins favorisés. A la vérité, on a prohibé l'exportation des peaux crues, et on l'a déclarée *délit public*¹. Mais leur importation des pays étrangers a été assujettie à un droit; et quoique ce droit ait été supprimé pour cinq années seulement sur celles importées de l'Irlande et de nos colonies, cependant l'Irlande n'a pas été restreinte au seul marché de la Grande-Bretagne pour la vente de l'excédant de ses peaux ou de celles qui ne sont pas manufacturées chez elle. Il n'y a que très-peu d'années que les peaux du bétail commun ont été mises au nombre des marchandises que les colonies ne peuvent envoyer ailleurs qu'à la mère-patrie², et enfin le commerce d'Irlande n'a pas, sur cet article, été opprimé jusqu'à présent dans la vue de soutenir les manufactures de la Grande-Bretagne.

Tous les règlements, quels qu'ils soient, qui tendent à abaisser le prix, soit de la laine, soit de la peau crue, au-dessous de ce qu'il serait naturellement, doivent nécessairement, dans un pays cultivé et amélioré, avoir quelque tendance à faire hausser le prix de la viande de boucherie. Il faut que le prix du bétail qu'on nourrit sur une terre améliorée et cultivée, soit gros, soit menu bétail, suffise à payer la rente et le profit que le propriétaire et le fermier sont en droit d'attendre d'une

¹ On déclare *nuisances* tout ce qui est censé délit public et de nature à être poursuivi, par voie de plainte ou accusation, à la requête du ministère public.

² Ce sont les marchandises *énumérées*. Voyez liv. IV, chap. vu.

terre améliorée et cultivée. Sans cela ceux-ci cesseraient bientôt d'en nourrir. Ainsi toute partie de ce prix qui ne se trouve pas payée par la laine et la peau, il faut que le corps la paye. Moins on paye pour l'un de ces articles, plus il faut payer pour l'autre. Pourvu que le propriétaire et le fermier trouvent tout leur prix, il leur importe peu comment il sera réparti sur les différentes parties de la bête. Ainsi, comme propriétaires et comme fermiers, dans tout pays cultivé et amélioré, ils ne peuvent guère être lésés par de tels réglemens, quoiqu'ils puissent en souffrir comme consommateurs, par la hausse du prix des vivres. Cependant il en serait tout autrement dans un pays sans amélioration et sans culture, où la majeure partie des terres ne pourrait être employée qu'à nourrir des bestiaux, et où la laine et la peau feraient la plus grande partie de la valeur de l'animal. Dans ce cas leur intérêt, comme propriétaires et comme fermiers, souffrirait extrêmement de semblables réglemens, et leur intérêt, comme consommateurs, en souffrirait très-peu. Dans ce cas, la baisse du prix de la laine et de la peau ne ferait pas monter le prix du corps de la bête, parce que la majeure partie des terres du pays ne pouvant servir qu'à nourrir du bétail, on en nourrirait toujours tout autant. Il viendrait toujours au marché la même quantité de viande de boucherie. La demande n'en serait pas plus forte qu'auparavant ; ainsi son prix resterait le même. Le prix total de l'animal baisserait, et, avec lui, tant la rente que le profit de toutes ces terres dont le bétail faisait le produit principal, c'est-à-dire de la majeure partie des terres du pays. Dans de telles circonstances, la prohibition perpétuelle d'exporter la laine, qu'on attribue communément, mais à tort, à Édouard III, eût été le règlement le plus destructif qu'on eût pu jamais imaginer. Non-seulement il aurait diminué la valeur alors actuelle de la majeure partie des terres, mais encore, en abaissant le prix de l'espèce de menu bétail la plus importante, il aurait prodigieusement retardé l'amélioration ultérieure du royaume.

Le prix des laines d'Écosse baissa considérablement par suite de l'union avec l'Angleterre, par laquelle elles furent exclues du grand marché de l'Europe, et confinées dans les bornes étroites du marché de la Grande-Bretagne. Cet événement aurait extrêmement influé sur la valeur de la majeure partie des terres des comtés méridionaux d'Écosse, qui sont principalement des pays de moutons, si la baisse du prix de la laine n'eût été largement compensée par la hausse de celui de la viande de boucherie.

Si, d'un côté, le pouvoir de l'industrie humaine sur la multiplication de la laine et des peaux crues est limité dans ses effets, en tant qu'il dépend du produit du pays dans lequel s'exerce cette industrie, d'un autre côté, ce pouvoir est incertain dans ses effets en tant qu'il dépend du produit des autres pays; et à cet égard il en dépend bien moins à raison de la quantité que ces autres pays produisent, qu'à raison de la quantité qu'ils ne manufacturent pas eux-mêmes, et aussi à raison des restrictions qu'ils jugeront ou ne jugeront pas à propos de mettre à l'exportation de cette espèce de produit brut. Ces circonstances, étant entièrement indépendantes de l'industrie nationale, apportent nécessairement plus ou moins d'incertitude dans le succès de ses efforts. Aussi l'industrie humaine trouve non-seulement des bornes, mais encore de l'incertitude dans les efforts qu'elle peut faire pour multiplier cette espèce de produit brut.

Ses efforts sont également bornés et incertains pour la multiplication d'une autre sorte de produit brut très-important; c'est la quantité de poisson mise au marché. Ils sont bornés par la situation locale du pays, par la distance ou la proximité où ses différentes provinces sont de la mer, par le nombre de ses lacs et de ses rivières, et enfin par ce qu'on peut appeler la fertilité ou stérilité de ces mers, lacs et rivières, quant à cette espèce de produit brut. A mesure que la population augmente, à mesure que le produit annuel de la terre et du travail du pays grossit de plus en plus, le nombre des acheteurs de poisson doit augmenter, et ces acheteurs possèdent une plus grande quantité et une plus grande diversité d'autres marchandises, ou, ce qui est la même chose, le prix d'une plus grande quantité et d'une plus grande diversité d'autres marchandises pour acheter ce poisson. Mais, en général, il sera impossible d'approvisionner ce marché ainsi agrandi et étendu, sans employer pour cela une quantité de travail qui croisse au delà de la proportion de celle qu'exigeait l'approvisionnement de ce marché quand il était circonscrit dans des limites plus étroites. Un marché qui, d'abord approvisionné avec mille tonneaux de poisson, vient par la suite à en absorber dix mille tonneaux, ne pourra guère être alors approvisionné à moins d'un travail qui sera plus que décuple du travail qu'il fallait pour l'approvisionner dans le premier état. Il faut alors, en général, aller chercher le poisson à de plus grandes distances; il faut employer de plus grands bâtiments et mettre en œuvre des machines plus dispendieuses en tout genre. Ainsi le prix réel de cette denrée doit augmenter naturellement

dans les progrès que fait l'amélioration; c'est aussi, à ce que je crois, ce qui est arrivé, plus ou moins, en tout pays.

Quoique ce soit une chose fort incertaine que le succès de tel ou tel jour de pêche en particulier, cependant la situation locale du pays une fois donnée, si vous prenez en somme tout le cours d'une année ou de plusieurs années ensemble, l'effet général du travail nécessaire, dirait-on, pour amener au marché telle ou telle quantité de poisson, paraît être assez certain; et dans le fait, il n'y a pas de doute que cela ne soit. Cependant, comme cet effet dépend plus de la situation locale du pays que de l'état de sa richesse et de son industrie; comme d'après cela cet effet, dans les différents pays, peut être le même, quoique les degrés d'amélioration de ces pays soient très-différents, ou être fort différent, les degrés d'amélioration étant les mêmes, il en résulte que sa liaison avec l'état d'amélioration du pays est une chose incertaine, et c'est de cette espèce d'incertitude que j'entends parler ici.

Quant à l'augmentation de quantité des divers minéraux et métaux qu'on tire des entrailles de la terre, et particulièrement des plus précieux, le pouvoir de l'industrie humaine ne paraît pas être borné, mais il paraît être tout à fait incertain dans ses effets.

La quantité de métaux précieux qui peut exister dans un pays n'est bornée par rien qui tienne à la situation locale de ce pays, comme la fertilité ou la stérilité de ses propres mines. Ces métaux se trouvent souvent en abondance dans les pays qui ne possèdent point de mines. Leur quantité, dans chaque pays en particulier, paraît dépendre de deux circonstances différentes. La première, c'est le pouvoir qu'il a d'acheter, c'est l'état de son industrie, c'est le montant du produit annuel de ses terres et de son travail: circonstance qui le met en état d'employer une quantité plus grande ou plus petite de travail et de subsistances, à faire venir ou à acheter des superfluités, telles que sont l'or et l'argent, soit de ses propres mines, soit de celles des autres pays. La seconde, c'est l'état de fécondité ou de stérilité des mines qui, au moment dont il s'agit, approvisionneront de ces métaux le monde commerçant. Cette fécondité ou stérilité des mines doit influer plus ou moins sur la quantité de ces métaux dans les pays les plus éloignés des mines, à cause de la facilité et du peu de frais du transport de cette marchandise, résultant de son peu de volume et de sa grande valeur. L'abondance des mines de l'Amérique a dû avoir plus ou moins d'effet sur la quantité de ces métaux à la Chine et dans l'Indostan.

En tant que la quantité de ces métaux dans un pays particulier dépend de la première de ces deux circonstances (le pouvoir d'acheter), leur prix réel, comme celui de toute autre chose superflue et de luxe, doit vraisemblablement monter à mesure de la richesse et de l'amélioration du pays, et baisser à mesure de sa pauvreté et de sa décadence. Les pays qui ont une grande quantité de travail et de subsistances au delà de leur besoin sont en état de dépenser, pour avoir une certaine quantité de ces métaux, une plus grande somme de travail et de subsistances que les pays qui en ont moins au delà du nécessaire.

En tant que la quantité de ces métaux, dans un pays particulier, dépend de la seconde de ces circonstances (la fécondité ou stérilité des mines qui se trouvent alors approvisionner le monde commerçant), leur prix réel, la quantité réelle de travail et de subsistances qu'ils achèteront, ou pour laquelle on les échangera, baissera sans aucun doute plus ou moins en proportion de la fécondité de ces mines, et haussera plus ou moins en proportion de leur stérilité.

La fécondité ou stérilité des mines qui se trouvent, à époque donnée, approvisionner le monde commerçant est toutefois une circonstance qui évidemment ne peut avoir aucune sorte de liaison avec l'état de l'industrie dans un pays quelconque. Elle semble même n'avoir aucune liaison nécessaire avec l'état de l'industrie du monde en général. Il est vrai qu'à mesure que les arts et le commerce viennent à se répandre sur une plus grande partie du globe, la recherche des mines nouvelles offrant aux spéculateurs une plus vaste surface, il peut y avoir quelques chances de plus de réussite que lorsqu'elle est circonscrite dans des bornes plus étroites. Toutefois, rien n'est plus incertain au monde que de savoir si on parviendra à découvrir des mines nouvelles à mesure que les anciennes viendront successivement à s'épuiser, et il n'y a pas d'industrie ou de savoir humain qui puisse en répondre. Il est reconnu que toutes les indications sont douteuses, et que la seule chose qui puisse assurer la valeur réelle d'une mine ou même son existence, c'est sa découverte actuelle et le succès de son exploitation. Dans une recherche de cette nature, on ne peut fixer jusqu'à quel point l'industrie humaine peut être heureuse ou trompée dans ses efforts. Il se peut faire que, dans le cours d'un siècle ou deux, on découvre de nouvelles mines plus fécondes que toutes celles connues jusqu'alors; et il est tout aussi possible que les mines les plus fécondes, connues à cette même époque, soient plus stériles qu'aucune de celles qu'on exploitait avant la décou-

verte des mines de l'Amérique. Quelle que soit l'une ou l'autre de ces deux hypothèses qui eût lieu, elle serait de très-peu d'importance pour la richesse et la prospérité réelle du monde, pour la valeur réelle du produit annuel de la terre et du travail parmi les hommes. Sans doute la valeur nominale de ce produit, la somme d'or ou d'argent par laquelle il serait exprimé ou représenté, serait très-différente dans les deux cas; mais la valeur réelle du produit, la quantité réelle de travail qu'il pourrait commander ou acheter, serait toujours précisément la même. Il se pourrait, dans l'un de ces cas, qu'un schelling ne représentât pas plus de travail qu'un penny n'en représente aujourd'hui, et que dans l'autre, un penny en représentât autant que fait à présent un schelling. Mais, dans le premier cas, celui qui aurait un schelling dans sa poche ne serait pas plus riche que celui qui a aujourd'hui un penny; et dans le second cas, celui qui aurait alors un penny serait tout aussi riche que celui qui a un schelling à présent. Le seul avantage que le monde pourrait retirer de l'une de ces hypothèses, et le seul inconvénient qui résulterait pour lui de l'autre, ce serait, dans la première, l'abondance et le bon marché de la vaisselle et des bijoux d'or et d'argent, et dans la seconde, la rareté et la cherté de ces frivoles superfluités.

CONCLUSION DE LA DIGRESSION SUR LES VARIATIONS DANS LA VALEUR DE L'ARGENT.

La plupart des écrivains qui ont recueilli les prix en argent des denrées, dans les temps anciens, paraissent avoir regardé le bas prix, en argent, du blé et des marchandises en général, ou en d'autres termes la haute valeur de l'or ou de l'argent, comme une preuve non-seulement de la rareté de ces métaux, mais encore de la pauvreté et de la barbarie du pays à cette époque. Cette notion se lie à ce système d'économie politique qui fait consister la richesse nationale dans l'abondance de l'or et de l'argent, et la pauvreté générale dans leur rareté, système que je tâcherai d'expliquer et d'examiner fort au long dans *le quatrième livre de ces Recherches*. Je me contenterai d'observer, pour le moment, que la grande valeur des métaux précieux ne peut pas être la preuve de la pauvreté et de la barbarie d'un pays à l'époque où a lieu cette grande valeur. C'est seulement une preuve de la stérilité des mines qui se trouvent à cette époque approvisionner le monde commerçant. Comme un pays pauvre n'est pas en état d'acheter plus d'or et d'argent qu'un pays riche, par la même raison il n'est pas en état de les payer plus cher; ainsi il n'est pas vraisemblable que ces métaux aient plus de

valeur dans le premier de ces pays que dans le dernier. A la Chine, qui est un pays beaucoup plus riche qu'aucun endroit de l'Europe, la valeur des métaux précieux est aussi beaucoup plus élevée qu'en aucun endroit de l'Europe¹. A la vérité, la richesse de l'Europe s'est grandement accrue depuis la découverte des mines de l'Amérique, et la valeur de l'or et de l'argent y a aussi diminué successivement depuis la même époque. Toutefois cette diminution de leur valeur n'est pas due à l'accroissement de la richesse réelle de l'Europe, à l'accroissement du produit annuel de ses terres et de son travail, mais elle est due à la découverte accidentelle de mines plus abondantes qu'aucune de celles connues auparavant. L'augmentation de la quantité d'or et d'argent en Europe, et l'extension de son agriculture et de ses manufactures, sont deux événements qui, pour être arrivés presque à la même époque, ont eu cependant leur source dans des causes très-différentes, et n'ont presque pas la moindre liaison l'un avec l'autre. L'un est provenu d'un pur effet du hasard, dans lequel la prudence ni la politique n'ont eu ni n'ont pu avoir aucune part; l'autre est la conséquence de la chute du système féodal et de l'établissement d'une forme de gouvernement qui a donné à l'industrie le seul encouragement dont elle ait besoin, c'est-à-dire une confiance assez bien établie qu'on pourra jouir du fruit de ses efforts. La Pologne, qui n'est pas délivrée du système féodal, est encore aujourd'hui un pays aussi misérable qu'il l'était avant la découverte de l'Amérique. Cependant le prix du blé a haussé en Pologne; la valeur réelle des métaux précieux y a baissé, comme dans tous les autres endroits de l'Europe. La quantité de ces métaux a donc dû y augmenter comme ailleurs et à peu près dans la même proportion, relativement au produit annuel de ses terres et de son travail. Néanmoins cette augmentation dans la quantité de ces métaux n'a pas, à ce qu'il semble, augmenté ce produit annuel, ni étendu l'agriculture et les manufactures du pays, ni amélioré le sort de ses habitants. L'Espagne et le Portugal, qui

¹ La renommée de grandes richesses et de haute civilisation acquise à la Chine repose sur les exagérations des voyageurs, que des aperçus plus nouveaux et plus profonds ont maintenant corrigées. Les Chinois, en effet, ont fait de grands progrès dans les arts mécaniques; mais il n'existe aucune raison de croire qu'ils soient plus riches que les nations d'Europe. Les classes laborieuses y éprouvent une grande misère, circonstance qui certainement ne dénote pas de grandes richesses.

possèdent les mines, sont peut-être, après la Pologne, les deux plus pauvres pays de l'Europe; cependant il s'en faut bien que la valeur des métaux précieux soit moins élevée en Espagne et en Portugal que dans tout autre endroit de l'Europe, puisque de ces deux pays ils viennent se rendre dans tous les autres, avec la charge non-seulement du fret et de l'assurance, mais encore avec la dépense de la contrebande, leur exportation étant ou prohibée ou soumise à des droits. Leur quantité, comparée au produit annuel des terres et du travail, doit donc nécessairement être plus grande dans ces deux pays qu'en aucun autre endroit de l'Europe; cependant ces pays sont plus pauvres que la plupart des autres pays de l'Europe. C'est que si le système féodal a été aboli en Espagne et en Portugal, il y a été remplacé par un système qui ne vaut guère mieux.

De même donc que la faible valeur de l'or et de l'argent n'est pas une preuve de la richesse ni de l'état florissant du pays où elle a lieu, de même on ne peut, de la haute valeur de ces métaux dans un pays, ou bien du bas prix en argent, soit des marchandises en général, soit du blé en particulier, inférer en aucune manière que ce pays soit pauvre ou qu'il soit dans un état de barbarie.

Mais si le bas prix en argent, soit des marchandises en général, soit du blé en particulier, ne prouve nullement la pauvreté et la barbarie d'une époque, d'un autre côté le bas prix en argent de quelques espèces particulières de marchandises, telles que le bétail, la volaille, les différentes sortes de gibier, relativement à celui du blé, en est une des preuves les plus décisives. Il démontre clairement, d'abord la grande abondance de ces sortes de denrées relativement au blé, et par conséquent la grande étendue de terre qu'elles occupent relativement à celle qui est occupée par le blé; il démontre, en second lieu, le peu de valeur de ces terres relativement à la valeur des terres à blé, et par conséquent l'état négligé et inculte de la très-grande partie des terres du pays. Il démontre clairement que la population du pays et son capital ne sont pas, relativement à son territoire, dans la proportion où ils sont ordinairement dans les pays civilisés, et que dans un tel pays ou dans un tel temps, la société n'en est encore qu'à son enfance. Du haut ou du bas prix en argent des marchandises en général ou du blé en particulier, nous ne pouvons inférer autre chose, sinon que les mines d'or et d'argent qui, à cette époque, approvisionnaient le monde de ces métaux étaient fécondes ou étaient stériles, mais non pas que le pays fût

riche ou pauvre. Mais du haut ou bas prix en argent de certaines espèces de denrées relativement au prix de certaines autres, nous pouvons inférer, avec un degré de probabilité qui approche presque de la certitude, que le pays était riche ou pauvre, que la majeure partie de ses terres étaient améliorées ou abandonnées, et qu'il était alors ou dans un état plus ou moins barbare, ou dans un état plus ou moins civilisé.

Toute hausse dans le prix pécuniaire des denrées qui proviendrait entièrement d'une dégradation dans la valeur de l'argent, tomberait également sur toutes les espèces de denrées et marchandises, et ferait hausser universellement leur prix d'un tiers, d'un quart ou d'un cinquième, selon que l'argent viendrait à perdre un tiers, un quart ou un cinquième de sa première valeur. Mais cette hausse du prix des denrées, sur laquelle on a tant raisonné, ne tombe pas également sur tous les genres de denrées. En prenant le cours de ce siècle pour faire un taux moyen, il est bien reconnu, même par ceux qui rapportent cette hausse à une dégradation dans la valeur de l'argent, que le prix du blé a beaucoup moins haussé que celui de quelques autres sortes de denrées. On ne peut donc pas entièrement attribuer à la dégradation de la valeur de l'argent la hausse du prix de ces autres sortes de denrées. Il faut bien y faire entrer en compte quelque autre cause, et peut-être que celles que j'ai indiquées ci-dessus pourraient bien, sans recourir à cette prétendue dégradation de la valeur de l'argent, fournir une raison suffisante de la hausse de ces espèces particulières de denrées, dont le prix se trouve actuellement avoir haussé relativement à celui du blé.

Quant au prix du blé lui-même, il a été, pendant les soixante-quatre premières années de ce siècle et avant cette dernière suite extraordinaire de mauvaises années, un peu plus bas qu'il ne l'avait été pendant les soixante-quatre dernières années du siècle précédent. Ce fait est attesté non-seulement par les comptes du marché de Windsor, mais encore par les registres publics de tous les différents comtés d'Écosse, et par les relevés des prix de plusieurs différents marchés de France, qui ont été recueillis avec beaucoup de soin et d'exactitude par M. Messance¹ et par M. Dupré de Saint-Maur². La preuve est plus

¹ *Recherches sur la population de différentes villes de France.*

² *Essai sur les monnaies, ou Réflexions sur le rapport entre l'argent et les denrées.* Paris, 1746.

complète qu'on ne devrait s'y attendre dans une matière qui est naturellement si difficile à connaître avec quelque degré de certitude.

A l'égard du haut prix du blé dans ces dix à douze dernières années, on peut suffisamment l'expliquer par la suite de mauvaises récoltes qui a eu lieu, sans avoir recours à aucune dégradation de valeur de l'argent.

Ainsi aucune bonne observation, soit sur le prix du blé, soit sur le prix des autres denrées, ne paraît pouvoir fonder l'opinion qui a été souvent avancée, que l'argent continuait à baisser de valeur.

Mais, me dira-t-on peut-être, d'après votre propre compte, la même quantité d'argent, dans le temps présent, achètera une moindre quantité de plusieurs espèces de denrées qu'elle n'en aurait acheté pendant une partie du siècle dernier; et chercher à démontrer si ce changement est dû à une hausse dans la valeur de ces denrées, ou à une baisse dans la valeur de l'argent, c'est établir une distinction oiseuse et qui ne peut être d'aucune utilité pour celui qui n'a qu'une certaine quantité d'argent à porter au marché, ou qui a son revenu fixe en argent. Je ne prétends assurément pas que la connaissance de cette distinction puisse mettre cette personne en état d'acheter à meilleur marché; elle n'est cependant pas pour cela tout à fait inutile.

Elle peut être de quelque avantage pour le public, en fournissant une preuve facile de l'état de prospérité du pays. Si la hausse dans le prix de quelques espèces de denrées est due uniquement à une baisse dans la valeur de l'argent, elle est due alors à une circonstance de laquelle on ne peut inférer autre chose que la fécondité des mines de l'Amérique. Malgré cette circonstance, la richesse réelle du pays, le produit annuel de ses terres et de son travail peuvent aller, soit en déclinant successivement, comme en Portugal et en Pologne, soit en avançant par degrés, comme dans la plupart des autres contrées de l'Europe. Mais si cette hausse dans le prix de quelques espèces de denrées est due à une hausse dans la valeur réelle de la terre qui les produit, à un accroissement dans la fertilité, ou à ce qu'en conséquence des progrès d'amélioration et de bonne culture, elle a été rendue propre à la production du blé, alors cette hausse est due à une circonstance qui indique de la manière la plus évidente l'état de prospérité et d'avancement du pays. La terre constitue la plus grande, la plus importante et la plus durable partie, sans comparaison, de la

richesse de tout pays étendu. Il peut sûrement être de quelque utilité pour la nation, ou au moins il peut résulter quelque satisfaction pour elle, d'avoir une preuve aussi décisive que la partie, de beaucoup la plus grande, la plus importante et la plus durable de la richesse nationale va en augmentant de valeur.

Cette distinction peut aussi être de quelque utilité à l'État, lorsqu'il s'agit de régler la récompense pécuniaire de quelques-uns des fonctionnaires qui le servent. Si cette hausse dans le prix de quelques espèces de denrées est due à une baisse dans la valeur de l'argent, il faut certainement augmenter en proportion de cette baisse leur récompense pécuniaire, à moins qu'elle ne fût trop forte auparavant. Si on ne l'augmente point, leur récompense réelle en sera évidemment diminuée d'autant. Mais si cette hausse de prix est due à une hausse de valeur occasionnée par l'accroissement de fertilité de la terre qui produit ces sortes de denrées, c'est alors une affaire beaucoup plus délicate de juger dans quelle proportion il faut augmenter cette récompense pécuniaire, ou bien de juger si c'est même le cas de l'augmenter en rien. Si l'extension de l'amélioration et de la culture élève nécessairement le prix de chaque espèce de nourriture animale relativement au prix du blé, d'un autre côté elle fait aussi nécessairement baisser celui de toute espèce, je crois, de nourriture végétale. Elle élève le prix de la nourriture animale, parce qu'une grande partie de la terre qui produit cette nourriture, étant rendue plus propre à la production du blé, doit rapporter au propriétaire et au fermier la rente et le profit d'une terre à blé. Elle fait baisser le prix de la nourriture végétale, parce qu'en ajoutant à la fertilité de la terre, elle accroit l'abondance de cette sorte de nourriture. Les améliorations dans la culture introduisent aussi plusieurs espèces de nourriture végétale, qui, exigeant moins de terre que le blé et pas plus de travail, viennent au marché à beaucoup meilleur compte que le blé. Telles sont les pommes de terre et le maïs, ou ce qu'on appelle *blé d'Inde*, les deux plus importantes acquisitions que l'agriculture de l'Europe, et peut-être l'Europe elle-même, ait faites par la grande extension de son commerce et de sa navigation. D'ailleurs il y a beaucoup d'espèces d'aliments du genre végétal qui, dans l'état grossier de l'agriculture, sont confinés dans le jardin potager et ne croissent qu'à l'aide de la bêche, mais qui, lorsque l'agriculture s'est perfectionnée, peuvent se semer en plein champ et croître à l'aide de la charrue : tels sont les turneps, les carottes, les choux, etc. Si donc, dans les

progrès que fait l'amélioration, le prix réel d'une espèce de nourriture vient nécessairement à hausser, celui de l'autre espèce vient à baisser tout aussi nécessairement, et c'est alors une matière qui devient très-épineuse que de savoir jusqu'à quel point la hausse de l'une peut se trouver compensée par la baisse de l'autre. Quand une fois le prix réel de la viande de boucherie a atteint son *mazimum* (ce qu'il paraît avoir déjà fait depuis plus d'un siècle dans une grande partie de l'Angleterre pour toutes sortes de viande de boucherie, excepté peut-être pour la chair de porc), alors quelque hausse qui puisse arriver par la suite dans le prix de toute autre espèce que ce soit de nourriture animale, elle ne peut guère influer sur le sort des gens de la classe inférieure du peuple. Certainement un adoucissement dans le prix des pommes de terre contribuera infiniment plus à améliorer la condition du pauvre, en bien des endroits de l'Angleterre, que ne pourrait l'aggraver une hausse quelconque dans le prix de la volaille, du poisson ou du gibier de toute espèce.

Dans le moment de la cherté actuelle, le haut prix du blé est sans contredit un fardeau pour les pauvres. Mais dans les temps d'une abondance médiocre, quand le blé est à son prix moyen ordinaire, la hausse naturelle qui a lieu dans le prix de toute autre espèce de produit brut ne peut guère tomber sur eux. Ils souffrent bien plus peut-être de cette hausse artificielle qu'ont occasionnée les impôts dans le prix de quelques denrées manufacturées, tel que celui du sel, du savon, du cuir, des chandelles, de la drèche, de la bière et de l'ale, etc. ¹.

DES EFFETS ET DES PROGRÈS DE LA RICHESSE NATIONALE SUR LE PRIX RÉEL
DES OUVRAGES DE MANUFACTURE.

L'effet naturel de l'amélioration générale est cependant de faire baisser par degrés le prix réel de presque tous les ouvrages des manufactures. Le prix de la main-d'œuvre diminue peut-être dans toutes, sans exception. De meilleures machines, une plus grande dextérité et une division et distribution de travail mieux entendues, toutes choses qui sont les effets naturels de l'avancement du pays, sont cause que, pour exécuter une pièce quelconque, il ne faut qu'une bien moindre

¹ Voyez liv. V, chap. II, partie 2^e, art. 4, *impôts sur les objets de consommation*.

quantité de travail ; et quoique, par suite de l'état *florissant*¹ de la société, le prix réel du travail doit s'élever considérablement, cependant la grande diminution dans la quantité du travail que chaque chose exige fait bien plus en général que compenser quelque hausse que ce soit dans le prix de ce travail.

Il y a, à la vérité, certains genres de manufacture dans lesquels la hausse nécessaire du prix réel des matières premières fait plus que compenser tous les avantages que les progrès de l'industrie peuvent introduire dans l'exécution de l'ouvrage. Dans les ouvrages de charpenterie et de menuiserie, et dans l'espèce la plus grossière de meubles en bois, la hausse nécessaire du prix réel du bois, résultant de l'amélioration de la terre, fera plus que compenser tous les avantages qu'on pourra retirer de la perfection des outils, de la plus grande dextérité de l'ouvrier, et de la division et distribution les plus convenables du travail.

Mais pour tous les ouvrages où le prix réel des matières premières ne hausse point ou ne hausse pas extrêmement, celui de la chose manufacturée baisse d'une manière considérable.

Cette diminution de prix a été le plus remarquable, durant le cours de ce siècle et du précédent, dans les manufactures qui emploient les métaux grossiers. On aurait peut-être aujourd'hui pour 20 schellings un meilleur mouvement de montre que celui qu'on aurait payé 20 livres vers le milieu du siècle dernier. Quoique moindre que dans l'horlogerie, il y a eu aussi une grande réduction de prix, pendant la même période, dans les ouvrages de coutellerie et de serrurerie, dans tous les petits ustensiles faits de métaux grossiers et dans toutes ces marchandises connues communément sous le nom de quincaillerie de Birmingham et de Sheffield. Elle a été assez forte pour étonner les ouvriers de tous les autres endroits de l'Europe, qui, à l'égard de beaucoup d'articles, conviennent qu'ils ne pourraient pas faire d'aussi bon ouvrage pour le double ou même le triple du prix. Il n'y a peut-être pas de manufactures où on puisse porter aussi loin la division du travail, et où les instruments qu'on emploie soient susceptibles d'être perfectionnés d'autant de manières différentes, que les manufactures dont les métaux grossiers sont la matière première.

¹ Ce mot *florissant* est employé, dans tout le cours de cet ouvrage, dans le sens qu'il semble présenter le plus naturellement, quoique le plus communément usité ; il signifie ici un état de croissance et de développement.

Il n'y a pas eu dans les fabriques de draps, pendant la même période, une réduction de prix aussi forte. On m'a assuré au contraire que, depuis vingt-cinq ou trente ans, le prix du drap superfine avait un peu dépassé sa proportion avec les autres, eu égard à la qualité, ce qui provient, dit-on, d'une hausse considérable dans le prix de la matière première, qui consiste entièrement en laine d'Espagne. A la vérité, on dit que les draps du comté d'York, qui sont en entier de laine d'Angleterre, ont considérablement baissé de prix, eu égard à la qualité, pendant le cours de ce siècle. Mais la qualité est une chose si sujette à dispute, que je fais assez peu de compte sur tous les renseignements de ce genre. Dans les fabriques de draps, la division du travail est à peu près la même aujourd'hui qu'elle était il y a un siècle, et les instruments qu'on y emploie ne sont pas très-différents de ce qu'ils étaient alors. Cependant il peut y avoir eu, sur ces deux articles, de légères améliorations qui ont pu occasionner quelque réduction de prix.

La réduction paraîtra pourtant bien plus incontestable et bien plus sensible si on compare le prix de ce genre de fabrique, dans le temps actuel, avec ce qu'il était dans une période beaucoup plus reculée, comme vers la fin du quinzième siècle, où vraisemblablement le travail était beaucoup moins subdivisé et où on employait des machines bien moins perfectionnées qu'à présent.

En 1487, la quatrième de Henri VII, il fut statué que « quiconque « vendrait au détail l'aune large de la plus belle écarlate, ou d'autre « drap cramoisi ¹ de la plus fine fabrique, au-dessus de 16 schellings « serait à l'amende de 40 schellings par chaque aune ainsi vendue. » Ainsi à cette époque, 16 schellings, qui contenaient environ la même quantité d'argent que 24 schellings de notre monnaie actuelle, étaient regardés comme un prix assez raisonnable pour une aune du plus beau drap; et comme ce statut est une loi somptuaire, il est vraisemblable qu'un pareil drap s'était vendu habituellement un peu plus cher. Aujourd'hui une guinée peut être considérée comme le prix le plus haut d'un tel drap. Ainsi quand on supposerait même la qualité égale (et vraisemblablement celle de nos draps actuels est très-supérieure), cependant,

¹ Le texte porte *grained*, ce qui désigne la belle teinture faite avec la drogue nommée *kermès végétal*, qu'on regardait comme une sorte de graine et qu'on employait pour faire la couleur écarlate avant que la cochenille fût connue en Europe.

dans cette supposition même, il paraîtrait y avoir eu une réduction considérable dans le prix pécuniaire du plus beau drap depuis la fin du quinzième siècle. Mais son prix réel a été beaucoup plus réduit encore. Le prix moyen du quarter de froment était alors et a été longtemps encore après à 16 schellings 8 deniers; 16 schellings étaient donc le prix de deux quaters trois boisseaux de froment. En évaluant aujourd'hui le quarter de froment à 28 schellings, le prix réel d'une aune de drap fin doit avoir été, dans ces temps-là, l'équivalent de 3 livres 6 schellings 6 deniers, au moins, de notre monnaie actuelle. Il fallait que la personne qui l'achetait se dessaisît du pouvoir de disposer de la quantité de travail et de subsistances qu'on pourrait acheter aujourd'hui avec cette somme.

La réduction qui a eu lieu dans le prix réel des fabriques de gros draps, quoiqu'elle ait été considérable, n'a pas été aussi forte que celle qui a eu lieu pour les draps fins.

En 1463, la troisième année d'Édouard IV, il fut statué « qu'aucun domestique de labour, aucun manœuvre, aucun ouvrier servant chez un artisan, hors des villes ou des bourgs, ne pourrait porter dans son habillement un drap de plus de 2 schellings l'aune large ¹. » Dans la troisième année d'Édouard IV, 2 schellings contenaient, à fort peu de chose près, la même quantité d'argent que 4 schellings de notre monnaie actuelle. Or, le drap du comté d'York, qui se vend aujourd'hui 4 schellings l'aune, est probablement fort supérieur à tout ce qu'on pouvait faire alors à l'usage de la classe des plus pauvres manœuvres. Ainsi, eu égard à la qualité, le prix même pécuniaire de leur vêtement peut être regardé comme tant soit peu meilleur marché qu'il n'était dans ces anciens temps. Quant au prix réel, il est assurément de beaucoup meilleur marché. Ce qu'on appelle le prix modéré et raisonnable d'un boisseau de froment était alors de 10 deniers. Ainsi 2 schellings étaient le prix de deux boisseaux et demi à peu près, lesquels aujourd'hui, à 3 schellings 6 deniers le boisseau, vaudraient 8 schellings 9 deniers. Il fallait donc que, pour acheter une aune de ce drap, un pauvre manœuvre renonçât au pouvoir d'acheter autant de subsistances qu'on pour-

¹ La largeur des draps est déterminée par plusieurs statuts, dont le plus ancien date de 1328. Le *drap large* doit porter deux aunes entre les deux lisières, après avoir été passé à l'eau. L'aune (*yard*) ayant 33 pouces 9 lignes du pied de roi, les deux répondent à 1 mètre 82 centimètres.

rait maintenant en acheter pour 8 schellings 9 deniers. Ce statut est aussi une loi somptuaire, qui a pour objet de prévenir, chez les pauvres, toute dépense immodérée. Il faut donc que, pour l'ordinaire, leur vêtement ait été plus coûteux.

Par ce statut, il est défendu à la même classe du peuple de porter des bas dont le prix irait au delà de 14 deniers la paire, valant environ 28 deniers de notre monnaie actuelle. Or, ces 14 deniers étaient alors le prix d'un boisseau et demi à peu près de froment, qui aujourd'hui, à 3 schellings 6 deniers le boisseau, coûteraient 5 schellings 3 deniers. Nous regarderions maintenant ce prix comme excessivement élevé pour une paire de bas à l'usage d'un domestique de la plus basse et de la plus pauvre classe. Il fallait pourtant alors qu'il les payât en réalité l'équivalent de ce prix.

L'art de faire les bas à l'aiguille n'était probablement connu en aucun endroit de l'Europe au temps d'Édouard IV. Ces bas étaient faits de drap ordinaire, ce qui peut avoir été une des causes de leur cherté. On dit que la reine Élisabeth est la première personne qui ait porté en Angleterre des bas tricotés; elle les avait reçus en présent de l'ambassadeur d'Espagne.

Les machines que l'on employait dans les manufactures de lainages, tant pour le gros que pour le fin, étaient bien plus imparfaites dans ces anciens temps qu'elles ne le sont maintenant. Elles ont depuis acquis trois degrés principaux de perfection, sans compter vraisemblablement beaucoup de légères améliorations dont le nombre ou l'importance serait difficile à constater. Les trois améliorations capitales sont : 1° le rouet à filer, substitué au fuseau, ce qui, avec le même travail, met à même de faire deux fois autant d'ouvrage ; 2° l'usage de plusieurs machines fort ingénieuses qui facilitent et abrègent, dans une proportion encore plus grande, le dévidage des laines filées ou l'arrangement convenable de la trame et de la chaîne avant qu'elles soient placées sur le métier, opération qui a dû être extrêmement lente et pénible avant l'invention de ces machines ; 3° l'usage du moulin à foulon, pour donner du corps au drap, au lieu de fouler dans l'eau. Avant le commencement du seizième siècle, on ne connaissait en Angleterre ni, autant que je sache, en nul autre endroit de l'Europe, au nord des Alpes, aucune sorte de moulins à vent ni à eau ; ils avaient été introduits en Italie quelque temps auparavant.

Ces circonstances peuvent peut-être nous expliquer, à un certain

point, pourquoi le prix réel de ces manufactures, tant de gros que de fin, était si haut dans ces anciens temps, en proportion de ce qu'il est aujourd'hui. Il en coûtait une bien plus grande quantité de travail pour mettre la marchandise au marché; aussi quand elle y était venue, il fallait bien qu'elle achetât ou qu'elle obtînt en échange le prix d'une plus grande quantité de travail.

Il est vraisemblable qu'à cette époque les fabriques grossières étaient établies, en Angleterre, sur le même pied où elles l'ont toujours été dans les pays où les arts et les manufactures sont dans l'enfance. C'était probablement une fabrique de ménage où, dans presque chaque famille particulière, tous les différents membres de la famille exécutaient au besoin chacune des différentes parties de l'ouvrage, mais de manière qu'ils n'y travaillaient que quand ils n'avaient pas autre chose à faire, et que ce n'était pour aucun d'eux la principale occupation dont il tirât la plus grande partie de sa subsistance. Il a déjà été observé ¹ que l'ouvrage qui se fait de cette manière est toujours mis en vente à meilleur marché que celui qui fait le fonds unique ou principal de la subsistance de l'ouvrier. D'un autre côté, les fines fabriques n'étaient pas alors établies en Angleterre, mais dans le pays riche et commerçant de la Flandre, et vraisemblablement elles étaient alors servies, comme elles le sont aujourd'hui, par des gens qui en tiraient toute ou la principale partie de leur subsistance. C'étaient d'ailleurs des fabriques étrangères et assujetties à quelques droits envers le roi, au moins à l'ancien droit de *tonnage* et de *pondage* ². Ce droit, il est vrai, n'était probablement pas très-fort. La politique de l'Europe ne consistait pas alors à gêner, par de forts droits, l'importation des marchandises étrangères, mais plutôt à l'encourager, afin que les marchands se trouvassent plus en état de fournir aux grands, au meilleur compte possible, les objets de luxe et de commodité qu'ils désiraient et que l'industrie de leur propre pays ne pouvait leur fournir.

Ces circonstances peuvent nous expliquer peut-être, jusqu'à un certain point, pourquoi, dans ces anciens temps, le prix réel des fabriques grossières était, relativement à celui des fabriques fines, beaucoup plus bas qu'il ne l'est aujourd'hui ³.

¹ Chap. x, section 1^{re}.

² Voyez l'application de ces mots liv. V, chap. II, art. 4 de la 2^e section.

³ Le docteur Smith n'a fait aucune allusion, ni dans ce chapitre ni ailleurs, à l'in-

CONCLUSION DU CHAPITRE.

Je terminerai ce long chapitre en remarquant que toute amélioration qui se fait dans l'état de la société tend, d'une manière directe ou indirecte, à faire hausser la rente réelle de la terre, à augmenter la richesse réelle du propriétaire, c'est-à-dire, son pouvoir d'acheter le travail d'autrui ou le produit du travail d'autrui¹.

L'extension de l'amélioration des terres et de la culture y tend d'une manière directe. La part du propriétaire dans le produit augmente nécessairement à mesure que le produit augmente.

La hausse qui survient dans le prix réel de ces sortes de produits bruts, dont le renchérissement est d'abord l'effet de l'amélioration et de la culture et devient ensuite la cause de leurs progrès ultérieurs, la hausse, par exemple, du prix du bétail tend aussi à élever, d'une manière directe, la rente du propriétaire et dans une proportion encore plus forte. Non-seulement la valeur réelle de la part du propriétaire, le pouvoir réel que cette part lui donne sur le travail d'autrui, augmentent avec la valeur réelle du produit, mais encore la proportion de cette part, relativement au produit total, augmente aussi avec cette valeur. Ce produit, après avoir haussé dans son prix réel, n'exige pas plus de travail, pour être recueilli, qu'il n'en exigeait auparavant. Par conséquent il faudra une moindre portion qu'auparavant de ce produit pour suffire à remplacer le capital qui fait mouvoir ce travail, y compris les profits ordinaires de ce capital. La portion restante du produit, qui est la part du propriétaire, sera donc plus grande, relativement au tout, qu'elle ne l'était auparavant.

dustrie du coton. Au temps où il écrivait, elle n'avait qu'un très-faible développement, et personne n'aurait pu prévoir les merveilleux progrès qu'elle a faits depuis. C'est maintenant une industrie d'une importance immense et sans égale, et on peut affirmer avec raison que ses progrès dans la Grande-Bretagne depuis 1770, et le grand développement qu'elle a atteint aujourd'hui, forment sans aucun doute le phénomène le plus extraordinaire que présente l'histoire de l'industrie. M. Baines, de Leeds, a publié un livre intéressant et bien fait sur l'histoire et la situation de l'industrie du coton.

MAC CULLOCH.

¹ Mac Culloch conteste cette assertion d'Adam Smith ; il prétend que toutes les autres classes de la société profitent plus encore que les propriétaires de la baisse qui s'opère dans la valeur des produits manufacturés. Comment accorder cette opinion du commentateur avec le fait bien constaté de l'augmentation croissante de la misère dans les districts industriels de l'Angleterre? A. B.

Tous les progrès, dans la puissance productive du travail, qui tendent directement à réduire le prix réel des ouvrages de manufacture, tendent indirectement à élever la rente réelle de la terre. C'est contre des produits manufacturés que le propriétaire échange cette partie de son produit brut qui excède sa consommation personnelle, ou, ce qui revient au même, le prix de cette partie. Tout ce qui réduit le prix réel de ce premier genre de produit élève le prix réel du second; une même quantité de ce produit brut répond dès lors à une plus grande quantité de ce produit manufacturé, et le propriétaire se trouve à portée d'acheter une plus grande quantité des choses de commodité, d'ornement ou de luxe qu'il désire se procurer ¹.

Toute augmentation dans la richesse réelle de la société, toute augmentation dans la masse de travail utile qui y est mis en œuvre, tend indirectement à élever la rente réelle de la terre. Une certaine portion de ce surcroît de travail va naturellement à la terre. Il y a un plus grand nombre d'hommes et de bestiaux employés à sa culture; le produit croît à mesure que s'augmente ainsi le capital destiné à le faire naître, et la rente grossit avec le produit.

Les circonstances opposées, c'est-à-dire le défaut d'amélioration, la culture négligée, la baisse du prix réel de quelque partie du produit brut de la terre, la hausse du prix réel des manufactures, causée par le déclin de l'industrie et de l'art des fabricants, enfin le décroissement de la richesse réelle de la société, toutes ces choses tendent, d'un autre côté, à faire baisser la rente réelle de la terre, à diminuer la richesse

¹ Les progrès de l'industrie manufacturière et le bas prix des articles fabriqués n'ont pas plus de tendance à faire hausser la rente des terres que le taux des profits ou du salaire. A vrai dire, ils n'élèvent ni l'une ni l'autre. Lorsque les objets manufacturés deviendront moins chers, la même rente servira à en acheter une plus grande quantité, et la condition du propriétaire se trouvera améliorée. Mais les deux autres espèces de revenus, savoir, le profit et le salaire, ne pourront-ils de même solder une plus grande somme d'objets fabriqués alors qu'ils seront moins chers, et la condition du marchand comme du travailleur ne s'améliorera-t-elle pas en conséquence dans le même rapport que celle du propriétaire? Il ne serait cependant pas exact de dire que la rente, le profit ou les salaires s'accroissent par le seul fait qu'ils peuvent acheter *plus* d'un objet *moins cher*, et il est d'autant plus nécessaire d'indiquer des erreurs de mots de ce genre, qu'elles peuvent conduire aux plus graves inexactitudes.

réelle du propriétaire, c'est-à-dire à lui retrancher de son pouvoir sur le travail d'autrui ou sur le produit de ce travail.

La masse totale du produit annuel de la terre et du travail d'un pays, ou, ce qui revient au même, la somme totale du prix de ce produit annuel, se divise naturellement, comme on l'a déjà observé¹, en trois parties : la *rente* de la terre, les *salaires* du travail et les *profits* des capitaux, et elle constitue un revenu à trois différentes classes de peuple : à ceux qui vivent de *rentes*, à ceux qui vivent de *salaires* et à ceux qui vivent de *profits*. Ces trois grandes classes sont les classes primitives et constituantes de toute société civilisée, du revenu desquelles toute autre classe tire en dernier résultat le sien.

Ce que nous venons de dire plus haut fait voir que l'intérêt de la première de ces trois grandes classes est étroitement et inséparablement lié à l'intérêt général de la société. Tout ce qui porte profit ou dommage à l'un de ces intérêts, en porte aussi nécessairement à l'autre. Quand la nation délibère sur quelque règlement de commerce ou d'administration, les propriétaires des terres ne la pourront jamais égarer, même en n'écoulant que la voix de l'intérêt particulier de leur classe, au moins si on leur suppose les plus simples connaissances sur ce qui constitue cet intérêt². A la vérité, il n'est que trop ordinaire qu'ils manquent même de ces simples connaissances. Des trois classes, c'est la seule à laquelle son revenu ne coûte ni travail, ni souci, mais à laquelle il vient pour ainsi dire de lui-même, et sans qu'elle y apporte aucun dessein ni plan quelconque. Cette insouciance, qui est l'effet naturel d'une situation aussi tranquille et aussi commode, ne laisse que trop souvent les gens de cette classe, non-seulement dans l'ignorance des conséquences que peut avoir un règlement général, mais les rend même incapables de

¹ Chap. vi.

² Ils tendront naturellement à l'égarer par leur ardent désir d'avoir de larges revenus au moyen de la hausse générale des prix : nous en avons eu un remarquable exemple en 1813. A cette époque où les classes laborieuses et tout le pays, dans un vaste rayon, étaient livrés à la détresse depuis plusieurs années par le haut prix des subsistances, et où il était constant que l'Angleterre n'avait pas depuis longtemps produit le blé nécessaire à la consommation, les propriétaires fonciers usèrent de toute leur influence pour faire prohiber les importations, et imposer ainsi des charges énormes à la société dans un but d'intérêt privé.

BUCHANAN.

cette application d'esprit qui est nécessaire pour comprendre et pour prévoir ces conséquences ¹.

L'intérêt de la seconde classe, celle qui vit de *salaires*, est tout aussi étroitement lié que celui de la première à l'intérêt général de la société. On a déjà fait voir ² que les salaires de l'ouvrier n'étaient jamais si élevés que lorsque la demande d'ouvriers va toujours en croissant, et quand la quantité de travail mise en œuvre augmente considérablement d'année en année. Quand cette richesse réelle de la société est dans un état stationnaire, les salaires de l'ouvrier sont bientôt réduits au taux purement suffisant pour le mettre en état d'élever des enfants et de perpétuer leur race. Quand la société vient à déchoir, ils tombent même au-dessous de ce taux. La classe des propriétaires peut gagner peut-être plus que celle-ci à la prospérité de la société; mais aucune ne souffre aussi cruellement de son déclin que la classe des ouvriers. Cependant, quoique l'intérêt de l'ouvrier soit aussi étroitement lié avec celui de la société, il est incapable, ou de connaître l'intérêt général, ou d'en sentir la liaison avec le sien propre. Sa condition ne lui laisse pas le temps de prendre les informations nécessaires; et en supposant qu'il pût se les procurer complètement, son éducation et ses habitudes sont telles, qu'il n'en serait pas moins hors d'état de bien décider. Aussi, dans les délibérations publiques, ne lui demande-t-on guère son avis, bien moins encore y a-t-on égard, si ce n'est dans quelques circonstances particulières où ses clameurs sont excitées, dirigées et soutenues par les gens qui l'emploient, et pour servir en cela leurs vues particulières plutôt que les siennes.

Ceux qui emploient l'ouvrier constituent la troisième classe, celle des gens qui vivent de *profits*. C'est le capital qu'on emploie en vue d'en retirer du profit, qui met en mouvement la plus grande partie du travail utile d'une société. Les opérations les plus importantes du travail sont réglées et dirigées d'après les plans et les spéculations de ceux qui emploient les capitaux; et le but qu'ils se proposent dans tous ces plans et

¹ Lorsque le docteur Smith écrit ce paragraphe, il avait oublié la prime à l'exportation du blé et l'acte qui prohibait l'importation du bétail en Angleterre. Ces faits, indépendamment des lois céréales de 1814 et 1813, montrent suffisamment que l'esprit de monopole a été aussi puissant chez les propriétaires que chez les manufacturiers et les marchands.

MAC CULLOCH.

² Chap. VIII.

ces spéculations, c'est le profit. Or, le taux des profits ne hausse point, comme la rente et les salaires, avec la prospérité de la société, et ne tombe pas, comme eux, avec sa décadence. Au contraire, ce taux est naturellement bas dans les pays riches, et élevé dans les pays pauvres; et jamais il n'est si élevé que dans ceux qui se précipitent le plus rapidement vers leur ruine¹. L'intérêt de cette troisième classe n'a donc pas la même liaison que celui des deux autres, avec l'intérêt général de la société². Les marchands et les maîtres manufacturiers sont, dans cette classe, les deux sortes de gens qui emploient communément les plus gros capitaux, et qui, par leurs richesses, s'y attirent le plus de considération. Comme dans tout le cours de leur vie ils sont occupés de projets et de spéculations, ils ont en général plus de subtilité dans l'entendement que la majeure partie des propriétaires de la campagne. Cependant, comme leur intelligence s'exerce ordinairement plutôt sur ce qui concerne l'intérêt de la branche particulière d'affaires dont ils se mêlent, que sur ce qui touche le bien général de la société, leur avis, en le supposant donné de la meilleure foi du monde (ce qui n'est pas toujours arrivé), sera beaucoup plus sujet à l'influence du premier de ces deux intérêts, qu'à celle de l'autre. Leur supériorité sur le propriétaire de la campagne ne consiste pas tant dans une plus parfaite connaissance de l'intérêt général, que dans une connaissance de leurs propres intérêts,

¹ Mac Culloch prétend que c'est le contraire qui est vrai. Selon lui, les profits sont le plus élevés dans les pays qui avancent le plus rapidement; et s'ils paraissent très-forts dans les pays en décadence, c'est à cause du défaut de sécurité, et parce que l'on confond avec le profit la prime exigée pour la garantie du capital. Voyez ses *Principles of Political economy*, p. 109, 2^e éd.

² Smith est ici évidemment égaré par son amour des théories. N'est-il pas clair que la décadence d'un pays doit nécessairement être suivie de la destruction de son capital; et le mal ne doit-il pas, dans cette hypothèse, retomber sur ceux qui ont des capitaux en leur possession? Il est vrai qu'on pourra réaliser de plus grands profits sur le capital subsistant; mais ce n'est là qu'un de ces avantages particuliers qui surgissent des calamités publiques les plus affreuses.

Il n'est pas facile de voir pourquoi les propriétaires fonciers seraient plus généreux que les autres hommes. Ceux qui envisagent les efforts qu'ils ont toujours faits pour élever le prix du blé, et conséquemment la rente de la terre, en prohibant les importations au milieu de populations accablées par le manque de subsistances, ceux-là, disons-nous, ne leur reconnaîtront certes pas avec empressement une générosité plus que commune.

BUCHANAN.

plus exacte que celui-ci n'en a des siens. C'est avec cette connaissance supérieure de leurs propres intérêts qu'ils ont souvent surpris sa générosité, et qu'ils l'ont induit à abandonner à la fois la défense de son propre intérêt et celle de l'intérêt public, en persuadant à sa trop crédule honnêteté que c'était leur intérêt, et non le sien, qui était le bien général. Cependant l'intérêt particulier de ceux qui exercent une branche particulière de commerce ou de manufacture est toujours, à quelques égards, différent et même contraire à celui du public. L'intérêt du marchand est toujours d'agrandir le marché et de restreindre la concurrence des vendeurs. Il peut souvent convenir assez au bien général d'agrandir le marché, mais de restreindre la concurrence des vendeurs lui est toujours contraire, et ne peut servir à rien, sinon à mettre les marchands à même de hausser leur profit au-dessus de ce qu'il serait naturellement, et de lever, pour leur propre compte, un tribut injuste sur leurs concitoyens. Toute proposition d'une loi nouvelle ou d'un règlement de commerce, qui vient de la part de cette classe de gens, doit toujours être reçue avec la plus grande défiance, et ne doit jamais être adoptée qu'après un long et sérieux examen, auquel il faut apporter, je ne dis pas seulement la plus scrupuleuse, mais la plus soupçonneuse attention. Cette proposition vient d'une classe de gens dont l'intérêt ne saurait jamais être exactement le même que l'intérêt de la société, qui ont en général intérêt à tromper le public et même à le surcharger, et qui en conséquence ont déjà fait l'un et l'autre en beaucoup d'occasions ¹.

¹ Cette remarque ne s'applique-t-elle pas avec une égale force aux propriétaires fonciers qui, craignant que le blé, cette marchandise dont ils avaient intérêt à enfler la valeur, ne pût se vendre à un prix assez élevé sur le marché national, obtinrent, par loi, une prime pour ceux qui l'exporteraient; et qui, malgré la détresse où le pays a toujours été plongé depuis lors par la cherté des subsistances, s'efforcèrent d'arrêter les approvisionnements extérieurs, et cela, dans le seul but de profiter, par le haut prix des grains, des souffrances dont ils accablaient la société? La vérité est que les différentes classes dans la société sont sujettes à se laisser dominer par leurs intérêts privés, et qu'elles hésitent rarement à les préférer lorsqu'ils se trouvent en opposition avec le bien général *.

BUCHANAN.

* Qu'aurait dû Buchanan, s'il avait assisté, dans notre pays et dans notre temps, aux saturnales du régime prohibitif et aux mensonges de nos enquêtes commerciales? A. B.

TABLE DES PRIX DU BLÉ,

ANNONCÉE DANS LA DIGRESSION SUR LES VARIATIONS DANS LA VALEUR DE L'ARGENT,

CHAP. XI, PREMIÈRE PÉRIODE.

I ^{re} division de 12 années	PRIX du quartier de blé chaque année.	PRIX MOYEN des prix différents de la même année.	PRIX MOYEN de chaque année, en monnaie actuelle.	III ^e division de 12 années	PRIX du quartier de blé chaque année.	PRIX MOYEN des prix différents de la même année.	PRIX MOYEN de chaque année, en monnaie actuelle.
1202	1. s. d.	1. s. d.	1. s. d.	1330	1. s. d.	1. s. d.	1. s. d.
" 12 "	" 12 "	" " "	1 16 "	1340	" 9 "	" " "	1 7 "
" 12 "	" 12 "	" " "	" " "	1350	" 2 "	" " "	" 5 2
1205	" 13 4 "	" 13 5 "	2 " 3	1359	1 6 8 "	" " "	3 2 2
" 15 "	" " "	" " "	" " "	1361	" 2 "	" " "	" 4 8
1223	" 12 "	" " "	1 18 "	1383	" 15 "	" " "	1 15 "
1237	" 3 4 "	" " "	" 10 "	1369	1 2 "	1 2 "	2 6 4
1243	" 2 "	" " "	" 6 "	1379	" 4 "	" " "	" 9 4
1244	" 2 "	" " "	" 6 "	1387	" 2 "	" " "	" 4 8
1248	" 16 "	" " "	2 8 "	" 13 4 "	" " "	" " "	" " "
1247	" 13 4 "	" " "	2 " "	1390	" 14 "	" 14 5 "	1 13 7
1257	1 4 "	" " "	3 12 "	" 16 "	" " "	" " "	" " "
" 1 "	" " "	" " "	" " "	1401	" 16 "	" " "	1 17 4
1258	" 15 "	" 17 "	2 11 "	" 4 4 "	" 3 10 "	" " "	" 8 11
" 16 "	" " "	" " "	" " "	1416	" 16 "	" " "	" 1 12 "
1270	4 16 "	8 12 "	18 16 "	TOTAL. 15 9 4			
1286	6 8 "	" " "	" " "	Prix moyen. 1 8 9½			
" 2 8 "	" 6 4 "	1 8 "	" " "	IV ^e division.			
" 18 "	" " "	" " "	" " "	1423	" 8 "	" " "	" 16 "
TOTAL. 35 9 3				1425	" 4 "	" " "	" 8 "
Prix moyen. 2 10 1½				1434	1 6 8 "	" " "	2 13 4
I ^{re} division.				1435	" 5 6 "	" " "	" 10 8
1287	" 3 4 "	" " "	" 10 "	1436	1 "	1 3 4 "	2 6 8
" 1 6 "	" " "	" " "	" " "	1440	1 6 8 "	" " "	" 2 8 "
" 1 1 "	" " "	" " "	" " "	1441	" 4 4 "	" 4 2 "	" 8 4
1288	" 1 6 "	" 3 4 "	" 9 "	1445	" 4 6 "	" " "	" 9 "
" 2 8 "	" " "	" " "	" " "	1447	" 8 "	" " "	" 16 "
" 2 "	" " "	" " "	" " "	1448	" 6 8 "	" " "	" 13 4
" 4 "	" " "	" " "	" " "	1449	" 5 "	" " "	" 10 "
" 12 "	" " "	" " "	" " "	1451	" 8 "	" " "	" 16 "
" 6 "	" " "	" " "	" " "	TOTAL. 12 15 4			
1289	" 2 "	" 10 1½ "	1 10 4½	Prix moyen. 1 1 3½			
" 10 8 "	" " "	" " "	" " "	V ^e division.			
1 "	" " "	" " "	" " "	1453	" 5 4 "	" " "	" 10 8
1290	" 16 "	" " "	2 8 "	1455	" 1 2 "	" " "	" 2 4
1294	" 16 "	" " "	2 8 "	1457	" 7 8 "	" " "	" 15 4
1302	" 4 "	" " "	" 12 "	1459	" 8 "	" " "	" 10 "
1309	" 7 2 "	" " "	1 1 6	1460	" 8 "	" " "	" 16 "
1315	1 "	" " "	3 "	1463	" 2 "	" 1 10 "	" 3 8
" 1 "	" " "	" " "	" " "	1464	" 6 8 "	" " "	" 10 "
1318	1 10 "	1 10 6 "	4 11 6	1486	1 4 "	" " "	1 17 "
" 1 12 "	" " "	" " "	" " "	1491	" 14 8 "	" " "	" 1 2 "
" 2 "	" " "	" " "	" " "	1494	" 4 "	" " "	" 8 "
" 2 4 "	" " "	" " "	" " "	1495	" 3 4 "	" " "	" 8 "
" 14 "	" " "	" " "	" " "	1497	1 "	" " "	" 11 "
1317	2 13 "	1 18 8 "	5 18 8	TOTAL. 8 9 "			
" 4 "	" " "	" " "	" " "	Prix moyen. " 14 1			
1336	" 6 8 "	" " "	" 6 "				
1338	" 2 "	" " "	" 10 "				
" 3 4 "	" " "	" " "	" " "				
TOTAL. 23 4 11½							
Prix moyen. 1 18 8							

V ^{ie} division du 12 années	PRIX du quartier de blé chaque année.	PRIX MOYEN des prix différents de la même année.	PRIX MOYEN de chaque année, en monnaie actuelle.	V ^{ie} division de 12 années	PRIX du quartier de blé chaque année.	PRIX MOYEN des prix différents de la même année.	PRIX MOYEN de chaque année, en monnaie actuelle.
	l. s. d.	l. s. d.	l. s. d.		l. s. d.	l. s. d.	l. s. d.
1499	" 4 "	" "	" 6 "	1561	" 8 "	" "	" 8 "
1501	" 5 8	" "	" 5 6	1562	" 8 "	" "	" 8 "
1521	" 1 "	" "	" 16 "	1574	2 16 "	2 "	2 "
1551	" 8 "	" "	" 12 "	1587	0 4 "	" "	3 4 "
1553	" 8 "	" "	" 8 "	1594	2 16 "	" "	2 16 "
1554	" 8 "	" "	" 8 "	1605	2 18 "	" "	2 13 "
1558	" 8 "	" "	" 8 "	1596	4 "	" "	4 "
1556	" 4 "	" "	" "	1597	5 4 "	4 12 "	4 12 "
	" 5 "	" "	" "	1598	2 10 "	" "	2 16 "
1557	" 8 "	" 12 7	" 12 7	1599	1 19 2	" "	1 19 2
	2 13 4	" "	" "	1600	1 17 8	" "	1 17 8
1558	" 8 "	" "	" 8 "	1661	1 14 10	" "	1 14 10
1559	" 8 "	" "	" 8 "				
1560	" 8 "	" "	" 8 "				
		TOTAL.	6 5 1			TOTAL.	28 9 4
		Prix moyen.	" 16 5			Prix moyen.	" 3 4 2

TABLE

Des prix du quartier de neuf boisseaux du plus beau froment ou du plus haut vendu au marché de Winculor, les jours du marché de la Notre-Dame (25 mars) et de la Saint-Michel (29 septembre), depuis l'année 1586 inclusivement, jusqu'à l'année 1764 inclusivement, les prix de chaque année étant le medium entre les prix les plus hauts de ces deux jours de marché.

I^{re} division de 26 années.
(Même digression,
2^e période, page 81.)

Années.	Pris du quartier.	
	l.	s.
1595	2	»
1596	2	8
1597	3	9
1598	2	16
1599	1	19
1600	1	17
1601	1	14
1602	1	9
1603	1	15
1604	1	16
1605	1	15
1606	1	13
1607	1	18
1608	2	16
1609	2	10
1610	1	15
1611	1	15
1612	2	2
1613	2	8
1614	2	1
1615	1	18
1616	2	4
1617	2	8
1618	2	8
1619	1	15
1620	1	16

TOTAL. 54 = 5 $\frac{1}{2}$
Prix moyen 2 1 6 $\frac{1}{2}$

II^e division de 16 années.
(Idem, page 38.)

Années.	Pris du quartier.	
	l.	s.
1621	1	10
1622	2	18
1623	2	12
1624	2	8
1625	2	12
1626	2	9
1627	1	16
1628	1	8
1629	2	2
1630	2	15
1631	3	8
1632	2	13
1633	2	15
1634	2	16
1635	2	16
1636	2	16

TOTAL. 40 = »
Prix moyen 2 16 = »

III^e division de 64 années, formant les 64 dernières
du 17^e siècle. (Même digression, 3^e période,
page 39.)

Années.	Pris du quartier.		Report.		
	l.	s.			d.
1637	2	18	1631	2	2
1638	2	17	1632	2	1
1639	2	4	1633	2	6
1640	2	4	1634	3	8
1641	2	8	1635	3	4
1642	Manuscript dans les collections de nos 1644 à 1660 surmuni par l'évé- que Fleetwood.			1636	2
1643				3	
1644				4	
1645				5	
1646	2	8	1637	2	6
1647	3	13	1638	2	8
1648	4	5	1639	2	»
1649	4	»	1640	2	4
1650	0	16	1641	2	6
1651	3	13	1642	1	14
1652	2	9	1643	1	5
1653	1	15	1644	1	10
1654	1	6	1645	1	10
1655	1	13	1646	0	14
1656	2	3	1647	1	14
1657	2	6	1648	2	6
1658	3	5	1649	0	7
1659	3	6	1650	8	4
1660	2	16	1651	2	13
1661	3	16	1652	0	11
1662	8	14	1653	3	»
1663	2	17	1654	8	4
1664	2	»	1655	0	4
1665	2	8	1656	2	»
1666	1	16	1657	1	»
1667	1	10	1658	2	»
1668	2	»	1659	2	4
1669	2	4	1660	2	1
1670	2	1			

TOTAL des 64 ann. 153 1 8
Prix moyen 2 11 = 1 $\frac{1}{2}$
A reporter 19 14 16

IV^e division, contenant les 64 premières années de ce siècle.

Années.	Prix du quartier.		l. s. d.
	l. s. d.	Report.	l. s. d.
1701	1 17 6	1735	2 3 "
1702	1 9 6	1736	2 " 4
1703	1 16 "	1737	1 18 "
1704	2 6 6	1738	1 15 6
1705	1 10 "	1739	1 16 6
1706	1 6 "	1740	2 10 8
1707	1 8 6	1741	2 6 8
1708	2 1 6	1742	1 14 "
1709	3 16 6	1743	1 4 10
1710	3 18 "	1744	1 4 10
1711	2 11 "	1745	1 7 6
1712	2 6 4	1746	1 10 "
1713	2 11 "	1747	1 14 10
1714	2 10 4	1748	1 17 "
1715	2 3 "	1749	1 17 "
1716	2 6 "	1750	1 12 6
1717	2 5 6	1751	1 16 6
1718	1 18 10	1752	2 1 10
1719	1 15 "	1753	2 4 8
1720	1 17 "	1754	1 14 8
1721	1 17 6	1755	1 12 10
1722	1 16 "	1756	2 5 8
1723	1 14 8	1757	3 " "
1724	1 17 "	1758	2 18 "
1725	2 8 6	1759	1 19 10
1726	2 8 "	1760	1 16 6
1727	3 2 "	1761	1 10 3
1728	2 14 6	1762	1 16 "
1729	2 8 10	1763	2 " 6
1730	1 16 6	1764	2 6 9
1731	1 12 10		
1732	1 6 8	Total des 64 ann.	129 12 6
1733	1 8 4		
1734	1 16 10	Prix moyen	2 " 4 1/2
Reporter	71 7 6		

TABLE SÉPARÉE des 10 années, de 1731 à 1740 inclusivement.

(Même digression, 3^e période.

Années.	Prix du quartier.		l. s. d.
1731	1 12 10		
1732	1 6 8		
1733	1 8 4		
1734	1 18 10		
1735	2 3 "		
1736	2 " 4		
1737	1 18 "		
1738	1 15 8		
1739	1 16 6		
1740	2 10 8		

Total des 10 ann. } 16 12 8

Prix moyen 1 17 3 1/2

TABLE SÉPARÉE des 10 années, de 1741 à 1750 inclusivement.

(Même digression, 3^e période.

Années.	Prix du quartier.		l. s. d.
1741	2 6 8		
1742	1 14 "		
1743	1 4 10		
1744	1 4 10		
1745	1 7 6		
1746	1 19 "		
1747	1 14 10		
1748	1 17 "		
1749	1 17 "		
1750	1 12 6		

Total des 10 ann. } 16 16 2

Prix moyen 1 13 9 1/2

OBSERVATIONS DE GARNIER SUR LES TABLES PRÉCÉDENTES.

L'auteur, en publiant ces tables, a prévenu le lecteur du peu de confiance qu'elles méritent. Il annonce qu'elles ont été, pour la plus grande partie, relevées sur le *Chronicon pretiosum* de Fleetwood, et il ne dissimule pas que cet écrivain est tombé dans une erreur qu'il n'a pu s'empêcher de reconnaître lui-même. Cette erreur consiste à avoir confondu avec le prix courant du blé, le prix de conversion stipulé, d'après la coutume du lieu, entre le propriétaire et son fermier ; et cette méprise, qui est répétée jusqu'à quinze fois depuis l'année 1423 jusqu'à 1562, n'a point été réformée dans les tables. D'un autre côté, l'évêque Fleetwood a jugé à propos de rapporter certains prix d'une élévation tellement hors de toute mesure, qu'elle est presque incroyable, et qu'il a recueillis dans les chroniques du temps, où ils ont été cités comme un fait extraordinaire. Tel est le prix de 6 livres 8 schellings en 1270, époque à laquelle la livre d'Angleterre était encore la livre de Charlemagne, du poids de 12 de nos onces : en sorte que ce prix est égal, en poids d'argent, à 19 livres 4 schellings sterling, ou à 480 francs de notre monnaie ; et comme l'argent, avant l'introduction de celui du Nouveau-

Monde, avait six fois plus de valeur réelle qu'il n'en a actuellement, ce n'est qu'en multipliant par six cette somme d'argent qu'on peut se faire une juste idée de ce prix du *quarter*. Un tel prix porté en ligne de compte dans une série, fût-il réparti sur cent années, ferait plus que doubler le prix moyen résultant du calcul.

Les prix des temps modernes ne présentent pas non plus l'exactitude qu'on attend d'une recherche de cette nature. L'auteur nous y donne les prix du blé vendu le plus cher au marché de Windsor, en mars et en septembre de chaque année, en faisant seulement une moyenne de ces deux prix les plus hauts. Mais ce prix le plus haut est une fausse indication du prix moyen de chaque marché, surtout à l'époque des semailles, où il y a toujours une petite quantité de froment de choix que les fermiers achètent pour semer, et qu'ils payent beaucoup plus cher que le blé destiné à la consommation, qui est celui dont il importe de connaître le prix. M. Dupré de Saint-Maur, dans ses *Recherches*, distingue le blé acheté pour la semence et celui acheté pour la provision de la maison. Nous avons vu au marché d'Étampes, l'un des plus considérables des environs de Paris, en juin 1820, le blé provenant de la récolte de 1818, une des années les plus favorables qu'on ait eues depuis longtemps pour la qualité des grains, vendu jusqu'à 45 francs l'hectolitre et demi¹, tandis que, le même jour, le blé recueilli en 1819 n'a été payé que 23 à 24 francs. La différence de poids entre la première et la seconde espèce de blé, à mesure égale, était de 240 livres à 200. Aussi doit-on remarquer que Smith, dans le cours de son ouvrage, à chaque fois qu'il vient à citer le prix du blé, au moment où il écrit (1773), ne se conforme point aux tables qu'il a publiées. Selon ces tables, le prix moyen du blé, pendant les soixante-quatre premières années du dix-huitième siècle, est indiqué à 2 livres 7 deniers sterling, ce qui est à 4 schellings 6 deniers le boisseau, ou à 1 livre 16 schellings pour le *quarter* de huit boisseaux. Toutefois, Smith évalue dans tout son ouvrage le prix moyen actuel du *quarter* à 1 livre 8 schellings, et celui du boisseau à 3 schellings 6 deniers. Ce prix de 1 livre 8 schellings (33 de nos francs) s'accorde parfaitement avec l'indication que présentent les tables suivantes. Si l'on y relève les prix du setier de Paris de 1701 à 1764 pour en former un prix moyen, on trouve 19 francs 27 centimes. Le *quarter* anglais étant à notre setier comme 46 est à 25, ce *quarter* aurait coûté en France, pendant cette période, 33 francs 46 centimes.

Une table du prix des grains est un recueil de faits qui ont entre eux tous

¹ L'hectolitre et demi, en bon froment, pèse 120 kilogrammes; l'ancien setier pèse 125 kilogrammes. Cet hectolitre et demi, qui est depuis quelques années la mesure des marchés, ne pèse guère que 11 et demi des boisseaux dont le setier contenait 12.

une parfaite connexité, et s'il a le mérite d'être fidèle, c'est un des documents les plus importants que puissent consulter ceux qui s'occupent d'étudier l'économie politique. Il doit porter sur une suite d'années un peu longue, afin de compenser les chances des bonnes et mauvaises récoltes, et d'offrir un terme moyen. Comme chaque prix agit sur les autres, on manquera le but qu'on se propose si on n'écarterait pas de ce tableau les hauts prix qui ont eu pour cause quelque événement particulier, totalement étranger à l'inconstance des saisons.

On a publié, en France, plusieurs tables du prix des grains; la plus récente est celle qui a été donnée par l'estimable auteur de la *Balance du Commerce* (feu M. Arnould), et qu'il annonce avoir copiée sur celle de Messance. Mais les tables de Messance, qui ne comprennent que la période écoulée entre 1674 et 1765, sont un relevé des prix du meilleur froment vendu au marché de Paris, et les prix de ce marché n'ont pas toujours été le résultat naturel de l'influence des saisons et des libres efforts du commerce. On sait que, dans les années de grande cherté, le gouvernement a employé des moyens extraordinaires pour maintenir le prix des grains dans le marché de la capitale à un taux fort inférieur à celui qui aurait eu lieu sans l'intervention du pouvoir. Ainsi, pour en citer un exemple, dans la grande cherté de 1694, le prix du setier de Paris se trouve indiqué, dans les tables de Messance, à 32 livres 2 sous 6 deniers, environ un marc d'argent; le prix du bichet de Lyon, pour la même année, est porté sur le même pied; et comme cet auteur a dressé ses tables sur les prix du froment de première qualité, qui est communément de 20 pour cent plus cher que le blé destiné à la consommation générale, le prix courant de 1694 aurait été, si l'on s'en rapporte aux tables de Messance, de 40 francs environ de notre monnaie actuelle pour le setier de Paris, et 8 francs pour le bichet de Lyon, cinquième du setier de Paris. Mais la réduction du prix de marché dans l'une et l'autre de ces grandes villes a été l'effet de dépenses extraordinaires faites par leurs magistrats municipaux pour adoucir le poids de la disette et le rendre plus supportable à leurs administrés. Il est prouvé par tous les monuments de cette époque, que le prix du blé a monté fort au-dessus des sommes indiquées dans les tables de Messance. Lamarre, dans son *Traité de la police* (livre V, titre IV, chap. xvi et xvii), expose les moyens violents qui furent mis en œuvre pour faire arriver des blés à Paris, et notamment l'envoi de commissaires chargés de faire des recherches chez les laboureurs et les marchands, et d'informer contre tous ceux qui se trouveraient avoir des provisions au delà des besoins de leur consommation. « Cette mesure (qui eut lieu « au mois de juillet 1694) fit baisser, dit-il, le prix du blé au marché de Paris, « de 54 livres qu'il avait été jusque alors, à 56 livres, puis à 52 livres. » Il rapporte aussi qu'en 1698, où la même mesure fut renouvelée, les commis-

saires trouvèrent chez les laboureurs du blé de 1693 « que ceux-ci avaient « laissé gâter, plutôt que de le vendre à 50 livres, prix alors courant dans « la province, dans l'espérance que la denrée s'élèverait encore au-dessus « de ce prix exorbitant. » Or, il ne faut pas perdre de vue que, dans le temps où Lamarre écrivait ceci, le marc d'argent étant à 50 livres, une somme nominale de 50 livres contenait un marc et deux tiers, et, par conséquent, répondait à 90 francs de notre monnaie actuelle. Ainsi, la table suivante, dans laquelle le prix moyen du blé, pour l'année 1694, a été fermé sur quatre prix de la même année recueillis par Dupré de Saint-Maur, et indiqué à 60 francs 99 centimes, est encore plutôt au-dessous qu'au-dessus du véritable prix de l'année, quoique de plus de moitié supérieur à celui de la table de Messance.

Une table fidèle du prix des blés en France était une pièce nécessaire dans un ouvrage tel que celui-ci. Aucuns soins n'ont été négligés pour que celle qui suit fût aussi étendue et aussi exacte qu'il était possible de le désirer. Les années de cherté excessive en ont été retranchées, lorsque cet accident a été évidemment causé par des circonstances tout à fait indépendantes du cours naturel des valeurs : elle a été continuée jusqu'à l'année 1788 inclusivement. La fameuse cherté de 1789, qui ne fut pas uniquement produite par une rareté réelle de la denrée, les désordres que les assignats de 1790 ont jetés ensuite dans le rapport nominal des valeurs, et les variations brusques et multipliées que le prix des subsistances a subies pendant cette longue suite de troubles civils et de guerres extérieures qui ont désolé le royaume pendant tout le reste du dix-huitième siècle, sont des événements qui appartiennent à l'histoire, et non aux froides et paisibles méditations de l'économie politique.

Mai 1821.

TABLEAU DU PRIX DU SETIER DE BLÉ,

MESURE DE PARIS,

PENDANT LES XIII^e, XIV^e, XV^e, XVI^e, XVII^e ET XVIII^e SIÈCLES,

Divisé par séries de dix en dix années.

Prix évalué en monn. actuelle.		Prix évalué en monn. actuelle.		Prix évalué en monn. actuelle.		Prix évalué en monn. actuelle.	
Année.	fr. cent.	Année.	fr. cent.	Année.	fr. cent.	Année.	fr. cent.
1292.....	5 8	1413.....	11 24	1511.....	1 96	1571.....	21 41
1296.....	4 85	1415.....	4 34	1512.....	3 10	1572.....	21 52
1299.....	5 69	1416.....	6 61	1513.....	4 49	1573.....	40 62
1290.....	7 58	1417.....	32 99	1513.....	14 26	1574.....	44 25
1294.....	8 80	1418.....	51 70	1517.....	5 50	1575.....	10 36
1501.....	12 05	1440.....	6 95	1510.....	4 64	1576.....	20 21
1512.....	10 71	1413.....	14 27	1520.....	5 31	1577.....	13 37
1514.....	6 60	1444.....	6 62	1521.....	17 15	1578.....	14 40
1510.....	11 22	1416.....	2 61	1522.....	12 85	1579.....	15 38
1522.....	12 20	1417.....	3 48	1524.....	12 35	1580.....	15 43
10 années..	85 47	10 années..	121 6	10 années..	81 17	10 années..	231 95
Prix moyen.	8 55	Prix moyen.	12 11	Prix moyen.	8 12	Prix moyen.	23 20
Année.		Année.		Année.		Année.	
1323.....	6 16	1448.....	1 78	1525.....	4 12	1581.....	14 04
1327.....	6 05	1449.....	3 51	1526.....	3 72	1582.....	10 70
1328.....	7 59	1450.....	3 24	1527.....	3 84	1583.....	19 92
1320.....	6 60	1452.....	2 87	1528.....	8 91	1584.....	22 80
1552.....	10 84	1454.....	4 68	1529.....	15 23	1585.....	21 63
1333.....	14 44	1457.....	5 86	1530.....	10 51	1586.....	16 46
1334.....	9 69	1459.....	4 89	1531.....	21 23	1589.....	31 44
1337.....	7 28	1462.....	5 42	1532.....	16 80	1591.....	79 29
1550.....	8 26	1463.....	2 82	1533.....	8 49	1592.....	47 41
1541.....	5 18	1464.....	1 48	1534.....	6 43	1595.....	65 21
10 années..	81 26	10 années..	45 50	10 années..	101 21	10 années..	336 11
Prix moyen.	8 18	Prix moyen.	4 38	Prix moyen.	10 42	Prix moyen.	33 61
Année.		Année.		Année.		Année.	
1312.....	7 82	1465.....	2 06	1535.....	8 61	1596.....	40 46
1344.....	9 65	1466.....	6 87	1536.....	12 35	1597.....	42 03
1345.....	7 10	1467.....	2 30	1538.....	11 11	1598.....	36 50
1347.....	8 01	1469.....	2 78	1539.....	15 48	1599.....	10 44
1354.....	12 96	1470.....	1 75	1540.....	7 00	1600.....	16 80
1556.....	8 90	1471.....	2 52	1541.....	7 85	1601.....	18 19
1358.....	4 07	1472.....	2 47	1542.....	6 06	1602.....	11 26
1560.....	4 15	1473.....	2 47	1543.....	10 08	1603.....	19 86
1361.....	13 27	1474.....	4 44	1544.....	11 52	1604.....	16 95
1365.....	8 94	1475.....	3 04	1545.....	11 24	1605.....	14 54
10 années..	70 90	10 années..	41 50	10 années..	103 89	10 années..	247 1
Prix moyen.	7 09	Prix moyen.	4 15	Prix moyen.	10 80	Prix moyen.	21 70
Année.		Année.		Année.		Année.	
1369.....	15 04	1476.....	4 44	1546.....	10 37	1606.....	16 41
1372.....	5 28	1477.....	4 07	1547.....	8 15	1607.....	16 53
1373.....	5 77	1478.....	4 74	1548.....	8 11	1608.....	25 60
1570.....	11 12	1481.....	3 00	1553.....	12 67	1609.....	22 40
1382.....	4 24	1482.....	9 78	1554.....	11 52	1610.....	16 78
1585.....	4 24	1483.....	6 78	1555.....	11 74	1611.....	16 83
1390.....	7 83	1485.....	3 33	1556.....	19 68	1612.....	17 20
1397.....	5 15	1486.....	6 50	1557.....	12 59	1613.....	15 41
1398.....	5 51	1487.....	4 86	1558.....	10 68	1614.....	17 81
1405.....	7 10	1489.....	8 31	1559.....	12 54	1615.....	15 35
10 années..	71 68	10 années..	56 93	10 années..	125 83	10 années..	190 25
Prix moyen.	7 17	Prix moyen.	5 69	Prix moyen.	12 58	Prix moyen.	18 3
Année.		Année.		Année.		Année.	
1406.....	5 85	1490.....	3 31	1560.....	12 96	1616.....	15 71
1410.....	9 74	1492.....	3 31	1561.....	15 56	1617.....	17 33
1411.....	6 25	1495.....	2 26	1562.....	26 89	1618.....	32 09
1418.....	2 61	1498.....	4 41	1563.....	27 89	1619.....	19 75
1420.....	5 61	1499.....	5 08	1564.....	12 83	1620.....	14 67
1427.....	8 40	1500.....	2 78	1565.....	20 05	1621.....	19 62
1428.....	3 96	1501.....	6 17	1567.....	27 05	1622.....	25 06
1430.....	22 87	1508.....	5 63	1568.....	19 42	1623.....	24 11
1451.....	13 24	1509.....	3 84	1569.....	17 07	1624.....	18 93
1432.....	27 70	1510.....	1 82	1570.....	14 58	1625.....	20 96
10 années..	106 38	10 années..	50 56	10 années..	188 20	10 années..	297 64
Prix moyen.	10 64	Prix moyen.	5 06	Prix moyen.	18 82	Prix moyen.	29 78

Prix évalué en monn. actuelle.		Prix évalué en monn. actuelle.		Prix évalué en monn. actuelle.		Prix évalué en monn. actuelle.	
Années.	fr. cent.	Années.	fr. cent.	Années.	fr. cent.	Années.	fr. cent.
1626.....	37 33	1666.....	24 31	1706.....	12 30	1746.....	14 66
1627.....	29 46	1667.....	16 39	1707.....	10 86	1747.....	15 33
1628.....	22 "	1668.....	14 82	1708.....	14 86	1748.....	16 51
1629.....	20 "	1669.....	15 23	1709.....	55 "	1749.....	16 40
1630.....	23 73	1670.....	15 82	1710.....	50 "	1750.....	17 78
1631.....	44 8	1671.....	17 59	1711.....	21 51	1751.....	19 44
1632.....	34 13	1672.....	18 30	1712.....	25 74	1752.....	24 44
1633.....	24 54	1673.....	14 76	1713.....	35 27	1753.....	19 64
1634.....	20 56	1674.....	17 74	1714.....	40 32	1754.....	19 01
1635.....	22 06	1675.....	26 89	1715.....	24 36	1755.....	14 63
10 années..	277 36	10 années..	182 45	10 années..	290 52	10 années..	163 17
Prix moyen.	27 79	Prix moyen.	18 25	Prix moyen.	29 65	Prix moyen.	16 32
Années.	fr. cent.	Années.	fr. cent.	Années.	fr. cent.	Années.	fr. cent.
1636.....	23 04	1676.....	19 13	1716.....	15 37	1756.....	15 99
1637.....	21 83	1677.....	21 64	1717.....	12 35	1757.....	21 73
1638.....	30 74	1678.....	37 16	1718.....	6 89	1758.....	18 84
1639.....	17 99	1679.....	30 63	1719.....	12 79	1759.....	19 75
1640.....	16 61	1680.....	23 79	1720.....	16 25	1760.....	19 57
1641.....	22 14	1681.....	25 33	1721.....	11 81	1761.....	15 70
1642.....	22 44	1682.....	34 21	1722.....	12 69	1762.....	15 05
1643.....	33 57	1683.....	21 25	1723.....	18 56	1763.....	15 68
1644.....	32 93	1684.....	26 86	1724.....	25 56	1764.....	15 36
1645.....	21 05	1685.....	30 12	1725.....	36 "	1765.....	16 7
10 années..	234 44	10 années..	250 59	10 années..	170 7	10 années..	178 55
Prix moyen.	23 44	Prix moyen.	25 8	Prix moyen.	17 1	Prix moyen.	17 64
Années.	fr. cent.	Années.	fr. cent.	Années.	fr. cent.	Années.	fr. cent.
1646.....	17 56	1686.....	19 "	1726.....	26 22	1766.....	20 15
1647.....	23 76	1687.....	19 59	1727.....	18 82	1767.....	21 78
1648.....	28 46	1688.....	13 18	1728.....	12 67	1768.....	32 30
1649.....	35 47	1689.....	16 16	1729.....	16 69	1769.....	32 "
1650.....	46 77	1690.....	15 51	1730.....	15 46	1770.....	28 69
1651.....	48 14	1691.....	10 37	1731.....	18 81	1771.....	32 8
1652.....	46 73	1692.....	21 14	1732.....	13 26	1772.....	27 35
1653.....	35 05	1693.....	45 33	1733.....	16 22	1773.....	39 14
1654.....	23 65	1694.....	60 59	1734.....	10 68	1774.....	36 27
1655.....	20 55	1695.....	22 23	1735.....	11 19	1775.....	29 14
10 années..	316 26	10 années..	246 31	10 années..	154 55	10 années..	280 46
Prix moyen.	31 82	Prix moyen.	24 69	Prix moyen.	15 46	Prix moyen.	28 8
Années.	fr. cent.	Années.	fr. cent.	Années.	fr. cent.	Années.	fr. cent.
1656.....	16 96	1696.....	22 66	1736.....	12 89	1776.....	24 59
1657.....	16 14	1697.....	26 77	1737.....	14 52	1777.....	22 51
1658.....	24 35	1698.....	33 52	1738.....	18 52	1778.....	22 17
1659.....	28 57	1699.....	41 37	1739.....	22 87	1779.....	30 18
1660.....	32 65	1700.....	38 82	1740.....	27 26	1780.....	18 53
1661.....	46 62	1701.....	26 54	1741.....	37 63	1781.....	20 46
1662.....	62 76	1702.....	16 52	1742.....	20 84	1782.....	16 75
1663.....	38 79	1703.....	17 44	1743.....	11 56	1783.....	16 85
1664.....	32 09	1704.....	15 74	1744.....	16 63	1784.....	26 17
1665.....	25 59	1705.....	14 61	1745.....	11 16	1785.....	24 56
10 années..	333 96	10 années..	256 71	10 années..	186 4	10 années..	218 80
Prix moyen.	33 40	Prix moyen.	26 37	Prix moyen.	18 80	Prix moyen.	21 96
Années.	fr. cent.	Années.	fr. cent.	Années.	fr. cent.	Années.	fr. cent.
1766.....	20 35	1706.....	12 30	1786.....	23 70	1766.....	20 35
1767.....	21 88	1707.....	10 86	1787.....	23 70	1767.....	21 88
1768.....	23 70	1708.....	14 86	1788.....	23 70	1768.....	23 70
3 années..	85 93						
Prix moyen.	28 67						

LIVRE II.

DE LA NATURE DES FONDS ¹, DE LEUR ACCUMULATION
ET DE LEUR EMPLOI.

INTRODUCTION.

Quand la société est encore dans cet état d'enfance où il n'y a aucune division de travail, où il ne se fait presque point d'échanges, et où chaque individu pourvoit lui-même à tous ses besoins, il n'est pas nécessaire qu'il existe aucun fonds accumulé ou amassé d'avance pour faire marcher les affaires de la société. Chaque homme cherche, dans sa propre industrie, les moyens de satisfaire aux besoins du moment, à mesure qu'ils se font sentir. Quand la faim le presse, il s'en va chasser dans la forêt; quand son vêtement est usé, il s'habille avec la peau du premier animal qu'il tue; et si sa hutte commence à menacer ruine, il la répare, du mieux qu'il peut, avec les branches d'arbres et la terre qui se trouvent sous sa main.

Mais quand une fois la division du travail est généralement établie, un homme ne peut plus appliquer son travail personnel qu'à une bien petite partie des besoins qui lui surviennent. Il pourvoit à la plus grande partie de ces besoins par les produits du travail d'autrui achetés avec le produit de son travail, ou, ce qui revient au même, avec le prix de ce produit. Or, cet achat ne peut se faire à moins qu'il n'ait eu le temps, non-seulement d'achever tout à fait, mais encore de vendre le produit

¹ Ce mot est employé dans un sens moins étendu que celui que lui a attribué l'usage. Il est ici proprement opposé à ce qu'on entend par *biens-fonds* ou *fonds de terre*, et il signifie tout amas quelconque des produits de la terre ou du travail des manufactures. C'est dans ce dernier sens qu'il est pris, quand on dit un *fonds de commerce*, les *fonds publics*, etc. Il ne prend le nom de *capital* que lorsqu'il rapporte à son propriétaire un revenu ou un profit quelconque *. GARNIER.

* Cette distinction entre les fonds et le capital n'est plus admise dans la langue de l'économie politique, et l'on désigne sous le nom général de capital ce que Smith appelle *stock* et *capital*.

A. B.

de son travail. Il faut donc qu'en attendant il existe quelque part un fonds de denrées de différentes espèces, amassé d'avance pour le faire subsister et lui fournir en outre la matière et les instruments nécessaires à son ouvrage. Un tisserand ne peut pas vaquer entièrement à sa besogne particulière s'il n'y a quelque part, soit en sa possession, soit en celle d'un tiers, une provision faite par avance, où il trouve de quoi subsister et de quoi se fournir des outils de son métier et de la matière de son ouvrage, jusqu'à ce que sa toile puisse être non-seulement achevée, mais encore vendue. Il est évident qu'il faut que l'accumulation précède le moment où il pourra appliquer son industrie à entreprendre et achever cette besogne.

Puis donc que, dans la nature des choses, l'accumulation d'un *capital* est un préalable nécessaire à la division du travail, le travail ne peut recevoir de subdivisions ultérieures qu'en proportion de l'accumulation progressive des capitaux. A mesure que le travail se subdivise, la quantité de matières qu'un même nombre de personnes peut mettre en œuvre augmente dans une grande proportion ; et comme la tâche de chaque ouvrier se trouve successivement réduite à un plus grand degré de simplicité, il arrive qu'on invente une foule de nouvelles machines pour faciliter et abrégier ces tâches. A mesure donc que la division du travail devient plus grande, il faut, pour qu'un même nombre d'ouvriers soit constamment occupé, qu'on accumule d'avance une égale provision de vivres, et une provision de matières et d'outils plus forte que celle qui aurait été nécessaire dans un état de choses moins avancé. Or, le nombre des ouvriers augmente en général dans chaque branche d'industrie en même temps qu'y augmente la division du travail, ou plutôt c'est l'augmentation de leur nombre qui les met à portée de se classer et de se subdiviser de cette manière.

De même que le travail ne peut acquérir cette grande extension de puissance productive sans une accumulation préalable de capitaux, de même l'accumulation des capitaux amène naturellement cette extension. La personne qui emploie son capital à faire travailler cherche nécessairement à l'employer de manière à ce qu'il produise la plus grande quantité possible d'ouvrage : elle tâche donc à la fois d'établir entre ses ouvriers la distribution de travaux la plus convenable, et de les fournir des meilleures machines qu'elle puisse imaginer ou qu'elle soit à même de se procurer. Ses moyens pour réussir dans ces deux objets sont proportionnés en général à l'étendue de son capital ou au nombre de gens

que ce capital peut tenir occupés. Ainsi, non-seulement la quantité d'industrie augmente dans un pays en raison de l'accroissement du capital qui la met en activité, mais encore, par une suite de cet accroissement, la même quantité d'industrie produit une beaucoup plus grande quantité d'ouvrage.

Tels sont en général les effets de l'accroissement des capitaux sur l'industrie et sur la puissance productive.

Dans le livre suivant, j'ai cherché à expliquer la nature des fonds, les effets qui résultent de leur accumulation en *capitaux* de différentes espèces, et les effets qui résultent des divers emplois de ces capitaux. Ce livre est divisé en cinq chapitres.

Dans le premier chapitre, j'ai tâché d'exposer quelles sont les différentes parties ou branches dans lesquelles se divise naturellement le *fonds accumulé* d'un individu, ainsi que celui d'une grande société.

Dans le second, j'ai traité de la nature et des opérations de l'*argent* considéré comme une branche particulière du capital général de la société.

Le fonds qu'on a accumulé pour en faire un capital peut être employé par la personne à qui il appartient, ou il peut être prêté à un tiers; la manière dont il opère dans l'une et l'autre de ces circonstances est examinée dans les troisième et quatrième chapitres.

Le cinquième et dernier chapitre traite des différents effets que les emplois différents des capitaux produisent immédiatement, tant sur la quantité d'industrie nationale mise en activité, que sur la quantité du produit annuel des terres et du travail de la société.

CHAPITRE I.

DES DIVERSES BRANCHES DANS LESQUELLES SE DIVISENT LES FONDS.

Quand le fonds accumulé qu'un homme possède suffit tout au plus pour le faire subsister pendant quelques jours ou quelques semaines, il est rare qu'il songe à en tirer un revenu. Il le consomme en le ménageant le plus qu'il peut, et il tâche de gagner par son travail de quoi le remplacer avant qu'il soit entièrement consommé. Dans ce cas, tout son revenu procède de son travail seulement; c'est la con-

dition de la majeure partie des ouvriers pauvres dans tous les pays¹.

Mais quand un homme possède un fonds accumulé suffisant pour le faire vivre des mois ou des années, il cherche naturellement à tirer un revenu de la majeure partie de ce fonds, en en réservant seulement pour sa consommation actuelle autant qu'il lui en faut pour le faire subsister jusqu'à ce que son revenu commence à lui rentrer. On peut donc distinguer en deux parties la totalité de ce fonds; celle dont il espère tirer un revenu s'appelle son capital; l'autre est celle qui fournit immédiatement à sa consommation, et qui consiste, ou bien, en premier lieu, dans cette portion de son fonds accumulé qu'il a originairement réservée pour cela; ou bien, en second lieu, dans son revenu, de quelque source qu'il provienne, à mesure qu'il lui rentre successivement; ou bien, en troisième lieu, dans les effets par lui achetés les années précédentes avec l'une ou l'autre de ces choses, et qui ne sont pas encore entièrement consommés, tels qu'un fonds d'habits, d'ustensiles de ménage et autres effets semblables. L'un ou l'autre de ces trois articles, ou tous les trois, composent toujours le fonds que les hommes réservent d'ordinaire pour servir immédiatement à leur consommation personnelle.

¹ Cette distinction du *fonds* économique d'une nation (stock) en capital et revenu, est peu satisfaisante, et peut conduire à des conclusions erronées. Le capital d'une nation, dit l'auteur, comprend réellement toutes les parties du produit de l'industrie qui peuvent être *directement* employées à soutenir l'existence de l'homme ou à faciliter la production. Des portions de ce fonds, employées sans aucune intention de produire un revenu, sont souvent les plus productives. Par exemple, les fonds qu'un manufacturier emploie à sa consommation, et sans lesquels il ne pourrait subsister, sont regardés comme faisant partie du revenu; et cependant il est évident qu'ils contribuent à augmenter sa richesse, et conséquemment celle du pays, autant qu'une quantité égale de fonds dépensés pour les ouvriers à son service. Il est toujours très-difficile de dire dans quel cas le *fonds* est productivement employé, et dans quel cas il ne l'est pas; et toute définition du capital qui contient la détermination de ce point ne fait qu'embarrasser et obscurcir un sujet d'ailleurs très-simple par lui-même. D'après nos idées il suffit, pour faire considérer un objet comme capital, qu'il puisse concourir directement à soutenir l'existence de l'homme, ou l'aider à s'approprier ou à produire des choses utiles. Il est possible, à la vérité, qu'il ne soit employé à aucun de ces deux objets; mais la question relative au mode d'emploi d'un objet est tout à fait distincte de la question de savoir s'il est un capital.

MAC CULLOCH.

Il y a deux manières différentes d'employer un capital pour qu'il rende un revenu ou profit à celui qui l'emploie.

D'abord, on peut l'employer à faire croître des denrées, à les manufacturer ou à les acheter pour les revendre avec profit. Le capital employé de cette manière ne peut rendre à son maître de revenu ou de profit tant qu'il reste en sa possession ou tant qu'il garde la même forme. Les marchandises d'un négociant ne lui donneront point de revenu ou de profit avant qu'il les ait converties en argent, et cet argent ne lui en donnera pas davantage avant qu'il l'ait de nouveau échangé contre des marchandises. Ce capital sort continuellement de ses mains sous une forme pour y rentrer sous une autre, et ce n'est qu'au moyen de cette circulation ou de ces échanges successifs qu'il peut lui rendre quelque profit. Des capitaux de ce genre peuvent donc être très-proprement nommés capitaux circulants.

En second lieu, on peut employer un capital à améliorer des terres ou à acheter des machines utiles et des instruments d'industrie, ou d'autres choses semblables qui puissent donner un revenu ou profit, sans changer de maître ou sans qu'elles aient besoin de circuler davantage : ces sortes de capitaux peuvent donc très-bien être distingués par le nom de capitaux fixes.

Des professions différentes exigent des proportions très-différentes entre le capital fixe et le capital circulant qu'on y emploie.

Le capital d'un marchand, par exemple, est tout entier en capital circulant. Il n'a pas besoin de machines ou d'instruments d'industrie, à moins qu'on ne regarde comme tels sa boutique ou son magasin.

Un maître artisan ou manufacturier a toujours nécessairement une partie de son capital qui est fixe, celle qui compose les instruments de son métier. Cependant, pour certains artisans, ce n'en est qu'une très-petite partie ; pour d'autres, c'en est une très-grande. Les outils d'un maître tailleur ne consistent qu'en quelques aiguilles ; ceux d'un maître cordonnier sont un peu plus coûteux, mais de bien peu ; ceux du maître tisserand sont beaucoup plus chers que ceux du cordonnier. Tous ces artisans ont la plus grande partie de leur capital qui circule, soit dans les salaires de leurs ouvriers, soit dans le prix de leurs matières, et qui ensuite leur rentre avec profit dans le prix de l'ouvrage.

Il y a d'autres genres de travail qui exigent un capital fixe beaucoup plus considérable. Dans une fabrique de fer en gros, par exemple, le fourneau pour fondre la mine, la forge, les moulins de la fonderie sont

des instruments d'industrie qui ne peuvent s'établir qu'à très-grands frais. Dans les travaux des mines de charbon et des mines de toute espèce, les machines nécessaires pour détourner l'eau et pour d'autres opérations sont souvent encore plus dispendieuses.

Cette partie du capital du fermier qu'il emploie aux instruments d'agriculture est un capital fixe ; celle qu'il emploie en salaires et subsistances de ses valets de labour, est un capital circulant. Il tire un profit de l'un en le gardant en sa possession , et de l'autre en s'en dessaisissant. Le prix ou la valeur des bestiaux qu'il emploie à ses travaux est un capital fixe tout comme le prix de ses instruments d'agriculture ; leur nourriture est un capital circulant tout comme celle de ses valets de labour. Il fait un profit sur ses bestiaux de labourage et de charroi en les gardant , et sur leur nourriture en la mettant hors de ses mains. Mais quant au bétail qu'il achète et qu'il engraisse, non pour le faire travailler, mais pour le revendre, le prix et la nourriture de ce bétail sont l'un et l'autre un capital circulant ; car il n'en retire de profit qu'en s'en dessaisissant. Dans les pays de pacages , un troupeau de moutons ou de gros bétail, qu'on n'achète ni pour le faire travailler ni pour le revendre, mais pour faire un profit sur la laine, sur le lait et sur le crott du troupeau, est un capital fixe. Le profit de ces bestiaux se fait en les gardant ; leur nourriture est un capital circulant : on en tire profit en la mettant hors de ses mains , et ce capital revient ensuite avec son profit et avec celui du prix total du troupeau , dans le prix de la laine, du lait et du crott. La valeur entière des semences est aussi, à proprement parler , un capital fixe. Bien qu'elles aillent et reviennent sans cesse du champ au grenier, elles ne changent néanmoins jamais de maître, et ainsi on ne peut pas dire proprement qu'elles circulent. Le profit qu'elles donnent au fermier procède de leur multiplication, et non de leur vente.

Pris en masse, le fonds accumulé que possède un pays ou une société est le même que celui de ses habitants ou de ses membres ; il se divise donc naturellement en ces trois mêmes branches, dont chacune remplit une fonction distincte.

La première est cette portion réservée pour servir immédiatement à la consommation, et dont le caractère distinctif est de ne point rapporter de revenu ou de profit ¹. Elle consiste dans ce fonds de vivres, d'ha-

¹ Voir la note précédente.

bits, de meubles de ménage, etc., qui ont été achetés par leurs consommateurs, mais qui ne sont pas encore entièrement consommés. Une partie encore de cette première branche, c'est le fonds total des maisons de pure habitation, existant actuellement dans le pays. Le capital qu'on place en une maison, si elle est destinée à être le logement du propriétaire, cesse dès ce moment de faire fonction de capital ou de rapporter à son maître un revenu. Une maison servant de logement ne contribue en rien, sous ce rapport, au revenu de celui qui l'occupe; et quoique, sans contredit, elle lui soit extrêmement utile, elle l'est comme ses habits et ses meubles de ménage, qui lui sont aussi très-utiles, mais qui pourtant font une partie de sa dépense et non pas de son revenu *. Si la maison est destinée à être louée à quelqu'un, comme elle ne peut rien produire par elle-même, il faut toujours que le locataire tire le loyer qu'il paye, de quelque autre revenu qui lui vient ou de son travail, ou d'un capital, ou d'une terre. Ainsi, quoiqu'une maison puisse donner un revenu à son propriétaire, et par là lui tenir lieu d'un capital, elle ne peut donner aucun revenu au public, ni faire, à l'égard de la société, fonction de capital; elle ne peut jamais ajouter la plus petite chose au revenu du corps de la nation. Les habits et les meubles meubles rapportent bien aussi quelquefois un revenu de la même manière à certains particuliers, auxquels ils tiennent lieu d'un capital. Dans les pays où les mascarades sont beaucoup en usage, c'est un métier que de louer des habits de masque pour une nuit. Les tapissiers louent fort souvent des ameublements au mois ou à l'année. Les entrepreneurs des convois louent, au jour ou à la semaine, l'altirail qui sert aux funérailles. Beaucoup de gens louent des maisons garnies et tirent un revenu, non-seulement du loyer de la maison, mais encore de celui des meubles. Toutefois le revenu qu'on retire de toutes les choses de cette es-

* Une maison d'habitation est au moins indirectement, sinon directement, une source de revenu. Toute entreprise utile ou industrielle exige que ceux qu'elle emploie soient logés. Il en résulte donc que le capital employé à bâtir des maisons pour ces personnes est aussi bien employé pour l'avantage public que celui employé à acheter les outils et instruments nécessaires pour accomplir leurs fonctions respectives. Par exemple, la possession d'une maison n'est pas moins nécessaire qu'une navette à l'exercice de son industrie; et si l'on dit que la dernière est un instrument productif, parce qu'elle facilite le travail du tisserand, la première, pour la même raison, doit être aussi productive.

pèce provient toujours, en dernière analyse, de quelque autre source de revenu. De toutes les parties de son fonds accumulé qu'un individu ou qu'une société réserve pour servir immédiatement à sa consommation, celle qui est placée en maisons est celle qui se consomme le plus lentement : un fonds de garde-robe peut durer plusieurs années ; un fonds de meubles meublants peut durer un demi-siècle ou un siècle ; mais un fonds de maisons bien bâties et bien entretenues peut en durer plusieurs. En outre, quoique le terme de leur consommation totale soit plus éloigné, elles n'en sont pas moins un fonds destiné à servir immédiatement à la consommation, tout aussi réellement que les habits ou les meubles.

La seconde des trois branches dans lesquelles se divise le fonds général d'une société, est le capital fixe, dont le caractère distinctif est de rapporter un revenu ou profit sans changer de maître. Il consiste principalement dans les quatre articles suivants :

1° Toutes les machines utiles et instruments d'industrie qui facilitent et abrègent le travail.

2° Tous les bâtiments destinés à un objet utile, et qui sont des moyens de revenu, non-seulement pour le propriétaire qui en retire un loyer en les louant, mais même pour la personne qui les occupe et qui en paye le loyer ; tels que les boutiques, les magasins, les ateliers, les bâtiments d'une ferme, avec toutes leurs dépendances nécessaires, étables, granges, etc. Ces bâtiments sont fort différents des maisons purement d'habitation : ce sont des espèces d'instruments d'industrie, et on peut les considérer sous le même point de vue que ceux-ci.

3° Les améliorations des terres : tout ce qu'on a dépensé d'une manière profitable à les défricher, dessécher, enclore, marnier, fumer et mettre dans l'état le plus propre à la culture et au labourage. Une ferme améliorée peut, avec grande raison, être considérée sous le même point de vue que les machines utiles qui facilitent et abrègent le travail, et par le moyen desquelles le même capital circulant peut rapporter à son maître un bien plus grand revenu. Une ferme améliorée est aussi avantageuse et beaucoup plus durable qu'aucune de ces machines ; le plus souvent les seules réparations qu'elle exige, c'est que le fermier applique de la manière la plus profitable le capital qu'il emploie à la faire valoir.

4° Les talents utiles acquis par les habitants ou membres de la société. L'acquisition de ces talents coûte toujours une dépense réelle

produite par l'entretien de celui qui les acquiert, pendant le temps de son éducation, de son apprentissage ou de ses études, et cette dépense est un capital fixé et réalisé pour ainsi dire dans sa personne. Si ces talents composent une partie de sa fortune, ils composent pareillement une partie de la fortune de la société à laquelle il appartient. La dextérité perfectionnée, dans un ouvrier, peut être considérée sous le même point de vue qu'une machine ou un instrument d'industrie qui facilite et abrège le travail, et qui, malgré la dépense qu'il a coûté, restitue cette dépense avec un profit.

La troisième et dernière des trois branches dans lesquelles se divise naturellement le fonds général que possède une société, c'est son capital circulant, dont le caractère distinctif est de ne rapporter de revenu qu'en circulant ou changeant de maître. Il est aussi composé de quatre articles :

1° L'argent ¹, par le moyen duquel les trois autres circulent et se distribuent à ceux qui en font usage et consommation.

2° Ce fonds de vivres qui est dans la possession des bouchers, nourrisseurs de bestiaux, fermiers, marchands de blé, brasseurs, etc., et de la vente desquels ils espèrent tirer un profit.

3° Ce fonds de matières, ou encore tout à fait brutes, ou déjà plus ou moins manufacturées, destinées à l'habillement, à l'ameublement et à la bâtisse, qui ne sont préparées sous aucune de ces trois formes, mais qui sont encore dans les mains des producteurs, des manufacturiers, des merciers, des drapiers, des marchands de bois en gros, des charpentiers, des menuisiers, des maçons, etc.

4° Enfin l'ouvrage fait et parfait, mais qui est encore dans les mains du marchand ou manufacturier, et qui n'est pas encore débité ou distribué à celui qui doit en user ou le consommer ; tels que ces ouvrages tout faits que nous voyons souvent exposés dans les boutiques du serrurier, du menuisier en meubles, de l'orfèvre, du joaillier, du faïencier, etc.

Ainsi le capital circulant se compose des vivres, des matières et de l'ouvrage fait de toute espèce, tant qu'ils sont dans les mains de leurs marchands respectifs, et enfin de l'argent qui est nécessaire pour la

¹ Ce mot est pris ici dans son sens le plus vulgaire, et désigne toute la monnaie de la circulation.

circulation de ces choses et pour leur distribution dans les mains de ceux qui doivent en définitive s'en servir ou les consommer.

De ces quatre articles, il y en a trois, les vivres, les matières et l'ouvrage fait, qui sont régulièrement, soit dans le cours de l'année, soit dans une période plus longue ou plus courte, retirés de ce capital circulant, pour être placés, ou en capital fixe, ou en fonds de consommation.

Tout capital fixe provient originairement d'un capital circulant, et a besoin d'être continuellement entretenu aux dépens d'un capital circulant. Toutes les machines utiles et instruments d'industrie sont, dans le principe, tirés d'un capital circulant, qui fournit les matières dont ils sont fabriqués et la subsistance des ouvriers qui les font. Pour les tenir constamment en bon état, il faut encore recourir à un capital du même genre.

Aucun capital fixe ne peut donner de revenu que par le moyen d'un capital circulant. Les machines et les instruments d'industrie les plus utiles ne produiront rien sans un capital circulant qui leur fournisse la matière qu'ils sont propres à mettre en œuvre, et la subsistance des ouvriers qui les emploient. Quelque améliorée que soit la terre, elle ne rendra pas de revenu sans un capital circulant qui fasse subsister les ouvriers qui la cultivent et ceux qui recueillent son produit.

Les capitaux tant fixes que circulants n'ont pas d'autre but ni d'autre destination que d'entretenir et d'augmenter le fonds de consommation. C'est ce fonds qui nourrit, habille et loge le peuple. Les gens sont riches ou pauvres, selon que le fonds destiné à servir immédiatement à leur consommation se trouve dans le cas d'être approvisionné, avec abondance ou avec parcimonie, par ces deux capitaux.

Puisqu'on retire continuellement une si grande partie du capital circulant pour être versée dans les deux autres branches du fonds général de la société, ce capital a besoin à son tour d'être renouvelé par des approvisionnements continuels, sans quoi il serait bientôt réduit à rien. Ces approvisionnements sont tirés de trois sources principales : le produit de la terre, celui des mines et celui des pêcheries. Ces sources ramènent continuellement de nouvelles provisions de vivres et de matières, dont une partie est ensuite convertie en ouvrage fait, et qui remplacent ainsi ce qu'on puise continuellement de vivres, de matières et d'ouvrage fait, dans le capital circulant. C'est aussi des mines que l'on tire ce qui est nécessaire pour entretenir et pour augmenter cette par-

tie du capital circulant, qui consiste dans ce qu'on nomme l'argent ; car bien que, dans le cours ordinaire des affaires, cette partie ne soit pas, comme les trois autres, nécessairement retirée du capital circulant, pour être placée dans les deux autres branches du fonds général de la société, elle a toutefois le sort de toutes les autres choses, qui est de s'user et de se détruire à la fin, et en outre elle est sujette à se perdre ou à être envoyée au dehors, et par conséquent il faut aussi qu'elle reçoive des remplacements continuels, quoique sans contredit dans une bien moindre proportion.

La terre, les mines et les pêcheries ont toutes besoin, pour être exploitées, de capitaux fixes et circulants, et leur produit remplace avec profit non-seulement ces capitaux, mais tous les autres capitaux de la société. Ainsi le fermier remplace annuellement au manufacturier les vivres que celui-ci a consommés et les matières qu'il a mises en œuvre l'année précédente, et le manufacturier remplace au fermier l'ouvrage fait que celui-ci a usé ou détruit pendant le même temps. C'est là l'échange qui se fait réellement chaque année entre ces deux classes de producteurs, quoiqu'il arrive rarement que le produit brut de l'un et le produit manufacturé de l'autre soient troqués directement l'un contre l'autre, parce qu'il ne se trouve guère que le fermier vende son blé et son bétail, son lin et sa laine justement à la même personne chez laquelle il juge à propos d'acheter les habits, les meubles et les outils dont il a besoin. Il vend donc son produit brut pour de l'argent, moyennant lequel il peut acheter partout où bon lui semble le produit manufacturé qui lui est nécessaire. La terre elle-même remplace, au moins en partie, les capitaux qui servent à exploiter les mines et les pêcheries. C'est le produit de la terre qui sert à tirer le poisson des eaux, et c'est avec le produit de la surface de la terre qu'on extrait les minéraux de ses entrailles.

En supposant des terres, des mines et des pêcheries d'une égale fécondité, le produit qu'elles rendront sera en proportion de l'étendue des capitaux qu'on emploiera à leur culture et exploitation, et de la manière plus ou moins convenable dont ces capitaux seront appliqués. En supposant des capitaux égaux et également bien appliqués, ce produit sera en proportion de la fécondité naturelle des terres, des mines et des pêcheries.

Dans tous les pays où les personnes et les propriétés sont un peu protégées, tout homme ayant ce qu'on appelle le sens commun, cherchera

à employer le fonds accumulé qui est à sa disposition, quel qu'il soit, de manière à en retirer, ou une jouissance pour le moment, ou un profit pour l'avenir. S'il l'emploie à se procurer une jouissance actuelle, c'est alors un fonds destiné à servir immédiatement à la consommation. S'il l'emploie à se procurer un profit pour l'avenir, il ne peut obtenir ce profit que de deux manières, ou en gardant ce fonds, ou en s'en dessaisissant. Dans le premier cas, c'est un capital fixe; dans le second, c'est un capital circulant. Dans un pays qui jouit de quelque sécurité, il faut qu'un homme soit tout à fait hors de son bon sens, pour qu'il n'emploie pas de l'une ou de l'autre de ces trois manières, tout le fonds accumulé qui est à sa disposition, soit qu'il l'ait en propre, soit qu'il l'ait emprunté d'un tiers.

A la vérité, dans ces malheureuses contrées où les hommes ont à redouter sans cesse les violences de leurs maîtres, il arrive souvent d'enfouir ou de cacher une grande partie des fonds accumulés, afin de les avoir en tout temps sous la main pour les emporter avec soi dans quelque asile, au moment où l'un de ces revers auxquels on se voit continuellement exposé, viendra à menacer l'existence. Cette pratique est, dit-on, très-commune en Turquie, dans l'Indostan, et sans doute dans la plupart des autres gouvernements d'Asie. Il paraît qu'elle a été fort en vogue chez nos ancêtres, pendant les désordres du gouvernement féodal. Les trésors trouvés ne fournissaient pas alors une branche peu importante du revenu des plus grands souverains de l'Europe. On comprenait sous ce nom les trésors qu'on trouvait cachés en terre, et auxquels personne ne pouvait prouver avoir droit. Cet article formait une branche de revenu assez importante pour être toujours réputé appartenir au souverain et non pas à celui qui avait trouvé le trésor, ni au propriétaire de la terre, à moins que celui-ci, par une clause expresse de sa chartre, n'eût obtenu la concession de ce droit régalien. La découverte des trésors était assimilée aux mines d'or et d'argent, qui, à moins d'une clause spéciale, n'étaient jamais consées comprises dans la cession générale de la terre, quoique les mines de plomb, de cuivre, d'étain et de charbon y fussent comprises, comme étant de moindre importance¹.

¹ Ce chapitre, si remarquable par sa netteté, constitue une véritable découverte. La distinction des capitaux fixes et des capitaux engagés a exercé une influence immense sur la marche de toutes les industries.

CHAPITRE II.

DE L'ARGENT, CONSIDÉRÉ COMME UNE BRANCHE PARTICULIÈRE DU FOND GENERAL
DE LA SOCIÉTÉ,
OU DE LA DÉPENSE QU'EXIGE L'ENTRETIEN DU CAPITAL NATIONAL.

On a fait voir dans le premier livre ¹, que le prix de la plupart des marchandises se résout en trois parties qui ont concouru à produire la marchandise et à la mettre au marché, et que l'une paye les salaires du travail, l'autre les profits du capital, et la troisième la rente de la terre; qu'il y a à la vérité quelques marchandises dont le prix se compose de deux de ces parties seulement, les salaires du travail et les profits du capital, et un très-petit nombre dans lesquelles il consiste entièrement en une seule, les salaires du travail; mais que le prix de toute marchandise quelconque se résout nécessairement en l'une ou l'autre de ces parties, ou en toutes trois, puisque la portion de prix qui ne va ni à la rente ni aux salaires, va de toute nécessité au profit de quelqu'un.

On a observé que puisqu'il en était ainsi pour toute marchandise quelconque prise séparément, il fallait nécessairement qu'il en fût de même pour les marchandises qui composent la totalité du produit de la terre et du travail d'un pays, prises en masse. La somme totale du prix ou de la valeur échangeable de ce produit annuel doit se résoudre de même en ces trois parties et se distribuer entre les différents habitants du pays, ou comme salaires de leur travail, ou comme profits de leur capital, ou comme rentes de leur terre.

Mais quoique la valeur totale du produit annuel des terres et du travail d'un pays soit ainsi partagée entre les différents habitants, et leur constitue un revenu, cependant, de même que dans le revenu d'un domaine particulier nous distinguons le revenu brut et le revenu net, nous pouvons aussi faire une pareille distinction à l'égard du revenu de tous les habitants d'un grand pays.

Le revenu brut d'un domaine particulier comprend généralement tout ce que débourse le fermier; le revenu net est ce qui reste franc et quitte de toutes charges au propriétaire, après la déduction des frais de régie, des réparations et tous les autres prélèvements néces-

¹ Chapitre VI.

saires, ou bien ce qu'il peut, sans nuire à sa fortune, placer dans le fonds qu'il destine à servir immédiatement à sa consommation, c'est-à-dire dépenser pour sa table, son train, les ornements et l'ameublement de sa maison, ses jouissances et amusements personnels. Sa richesse réelle n'est pas en proportion de son revenu brut, mais bien de son revenu net.

Le revenu brut de tous les habitants d'un grand pays comprend la masse totale du produit annuel de leur terre et de leur travail; leur revenu net est ce qui leur reste franc et quitte, déduction faite de ce qu'il faut pour entretenir premièrement leur capital fixe; secondement, leur capital circulant, ou bien ce qu'ils peuvent placer, sans empiéter sur leur capital, dans leur fonds de consommation, c'est-à-dire ce qu'ils peuvent dépenser pour leurs subsistance, commodités et amusements. Leur richesse réelle est aussi en proportion de leur revenu net, et non pas de leur revenu brut.

Il est évident qu'il faut retrancher du revenu net de la société toute la dépense d'entretien du capital fixe. Les matières nécessaires pour l'entretien des machines utiles, des instruments d'industrie, bâtiments d'exploitation, etc., pas plus que le produit du travail nécessaire pour donner à ces matières la forme convenable, ne peuvent jamais faire partie de ce revenu net. Le prix de ce travail, à la vérité, peut bien en faire partie, puisque les ouvriers qui y sont employés peuvent placer la valeur entière de leurs salaires dans leur fonds de consommation : mais la différence consiste en ce que, dans les autres sortes de travail, et le prix et le produit vont l'un et l'autre à ce fonds; le prix va à celui des ouvriers, et le produit à celui d'autres personnes dont la subsistance, les commodités et les agréments se trouvent augmentés par le travail de ces ouvriers.

La destination du capital fixe est d'accroître la puissance productive du travail, ou de mettre le même nombre d'ouvriers à portée de faire une beaucoup plus grande quantité d'ouvrage. Dans une ferme où tous les bâtiments d'exploitation, où les clôtures, les cours d'eau, les communications, etc., sont dans le meilleur ordre possible, le même nombre d'ouvriers et les bestiaux de labour produiront une bien plus grande récolte que dans un terrain tout aussi bon et tout aussi étendu, mais qui ne sera pas pourvu des mêmes avantages. Dans des manufactures, le même nombre d'ouvriers, à l'aide des meilleures machines possibles, fournira une bien plus grande quantité de produits que s'ils

avaient des outils moins perfectionnés. Ce qu'on dépense d'une manière judicieuse pour le placer dans un capital fixe quelconque est toujours remboursé avec un gros profit, et il ajoute au produit annuel une valeur bien supérieure à celle qu'exige l'entretien de ces sortes d'améliorations. Cet entretien cependant emporte nécessairement une portion du produit. Une certaine quantité de matières et le travail d'un certain nombre d'ouvriers qui auraient pu l'un et l'autre être employés immédiatement à augmenter la quantité des vivres, habits et logements, à rendre plus abondantes la subsistance et les commodités de la société, se trouvent par là détournés vers un autre emploi extrêmement avantageux, il est vrai, mais toujours différent de celui-là. C'est sous ce rapport qu'on regarde toujours comme un grand avantage pour une société tous les nouveaux procédés en mécanique, qui mettent un même nombre d'ouvriers en état de faire la même quantité d'ouvrage avec des machines plus simples et moins coûteuses que celles dont on faisait usage précédemment. Il se trouve alors une certaine quantité de matériaux et un certain nombre d'ouvriers qui avaient été employés auparavant à entretenir des machines plus compliquées et plus dispendieuses, et qui maintenant peuvent l'être à augmenter la quantité de l'ouvrage pour lequel ces machines ou d'autres ont été faites. Si l'entrepreneur d'une grande manufacture qui dépense par an 1,000 livres à l'entretien de ses machines, peut trouver le moyen de réduire cette dépense à 500 livres, il emploiera naturellement les autres 500 livres à acheter une quantité additionnelle de matières pour être mises en œuvre par un nombre additionnel d'ouvriers. Ainsi la quantité de l'ouvrage particulier pour lequel ces machines ont été faites, et qui constitue toute leur utilité, se trouvera naturellement augmentée, ainsi que les commodités et les avantages que cet ouvrage peut procurer à la société.

La dépense d'entretien du capital fixe d'un grand pays peut très-bien se comparer à celle des réparations d'un domaine particulier. La dépense des réparations peut souvent être nécessaire pour maintenir le produit du domaine, et par conséquent pour conserver tant le revenu brut que le revenu net du propriétaire. Cependant lorsqu'en la dirigeant d'une manière mieux entendue, on peut la diminuer sans donner lieu à aucune diminution de produit, le revenu brut reste tout au moins le même qu'auparavant, et le revenu net est nécessairement augmenté.

Mais quoique toute la dépense d'entretien du capital fixe se trouve

ainsi nécessairement retranchée du revenu net de la société, il n'en est pas de même à l'égard de la dépense d'entretien du capital circulant. On a déjà observé que, des quatre articles qui composent ce capital, qui sont l'argent, les vivres, les matières et l'ouvrage fait, les trois derniers en sont régulièrement retirés pour être versés, soit dans le capital fixe de la société, soit dans le fonds de consommation. De ces choses consommables, tout ce qui ne se trouve pas employé à l'entretien du premier de ces deux fonds, va en entier à l'autre, et fait partie du revenu net de la société : ainsi l'entretien de ces trois parties du capital circulant ne retranche du revenu net de la société aucune autre portion du produit annuel, que celle qui est nécessaire à l'entretien du capital fixe.

À cet égard, le capital circulant d'une société diffère de celui d'un individu. Celui d'un individu ne peut entrer pour la moindre partie dans son revenu net, qui se compose uniquement de ses profits. Mais, encore que le capital circulant de chaque individu fasse une partie de celui de la société dont il est membre, il ne s'ensuit pas que ce capital ne puisse de même entrer pour quelque chose dans le revenu net de la nation. Quoique les marchandises qui composent le fonds de boutique d'un marchand ne puissent nullement être versées dans son fonds de consommation, elles peuvent néanmoins aller à celui d'autres personnes qui, au moyen d'un revenu qu'elles tirent de quelque autre source, sont en état d'en remplacer régulièrement la valeur au marchand, ainsi que ses profits, sans qu'il en résulte aucune diminution ni dans le capital du marchand ni dans le leur ¹.

L'argent est donc la seule partie du capital circulant d'une société dont l'entretien puisse occasionner quelque diminution dans le revenu net de la nation.

¹ Smith me paraît ici confondre le revenu consistant en produits avec le capital. Son capital circulant ou mobile disparaît pendant la production, reparait ensuite, mais ne fait point partie du revenu de la société. C'est le produit sortant de toutes ces métamorphoses qui en fait partie.

Sur ce point de vue il n'y a, quoi qu'en dise Smith, aucune différence entre le capital mobile de la société et le capital d'un particulier.

Je sais bien que cette erreur n'entraîne aucune fausse conséquence dans les raisonnements de Smith; mais elle obscurcit singulièrement son idée.

Note inédite de J.-B. SAY.

Le capital fixe et cette partie du capital circulant qui consiste en argent, ont une très-grande ressemblance l'un avec l'autre, sous le rapport de leur influence sur le revenu de la société.

Premièrement, de même que les machines et instruments d'industrie, etc., exigent une certaine dépense, d'abord pour les fabriquer et ensuite pour les entretenir, lesquelles dépenses, bien qu'elles fassent partie du revenu brut de la société, sont l'une et l'autre des déductions à faire sur son revenu net, de même le fonds d'argent monnayé qui circule dans un pays exige une certaine dépense, d'abord pour le former, et ensuite pour l'entretenir, lesquelles dépenses sont aussi à déduire l'une et l'autre du revenu net de la société, bien qu'elles fassent partie de son revenu brut. Il se trouve une certaine quantité de matières très-précieuses, l'or et l'argent, et une certaine quantité de travail d'une nature très-industrieuse, lesquelles, au lieu de servir à augmenter le fonds de consommation, à multiplier les subsistances, commodités et agréments des individus, sont employées à entretenir ce grand mais dispendieux instrument de commerce, au moyen duquel les subsistances, commodités et agréments de chaque individu dans la société lui sont régulièrement distribués dans les justes proportions auxquelles il a droit.

Secondement, de même que les machines et instruments d'industrie, etc., qui composent le capital fixe, soit d'un individu, soit d'une société, ne font partie ni du revenu brut ni du revenu net de l'un ou de l'autre, de même l'argent, au moyen duquel tout le revenu de la société est régulièrement distribué entre ses différents membres, ne fait nullement lui-même partie de ce revenu. La grande roue de la circulation est tout à fait différente des marchandises qu'elle fait circuler. Le revenu de la société se compose uniquement de ces marchandises, et nullement de la roue qui les met en circulation. Quand nous calculons le revenu brut et le revenu net d'une société, nous sommes toujours obligés de retrancher de la masse totale d'argent et de marchandises qui compose sa circulation annuelle, la valeur entière de l'argent, dont il n'y a pas un seul écu qui puisse jamais faire partie de l'un ni de l'autre de ces revenus.

Il n'y a que l'ambiguïté du langage qui puisse faire paraître cette proposition douteuse ou paradoxale. Bien développée et bien entendue, elle est évidente par elle-même.

Quand nous parlons d'une somme d'argent particulière, quelque-

fois nous n'entendons autre chose que les pièces de métal qui la composent; quelquefois aussi nous renfermons dans la signification du mot un rapport confus aux choses qu'on peut avoir en échange pour cette somme, ou au pouvoir d'acheter que donne la possession de cet argent. Par exemple, quand nous disons que l'argent qui circule en Angleterre a été évalué à 18 millions sterl., nous voulons exprimer seulement le nombre des pièces de métal que quelques écrivains, d'après leurs calculs ou plutôt leur imagination, ont cru exister dans la circulation du pays. Mais quand nous disons qu'un homme a 50 ou 100 livres de rente, nous voulons ordinairement exprimer, non-seulement le montant des pièces de métal qui lui sont payées annuellement, mais la valeur des choses qu'il peut acheter ou consommer annuellement. Nous entendons communément affirmer quelle est ou doit être sa manière de vivre, ou bien quelle est la quantité et qualité des choses propres aux besoins et commodités de la vie, dont il est maître de se procurer la jouissance.

Lorsque, par une certaine somme d'argent, nous voulons exprimer, non-seulement le montant des pièces de métal dont elle est composée, mais que nous entendons encore renfermer dans la signification du mot quelque rapport confus aux choses qu'on peut avoir en échange pour ces pièces, alors la richesse ou le revenu que cette somme indique dans ce cas, est égal seulement à une des deux valeurs qui se trouvent ainsi conjointes, par une sorte d'ambiguïté, dans le même mot, et plus proprement à la dernière qu'à la première, à ce que vaut l'argent, plutôt qu'à l'argent même.

Ainsi, si un particulier a une guinée de pension par semaine, il peut acheter avec, dans le cours d'une semaine, une certaine quantité de choses propres à sa subsistance, ses commodités et agréments. Sa richesse réelle, son revenu réel de la semaine sera grand ou petit, à proportion que sera grande ou petite la quantité de ces choses. Certainement son revenu de la semaine n'est pas égal à la fois à la guinée et à ce qu'il peut acheter avec, mais seulement à l'une ou l'autre de ces deux valeurs égales, et plus proprement à la dernière qu'à la première; à ce que vaut la guinée, plutôt qu'à la guinée elle-même.

Si la pension de ce particulier, au lieu de lui être payée en or, lui était payée en un billet d'une guinée à toucher par semaine, à coup sûr ce serait bien moins ce morceau de papier que ce qu'il pourrait acquérir par ce moyen, qui constituerait proprement son revenu. Or, une guinée

peut être regardée comme un billet au porteur sur tous les marchands du voisinage, payable en une certaine quantité de choses propres aux besoins et commodités de la vie. Le revenu de celui à qui on la paye consiste, à proprement parler, bien moins dans la pièce d'or que dans ce qu'il peut acheter avec ou dans ce qu'il peut avoir en échange. Si on ne pouvait l'échanger pour rien, elle serait comme un billet sur un banqueroutier, et n'aurait pas plus de valeur que le moindre chiffon de papier.

De même, quoique tous les différents habitants d'un pays puissent toucher ou touchent en effet le plus souvent en argent leur revenu de la semaine ou de l'année, néanmoins leur richesse réelle à tous, leur véritable revenu de la semaine ou de l'année, pris collectivement, sera toujours grand ou petit, en proportion de la quantité de choses consommables qu'ils peuvent tous acheter avec cet argent. Le revenu d'eux tous, pris collectivement, est évidemment égal, non pas à la fois à l'argent et aux choses consommables, mais seulement à l'une ou l'autre de ces deux valeurs, et plus proprement à la dernière qu'à la première.

Ainsi, si nous exprimons souvent le revenu d'une personne par les pièces de métal qui lui sont payées annuellement, c'est parce que le montant de ces pièces détermine l'étendue de son pouvoir d'acheter ou la valeur des marchandises qu'elle est en état de consommer annuellement. Nous n'en considérons pas moins son revenu comme consistant dans cette faculté d'acheter ou de consommer, et non pas dans les pièces qui transportent cette faculté.

Mais si cette proposition est assez évidente à l'égard d'un individu, elle l'est encore bien plus à l'égard d'une société. Le montant des pièces de métal qui sont payées annuellement à un particulier est souvent précisément égal à son revenu, et, sous ce rapport, il est la plus courte et la meilleure expression de la valeur de ce revenu. Mais le montant des pièces de métal qui circulent dans une société ne peut jamais être égal au revenu de tous ses membres. Comme la même guinée qui paye aujourd'hui à un homme sa pension de la semaine peut payer demain celle d'un autre, et après-demain celle d'un troisième, il faut de toute nécessité que le montant des pièces de métal qui circulent annuellement dans un pays, soit d'une bien moindre valeur que la totalité des pensions qui se payent annuellement avec. Mais le pouvoir d'acheter, mais les choses qui peuvent être achetées les unes après

les autres avec la totalité de ces pensions en argent, à mesure que celles-ci sont payées les uns après les autres, doivent toujours être précisément de la même valeur que toutes ces pensions, comme l'est pareillement le revenu total des personnes à qui ces pensions sont payées. Par conséquent ce revenu total ne peut consister dans ces pièces de métal dont le montant est si fort inférieur à sa valeur, mais il consiste dans la faculté d'acheter, dans les choses consommables qu'on peut acheter les uns après les autres avec ces pièces, à mesure qu'elles circulent de main en main ¹.

Ainsi l'argent, cette grande roue de la circulation, ce grand instrument du commerce, tel que tous les autres instruments d'industrie, quoiqu'il compose une partie et une partie très-précieuse du capital de la société à laquelle il appartient, n'entre pour rien absolument dans son revenu; et quoique ce soient les pièces de métal dont il est composé, qui, dans le cours de leur circulation annuelle, distribuent tout juste à chacun la portion de revenu qui lui revient, elles ne font nullement elles-mêmes partie de ce revenu.

Troisièmement enfin, cette partie du capital circulant, qui consiste en argent, a encore une autre ressemblance avec les machines, instruments d'industrie, etc., qui composent le capital fixe; c'est que si toute épargne dans les frais de fabrication et d'entretien de ces machines, qui ne diminue pas la puissance productive du travail, est une amélioration dans le revenu net de la société, toute épargne dans la formation et l'entretien de cette partie du capital circulant, qui consiste en argent, est une amélioration exactement du même genre.

Il est assez évident (et d'ailleurs on l'a déjà expliqué en partie) que toute épargne dans la dépense d'entretien du capital fixe est une amélioration du revenu net de la société. La totalité du capital de l'entrepreneur d'un ouvrage quelconque est nécessairement partagée entre son capital fixe et son capital circulant. Tant que son capital total reste

¹ Toute cette explication est pénible et imparfaite dans Smith, faute par lui d'avoir éclairci la théorie des valeurs. S'il avait dit que le revenu c'est la valeur de ce qu'on reçoit en échange des frais de production qu'on fait, il n'aurait pas été obligé de distinguer le revenu net du revenu brut de la société, ce qui est faux. Le revenu de la société est toujours un revenu brut. Le revenu n'est jamais telle matière ou telle autre; c'est une valeur produite, quelle que soit sa forme.

Note inédite de J.-B. SAY.

le même, plus l'une des deux parts est petite, plus l'autre sera nécessairement grande. C'est le capital circulant qui fournit les matières et les salaires du travail, et qui met l'industrie en activité. Ainsi toute épargne dans la dépense d'entretien du capital fixe, qui ne diminue pas dans le travail la puissance productive, doit augmenter le fonds qui met l'industrie en activité, et par conséquent accroître le produit annuel de la terre et du travail, revenu réel de toute société.

La substitution du papier à la place de la monnaie d'or et d'argent est une manière de remplacer un instrument de commerce extrêmement dispendieux, par un autre qui coûte infiniment moins, et qui est quelquefois tout aussi commode. La circulation s'établit ainsi sur une nouvelle roue qui coûte bien moins à la fois à fabriquer et à entretenir que l'ancienne. Mais comment cette opération se fait-elle, et de quelle manière tend-elle à augmenter ou le revenu brut, ou le revenu net de la société? C'est ce qui n'est pas tout à fait si évident au premier coup d'œil, et ce qui mérite une plus longue explication.

Il y a plusieurs sortes de papier-monnaie; mais les billets circulants des banques et des banquiers sont l'espèce qui est la mieux connue et qui paraît la plus propre à remplir ce but.

Lorsque les gens d'un pays ont assez de confiance dans la fortune, la probité et la sagesse d'un banquier pour le croire toujours en état d'acquitter comptant et à vue ses billets et engagements, en quelque quantité qu'il puisse s'en présenter à la fois, alors ces billets finissent par avoir le même cours que la monnaie d'or et d'argent, en raison de la certitude qu'on a d'en faire de l'argent à tout moment.

Un banquier prête aux personnes de sa connaissance ses propres billets, jusqu'à concurrence, je suppose, de 100 mille livres. Ces billets faisant partout les fonctions de l'argent, les emprunteurs lui en payent le même intérêt que s'il leur eût prêté la même somme en argent. C'est cet intérêt qui est la source de son gain. Quoique sans cesse il y ait quelques-uns de ces billets qui lui reviennent pour le paiement, il y en a toujours une partie qui continue de circuler pendant des mois et des années de suite. Ainsi, quoiqu'il ait en général des billets en circulation jusqu'à concurrence de 100 mille livres, cependant souvent 20 mille livres en or et argent se trouvent faire un fonds suffisant pour répondre aux demandes qui peuvent survenir. Par conséquent, au moyen de cette opération, 20 mille livres en or et argent font absolument la fonction de 100 mille. Les mêmes échanges peuvent se faire,

la même quantité de choses consommables peut être mise en circulation et être distribuée aux consommateurs auxquels elle doit parvenir, par le moyen des billets de ce banquier, montant à 100 mille livres, tout comme cela se serait fait avec la même valeur en monnaie d'or et d'argent. On peut donc, de cette manière, faire une économie de 80 mille livres sur la circulation du pays, et si en même temps différentes opérations du même genre venaient à s'établir par plusieurs banques et banquiers différents, la totalité de la circulation pourrait ainsi être servie avec la cinquième partie seulement de l'or et de l'argent qu'elle aurait exigé sans cela.

Supposons, par exemple, que la masse totale d'argent circulant dans un pays, à une certaine époque, se monte à 1 million sterling, somme alors suffisante pour faire circuler la totalité du produit annuel de ses terres et de son travail. Supposons encore que, quelque temps après, différentes banques et banquiers viennent à émettre des billets au porteur jusques à concurrence d'un million, en conservant dans leurs différentes caisses 200 mille livres pour répondre aux demandes qui peuvent survenir : il se trouverait donc alors dans la circulation 800 mille livres en or et argent, et un million de billets de banque, ou bien 1800 mille livres, tant argent que papier. Or, 1 million seulement suffisait auparavant pour faire circuler et pour distribuer aux consommateurs tout le produit annuel des terres et du travail du pays, et ce produit ne peut pas se trouver augmenté tout d'un coup par ces opérations de banque. Un million suffira donc tout de même après pour le faire circuler. La quantité de marchandises qu'il s'agit de vendre et d'acheter étant la même qu'auparavant, il ne faudra que la même quantité d'argent pour toutes les ventes et tous les achats. Le canal de la circulation, si je puis me permettre cette expression, restera précisément le même qu'auparavant. Un million, d'après notre supposition, suffisait à remplir ce canal. Tout ce qu'on y versera donc au delà de cette somme, ne pourra y prendre son cours, mais sera forcé de déborder¹. Il se trouve qu'on y a versé 1800 mille livres : donc il y a 800 mille livres

¹ Cela arrivera ainsi pourvu que la valeur de l'or reste la même qu'auparavant, et que le papier ait la même valeur que l'or. Si la valeur de l'or venait à baisser, ou si la valeur du papier baissait au-dessous de celle de l'or, la quantité de l'un et de l'autre restant dans la circulation serait proportionnellement augmentée.

qui vont nécessairement déborder, cette somme étant l'excédant de ce que peut employer la circulation du pays. Mais si cette somme ne peut pas trouver à être employée au dedans, elle est trop précieuse pour qu'on la tienne oisive. On l'enverra donc au dehors pour y chercher cet emploi profitable qu'elle ne peut trouver au dedans. Or, le papier ne peut aller hors du pays, parce qu'éloigné des banques qui l'ont émis et du pays où on peut recourir à la loi pour s'en faire payer, il ne serait pas reçu dans les paiements ordinaires. L'or et l'argent seront donc envoyés au dehors jusqu'à concurrence de 800 mille livres, et le canal de la circulation intérieure demeurera rempli avec un million en papier, au lieu du million en métal qui le remplissait auparavant¹.

Mais si une aussi forte somme d'or et d'argent est ainsi envoyée au dehors, il ne faut pas s'imaginer qu'elle y soit envoyée pour rien, et que les propriétaires de cet argent en fassent présent aux nations étrangères. Ils l'échangeront contre des marchandises étrangères d'une espèce ou d'une autre, destinées à la consommation de quelque autre nation ou à celle de leur propre pays.

S'ils l'emploient à acheter des marchandises dans un pays étranger pour fournir à la consommation d'un autre, ou à faire ce qu'on appelle le commerce de *transport*², tout le profit qu'ils pourront faire sera autant d'ajouté au revenu net de leur propre pays. C'est comme un nouveau fondement créé pour servir de base à un nouveau commerce, les affaires domestiques se faisant maintenant avec le papier, et l'or et

¹ L'explication que donne ici l'auteur des procédés par lesquels le papier remplace l'or n'est pas tout à fait exacte. Le canal de la circulation, dit-il, est rempli au moyen d'un million, et n'en peut pas contenir davantage; mais il lui en faudra davantage si la valeur est moindre. Si cette valeur était réduite de moitié, deux millions pourraient circuler avec autant de facilité où naguère un million suffisait. C'est par une réduction proportionnelle de valeur, que la grande inondation de métaux précieux tirés de l'Amérique a pu être contenue dans les anciens canaux de la circulation, et une nouvelle réduction de valeur aurait maintenu dans les mêmes limites une quantité nouvelle de métal. Par une augmentation de papier qui ajoute aux métaux précieux déjà existants dans la circulation, tous les éléments de cette circulation perdront généralement de leur valeur. Dès lors, la portion de ces éléments qui consiste en or et en argent sera envoyée au dehors pour y reprendre son ancienne valeur sur le marché général du monde, et sera remplacée par des émissions de papier.

BUCHANAN.

² Voyez l'explication de ce mot, ci-après, chapitre v.

l'argent étant convertis en une matière qui fait le fondement de ce nouveau commerce.

S'ils l'emploient à acheter des marchandises étrangères pour la consommation intérieure, ou bien, en premier lieu, ils achèteront des marchandises de nature à être consommées par des gens oisifs qui ne produisent rien, telles que des vins étrangers, des soieries étrangères, etc., ou bien, en second lieu, ils achèteront un fonds additionnel de matières, d'outils et de vivres, destiné à entretenir et employer un nombre additionnel de ces gens industriels qui reproduisent, avec un profit, la valeur de leur consommation annuelle.

Employé de la première de ces deux manières, cet argent sert à développer la prodigalité; il augmente la dépense et la consommation sans rien ajouter à la production, ou sans établir un fonds permanent propre à entretenir cette dépense, et sous tous les rapports il tourne au préjudice de la société¹.

Employé de la seconde manière, il agrandit d'autant les bornes de l'industrie; et quoiqu'il augmente la consommation de la société, il ouvre une source permanente pour entretenir cette consommation, les gens qui consomment reproduisant avec un profit la valeur entière de leur consommation annuelle. Le revenu brut de la société, le produit annuel de ses terres et de son travail s'augmentent de toute la valeur que le travail de ces ouvriers ajoute aux matières sur lesquelles ils s'exercent, et son revenu net s'augmente de ce qui reste de cette valeur, déduction faite de ce qui est nécessaire à l'entretien des outils et instruments de leur industrie.

Il paraît non-seulement probable, mais presque infailible, que la majeure partie de l'or et de l'argent, classée au dehors par les opérations des banques, et employée à l'achat de marchandises étrangères pour la consommation intérieure, est et doit être employée à en acheter de la seconde de ces deux espèces. Quoiqu'il y ait bien quelques particuliers capables d'augmenter considérablement leur dépense sans que leur revenu ait augmenté de la moindre chose, cependant nous pouvons être assurés qu'il n'y a pas de classe ou d'ordre de personnes qui soit d'humeur à se conduire ainsi, parce que les principes de la prudence ordi-

¹ Mac Culloch conteste cette idée de Smith. Selon l'école anglaise, la nature de la consommation n'importe en rien à la société. Que l'on consume l'équivalent d'une certaine valeur sous une forme ou sous une autre, cela est indifférent !

naire, s'ils ne dirigent pas toujours la conduite de chaque individu, exercent constamment leur influence sur celle de la majorité d'une classe ou ordre de personnes quelconques. Or, le revenu des gens oisifs, en les considérant comme une classe ou ordre de gens, ne reçoit pas la plus légère augmentation par ces opérations de banque. Ainsi ces opérations ne peuvent pas beaucoup contribuer à augmenter en général leur dépense, quoique celle de quelques individus, parmi eux, puisse bien être augmentée et le soit en effet quelquefois. Par conséquent la demande que les gens oisifs pourraient faire de marchandises étrangères étant la même ou à peu près la même qu'auparavant, il est vraisemblable qu'une très-petite partie seulement de l'argent chassé au dehors par l'effet des banques et employé à l'achat de marchandises étrangères pour la consommation intérieure, se trouvera employée à acheter de celles qui sont à leur usage. La majeure partie de cet argent sera naturellement destinée à fournir de l'emploi à l'industrie, et non pas des jouissances à la fainéantise.

Quand nous cherchons à calculer la quantité d'industrie que peut employer le capital circulant d'une société, il faut toujours n'avoir égard qu'aux trois parties seulement de ce capital, qui consistent en vivres, matières et ouvrage fait ; il faut toujours en déduire l'autre, qui consiste en argent, et ne sert qu'à faire circuler les trois premières. Pour mettre l'industrie en activité, trois choses sont nécessaires : des matières sur lesquelles on travaille, des outils avec lesquels on travaille, et des salaires ou récompenses en vue desquelles on travaille. Or, l'argent n'est ni une matière à travailler ni un outil avec lequel on puisse travailler, et quoique pour l'ordinaire ce soit en argent que les salaires se payent à l'ouvrier, cependant le revenu réel de celui-ci, comme celui des autres personnes, ne consiste pas dans l'argent même, mais dans ce que vaut l'argent ; non dans les pièces de métal, mais dans ce qu'on peut acheter avec.

La quantité d'industrie que peut mettre en œuvre un capital doit évidemment être égale au nombre d'ouvriers auxquels il peut fournir des matériaux, des outils et une subsistance convenable à la nature de l'ouvrage. L'argent peut être nécessaire pour acheter les matériaux et les outils, aussi bien que la subsistance des ouvriers : mais certainement la quantité d'industrie que la masse totale de ce capital peut mettre en activité n'égale pas à la fois et l'argent qui achète, et les matériaux, outils et subsistances qui sont achetés avec l'argent ; elle égale seule-

ment l'une ou l'autre de ces deux valeurs, et plus proprement la dernière que la première.

Quand le papier est substitué à la monnaie d'or et d'argent, la quantité de matières, d'outils et de subsistances que peut fournir la masse totale du capital circulant, peut être augmentée de toute la valeur de l'or et de l'argent qu'on avait coutume d'employer pour les acheter. La valeur entière de la grande roue de circulation et de distribution est ajoutée elle-même à la masse des marchandises qui circulaient et se distribuaient par son moyen. C'est en quelque sorte une opération semblable à celle de l'entrepreneur d'une grande fabrique, qui, par suite de quelque heureuse découverte en mécanique, réforme ses anciennes machines, et profite de la différence qui existe entre leur prix et celui des nouvelles, pour l'ajouter à son capital circulant, à la masse où il puise de quoi fournir à ses ouvriers des matériaux et des salaires.

La proportion dans laquelle la somme d'argent en circulation dans un pays est à la valeur totale du produit annuel qu'elle fait circuler, est peut-être impossible à déterminer. Différents auteurs l'ont évaluée au cinquième, au dixième, au vingtième et au trentième de cette valeur. Mais quelque petite qu'on suppose la proportion de la somme d'argent en circulation relativement à la somme du produit annuel, comme il n'y a jamais qu'une portion et souvent qu'une petite portion de ce produit qui soit destinée au soutien de l'industrie, la somme d'argent en circulation doit toujours se trouver très-considérable, relativement à cette portion. Ainsi quand, au moyen de la substitution du papier, l'or et l'argent nécessaires à la circulation se trouvent réduits peut-être à un cinquième de la première somme qui en existait, n'y eût-il seulement que la valeur des quatre autres cinquièmes d'ajoutée au fonds destiné au soutien de l'industrie, ce doit toujours être une addition très-considérable à la quantité de cette industrie, et par conséquent à la valeur du produit annuel de la terre et du travail.

Il s'est fait en Écosse, depuis vingt-cinq à trente ans, une opération de ce genre, au moyen de nouvelles compagnies de banque qui se sont établies dans presque toutes les villes un peu considérables, et même dans quelques villages. Les effets en ont été précisément ceux que je viens de décrire. Presque toutes les affaires du pays se font avec le papier de ces différentes compagnies de banque, qui sert communément aux achats et aux paiements de toute sorte. On ne voit presque point d'argent, si ce n'est pour changer un billet de banque de 20 schellings,

et on voit encore bien moins d'or. Mais quoique la conduite de toutes ces différentes compagnies n'ait pas été irréprochable, et qu'il ait fallu un acte du parlement pour la régler, néanmoins le commerce du pays en a évidemment retiré de grands avantages. J'ai entendu assurer que le commerce de la ville de Glasgow avait doublé quinze ans environ après que les premières banques y ont été établies, et que le commerce d'Écosse avait plus que quadruplé depuis le premier établissement des deux banques publiques d'Édimbourg, dont l'une, appelée Banque d'Écosse, fut établie par acte du parlement en 1695, et l'autre, appelée Banque royale, le fut par une charte du roi en 1727. Le commerce d'Écosse en général, ou celui de la ville de Glasgow en particulier, ont-ils augmenté réellement dans une proportion aussi forte pendant un temps aussi court, c'est ce que je ne prétends pas affirmer. Si l'un ou l'autre a fait un pas aussi rapide, l'effet paraît trop fort pour l'attribuer à l'action seule de cette cause. On ne saurait cependant douter que le commerce et l'industrie n'aient fait en Écosse, depuis cette époque, des progrès très-considérables, et que les banques n'aient beaucoup contribué à ces progrès.

La valeur de la monnaie d'argent qui circulait en Écosse en 1707, avant l'union, et qui fut immédiatement après portée à la banque d'Écosse pour être re frappée, s'élevait à 411,117 livres 10 schellings 9 deniers sterling. On n'a pu avoir aucun état de la monnaie d'or; mais il paraît par les anciens comptes de la direction des monnaies d'Écosse, que la valeur de l'or qu'on frappait annuellement excédait de quelque chose celle de l'argent¹. Il y eut aussi dans cette occasion un assez bon nombre de gens qui, craignant de ne pas être remboursés, ne portèrent pas leur argent à la banque; et en outre il y avait dans la circulation un peu de monnaie anglaise qu'on n'était pas tenu d'y porter. On ne peut donc guère évaluer au-dessous d'un million sterling la somme totale d'or et d'argent qui circulait en Écosse avant l'union. Il paraît que cette somme faisait presque toute la circulation du pays; car quoique le papier de la banque d'Écosse, qui n'avait point alors de rivale, fût en assez grande quantité, il paraît cependant qu'il ne faisait qu'une petite partie de la circulation totale. Actuellement la circulation totale de l'Écosse ne peut être évaluée à moins de deux millions, dont très-vrai-

¹ Voyez la préface de Rudiman au *Recueil des Chartes d'Ecosse* (*Scotiæ Diplomata*), par Anderson.

semblablement la valeur d'or et argent ne forme pas un demi-million ¹. Mais quoique pendant cette période l'Écosse ait éprouvé une si grande diminution dans la somme de ses espèces circulantes, elle ne paraît en avoir éprouvé aucune dans sa richesse et sa prospérité. Au contraire, il y a eu des progrès évidents dans son agriculture, ses manufactures et son commerce, dans le produit annuel de ses terres et de son travail.

C'est principalement en escomptant des lettres de change, c'est-à-dire en avançant sur elles de l'argent avant leur échéance, que la plupart des banques et banquiers mettent leurs billets en émission; et alors ils font, sur la somme qu'ils avancent, la déduction de l'intérêt légal jusqu'à l'échéance de la lettre de change. Le paiement de la lettre, quand elle vient à échoir, fait rentrer à la banque le montant de ce qu'elle a avancé, avec le profit net de l'intérêt. Le banquier, qui n'avance ni or ni argent au négociant dont il escompte la lettre de change ²,

¹ Le comité de la Chambre des communes formé pour présenter un rapport sur les billets au porteur en Écosse et en Irlande (*promissory notes*), évalua, en 1825, le montant du papier en circulation dans le royaume d'Écosse, à 3,509,000 livres sterling, dont 2,079,000 livres sterling se composaient de billets au-dessous de cinq livres. Il y a naturellement peu de monnaie d'or en circulation; on suppose que la valeur réunie des espèces d'or et d'argent ne s'élève pas, en Écosse, au-dessus de 300,000 livres sterling. Il est probable que le montant de la circulation totale de cette partie de l'empire britannique peut être évalué aujourd'hui (1858) à 3,500,000 ou 4,000,000 livres sterling.

MAC CULLOCH.

² De remarquables modifications ont eu lieu depuis la publication de la *Richesse des nations* dans le nombre, la constitution et l'importance des *banques privées*. On ne connaît pas exactement le nombre des établissements de ce genre qui existaient en Angleterre et dans le pays de Galles en 1776; mais nous pensons qu'il peut être évalué approximativement à 150. En 1792, les banques particulières se montaient à environ 350, sur lesquelles près d'une centaine furent détruites par la révolution qui s'opéra vers la dernière partie de cette année et le commencement de 1793. En 1800, ces banques excédaient 500, et elles se multiplièrent d'une manière si rapide dans les années suivantes, qu'en 1814 elles avaient atteint le nombre de 940. Il est important à observer que la plupart de ces banques émettaient des billets; elles approvisionnèrent même la majeure partie de la circulation dans des districts nombreux et étendus par l'importance de leurs émissions, qui formaient une proportion notable de la monnaie du royaume. L'arrêt de 1708, qui prohibait l'admission de plus de six associés dans les établissements émettant des billets payables à vue en Angleterre et dans le pays de Galles, se maintint en

mais qui lui avance seulement ses billets, a l'avantage de pouvoir étendre ses affaires d'escompte de tout le montant de la valeur des billets qu'il sait, par expérience, avoir communément dans la circulation ; ce qui le met à même de faire le bénéfice net de l'intérêt sur une somme d'autant plus forte.

Le commerce d'Écosse, qui n'est pas à présent fort étendu, l'était encore bien moins quand les deux premières compagnies de banque furent établies ; et ces compagnies auraient fait très-peu d'affaires si elles eussent borné leur négoce à l'escompte des lettres de change. Elles imaginèrent donc une autre méthode d'émettre des billets, en accordant ce qu'on nommait des comptes de caisse ¹, c'est-à-dire en donnant crédit jusqu'à concurrence d'une certaine somme, de 2 ou 3 mille livres ², par exemple, à tout particulier en état de présenter deux répondants bien solvables et propriétaires fonciers qui voulussent garantir que tout l'argent avancé à ce particulier, dans les limites de la

vigueur jusqu'en 1826, époque à laquelle, comme on le verra plus loin, il fut rapporté par suite des événements de cette même année et de la précédente.

Il existe une énorme différence dans la manière dont opèrent les banques dans les diverses parties du royaume. Les banques de province en Angleterre accordent un intérêt sur les *balances* au crédit des comptes qu'elles ont ouverts, et ajoutent, la plupart, une commission à l'intérêt prélevé sur les sommes qu'elles prêtent. Les banquiers particuliers de Londres n'accordent que rarement des intérêts sur les dépôts. Comme ils n'émettent pas de billets en leur nom, ils se trouvent intéressés, non à l'accroissement, mais à la rareté de la circulation. Leurs véritables fonctions consistent à veiller sur les capitaux des autres, et à recevoir ou payer pour eux. Ils ne comptent aucune commission, leurs bénéfices dérivant, comme il a déjà été déterminé, de la balance des comptes de leurs commettants. La plupart des banques écossaises sont à la fois banques de *circulation* et banques de *dépôt*. Toutes, indistinctement, reçoivent et payent des intérêts jusque sur des dépôts qui ne dépassent pas 10 livres. Celles d'entre elles qui émettent des billets ne comptent aucune commission au delà du taux normal de l'intérêt sur les sommes qu'elles prêtent ; mais celles qui n'en émettent pas portent quelquefois une commission. En ce moment (1858) les dépôts existants dans les banques d'Écosse sont présumés surpasser 25,000,000 de livres (155,000,000 de fr.)

MAC CULLOCH.

¹ C'est ce que nous nommons aussi *comptes courants*.

² Aujourd'hui on accorde fréquemment des comptes courants (*cash accounts*) pour des sommes de 100 et 200 livres sterling seulement.

MAC CULLOCH.

somme pour laquelle était donné le crédit, serait remboursé à la première demande, avec l'intérêt légal. Les crédits de ce genre sont, je crois, d'un usage ordinaire dans les banques et chez les banquiers de toutes les différentes parties du monde; mais les facilités que les compagnies de banque d'Écosse donnent pour le remboursement sont, autant que je sache, particulières à ces compagnies, et sont peut-être la cause principale, tant du grand commerce qu'elles font, que des grands avantages que le pays en a retirés.

Celui qui a un crédit de ce genre sur une de ces compagnies, et qui emprunte, par exemple, 1,000 livres sur ce crédit, peut rembourser la somme petit à petit, par 20 et 30 livres à la fois, la compagnie lui faisant le décompte d'une partie proportionnée de l'intérêt de la somme principale, à partir de la date du paiement de chacun de ces à-comptes, jusqu'à ce que le total soit ainsi remboursé. Aussi tous les marchands et presque tous les gens d'affaires trouvent beaucoup d'avantage à ces comptes courants, et sont intéressés par là à soutenir le commerce de ces compagnies, en recevant leurs billets pour comptant dans tous les paiements, et en engageant tous ceux sur qui ils ont de l'influence à faire de même. En général, c'est avec leurs billets que les banques avancent de l'argent à leurs clients, quand celles-ci leur en demandent. Avec ces billets, les marchands payent aux fabricants leurs marchandises, les fabricants payent aux fermiers leurs matières et subsistances, les fermiers payent aux propriétaires leurs rentes, ceux-ci payent aux marchands les choses de commodité et de luxe dont ils se fournissent chez eux, et enfin les marchands reportent ces billets aux banques pour balancer leurs comptes courants ou pour rembourser ce qu'ils en ont emprunté, et ainsi presque tous les comptes d'argent se soldent dans le pays avec ces billets : de là le grand commerce de ces compagnies.

Au moyen de ces comptes courants, un marchand peut, sans imprudence, étendre son commerce plus qu'il ne pourrait faire sans cela. En effet, qu'il y ait deux marchands, l'un à Londres, l'autre à Édimbourg, qui emploient des capitaux égaux dans la même branche de commerce, le marchand d'Édimbourg pourra sans imprudence faire un commerce plus étendu et donner de l'emploi à un plus grand nombre de gens, que le marchand de Londres. Le marchand de Londres, pour faire face aux demandes qui peuvent lui survenir d'un moment à l'autre, pour le paiement des marchandises achetées à crédit, est obligé

de garder toujours par devers lui une somme d'argent considérable, ou dans sa caisse ou dans celle de son banquier, qui ne lui en paye point d'intérêt. Supposons que cette somme s'élève à 500 livres, la valeur des marchandises qu'il a en magasin sera toujours de 500 livres moindre qu'elle n'eût été s'il n'avait pas été obligé de garder cette somme sans pouvoir l'employer. Supposons encore qu'en général la totalité de son capital lui rentre une fois par an, ou que les marchandises qui composent la valeur de tout son capital soient toutes débitées dans le cours d'une année; étant forcé de garder une si grosse somme sans emploi, nécessairement dans le cours d'une année il vendra pour 500 livres de moins de marchandises qu'il n'aurait fait sans cela. Ses profits annuels seront nécessairement moindres de tout ce que lui eût valu la vente de 500 livres de plus de marchandises; et le nombre de gens occupés à préparer et mettre en état de vente ses marchandises sera aussi nécessairement moindre de toute la quantité qu'un capital de 500 livres aurait pu employer de plus. Le marchand d'Édimbourg, au contraire, ne gardera pas d'argent sans emploi pour faire face à ces demandes du moment. Quand elles lui surviennent, il y fait honneur sur son compte courant avec la banque, et il remplace successivement la somme empruntée, avec l'argent ou le papier qui lui rentre de ses ventes journalières. Ainsi, avec un même capital, il peut avoir sans imprudence, dans tous les temps, en magasin, une plus grande quantité de marchandises que le marchand de Londres, et par ce moyen il peut à la fois faire personnellement un plus gros profit, et tenir encore constamment employés un plus grand nombre de travailleurs pour la préparation de ses marchandises; de là le grand avantage que le pays a retiré de ces sortes d'opérations.

On pourrait croire, à la vérité, que la facilité qu'ont les négociants de Londres d'escompter les lettres de change leur procure le même avantage que les comptes courants aux négociants écossais. Mais il faut songer que les négociants d'Écosse ont, tout comme ceux de Londres, la facilité d'escompter, et qu'ils ont en outre la commodité des comptes courants ¹.

¹ M. Ricardo a contesté cette proposition. « Des comptes courants, fait-il observer, sont des crédits accordés par les banquiers écossais à leurs clients, *en surplus des billets qu'ils escomptent pour eux*; mais comme les banquiers, à mesure qu'ils avancent de l'argent d'un côté et l'envoient en circulation, s'ôtent le moyen

La masse totale de papier-monnaie de toute espèce qui peut circuler sans inconvénient dans un pays ne peut jamais excéder la valeur de la monnaie d'or et d'argent dont ce papier tient la place, ou qui y circulerait (le commerce étant supposé toujours le même) s'il n'y avait pas de papier-monnaie. Si les billets de 20 schellings, par exemple, sont le plus petit papier-monnaie qui ait cours en Écosse, la somme totale de ce papier qui puisse y circuler sans inconvénient ne peut pas excéder la somme d'or et d'argent qui serait nécessaire pour consommer tous les échanges de la valeur de 20 schellings et au-dessus, qui avaient coutume de se faire annuellement dans le pays. S'il arrivait une fois que le papier en circulation excédât cette somme, comme l'excédant ne pourrait ni être envoyé au dehors ni rester employé dans la circulation intérieure, il reviendrait immédiatement aux banques, pour y être échangé en or ou en argent. Beaucoup de gens s'apercevraient bien vite qu'ils ont plus de ce papier que n'en exigent les affaires qu'ils ont à solder au dedans, et ne pouvant le placer au dehors, ils iraient aussitôt en demander aux banques le remboursement. Ce papier surabondant étant une fois converti en argent, ils trouveraient aisément à s'en servir en l'envoyant au dehors, mais ils ne pourraient rien en faire tant qu'il resterait sous cette forme de papier. Il se ferait donc à l'instant un reflux

d'en envoyer autant d'un autre côté, on ne voit pas trop en quoi consiste l'avantage. Si un million de papier suffit à la circulation, un million seulement pourra circuler. Il importe peu aux banquiers ou aux marchands que la totalité soit payée en escomptant des billets, ou qu'une partie seulement soit payée ainsi, et que le reste soit émis par le moyen de ces comptes courants. (*Principles of political Economy*, 1^{re} édit., p. 313.)

L'avantage d'un compte courant ne consiste pas réellement en ce qu'il permet à un banquier d'étendre ses avances à ses clients ; mais il consiste dans l'extrême facilité avec laquelle il permet de faire ces avances, et c'est ce qui a échappé à M. Ricardo...

Il est singulier toutefois que, malgré l'avantage des comptes courants, le montant des billets des banques d'Écosse, émis par le moyen des comptes courants, soit très-faible, la huitième ou dixième partie seulement des billets émis pour l'escompte des billets.

Voyez le témoignage de M. Gilechrist, dans l'appendice au rapport des Communes sur les moyens de reprendre les paiements en espèces en 1819, p. 216 ; voyez aussi le témoignage de M. Kinnear, dans l'appendice au rapport du comité sur les billets d'Écosse en 1826, p. 140.

MAC CULLOCH.

de papier sur les banques, jusqu'à concurrence de cette surabondance, et même jusqu'à une concurrence encore plus forte, pour peu que le remboursement éprouvât de lenteur ou de difficulté; l'alarme qui en résulterait augmenterait nécessairement les demandes de remboursement.

En outre de toutes les dépenses qui lui sont communes avec tous les autres genres de commerce, tels que loyers de bâtiments, salaires de domestiques, commis, teneurs de livres, etc., les dépenses qui sont particulières à une maison de banque consistent principalement en deux articles : 1^o La dépense qu'il en coûte pour tenir constamment dans sa caisse, afin de faire face aux demandes éventuelles des porteurs de billets, une grosse somme d'argent dont on perd l'intérêt; 2^o la dépense qu'il en coûte pour remplir la caisse sur-le-champ, à mesure qu'elle se vide en satisfaisant à ces demandes.

Une compagnie de banque qui met en émission plus de papier que n'en peut tenir employé la circulation du pays, et à qui l'excédant de son papier revient sans cesse à remboursement, doit augmenter la quantité d'or et d'argent qu'elle tient constamment en caisse, non-seulement en proportion de ce surcroît d'émission surabondante, mais dans une proportion beaucoup plus forte, parce que ses billets lui reviennent à remboursement dans une proportion de vitesse beaucoup plus grande que l'excès de leur quantité. Ainsi cette compagnie doit augmenter le premier article de dépense, non-seulement en proportion de cette extension forcée qu'elle a donnée à ses affaires, mais dans une proportion beaucoup plus forte.

De plus, la caisse de cette compagnie, bien qu'il faille la tenir mieux garnie, se videra néanmoins beaucoup plus vite que si la compagnie eût resserré ses affaires dans des bornes plus raisonnables, et il faudra faire, pour la remplir, des efforts de dépense, non-seulement plus grands en eux-mêmes, mais encore plus répétés et plus constants. D'ailleurs, l'argent qui sort continuellement de sa caisse en si grandes quantités ne peut être employé dans la circulation du pays. Il vient prendre la place d'un papier qui excède ce que cette circulation peut contenir; il excédera donc aussi lui-même ce que cette circulation peut employer. Mais comme cet argent n'est pas fait pour rester oisif, il faut bien que, sous une forme ou sous une autre, on l'envoie au dehors pour y trouver l'emploi avantageux qu'il ne peut trouver dans l'intérieur; et cette exportation continuelle d'or et d'argent doit augmenter nécessaire-

ment pour la banque la difficulté, et par conséquent la dépense de se procurer de nouvelles espèces pour remplir cette caisse qui se vide avec tant de rapidité. Il faut donc que la compagnie, à mesure qu'elle donne cette extension forcée à son commerce, augmente le second article de dépense encore plus que le premier.

Supposons en effet une banque dont tout le papier (porté au maximum de ce que la circulation du pays en peut absorber sans inconvénient) s'élève précisément à 40,000 liv., et qui, pour faire face aux demandes éventuelles, est obligée de garder constamment en caisse un quart de son émission de billets, c'est-à-dire 10,000 liv. en espèces. Que cette banque essaie de porter son émission jusqu'à 44,000 liv., les 4,000 liv. qui sont au delà de ce que la circulation du pays peut absorber et employer, reviendront à la banque presque aussitôt après qu'elles auront été émises. Donc, pour faire face aux demandes qui surviendront, cette banque sera obligée de garder constamment en caisse, non pas seulement 11,000 liv., mais 14,000. Elle ne pourra donc faire aucun bénéfice sur l'intérêt de ces 4,000 liv. d'émission surabondante, et elle aura en pure perte toute la dépense de ramasser continuellement 4,000 liv. en or et en argent, qui sortiront de sa caisse aussi vite qu'on les y aura apportées.

Si chaque compagnie de banque eût toujours bien entendu et bien suivi ses intérêts, la circulation n'aurait jamais été surchargée de papier-monnaie; mais toutes les banques n'ont pas toujours bien vu et bien compris ce que leur intérêt exigeait d'elles, et il est arrivé souvent que le papier a obstrué la circulation.

La banque d'Angleterre, pour avoir émis une trop grande quantité de papier, dont l'excédant lui revenait continuellement à l'échange, a été obligée, pendant plusieurs années de suite, de faire battre de la monnaie d'or jusqu'à concurrence de 800,000 liv. à 1,000,000 dans une seule année, ou en moyenne, jusqu'à environ 850,000 liv. par an. Pour fournir à cette immense fabrication, la banque, à cause de l'état usé et dégradé où la monnaie d'or était depuis quelques années, se vit souvent obligée d'acheter, jusqu'au prix de 4 liv. l'once, l'or en lingot, qu'elle émettait bientôt après, sous forme de monnaie, à 3 liv. 17 schellings 10 deniers 1/2 l'once; ce qui lui faisait une perte de 2 1/2 à 3 p. 100, sur la fabrication d'une somme aussi énorme. Ainsi, quoique la banque n'eût point de droit de seigneurage à payer, et quoique à proprement parler, la dépense de fabrication fût aux frais du gouverne-

ment, cette libéralité du gouvernement ne l'a pas empêchée de faire beaucoup de dépense¹.

Par une suite d'un excès du même genre, les banques d'Écosse se virent toutes obligées d'entretenir constamment à Londres des agents occupés à leur chercher de l'argent qui leur coûtait rarement moins de 1 1/2 ou 2 pour 100. Cet argent était envoyé par la messagerie et assuré par ceux qui se chargeaient du transport, ce qui faisait encore un surcroît de dépense de 3/4 pour 100 ou de 15 schellings par 100 liv. Ces agents ne pouvaient pas toujours suffire à remplir la caisse de leurs commettants aussi promptement qu'elle se vidait. Dans ces cas, les banques n'avaient d'autre ressource que de tirer, sur leurs correspondants à Londres, des lettres de change jusqu'à concurrence de la somme dont elles avaient besoin. Lorsque ensuite ces correspondants tiraient sur la banque pour le payement de cette somme, avec l'intérêt et le droit de commission, quelques-unes de ces banques, dans l'embarras où les avait jetées leur émission excessive, n'avaient pas d'autre moyen de faire honneur à cette traite, que de tirer elles-mêmes des secondes lettres de change, ou sur le même, ou sur quelque autre correspondant de Londres, et il se trouvait ainsi que la même somme, ou plutôt des lettres de change pour cette même somme, faisaient quelquefois plus de deux ou trois voyages, la banque débitrice payant toujours l'intérêt de la commission sur toute la somme accumulée. Celles même des banques d'Écosse qui ne se sont pas fait remarquer par une extrême imprudence, ont quelquefois été obligées d'avoir recours à cette ressource ruineuse.

¹ La grande dépense à laquelle la Banque fut réduite à cette époque ne fut pas occasionnée, comme paraît le croire Smith, par des émissions imprudentes de billets, mais par le trouble existant dans les bases de la circulation et par le haut prix du lingot qui en était la conséquence. La Banque n'ayant d'autre moyen de se procurer des guinées que l'envoi de lingots à la Monnaie pour les faire frapper, était constamment forcée de battre monnaie pour rembourser ses billets; et comme les espèces anciennes manquaient généralement de poids, et que le prix du lingot était élevé en proportion, il devint profitable de tirer de la Banque de lourdes guinées neuves en échange de son papier, et de les échanger avec bénéfice contre des billets qui revenaient se convertir en guinées sans cesse revendues au détriment de la Banque. Cet inconvénient a toujours lieu lorsque la monnaie existante est usée par le *frai*, et qu'il y a profit à échanger le papier contre des espèces nouvellement frappées.

La monnaie d'or que la banque d'Angleterre ou les banques d'Écosse payaient en échange de cette partie de leur papier qui excédait ce qu'eût pu absorber la circulation du pays, se trouvant elle-même excéder ce que la circulation pouvait contenir, était quelquefois envoyée à l'étranger en espèces, quelquefois fondue et exportée en lingots, et quelquefois aussi fondue et revendue à la banque d'Angleterre, au prix énorme de 4 liv. l'once. On avait bien soin de trier dans la monnaie les pièces les plus neuves et les plus pesantes, et c'était celles-là seulement qu'on choisissait pour exporter ou pour fondre. Dans l'intérieur, et tant qu'elles restaient sous forme de monnaie, ces pièces pesantes n'avaient pas plus de valeur que les plus légères; mais à l'étranger elles avaient plus de valeur, et à l'intérieur lorsqu'elles étaient fondues en lingots. La banque d'Angleterre voyait, à son grand étonnement, que malgré l'immense fabrication de monnaie qu'elle faisait annuellement, il y avait chaque année la même disette d'espèces que l'année précédente, et que, malgré la quantité de bonne monnaie toute neuve qu'elle répandait chaque année, l'état de la monnaie, loin de s'améliorer, ne faisait que se détériorer de plus en plus d'une année à l'autre. Chaque année elle se trouvait dans la nécessité de faire frapper à peu près la même quantité d'or que celle qu'elle avait fait frapper l'année d'auparavant; et au moyen de la hausse continuelle du prix des lingots, résultant de la dégradation des espèces courantes, par le frai et les rogneurs, la dépense de cette énorme fabrication annuelle allait toujours en augmentant de plus en plus. Il faut observer que la banque d'Angleterre, en approvisionnant d'espèces sa propre caisse, est indirectement obligée d'en approvisionner tout le royaume, où cette caisse le verse continuellement par mille voies différentes. Ainsi, tout ce qu'il fallait d'espèces pour soutenir cette circulation surabondante de papier-monnaie anglais et écossais, tous les vides que cet excès de papier occasionnait dans la quantité de monnaie d'or et d'argent aux besoins du royaume, c'était à la banque d'Angleterre à y suppléer. Les banques d'Écosse, sans nul doute, payent toutes fort chèrement leur propre défaut de prudence et d'attention; mais la banque d'Angleterre payait très-chèrement, non-seulement sa propre imprudence, mais encore l'imprudence beaucoup plus grande de presque toutes les banques d'Écosse.

La cause originaire de cette émission surabondante de papier-monnaie, ce furent les entreprises immodérées de quelques faiseurs de projets dans l'un et l'autre des deux royaumes.

Ce qu'une banque peut avancer, sans inconvénient, à un négociant ou à un entrepreneur quelconque, ce n'est ni tout le capital avec lequel il commence, ni même une partie considérable de ce capital, mais c'est seulement cette part de son capital qu'il serait autrement obligé de garder par devers lui, sans emploi et en argent comptant, pour faire face aux demandes accidentelles. Si le papier-monnaie que la banque avance n'excède jamais cette valeur, alors il n'excédera pas la valeur de l'or et de l'argent qui circuleraient nécessairement dans le pays, supposé qu'il n'y eût pas de papier-monnaie; donc il n'excédera jamais la quantité que la circulation du pays peut aisément absorber et tenir employée.

Quand une banque escompte à un négociant une lettre de change réelle, tirée par un véritable créancier sur un véritable débiteur, et qui est réellement payée à son échéance par ce débiteur, elle ne fait que lui avancer une partie de la valeur qu'il aurait été sans cela obligé de garder sans emploi et en argent comptant, pour faire face aux demandes du moment. Le paiement de la lettre de change, à son échéance, remplace à la banque la valeur de ce qu'elle a avancé, y compris l'intérêt. La caisse de la banque, en tant qu'elle se borne à faire des affaires avec des personnes de ce genre, ressemble à un bassin dont i sort continuellement un courant d'eau, mais dans lequel il en entre aussi continuellement un autre parfaitement égal en volume à celui qui sort, de manière que, sans exiger d'autre soin ni d'attention, le bassin demeure toujours également plein ou à peu près. Pour tenir la caisse d'une telle banque toujours suffisamment remplie, il ne faut que peu ou point de dépense.

Sans excéder les bornes de son commerce, un négociant peut souvent avoir besoin d'une somme d'argent comptant, même sans avoir de lettre de change à escompter. Quand la banque, outre le service de lui escompter des lettres de change, lui fait encore dans ses besoins du moment l'avance de ces sommes sur son compte courant, et en reçoit le remboursement petit à petit, à mesure que l'argent rentre à ce négociant par la vente journalière de ses marchandises, ainsi que les compagnies de banque écossaises en donnent la facilité, elle le dispense entièrement de la nécessité de garder par devers lui aucune partie de son capital sans emploi et en argent comptant, destinée à faire face aux demandes qui surviennent d'un instant à l'autre. Quand ces demandes se présentent, il trouve suffisamment de quoi y faire

honneur dans la ressource de son compte courant avec la banque. Néanmoins, dans les affaires qu'elle fait avec de tels correspondants, la banque doit observer avec grande attention si, dans le cours d'un terme un peu court, comme de quatre, cinq, six ou huit mois, le montant des remboursements qu'ils lui font ordinairement est ou n'est pas absolument égal au montant des avances qu'elle leur fait de son côté. Si, dans l'espace de ce court terme, le montant des remboursements que lui font certains de ses correspondants est, la plupart du temps, absolument égal au montant des avances, la banque peut en toute sûreté continuer de faire affaire avec eux. Quoique, dans ce cas, le courant qui sort continuellement du bassin puisse être d'un fort gros volume, celui qui y rentre continuellement doit nécessairement être au moins aussi gros, de manière que, sans exiger plus de soin ni d'attention, il est vraisemblable que la caisse sera toujours également pleine ou à bien peu de chose près, et qu'il n'y aura presque jamais besoin, pour la remplir, d'une dépense extraordinaire. Si, au contraire, le montant des à-comptes que rapportent certains correspondants se trouve être ordinairement fort au-dessous des avances que leur fait la banque, il n'y aurait pas de sûreté pour elle à continuer de faire des affaires avec de tels clients, s'ils persévèrent dans une pareille conduite. Dans ce cas, le courant qui sort continuellement du bassin est nécessairement d'un beaucoup plus gros volume que celui qui y rentre, de manière qu'à moins de quelque grand et continu effort de dépense pour la tenir pleine, la caisse sera bientôt tout à fait épuisée.

En conséquence, les compagnies de banque écossaises furent pendant longtemps très-attentives à exiger de tous leurs correspondants des remboursements fréquents et réguliers, et, quelle que fût la fortune ou le crédit d'une personne, elles ne se souciaient pas de faire affaire avec elle, quand elle ne faisait pas avec la banque ce qu'on appelait des opérations fréquentes et régulières. Outre qu'avec cette attention elles s'épargnaient presque entièrement toutes dépenses extraordinaires pour tenir leur caisse pleine, elles y trouvaient encore deux autres avantages très-importants.

En premier lieu, cette attention mettait la banque en état de porter un jugement assez certain sur la bonne ou mauvaise situation des affaires de ses débiteurs, sans avoir besoin de chercher d'autres renseignements que ceux qu'elle trouvait dans ses propres livres, les hommes mettant pour l'ordinaire plus ou moins de régularité dans

leurs paiements selon que l'état de leurs affaires prospère ou décline. Un particulier qui prêterait son argent à une demi-douzaine ou une douzaine de personnes peut bien faire, par lui-même ou par ses agents, des observations et des recherches exactes et suivies sur la conduite et la situation de chacun de ses débiteurs; mais une compagnie de banque, qui prête son argent à peut-être cinq cents personnes différentes, et qui a à donner une attention continuelle à des objets d'une tout autre nature, ne peut guère prendre d'autres informations sur la conduite et l'état des affaires de la majeure partie de ses débiteurs, que celles qu'elle trouvera dans ses propres livres. C'est vraisemblablement cet avantage que les compagnies de banque écossaises avaient en vue, en exigeant de tous leurs correspondants des remboursements fréquents et réguliers.

En second lieu, par cette précaution, les banques se garantissaient elles-mêmes de la possibilité d'émettre plus de papier-monnaie que n'en pouvait absorber aisément la circulation du pays. Quand elles observaient que, dans un espace de temps modéré, les remboursements d'un de leurs correspondants étaient, la plupart du temps, en balance exacte avec les avances qu'elles lui avaient faites, elles pouvaient être sûres que le papier qu'elles lui avaient avancé n'avait jamais excédé la quantité d'espèces qu'il eût été obligé sans cela de tenir en réserve pour faire face aux demandes du moment, et que par conséquent le papier-monnaie qu'elles avaient mis en circulation par la voie de ce correspondant n'avait jamais excédé la quantité d'espèces qui aurait circulé dans le pays par la même voie, s'il n'y eût pas eu de papier-monnaie. La fréquence, la régularité et le montant des à-comptes payés par ce négociant étaient une démonstration suffisante que le montant des avances des banques n'avait jamais excédé cette partie de son capital, qu'il aurait été sans cela obligé de garder chez lui sans emploi et en argent comptant, pour satisfaire aux demandes du moment, c'est-à-dire pour le mettre en état de tenir constamment employé le reste de son capital. Il n'y a que cette partie du capital d'un négociant qui sorte et rentre sans cesse dans ses mains dans de courts espaces de temps, sous la forme de monnaie, soit en espèces, soit en papier. Si les avances des banques eussent ordinairement excédé cette partie de son capital, le montant ordinaire de ses remboursements dans un court espace de temps n'aurait pu balancer le montant des avances à lui faites. Le courant qui serait entré continuellement dans le bassin par le

canal particulier de ce négociant n'aurait pas été de volume égal au courant qui en serait sorti continuellement par le même canal. En excédant la quantité d'espèces qu'il aurait été obligé, sans le secours de ces avances, de réserver par devers lui pour faire face aux demandes du moment, les avances des banques auraient bientôt outre-passé la quantité d'espèces qui eût circulé dans le pays (le commerce étant supposé toujours le même) s'il n'y eût pas eu de papier-monnaie ; et elles auraient par conséquent outre-passé la quantité que la circulation du pays était en état d'absorber ou de tenir employée sans inconvénient, et l'excédant de ce papier-monnaie aurait immédiatement reflué vers les banques, pour y être échangé contre de l'or et de l'argent. Ce second avantage, quoique tout aussi réel que le premier, ne fut peut-être pas aussi bien senti par toutes les différentes compagnies de banque écossaises.

Quand les négociants accrédités d'un pays, en partie par la facilité d'escompter leurs lettres de change, en partie par celle des comptes courants, peuvent se dispenser de l'obligation de garder par devers eux aucune partie de leur capital sans emploi et en argent comptant pour faire face aux demandes du moment, raisonnablement ils ne doivent pas attendre de secours plus étendu de la part des banques et des banquiers, qui, lorsqu'ils ont été une fois jusque-là, ne sauraient aller plus loin sans compromettre leur propre intérêt et leur propre sûreté. Une banque ne peut pas, sans aller contre ses propres intérêts, avancer à un négociant la totalité ni même la plus grande partie du capital circulant avec lequel il fait son commerce, parce que, encore que ce capital rentre et sorte continuellement de ses mains sous forme d'argent, cependant il y a un trop grand intervalle entre l'époque de la totalité des rentrées et celle de la totalité des sorties, et dès lors le montant de ses remboursements ne pourrait pas balancer le montant des avances qui lui seraient faites dans un espace de temps assez rapproché pour s'accommoder à ce qu'exige l'intérêt de la banque ; bien moins encore une banque pourrait-elle suffire à lui avancer quelque partie considérable de son capital fixe ; par exemple du capital qu'un maître de forges emploie à la construction de sa forge, de son fourneau, de ses ateliers et magasins, logements de ses ouvriers, etc. ; du capital qu'un entrepreneur de mines emploie à construire des ouvrages pour soutenir les terres, à élever des machines pour épuiser les eaux, à faire ouvrir des routes et des communications pour les charrois, etc. ; du capital qu'un cultiva-

teur emploie à défricher, dessécher, enlèver, fumer, marner et labourer des terres incultes ; à bâtir des fermes avec toutes leurs dépendances, étables, granges, etc. Les rentrées d'un capital fixe sont presque toujours beaucoup plus lentes que celles d'un capital circulant ; et des dépenses de ce genre, en les supposant même dirigées avec toute l'intelligence et la sagesse possibles, ne rentrent guère à l'entrepreneur avant un intervalle de plusieurs années, terme infiniment trop éloigné pour convenir aux arrangements d'une banque. Des commerçants et des entrepreneurs peuvent bien sans doute très-légitimement faire aller une partie considérable de leurs affaires et entreprises avec des fonds d'emprunt. Cependant, dans ce cas, il serait de toute justice que leur propre capital fût suffisant pour servir d'assurance, si je puis parler ainsi, au capital de leurs créanciers, ou pour que ces créanciers ne courussent presque aucune chance probable d'essuyer la moindre perte, quand même l'événement de l'entreprise se trouverait extrêmement au-dessous de l'attente des spéculateurs. Encore, même avec cette précaution, de l'argent qu'on emprunte et qu'on n'espère pas pouvoir rendre avant un terme de plusieurs années, ne devrait pas être emprunté à une banque, mais emprunté par obligation ou sur hypothèque, aux individus qui se proposent de vivre du revenu de leur argent sans se donner l'embarras d'employer eux-mêmes le capital, et qui pour cela seront disposés à prêter ce capital à des gens bien solvables, pour un terme de plusieurs années. Il est vrai qu'une banque qui prête son argent sans qu'on ait à faire aucune dépense de papier timbré ni d'honoraires de notaire pour l'obligation et l'hypothèque, et qui reçoit son remboursement avec ces facilités que donnent les compagnies de banque écossaises, serait sans contredit un créancier fort commode pour de pareils faiseurs de spéculations et d'entreprises ; mais à coup sûr ces faiseurs de spéculations et d'entreprises seraient, pour une pareille banque, les débiteurs les plus incommodes.

Il y a aujourd'hui plus de vingt-cinq ans que le papier-monnaie mis en émission par les différentes compagnies de banque écossaises a atteint pleinement la mesure de ce que la circulation du pays peut aisément absorber ou tenir employé, et qu'il a même été de quelque chose au delà de cette mesure. Ces compagnies avaient déjà, depuis un espace de temps aussi long, donné à tous les commerçants et entrepreneurs de l'Écosse des secours aussi étendus qu'il soit possible à des banques et à des banquiers d'en donner, sans compromettre leur intérêt personnel ;

elles avaient même fait quelque chose au delà ; elles avaient quelque peu dépassé les bornes de leur commerce, et elles s'étaient attiré cette perte, ou au moins cette diminution de profit qui, dans ce genre particulier de commerce, ne manque jamais d'être la suite du moindre pas qu'on fait au delà des bornes. Ces commerçants et entrepreneurs ayant tiré tant de secours des banques et des banquiers, cherchèrent à en tirer encore de plus étendus. Ils s'imaginèrent, à ce qu'il semble, que des banques pouvaient étendre leurs crédits à quelque somme que ce fût, selon le besoin qu'on en avait, sans s'exposer à d'autre dépense qu'à celle de quelques rames de papier. Ils se plainquirent des vues étroites et de la pusillanimité des directeurs de ces banques, qui ne savaient pas, disaient-ils, étendre leurs crédits à proportion de l'extension du commerce du pays ; voulant dire sans doute, par l'extension du commerce, celle de leurs projets au delà de ce qu'ils étaient en état d'entreprendre avec leurs propres fonds, ou avec ce que leur crédit leur permettait d'emprunter des particuliers par la voie ordinaire d'obligation ou d'hypothèque. Il parait qu'ils s'étaient figuré que l'honneur de la banque l'obligeait à remplir ce déficit, et à leur fournir tout le capital dont ils avaient besoin pour leurs entreprises. Les banques toutefois furent d'une autre opinion, et sur le refus qu'elles firent d'étendre leurs crédits, quelques-uns de ces spéculateurs recoururent à un expédient qui remplit pour un temps leurs vues, à plus grands frais à la vérité, mais d'une manière aussi efficace que l'eût pu faire l'extension la plus immodérée des crédits de la banque. Cet expédient n'était autre chose que la pratique bien connue de renouveler ses traites¹, c'est-à-dire, de tirer successivement des lettres de change l'un sur l'autre, pratique à laquelle ont quelquefois recours de malheureux négociants quand ils sont aux bords de la banqueroute. Cette manière de faire de l'argent est connue depuis longtemps en Angleterre, et on dit qu'elle a été portée extrêmement loin pendant le cours de la dernière guerre, où le taux élevé des profits du commerce donnait une grande tentation d'étendre ses affaires au delà de ses forces. D'Angleterre, cette pratique s'introduisit en Écosse, où, en comparaison du commerce très-borné de ce pays et de la modicité de son capital, elle fut bientôt portée beaucoup plus loin qu'elle n'avait jamais été en Angleterre.

¹ Cette pratique se nomme, dans quelques places de France, *faire la navette*. On appelle aussi *papier de circulation* les traites fictives ainsi obtenues.

La pratique de renouveler ses traites est si bien connue de tous les gens d'affaires, qu'on pourra peut-être regarder comme inutile d'en donner l'explication. Mais comme ce livre peut tomber entre les mains de beaucoup de personnes qui ne sont pas dans les affaires, et comme les effets de cette pratique sur le commerce de banque ne sont peut-être pas généralement sentis, même par les gens qui sont dans les affaires, je vais tâcher de l'expliquer aussi clairement qu'il me sera possible.

Les coutumes établies entre marchands, qui prirent naissance dans le temps où la jurisprudence barbare de l'Europe ne donnait aucune force à l'exécution des contrats, et qui furent adoptées, pendant le cours des deux derniers siècles, dans la législation de toutes les nations européennes, ont attribué aux lettres de change des privilèges si extraordinaires, que l'on avance bien plus volontiers de l'argent sur ces sortes d'effets, que sur toute autre espèce d'obligation, surtout quand les lettres de change sont payables à un court terme, comme deux ou trois mois. Si à l'échéance de la lettre l'accepteur ne la paye pas à l'instant de la présentation, il est dès lors en état de banqueroute. La lettre est protestée et revient sur le tireur, qui doit l'acquitter sur-le-champ, ou bien il est aussi pareillement réputé en banqueroute. Si avant de venir entre les mains de la personne qui la présente à l'accepteur pour être payée, elle a passé dans les mains d'autres personnes qui en aient successivement avancé la valeur les unes aux autres en argent ou en marchandises, et qui, pour témoigner que chacune d'elles, à son tour, a reçu cette valeur, aient toutes à leur tour endossé la lettre, c'est-à-dire, écrit leurs noms au dos, chaque endosseur devient, à son tour, garant du montant de la lettre envers le porteur, et, faute de paiement, est aussi, dès ce moment, réputé en banqueroute. Quoiqu'il se puisse faire que le tireur, l'accepteur et les endosseurs de la lettre de change soient tous d'un crédit douteux, cependant la brièveté du terme de l'échéance donne toujours quelque confiance au porteur. Quand même il serait vraisemblable que toutes ces personnes finissent par faire banqueroute, ce serait grand hasard si dans un temps si court elles allaient toutes faillir. Le logement menace ruine, dit en soi-même un voyageur fatigué, et vraisemblablement il ne durera pas longtemps; mais il y aurait bien du malheur si on ne pouvait pas risquer d'y passer une nuit.

Supposons que A, négociant à Édimbourg, tire sur B de Londres une lettre de change payable à deux mois de date. Dans la réalité, B de Londres ne doit rien à A d'Édimbourg, mais il consent d'accepter la

lettre de change de A, sous la condition qu'avant le terme du paiement il pourra tirer sur A d'Édimbourg une autre lettre de change de pareille somme, ensemble l'intérêt et le droit de commission, payables de même à deux mois de date. En conséquence, avant l'expiration des deux premiers mois, B tire cette lettre sur A d'Édimbourg, qui de nouveau, avant l'expiration des seconds deux mois, tire une seconde lettre sur B de Londres, payable pareillement à deux mois de date, et avant l'expiration de ce troisième terme de deux mois, B de Londres tire derechef sur A d'Édimbourg une autre lettre de change payable aussi à deux mois de date. Cette pratique a quelquefois ainsi continué, non-seulement plusieurs mois, mais même plusieurs années de suite, la lettre de change revenant toujours sur A d'Édimbourg, chargée de l'intérêt et de la commission accumulée de toutes les lettres précédentes. L'intérêt était de 5 pour 100 par an, et la commission n'était jamais moins du 1/2 pour 100 pour chaque traite. La commission étant répétée plus de six fois par an, tout l'argent qu'a pu faire A par cet expédient lui doit nécessairement avoir coûté plus de 8 pour 100 par an, et quelquefois bien davantage, soit quand le prix de la commission s'est élevé, soit quand il a été obligé de payer l'intérêt de l'intérêt et de la commission des premières lettres de change. On appela cette manœuvre, faire de l'argent par circulation¹.

Dans un pays où les profits ordinaires des capitaux; dans la majeure partie des affaires de commerce, sont censés rouler entre 6 et 10 pour 100, il faudrait une spéculation bien extraordinairement heureuse pour que ses rentrées pussent suffire, non-seulement à rembourser les frais énormes auxquels on avait emprunté les fonds pour la faire aller, mais à fournir encore un excédant pour le profit du spéculateur. Cependant beaucoup de projets très-vastes et très-étendus furent entrepris et suivis pendant plusieurs années, sans autres fonds pour les soutenir que ceux qu'on s'était procurés à de si gros frais. Sans doute

¹ M. H. Thornton a montré, dans son *Essay on paper credit*, p. 34, que le docteur Smith a exagéré les frais qu'un négociant encourt en se procurant de l'argent par circulation. Selon lui, les transactions opérées au moyen de billets artificiels se font à l'avantage des deux parties. Quand A tire sur B il lui paye une commission; mais lorsque B devient le tireur, c'est A qui reçoit la commission. On peut supposer qu'ils reçoivent autant qu'ils donnent sous forme de commission, et selon M. Thornton, il n'en coûte que l'escompte à payer pour convertir ces billets en argent, non compris les frais de timbre.

que les faiseurs de projets, dans leurs beaux rêves, avaient vu ce grand profit le plus clairement du monde. Avec cela je crois qu'ils ont eu bien rarement le bonheur de le rencontrer au moment de leur réveil, soit que ce moment ait tardé jusqu'au terme de leurs projets, soit qu'il ait eu lieu quand ils se sont vus hors d'état de les pousser plus avant¹.

A d'Édimbourg ne manquait pas de faire escompter régulièrement, deux mois avant leur échéance, les lettres de change qu'il tirait sur B de Londres, auprès de quelque banquier d'Édimbourg; et de son côté

¹ La méthode décrite dans le texte n'est ni la plus ordinaire ni la plus dispendieuse qu'employèrent ces gens à projets, pour lever de l'argent *par circulation*. Il arrivait souvent que A d'Édimbourg voulait mettre B de Londres en état de payer la première lettre de change, en tirant, peu de jours avant l'échéance de celle-ci, une seconde lettre à trois mois de date, sur le même B de Londres. Cette lettre étant payable à l'ordre du tireur, A la négociait à Édimbourg, au pair, et avec le montant il achetait des lettres sur Londres, payables à vue à l'ordre de B, à qui il les faisait passer par la poste. Vers la fin de la dernière guerre, le change entre Édimbourg et Londres fut souvent à 5 pour 100 contre Édimbourg, et souvent A était obligé de payer cette prime en achetant ces lettres de change à vue. Cette opération donc, étant répétée quatre fois dans le cours de l'année, et chargée d'une commission d'au moins 1/2 pour 100 à chaque répétition, a dû coûter à A, à cette époque, au moins 14 pour 100 pour l'année. D'autres fois A voulait mettre B en état d'acquitter la première lettre de change, en tirant, peu de jours avant l'échéance de celle-ci, une seconde lettre à deux mois de date, non sur B, mais sur quelque tierce personne, par exemple sur C de Londres. Cette autre lettre de change était faite payable à l'ordre de B, qui, après l'avoir fait accepter par C, l'escomptait auprès de quelque banquier de Londres, et A mettait C en état d'acquitter cette lettre, en tirant, quelques jours avant l'échéance, une troisième lettre, aussi à deux mois de date, tantôt sur son premier correspondant B, tantôt sur quelque quatrième ou cinquième personne, par exemple, sur D ou E. Cette troisième lettre était faite payable à l'ordre de C, lequel, aussitôt qu'elle était acceptée, la faisait escompter de la même manière chez quelques banquiers de Londres. De telles opérations étant répétées au moins six fois dans le cours de l'année, et chargées d'un droit de commission d'au moins 1/2 pour 100 sur chaque renouvellement, y compris l'intérêt légal de 5 pour 100, cette méthode de faire de l'argent, de même que celle qui est décrite dans le texte, doit avoir coûté à A plus de 8 pour 100. Néanmoins, en épargnant le change d'entre Édimbourg et Londres, elle était moins dispendieuse que celle mentionnée dans la première partie de cette note; mais alors elle exigeait un crédit établi avec plus d'une seule maison de commerce à Londres, avantage que la plupart de ces faiseurs de projets ne pouvaient pas toujours aisément se procurer.

Note de l'auteur.

B de Londres ne manquait pas non plus de faire escompter aussi régulièrement à la banque d'Angleterre, ou chez quelque banquier de Londres, les lettres de change qu'il tirait ensuite sur A d'Édimbourg. Tout ce qui se trouvait avancé sur ces lettres de change circulantes était, à Édimbourg, avancé en papier des banques d'Écosse, et à Londres, quand elles étaient escomptées à la banque d'Angleterre, en papier de cette banque. Quoique les lettres sur lesquelles ce papier avait été avancé fussent toutes remboursées à leur tour à mesure de leurs échéances, cependant la valeur qui avait été réellement avancée sur la première lettre de change n'était jamais réellement rentrée à la banque qui l'avait avancée, parce qu'avant l'échéance de chaque lettre il y avait toujours eu une autre lettre de change de tirée pour une somme tant soit peu plus forte que la lettre qui était sur le point d'être payée, et il fallait de toute nécessité, pour le paiement de celle-ci, que l'autre lettre de change fût escomptée. Ce paiement était donc absolument illusoire. Il ne rentrait de fait dans le bassin de la banque aucun courant qui y remplaçât réellement ce qui s'en était d'abord écoulé par la voie de ces lettres de change circulantes.

Le papier qui avait été émis sur ces lettres circulantes s'éleva, en plusieurs occasions, jusqu'à la totalité des fonds sur lesquels roulait quelque entreprise vaste et étendue d'agriculture, de commerce ou de manufacture; et il ne se bornait pas simplement à la seule partie de ces fonds que le faiseur de projets eût été obligé, sans l'aide du papier-monnaie, de garder par devers lui, en espèces dormantes, pour répondre aux demandes du moment. Par conséquent, la plus grande partie de ce papier se trouvait être en excédant de la valeur des espèces qui eussent circulé dans le pays s'il n'y eût pas eu de papier-monnaie. Il était donc en excédant de ce que la circulation du pays pouvait aisément absorber et tenir employé, et par conséquent il refluaît immédiatement vers les banques, pour y être échangé contre de l'or et de l'argent qu'il leur fallait trouver où elles pouvaient. C'était un capital que ces faiseurs de projets avaient eu l'art de soutirer très-subtilement des banques, non-seulement sans qu'elles y eussent donné un consentement formel et sans qu'elles en eussent eu connaissance, mais peut-être même encore sans qu'elles pussent avoir, pendant quelque temps, le moindre soupçon qu'elles avaient réellement fait cette avance.

Quand deux particuliers qui ont ainsi à tirer réciproquement des lettres de change successives l'un sur l'autre les font escompter tou-

jours chez le même banquier, il découvre nécessairement bientôt leur manège, et s'aperçoit clairement qu'ils trafiquent avec les fonds qu'il leur avance, et non avec aucun capital qui soit à eux en propre. Mais cette découverte n'est pas tout à fait si aisée à faire quand ils font escompter leurs lettres de change tantôt chez un banquier, tantôt chez un autre, et quand ce ne sont pas les deux mêmes personnes qui tirent constamment et successivement l'une sur l'autre, mais que leur manœuvre roule entre un grand cercle de faiseurs de projets, qui trouvent réciproquement leur compte à s'aider les uns les autres dans cette méthode de faire de l'argent, et qui s'arrangent entre eux en conséquence pour qu'il soit aussi difficile que possible de distinguer une lettre de change simulée d'avec une lettre de change sérieuse; de reconnaître celle qui est tirée par un vrai créancier sur un vrai débiteur, d'avec celle dont il n'y a véritablement de créancier réel que la banque qui l'a escomptée, ni de débiteur réel que le faiseur de projets, qui se sert de l'argent. Lors même qu'un banquier venait à découvrir ce manège, il pouvait se faire quelquefois qu'il le découvrit trop tard, et qu'il s'aperçût que, s'étant déjà avancé si loin avec ces gens à projets en escomptant leurs lettres de change, il les réduirait infailliblement à la nécessité de faire banqueroute, en refusant tout à coup de leur en escompter davantage, et qu'alors leur ruine pourrait peut-être aussi entraîner la sienne. Dans une position si critique, il se trouvait obligé, pour son intérêt et sa propre sûreté, de leur continuer le crédit pendant quelque temps encore, en tâchant néanmoins de se débarrasser petit à petit, et pour cela en faisant de jour en jour plus de difficultés sur les escomptes, afin de forcer par degrés ces emprunteurs à avoir recours ou à d'autres banquiers, ou à d'autres moyens de faire de l'argent, en sorte qu'il pût se dégager de leurs filets le plus tôt possible. Les difficultés donc que la banque d'Angleterre, que les principaux banquiers de Londres, et même que les banques écossaises les plus prudentes commencèrent à apporter aux escomptes, au bout d'un certain temps et après s'être déjà toutes trop aventurées, non-seulement jetèrent l'alarme parmi les gens à projets, mais même excitèrent leur fureur au dernier point. Leur propre détresse, dont sans contredit la réserve prudente et indispensable des banques fut l'occasion immédiate, ils l'appelèrent détresse nationale, et cette détresse nationale, il ne fallait l'attribuer, disaient-ils, qu'à l'ignorance, à la pusillanimité et à la conduite malhonnête des banques qui refusaient de donner des secours assez étendus aux belles

entreprises des hommes de génie, à des entreprises faites pour augmenter l'éclat, la prospérité et l'opulence nationale. Le devoir des banques, à ce qu'ils semblaient s'être imaginé, était de leur prêter pour un aussi long temps et pour d'aussi fortes sommes qu'ils pouvaient désirer d'emprunter. Néanmoins les banques, en refusant ainsi de donner plus de crédit à des gens à qui elles n'en avaient déjà que beaucoup trop accordé, prirent le seul moyen qui leur restât pour sauver ou leur propre crédit, ou le crédit public de leur pays.

Au milieu de cette détresse et de ces clameurs, il s'éleva en Écosse une banque nouvelle, établie exprès pour remédier aux maux dont le pays était menacé¹. Le dessein était généreux, mais l'exécution en fut imprudente, et on ne sentit peut-être pas très-bien quelles étaient la nature et les causes des maux auxquels on voulait porter remède. Cette banque fut plus facile pour accorder des comptes courants ou pour escompter des lettres de change, qu'aucune banque ne l'avait jamais été. Quant à ces dernières, il paraît qu'elle ne faisait presque aucune différence entre les lettres de change sérieuses et les lettres circulantes, mais qu'elle les escomptait toutes indistinctement. Cette banque affichait hautement pour principe, d'avancer, sur des sûretés raisonnables, la totalité du capital des entreprises dont les rentrées sont les plus lentes et les plus éloignées, telles que celles qui consistent à améliorer des terres. On disait même que l'encouragement de pareilles améliorations était l'intention capitale de l'esprit de patriotisme qui avait dirigé l'institution de cette banque. Cette grande facilité à accorder des comptes courants et à escompter des lettres de change donna lieu, comme on peut croire, à une immense émission de billets. Mais ces billets étant,

¹ Cette banque commença ses opérations à Ayr, en novembre 1769, sous la raison Douglas, Heron et comp., et elle avait des succursales à Édimbourg et à Dumfries. Elle suspendit ses paiements le 25 juin 1772. A cette époque, quoique son capital réalisé ne fût que de 128,000 livres sterling (80 pour 100 de 160,000 livres sterling), elle avait encouru des obligations pour la somme énorme de 800,000 livres sterling, c'est-à-dire 600,000 livres sterling de dettes accumulées à Londres, et 200,000 livres sterling de billets en circulation. La grande fortune privée des sociétaires leur permit à la fin de répondre à toutes les réclamations sur la banque. La perte totale encourue avant la suspension totale de ses opérations s'élevait, dit-on, à 400,000 livres sterling. — Voyez l'ouvrage intitulé : *Precipitation and fall of Messrs. Douglas, Heron et comp.*; in-4°. *Edinburgh*, 1778.

pour la plupart, en excédant de ce que la circulation du pays pouvait absorber et tenir employé, ils refluèrent vers la banque, pour y être convertis en or et en argent, tout aussi vite qu'ils étaient émis. Dès l'origine, la caisse de cette banque fut mal fournie. Le capital des actionnaires, réglé par deux souscriptions différentes, devait s'élever à une somme de 160,000 livres; mais les fonds effectivement versés ne dépassèrent pas 80 pour 100 de cette somme. La souscription devait être payée par les soumissionnaires, en plusieurs paiements. Une grande partie de ceux-ci, en faisant leur premier paiement, ouvrirent un compte courant avec la banque, et les directeurs, se croyant obligés de traiter leurs propres capitalistes avec la même générosité qu'ils traitaient toutes les autres personnes, permirent à beaucoup d'entre eux d'emprunter sur leur compte courant ce qu'ils payaient à la banque pour les termes subséquents de leurs soumissions. Ainsi ces paiements ne faisaient que mettre dans un des coffres de la banque ce qu'on venait d'ôter d'un autre. Mais quand même les coffres de cette banque auraient été beaucoup mieux fournis, son excessive émission de papier les aurait si promptement vidés, qu'aucun expédient n'eût pu suffire à les tenir assez garnis, si ce n'est l'expédient ruineux de tirer sur Londres, et à l'échéance de la lettre, de la payer avec intérêts et commission, par le moyen d'une autre traite sur la même place. Les coffres de cette banque ayant été aussi peu remplis dès l'origine, on dit qu'elle s'est vue réduite à cette ressource très-peu de mois après qu'elle eut commencé ses opérations. Les propriétés foncières des actionnaires de la banque valaient plusieurs millions, et au moyen de leur signature dans l'acte de société originaire de la banque, ces propriétés se trouvaient réellement hypothéquées à l'exécution de tous les engagements pris par elle. Le grand crédit que lui donna nécessairement une hypothèque aussi étendue la mit en état, malgré sa conduite trop facile, de tenir encore pendant plus de deux ans. Quand elle fut obligée d'arrêter ses opérations, elle avait pour environ 200,000 livres de ses billets en circulation. Pour soutenir la circulation de ces billets, qui lui revenaient sans cesse aussitôt qu'ils étaient émis, elle avait constamment fait usage de la pratique de tirer des lettres de change sur Londres, dont le nombre et la valeur allèrent toujours en augmentant, et qui s'élevaient, au moment où elle ferma, à plus de 600,000 livres. Ainsi, dans un espace d'un peu plus de deux ans, cette banque avança à différentes personnes au delà de 800,000 livres à 5 pour 100. Sur les 200,000 livres qui circulaient en billets, ces

5 pour 100 peuvent être regardés peut-être comme un gain net, sans autre déduction que les frais d'administration; mais sur plus de 600,000 livres, pour lesquelles elle avait été sans cesse obligée de tirer des lettres sur Londres, elle avait à payer, en intérêts et en droits de commission, plus de 8 pour 100, et par conséquent elle se trouva en perte de plus de 3 pour 100 sur les trois quarts au moins des affaires qu'elle avait faites.

Les opérations de cette banque paraissent avoir produit des effets directement opposés à ceux que se proposaient les spéculateurs qui l'avaient projetée et établie. Leur intention, à ce qu'il semble, était de soutenir les belles et grandes entreprises (car ils les regardaient comme telles) qu'on avait formées à cette époque, en différents endroits du pays, et en même temps en attirant à eux la totalité des affaires de banque, de supplanter toutes les autres banques d'Écosse, et en particulier celle d'Édimbourg, qui avait excité du mécontentement par les difficultés qu'elle apportait à l'escompte des lettres de change. Cette banque donna sans contredit quelque soulagement momentané aux spéculateurs, et les mit à même de pousser leurs entreprises environ deux ans encore plus loin qu'ils n'auraient pu faire sans elle. Mais par là elle ne fit que leur donner le moyen de grossir d'autant la masse de leurs dettes, de manière que quand la crise arriva, le poids de ces dettes retomba avec une nouvelle charge sur eux et sur leurs créanciers. Ainsi les opérations de cette banque, loin de soulager les maux que ces spéculateurs avaient attirés sur eux-mêmes et sur leur pays, ne fit dans la réalité que les aggraver, en ralentissant l'effet. Il aurait beaucoup mieux valu pour ces gens-là, pour leurs créanciers et pour leur pays, que la plupart d'entre eux eussent été obligés de s'arrêter deux ans plus tôt qu'ils ne le firent. Cependant le soulagement momentané que la banque offrit à ces mauvais débiteurs en apporta un réel et durable aux autres banques écossaises. Tous ces particuliers, qui travaillaient à l'aide de ces lettres de change circulantes que les autres banques commençaient pour lors à escompter de si mauvaise grâce, eurent recours à la nouvelle banque, qui les reçut à bras ouverts. Ainsi ces autres banques trouvèrent une issue pour se dégager en assez peu de temps de ce cercle fatal dont elles n'auraient pu guère sortir autrement, à moins de s'exposer à des pertes considérables, et peut-être même aussi de compromettre un peu leur crédit.

Ainsi, à la longue, les opérations de cette banque augmentèrent les véritables embarras du pays auquel elle prétendait porter du secours,

et elles tirèrent réellement d'un très-grand embarras les banques rivales qu'elle se flattait de supplanter.

Quand cette banque commença ses opérations, certaines personnes pensaient qu'avec quelque promptitude que ses coffres se vidassent, elle pourrait toujours les remplir aisément en faisant de l'argent sur les sûretés qu'elle s'était fait donner par ceux à qui elle avait avancé son papier. Mais je crois que l'expérience n'a pas tardé à les convaincre qu'une pareille méthode de faire de l'argent était infiniment trop lente pour un tel objet, et que pour tenir pleins des coffres qui avaient été si mal remplis dans l'origine, et qui se vidaient si rapidement, il n'y avait pas d'autre moyen que l'expédient ruineux de tirer des lettres de change sur Londres, et, lors de l'échéance, de les payer avec l'intérêt et la commission accumulés, par le moyen d'autres traites sur la même place. Mais quand même on supposerait que, par cette autre méthode d'emprunter sur des sûretés, la banque eût pu faire de l'argent aussi vite que ses besoins l'exigeaient, il en serait toujours résulté qu'au lieu de donner un profit, chacune de ces opérations aurait été pour elle un article de perte, de sorte qu'à la longue elle se serait nécessairement ruinée en tant que compagnie de commerce, quoique peut-être pas aussi promptement qu'en se servant de la pratique bien plus coûteuse encore des traites renouvelées. En effet, elle ne pouvait toujours rien gagner pour l'intérêt de son papier, puisque ce papier étant en excédant de ce que la circulation du pays pouvait absorber et tenir employé, il lui serait toujours revenu, pour être converti en espèces, aussi vite qu'elle l'aurait émis, tandis que, pour satisfaire au remboursement de ce papier, elle aurait été obligée d'emprunter sans cesse de l'argent. Au contraire, toutes les charges de l'emprunt, la dépense des agents qu'elle aurait entretenus pour chercher des prêteurs, celle de la négociation avec ces prêteurs, le coût des actes et délégations convenables, tous ces frais seraient tombés sur elle, et auraient formé, dans la balance de ses comptes, autant d'articles à porter au compte des pertes. Le projet de remplir la caisse de la banque de cette manière pourrait se comparer à celui d'un homme qui aurait un bassin dont il sortirait continuellement un courant d'eau, sans aucun courant pareil qui s'y déchargât, mais qui se proposerait de tenir son bassin toujours également plein, à l'aide d'une quantité de gens occupés à aller sans cesse tirer de l'eau à un puits, à quelques milles de distance.

Enfin, quand même une telle opération eût pu être non-seulement

praticable, mais même profitable à la banque en tant que compagnie de commerce, il n'en serait encore résulté aucun avantage pour le pays, mais au contraire il en aurait éprouvé une perte très-considérable. Une pareille opération n'aurait certainement augmenté en rien la quantité d'argent à prêter. Elle n'aurait fait autre chose que d'ériger cette banque en une sorte de bureau général de prêt pour tout le pays. Ceux qui auraient eu besoin d'emprunter auraient été obligés de s'adresser à cette banque, au lieu de s'adresser directement aux capitalistes prêteurs de la banque. Mais une banque qui prête de l'argent à peut-être cinq cents personnes différentes, dont la plus grande partie ne peut être que très-peu connue des directeurs, n'est vraisemblablement pas dans le cas de choisir plus judicieusement ses débiteurs, que ne le fera un particulier qui prête son argent dans un petit cercle de gens de sa connaissance, et à ceux en qui il voit une conduite sage et économie qui lui donne de justes motifs de confiance. Les débiteurs d'une banque telle que celle dont je viens d'exposer la conduite ne seraient vraisemblablement, pour la plupart, que des gens à projets chimériques, des tireurs de lettres de change circulantes, n'empruntant d'argent que pour l'employer en entreprises extravagantes que probablement ils ne seraient jamais en état de mettre à fin, quelque secours qu'on pût leur donner, et qui, en supposant même qu'elles fussent mises à fin, ne rendraient jamais la dépense qu'elles auraient coûté, ne fourniraient jamais un fonds capable d'entretenir une aussi grande quantité de travail que celle qu'elles auraient consommée. Au contraire, les débiteurs sages et économes des particuliers seraient vraisemblablement disposés à employer l'argent par eux emprunté, à des entreprises prudentes, proportionnées à leurs capitaux, et qui, tout en tenant moins du grand et du merveilleux, auraient offert plus de solidité et plus de bénéfice, qui auraient rendu avec un gros profit tout ce qu'on y aurait versé, et qui ainsi auraient fourni un fonds capable d'entretenir une beaucoup plus grande quantité de travail que celle qu'on aurait employée à les mettre à fin. Par conséquent, le succès d'une telle opération de la part de la banque, sans ajouter la plus petite chose au capital du pays, n'aurait fait qu'en détourner une grande partie, pour la verser dans des projets téméraires et désavantageux, au lieu de la laisser aller à des entreprises sages et profitables.

L'opinion du fameux Law était que l'industrie languissait en Écosse, faute d'argent pour la mettre en activité. Il proposa de remédier à ce

manque d'argent par l'établissement d'une banque d'une espèce particulière, qui aurait, à ce qu'il paraît, émis du papier jusqu'à concurrence de la valeur de toutes les terres du pays. Il proposa d'abord son projet au parlement d'Écosse, qui ne jugea pas à propos de l'accueillir. Le duc d'Orléans, alors régent de France, l'adopta ensuite avec quelques modifications. L'idée de la possibilité de multiplier le papier-monnaie presque sans bornes fut la véritable base de ce qu'on appela le *système du Mississippi*, le projet de banque et d'agiotage le plus extravagant peut-être qui ait jamais paru au monde. Les différentes opérations de ce système ont été développées avec tant de clarté et d'étendue, avec tant d'ordre et de sagacité par M. Duverney, dans son *Examen des réflexions politiques sur le commerce et les finances de M. Dutot*¹, que je n'en rendrai ici aucun compte. Les principes qui furent la base de ce système ont été exposés par M. Law lui-même, dans un *Discours sur le commerce et sur l'argent* qu'il publia en Écosse quand il y proposa d'abord son projet. Les idées magnifiques mais imaginaires qu'on trouve dans cet ouvrage et dans quelques autres, écrits dans les mêmes principes, font encore impression sur beaucoup de gens, et ont peut-être contribué en partie à cette fureur de faire la banque, dont on s'est plaint dernièrement en Écosse et ailleurs.

La plus grande banque de circulation de l'Europe, c'est la banque d'Angleterre. Elle a été érigée en corporation², en exécution d'un acte du parlement, par une charte du grand sceau, en date du 27 juillet 1694. A cette époque, elle avança au gouvernement une somme de 1,200,000 livres moyennant une annuité de 100,000 livres, c'est-à-dire, 96,000 livres d'intérêt annuel, sur le pied de 8 pour 100, et 4,000 livres par an pour frais de régie³. Il est à croire que le nouveau gouvernement établi par la révolution, avait peu de crédit, pour être obligé d'emprunter à un si haut intérêt.

En 1697, il fut permis à la banque d'augmenter son capital d'un nou-

¹ Le livre de M. Duverney a été imprimé en France en 1740, en 2 vol. in-12; celui de M. Dutot l'a été, pour la première fois, en 1758, aussi en 2 vol. in-12. Ce dernier était une réfutation de l'ouvrage de M. Melon, imprimé en 1756.

² Formalité qui a pour objet de donner à une *association* ou *compagnie* une existence civile et légalement reconnue : ce qui se faisait en France par des lettres-patentes enregistrées dans les cours.

³ Dans les finances d'Angleterre l'usage est, quand on fonde une dette, de fonder en même temps une somme pour les frais de régie.

veau fonds de 1,100,171 livres 10 schellings. Ainsi son capital entier s'élevait à cette époque, à 2,201,171 livres 10 schellings. Cette augmentation de fonds fut faite, dit-on, pour soutenir le crédit public. En 1696, les coupons ¹ avaient perdu 40, 50 et 60 pour 100, et les billets de banque 20 pour 100 ². Pendant la grande refonte de l'argent qui se faisait à cette époque, la banque avait jugé à propos de cesser le paiement de ses billets, ce qui nécessairement les avait discrédités.

En exécution du statut de la septième année de la reine Anne, ch. 7, la banque versa dans l'échiquier, à titre d'avance, la somme de 400,000 livres, ce qui fit en tout 1,600,000 livres avancées sur son annuité originaire de 96,000 livres d'intérêt, et 4,000 livres pour frais de régie. Ainsi, en 1708, le crédit du gouvernement était aussi bon que celui des particuliers, puisqu'il pouvait emprunter à l'intérêt de 6 pour 100, taux légal et taux ordinaire de la place à cette époque. En exécution du même acte, la banque annula pour 1,775,027 livres 17 schellings 10 deniers 1/2 de billets de l'échiquier moyennant un intérêt de 6 pour 100, et obtint en même temps la permission d'ouvrir des souscriptions pour doubler son capital. Ainsi en 1708 le capital de la banque s'élevait à 4,402,343 livres sterling, et elle avait avancé au gouvernement la somme de 3,375,027 livres sterling 17 schellings 10 deniers 1/2.

Par un appel de fonds de 15 pour 100, en 1709, il lui fut versé 656,204 livres 1 schelling 9 deniers, et par un autre de 10 pour 100, en 1710, il lui fut versé 501,448 livres 12 schellings 11 deniers; ainsi, en conséquence de ces deux appels de fonds, le capital de la banque se trouva élevé à 5,559,995 livres 14 schellings 8 deniers.

En exécution du statut de la troisième année de Georges I^{er}, ch. 8, la banque retira pour 2 millions de billets de l'échiquier, qui furent éteints. Elle avait donc, à cette époque, avancé au gouvernement 5,375,027 livres 17 schellings 10 deniers 1/2.

En exécution du statut de la huitième année du même règne, ch. 21, la banque acheta une portion des fonds de la Compagnie de la Mer du Sud, s'élevant à 4 millions; et en 1722, par le fait des souscriptions qu'elle avait reçues pour se mettre en état de faire cette acquisition, son capital se trouva augmenté de 3,400,000 livres. A cette époque

¹ *Tallies ou tailles* : on nomme ainsi ces effets, parce qu'ils consistent en deux morceaux coupés l'un à côté de l'autre, un restant à l'échiquier, l'autre dans la circulation.

² *Histoire du Revenu public*, par James Postlethwaite, p. 301.

done, la banque avait avancé à l'État 9,375,027 livres 17 schellings 10 deniers 1/2, et son capital ne s'élevait qu'à 8,959,995 livres 14 schellings 8 deniers. Ce fut dans cette occasion que la somme avancée à l'État par la banque, et dont elle recevait un intérêt, commença pour la première fois à excéder son capital ou la somme pour laquelle elle payait un dividende aux propriétaires des fonds de la banque, ou bien, en d'autres termes, que la banque commença à avoir un capital sans dividende, outre le capital qui en donnait un. Elle a toujours continué depuis à avoir ainsi un capital sans dividende. En 1746, la banque avait avancé à l'État, en différentes circonstances, 11,686,800 livres, et son capital à dividende avait été porté par différents appels de fonds et souscriptions, à 10,780,000 livres. Ces deux sommes sont toujours restées depuis dans le même état. En exécution du statut de la quatrième année de Georges III, ch. 25, la banque a consenti à payer au gouvernement, pour le renouvellement de sa charte, 110,000 livres sans intérêt ni remboursement; ainsi cette somme n'a rien ajouté à aucune des deux sommes ci-dessus¹.

¹ En 1800, la Banque consentit à avancer au gouvernement 3,000,000 livres sterling pour six ans, sans intérêt; et, en considération de cette avance, la charte fut prolongée jusqu'après douze mois d'avertissement, à partir du 1^{er} août 1833. En 1807, la Banque consentit à continuer ce prêt de 3,000,000 livres sterling, sans intérêt jusqu'à six mois après la signature d'un traité de paix définitif; et en 1816, elle prolongea son avance jusqu'à l'expiration de la charte en 1833, à raison de 3 pour 100 d'intérêt. La dette permanente due par l'État à la Banque, de 1800 à 1833, était de 14,686,800 livres sterling; mais de 1800 à 1816, la Banque ne recevait d'intérêts que sur la somme de 11,686,800 livres sterling. En 1833, la charte fut continuée jusqu'à douze mois après l'avertissement, à partir du 1^{er} août 1833, mais avec la condition importante qu'elle pourrait fuir après douze mois d'avertissement, à partir du 1^{er} août 1843. Dans cette dernière circonstance, l'État paya à la Banque le quart de la somme qui lui était due, ou 3,638,250 liv. sterl., ce qui réduisit la somme totale due à cet établissement (1838) à 11,048,550 livres sterling, sans compter les sommes de la dette flottante ou d'autres valeurs publiques qu'elle pourrait posséder.

En 1782, le capital de la Banque, ou la somme sur laquelle les dividendes sont payés, s'éleva de 10,780,000 livres sterling, chiffre donné par Smith, à 11,642,400 livres sterling, et en 1816 il fut porté à 14,333,000 livres sterling. La somme de 3,638,250 livres sterling payée par l'État à la Banque, en 1833, fut destinée par l'acte de renouvellement de la charte à réduire le capital de la Banque, qui n'est plus, en conséquence de cette opération, que de 10,914,750 livres sterling, depuis le 3 octobre 1834.

MAC CULLOCH.

Le dividende de la banque a varié suivant les variations du taux de l'intérêt qu'elle a reçu à différentes époques, pour l'argent qu'elle avait avancé au gouvernement, ainsi que d'après d'autres circonstances. Le taux de cet intérêt a été successivement réduit de 8 à 3 pour 100. Pendant les dernières années, le dividende de la banque a été à 5 1/2 pour 100¹.

La banque d'Angleterre est aussi solide que le gouvernement lui-même. Il faut que tout ce qu'elle a avancé à l'État soit perdu avant que ses créanciers puissent avoir à craindre la moindre perte. Aucune autre Compagnie de banque ne peut être établie en Angleterre par acte du parlement, ou ne peut être composée de plus de six membres. Elle agit, non-seulement comme une banque ordinaire, mais comme une grande machine de gouvernement. Elle reçoit et paye la majeure partie des annuités qui sont dues aux créanciers de l'État², elle met en circulation les billets de l'échiquier, et elle avance au gouvernement le montant annuel de la taxe foncière et de la taxe sur la drèche, qui ne sont ordinairement acquittées que quelques années plus tard. Dans ces différentes opérations, ses engagements envers l'État ont pu quelquefois l'obliger à surcharger la circulation de papier-monnaie, sans qu'on puisse imputer aucune faute à ses directeurs. Elle escompte aussi les lettres de change du commerce, et elle a, en plusieurs occasions différentes, soutenu le crédit des principales maisons, non-seulement d'Angleterre, mais de Hambourg et de Hollande. On dit qu'en 1763, elle avança pour cet objet, en une semaine, 1,600,000 livres, dont une grande partie en lingots. Je ne prétends cependant pas garantir l'exac-

¹ Voici quels ont été les dividendes payés sur le capital de la Banque, de 1767 jusqu'à nos jours; de 1767 à 1781, 5 1/2 pour 100 annuellement; de 1781 à 1788, 6 pour 100; de 1788 à 1807, 7 pour 100; de 1807 à 1823, 10 pour 100; et de 1823 jusqu'à nos jours (1858), 8 pour 100.

Les sommes payées comme dividendes ne comprennent pas celles qui ont été avancées en certaines occasions comme *doni*. Ces dernières s'élevèrent, depuis 1799, à 3,783,780 livres sterling en sus de l'augmentation du capital de la Banque en 1816, qui s'éleva à 2,910,600 livres sterling.

MAC CULLOCH.

² La somme payée par l'État à la banque d'Angleterre, pour l'administration de la dette publique, s'élevait, avant 1853, environ à 270,000 livres sterling par an; mais l'acte de renouvellement de la charte (3 et 4, Guillaume IV, ch. 78) ordonna que la Banque déduirait 120,000 livres sterling chaque année sur les sommes qu'elle était autorisée à prélever en raison de cette administration.

MAC CULLOCH.

titude du fait, quant au temps ni quant à la somme. Dans d'autres circonstances, cette grande compagnie s'est vue réduite à la nécessité de faire ses paiements en pièces de six pence ¹⁻².

¹ Petite monnaie d'argent de la valeur de 50 centimes.

² La crise la plus importante dans l'histoire de la circulation de papier de la Grande-Bretagne eut lieu en 1797. En partie par suite des événements résultant de la guerre où nous étions alors engagés, des prêts à l'empereur d'Allemagne, des traites faites sur le trésor par les agents anglais au dehors, et en partie, et principalement peut-être, par suite des larges avances accordées au gouvernement par la banque d'Angleterre, le change devint onéreux en 1795, et, cette année, ainsi que les années suivantes, il fut demandé à la banque des quantités énormes en espèces. Il n'est pas douteux cependant que la dernière crise ne fût entièrement due à des causes politiques. Des bruits d'invasion, et même de descentes qui auraient eu lieu sur les côtes, acquirent une certaine gravité pendant la fin de l'année 1796 et le commencement de 1797. Cette alarme provoqua chez beaucoup de particuliers, mais surtout chez les petits fermiers et les marchands en détail, un vif désir de convertir la plus grande partie possible de leur fortune en espèces. Une foule redoutable se précipita sur la plupart des banques de province; et la banqueroute de quelques-uns de ces établissements à Newcastle, ainsi qu'en d'autres parties du royaume, imprima une force nouvelle à la première panique. La banque d'Angleterre fut assaillie de tous les points du territoire par des demandes d'argent, et le fonds d'espèces et de lingots renfermés dans ses coffres, qui s'était élevé en mars 1795 à 7,940,000 livres, se trouvait réduit, le samedi 25 février 1797, à 1,272,000 livres, avec la perspective d'une violente irruption pour le lundi suivant. Dans cette douloureuse circonstance, le conseil privé se réunit et décida que les paiements en espèces seraient suspendus à la banque jusqu'à ce que le parlement eût pu statuer. A cet effet, un ordre du conseil fut promulgué le dimanche 26 février 1797.

Aussitôt que commença la suspension, les principaux négociants, banquiers et armateurs de Londres signèrent la résolution expresse d'accepter les billets de la banque d'Angleterre, et se portèrent caution des efforts qu'ils tenteraient pour les faire accepter des autres. Cette résolution prise conformément à l'état officiel des affaires de la banque qui fut rendu public, jointe à l'emploi de ses billets dans les paiements publics, prévint toute interruption dans leur circulation; et, grâce à la modération qui présida aux émissions, ils continuèrent pendant trois ans à être parfaitement équivalents à l'or.

La première baisse dans la valeur des billets de banque comparés à l'or commença vers la fin de 1800. Les faibles récoltes de cette année amenèrent une exportation considérable de métaux précieux; mais au lieu de diminuer leurs émis-

Si les opérations les plus sages des banques peuvent augmenter l'industrie dans un pays, ce n'est pas qu'elles y augmentent le capital, mais c'est qu'elles rendent active et productive une plus grande partie de ce

sions comme le leur ordonnaient les vrais principes, et comme ils eussent été obligés de le faire dans le cas où on leur eût imposé l'obligation de payer en argent, les directeurs ajoutèrent encore à la quantité de leurs billets existants, et la conséquence immédiate fut que ceux-ci subirent une dépréciation de 8 pour 100 comparés avec l'or. Mais bientôt après ils reprirent leur valeur; et de 1803 à 1808 inclusivement, ils n'offraient plus qu'un escompte de 2 livres 13 sch. 5 deniers pour 100. En 1809 et 1810 cependant, les directeurs parurent avoir méprisé tous les principes qui avaient jusque-là gouverné leurs émissions. La quantité moyenne de *bank-notes* en circulation, qui n'avait jamais dépassé 17 millions 1/2, ni été au-dessous de 16 millions 1/2 dans aucune des années de 1802 à 1808 inclusivement, s'éleva en 1809 à 18,927,855 livres, et en 1810 à 22,541,525 livres. Les émissions des banques de province s'accrurent dans un rapport encore plus grand; et comme il ne se manifesta pas un développement relatif dans les affaires du pays, l'escompte sur les *bank-notes* s'éleva, de 2 liv. 13 sch. 2 deniers vers le commencement de 1809, à 43 livres 9 schellings 6 deniers en 1810. Cette chute extraordinaire dans la valeur du papier comparée à celle de l'or, jointe comme elle le fut à une baisse égale dans le change, excita au plus haut point l'attention, et en février 1810, un comité de la Chambre des communes fut désigné pour rechercher les causes du haut prix des lingots d'or, et de l'état du change. Le comité consulta plusieurs négociants et banquiers, et son rapport, principalement rédigé par M. Francis Norver, renferme une habile réfutation des chiffres et des doctrines posés par ceux qui soutenaient que la baisse du change et le haut prix des lingots devaient être entièrement attribués à nos dépenses au dehors et à l'état spécial de nos relations avec les autres puissances, et ne tenaient nullement aux quantités additionnelles de papier qui étaient venues grossir la circulation. Mais la Chambre des communes refusa de sanctionner le projet par lequel le comité invitait la banque à reprendre ses paiements en espèces au bout de deux ans. Aussi en mai 1811, époque à laquelle les guinées emportaient couramment une prime, et où les *bank-notes* éprouvaient un escompte avoué de plus de 10 pour 100 comparés aux lingots d'or, la Chambre des communes adopta, à une grande majorité, la résolution proposée par M. Vansittart (actuellement lord Bexley), déclarant que les engagements de la banque d'Angleterre avaient été jusqu'alors, et étaient encore en ce moment considérés dans l'opinion publique comme équivalents à la monnaie légale du royaume.

Cette résolution, tellement extraordinaire qu'elle était contraire au simple bon sens, dégagea les directeurs de la banque de toute crainte relativement à l'intervention du Parlement, et les encouragea à accroître le nombre de leurs billets en circula-

capital, que celle qui l'aurait été sans elles. Cette portion de capital qu'un marchand est obligé de garder par devers lui, en espèces dormantes, pour faire face aux demandes qui surviennent, est un fonds

tion. Les émissions des banques provinciales s'augmentèrent encore plus rapidement que celles de la banque d'Angleterre. La facilité d'être admis à l'escompte fut telle, que des individus qui pouvaient à peine payer le timbre de leurs billets réussirent très-fréquemment à obtenir de vastes capitaux; et comme ils ne risquaient rien personnellement, ils se livrèrent audacieusement aux spéculations les plus hasardées. M. Wakefield, dont la position lui offrit tant d'occasions de recueillir des renseignements exacts, informa le comité d'agriculture, en 1821, que « jusqu'à l'année 1815, il existait des banques sur presque tous les points du territoire, qui forçaient l'entrée de leur papier dans la circulation au prix d'énormes dépenses pour elles-mêmes, et, en beaucoup de cas, au prix de leur ruine. » Et parmi les diverses réponses qui furent adressées aux enquêtes du conseil d'agriculture en 1816 par les citoyens les plus intelligents des différents districts du pays, il en est à peine une dans laquelle l'émission exagérée des billets de banque ne soit pas particulièrement désignée comme l'une des causes prédominantes de la baisse, sans précédent encore, qui avait atteint les rentes et les prix.

Le prix du blé s'était élevé à un chiffre extraordinaire pendant les cinq années qui finirent en 1815. Mais partie en raison de la brillante récolte de cette année, partie, et principalement peut-être, par suite de l'ouverture des ports hollandais et du renouvellement des relations avec le continent, les prix fléchirent considérablement vers la fin de l'année 1815 et le commencement de 1816. Et cette baisse ayant produit un manque de confiance, et répandu l'alarme parmi les banques de province et leurs clients, détermina une destruction de papier de province qui n'a pu être égalée que par celle de 1825. En 1814, 1815 et 1816, on ne vit pas moins de 240 banques suspendre leurs paiements, et 89 accusations de banqueroute furent lancées contre ces établissements, et cela dans le rapport d'une accusation contre 10 banques 1/2 de province existant en 1815. Les faillites qui s'ouvrirent alors furent les plus désastreuses, car elles atteignaient principalement les classes ouvrières, et dévoraient ainsi en un moment les fruits d'une longue vie de travail et d'économie. Des milliers d'individus, qui avaient en 1812 rêvé l'aisance, se trouvèrent dépourvus de toute véritable propriété, et plongés, comme par enchantement, sans qu'il y eût faute de leur part, dans l'abîme de la pauvreté.

La destruction du papier des banques de province en 1814, 1815 et 1816, eu réduisant la masse totale mise en circulation, éleva sa valeur, en 1816, à une presque égalité avec l'or. Et cette hausse ayant matériellement facilité un retour aux paiements en espèces, on commença à être généralement convaincu de l'opportunité qu'il y aurait à rapporter le décret sur les paiements en argent de la banque d'Angleterre. Ceci fut effectué en 1819 par l'acte 59 de George III, chap. 78, commu-

mort qui, tant qu'il reste dans cet état, ne produit rien ni pour lui ni pour le pays. Les opérations d'une banque sage le mettent à portée de convertir ce fonds mort en un fonds actif et productif, en matières

nément appelé bill de Peel, parce qu'il avait été proposé et obtenu à la Chambre des communes par sir Robert Peel.

On sera justement étonné que malgré les leçons à puiser dans les banqueroutes de 1793, 1814, 1815 et 1816 occasionnées d'une manière si funeste par le système des banques de province, il ne fut fait aucun pas en 1819, alors que les restrictions sur les paiements en espèces s'effacèrent, pour reconstituer ce système et le fonder sur des bases plus solides. Les nations sont des écoliers lents et rétifs, et il semble qu'une expérience complémentaire était nécessaire pour convaincre le parlement et le peuple d'Angleterre qu'il existait quelque chose de défectueux dans un *système* qui, dans deux circonstances antérieures, avait inondé le pays de banqueroutes, et qui décerne à tout individu, même pauvre ou sans principes, mais qui se sent porté à être banquier, le droit d'émettre des billets qui serviront comme monnaie dans les transactions habituelles de la société. La crise qui survint en 1825 et 1826 fut le résultat naturel de cet état de choses, et eût pu être prévue par tout individu instruit des principes sur lesquels doivent se baser les opérations des banques, ou de l'histoire précédente de ces banques dans le pays.

Ces événements persuadèrent enfin le parlement et le public de ce dont ils eussent dû être convaincus longtemps avant, c'est-à-dire que le système des banques privées en Angleterre et dans les Galles était au plus haut degré faible et vicieux, et qu'il était impérieusement nécessaire de le réformer et le fortifier. Dans ce dessein, l'acte de 1708 limitant le nombre des associés d'une banque à six, fut rapporté avec le consentement de la banque d'Angleterre. Permission fut accordée pour établir des *joint-stock banks*, banques à fonds réunis ou par actions, ou des banques composées d'un nombre illimité d'actionnaires, pour l'émission de billets payables sur tous les points du territoire au delà d'un rayon de soixante-cinq milles autour de Londres. On autorisa en même temps l'institution, à Londres, de *joint-stock banks* pour les dépôts seulement, ou banques destinées à prendre soin de l'argent de leurs commettants. Après les restrictions imposées aux paiements en espèces, en 1797, la banque d'Angleterre commença à émettre, pour la première fois, des billets d'une livre, opération dans laquelle elle fut imitée par la plupart des banques de province. La première retira ses billets d'une livre peu après la reprise des paiements en espèces, en 1821; mais les billets similaires des banques de province continuèrent à circuler, et formèrent un des principaux canaux par lesquels elles faisaient pénétrer leur papier dans la circulation. En 1826 cependant, l'émission des billets d'une livre fut définitivement prohibée après une certaine époque spécifiée en Angleterre et dans les Galles; et, depuis 1829, il ne fut plus permis de créer des billets de moins de cinq livres.

propres à exercer le travail, en outils pour le faciliter et l'abrégé, et en vivres et subsistances pour le salarier ; en capital enfin qui produira quelque chose pour ce marchand et pour son pays. La monnaie d'or

La dernière de ces mesures réparatrices, c'est-à-dire la suppression des billets d'une livre, a indubitablement fermé une des voies les plus aisées et les plus sûres dont se servaient les classes inférieures des banques de province pour écouler leur papier, et elle a été sous ce rapport très-avantageuse. Mais un grand nombre d'autres routes leur demeurent ouvertes ; et l'exemple de 1792-93, alors qu'il n'existait point de billets au-dessous de cinq livres en circulation, démontre victorieusement que la suppression des billets d'une livre n'offre aucune sécurité contre les sur-émissions, les pauiques, contre rien enfin, sinon contre une banqueroute universelle.

Ce fut cependant de la seconde mesure, celle autorisant l'établissement des *joint-stock banks*, qu'on attendait les plus grands avantages. Peut-être serait-ce une exagération que d'affirmer que ces espérances ont été complètement déçues ; mais, si quelques attentes ont été réalisées, elles sont bien peu importantes. Il aurait été, en effet, facile de prédire, à l'origine de cette institution, comme cela eut lieu, du reste, que le seul établissement des *joint-stock banks* ne fournirait aucun remède contre les maux primitivement inhérents à notre système financier. Une banque avec sept, soixante-dix ou sept cents associés peut n'être pas appelée à plus de crédit qu'une autre banque avec cinq ou six, et peut-être même à moins. La fortune des associés d'une banque privée peut excéder celle des associés d'une vaste banque par actions ; et il est probable que les opérations de la plus petite banque étant conduites par les intéressés eux-mêmes, le seront plus prudemment et plus économiquement que celles d'une grande banque, qui doivent nécessairement être confiées à des agents sur lesquels ne plane qu'un contrôle inefficace. On ne peut concevoir de plus grande erreur que celle qui décide que parce qu'une banque a un plus grand nombre d'associés, elle est plus digne de la confiance publique. Celle-ci doit dépendre de leur richesse et de leur intelligence, mais non de leur nombre : ce serait substituer la masse au mérite. La richesse seule ne peut suffire à mettre en rapport les émissions de papier avec les besoins. Les *joint-stock banks* demeurent aussi loin, et, si cela est possible, plus loin même de ce *crite-rium* que les banques privées. C'est, en effet, la plus grossière des erreurs et des illusions, que de supposer qu'il est possible de faire disparaître les fluctuations dans la masse et la valeur de la monnaie, par cela seul qu'elle sera fournie par différents agents. Tant qu'un individu ou une réunion d'individus, quelque tarés qu'ils puissent être, jouiront du privilège royal d'émettre du papier sans autorisation ni obstacles, on verra ce papier s'accroître démesurément aux époques de confiance, et disparaître aussitôt que les prix et la confiance s'ébranleront. Si

et d'argent qui circule dans un pays, et par le moyen de laquelle le produit des terres et du travail de ce pays est annuellement mis en circulation et distribué aux consommateurs auxquels il appartient, est aussi, tout comme l'argent comptant du négociant, un fonds mort en totalité. C'est une partie très-précieuse du capital du pays, qui n'est point productive¹. Les opérations d'une banque sage, en substituant du papier à la place d'une grande partie de cet or et de cet argent, donnent le moyen de convertir une grande partie de ce fonds mort en un fonds actif et productif, en un capital qui produira quelque chose au pays². L'or et l'argent qui circulent dans un pays peuvent se comparer précisément à un grand chemin qui, tout en servant à faire circuler et conduire au marché tous les grains et les fourrages du pays, ne produit pourtant par lui-même ni un seul grain de blé ni un seul brin d'herbe. Les opérations d'une banque sage, en ouvrant en quelque manière, si j'ose me permettre une métaphore aussi hardie, une espèce de grand chemin dans les airs, donnent au pays la facilité de convertir une bonne partie de ces grandes routes en bons pâturages et en bonnes terres à blé, et d'augmenter par là, d'une manière très-considérable, le produit annuel de ses terres et de son travail. Il faut pourtant convenir que si le commerce et l'industrie d'un pays peuvent s'élever plus haut à l'aide du papier-monnaie, néanmoins, suspensus ainsi, si j'ose dire, sur ces ailes d'Icare, ils ne sont pas tout à fait aussi assurés dans leur marche

l'on désire que le pays soit à jamais dévoré par une fièvre intermittente et livrée tantôt aux accès de sur-excitation, tantôt à un état d'atonie qui en est la suite inévitable, il n'est pas de meilleur moyen à employer que notre système financier actuel. Mais nous pensons que le lecteur se joindra à nous, dans la pensée qu'une fièvre de cette nature est aussi fatale au corps politique qu'au corps physique; et que si l'on n'opère une cure radicale, elle paralysera et détruira le *malade*.

MAC CULLOCH.

¹ C'est une erreur d'affirmer que l'or et l'argent employés comme monnaie ne sont point productifs. Il est évident qu'ils sont, au contraire, excessivement productifs, puisqu'ils facilitent les échanges, et permettent à la division du travail d'être infiniment plus développée qu'elle ne pourrait l'être avec le système d'échange en nature.

MAC CULLOCH.

² Les opérations de banque n'ont pas pour effet réel de convertir un capital mort en capital productif. Leur véritable effet consiste tout simplement à substituer des instruments d'échange à bon marché à des instruments plus coûteux.

MAC CULLOCH.

que quand ils portent sur le terrain solide de l'or et de l'argent¹. Outre les accidents auxquels les expose l'impéritie des directeurs de ce papier-monnaie, ils sont encore sujets à en essayer plusieurs autres dont la prudence ou l'habileté de ces directeurs ne saurait les garantir.

Par exemple, une guerre malheureuse dans laquelle l'ennemi se rendrait maître de la capitale, et par conséquent de ce trésor qui soutenait le crédit du papier-monnaie, occasionnerait de bien plus grands désordres dans un pays où toute la circulation serait établie sur du papier, que dans un pays où la plus grande partie le serait sur l'or et l'argent. L'instrument habituel du commerce ayant perdu sa valeur, on ne pourrait plus faire d'échanges que par troc ou à crédit. Tous les impôts ayant été payés habituellement en papier, le prince n'aurait plus de fonds pour payer ses troupes ni pour approvisionner ses magasins, et le pays se trouverait dans une situation bien plus désespérée que si la plus grande partie de sa circulation eût consisté en or et en argent. Un prince jaloux de maintenir, dans tous les temps, ses états dans la position où il peut le plus facilement les défendre, doit, sous ce point de vue, les tenir en garde, non-seulement contre cette multiplication excessive de papier-monnaie, qui est funeste même aux banques qui l'ont produite, mais même contre ce degré de multiplication qui les met à même de remplir avec du papier la majeure partie de la circulation du pays².

¹ Cette magnifique image de la circulation du papier des banques est l'expression réelle des faits économiques, tels que l'histoire de l'Angleterre et des États-Unis nous les a retracés depuis cinquante ans. Jamais la sagesse des vues de Smith ne s'est révélée avec plus d'éclat que dans ce chapitre où tous les économistes ont puisé les éléments de leurs travaux sur les banques, sans éclipser les siens. A. B.

² Dans l'état avancé où se trouve aujourd'hui la civilisation, il y a, dans tout pays ayant un bon gouvernement et une population considérable, si peu de chances de guerre civile ou d'invasion étrangère, qu'en recherchant les moyens propres à assurer la félicité nationale, on ne doit guère tenir compte de ces événements. Adopter une manière d'agir désavantageuse dans tous les temps, excepté ceux de guerre civile ou d'invasion étrangère, uniquement parce qu'elle serait bonne dans ces occasions, serait aussi absurde que de vouloir, en médecine, soumettre continuellement les hommes au régime qui convient pendant une maladie violente. Si les avantages qui résultent de l'usage du papier-monnaie sont tels qu'on en puisse jouir, sans diminution considérable, dans tous les temps, excepté ceux de guerre

On peut regarder la circulation d'un pays comme divisée en deux branches différentes : la circulation qui se fait entre commerçants seulement, et la circulation entre les commerçants et les consommateurs. Quoique les mêmes pièces de monnaie, soit papier, soit métal, puissent être employées tantôt dans l'une de ces deux branches de circulation et tantôt dans l'autre, cependant, comme ces deux branches marchent constamment en même temps, chacune d'elles exige un certain fonds de monnaie, d'une espèce ou de l'autre, pour la faire marcher. La valeur des marchandises qui circulent entre les différents commerçants ne peut jamais excéder la valeur de celles qui circulent entre les commerçants et les consommateurs, tout ce qui est acheté par les gens de commerce étant en définitive destiné à être vendu aux consommateurs. La circulation des gens de commerce entre eux, portant sur des ventes en gros, exige en général une somme bien plus grosse pour chaque

civile et d'invasion étrangère, l'utilité du papier-monnaie est suffisamment démontrée.

Une guerre civile, de même qu'une invasion étrangère, est suivie d'un grand désordre dans la circulation, lorsque le moyen d'échange se compose d'or et d'argent. A de semblables époques, il règne une disposition générale à thésauriser. Une portion considérable du moyen d'échange se trouve retirée de la circulation, et l'on ressent immédiatement tous les maux résultant de la rareté du numéraire : le prix des denrées baisse, la valeur de l'argent hausse ; ceux qui ont du numéraire à vendre et ceux qui ont des dettes à payer éprouvent des pertes, et la misère se répand de tous côtés.

La communauté serait en grande partie préservée des funestes conséquences de la thésaurisation par l'existence d'un papier-monnaie, et beaucoup de motifs nous portent à conclure que celles qui résultent d'une diminution de crédit seraient très-peu à craindre.

Si l'émission du papier avait été faite par un gouvernement digne de la confiance du peuple, une invasion étrangère, qui concentrerait toutes les affections du peuple sur ce gouvernement, ne détruirait pas le crédit de ses billets.

Il ne serait pas de l'intérêt des envahisseurs de détruire ce crédit, même dans la partie du pays occupée par eux, parce qu'il ne serait pas de leur intérêt de diminuer sa puissance productive.

Personne ne perdrait en définitive, parce que, dans le cas même où la circulation des billets du gouvernement serait arrêtée dans les districts occupés par l'ennemi, ils recouvreraient leur valeur au moment où l'ennemi serait expulsé.

J. MILL.

transaction particulière. Celle entre les commerçants¹ et les consommateurs, au contraire, portant en général sur des ventes en détail, n'exige fort souvent que de très-petites sommes; 1 schelling, ou même un demi-penny étant quelquefois tout ce qu'il faut. Or, les petites sommes circulent beaucoup plus vite que les grosses. Un schelling change plus souvent de maître qu'une guinée, et un demi-penny plus souvent qu'un schelling. Ainsi, quoique les achats annuels de tous les consommateurs soient au moins égaux en valeur à ceux de tous les gens de commerce, néanmoins ils peuvent en général se faire avec une masse de monnaie beaucoup plus petite, les mêmes pièces, au moyen d'une circulation plus rapide, servant d'instruments à beaucoup plus d'achats de la première espèce que de la seconde.

On peut régler le papier-monnaie de manière, ou à le restreindre presque tout à fait à la seule circulation entre les différents commerçants, ou à l'étendre à une grande partie de celle qui a lieu entre les commerçants et les consommateurs². Quand il ne circule pas de billet de banque au-dessous de la valeur de 10 livres, comme à Londres, le papier-monnaie se trouve presque absolument restreint à la circulation entre les commerçants. Quand un billet de banque de 10 livres vient dans les mains d'un consommateur, celui-ci est en général obligé de le changer à la première boutique où il aura occasion d'acheter pour 5 schellings de marchandise, de manière que souvent ce billet revient dans les mains d'un commerçant avant que le consommateur ait dépensé la quarantième partie de la somme. Quand il y a en circulation des billets de très-petites sommes, des billets de 20 schellings, comme en Écosse, le papier-monnaie se répand dans une grande partie de la circulation entre les commerçants et les consommateurs. Il en remplissait encore une bien plus grande partie avant l'acte du parlement qui a arrêté la circulation des billets de 10 et de 5 schellings. Dans la monnaie courante de l'Amérique septentrionale, il y avait communément en émission du papier de petites sommes jusqu'à 1 schelling, et il remplissait presque la totalité de la circulation. Il en a circulé même de 6 pence³ dans quelques monnaies de papier du comté d'York.

¹ Il est aisé de voir que ce mot de *commerçants*, qu'il a fallu employer faute de terme plus générique, comprend ici généralement tous marchands, manufacturiers, gens de métier, etc.; en un mot, tous les agents du commerce et de l'industrie d'un pays.

² La moitié d'un schelling.

Lorsque les billets de sommes aussi petites sont autorisés dans la circulation et sont d'un usage commun, beaucoup de gens du peuple ont l'envie et la possibilité de se faire banquiers. Tel particulier dont les billets pour 5 livres ou même pour 20 schellings ne seraient reçus de personne, viendra à bout de les passer aisément quand ils seront émis pour une somme aussi petite que 6 pence. Mais les banqueroutes fréquentes qui doivent arriver dans une classe de banquiers aussi misérables peuvent donner lieu à de grands inconvénients, et quelquefois même causer de très-grandes calamités parmi beaucoup de pauvres gens qui ont reçu de tels billets en payement.

Il serait peut-être mieux que, dans aucun endroit du royaume, on ne laissât mettre en émission aucun billet de banque au-dessous de 5 livres sterling. Alors, vraisemblablement, par tout le royaume le papier-monnaie se trouverait renfermé dans la circulation entre les différentes personnes employées au commerce, comme il l'est présentement à Londres, où il ne circule pas de billet de banque au-dessous de 10 livres ; 5 livres dans la majeure partie du royaume étant une somme à laquelle on regarde autant et qu'on dépense aussi rarement en une fois, que 10 livres à Londres, vu la profusion et la grande dépense qui règnent dans cette ville, quoique peut-être ces 5 livres, dans le reste du royaume, n'achètent guère pour cela plus de moitié des marchandises que 10 livres achètent à Londres¹.

Il faut observer que, partout où le papier-monnaie est à peu près concentré dans la circulation de commerçant à commerçant, comme à Londres, il y a toujours abondance d'or et d'argent. Partout où ce papier se répand dans la circulation du commerçant au consommateur, comme cela est en Écosse et encore plus dans l'Amérique septentrionale, il chasse presque tout à fait l'or et l'argent du pays ; presque toutes les affaires du commerce intérieur allant ainsi avec du papier. La

¹ La banque d'Angleterre a émis pour la première fois des billets de dix livres en 1739, des billets de cinq livres en 1795, et des billets d'une et deux livres en mars 1797. Les billets au-dessous de cinq livres furent pour la plupart retirés de la circulation en 1852. Pendant la crise de 1826, on jugea à propos d'émettre de nouveau pour 1,500,000 livres sterling de billets d'une livre ; mais bientôt une grande quantité de ces billets retournèrent à la Banque. En décembre 1855, il ne restait plus que 282,000 livres sterling de billets d'une livre, dont la plupart ont été perdus ou détruits.

suppression des billets de banque de 10 et de 5 schellings en Écosse a un peu diminué la rareté des espèces, et une suppression des billets de 20 schellings l'aurait vraisemblablement diminuée encore plus. On dit que l'or et l'argent sont devenus plus abondants en Amérique depuis la suppression de quelques-uns des papiers circulants de ce pays, et on dit qu'aussi ces métaux y étaient plus abondants avant l'établissement de ces sortes de papiers.

En réglant le papier-monnaie de manière à le concentrer presque en entier dans la circulation de commerçant à commerçant, les banques et les banquiers n'en seront pas moins à portée de prêter à peu près les mêmes secours à l'industrie et au commerce du pays, qu'ils peuvent le faire quand ce papier remplit presque la totalité de la circulation. L'argent comptant qu'un homme de commerce est obligé de garder par devers lui pour faire face aux demandes du moment, est entièrement destiné à la circulation qui se fait entre lui et les autres gens de commerce dont il achète des marchandises. Il n'a besoin de garder aucun argent comptant pour la circulation qui se fait entre lui et les consommateurs qui se fournissent chez lui, ceux-ci lui apportant de l'argent comptant au lieu de lui en ôter. Ainsi, quand même on ne permettrait d'émettre du papier-monnaie qu'en billets de sommes assez fortes pour restreindre ce papier presque entièrement à la circulation de commerçant à commerçant, cependant les banques et les banquiers, en partie par l'escompte des lettres de change sérieuses, et en partie par des avances sur comptes courants, pourraient toujours être dans le cas de soulager la majeure partie de ces commerçants de l'obligation de garder par devers eux une partie un peu importante de leur capital, en espèces dormantes, pour faire face aux demandes du moment. Les banques seraient toujours dans le cas de donner aux gens de commerce, de quelque genre qu'ils soient, tous les secours que ceux-ci peuvent raisonnablement attendre des banques et des banquiers.

Mais, pourra-t-on dire, empêcher des particuliers de recevoir en paiement les billets d'un banquier, de quelque somme qu'ils soient, grande ou petite, quand ils veulent bien les accepter, ou bien empêcher un banquier de mettre en émission de pareils billets, quand tous ses voisins consentent à les recevoir, c'est une atteinte manifeste à cette liberté naturelle que la loi a pour objet principal de protéger et non pas d'enfreindre. Sans contredit les réglemens de ce genre peuvent être regardés, à quelques égards, comme une atteinte à la liberté naturelle;

mais l'exercice de la liberté naturelle de quelques individus, qui pourrait compromettre la sûreté générale de la société, est et doit être restreint par les lois, dans tout gouvernement possible, dans le plus libre comme dans le plus despotique. L'obligation imposée de bâtir des murs mitoyens pour empêcher la communication du feu, est une violation de la liberté naturelle, précisément du même genre que les règlements que nous proposons ici pour le commerce de banque.

Un papier-monnaie qui consiste en billets de banque émis par des gens du crédit le plus solide, payables à la première demande et sans condition quelconque, et payés effectivement toujours comptant à l'instant de la présentation ¹, est à tous égards d'une valeur égale à la monnaie d'or et d'argent, puisqu'à tout moment on peut en faire de la monnaie d'or et d'argent. Tout ce qui se vend ou s'achète avec ce papier doit nécessairement se vendre et s'acheter à aussi bon marché qu'avec de l'or et de l'argent ².

¹ La monnaie de papier ne peut pas circuler d'une manière sûre sans cette condition. Le remboursement immédiat des espèces est la seule garantie qui existe contre l'excès des émissions. Les directeurs d'une banque, quelque droites que soient leurs intentions, n'ont pas de thermomètre infallible des besoins de la circulation, et il est hors de doute qu'un papier non remboursable en espèces se multipliera tôt ou tard avec exagération. La Banque d'Angleterre, quelque temps après la suspension de ses paiements, conserva une grande mesure à cet égard; mais bientôt ses billets excédèrent tellement les besoins du commerce, qu'ils perdirent environ 40 pour 100, malgré les lois rendues pour leur conserver leur valeur nominale.

BUCHANAN.

² Il semble que le seul moyen de protéger le public contre l'insolvabilité des banquiers soit de les contraindre à donner des garanties pour le paiement de leurs billets; mais cette mesure ne remédierait pas aux fluctuations qui se manifestent dans l'approvisionnement de la monnaie, et qui doivent avoir lieu aussi longtemps que la circulation sera servie par des émetteurs différents. On sait que ces fluctuations produisent le plus grand mal.

MAC CULLOCH.

Une circulation de papier convertible en espèces à la volonté du porteur ne doit essayer aucune diminution de valeur par le discrédit ou l'excès, car la sécurité peut toujours être constatée par une demande en paiement, et, dans le cas d'une émission surabondante, le papier émis avec excès serait renvoyé à la banque pour y être échangé contre des espèces. Ainsi, un billet d'une livre ou une promesse de payer une livre, ne sera jamais échangée pour moins de sa valeur en espèces, tant que l'obligation première de payer sur demande conservera sa force.

L'augmentation de monnaie résultant du papier, a-t-on dit, en multipliant la quantité de monnaie courante, et conséquemment en diminuant la valeur de la masse totale de cette monnaie, augmente nécessairement le prix pécuniaire des marchandises. Mais comme la quantité d'or et d'argent qu'on ôte de la circulation est toujours égale à la quan-

Aux premiers symptômes d'une baisse dans la valeur de ce billet, on s'adressera à la banque pour l'accomplissement de sa promesse; elle sera poursuivie pour le remboursement en espèces jusqu'à ce que le papier, se trouvant moins abondant, recouvre sa valeur primitive. Si la banque persiste à émettre de nouveau ses billets remboursés, elle s'expose à un écoulement continu d'espèces pendant tout le temps que l'excès du papier encombrera la circulation.

Là où une banque n'est pas obligée de payer en espèces, la circulation entière est livrée à la discrétion de ses directeurs. Dans de telles circonstances, il n'existe aucun remède contre une sur-émission, parce que la banque qui a le pouvoir de refuser des espèces, est protégée contre tout retour de ses billets superflus et dépréciés. Mais il se peut qu'une banque n'abuse pas de pouvoirs aussi étendus, et que, réservant son privilège de refus pour les cas d'extrême gêne, elle rembourse ceux de ses billets que la marche naturelle des affaires renvoie à ses bureaux. Dans cette hypothèse, et si aucun soupçon ne plane sur son crédit, son papier n'éprouvera aucune dépréciation. C'est pourquoi la possibilité d'une conversion immédiate en espèces n'est pas absolument essentielle à sa valeur. La conversion offre certainement la meilleure sécurité contre une émission exagérée que l'on peut considérer comme cause évidente de dépréciation; mais là où le papier est soutenu par de puissants capitaux et n'est pas répandu à l'excès, il conservera toute sa valeur, quoique n'étant convertible en espèces qu'à la discrétion de la banque.

Le service de la circulation en papier se faisant à peu de frais, ce dernier se répand bientôt dans un pays à l'exclusion de la monnaie, qui est, à la longue, encaissée par les banquiers pour satisfaire aux demandes éventuelles de remboursement. Dans la circulation de ce pays (l'Angleterre), la monnaie a été presque entièrement remplacée par le papier, dont la masse paraît s'être fortement accrue pendant ce court intervalle de paix qui suivit la guerre d'Amérique. Aussi, vers cette époque, vit-on des banques s'élever sur toutes les parties du territoire.

Les avantages du papier, comme intermédiaire d'échanges, ressortent d'une manière assez claire des remarques précédentes; mais il faut observer qu'il n'est jamais, pour cette fonction, un agent aussi sûr que la monnaie, car il repose entièrement sur le crédit, dont la chute est nécessairement suivie d'une perturbation générale dans le commerce. C'est principalement par l'escompte des lettres de change que le papier entre en circulation; et le marchand qui reçoit de l'argent contre ses traites, étendant proportionnellement le cercle de ses opérations, de-

tité de papier qu'on y ajoute, le papler-monnaie n'augmente pas nécessairement la somme de monnaie courante. Depuis le commencement du siècle dernier jusqu'à aujourd'hui, les vivres n'ont jamais été en Écosse à aussi bon marché qu'en 1759, quoiqu'il y eût alors dans le pays plus de papier-monnaie qu'à présent, à cause de la circulation

vient graduellement tributaire des banques pour les espèces nécessaires à ses affaires, tandis que les banques à leur tour relèvent de la confiance publique pour la circulation de leurs billets. Le banquier substitue un instrument d'échange de bas prix à un autre plus dispendieux, et, comme ses profits consistent à le prêter aux mêmes conditions, il est naturellement porté à accroître la circulation de son papier, et, sur la foi de son crédit, à diminuer les réserves destinées aux remboursements.

Tant que la confiance générale domine, il ne peut résulter aucun mal de ce système de crédit si compliqué. Les *bank-notes* circuleront librement; les demandes d'espèces seront rares, et les effets des négociants seront immédiatement convertibles en argent. Mais quand la confiance s'ébranle, les banques sont exposées, par le discrédit inévitable de leur papier, à de continuelles demandes en remboursement. Pour éviter cette crise, elles diminuent la circulation de leurs billets; tandis que le négociant, subitement dépourvu de ses ressources antérieures, ne peut soutenir son crédit et se trouve ainsi réduit aux plus graves embarras. Les demandes d'espèces dans le pays convergent graduellement vers la capitale, les banquiers convertissant en espèces les titres qu'ils possèdent habituellement dans les fonds publics et autres valeurs de l'État, et s'adressant à la banque d'Angleterre pour les fonds nécessaires. Gênée par l'émission croissante de ses espèces, la banque réduit la circulation de son papier; les transactions de la capitale, jusqu'à effectuées avec la plus minime quantité d'argent possible, sont conséquemment altérées, et le désordre ainsi provoqué dans le centre s'étend rapidement jusqu'aux points les plus éloignés de ce vaste système de commerce d'argent. Pour cette solidarité mutuelle que créent le crédit et la confiance, chaque négociant entraîne les autres dans son destin: la contagion de la banqueroute se répand, et, dans cette commotion générale, les plus vastes établissements commerciaux peuvent s'écrouler.

Toutes ces fatales conséquences se développèrent dans ce pays pendant l'alarme commerciale de 1792. La rareté de l'argent et le discrédit du papier occasionnèrent de nombreuses banqueroutes, en même temps qu'une demande générale d'espèces à laquelle la banque d'Angleterre fut impérieusement appelée à satisfaire. Comme cette demande dérivait de l'alarme qui avait discrédité le papier, il était évident que pendant toute la durée de cette panique, la circulation même la plus limitée de ses billets, continuellement émis et continuellement retournés, suf-

des billets de banque de 10 et de 5 schellings. La proportion du prix des vivres entre l'Écosse et l'Angleterre est aujourd'hui la même qu'elle était avant que les compagnies de banque se fussent si fort multipliées en Écosse. Le blé est presque toujours à tout aussi bon marché en Angleterre qu'en France, quoiqu'il y ait en Angleterre une très-grande

frait à enlever à la banque une masse indéfinie d'espèces; et c'est pourquoi la marche rationnelle de la banque consistait à accroître l'émission de son papier dans le but de ranimer la confiance du commerce, la seule digne qu'il y eût à opposer aux demandes en remboursement. Mais, au lieu de secourir le négoce, soit par une émission plus forte de son papier, soit par tout autre moyen, la banque refusa d'entendre celles des banques de province qui demandaient assistance. Dans ces circonstances, le parlement intervint pour soulager les négociants qui manquaient d'argent, et offrit de prêter, sur gages valables, des bons de l'échiquier jusqu'à concurrence de 5,000,000 de livres, s'il était nécessaire. Sur cette somme, 3,853,624 livres furent soumissionnées. Après que la plus grande partie des offres eut été retirée ou rejetée, la somme définitivement accordée se monta à 2,202,000 livres, lesquelles furent remboursées, la majorité avant l'échéance, et le reste à des époques déterminées, sans difficulté ou détresse apparente.

Cette salutaire mesure ranima bientôt la confiance publique, qui ne subit aucune nouvelle atteinte jusqu'à l'au 1795, époque à laquelle les directeurs de la banque d'Angleterre ayant, dans le courant de l'année, fait des avances extraordinaires au gouvernement, jugèrent nécessaire de diminuer les sommes allouées aux exigences du commerce. Les transactions de la métropole furent conséquemment dérangées, et la menace d'une invasion, continuellement exprimée par l'ennemi pendant l'année 1796, répandit une panique générale qui fut promptement suivie du discrédit des *bank-notes* et d'une demande en argent.

Dans le nord de l'Angleterre, plusieurs banques furent dans la nécessité de suspendre leurs paiements en espèces, et l'effet de ces faillites s'étendit rapidement à la capitale, de telle sorte que, vers le commencement de l'année 1797, la banque d'Angleterre subit une demande alarmante d'espèces, occasionnée d'abord par les efforts des banques de province en faveur de leur crédit chancelant, et secondement par les retours de ses propres billets frappés de discrédit. Avant cette époque, les directeurs avaient plus d'une fois démontré au chancelier de l'échiquier combien la banque se trouvait embarrassée par la diffusion de ses espèces; mais alors, sérieusement effrayés, ils lui communiquèrent, le jeudi 21 février, la réduction positive qu'avait subie son fonds, afin qu'il pût plus librement aviser aux mesures que réclamait une crise aussi dangereuse. Pendant le reste de la semaine, les demandes continuèrent à s'accumuler avec une telle rapidité que, quoique la perte d'espèces

quantité de papier-monnaie, et qu'il n'y en ait presque pas en France. En 1751 et 1752, quand M. Hume publia ses *Discours politiques*, et peu de temps après la grande multiplication du papier-monnaie en Écosse, les vivres avaient haussé dans ce pays d'une manière très-sensible, vraisemblablement à cause des mauvaises années, et non point à cause de la multiplication du papier-monnaie.

A la vérité, il en serait autrement d'un papier-monnaie qui consiste-

eût été ruineuse dans les quatre premiers jours, elle fut surpassée par celle des deux jours suivants, et jusqu'à la dernière heure, les demandes continuèrent à s'accroître dans cette rapide progression. La nécessité de relever la banque attérée par ces ruineux remboursements était devenue manifeste, et le dimanche, les directeurs s'étant réunis par un rendez-vous avec le chancelier de l'Échiquier et les autres ministres, le conseil rendit, séance tenante, un arrêt qui prohibait tous paiements ultérieurs en espèces.

Après la suspension des paiements en argent par la banque, l'état de la circulation fut fréquemment exposé au parlement; et un comité de la chambre des communes, nommé en 1810, pour rechercher les causes du haut prix des lingots, fut d'accord, après un examen laborieux de faits palpables, de l'attribuer à une sur-émission de billets de banque suivie de leur dépréciation immédiate.

Quand la banque d'Angleterre suspendit pour la première fois ses paiements en espèces, la loi encouragea si fortement la circulation de ses billets, qu'un débiteur qui les offrait en paiement était protégé contre toute contrainte, alors même que son créancier, par le droit commun des contrats, pouvait exiger le paiement en guinées, monnaie légale du pays. En 1810, les billets de banque, par les progrès de la dépréciation, commencèrent à s'échanger communément pour moins de leur valeur nominale en espèces. Ainsi 25 et 26 schellings en papier balançaient une guinée; et quoique le parlement eût à cette même époque décrété que la valeur du papier conserverait le taux primitif d'émission, une loi fut jugée nécessaire pour arrêter les échanges qu'on en faisait ouvertement *sous escompte* contre l'argent. A cet effet, des peines sévères atteignirent les échanges du papier contre les guinées au taux du marché; et les fermiers qui offraient des billets de banque en paiement de leurs rentes étaient en même temps protégés contre la saisie, quoiqu'ils fussent toujours sous le coup de poursuites en justice. En 1811 fut rendu un acte protégeant le débiteur qui offrait un paiement en billets de la banque d'Angleterre, contre toutes poursuites ultérieures. Par ce même acte, le papier déprécié devint une base légale pour la fixation des dettes existantes, abstraction faite de sa valeur, et tous les créanciers éprouvèrent, en conséquence, des pertes proportionnées aux variations qu'avait subies la monnaie dans laquelle on les remboursait.

BUCHANAN.

rait en billets dont le paiement immédiat dépendrait en partie quelconque, soit de la bonne volonté de ceux qui les auraient émis, soit d'une condition que le porteur n'aurait pas toujours la possibilité de remplir, ou enfin dont le paiement ne serait exigible qu'au bout d'un certain nombre d'années, et qui en attendant ne porteraient pas d'intérêt; sans doute un pareil papier-monnaie tomberait plus ou moins au-dessous de la valeur de l'or et de l'argent, suivant qu'on supposerait plus ou moins de difficulté ou d'incertitude à en obtenir le paiement immédiat, ou suivant le plus ou moins d'éloignement du terme auquel le paiement serait exigible ¹.

Il y a quelques années que les différentes compagnies de banque d'Écosse étaient dans l'usage d'insérer dans leurs billets de banque ce qu'elles appelaient une clause d'option, par laquelle elles promettaient payer au porteur ou au moment de la présentation, ou, à l'option des directeurs, six mois après la présentation, avec l'intérêt légal pendant ledit terme de six mois. Quelquefois les directeurs de la banque se servaient de cette clause d'option; quelquefois, quand on leur demandait à échanger en or et en argent une quantité considérable de leurs billets, ils menaçaient les porteurs de se servir contre eux de la clause, à moins qu'ils ne voulussent se contenter d'une partie seulement de la somme demandée. Les billets de ces banques formaient alors la plus grande partie de la monnaie courante d'Écosse, et celle-ci baissa, à cause de l'incertitude du paiement, au-dessous de la valeur de la monnaie d'or et d'argent. Tant que dura cet abus, qui régna principalement en 1762, 1763 et 1764, le change, qui entre Londres et Carlisle était alors au pair, se trouvait quelquefois en même temps, entre Londres et Dumfries, à 4 pour 100 contre Dumfries, quoique cette ville ne soit pas à trente milles de Carlisle. Mais à Carlisle les lettres de change se payaient en espèces, tandis qu'à Dumfries elles étaient acquittées en billets des banques d'Écosse, et c'était l'incertitude de pouvoir échanger ces billets contre des espèces, qui les avait ainsi fait baisser au-dessous de la monnaie d'or et d'argent. Le même acte du parlement, qui supprima les billets de banque de 10 et de 5 schellings, supprima aussi cette clause d'option, et rétablit par là le change entre l'Angleterre et l'Écosse à son

¹ Les billets d'une banque qui a le droit d'en refuser le remboursement en espèces pourraient circuler au pair s'il n'y avait pas d'excès dans les émissions ni de de doute sur la solvabilité de la banque.

BUCHANAN.

taux naturel, ou à celui auquel il devait se fixer d'après le cours du commerce et l'état des remises entre ces deux places ¹.

Dans les monnaies de papier du comté d'York, le paiement d'un aussi petit billet qu'un billet de 6 pence dépendait quelquefois de la condition que le porteur du billet apporterait à la personne qui l'avait émis, de quoi changer une guinée; condition qui pouvait être souvent fort difficile à remplir pour les porteurs de ces billets, et qui a dû faire baisser cette monnaie au-dessous de la monnaie effective. Aussi un acte du parlement déclara-t-il toutes ces clauses illégales, et supprima, comme on l'avait fait en Écosse, tout billet payable au porteur, au-dessous de 20 schellings.

Le papier circulant dans l'Amérique septentrionale ne consistait pas en billets de banque payables au porteur à sa demande, mais en papier d'État, dont le paiement n'était exigible que plusieurs années après la date de l'émission; et quoique le gouvernement de la colonie ne payât point d'intérêt aux porteurs de ce papier, il le déclara et le rendit de fait une offre légale de paiement pour la valeur entière pour laquelle il avait été créé. Mais en supposant la garantie du gouvernement la meilleure possible, 100 livres payables à quinze ans de terme, par exemple, dans un pays où l'intérêt est à 6 pour 100, ne valent guère plus de 40 livres argent comptant. Ainsi, forcer un créancier à recevoir un pareil effet comme parfait paiement pour une dette de 100 livres qui avaient été avancées en argent comptant, c'était une injustice aussi criante peut-être qu'en eût jamais osé risquer tout autre gouvernement ayant quelque prétention à la liberté. Un tel acte d'autorité porte bien les marques évidentes de l'origine que lui donne le sage et honnête docteur Douglas, qui nous assure que ce fut un projet imaginé par des débiteurs de mauvaise foi, pour duper leurs créanciers. A la vérité, le gouvernement de Pensylvanie, à la première émission qu'il fit de papier-monnaie en 1722, prétendit rendre son papier de valeur égale à celle de l'or et de l'argent, en portant des peines contre tous ceux qui feraient quelque différence de prix dans leurs marchandises pour le cas de vente en papier de la colonie, ou de vente en espèces; règlement tout aussi tyrannique que celui qu'il avait pour objet de soutenir,

¹ Sur le taux naturel et le taux apparent du change, et sur l'influence qu'a l'état de la monnaie d'un pays sur le taux apparent du change, voyez le livre IV, chap. III.

mais infiniment moins efficace. Une loi positive peut bien faire qu'un schelling soit une offre valable pour le payement d'une dette d'une guinée, parce que cette loi peut enjoindre aux cours de justice de prononcer la décharge du débiteur qui aura fait une telle offre; mais il n'y a pas de loi positive capable d'obliger un particulier qui vend sa marchandise et qui est maître de la vendre ou de ne la pas vendre, comme il lui plaît, à recevoir, en échange de cette marchandise, un schelling pour l'équivalent d'une guinée. Le change avec la Grande-Bretagne fit bien voir, en dépit de tous les règlements de cette espèce, que 100 livres sterling étaient, suivant les circonstances, regardées comme valant 130 livres dans certaines colonies, et même la somme énorme de 1,100 livres de la monnaie courante de quelques autres; cette différence dans la valeur provenant de la différence dans la quantité de papier émis par les diverses colonies, ainsi que de l'époque plus ou moins éloignée et plus ou moins probable de son remboursement définitif.

Il n'y a donc pas de loi plus équitable que l'acte du parlement, dont on se plaignit si injustement dans les colonies, qui déclara qu'aucun papier qui pourrait être émis par la suite, n'aurait la force de monnaie légale dans les payements.

La Pensylvanie mit toujours plus de modération que nos autres colonies dans l'émission de son papier-monnaie. Aussi dit-on que son papier circulant ne baissa jamais au-dessous de la valeur de la monnaie d'or et d'argent qui avait cours dans la colonie avant la première émission de papier. Avant cette émission, la colonie avait haussé la dénomination de sa monnaie courante, et avait statué, par acte de son assemblée, que 5 schellings sterling passeraient dans la colonie pour 6 schellings 3 deniers, et ensuite pour 6 schellings 8 deniers. En conséquence, 1 liv. courante, argent des colonies, même quand la monnaie y était en or et en argent, était de plus de 30 p. 100 au-dessous de la valeur d'une livre sterling, et quand la monnaie courante y fut convertie en papier, elle ne se trouva guère plus de 30 p. 100 au-dessous de cette même valeur. Le prétexte qui engagea à élever ainsi la dénomination de la monnaie, ce fut de prévenir l'exportation de l'or et de l'argent, en faisant passer dans la circulation de la colonie la même quantité de métal pour une somme plus forte que celle pour laquelle cette quantité circulait dans la mère-patrie. Il arriva toutefois que le prix de toutes les marchandises venant de la mère-patrie augmenta précisément

dans la même proportion que les colons avaient élevé la dénomination de leurs monnaies , de manière que leur or et leur argent s'exportèrent aussi vite qu'auparavant.

Le papier des colonies étant reçu en paiement des taxes provinciales pour toute la valeur pour laquelle il avait été créé , il en résulta nécessairement un surcroît de valeur à celle qu'il aurait eue d'après l'éloignement réel ou présumé du terme de son acquittement ou rachat définitif. Ce surcroît de valeur était plus ou moins grand , selon que la quantité de papier en émission se trouvait être plus ou moins au-dessus de ce qui pouvait être employé au paiement des taxes de la colonie particulière qui l'avait émis. Dans toutes les colonies il excéda de beaucoup la quantité qui pouvait être employée de cette manière.

Un prince qui statuerait qu'une certaine portion de l'impôt serait payée en un papier-monnaie d'une certaine espèce, pourrait par là ajouter une valeur à ce papier, quand même le terme de son acquittement et rachat définitif dépendrait entièrement de la volonté du prince. Si la banque qui aurait émis ce papier avait soin d'en tenir toujours la quantité un peu au-dessous de ce qui pourrait aisément être employé de cette manière , la demande en pourrait être telle qu'il gagnât même une prime ou qu'il se vendît au marché quelque chose de plus que la somme numérique pour laquelle il aurait été créé. Il y a quelques personnes qui expliquent d'après ce principe ce qu'on nomme agio dans la banque d'Amsterdam , ou la supériorité qu'a l'argent de banque sur l'espèce courante, quoique cet argent de banque ne puisse, à ce qu'elles prétendent , être retiré de la banque à la volonté du propriétaire. La plus grande partie des lettres de change étrangères doivent être acquittées en argent de banque, c'est-à-dire en un transfert¹ sur les livres de la banque, et les directeurs de la banque, disent-elles, ont soin de tenir la somme totale de l'argent de banque toujours au-dessous de la demande que cette forme de paiement occasionne. C'est pour cela, prétendent-elles, que l'argent de banque se vend moyennant une prime, ou qu'il gagne un agio de 4 à 5 pour 100 au-dessus de la

¹ Opération qui répond à ce qu'on appelle, dans le commerce de France, *virement de parties*. Elle consiste à porter au compte du porteur de la lettre de change une somme égale au montant de cette lettre, et à retrancher cette même somme du compte de celui qui était débiteur de la lettre.

même somme nominale en espèces courantes du pays. Cependant je ferai voir par la suite¹ que cette explication sur la banque d'Amsterdam est en grande partie imaginaire.

Un papier circulant, qui tombe au-dessous de la valeur de la monnaie d'or et d'argent, ne fait pas baisser par là la valeur de l'or et de l'argent, et il ne fait pas que des quantités pareilles de ces métaux viennent pour cela à s'échanger contre une moindre quantité de toute autre marchandise. La proportion entre la valeur de l'or et de l'argent et celle des marchandises de toute autre espèce ne dépend nullement de la nature ou de la quantité de quelque papier-monnaie que ce soit qui circule dans un pays, mais elle dépend toujours de l'état de richesse ou de pauvreté des mines qui se trouvent, à une époque quelconque, approvisionner de ces métaux le grand marché du monde commerçant. Elle dépend de la proportion qui se trouve entre la quantité de travail nécessaire pour faire venir au marché une certaine quantité de ces métaux, et celle qui est nécessaire pour y faire venir une certaine quantité de toute autre espèce de marchandise².

En empêchant les banquiers d'émettre aucun billet de banque circulant ou billet au porteur au-dessous d'une certaine somme, et en les assujettissant à l'obligation d'acquitter ces billets immédiatement et sans aucune espèce de condition, à l'instant de la présentation, on peut après cela, sans craindre de compromettre la sûreté générale, laisser à leur commerce, à tous autres égards, la plus grande liberté

¹ Voyez la digression sur cette banque, livre IV, chap. III.

² Smith ne se tromperait-il point ici? La valeur d'une marchandise est en raison composée de ce qu'il en coûte pour l'amener au marché, et de la proportion entre cette quantité de marchandise et la demande qui en est faite dans le même marché. Si on émet des billets de banque qui rendent inutiles, comme monnaie, les $\frac{2}{3}$ de l'argent qui circule, ces $\frac{2}{3}$ se répandront dans tous les marchés et augmenteront la proportion de cette marchandise, comparée avec la demande qui en est faite. Rien dans cette opération ne doit augmenter la demande en même temps que la fourniture. Celle-ci étant plus grande, et la demande étant la même, la valeur de l'argent doit baisser jusqu'à ce que la baisse élève la demande au niveau de la fourniture.

Il est vrai que le marché pour l'or et l'argent étant par tout le monde, ce qu'un pays peut jeter de ces métaux dans un si grand marché doit déranger bien peu la proportion.

Note inédite de J.-B. SAY.

possible¹. La multiplication récente de compagnies de banque, dans toutes les parties des royaumes unis, événement qui a si fort alarmé beaucoup de gens, bien loin de diminuer la sûreté du public, ne fait que l'augmenter. Elle oblige tous ces banquiers à mettre plus de circonspection dans leur conduite; elle les empêche d'étendre leur émission de billets au delà de la proportion que comporte l'état de leur caisse, afin de se tenir en garde contre ce reflux de papier que leur suscite malicieusement la rivalité de tant de concurrents toujours prêts à leur nuire; elle circonserit la circulation de chaque compagnie particulière dans un cercle plus étroit, et elle restreint leurs billets circulants à un plus petit nombre. En tenant ainsi la circulation divisée en plus de branches différentes, elle fait que la faillite de l'une de ces compagnies, événement qui doit arriver quelquefois dans le cours ordinaire des choses, devient un accident d'une moins dangereuse conséquence pour le public. Cette libre concurrence oblige aussi les banquiers à traiter avec leurs correspondants d'une manière plus libérale et plus facile, de peur que leurs rivaux ne les leur enlèvent. En général, dès qu'une branche de commerce ou une division du travail quelconque est avantageuse au public, elle le sera toujours d'autant plus, que la concurrence y sera plus librement et plus généralement établie.

CHAPITRE III.

DE L'ACCUMULATION DU CAPITAL, OU DU TRAVAIL PRODUCTIF ET DU TRAVAIL NON PRODUCTIF.

Il y a une sorte de travail qui ajoute à la valeur de l'objet sur lequel il s'exerce; il y en a un autre qui n'a pas le même effet. Le premier, produisant une valeur, peut être appelé *travail productif*; le dernier, *travail non productif*². Ainsi le travail d'un ouvrier de manufacture ajoute

¹ Mais pour rendre effective cette obligation de paiement immédiat et sans condition, il est indispensable d'exiger des banques des garanties.

MAC CULLOCH.

² Dans ce chapitre, Smith distingue deux espèces de travail; il qualifie l'un de *productif*, et l'autre de *non productif*, et il pense que le premier est plus favorable que l'autre à l'accroissement de la richesse nationale. Cette distinction semble,

en général, à la valeur de la matière sur laquelle travaille cet ouvrier, la valeur de sa subsistance et du profit de son maître. Le travail d'un domestique, au contraire, n'ajoute à la valeur de rien. Quoique le premier reçoive des salaires que son maître lui avance, il ne lui coûte, dans le fait, aucune dépense, la valeur de ces salaires se retrouvant en général avec un profit de plus dans l'augmentation de valeur du sujet auquel ce travail a été appliqué. Mais la subsistance consommée par le domestique ne se trouve nulle part. Un particulier s'enrichit à

à quelques égards, peu conciliable avec les principes établis par l'auteur lui-même sur la nature du travail ; les caractères sur lesquels il veut fonder cette distinction ne sont pas assez nettement tracés pour qu'on puisse faire la séparation qu'il indique ; et enfin, les conséquences qu'il voudrait tirer de cette définition sont susceptibles d'être contestées.

La richesse, a-t-il dit, consiste dans le pouvoir d'appliquer le travail d'autrui, moyennant salaire, à ses propres besoins, commodités et jouissances. Donc tout travail salarié est essentiellement productif d'une chose utile, commode ou agréable pour celui qui le paye, sans quoi celui-ci ne le payerait pas ; ce travail est non moins essentiellement productif d'un salaire pour celui qui l'exécute, sans quoi il ne travaillerait pas. Tout travail salarié (et c'est le seul dont s'occupe l'économie politique) est un service, et l'utilité ou l'agrément que procure ce service, voilà le produit du travail, et il ne peut en avoir d'autre. Quelquefois le travail est directement et immédiatement payé par celui qui en consomme le produit, et c'est ce qui a toujours lieu quand le service du travailleur est rendu, sans nul intermédiaire, à celui qui paye ce service. Plus souvent, le travail est mis en œuvre par un tiers, qui ne se propose nullement d'en consommer le produit, mais qui entend le faire payer par un autre en se réservant un profit pour lui-même. Dans ce second cas, il y a un entrepreneur de travail qui fait l'avance du salaire, avec l'intention de s'en faire rembourser par celui auquel est définitivement destiné le produit du travail. Ce cas ne peut avoir lieu qu'autant que l'utilité ou l'agrément que procurera le travail résulte de la préparation ou du transport de quelque objet matériel. Mais, dans l'un comme dans l'autre cas, on ne paye le travail qu'en raison du prix qu'on attache à l'utilité ou à l'agrément qu'il procure, et il est indifférent à celui qui veut satisfaire son besoin ou son goût, que cette satisfaction procède ou non d'un objet matériel.

Ce sont cependant ces deux cas qui ont paru à Smith assez distincts en eux-mêmes et par leurs conséquences, pour devoir fonder la distinction qu'il a établie entre le travail productif et le travail non productif. Il appelle *travail productif* celui qui ajoute une valeur à celle du sujet sur lequel il s'exerce ; tel est, dit-il, en général, le travail des ouvriers de manufacture, qui ajoute à la valeur de la

employer une multitude d'ouvriers fabricants; il s'appauvrit à entretenir une multitude de domestiques. Le travail de ceux-ci a néanmoins sa valeur, et mérite sa récompense aussi bien que celui des autres. Mais le travail de l'ouvrier se fixe et se réalise sur un sujet quelconque, ou sur une chose vénale qui dure au moins quelque temps après que le travail a cessé. C'est, pour ainsi dire, une certaine quantité de travail amassé et mis en réserve, pour être employé, s'il est nécessaire, dans quelque autre occasion. Cet objet, ou ce qui est la

matière celle de son salaire et du profit de son maître. Le travail du domestique, au contraire, quoique également salarié, n'ajoute à la valeur de rien, et la valeur de ce que ce domestique a consommé ne se retrouve nulle part. C'est pour cette raison que ce dernier genre de travail est distingué du premier et est réputé improductif. On s'enrichit, dit Smith, à employer une multitude d'ouvriers fabricants; on s'appauvrit à entretenir une multitude de domestiques. Cependant il reconnoît que le travail des domestiques a sa valeur et mérite son salaire aussi bien que le travail de l'ouvrier; mais, ajoute-t-il, le travail de l'ouvrier se fixe et se réalise sur un objet ou sur une chose vénale, qui dure au moins quelque temps après que le travail a cessé. Enfin, le caractère qui distingue le travail non productif, c'est de périr à l'instant même où le service est rendu, de ne laisser après soi aucune valeur vénale avec laquelle on puisse acheter un autre service.

Cette définition comprend quelques-unes des professions les plus utiles, et même celles qui sont les plus importantes et les plus respectables dans la société, savoir, les membres du gouvernement, les magistrats, les ecclésiastiques, les militaires, les légistes, les médecins, les savants et les gens de lettres. Elle s'applique aussi à d'autres professions moins utiles et moins élevées, mais qui contribuent beaucoup à l'agrément de la vie, tels que les musiciens, les comédiens, les danseurs, etc.

Toute la distinction, comme on voit, porte sur cette circonstance : c'est que le travail des ouvriers et artisans se réalise sur une valeur vénale, et que le travail des autres personnes placées dans la classe non productive est complètement éteint dès qu'il a été exécuté. Cette différence toutefois n'est pas autre chose que celle qui, par la nature même des choses, existe entre la production et la consommation. Les ouvriers de manufacture travaillent pour un maître qui ne consomme pas, mais qui veut vendre leur produit. Si ce travail n'était pas de nature à former une valeur vénale, s'il ne se fixait pas sur la matière confiée à l'ouvrier, s'il périsait sous la main de celui-ci, il ne pourrait pas être l'objet d'une spéculation de manufacture. Ce travail de l'ouvrier de fabrique n'est pas un des procédés de la production, une des opérations nécessaires pour que la matière devienne un objet propre à la consommation. Quant au travail dont le consommateur reçoit immédiatement le produit, il

même chose, le prix de cet objet peut ensuite, s'il en est besoin, mettre en activité une quantité de travail égale à celle qui l'a produit originai-
 rement. Le travail du domestique, au contraire, ne se fixe ou ne se
 réalise sur aucun objet, sur aucune chose qu'on puisse vendre ensuite.
 En général, ses services périssent à l'instant même où il les rend, et ne
 laissent presque jamais après eux aucune trace ou aucune valeur qui
 puisse servir par la suite à procurer une pareille quantité de services.

est tout simple que ce produit périsse à l'instant même où ce travail est exécuté,
 parce que c'est le propre de toute consommation de détruire, et que la jouissance du
 consommateur résulte de cette destruction même.

On a dit que les objets immatériels étaient seuls susceptibles d'être accumulés,
 et de former ainsi un capital servant à accroître la production future. Il est vrai que
 si l'augmentation des demandes de la consommation encourage l'industrie à dé-
 ployer de nouveaux efforts et ouvre au travail de nouveaux emplois, alors un
 surcroît de capital devient nécessaire pour mettre et tenir en activité ce surcroît
 d'industrie et de travail ; il est également vrai que ce capital ne peut se composer
 que d'objets matériels accumulés. Mais ce qu'il est essentiel d'observer, c'est que ce
 ne sont pas indistinctement tous les produits matériels qui peuvent faire fonction
 de capital, et il y a une grande partie de ces produits matériels qui n'y seraient
 nullement propres. Les matières premières, les articles nécessaires à la subsistance
 et au vêtement, tels sont les seuls produits avec lesquels on puisse entretenir des
 ouvriers. Vainement surait-on accumulé par le travail réputé productif, des soieries,
 des rubans, des gazes, des mousselines, des broderies, des dentelles, de la parfu-
 merie, etc., si toutes ces choses ne peuvent trouver des acheteurs qui aient moyen
 de les payer et de donner en retour les matières premières et les vivres ; une telle
 accumulation sera totalement inutile pour la production future. De quelque côté
 qu'on se tourne dans ce cercle de raisonnements, on trouve toujours en face de soi
 ce principe invincible, c'est que le produit, quel qu'il soit, n'a de valeur qu'autant
 qu'un consommateur est prêt à se présenter pour le payer par un équivalent, lequel
 équivalent n'a lui-même de valeur qu'autant qu'il est demandé.

Ce qui importe vraiment à la société, c'est de posséder un capital suffisant pour
 entretenir la totalité du travail que ses membres peuvent demander et payer ; ce
 qui lui importe, c'est que ce capital soit épargné et accumulé de manière à s'ac-
 croître graduellement à proportion que les demandes de la consommation provo-
 quent l'activité d'une plus grande quantité de travail, et par conséquent l'emploi de
 plus de capital ; mais ce qui n'importe nullement à la société, c'est que ce capital
 soit épargné et accumulé par telles ou telles mains, par celles qui ont concouru
 directement à le produire, ou par d'autres dans lesquelles il est parvenu par voie
 d'échange ou en retour de services rendus.

GARNIER.

Le travail de quelques-unes des classes les plus respectables de la société, de même que celui des domestiques, ne produit aucune valeur; il ne se fixe ni ne se réalise sur aucun objet ou chose qui puisse se vendre, qui subsiste après la cessation du travail et qui puisse servir à procurer par la suite une pareille quantité de travail. Le souverain, par exemple, ainsi que tous les autres magistrats civils et militaires qui servent sous lui, toute l'armée, toute la flotte, sont autant de travailleurs non productifs. Ils sont les serviteurs de l'État, et ils sont entretenus avec une partie du produit annuel de l'industrie d'autrui. Leur service, tout honorable, tout utile, tout nécessaire qu'il est, ne produit rien avec quoi on puisse ensuite se procurer une pareille quantité de service. La protection, la tranquillité, la défense de la chose publique, qui sont le résultat du travail d'une année, ne peuvent servir à acheter la protection, la tranquillité, la défense qu'il faut pour l'année suivante. Quelques-unes des professions les plus graves et les plus importantes, quelques-unes des plus frivoles, doivent être rangées dans cette même classe : les ecclésiastiques, les gens de loi, les médecins et les gens de lettres de toute espèce, ainsi que les comédiens, les farceurs, les musiciens, les chanteurs, les danseurs d'opéra, etc. Le travail de la plus vile de ces professions a sa valeur qui se règle sur les mêmes principes que toute autre sorte de travail; et la plus noble et la plus utile ne produit par son travail rien avec quoi on puisse ensuite acheter ou faire faire une pareille quantité de travail. Leur ouvrage à tous, tel que la déclamation de l'acteur, le débit de l'orateur ou les accords du musicien, s'évanouit au moment même qu'il est produit ¹.

¹ Cette distinction trop absolue entre le travail productif et le travail improductif est regardée aujourd'hui comme une capitale erreur. Smith ne songeait qu'au travail matériel, tout en reconnaissant d'ailleurs l'importance des services que la plupart des agents qu'il regarde comme improductifs rendent à la société. Il compare justement un homme qui a fait l'apprentissage d'une industrie difficile et délicate, au prix de beaucoup de temps et de travail, à une machine coûteuse, dont le propriétaire a droit à des profits plus élevés, en conséquence du grand capital qu'elle représente. Le travail qui a donné à l'homme dont parle Smith cette éducation précieuse, a donc été un travail productif, comme celui qui a créé la machine. Tout travail utile est donc un travail productif. La société ne consomme pas seulement des produits matériels; elle a besoin des jouissances de l'intelligence, des nobles plaisirs des arts, de la protection des magistrats, tout aussi bien

Les travailleurs productifs et les non productifs, et ceux qui ne travaillent pas du tout, sont tous également entretenus par le produit annuel de la terre et du travail du pays. Ce produit, quelque grand qu'il puisse être, ne saurait être infini, et a nécessairement ses bornes. Suivant donc que, dans une année, une portion plus ou moins grande de ce produit est employée à entretenir des gens non productifs, plus ou moins grande sera la portion qui restera pour les gens productifs, et plus ou moins grand sera par conséquent le produit de l'année suivante; la totalité du produit annuel, à l'exception des productions spontanées de la terre, étant le fruit du travail productif.

Quoique la totalité du produit annuel des terres et du travail d'un pays soit, sans aucun doute, destinée en définitive à fournir à la consommation de ses habitants et à leur procurer un revenu, cependant à l'instant où il sort de la terre ou des mains des ouvriers productifs, il se divise naturellement en deux parties. L'une d'elles, et c'est souvent la plus forte, est, en premier lieu, destinée à remplacer un capital ou à renouveler la portion de *vierres*, de *matières*, ou d'*ouvrage fait* qui a été retirée d'un capital; l'autre est destinée à former un revenu, ou au maître de ce capital, comme profit, ou à quelque autre personne, comme rente de sa terre. Ainsi, du produit de la terre, une partie remplace le capital du fermier; l'autre paye son profit et la rente du propriétaire, et forme ainsi un revenu, et au maître de ce capital, comme profit de ses fonds, et à quelque autre personne, comme rente de sa terre. De même, du produit d'une grande manufacture, une partie, et c'est toujours la plus forte, remplace le capital de l'entrepreneur, l'autre paye son profit et forme ainsi un revenu au maître de ce capital ¹.

que de pain et de vêtements. Smith ne l'ignorait pas, et, dans sa fameuse distinction, il a commis plutôt une erreur de mot qu'une erreur de pensée. En rectifiant cette erreur, il faut prendre garde de tomber dans la même faute, et de pousser la rigueur de la démonstration jusqu'à d'insignifiantes subtilités. Parce que le Dr Smith a méconnu le caractère productif de certains travaux, il ne faut pas voir partout des producteurs, et la distinction du fondateur de l'*Economie politique*, pour être trop absolue, n'en est pas moins vraie en partie. La science ne doit donner le nom de travaux productifs qu'à ceux qui ont pour objet de satisfaire des besoins réels et légitimes, soit matériels, soit immatériels.

A. B.

¹ Nous ne voulons pas rappeler à ce sujet les vieilles idées des *physiocrates* du

Cette partie du produit annuel de la terre et du travail d'un pays qui remplace un capital, n'est jamais immédiatement employée à entretenir d'autres salariés que des salariés productifs; elle ne paye des salaires qu'au travail productif seulement. Celle qui est destinée à former immédiatement un revenu, soit comme profit, soit comme rente, peut indifféremment entretenir des salariés productifs ou des salariés non productifs.

Toute partie de ses fonds qu'un homme emploie comme capital, il s'attend toujours qu'elle lui rentrera avec un profit. Il ne l'emploie donc qu'à entretenir des salariés productifs; et après avoir fait, à son égard, office de capital, cette même partie de fonds forme un revenu à ces travailleurs. Toutes les fois qu'il emploie une partie de ces mêmes fonds à entretenir des salariés non productifs de quelque espèce que ce soit, dès ce moment cette partie se trouve retirée de son capital et versée dans le fonds réservé pour servir immédiatement à sa consommation.

Les travailleurs non productifs et les gens qui ne travaillent pas du tout sont tous entretenus par un revenu : soit, en premier lieu, par cette partie du produit annuel qui est, dès l'origine, destinée à former un revenu à quelques personnes particulières, ou comme rente de terre, ou comme profit de capital; soit, en second lieu, par cette autre partie qui, bien qu'elle soit destinée à remplacer un capital et à n'entretenir que des ouvriers productifs, néanmoins, quand elle est une fois venue dans les mains de ceux-ci, pour tout ce qui excède leur subsistance nécessaire, peut être employée indifféremment à l'entretien de gens qui produisent ou de gens qui ne produisent pas. Ainsi, le simple ouvrier, si ses salaires sont élevés, peut, tout comme un grand propriétaire ou comme un riche marchand, entretenir un domestique à son service personnel, ou bien il peut aller quelquefois à la comédie ou aux marionnettes, et par là contribuer pour sa part à l'entretien d'une classe de travailleurs non productifs; ou enfin il peut payer quelque impôt, et par là concourir à l'entretien d'une autre classe plus honorable et plus utile à la vérité, mais également non productive.

dix-huitième siècle sur le produit net. Quoique l'auteur ne les partage point, on sent que ces idées ont exercé un moment de l'influence sur son esprit. L'expérience et l'observation en ont fait justice.

A. B.

Néanmoins, de cette partie du produit de la terre, destinée originairement à remplacer un capital, il n'en passe jamais aucune portion à l'entretien de salariés non productifs, qu'après avoir mis en activité sa mesure complète de travail productif, ou tout ce qu'elle pouvait en mettre en activité, de la manière dont elle était employée. Il faut que l'ouvrier ait pleinement gagné son salaire par de l'ouvrage fait, avant qu'il puisse en dépenser la moindre chose en travail non productif. Ce qu'il dépense ainsi, d'ailleurs, ne peut être en général que peu de chose. Ce ne peut être que l'épargne faite sur son revenu, épargne qui n'est jamais bien grande chez les ouvriers productifs. Ils en font pourtant généralement quelqu'une, et dans le paiement des impôts la modicité de chaque contribution se trouve en quelque sorte bien compensée par le nombre des cotes. La rente de la terre et les profits des capitaux sont donc partout les principales sources où les salariés non productifs puisent leur subsistance. Ce sont les deux sortes de revenu qui donnent à leurs maîtres le plus de matière à faire des épargnes. L'un et l'autre de ces revenus peuvent indifféremment entretenir des salariés productifs et des salariés non productifs ; ils semblent pourtant avoir toujours pour les derniers quelque prédilection. La dépense d'un grand seigneur fait vivre en général plus de gens oisifs que de gens laborieux. Quoique le riche commerçant n'emploie son capital qu'à entretenir des gens laborieux seulement, néanmoins sa dépense, c'est-à-dire l'emploi de son revenu, nourrit ordinairement des gens de la même espèce que ceux que nourrit le grand seigneur.

Ainsi, ce qui contribue beaucoup à déterminer dans tout pays la proportion entre les gens productifs et les gens non productifs, c'est principalement la portion qui s'y trouve entre cette partie du produit annuel, qui, au sortir même de la terre ou des mains des ouvriers qui l'ont produite, est destinée à remplacer un capital, et cette autre partie qui est destinée à former un revenu, soit comme rente, soit comme profit. Or, cette proportion est très-différente, dans les pays riches, de ce qu'elle est dans les pays pauvres.

Ainsi, de notre temps, chez les nations opulentes de l'Europe, une très-forte partie, et souvent la plus forte du produit de la terre, est destinée à remplacer le capital d'un fermier riche et indépendant ; l'autre, à payer ses profits et la rente du propriétaire. Mais anciennement, sous l'empire du gouvernement féodal, une très-petite portion du produit suffisait à remplacer le capital employé à la culture. Ce capital

consistait ordinairement en quelques chétifs bestiaux entretenus en entier par le produit spontané des terres incultes, et qu'on pourrait en conséquence regarder eux-mêmes comme faisant partie de ce produit. En général aussi ils appartenaient au propriétaire, et celui-ci les avançait aux gens qui faisaient valoir la terre. Tout le reste du produit lui appartenait aussi, soit comme rente de sa terre, soit comme profit de son mince capital. Les cultivateurs de la terre, en général, étaient des serfs, dont les personnes et les effets composaient aussi sa propriété. Ceux qui n'étaient pas serfs étaient des tenanciers *à volonté*¹, et quoique la rente par eux payée ne fût nominalement guère plus qu'un simple cens, elle n'en égalait pas moins réellement la totalité du produit de la terre. En tout temps leur seigneur pouvait leur commander du travail pendant la paix, et du service pendant la guerre. Quoiqu'ils vécussent loin de sa maison, ils dépendaient autant de lui que les gens de sa suite, vivant chez lui. Or, sans contredit, celui qui peut disposer du travail et du service de tous ceux qu'une terre fait subsister, a bien la totalité du produit de cette terre. Mais dans l'état actuel de l'Europe, la part du propriétaire ne va guère au delà du tiers de la totalité du produit, quelquefois pas au quart. La rente de la terre, néanmoins, a dans le fait triplé et quadruplé depuis ces anciens temps, dans toutes les parties de la campagne qui ont été améliorées; et ce tiers ou quart du produit annuel est, à ce qu'il paraît, trois ou quatre fois plus grand que n'était auparavant le total. A mesure des progrès que fait l'amélioration, la rente augmente bien relativement à l'étendue de la terre, mais elle diminue dans sa proportion avec le produit.

Chez les peuples opulents de l'Europe, on emploie à présent de grands capitaux dans le commerce et les manufactures. Dans l'ancien état de ces pays, le faible et étroit commerce qui s'y faisait, et le petit nombre de fabriques simples et grossières qui y étaient établies, n'exigeaient que de très-minces capitaux. Il fallait pourtant que ces capitaux rendissent de très-gros profits. Nulle part l'intérêt n'était au dessous de 10 pour 100, et il fallait bien que les profits des fonds pussent suffire à payer un intérêt aussi fort. A présent, dans les pays de l'Europe qui ont fait quelques progrès vers l'opulence, le taux de l'intérêt n'est nulle part plus élevé que 6 pour 100, et dans quelques-uns des plus riches, il est même tombé jusques à 4, 3 et 2 pour 100. Si cette partie

¹ C'est-à-dire, des tenanciers que le propriétaire peut renvoyer à sa volonté.

du revenu des habitants, qui provient de profits, est toujours beaucoup plus grande dans les pays riches que dans les pays pauvres, c'est parce que le capital y est beaucoup plus considérable; mais les profits y sont en général dans une proportion beaucoup moindre, relativement au capital.

Ainsi cette partie du produit annuel qui, au sortir de la terre ou des mains des ouvriers productifs, est destinée à remplacer un capital, est non-seulement beaucoup plus grande dans les pays riches que dans les pays pauvres, mais encore elle s'y trouve dans une proportion bien plus forte, relativement à la partie destinée immédiatement à former un revenu, soit comme rente, soit comme profit. Le fonds qui est destiné à fournir de la subsistance au travail productif est non-seulement bien plus abondant dans les premiers de ces pays qu'il ne l'est dans les autres, mais il l'est encore dans une plus grande proportion, relativement au fonds qui, pouvant être employé à entretenir des salariés productifs aussi bien que des salariés non productifs, a néanmoins toujours en général plus de prédilection pour les derniers.

La proportion qui se trouve entre ces deux différentes espèces de fonds détermine nécessairement, dans un pays, le caractère général des habitants, quant à leur penchant à l'industrie ou à la paresse. Si nous sommes plus portés au travail que nos ancêtres, c'est parce qu'à présent le fonds destiné à l'entretien du travail se trouve, relativement au fonds qui a de la tendance à aller à l'entretien de la classe fainéante, beaucoup plus grand qu'il ne l'était il y a deux ou trois siècles. Nos pères étaient paresseux faute d'avoir de quoi encourager suffisamment l'industrie. Il vaut mieux, dit le proverbe, jouer pour rien, que de travailler pour rien. Dans les villes manufacturières et commerçantes, où les classes inférieures du peuple subsistent principalement par des capitaux employés, il est en général laborieux, frugal et économe, comme dans beaucoup de villes d'Angleterre et la plupart de celles de la Hollande. Mais dans ces villes qui se soutiennent principalement par la résidence permanente ou temporaire d'une cour, et dans lesquelles les classes inférieures du peuple tirent surtout leur subsistance de dépenses de revenu, il est en général paresseux, débauché et pauvre, comme à Rome, Versailles, Compiègne et Fontainebleau. Si vous en exceptez Rouen et Bordeaux, on ne trouve dans toutes les villes de parlement, en France, que peu de commerce et d'industrie, et les classes inférieures du peuple, qui y vivent principalement sur la dépense des officiers des cours de justice et de ceux qui viennent y plai-

der, sont en général paresseuses et pauvres. Rouen et Bordeaux semblent devoir absolument à leur situation leur grand commerce. Rouen est nécessairement l'entrepôt de presque toutes les marchandises que les pays étrangers ou les provinces maritimes de France fournissent à la consommation immense de Paris. Bordeaux est de même l'entrepôt des vins récoltés le long de la Garonne et des rivières qui se jettent dans ce fleuve, l'un des vignobles les plus riches du monde, et qui paraît produire le vin le plus propre à l'exportation ou le plus conforme au goût des nations étrangères. Des situations aussi avantageuses attirent nécessairement un grand capital par le grand emploi qu'elles lui offrent, et l'emploi de ce capital est la source de l'industrie qui règne dans ces villes. Dans les autres villes de parlement en France, il paraît qu'on n'y emploie guère plus de capital que ce qu'il en faut pour entretenir la consommation du lieu, c'est-à-dire guère plus que le moindre capital possible. On peut dire la même chose de Paris, de Madrid et de Vienne : de ces trois villes, Paris est sans contredit la plus industrieuse ; mais Paris est lui-même le principal marché de toutes ses manufactures, et sa propre consommation est le grand objet de tout le commerce qui s'y fait¹. Londres, Lisbonne et Copenhague sont peut-être les trois seules villes de l'Europe qui, étant la résidence permanente d'une cour, puissent en même temps être regardées comme villes commerçantes ou comme villes faisant le commerce, non-seulement pour leur propre consommation, mais encore pour celle des autres villes et des autres pays. Leur situation à toutes trois est extrêmement avantageuse, et est naturellement propre à en faire des entrepôts pour une grande partie des marchandises destinées à la consommation des pays éloignés. Dans une ville où se dépensent de gros revenus, il sera probablement plus difficile d'employer avantageusement un capital en entreprises étrangères à la consommation du lieu, qu'il ne le sera dans une ville où les classes inférieures du peuple vivent uniquement de l'emploi des capitaux de cette espèce. Dans la première de ces villes la fainéantise qu'y contracte la majeure partie du peuple, en vivant sur des dépenses de revenus, corrompt nécessairement l'industrie de ceux qu'entretiendrait l'emploi d'un capital, et fait qu'il y a moins d'avantages qu'ailleurs à y employer

¹ Le commerce de Paris dépasse aujourd'hui non-seulement l'enceinte de la ville, mais encore la frontière de l'État. On peut évaluer à plus de cent millions de francs les produits que cette capitale exporte dans les départements ou à l'étranger. A. B.

des fonds. Il y avait à Édimbourg, avant l'union, peu de commerce et d'industrie. Quand le parlement d'Écosse ne s'assembla plus dans cette ville, quand elle cessa d'être la résidence nécessaire de la haute et de la petite noblesse¹ d'Écosse, elle commença à avoir quelque commerce et quelque industrie. Elle continue cependant d'être encore la résidence des principales cours de justice d'Écosse, des chambres de la douane et de l'accise. Il s'y dépense donc encore une masse considérable de revenus; aussi est-elle fort inférieure en commerce et en industrie à Glasgow, dont les habitants vivent principalement sur des emplois de capitaux. On a remarqué quelquefois que les habitants d'un gros bourg, après de grands progrès dans l'industrie manufacturière, avaient tourné ensuite à la fainéantise et à la pauvreté, parce que quelque grand seigneur avait établi son séjour dans leur voisinage.

C'est donc la proportion existante entre la somme des capitaux et celle des revenus qui détermine partout la proportion dans laquelle se trouveront l'industrie et la fainéantise : partout où les capitaux l'emportent, c'est l'industrie qui domine; partout où ce sont les revenus, la fainéantise prévaut. Ainsi toute augmentation ou diminution dans la masse des capitaux tend naturellement à augmenter ou à diminuer réellement la somme de l'industrie, le nombre des gens productifs, et par conséquent la valeur échangeable du produit annuel des terres et du travail du pays, la richesse et le revenu réel de tous ses habitants.

Les capitaux augmentent par l'économie; ils diminuent par la prodigalité et la mauvaise conduite².

¹ La haute noblesse, *nobility*, comprend toutes les personnes qualifiées au-dessus du titre de chevalier, tels que ducs, marquis, comtes, vicomtes et barons. La petite noblesse, *gentry* ou *gentility*, comprend les chevaliers des différents ordres, baronnets, etc.*

GARNIER.

* Il n'y a plus que l'Angleterre au monde qui accorde encore une sérieuse attention à toutes ces variétés.

² La crainte de manquer, l'inquiétude sur l'avenir, le désir de pourvoir d'avance aux chances incertaines et imprévues, sont une de ces dispositions naturelles de l'homme, dont il ne faut pas chercher la cause ailleurs que dans la constitution même de l'individu. Il en résulte que dans quelque condition que l'homme soit placé, il est enclin à ne pas consommer sur-le-champ tout ce dont il pourrait disposer, et qu'il s'arrange de manière à mettre en réserve pour le lendemain une portion quelconque de sa provision du jour. Ainsi tout ce qui est produit n'est pas immédiatement détruit par la consommation, et il reste un excédant dont se

Tout ce qu'une personne épargne sur son revenu, elle l'ajoute à son capital; alors, ou elle l'emploie elle-même à entretenir un nombre additionnel de gens productifs, ou elle met quelque autre personne en état de le faire, en lui prêtant ce capital moyennant un *intérêt*, c'est-à-dire une part dans les profits. De même que le capital d'un individu ne peut s'augmenter que par le fonds que cet individu épargne sur son revenu annuel ou sur ses gains annuels, de même le capital d'une société, lequel n'est autre chose que celui de tous les individus qui la composent, ne peut s'augmenter que par la même voie.

La cause immédiate de l'augmentation du capital, c'est l'économie, et non l'industrie. A la vérité, l'industrie fournit la matière des épargnes que fait l'économie; mais, quelques gains que fasse l'industrie, sans l'économie qui les épargne et les amasse, le capital ne serait jamais plus grand.

L'économie, en augmentant le fonds destiné à l'entretien des salariés productifs, tend à augmenter le nombre de ces salariés, dont le travail ajoute à la valeur du sujet auquel il est appliqué; elle tend donc à augmenter la valeur échangeable du produit annuel de la terre et du travail du pays; elle met en activité une quantité additionnelle d'in-

forme un fonds d'accumulation qui va toujours se grossissant de plus en plus. Il n'y a et il ne peut y avoir d'autre cause directe de l'accroissement progressif de la masse totale des objets consommables dans une nation. Quelle que puisse être la faculté productive du travail, quelque abondants que soient les revenus annuels, si tous ces revenus étaient consommés aussi rapidement qu'ils sont produits, la somme des richesses existantes dans la société serait à la fin de l'année ce qu'elle était au commencement. Si le propriétaire foncier consomme dans le cours de l'année la totalité de son revenu, comme il a le droit de le faire et comme il le peut sans s'appauvrir; si le fabricant ou commerçant consomme tous ses profits aussitôt qu'ils lui sont acquis, et l'ouvrier tous ses salaires à mesure qu'il les reçoit, quelque grand que soit ce revenu, quelque hauts que soient ces profits et ces salaires, la société aura été abondamment pourvue, mais la richesse nationale n'aura pas reçu la plus légère augmentation.

Il s'en faut de beaucoup qu'il en soit ainsi. Le propriétaire même le plus porté à la dépense, l'homme industriel le plus disposé à se donner toutes ses commodités, mettra toujours de côté une portion de ce qu'il avait droit de consommer. On peut même dire que s'il ne le faisait pas, il n'aurait pas satisfait tous ses besoins, car ce penchant à l'épargne lui est naturel comme tous ses autres besoins. Plus la société est civilisée, plus ce penchant est généralement senti, à quelques excep-

dustrie, qui donne un accroissement de valeur au produit annuel.

Ce qui est annuellement épargné est aussi régulièrement consommé que ce qui est annuellement dépensé, et il l'est aussi presque dans le même temps ; mais il est consommé par une autre classe de gens. Cette portion de son revenu qu'un homme riche dépense annuellement, est le plus souvent consommée par des bouches inutiles et par des domestiques, qui ne laissent rien après eux en retour de leur consommation. La portion qu'il épargne annuellement, quand il l'emploie immédiatement en capital pour en tirer du profit, est consommée de même et presque en même temps que l'autre, mais elle l'est par une classe de gens différente, par des ouvriers, des fabricants et artisans qui reproduisent avec profit la valeur de leur consommation annuelle. Supposons que le revenu de cet homme riche lui soit payé en argent. S'il l'eût dépensé en entier, tout ce que ce revenu aurait pu acheter en vivres, vêtements et logement, aurait été distribué parmi la première de ces deux classes de gens. S'il en épargne une partie, et que cette partie soit immédiatement employée comme capital, soit par lui-même, soit par quelque autre, alors ce qu'on achètera avec en vivres, vêtements et logement, sera nécessairement réservé pour l'autre classe.

tions près, dont l'effet est bien plus que compensé par la parcimonie des avarés, qui portent leurs épargnes fort au delà de ce que suggère la prévoyance commune, et qui s'exercent à se faire une jouissance des plus dures privations. Les liens de famille, les affections et les devoirs qui en sont la suite, ajoutent beaucoup à ce penchant. C'est alors que l'homme se complait à enrichir un avenir auquel il se sent attaché par les plus doux sentiments de la nature.

C'est sous ce point de vue que Smith a considéré l'épargne faite par les particuliers, et qu'il en a exposé les effets sur l'accroissement de la richesse publique. Mais quelques écrivains récents, en se méprenant complètement sur le sens du mot *épargne*, ont imputé à l'auteur des idées aussi fausses que contradictoires. Ils ont cru voir dans sa doctrine le précepte de ne guère consommer et de beaucoup produire.

L'épargne faite pour s'enrichir et par des vues d'économie ne doit pas être confondue avec la frugalité ou l'abstinence absolue. Celle-ci opère dans la consommation un vide qu'elle ne remplit par aucune autre demande ; mais l'épargne ne diminue nullement la consommation générale, et, loin d'y porter atteinte, non plus qu'à la production, elle contribue le plus souvent à les encourager et à les accroître l'une et l'autre.

Ainsi, le particulier qui, par des principes moraux ou religieux portés jusque

La consommation est la même, mais les consommateurs sont différents.

Un homme économe, par ses épargnes annuelles, non-seulement fournit de l'entretien à un nombre additionnel de gens productifs pour cette année ou pour la suivante, mais il est comme le fondateur d'un atelier public, et établit en quelque sorte un fonds pour l'entretien à perpétuité d'un même nombre de gens productifs. A la vérité, la destination et l'emploi à perpétuité de ce fonds ne sont pas toujours assurés par une loi expresse, une substitution ou un acte d'amortissement. Néanmoins un principe très-puissant en garantit l'emploi; c'est l'intérêt direct et évident de chaque individu auquel pourra appartenir dans la suite quelque partie de ce fonds. Aucune partie n'en pourra plus à l'avenir être détournée à un autre emploi qu'à l'entretien des salariés productifs, sans qu'il en résulte une perte évidente pour la personne qui en changerait ainsi la véritable destination.

C'est ce que fait le prodigue. En ne bornant pas sa dépense à son revenu, il entame son capital. Comme un homme qui dissipe à quelque usage profane les revenus d'une fondation pieuse, il paye des salaires à la fainéantise avec ces fonds que la frugalité de nos pères avait pour

au rigorisme le plus outré, s'impose des privations continues, sans autre but que la satisfaction de remplir la règle qu'il s'est prescrite, opère réellement un vide dans la consommation, parce qu'en se privant il n'a point en vue de se ménager la jouissance de quelque autre produit du travail et de l'industrie. Il n'épargne rien, car il n'a rien à épargner; il s'abstient sans mettre en réserve. De tels sectaires ne seraient pas des propriétaires vigilants, occupés à défricher et à améliorer; ce ne serait pas parmi eux qu'il faudrait chercher des entrepreneurs actifs, d'habiles commerçants ni des ouvriers laborieux. Ils formeraient dans la population une classe inerte, qui ne prendrait presque aucune part dans le mouvement général du travail et de l'industrie.

Les lois somptuaires agissent de la même manière sur la production, et c'est à cette source même qu'elles attaquent la consommation. Que, dans un pays riche ou en train de le devenir, des règlements d'administration publique interdisent tout à coup l'usage des soieries, des dentelles, des riches tissus, des draperies fines, des bijoux, des carrosses, des festins, des spectacles, etc., non-seulement ces règlements réduiront à l'inactivité tout le travail et l'industrie qui se seraient exercés à produire les articles compris dans la prohibition, non-seulement ils fermeront ces emplois aux capitaux qui se seraient portés dans toutes ces branches, mais de plus ils auront l'effet de détruire, parmi toutes les personnes que leur goût

ainsi dire consacrés à l'entretien de l'industrie. En diminuant la masse des fonds destinés à employer le travail productif, il diminue nécessairement, autant qu'il est en lui, la somme de ce travail qui ajoute une valeur au sujet auquel il est appliqué, et par conséquent la valeur du produit annuel de la terre et du travail du pays, la richesse et le revenu réel de ses habitants. Si la prodigalité de quelques-uns n'était pas compensée par la frugalité des autres, tout prodigue, en nourrissant ainsi la paresse avec le pain de l'industrie, tendrait, par sa conduite, à appauvrir son pays.

Quand même toute la dépense du prodigue serait en consommation de marchandises faites dans le pays et nullement en marchandises étrangères, ses effets sur les fonds productifs de la société seraient toujours les mêmes. Chaque année il y aurait une certaine quantité de vivres et d'habits qui auraient dû entretenir des salariés productifs, et qui auraient été employés à nourrir et vêtir des salariés non productifs. Chaque année, par conséquent, il y aurait quelque diminution dans la valeur qu'aurait eue sans cela le produit annuel de la terre et du travail du pays.

On peut dire, à la vérité, que cette dépense n'étant pas faite en denrées étrangères, et n'occasionnant aucune exportation d'or ni d'argent, il resterait dans le pays la même quantité d'espèces qu'aupara-

aurait portées à consommer ces sortes de richesses, le mobile principal qui excite à produire et à accroître ses revenus; car on ne cherche à s'enrichir que pour jouir de ses richesses.

C'est ainsi qu'opère la diminution de la dépense des particuliers, quand cette diminution procède de causes qui réagissent sur la production.

L'épargne d'économie et de prévoyance, qui est la seule dont Smith se soit occupé en cet endroit, est d'une tout autre nature, et elle opère d'une manière directement contraire. Celui qui épargne dans la vue d'améliorer sa fortune ne s'impose pas une privation absolue, et s'il s'abstient d'une jouissance, ce n'est que pour s'en ménager une autre qui est plus à sa convenance. Il ne renonce point à la chose qu'il ne veut pas consommer, car il entend bien en consommer toute la valeur. Il ne fait que vendre à un autre le droit de consommer à sa place. Il y a dans le voisinage de Paris des propriétaires de vergers et de jardins qui, dans les années où les fruits sont rares et chers, se privent de manger ceux qu'ils recueillent et les portent à la halle, où ces fruits vont chercher d'autres consommateurs qui consentent à en donner un haut prix. Si la chose épargnée ne trouvait pas un consommateur, le but de l'épargne serait manqué, et il n'y aurait aucun intérêt à épargner. Il n'y a pas absence, mais il y a échange de consommation, et cet échange a, comme tous les autres, l'effet de multiplier les occasions de produire. GARNIER.

vant ; mais si cette quantité de vivres et d'habits ainsi consommés par des gens non productifs, eût été distribuée entre des gens productifs, ceux-ci auraient reproduit, avec un profit en plus, la valeur entière de leur consommation. Dans ce cas comme dans l'autre, la même quantité d'argent serait également restée dans le pays, et de plus il y aurait eu une reproduction d'une valeur égale en choses consommables : il y aurait eu deux valeurs dans ce dernier cas ; dans l'autre, il n'y en aura qu'une.

D'ailleurs, il ne peut pas rester longtemps la même quantité d'argent dans un pays où la valeur du produit annuel va en diminuant. L'argent n'a d'autre fonction que de faire circuler les choses consommables. C'est par son moyen que les *vivres*, les *matières* et l'*ouvrage fait* se vendent et s'achètent, et qu'ils vont se distribuer à leurs consommateurs. Ainsi, la quantité d'argent qui peut annuellement être employée dans un pays est nécessairement déterminée par la valeur des choses consommables qui y circulent annuellement. Celles-ci consistent ou en produit immédiat de la terre et du travail du pays même, ou en quelque chose qui a été acheté avec partie de ce produit. Ainsi leur valeur doit diminuer à mesure que diminue celle de ce produit, et avec leur valeur encore, la quantité d'argent qui peut être employée à les faire circuler. Mais l'argent qui, au moyen de cette diminution annuelle de produit, est annuellement jeté hors de la circulation intérieure, ne restera pas inutile pour cela, l'intérêt de quiconque le possède est qu'il soit employé. Or, n'ayant pas d'emploi au dedans, il sera envoyé à l'étranger en dépit de toutes les lois et prohibitions, et il sera employé à y acheter des choses consommables qui puissent être de quelque usage dans l'intérieur. Son exportation annuelle continuera à ajouter ainsi, pendant quelque temps, à la consommation annuelle du pays, quelque chose au delà du produit annuel du même pays. Ce qui avait été épargné sur ce produit annuel, dans les jours de prospérité, et employé à acheter de l'or et de l'argent, contribuera pour quelque peu de temps à soutenir la consommation du pays dans les jours d'adversité : dans ce cas, l'exportation de l'or et de l'argent n'est pas la cause, mais l'effet de la décadence du pays, et cette exportation peut même soulager pendant quelque temps sa misère au moment de sa décadence.

Au contraire, à mesure qu'augmente la valeur du produit annuel d'un pays, la quantité d'argent doit naturellement y augmenter aussi. La valeur des choses consommables qui doivent circuler annuellement

dans la société étant plus grande, il faudra une plus grande somme d'argent pour les faire circuler. Ainsi une partie de ce surcroît de produit sera naturellement employée à acheter, partout où on pourra s'en procurer, la quantité additionnelle d'or et d'argent nécessaire pour faire circuler le reste. L'augmentation de ces métaux sera, dans ce cas, l'effet et non la cause de la prospérité générale. Partout l'or et l'argent s'achètent de la même manière. Au Pérou comme en Angleterre, le prix qu'on paye pour en avoir représente la nourriture, le vêtement et le logement, en un mot, le revenu et la subsistance de tous ceux dont le travail ou le capital s'emploie à les faire venir de la mine au marché. Le pays qui a de quoi payer ce prix ne sera jamais longtemps sans avoir la quantité de ces métaux dont il a besoin, et jamais aucun pays n'en retiendra longtemps la quantité qui ne lui est pas nécessaire¹.

Ainsi, de quelque manière que nous concevions la richesse et le revenu réel d'un pays, soit que nous les fassions consister, comme le simple bon sens paraît le dicter, dans la valeur du produit annuel de ses terres et de son travail, soit, comme le supposent les préjugés vulgaires, que nous les fassions consister dans la quantité de métaux précieux qui y circulent²; sous l'un ou l'autre de ces points de vue, tout prodigue paraît être un ennemi du repos public, et tout homme économe un bienfaiteur de la société.

Les effets d'une conduite peu sage sont souvent les mêmes que ceux de la prodigalité. Tout projet imprudent et malheureux en agriculture, en mines, en pêcheries, en commerce ou manufactures, tend de même à diminuer les fonds destinés à l'entretien du travail productif. Quoique dans un projet de cette nature le capital ne soit consommé que par des gens productifs seulement, cependant, comme la manière imprudente dont on les emploie fait qu'ils ne reproduisent point la valeur entière de leur consommation, il résulte toujours quelque diminution dans ce qu'aurait été sans cela la masse des fonds productifs de la société.

Il est rare, à la vérité, que la prodigalité ou la conduite imprudente

¹ Voyez livre IV, chap. 1.

² Ces préjugés sont combattus dans le livre IV, notamment dans le premier chapitre.

des individus dans leurs affaires puisse jamais beaucoup influer sur la fortune d'une grande nation, la profusion ou l'imprudence de quelques-uns se trouvant toujours plus que compensée par l'économie et la bonne conduite des autres.

Quant à la profusion, le principe qui nous porte à dépenser, c'est la passion pour les jouissances actuelles, passion qui est, à la vérité, quelquefois très-forte et très-difficile à réprimer, mais qui est en général passagère et accidentelle. Mais le principe qui nous porte à épargner, c'est le désir d'améliorer notre sort; désir qui est en général, à la vérité, calme et sans passion, mais qui naît avec nous et ne nous quitte qu'au tombeau. Dans tout l'intervalle qui sépare ces deux termes de la vie, il n'y a peut-être pas un seul instant où un homme se trouve assez pleinement satisfait de son sort, pour n'y désirer aucun changement ni amélioration quelconque. Or, une augmentation de fortune est le moyen par lequel la majeure partie des hommes se propose d'améliorer son sort; c'est le moyen le plus commun et qui leur vient le premier à la pensée; et la voie la plus simple et la plus sûre d'augmenter sa fortune, c'est d'épargner et d'accumuler, ou régulièrement chaque année, ou dans quelques occasions extraordinaires, une partie de ce qu'on gagne. Ainsi, quoique le principe qui porte à dépenser l'emporte dans presque tous les hommes en certaines occasions, et presque en toutes les occasions dans certaines personnes, cependant dans la plupart des hommes, en prenant en somme tout le cours de leur vie, il semble que le principe qui porte à l'économie, non-seulement prévaut à la longue, mais prévaut même avec force.

A l'égard de la conduite des affaires, le nombre des entreprises sages et heureuses est partout beaucoup plus considérable que celui des entreprises imprudentes et malheureuses. Malgré toutes nos plaintes sur la fréquence des banqueroutes, les malheureux qui tombent dans ce genre d'infortune ne sont qu'en bien petit nombre, comparés à la masse des personnes engagées dans le commerce et dans les affaires de toute espèce; ils ne sont peut-être pas plus d'un sur mille. La banqueroute est peut-être la plus grande calamité et la plus forte humiliation à laquelle puisse être exposé un innocent. Aussi la majeure partie des hommes prennent-ils bien leurs précautions pour l'éviter. A la vérité, il y en a quelques-uns qui ne l'évitent pas, comme il y en a aussi quelques-uns qui ne peuvent venir à bout d'éviter la potence.

Les grandes nations ne s'appauvrissent jamais par la prodigalité et la

mauvaise conduite des particuliers, mais quelquefois bien par celle de leur gouvernement. Dans la plupart des pays, la totalité ou la presque totalité du revenu public est employée à entretenir des gens non productifs. Tels sont les gens qui composent une cour nombreuse et brillante, un grand établissement ecclésiastique, de grandes flottes et de grandes armées qui ne produisent rien en temps de paix, et qui, en temps de guerre, ne gagnent rien qui puisse compenser la dépense que coûte leur entretien, même pendant la durée de la guerre. Les gens de cette espèce ne produisant rien par eux-mêmes, sont tous entretenus par le produit du travail d'autrui. Ainsi, quand ils sont multipliés au delà du nombre nécessaire, ils peuvent, dans une année, consommer une si grande part de ce produit, qu'ils n'en laissent pas assez de reste pour l'entretien des ouvriers productifs, qui devraient le reproduire pour l'année suivante. Le produit de l'année suivante sera donc moindre que celui de la précédente, et si le même désordre allait toujours continuant, le produit de la troisième serait encore moindre que celui de la seconde. Ces hommes non productifs, qui ne devraient être entretenus que sur une partie des épargnes des revenus des particuliers, peuvent quelquefois consommer une si grande portion de la totalité de ces revenus, et par là forcer tant de gens à entamer leur capital et à prendre sur le fonds destiné à l'entretien du travail productif, que toute la frugalité et la sage conduite des individus ne puissent jamais suffire à compenser les vides et les dommages qu'occasionne, dans le produit annuel, cette dissipation violente et forcée des capitaux.

L'expérience semble pourtant nous faire voir que, dans presque toutes les circonstances, l'économie et la sage conduite privée suffisent, non-seulement pour compenser l'effet de la prodigalité et de l'imprudence des particuliers, mais même pour balancer celui des profusions excessives du gouvernement. Cet effort constant, uniforme et jamais interrompu de tout individu pour améliorer son sort; ce principe, qui est la source primitive de l'opulence publique et nationale, aussi bien que de l'opulence privée, a souvent assez de puissance pour maintenir, en dépit des folies du gouvernement et de toutes les erreurs de l'administration, le progrès naturel des choses vers une meilleure condition. Semblable à ce principe inconnu de vie que portent avec eux les espèces animales, il rend souvent à la constitution de l'individu, la santé et la vigueur, non-seulement malgré la maladie, mais même en dépit des absurdes ordonnances du médecin.

Pour augmenter la valeur du produit annuel de la terre et du travail dans une nation, il n'y a pas d'autres moyens que d'augmenter, quant au nombre, les ouvriers productifs, ou d'augmenter, quant à la puissance, la faculté productive des ouvriers précédemment employés. A l'égard du nombre des ouvriers productifs, il est évident qu'il ne peut jamais beaucoup s'accroître que par suite d'une augmentation des capitaux ou des fonds destinés à les faire vivre. Quant à la puissance de produire, elle ne peut s'augmenter dans un même nombre d'ouvriers, qu'autant que l'on multiplie ou que l'on perfectionne les machines et instruments qui facilitent et abrègent le travail, ou bien qu'autant que l'on établit une meilleure distribution ou une division mieux entendue dans le travail. Dans l'un et dans l'autre cas, il faut presque toujours un surcroît de capital. Ce n'est qu'à l'aide d'un surcroît de capital, que l'entrepreneur d'un genre d'ouvrage quelconque pourra pourvoir ses ouvriers de meilleures machines ou établir entre eux une division de travail plus avantageuse. Quand l'ouvrage à faire est composé de plusieurs parties, pour tenir chaque ouvrier constamment occupé à sa tâche particulière, il faut un capital beaucoup plus étendu que lorsque chaque ouvrier est employé indifféremment à toutes les parties de l'ouvrage, à mesure qu'elles sont à faire. Ainsi, lorsque nous comparons l'état d'une nation à deux périodes différentes, et que nous trouvons que le produit annuel de ses terres et de son travail est évidemment plus grand à la dernière de ces deux périodes qu'à la première, que ses terres sont mieux cultivées, ses manufactures plus multipliées et plus florissantes, et son commerce plus étendu; nous pouvons être certains que, pendant l'intervalle qui a séparé ces deux périodes, son capital a nécessairement augmenté, et que la bonne conduite de quelques personnes y a plus ajouté que la mauvaise conduite des autres, ou les folies et les erreurs du gouvernement n'en ont retranché. Or, nous verrons que telle a été la marche de presque toutes les nations, dans les temps où elles ont joui de quelque paix et de quelque tranquillité, même pour celles qui n'ont pas eu le bonheur d'avoir le gouvernement le plus prudent et le plus économe. A la vérité, pour porter là-dessus un jugement un peu sûr, il faut comparer l'état du pays à des périodes assez éloignées l'une de l'autre. Les progrès s'opèrent si lentement pour l'ordinaire, que dans des périodes rapprochées, non-seulement l'avancement n'est pas sensible, mais que souvent le déclin de quelque branche particulière d'industrie,

ou de certaine localité du pays (choses qui peuvent quelquefois arriver dans le temps même où le pays en général est dans une grande prospérité), pourrait faire soupçonner que les richesses et l'industrie générale sont en train de déchoir.

En Angleterre, par exemple, le produit de la terre et du travail est certainement beaucoup plus grand qu'il ne l'était il y a un peu plus d'un siècle, à la restauration de Charles II. Quoique aujourd'hui il y ait, à ce que je présume, très-peu de gens qui révoquent ce fait en doute, cependant, pendant le cours de cette période-là, il ne s'est guère écoulé cinq années de suite, dans lesquelles on n'ait pas publié quelque livre ou quelque pamphlet, écrit même avec assez de talent pour faire impression dans le public, où l'auteur prétendait démontrer que la richesse de la nation allait rapidement vers son déclin, que le pays se dépeuplait, que l'agriculture était négligée, les manufactures tombées et le commerce ruiné; et ces ouvrages n'étaient pas tous des libelles enfantés par l'esprit de parti, cette malheureuse source de tant de productions vénales et mensongères. Beaucoup d'entre eux étaient écrits par des gens fort intelligents et de bonne foi, qui n'écrivaient que ce qu'ils pensaient, et uniquement parce qu'ils le pensaient.

En Angleterre encore, le produit annuel de la terre et du travail était certainement beaucoup plus grand à la restauration que nous ne le pouvons supposer, environ cent ans auparavant, à l'avènement d'Élisabeth. A cette dernière époque encore, il y a tout lieu de présumer que le pays était beaucoup plus avancé en amélioration, qu'il ne l'avait été environ un siècle auparavant, vers la fin des querelles entre les maisons d'York et de Lancastre. Alors même il était vraisemblablement en meilleure situation qu'il n'avait été à l'époque de la conquête normande, et à celle-ci encore, que durant les désordres de l'heptarchie saxonne¹. Enfin, à cette dernière période, c'était un pays assurément plus avancé que lors de l'invasion de Jules César, où les habitants étaient à peu près ce que sont les sauvages du nord de l'Amérique.

Dans chacune de ces périodes cependant, il y eut non-seulement beaucoup de prodigalité particulière et générale, beaucoup de guerres inutiles et dispendieuses, de grandes quantités du produit annuel détournées de l'entretien des gens productifs, pour en entretenir de non

¹ Époque de l'histoire d'Angleterre, où ce pays était divisé en sept royaumes. Ils furent réunis en une monarchie par Egbert, en 827.

productifs, mais il y eut même quelquefois, dans les désordres des guerres civiles, une destruction et un anéantissement si absolu des capitaux, qu'on peut croire que non-seulement l'accumulation des richesses en a été retardée, comme il n'y a pas à en douter, mais que même le pays en est resté, à la fin de cette période, plus pauvre qu'il n'était au commencement. Même dans la plus heureuse et la plus brillante de toutes ces périodes, celle qui s'est écoulée depuis la restauration, combien n'est-il pas survenu de troubles et de malheurs qui, si on eût pu les prévoir, auraient paru devoir entraîner à leur suite non-seulement l'appauvrissement du pays, mais même sa ruine totale ! L'incendie et la peste de Londres, les deux guerres de Hollande, les troubles de la révolution, la guerre d'Irlande, les quatre guerres si dispendieuses avec la France en 1688, 1701, 1742 et 1756, et en outre les deux rébellions de 1715 et 1745. Dans le cours des quatre guerres de France, la nation a contracté plus de 145 millions de liv. sterling de dettes, outre toutes les autres dépenses extraordinaires que ces guerres ont occasionnées annuellement, de manière qu'on ne peut pas compter pour le tout moins de 200 millions de liv. sterling.

Cette immense portion du produit annuel des terres et du travail du pays a été employée, en différentes circonstances, depuis la révolution, à entretenir un nombre extraordinaire de salariés non-productifs. Or, si toutes ces guerres n'eussent pas fait prendre cette direction particulière à un aussi énorme capital, la majeure partie en aurait été naturellement consacrée à l'entretien de bras productifs, dont le travail aurait remplacé, avec un profit en plus, la valeur totale de leur consommation. Chaque année, la valeur du produit annuel des terres et du travail du pays en aurait considérablement augmenté, et l'augmentation de chaque année aurait contribué à augmenter encore davantage le progrès de l'année suivante. On aurait bâti plus de maisons, on aurait amélioré plus de terres, et celles qui étaient déjà améliorées auraient été mieux cultivées; il se serait établi un plus grand nombre de manufactures, et celles déjà établies auparavant auraient fait plus de progrès; enfin, il n'est peut-être pas très-facile d'imaginer jusques à quel degré d'élévation se fussent portés la richesse et le revenu réel du pays¹.

¹ La guerre d'Amérique et les dernières guerres avec la France occasionnèrent une dépense de sang et de trésors qui n'a pas d'égale dans l'histoire du monde.

Mais quoique les profusions du gouvernement aient dû, sans contredit, retarder le progrès naturel de l'Angleterre vers l'amélioration et l'opulence, elles n'ont pu néanmoins venir à bout de l'arrêter. Le produit annuel des terres et du travail y est aujourd'hui indubitablement beaucoup plus grand qu'il ne l'était ou à l'époque de la restauration, ou à celle de la révolution. Il faut donc, par conséquent, que le capital qui sert annuellement à cultiver ces terres et à maintenir ce travail soit aussi beaucoup plus grand. Malgré toutes les contributions excessives exigées par le gouvernement, ce capital s'est accru insensiblement et dans le silence par l'économie privée et la sage conduite des particuliers, par cet effort universel, constant et non interrompu de chacun d'eux pour améliorer leur sort individuel. C'est cet effort sans cesse agissant sous la protection de la loi, et que la liberté laisse s'exercer dans tous les sens et comme il le juge à propos ; c'est lui qui a soutenu les progrès de l'Angleterre vers l'amélioration et l'opulence, dans presque tous les moments, par le passé, et qui fera de même pour l'avenir, à ce qu'il faut espérer. Et pourtant, si l'Angleterre n'a jamais eu le bonheur d'avoir un gouvernement très-économique, l'économie n'a jamais été non plus dans aucun temps la vertu dominante de ses habitants. C'est donc une souveraine inconséquence et une extrême présomption

La somme de la dette non rachetée, consolidée et non consolidée, qui s'élevait environ à 145 millions sterling en 1772, s'élève aujourd'hui (1838) à 785 millions sterling, et en outre des sommes immenses obtenues par les emprunts, le produit brut des taxes levées dans la Grande-Bretagne et en Irlande pendant la dernière guerre dépasse la somme énorme de 1500 millions sterling ! Et cependant la population, les manufactures, l'agriculture, le commerce n'en firent pas moins des progrès plus rapides qu'ils n'avaient fait jusque-là. L'exécution de tant de docks nouveaux, de routes, de canaux, l'infinie variété d'entreprises coûteuses exécutées pendant la durée des hostilités, montrent que les économies de la masse du peuple dépassèrent grandement les dépenses militaires du gouvernement et les dépenses imprudentes des individus.

MAC CULLOCH.

* Le commentateur explique ces merveilleux phénomènes par la sécurité dont jouit la propriété en Angleterre, par la liberté de l'industrie, la diffusion universelle de l'instruction, etc... Un économiste américain, Carey, a donné de ces faits une explication qui nous semble plus générale et plus vraie : c'est que les énormes dépenses de la guerre ont profité, en Angleterre, aux classes aisées et n'ont frappé que les classes laborieuses. Mac Culloch nous a appris plus haut que, pendant la guerre avec la France, l'Etat a payé jusqu'à 10 p. 100 à ses prêteurs ; avec de pareils profits, ils pourraient largement subventionner l'industrie : la guerre a enrichi les riches et appauvri les pauvres.

de la part des princes et des ministres, que de prétendre surveiller l'économie des particuliers et restreindre leur dépense par des lois somptuaires ou par des prohibitions sur l'importation des denrées étrangères de luxe. Ils sont toujours, et sans exception, les plus grands dissipateurs de la société. Qu'ils surveillent seulement leurs propres dépenses, et ils pourront s'en reposer sans crainte sur chaque particulier pour régler la sienne. Si leurs propres dissipations ne viennent pas à bout de ruiner l'État, certes celles des sujets ne le ruineront jamais.

Si l'économie augmente la masse générale des capitaux, et si la prodigalité la diminue, la conduite de ceux qui dépensent tout juste leur revenu, sans rien amasser ni sans entamer leurs fonds, ne l'augmente ni ne la diminue. En outre, il y a certaines manières de dépenser, qui semblent contribuer plus que d'autres à l'accroissement de l'opulence générale.

Le revenu d'un particulier peut se dépenser, ou en choses qui se consomment immédiatement et pour lesquelles la dépense d'un jour ne peut être ni un soulagement ni une augmentation pour celle d'un autre jour, ou bien en choses plus durables, et qui par conséquent peuvent s'accumuler, et pour lesquelles la dépense de chaque jour peut, au choix du maître, ou alléger la dépense du jour suivant, ou la relever et la rendre plus apparente et plus magnifique. Par exemple, un homme riche peut dépenser son revenu à tenir une table abondante et somptueuse, à entretenir un grand nombre de domestiques, à avoir une multitude de chiens et de chevaux; ou bien, en se contentant d'une table frugale et d'un domestique peu nombreux, il peut placer la plus grande partie de son revenu à embellir ses maisons de ville et de campagne, à élever des bâtiments pour son agrément ou sa commodité, à acheter des meubles pour l'usage ou pour la décoration, à faire des collections de livres, de statues, de tableaux. Il peut placer ce revenu en choses plus frivoles, en bijoux, en colifichets ingénieux de différentes espèces, et enfin, dans la plus vaine de toutes les frivolités, en une immense garde-robe de magnifiques habits, comme le ministre et le favori d'un grand prince mort depuis peu d'années¹. Que deux hommes égaux en fortune dépensent chacun leur revenu,

¹ Vraisemblablement le comte de Bruhl, ministre et grand chambellan du roi de Pologne. Il laissa à sa mort une garde-robe composée de trois cent soixante-cinq habits tous extrêmement riches.

l'un de la première de ces deux manières, l'autre de la seconde, la magnificence de celui dont la dépense aurait consisté surtout en choses durables, irait continuellement en augmentant, parce que la dépense de chaque jour contribuerait en quelque chose à rehausser et à agrandir l'effet de la dépense du jour suivant ; la magnificence de l'autre, au contraire, ne serait pas plus grande à la fin de sa carrière qu'au commencement. Le premier se trouverait aussi, à la fin, le plus riche des deux. Il se trouverait avoir un fonds de richesses d'une espèce ou d'une autre, qui, sans valoir ce qu'elles auraient coûté, ne laisseraient pas cependant de valoir toujours beaucoup. De la dépense de l'autre, il ne resterait ni indices ni vestiges quelconques, et l'effet de dix ou de vingt ans de profusions serait aussi complètement anéanti que si elles n'eussent jamais eu lieu.

Si l'une de ces deux manières de dépenser est plus favorable que l'autre à l'opulence de l'individu, elle l'est pareillement à celle du pays. Les maisons, les meubles, les vêtements du riche, au bout de quelque temps, servent aux classes moyennes ou inférieures du peuple. Celles-ci sont à même de les acheter quand la classe supérieure est lasse de s'en servir ; quand cette manière de dépenser devient générale parmi les gens de haute fortune, la masse du peuple se trouve successivement mieux fournie de tous les genres de commodités. Il n'est pas rare de voir dans les pays qui ont été longtemps riches, les classes inférieures du peuple en possession de logements et de meubles encore bons et entiers, mais qui n'auraient jamais été ni construits ni fabriqués pour l'usage de ceux qui les possèdent. Ce qui était autrefois un château de la famille de Seymour, est à présent une auberge sur la route de Bath. Le lit de nocces de Jacques I^{er}, roi d'Angleterre, qui lui fut apporté de Danemarck par la reine son épouse, comme un présent digne d'être offert à un souverain par un autre souverain, servait d'ornement, il y a quelques années, dans un cabaret à bière de Dummerline. Dans quelques anciennes villes, dont l'état a été longtemps stationnaire ou a été quelque peu en déclinant, vous trouverez quelquefois à peine une seule maison qui ait pu être bâtie pour l'espèce de gens qui l'habitent. Si vous entrez aussi dans ces maisons, vous y trouverez encore fort souvent d'excellents meubles, quoique de forme antique, mais très-bons pour le service, et qui n'ont pas été faits pour ceux qui s'en servent. De superbes palais, de magnifiques maisons de campagne, de grandes bibliothèques, de riches collections de statues,

de tableaux et d'autres curiosités de l'art et de la nature font souvent l'ornement et la gloire, non-seulement de la localité qui les possède, mais même de tout le pays. Versailles embellit la France et lui fait honneur, comme Stowe et Wilton à l'Angleterre. L'Italie attire encore en quelque sorte les respects du monde par la multitude de monuments qu'elle possède en ce genre, quoique l'opulence qui les a fait naître ait bien déchu, et que le génie qui les a créés semble tout à fait éteint, peut-être faute de trouver autant d'emploi.

De plus, la dépense qu'on place en choses durables est favorable, non-seulement à l'accumulation des richesses, mais encore à l'économie. Si la personne qui fait cette dépense la portait une fois jusqu'à l'excès, elle peut aisément se réformer sans s'exposer aux critiques du public. Mais réduire de beaucoup le nombre de ses domestiques, réformer une table somptueuse pour en tenir une simple et frugale, mettre bas l'équipage après l'avoir eu quelque temps, tous ces changements ne peuvent manquer d'être observés par les voisins, et ils semblent porter avec eux un aveu tacite qu'on s'est précédemment conduit avec peu de sagesse. Aussi, parmi ceux qui ont été une fois assez imprudents pour se laisser emporter trop loin dans ce genre de dépense, y en a-t-il bien peu qui aient par la suite le courage de revenir sur leurs pas avant d'y être contraints par la banqueroute et le désastre complet de leur fortune. Mais qu'une personne se soit une fois laissée aller à de trop fortes dépenses en bâtiments, en meubles, en livres ou en tableaux, elle pourra très-bien changer de conduite, sans qu'on en infère pour cela qu'elle ait jamais manqué de prudence. Ce sont des choses dans lesquelles la dépense précédemment faite est une raison pour qu'il soit inutile d'en faire davantage ; et quand une personne s'arrête tout à coup dans ce genre de dépense, rien n'annonce que ce soit pour avoir dépassé les bornes de sa fortune, plutôt que pour avoir satisfait ce genre de fantaisie.

D'un autre côté, la dépense consacrée à des choses durables fait vivre ordinairement une bien plus grande quantité de gens que celle qu'on emploie à tenir la table la plus nombreuse. Sur deux ou trois cents livres pesant de vivres qui seront quelquefois servies dans un grand repas, la moitié peut-être est jetée, et il y en a toujours une grande quantité dont on fait abus ou dégât. Mais si la dépense de ce festin eût été mise à faire travailler des maçons, des charpentiers, des tapissiers, des artistes, la même valeur en vivres se serait trouvée distribuée entre

un bien plus grand nombre de gens qui les eussent achetés livre par livre, et qui n'en auraient ni gâté ni laissé perdre une once. D'ailleurs, une dépense ainsi faite entretient des gens productifs; faite de l'autre manière, elle nourrit des gens inutiles. Par conséquent, l'une augmente la valeur échangeable du produit annuel des terres et du travail du pays, et l'autre ne l'augmente pas.

Il ne faut pourtant pas croire que je veuille dire par là que l'un de ces genres de dépense annonce toujours plus de générosité et de noblesse dans le caractère que l'autre. Quand un homme riche dépense principalement son revenu à tenir grande table, il se trouve qu'il partage la plus grande partie de son revenu avec ses amis et les personnes de sa société; mais quand il l'emploie à acheter de ces choses durables dont nous avons parlé, il le dépense alors souvent en entier pour sa propre personne, et ne donne rien à qui que ce soit sans recevoir l'équivalent. Par conséquent, cette dernière façon de dépenser, quand elle porte surtout sur des objets de frivolité, sur de petits ornements de parure et d'ameublement, sur des bijoux, des colifichets et autres bagatelles, est souvent une indication non-seulement de légèreté dans le caractère, mais même de mesquinerie et d'égoïsme. Tout ce que j'ai prétendu dire, c'est que l'une de ces manières de dépenser, occasionnant toujours quelque accumulation de choses précieuses, étant plus favorable à l'économie privée, et par conséquent à l'accroissement du capital de la société; enfin, servant à l'entretien des gens productifs, plutôt que des non productifs, tendait plutôt que l'autre à l'augmentation et aux progrès de la fortune publique.

CHAPITRE IV.

DES FONDS PRÊTÉS À INTÉRÊT.

Les fonds prêtés à intérêt sont toujours regardés par le prêteur comme un capital. Il s'attend qu'à l'époque convenue ces fonds lui seront rendus, et qu'en même temps l'emprunteur lui payera une certaine rente annuelle pour les avoir eus à sa disposition. L'emprunteur peut disposer de ses fonds, ou comme d'un capital, ou comme de fonds destinés à servir immédiatement à sa consommation : s'il s'en sert comme d'un capital, il les emploie à faire subsister des ouvriers productifs qui en

reproduisent la valeur avec un profit ; dans ce cas, il peut et rendre le capital et payer l'intérêt, sans aliéner ou sans entamer aucune autre source de revenu : s'il s'en sert comme de fonds destinés immédiatement à sa consommation, il agit en prodigue et dissipe en subsistances données à la fainéantise ce qui était destiné à l'entretien de l'industrie ; dans ce cas, il ne peut ni rendre le capital ni payer l'intérêt, sans aliéner ou entamer quelque autre source de revenu, telle qu'une propriété ou une rente de terre.

Les fonds prêtés à intérêt sont sans contredit employés, suivant les circonstances, tant de l'une que de l'autre de ces deux manières, mais bien plus fréquemment de la première que de la seconde. Celui qui emprunte pour dépenser sera bientôt ruiné, et celui qui lui prête aura lieu en général de se repentir de son imprudence : ainsi, dans tous les cas où il n'est pas question de prêt à usure, il est contre l'intérêt des deux parties d'emprunter, comme de prêter, pour une pareille destination ; et quoique sans doute il y ait des gens à qui il arrive quelquefois de faire l'un et l'autre, toutefois, d'après l'attention que tout homme porte à ses intérêts, nous pouvons être bien sûrs que cela n'arrive pas aussi souvent que nous pourrions nous l'imaginer. Demandez à tout homme riche qui ne sera pas plus imprudent qu'un autre, à qui de ces deux espèces de gens il a prêté le plus de ses fonds, ou à ceux qu'il jugeait avoir intention d'en faire un emploi profitable, ou à ceux qui étaient dans le cas de les dépenser en pure perte ; à coup sûr il trouvera votre question fort étrange. Ainsi, même parmi les emprunteurs, qui ne forment pas la classe d'hommes où il faille chercher l'économie, le nombre des économes et des laborieux surpasse de beaucoup celui des prodiges et des fainéants.

Les seules gens à qui on prête communément des fonds¹ sans qu'on

¹ La profession de prêteur d'argent, bien qu'elle n'ait été proscrite que depuis l'établissement du christianisme, et seulement chez les peuples chrétiens, n'a pourtant été populaire à aucune époque et dans aucun pays. Ceux qui sacrifient le présent à l'avenir sont naturellement les objets de l'envie de ceux qui ont sacrifié l'avenir au présent. Les enfants qui ont mangé leur gâteau, sont les ennemis naturels de ceux qui ont conservé le leur. Tant qu'on espère obtenir l'argent dont on a besoin, et quelque temps encore après qu'on l'a obtenu, on regarde celui qui prête comme un ami et un bienfaiteur ; mais bientôt l'argent est dépensé, et arrive l'heure maudite où il faut payer. Le bienfaiteur alors se trouve avoir changé de nature : ce

s'attende qu'ils en feront un emploi très-profitable, ce sont les propriétaires ruraux qui empruntent par hypothèque ; encore n'empruntent-ils presque jamais purement en vue de dépenser : on peut dire que ce qu'ils empruntent est ordinairement dépensé avant qu'ils l'empruntent. C'est en général pour avoir consommé trop de marchandises qui leur ont été avancées à crédit par des fournisseurs ou des artisans, qu'ils se voient enfin dans la nécessité d'emprunter à intérêt pour s'acquitter. Le capital emprunté remplace les capitaux de ces fournisseurs et de ces artisans, que jamais ces propriétaires n'auraient pu remplacer avec les rentes de leurs domaines : il n'est pas proprement emprunté pour être dépensé, mais pour remplacer un capital déjà dépensé.

Presque tous les prêts à intérêt sont faits en argent, soit papier, soit espèces ; mais la chose dont vraiment l'emprunteur a besoin, celle que le prêteur lui fournit réellement, ce n'est pas l'argent, c'est la valeur de l'argent ; ce sont les marchandises qu'on peut acheter avec. Si l'emprunteur entend se servir de l'argent comme fonds destiné immédiatement à sa consommation, il n'y a que ces marchandises qui soient de nature à être mises à cet usage : s'il en a besoin comme d'un capital pour faire aller quelque genre d'industrie, il n'y a encore que ces marchandises qui puissent servir aux gens de travail, comme outils, matières et subsistances pour exécuter leur ouvrage. Par le prêt, le prêteur délègue

n'est plus qu'un tyran et un oppresseur, car c'est une oppression que de réclamer son argent, tandis qu'il est tout naturel de ne pas rendre celui qu'on doit. Chez les gens irréfécibis, c'est-à-dire dans la grande masse du genre humain, les affections égoïstes conspirent avec les affections sociales, pour attirer toute la faveur sur le dissipateur, et pour refuser toute justice à l'homme économe qui a fourni à ses besoins. Le premier, quel que soit le point de sa carrière auquel il soit parvenu, est toujours assuré de voir l'intérêt public, sous une forme ou sous une autre, s'attacher à sa personne ; tandis que le second, à aucune époque de sa vie, ne doit s'attendre à une pareille faveur. Ceux qui vivent avec un homme sont intéressés à ce que sa dépense soit au moins aussi élevée que sa fortune le comporte, attendu qu'il n'y a point d'espèce de dépense dans laquelle un individu puisse se jeter, dont les avantages ne soient partagés à un degré ou à un autre par tous ceux qui l'entourent. De là cette loi éternelle qui interdit à tout homme, sous peine d'infamie, la faculté de réduire sa dépense au-dessous de sa fortune, en lui laissant toujours celle, d'ailleurs, de la porter au-dessus, tout autant qu'il peut juger à propos de le faire. Or, il peut bien arriver que les moyens que l'on attribue à un individu, par suite de cette loi, soient de beaucoup au-dessus de ceux qu'il possède réelle-

pour ainsi dire à l'emprunteur son droit à une certaine portion du produit annuel de la terre et du travail du pays, pour en user comme il lui plaît.

Ce qui détermine donc la quantité de fonds, ou, comme on dit communément, d'argent qui peut être prêtée à intérêt dans un pays, ce n'est pas la valeur de l'argent, papier ou espèces, qui sert d'instrument aux différents prêts qui se font dans le pays, mais c'est la valeur de cette portion du produit annuel qui, au sortir de la terre ou des mains des ouvriers productifs, est non-seulement destinée à remplacer un capital, mais encore un capital que le possesseur ne se soucie pas de prendre la peine d'employer lui-même. Comme ces capitaux sont ordinairement prêtés et remboursés en argent, ils constituent ce qu'on nomme intérêt de l'argent. Cet intérêt est différent, non-seulement de celui que donnent les fonds de terre, mais encore de celui que rendent les entreprises de commerce et de manufacture, lorsque dans celles-ci les propriétaires des capitaux en font eux-mêmes l'emploi. Cependant, même dans l'intérêt de l'argent, l'argent n'est pour ainsi dire que le contrat de délégation qui transporte d'une main dans une autre ces capitaux que les possesseurs ne se soucient pas d'employer eux-mêmes. Ces capitaux peuvent être infiniment plus grands que la somme d'argent qui sert comme d'instrument pour en faire le transport; les

ment, mais il n'arrive jamais qu'ils soient au-dessous. Il existe généralement une relation si intime entre l'idée de dépense et celle de mérite, qu'une disposition à dépenser trouve faveur, même aux yeux des gens qui savent que l'individu qui s'y abandonne excède ses propres ressources, et que le premier venu, par suite de cette association d'idées, et sans autre recommandation qu'un penchant à la dissipation, peut facilement acquérir un fonds permanent de considération, au préjudice des individus eux-mêmes aux dépens desquels il a satisfait ses appétits et son orgueil. Le lustre que l'étalage d'une richesse empruntée a jeté sur son caractère, soumet les hommes à son insolence pendant tout le cours de sa prospérité, et lorsque enfin la main de l'adversité vient s'appesantir sur sa tête, le souvenir de la hauteur d'où il est tombé couvre ses injustices du voile de la compassion.

La conduite de l'homme économe est toute différente. Son opulence permanente lui attire une partie au moins de l'envie qui s'attache à la splendeur passagère du prodigue; mais l'usage qu'il en fait ne lui permet pas de prétendre à la faveur qui attend ce dernier; c'est que personne ne peut participer à la satisfaction que lui procure sa fortune, satisfaction qui se compose seulement du plaisir de la possession actuelle et de l'espérance de jouir de ses épargnes à quelque époque éloignée.

mêmes pièces de monnaie servant successivement pour plusieurs différents prêts, tout comme elles servent pour plusieurs différents achats. Par exemple, A prête à X, 1,000 livres, avec lesquelles X achète immédiatement de B pour la valeur de 1,000 livres de marchandises. B n'ayant pas besoin de cet argent pour lui-même, prête identiquement les mêmes pièces à Y, avec lesquelles Y achète aussitôt de C pour 1,000 livres d'autres marchandises. C de même, et pour la même raison, prête cet argent à Z, qui en achète aussi d'autres marchandises de D. Par ce moyen, les mêmes pièces, soit de métal, soit de papier, peuvent, dans le courant de quelques jours, servir d'instrument à trois différents prêts et à trois différents achats, chacun desquels est de valeur égale au montant total de ces pièces. Ce que les trois capitalistes A, B, C, transportent aux trois emprunteurs X, Y, Z, c'est le pouvoir de faire ces achats ; c'est dans ce pouvoir que consiste la valeur du prêt et son utilité. Le capital prêté par ces trois capitalistes est égal à la valeur des marchandises qu'on peut acheter avec, et il est trois fois plus grand que la valeur de l'argent avec lequel se font les achats. Cependant ces prêts peuvent être tous parfaitement bien assurés ; les marchandises achetées par les différents débiteurs étant employées de manière à rendre, au terme convenu, une valeur égale en argent ou en

qui peut-être pour lui n'arrivera jamais. Au milieu de son opulence, les autres hommes le regardent donc comme une espèce de banqueroutier, qui refuse de faire honneur aux mandats que leur rapacité voudrait tirer sur lui, et qui, en cela, est d'autant plus coupable, qu'il ne peut alléguer son impuissance pour excuse.

Si l'on pouvait encore douter de la défaveur qui s'attache au prêteur dans ses rapports avec l'emprunteur, et de la disposition du public à sacrifier l'intérêt du premier à celui du dernier, on en trouverait une preuve concluante dans ce qui se passe au théâtre. Le moyen de succès que la réflexion ne peut manquer de suggérer à un auteur dramatique, et celui auquel il doit naturellement recourir, sans même s'en rendre compte, consiste à conformer ses ouvrages aux passions et aux caprices du public. Il peut bien sans doute, comme cela arrive si souvent, afficher la prétention de donner la loi à ses juges ; mais malheur à lui si effectivement il prétendait leur en donner une autre que celle qu'ils sont disposés à recevoir ! S'il entreprend de faire faire un seul pas au public, ce ne doit être qu'avec la plus grande précaution, et à la condition pour lui-même d'en faire douze à son tour sous la direction de ceux qu'il a voulu guider. Maintenant, je demande si, parmi toutes les situations dans lesquelles un emprunteur et un prêteur ont été produits sur la scène, depuis les jours de Thespis jusqu'aux nôtres, il en est une seule dans laquelle

papier, avec un profit en plus. Si ces mêmes pièces de monnaie peuvent ainsi servir d'instrument à différents prêts pour trois fois, et par la même raison pour trente fois leur valeur, elles peuvent pareillement servir autant de fois successivement d'instrument de remboursement.

De cette manière on peut regarder un capital prêté à intérêt, comme une délégation, faite par le prêteur à l'emprunteur, d'une portion quelconque du produit annuel, sous la condition qu'en retour l'emprunteur lui délèguera annuellement, pendant tout le temps de la durée du prêt, une portion plus petite, appelée l'intérêt, et à l'échéance du prêt, une portion pareille à celle qui a été originairement déléguée; ce qui s'appelle le remboursement. Quoique l'argent, soit papier, soit espèces, serve en général d'instrument de délégation, tant pour la petite portion que pour la grande, il n'en est pas moins tout à fait distinct de la chose qu'on délègue par son moyen.

A mesure que s'augmente dans un pays cette partie du produit annuel qui, au sortir de la terre ou des mains des ouvriers productifs, est destinée à remplacer un capital, ce qu'on appelle capitaux pécuniaires ou argent à prêter, y grossit en même temps. L'accroissement de ces fonds particuliers dont les possesseurs veulent tirer un bénéfice, sans prendre la peine de les employer eux-mêmes, est une suite naturelle de l'accroissement de la masse générale des capitaux, ou, pour parler au-

le premier ne soit pas recommandé à la faveur du public, d'une manière ou d'une autre, soit à son admiration, soit à son amour, soit à sa pitié, soit même à ces trois sentiments réunis; et où l'autre, l'homme économe, ne soit voué à l'infamie?

De l'action de toutes ces causes diverses, il résulte que, toutes les fois qu'on en vient à examiner et à régler les intérêts de ces parties, en apparence rivales, le profit fait par l'emprunteur passe si facilement inaperçu, tandis que celui du prêteur se présente sous un point de vue si exagéré, et que, bien que le préjugé se soit modéré au point de permettre au prêteur de tirer quelque profit de son argent, dans la crainte sans doute que l'emprunteur ne fût privé de son secours, celui-ci continue à être l'objet de toutes les faveurs de la loi, tandis qu'elle ne cesse de réduire le bénéfice du prêteur. Ce bénéfice d'abord fut limité à 10 p. 100, puis à 8, puis à 6, puis à 5, et dernièrement il a été question de le réduire à 4, en se réservant constamment, bien entendu, la liberté de le réduire encore, et aussi bas que possible. Le fardeau de ces restrictions a été destiné exclusivement au prêteur, mais, dans la réalité, il pèse bien plus lourdement sur l'emprunteur, c'est-à-dire sur l'individu qui parvient effectivement à emprunter, ou sur celui qui désire vainement d'y parvenir.

BENTHAM.

trement, à mesure que les capitaux se multiplient, la quantité de fonds à prêter à intérêt devient successivement de plus en plus grande.

A mesure que la quantité des fonds à prêter à intérêt vient à augmenter, l'intérêt ou le prix qu'il faut payer pour l'usage du capital va nécessairement en diminuant, non-seulement en vertu de ces causes générales qui font que le prix de marché de toutes choses diminue à mesure que la quantité de ces choses augmente, mais encore en vertu d'autres causes qui sont particulières à ce cas-ci. A mesure que les capitaux se multiplient dans un pays, le profit qu'on peut faire en les employant diminue nécessairement : il devient successivement de plus en plus difficile de trouver dans ce pays une manière profitable d'employer un nouveau capital. En conséquence, il s'élève une concurrence entre les différents capitaux, le possesseur d'un capital faisant tous ses efforts pour s'emparer de l'emploi qui se trouve occupé par un autre. Mais le plus souvent il ne peut espérer d'obtenir l'emploi de cet autre capital, à moins d'offrir à de meilleures conditions. Il se trouve obligé, non-seulement de vendre la chose sur laquelle il commerce un peu meilleur marché, mais encore, pour trouver occasion de la vendre, il est quelquefois aussi obligé de l'acheter plus cher. Le fonds destiné à l'entretien du travail productif grossissant de jour en jour, la demande qu'on fait de ce travail devient¹ aussi de jour en jour plus grande : les ouvriers trouvent aisément de l'emploi, mais les possesseurs de capitaux ont de la difficulté à trouver des ouvriers à employer. La concurrence des capitalistes fait hausser les salaires du travail et fait baisser les profits. Or, lorsque le bénéfice qu'on peut retirer de l'usage d'un capital se trouve pour ainsi dire rogné à la fois par les deux bouts, il faut bien nécessairement que le prix qu'on peut payer pour l'usage de ce capital diminue en même temps que ce bénéfice.

¹ On peut regarder le prix de l'intérêt comme une espèce de niveau au-dessous duquel tout travail, toute culture, toute industrie, tout commerce cessent. C'est comme une mer répandue sur une vaste contrée : les sommets des montagnes s'élèvent au-dessus des eaux et forment des îles fertiles et cultivées. Si cette mer vient à s'écouler, à mesure qu'elle descend, les terrains en pente, puis les plaines et les vallons paraissent et se couvrent de productions de toute espèce. Il suffit que l'eau monte ou s'abaisse d'un pied pour inonder ou pour rendre à la culture des plages immenses. C'est l'abondance des capitaux qui anime toutes les entreprises, et le bas intérêt de l'argent est tout à la fois l'effet et l'indice de l'abondance des capitaux.

MM. Locke, Law et Montesquieu, ainsi que plusieurs autres écrivains, paraissent s'être imaginé que l'augmentation survenue dans la quantité de l'or et de l'argent, en conséquence de la découverte des Indes occidentales espagnoles, était la vraie cause qui avait fait baisser le taux de l'intérêt dans la majeure partie de l'Europe. Ces métaux, disent-ils, ayant baissé de valeur en eux-mêmes, l'usage d'une portion quelconque de ces métaux eut aussi moins de valeur, et par conséquent le prix qu'il fallait payer pour avoir droit à cet usage dut aussi baisser. Cette idée, qui semble tout à fait plausible au premier coup d'œil, a été si bien approfondie par M. Hume, qu'il est peut-être superflu d'en rien dire. Cependant un raisonnement très-court et très-simple peut servir encore à faire voir plus clairement l'erreur qui semble avoir fait illusion à ces écrivains.

Il paraît qu'avant la découverte des Indes occidentales espagnoles, le taux ordinaire de l'intérêt dans la majeure partie de l'Europe était à 10 pour 100. Depuis cette époque il est tombé, dans différents pays, à 6, 5, 4 et 3 pour 100. Supposons que dans chaque pays en particulier la valeur de l'argent ait baissé exactement dans la même proportion que le taux de l'intérêt, et que dans le pays, par exemple, où l'intérêt a été réduit de 10 pour 100 à 5, la même quantité d'argent puisse maintenant acheter tout juste en marchandises la moitié de ce qu'elle en aurait acheté auparavant. Je ne crois pas que nulle part on trouve cette supposition conforme à la vérité des choses, mais elle est la plus favorable à l'opinion que nous avons à examiner; cependant dans cette supposition même, il est absolument impossible que la baisse de la valeur de l'argent ait la moindre tendance à faire baisser le taux de l'intérêt. Si dans ces pays-là 100 livres aujourd'hui n'ont pas plus de valeur que 50 livres n'en avaient alors, nécessairement aussi 10 livres n'y ont pas aujourd'hui plus de valeur que 5 n'en avaient alors. Quelles que soient les causes qui fassent baisser la valeur du capital, il faut de toute nécessité qu'elles fassent baisser en même temps celle de l'intérêt, et précisément dans la même proportion. La proportion entre la valeur du capital et celle de l'intérêt sera toujours restée la même, si l'on ne change rien au taux de l'intérêt. En changeant le taux, au contraire, la proportion entre ces deux valeurs se trouve nécessairement changée. Si aujourd'hui 100 livres ne valent pas plus que 50 livres ne valaient alors, 5 livres aujourd'hui ne vaudront pas plus que ne valaient alors 2 livres 10 sous. Ainsi en réduisant le taux de l'in-

térêt de 10 pour 100 à 5, nous donnons pour l'usage d'un capital qu'on suppose égal à la moitié de sa première valeur, un intérêt qui ne vaut plus que le quart du premier intérêt.

Toute augmentation survenue dans la quantité de l'argent, tant que la quantité des marchandises qu'il fait circuler reste la même, ne pourrait produire d'autre effet que de diminuer la valeur de ce métal¹. La valeur nominale de toute espèce de choses serait plus grande, mais leur valeur réelle serait précisément la même qu'auparavant. Elles s'échangeraient contre un plus grand nombre de pièces d'argent qu'auparavant, mais la quantité de travail qu'elles pourraient commander, le nombre de gens qu'elles pourraient faire subsister et tenir employés, serait toujours précisément le même. Le capital du pays serait toujours le même, encore que, pour en transporter la même portion d'une main à l'autre, il fallût un plus grand nombre de pièces d'argent. Les instru-

¹ Le législateur est rarement intervenu dans la fixation du prix des marchandises autres que l'argent, et le peu qu'il ait jamais fait à cet égard se recommande beaucoup plus par la droiture de l'intention que par la rectitude du jugement ou le succès de l'entreprise. Placer de l'argent à intérêt, c'est échanger de l'argent actuel contre de l'argent futur. Il s'agirait de montrer maintenant comment un système universellement considéré comme absurde, en tant qu'appliqué aux échanges en général, pourrait être jugé nécessaire dans le cas de cette espèce particulière d'échange. Il n'existe point de dénomination spéciale de marque d'infamie pour celui qui tire le plus de parti possible de l'usage qu'il concède de toute autre chose que de l'argent, d'une maison, par exemple ; personne n'éprouve de honte de se conduire ainsi, et il n'est pas ordinaire de voir affichée la prétention contraire : comment se fait-il donc qu'un homme qui cherche à faire valoir une somme d'argent de la manière la plus avantageuse, à en tirer 6, 7 ou même 10 pour 100, mérite plutôt, dans ce cas, le nom flétrissant d'usurier, que dans celui où, achetant une maison avec la même somme, il tirerait de ce marché un bénéfice équivalent ? J'avoue que, pour mon compte, c'est ce que je ne saurais comprendre.

Ce que je ne conçois pas davantage, c'est pourquoi le législateur a plutôt limité le taux de l'intérêt quant au maximum qu'au minimum, pourquoi il s'est montré plutôt hostile envers la classe des propriétaires d'argent qu'envers toute autre ; pourquoi il s'est plutôt proposé de les empêcher de faire au delà d'un certain bénéfice que de les empêcher d'en faire un moindre ; pourquoi, en un mot, il n'a pas aussi bien porté des peines contre celui qui offrirait un intérêt moindre que 5 pour 100, que contre celui qui accepterait un intérêt plus élevé. J'abandonne à d'autres le soin de résoudre ces difficultés, car, pour moi, c'est beaucoup plus que je ne saurais faire.

BENTHAM.

uments de la délégation, semblables aux actes d'un notaire diffus dans son style, seraient plus volumineux, mais la chose déléguée serait toujours exactement la même qu'auparavant, et ne pourrait toujours produire que le même effet. Le fonds destiné à l'entretien du travail productif étant le même, la demande qu'on ferait de ce travail serait toujours la même. Ainsi son prix ou son salaire, quoique nominale-ment plus grand, serait le même quant à sa valeur réelle. On le payerait, à la vérité, avec une plus grande quantité de pièces d'argent, mais il n'achèterait toujours que la même quantité de choses. Les profits des capitaux seraient toujours les mêmes, réellement et même nominalement, car le salaire du travail se compte ordinairement par la quantité d'argent qu'on paye à l'ouvrier; ainsi quand cette quantité augmente, le salaire semble en apparence avoir augmenté, quoiqu'il ne soit pas pour cela quelquefois plus fort qu'auparavant; au lieu que les profits des capitaux ne se comptent pas par le nombre de pièces d'argent avec lequel on les paye, mais par la proportion qu'il y a entre ces pièces et le capital employé. Ainsi on dira que, dans tel endroit, le salaire du travail est communément de 5 schellings par semaine, et les profits des capitaux à 10 pour 100. Or, la masse totale des capitaux du pays étant toujours la même qu'auparavant, la concurrence entre les différents capitaux des particuliers dans les mains desquels cette masse est répandue, sera aussi la même. Les avantages et désavantages des différents emplois de capitaux seront ce qu'ils étaient auparavant. Par conséquent le capital et l'intérêt resteront en général, l'un à l'égard de l'autre, dans la même proportion où ils étaient, et dès lors l'intérêt ordinaire de l'argent sera toujours le même; ce qu'on peut communément donner pour avoir l'usage de l'argent se réglant nécessairement sur ce qu'on peut communément faire de profit en empruntant.

Toute augmentation qui surviendrait dans la quantité des marchandises qui circulent annuellement dans un pays, tant que la quantité d'argent qui les fait circuler reste la même, produirait au contraire plusieurs autres effets importants, outre celui de faire hausser la valeur de l'argent. Le capital du pays, quoiqu'il pût être le même nominale-ment, serait dans la réalité augmenté. On pourrait bien continuer à en exprimer la valeur par la même quantité de pièces d'argent; mais, dans le fait, il commanderait une plus grande quantité de travail. La quantité de travail productif qu'il pourrait faire subsister et tenir employé se trouverait augmentée, et par conséquent on demanderait une

plus grande quantité de ce travail. Le salaire de ce travail hausserait naturellement en raison de la multiplication des demandes, et malgré cela il pourrait en apparence sembler avoir baissé. Il se pourrait qu'on le payât avec une moindre quantité d'argent, mais cette moindre quantité achèterait plus de marchandises que la plus grande quantité n'eût pu en acheter auparavant. Les profits des capitaux baisseraient aussi bien en réalité qu'en apparence. La masse générale des capitaux du pays étant augmentée, la concurrence entre les différents capitaux qui la composent augmenterait naturellement avec elle. Les possesseurs de ces capitaux particuliers seraient bien obligés de se contenter d'une plus petite portion dans le produit du travail que mettraient en activité leurs capitaux respectifs. Par ce moyen, l'intérêt de l'argent, qui suit toujours le cours du profit des capitaux, pourrait se trouver extrêmement réduit, encore que la valeur de l'argent, c'est-à-dire la quantité de choses qu'une somme donnée d'argent pourrait acheter, fût très-augmentée.

Dans certains pays, la loi a prohibé l'intérêt de l'argent ; mais comme partout l'usage de l'argent est bon à quelque chose, partout on payera quelque chose pour se le procurer. L'expérience a fait voir que de telles lois, au lieu de prévenir le mal de l'usure, ne faisaient que l'accroître ; le débiteur étant alors obligé de payer, non-seulement pour l'usage de l'argent, mais encore pour le risque que court le créancier en acceptant une indemnité qui est le prix de l'usage de son argent. Le débiteur se trouve obligé pour ainsi dire d'assurer son créancier contre les peines de l'usure.

Dans les pays où l'intérêt est permis, la loi en général, pour empêcher les exactions de l'usure, fixe le taux le plus élevé qu'on puisse exiger, sans encourir de peine. Ce taux devrait être toujours un peu au-dessus du taux le plus bas de la place ou du prix qui se paye couramment pour l'usage de l'argent, par ceux qui peuvent donner les plus grandes sûretés. Si on fixait ce taux légal au-dessous du taux le plus bas de la place, les effets de cette fixation seraient à peu près les mêmes que ceux d'une prohibition absolue de l'intérêt. Le créancier ne voudrait pas prêter pour moins que ne vaut l'usage de son argent, et le débiteur serait obligé de l'indemniser du risque qu'il courrait en acceptant le prix de cet usage dans toute sa valeur. S'il est fixé précisément au taux le plus bas de la place, alors tous ceux qui ne sont pas en état d'offrir les meilleures de toutes les sûretés, ne peuvent plus

obtenir de crédit auprès des honnêtes gens qui respectent les lois de leur pays, et ils sont obligés d'avoir recours aux usuriers. Dans un pays tel que la Grande-Bretagne, où on prête au gouvernement à 3 pour 100, et aux particuliers, sur de bonnes sûretés, à 4 et 4 1/2, le taux légal actuel de l'intérêt à 5 pour 100, est peut-être le plus convenable qu'on puisse fixer.

Il est à observer que si le taux légal doit être un peu au-dessus du taux courant de la place, il ne faut pas qu'il soit non plus trop au-dessus. Si, par exemple, en Angleterre le taux légal de l'intérêt était fixé à 8 ou 10 pour 100, la plus grande partie de l'argent qui se prêterait serait prêtée à des prodigues ou à des faiseurs de projets, la seule classe de gens qui voulût consentir à payer l'argent aussi cher. Les gens sages qui ne veulent donner pour l'usage de l'argent qu'une partie du profit qu'ils espèrent en retirer, n'iraient pas risquer de se mettre en concurrence avec ceux-là. Ainsi une grande partie du capital du pays se trouverait, par ce moyen, enlevée aux mains les plus propres à en faire un usage profitable et avantageux, et jetée dans celles qui sont le plus disposées à la dissiper et à l'anéantir. Lorsqu'au contraire le taux légal n'est fixé que très-peu au-dessus du taux courant, les gens sages sont généralement préférés pour les placements aux prodigues et aux faiseurs de projets. Le capitaliste peut retirer des premiers un intérêt à peu de chose près aussi élevé que celui qu'il pourrait risquer de demander aux seconds, et son argent se trouve bien plus assuré dans les mains de l'une de ces classes de gens, que dans celles de l'autre. Par là une grande partie du capital du pays se verse dans des mains dont on n'a plus lieu d'espérer qu'elles l'emploieront d'une manière avantageuse.

Il n'y a pas de loi qui puisse réduire effectivement le taux ordinaire de l'intérêt au-dessous du taux courant le plus bas, à l'époque où elle est portée. Malgré l'édit de 1766, par lequel le roi de France tâcha de réduire le taux de l'intérêt de 5 pour 100 à 4, on continua toujours de prêter en France à 5 pour 100, et on trouva bien des moyens d'éluider la loi¹.

¹ Quant à la proposition générale contenue dans ce passage de Smith, si elle est vraie, tant mieux ; mais j'avoue que je ne vois pas pourquoi il en serait ainsi. Il semble que ce soit dans le but de prouver la vérité de cette proposition que le mauvais succès de la tentative dont il est question ici, se trouve mentionné, d'autant

Il est à remarquer que partout le prix courant des terres dépend du taux courant de l'intérêt. Celui qui a un capital dont il désire retirer un revenu sans prendre la peine de l'employer lui-même, délibère s'il en achètera une terre, ou s'il le prêtera à intérêt. La sûreté la plus grande du placement, et puis quelques autres avantages qui accompagnent presque partout cette espèce de propriété, le disposeront naturellement à se contenter d'un revenu moindre en terre, que celui qu'il pourrait se procurer en prêtant son argent à intérêt. Ces avantages suffisent pour compenser une certaine différence dans le revenu, et si la rente de la terre tombait au-dessous de l'intérêt de l'argent plus bas que cette différence, personne ne voudrait acheter des terres; ce qui réduirait bientôt leur prix courant. Au contraire, si les avantages faisaient beaucoup plus que compenser la différence, tout le monde voudrait acheter des terres; ce qui en relèverait encore bientôt le prix courant. Quand l'intérêt était à 10 pour 100, les terres se vendaient communément pour le montant de dix à douze années de leur revenu, c'est-à-dire du denier dix au denier douze. A mesure que l'intérêt vint à baisser à 6, 5 et 4 pour 100, le prix des terres s'éleva au denier vingt, vingt-cinq et trente. Le taux courant de l'intérêt est plus haut en France qu'en Angleterre, et le prix commun des terres y est plus bas. Elles se vendent communément en Angleterre au denier trente, et en France au denier vingt.

plus qu'on n'en donne pas d'autre preuve. Mais en prenant ce fait pour avéré, je ne vois pas comment il serait suffisant pour légitimer une pareille conclusion. La loi qui nous est citée fut éludée, dit-on; mais comment le fut-elle? comment se prêta-t-elle à l'être? C'est ce qu'on ne nous dit pas. Cette circonstance put tenir à un vice particulier dans sa rédaction, ou, ce qui revient au même, dans la nature des mesures prises pour la mettre à exécution. Or, dans l'un ni dans l'autre cas, les infractions dont elle fut l'objet ne peuvent servir de base ou de justification à la proposition générale dont il est question. Pour que la vérité de cette proposition fût démontrée par un fait de cette nature, il faudrait prouver que tous les moyens qui étaient convenables pour donner de l'efficacité à la loi dont il s'agit ont été employés, et que, malgré toutes ces précautions, la loi a été encore éludée. Fondée ou non, la proposition qui est avancée ici ne porte pas cependant par elle-même un caractère de vérité assez évident pour être admise sans preuves; et cependant, sauf le fait ci-dessus cité, qui, comme nous voyons, ne prouve rien, on n'en apporte aucune. Je dirai plus, je ne crois pas que cette proposition soit susceptible d'être prouvée. Pour ma part, en effet, je ne vois pas ce qui pourrait empêcher la loi de

CHAPITRE V.

DES DIFFÉRENTS EMPLOIS DES CAPITAUX.

Quoique tous les capitaux soient destinés à l'entretien du travail productif seulement, cependant la quantité de ce travail que des capitaux égaux sont capables de mettre en activité, varie extrêmement d'après la nature différente de l'emploi qu'on leur donne, et il y a la même variation dans la valeur que cet emploi ajoute au produit annuel des terres et du travail du pays.

Il y a quatre manières différentes d'employer un capital. On peut l'employer, 1^o à fournir à la société le produit brut qu'il lui faut pour son usage et sa consommation annuelle ; ou bien, 2^o à manifester et préparer ce produit brut, pour qu'il puisse immédiatement servir à l'usage et à la consommation de la société ; ou, 3^o à transporter, soit le produit brut, soit le produit manufacturé, des endroits où ils abondent à ceux où ils manquent ; ou, 4^o enfin, à diviser des portions de l'un et de l'autre de ces produits en parcelles assez petites pour pouvoir s'accommoder aux besoins journaliers des consommateurs. C'est de la première manière que sont employés les capitaux de tous ceux qui entreprennent la culture, l'amélioration ou l'exploitation des terres, mines

réduire le taux de l'intérêt au-dessous du taux ordinaire le plus bas en usage dans les transactions, si ce n'est un tel état de choses, une telle combinaison de circonstances qui devraient apporter des obstacles tout aussi puissants, ou à peu près, à l'efficacité d'une loi dirigée contre un taux d'intérêt plus élevé. Je ne vois de moyen capable d'enlever complètement à la loi son efficacité, que dans la résolution que prendraient tous les sujets d'un État de ne point dénoncer les infractions dont elle serait l'objet ; mais par une résolution de cette nature, le taux d'intérêt le plus élevé peut se trouver tout aussi efficacement protégé que le taux le plus bas. Supposez que leur résolution soit universelle, dans toute la rigueur du mot : la loi devient alors complètement inefficace ; tous les taux d'intérêt demeurent également libres, et, sous ce rapport, les transactions particulières sont exactement ce qu'elles seraient s'il n'existait point de loi sur cette matière. La proposition du docteur Smith, en tant qu'elle limite l'inefficacité de la loi aux taux d'intérêt inférieurs aux plus bas de ceux qui sont en usage dans les transactions particulières, manque d'exactitude. Pour moi, je ne saurais concevoir qu'une pareille résolution ait pu jamais être prise et soutenue, ou puisse l'être jamais, sans une rébellion ouverte contre

et pêcheries ; c'est de la seconde que le sont ceux de tous les maîtres manufacturiers et fabricants ; c'est de la troisième que le sont ceux de tous les marchands en gros, et c'est de la quatrième que le sont ceux de tous les marchands en détail. Il est difficile d'imaginer, pour un capital, un genre d'emploi qui ne puisse être classé sous l'une ou l'autre de ces quatre divisions.

Chacune de ces quatre méthodes d'employer un capital est essentiellement nécessaire, tant à l'existence ou à l'extension des trois autres genres d'emploi, qu'à la commodité générale de la société.

A moins qu'il n'y ait un capital employé à fournir le produit brut dans un certain degré d'abondance, les manufactures et le commerce d'aucun genre ne pourraient exister.

A moins qu'il n'y ait un capital employé à manufacturer cette partie du produit brut qui exige un certain degré de préparation avant d'être propre à l'usage et à la consommation, cette partie du produit brut ne serait jamais produite, parce qu'il n'y en aurait point de demande ; ou si elle était produite spontanément, elle n'aurait aucune valeur échangeable et n'ajouterait rien à la richesse de la société.

A moins qu'il n'y ait un capital employé à transporter le produit brut ou manufacturé des endroits où il est abondant, à ceux où il manque, on ne produirait plus ni de l'un ni de l'autre au delà de ce qui serait

le gouvernement : or, je ne vois pas que rien de semblable soit arrivé. Quant aux coalitions particulières, elles sont tout aussi capables de protéger contre la loi l'intérêt le plus élevé que l'intérêt le plus bas.

Il faut reconnaître pourtant que le taux d'intérêt le plus bas, dans le cas d'une prohibition légale, doit, selon toute apparence, rencontrer plus fréquemment que tout autre la protection du public. Il y a deux raisons pour cela : d'abord parce que, étant du nombre des taux ordinaires, sa nécessité doit naturellement se faire sentir plus souvent que celle des taux extraordinaires ; et ensuite parce que la défaveur attachée à l'idée d'usure, circonstance capable, à un degré ou à un autre, d'exclure de la protection du public les taux d'intérêts de cette dernière espèce, ne peut pas être supposée s'étendre encore à l'usage du taux dont nous parlons. Un prêteur a certainement moins de raison de s'abstenir de prendre un taux d'intérêt qu'il peut accepter sans infamie, que d'en prendre un qui lui imprimerait cette tache. Or, il n'est pas probable que le public se moule tellement empressé de mettre son imagination et ses sentiments en harmonie avec la volonté de la loi, que, dès qu'elle a parlé, il frappe de réprobation un acte que l'instant d'avant il jugeait innocent.

nécessaire pour la consommation locale seulement. Le capital du marchand, en échangeant le superflu d'un pays contre le superflu d'un autre, encourage l'industrie des deux pays et multiplie leurs jouissances.

A moins qu'il n'y ait un capital employé à morceler et à diviser des portions du produit brut ou manufacturé, en parcelles assez petites pour s'accommoder aux demandes actuelles des consommateurs, chaque personne serait obligée d'acheter les marchandises qu'il lui faut, en plus grande quantité que ne l'exigent ses besoins du moment. Par exemple, s'il n'y avait pas de commerce, tel que celui de boucher, chacun serait obligé d'acheter un bœuf entier ou un mouton à la fois. Ce serait en général un très-grand inconvénient pour les riches, et un beaucoup plus grand encore pour les pauvres. Si un pauvre artisan était obligé d'acheter à la fois des vivres pour un mois ou pour six, il y aurait une grande partie des fonds qu'il emploie, comme capital, en instruments de son métier ou pour garnir sa boutique, et qui lui rapportent un revenu, qu'il serait forcé de placer dans la partie de ses fonds réservée pour servir immédiatement à sa consommation, et qui ne lui rapporte aucun revenu. Il n'y a rien de plus commode pour un homme de cette classe, que de pouvoir acheter sa subsistance d'un jour à l'autre ou même d'heure en heure, à mesure qu'il en a besoin. Il se trouve par là en état d'employer presque tous ses fonds comme capi-

Que si l'on me demandait comment je suppose que les choses se sont passées dans le cas rapporté par le Dr Smith, jugeant de l'événement d'après les probabilités générales, je dirais que la loi n'était pas rédigée de manière à être complètement à l'abri des violations; que cependant dans beaucoup d'occasions qu'il a été impossible de constater, les citoyens ont dû s'y conformer, soit en s'abstenant absolument de prêter, soit en prêtant au taux réduit par la loi; que, dans d'autres cas, la loi aura été violée, les prêteurs se fiant à cet égard, en partie aux expédients employés par eux pour l'éviter, et en partie à la bonne foi et à l'honneur des emprunteurs; je dirais que, par les deux raisons qui ont été exposées plus haut, l'ancien intérêt légal, dans ces derniers cas, aura été, selon toute apparence, plus souvent stipulé que tout autre, et que, par suite de l'usage plus fréquent qui en aura été fait et de son opposition plus directe à la nouvelle loi, il aura dû aussi être plus remarqué, et que voilà sans doute, en point de fait, le fondement de cette proposition générale du Dr Smith, qu'aucune loi ne peut réduire le taux commun de l'intérêt au-dessous du taux le plus bas en usage dans les transactions au moment de sa publication.

BENTHAM.

tal ; il peut, par ce moyen, fournir à ses pratiques pour une plus grande valeur d'ouvrage, et le profit qu'il y fait compense bien au delà le surcroît de prix dont les marchandises qu'il achète se trouvent chargées par le profit du détaillant. Les préventions de certains écrivains politiques contre les petits détaillants et ouvriers en boutique sont tout à fait mal fondées. Tant s'en faut qu'il soit nécessaire d'en restreindre le nombre ou de les gêner par des impositions, qu'au contraire ils ne sauraient jamais se multiplier de manière à nuire au public, bien qu'ils le puissent assez pour se nuire les uns aux autres. La quantité de marchandises d'épicerie, par exemple, qui peut se vendre dans une ville, est limitée par la demande de cette ville et de ses environs. Ainsi le capital qu'on peut employer au commerce d'épicerie ne saurait excéder ce qu'il faut pour acheter cette quantité. Si ce capital se trouve partagé entre deux différents épiciers, la concurrence fera que chacun d'eux vendra à meilleur marché que si le capital eût été dans les mains d'un seul ; et s'il est divisé entre vingt, la concurrence en sera précisément d'autant plus active, et il y aura aussi d'autant moins de chance qu'ils puissent se concerter entre eux pour hausser le prix de leurs marchandises. La concurrence pourra bien peut-être en ruiner quelqu'un, mais c'est l'affaire des parties intéressées d'y prendre garde, et on peut, en toute sûreté, s'en rapporter là-dessus à leur prudence. Le consommateur ni le producteur ne pourront jamais y perdre ; au contraire, les détaillants seront dans le cas de vendre meilleur marché, et d'acheter en même temps plus cher que si tout le commerce du même genre était accaparé par une ou deux personnes qui pourraient en faire monopole. Il pourra peut-être bien arriver une fois que quelqu'un d'eux trompe quelque chaland trop facile, et lui fasse acheter des choses dont celui-ci n'a pas besoin. Mais c'est là un trop petit inconvénient pour mériter l'attention du gouvernement, et ce ne serait pas un moyen sûr de l'empêcher, que de restreindre le nombre de ces petits marchands ; car pour prendre un exemple dans la classe la plus suspecte, ce n'est pas la multitude des cabarets qui engendre une disposition générale à l'ivrognerie parmi les gens du peuple, mais c'est cette disposition même, produite par d'autres causes, qui fait qu'une multitude de cabarets peut trouver de l'emploi.

Les personnes dont les capitaux sont employés de l'une de ces quatre manières sont elles-mêmes des ouvriers productifs. Leur travail, quand il est convenablement dirigé, se fixe et se réalise dans l'objet

ou la chose vénale sur laquelle il est appliqué, et en général il ajoute au prix de cette chose la valeur au moins de leur subsistance et consommation personnelle. Les profits du fermier, du manufacturier, du marchand, du détaillant, sont tous tirés du prix des marchandises que produisent les deux premiers, et dont trafiquent les deux autres. Cependant des capitaux égaux, selon qu'ils seront employés de l'une ou de l'autre de ces quatre manières différentes, mettront en activité des quantités très-différentes de travail productif, et augmenteront aussi, dans des proportions très-différentes, la valeur du produit annuel des terres et du travail de la société à laquelle ils appartiennent.

Le capital du détaillant remplace, avec un profit en sus, le capital du marchand dont il achète des marchandises, et met par là ce marchand à portée de continuer son commerce. Ce capital n'emploie pas d'autre ouvrier productif que la personne du détaillant lui-même. C'est dans le profit de celui-ci que consiste toute la valeur que le capital ainsi employé ajoute au produit annuel de la terre et du travail de la société.

Le capital du marchand en gros ou en magasin remplace avec leurs profits les capitaux des fermiers et des manufacturiers dont il achète le produit brut et manufacturé sur lesquels il commerce, et par là il les met les uns et les autres en état de continuer leurs travaux respectifs. C'est principalement par ce service qu'il contribue indirectement à soutenir le travail productif de la société, et à augmenter la valeur du produit annuel de ce travail. Son capital emploie aussi les voituriers et matelots qui transportent ses marchandises d'un lieu dans un autre, et augmente le prix de ces marchandises de la valeur des salaires de ces ouvriers, aussi bien que de celle de ses propres profits. C'est là tout le travail productif que ce capital met immédiatement en activité, et toute la valeur qu'il ajoute immédiatement au produit annuel. Sous ces deux points de vue, ses opérations sont beaucoup au-dessus de celles du capital du détaillant.

Une partie du capital du maître manufacturier est employée comme capital fixe dans les instruments de son industrie, et remplace, avec un profit en plus, le capital de quelque autre ouvrier dont il les achète. Une partie de son capital circulant est employée à acheter des matières, et remplace, avec leurs profits en sus, les capitaux des fermiers et des entrepreneurs des mines, qui lui vendent ces matières. Mais une grande partie de ce même capital se distribue toujours annuellement, ou dans une période beaucoup plus courte, entre les différents

ouvriers qu'emploie le maître. Ce capital ajoute à la valeur des matières celle des salaires des ouvriers et celle des profits du maître sur la totalité du fonds de salaires, de matières et d'instruments de fabrique employés dans l'entreprise. Ainsi il met en activité une bien plus grande quantité de travail productif, et ajoute une bien plus grande valeur au produit annuel des terres et du travail de la société, que ne ferait un pareil capital entre les mains de quelque marchand en gros que ce fût.

Mais aucun capital, à somme égale, ne met en activité plus de travail productif que celui du fermier. Ce sont non-seulement ses valets de ferme, mais ses bestiaux de labour et de charroi qui sont autant d'ouvriers productifs. D'ailleurs, dans la culture de la terre, la nature travaille conjointement avec l'homme; et quoique son travail ne coûte aucune dépense, ce qu'il produit n'en a pas moins sa valeur, aussi bien que ce que produisent les ouvriers les plus chers. Les opérations les plus importantes de l'agriculture semblent moins avoir pour objet d'accroître la fertilité de la nature (quoiqu'elles y parviennent aussi), que de diriger cette fertilité vers la production des plantes les plus utiles à l'homme. Un champ couvert de ronces et de bruyères produit souvent une aussi grande quantité de végétaux que la vigne ou la pièce de blé la mieux cultivée. Le cultivateur qui plante et qui sème excite souvent moins l'active fécondité de la nature, qu'il ne la détermine vers un objet, et après qu'il a terminé tous ses travaux, c'est à elle que la plus grande partie de l'ouvrage reste à faire. Ainsi les hommes et les bestiaux employés aux travaux de la culture, non-seulement comme les ouvriers des manufactures, donnent lieu à la reproduction d'une valeur égale à leur consommation ou au capital qui les emploie, en y joignant de plus les profits des capitalistes, mais ils produisent encore une bien plus grande valeur. Outre le capital du fermier et tous ses profits, ils donnent lieu à la reproduction régulière d'une rente pour le propriétaire. On peut considérer cette rente comme le produit de cette puissance de la nature, dont le propriétaire prête l'usage au fermier. Ce produit est plus ou moins grand, selon qu'on suppose à cette puissance plus ou moins d'étendue, ou, en autres termes, selon qu'on suppose à la terre plus ou moins de fertilité naturelle ou artificielle. C'est l'œuvre de la nature qui reste après qu'on a fait la déduction ou la balance de tout ce qu'on peut regarder comme l'œuvre de l'homme. Ce reste fait rarement moins du quart, et souvent plus du tiers du produit total. Jamais une pareille quantité de travail productif, em-

ployé en manufactures, ne peut occasionner une aussi riche reproduction. Dans celles-ci, la nature ne fait rien ; la main de l'homme fait tout, et la reproduction doit toujours être nécessairement en raison de la puissance de l'agent. Ainsi, non-seulement le capital employé à la culture de la terre met en activité une plus grande quantité de travail productif que tout autre capital pareil employé en manufactures, mais encore, à proportion de la quantité de travail productif qu'il emploie, il ajoute une beaucoup plus grande valeur au produit annuel des terres et du travail du pays, à la richesse et au revenu réel de ses habitants. De toutes les manières dont un capital peut être employé, c'est sans comparaison la plus avantageuse à la société ¹.

Les capitaux qu'on emploie dans une société à la culture des terres ou au commerce de détail, restent toujours nécessairement dans le sein de cette société. Leur emploi se fait presque toujours sur un point fixe, la ferme et la boutique du détaillant. En général aussi, quoiqu'il y ait quelques exceptions, ils appartiennent à des membres résidents de la société.

Le capital du marchand en gros, au contraire, semble n'avoir nulle part de résidence fixe ou nécessaire ; mais il se promène volontiers de place en place, suivant qu'il peut trouver à acheter meilleur marché ou à vendre plus cher.

Le capital du manufacturier doit sans contredit résider au lieu de l'établissement de la manufacture ; mais le local de cet établissement n'a pas sa place nécessairement déterminée. Il peut être souvent à une grande distance, tant de l'endroit où croissent les matières, que de celui où se consomme l'ouvrage fait. Lyon est fort éloigné, et du lieu qui lui fournit la matière première de ses manufactures, et du lieu où elles se consomment. En Sicile, les gens de bon ton sont habillés d'étoffes de soie fabriquées à l'étranger, et dont la matière première a été pro-

¹ On s'étonne qu'un esprit aussi pénétrant que celui de Smith ait pu admettre une proposition aussi erronée que celle-ci : « *La nature ne fait rien pour l'homme dans les manufactures.* » La puissance de l'eau et du vent qui mettent en mouvement nos machines, supportent nos vaisseaux et les poussent sur la mer, la pression de l'atmosphère et l'élasticité de la vapeur qui nous permettent de construire les plus étonnantes machines, ne sont-ils pas des dons spontanés de la nature ?

duite chez eux. Une partie de la laine d'Espagne est travaillée dans les manufactures d'Angleterre, et une partie du drap qu'elle y produit retourne ensuite en Espagne.

Que le marchand dont le capital exporte le superflu ¹ d'un pays, soit naturel de ce pays, ou soit étranger, c'est une chose fort-peu importante. S'il est étranger, le nombre des ouvriers productifs se trouve d'un individu seulement être moindre que s'il eût été naturel du pays, et la valeur du produit annuel moindre de la valeur seulement du profit d'un individu. Les voituriers ou matelots qu'il emploie peuvent toujours être, ou de son propre pays, ou du pays dont il s'agit, ou de quelque autre pays indifféremment, de la même manière que s'il eût été lui-même un naturel du pays. Le capital d'un étranger donne une valeur au superflu du produit de votre pays, tout comme le capital d'un de vos compatriotes, en échangeant ce superflu contre une denrée dont il y a demande chez vous. Il remplace tout aussi sûrement le capital de la personne qui produit ce superflu, et il la met tout aussi sûrement en état de continuer ses travaux ; ce qui est le genre principal de service par lequel le capital d'un marchand en gros contribue à soutenir le travail productif de la société dont il est membre, et à augmenter la valeur du produit annuel de cette société.

Il importe beaucoup plus que le capital du manufacturier réside dans le pays. Il met alors nécessairement en activité une plus grande quantité de travail productif, et ajoute une plus grande valeur au produit annuel des terres et du travail de la société. Il peut cependant être fort utile au pays, encore qu'il n'y réside pas. Les capitaux des manufacturiers anglais qui mettent en œuvre le chanvre et le lin qui s'importent annuellement des côtes de la mer Baltique, sont sûrement très-utiles aux pays qui produisent ces denrées. Elles sont une partie du produit superflu de ces pays, et si ce superflu n'était pas annuellement échangé contre quelque chose qui y est en demande, il n'aurait plus aucune valeur, et cesserait bientôt d'être produit. Les marchands qui l'exportent remplacent les capitaux des gens qui le produisent, et par là les encouragent à continuer cette production, et les manufacturiers anglais remplacent les capitaux de ces marchands.

¹ Ce mot *superflu* désigne ici tout ce qu'un pays produit d'une marchandise quelconque au delà de ce qu'il en consomme lui-même (en anglais *surplus produce*).

Il peut se faire souvent qu'un pays soit, comme le serait un particulier, dans le cas de manquer d'un capital suffisant pour cultiver et améliorer toutes ses terres, manufacturer et préparer tout leur produit brut, tel que l'exigent l'usage et la consommation, et enfin transporter le superflu des deux produits brut et manufacturé, à des marchés éloignés où on puisse l'échanger contre quelque chose qui soit en demande dans le pays. Il y a beaucoup d'endroits dans la Grande-Bretagne, où les habitants n'ont pas de capitaux suffisants pour cultiver et améliorer leurs terres. La laine des provinces du midi de l'Écosse vient, en grande partie, faire un long voyage par terre dans de fort mauvaises routes, pour être manufacturée dans le comté d'York, faute de capital pour être manufacturée sur les lieux. Il y a en Angleterre plusieurs petites villes de fabriques, dont les habitants manquent de capitaux suffisants pour transporter le produit de leur propre industrie à ces marchés éloignés où il trouve des demandes et des consommateurs. Si on y voit quelques marchands, ce ne sont proprement que les agents de marchands plus riches qui résident dans quelques-unes des grandes villes commerçantes.

Quand le capital d'un pays ne peut suffire à remplir en entier ces trois fonctions, plus sera grande la portion qui en sera employée à l'agriculture, et plus sera grande à proportion la quantité de travail productif qu'il mettra en activité dans le pays, plus sera grande pareillement la valeur que son emploi ajoute au produit annuel des terres et du travail de la société. Après l'agriculture, ce sera le capital employé en manufactures, qui mettra en activité la plus grande quantité de travail productif, et qui ajoutera la plus grande valeur au produit annuel. Le capital employé au commerce d'exportation est celui des trois qui produit le moins d'effet.

Il est vrai que le pays qui n'a pas un capital suffisant pour remplir en entier ces trois fonctions, n'est pas encore parvenu au degré d'opulence auquel il semble être naturellement destiné. Cependant, essayer, par des efforts prématurés et avec un capital insuffisant, de les remplir toutes les trois, certainement, pour une société comme pour un individu, ce ne serait pas là la voie la plus courte d'en acquérir un qui fût suffisant. Le capital de tous les individus d'une nation a ses limites comme celui d'un seul de ces individus, et ses opérations ont aussi leurs bornes. Le capital de tous les individus d'une nation se grossit, de la même manière que celui d'un seul individu, de ce qu'ils accumulent

sans cesse, et de ce qu'ils y ajoutent par les épargnes faites sur leurs revenus. Il sera donc probablement dans le cas de grossir plus vite que jamais, s'il est employé de manière à fournir le plus gros revenu à tous les habitants du pays, puisque par là il les mettra à même de faire les plus grandes épargnes. Or, le revenu de tous les habitants du pays est nécessairement en raison de la valeur du produit annuel des terres et du travail.

La principale cause des progrès rapides de nos colonies d'Amérique vers la richesse et l'agrandissement, c'est que jusques à présent presque tous leurs capitaux ont été employés à l'agriculture. Elles n'ont point de manufactures, si ce n'est ces fabriques grossières et domestiques qui accompagnent nécessairement les progrès de l'agriculture, et qui sont l'ouvrage des femmes et des enfants dans chaque ménage. La plus grande partie, tant de leur exportation que de leur commerce de cabotage, se fait avec des capitaux de marchands qui résident dans la Grande-Bretagne. Le fonds même et les magasins de marchandises qui se vendent en détail dans quelques provinces, particulièrement dans la Virginie et le Maryland, appartiennent la plupart à des marchands qui résident dans la mère-patrie, et c'est un de ces exemples rares d'un commerce de détail fait dans un pays avec des capitaux étrangers. Si, par un projet concerté ou toute autre mesure forcée, les Américains venaient à arrêter l'importation des manufactures d'Europe, et en donnant par là un monopole à ceux de leurs compatriotes qui fabriqueraient les mêmes espèces d'ouvrages, détourner pour ce genre d'emploi une grande partie de leur capital actuel, ils retarderaient, par cette conduite, les progrès ultérieurs de la valeur de leur produit annuel, bien loin de les accélérer, et ils entraveraient la marche de leur pays vers l'opulence et la grandeur, bien loin de la favoriser. Ce serait encore bien pis s'ils voulaient se donner de la même manière le monopole de tout leur commerce d'exportation.

A la vérité, le cours des prospérités humaines ne paraît guère avoir jamais été d'une durée assez constante pour avoir mis aucun grand peuple dans le cas d'acquérir un capital qui ait pu suffire à remplir ces trois fonctions dans leur entier, à moins peut-être que nous ne voulions ajouter foi aux récits merveilleux qu'on nous fait de la richesse et de la culture de la Chine, de l'ancienne Égypte, et de l'Indostan dans son ancien état : encore ces trois pays, les plus riches qui aient jamais existé, d'après tous les rapports, sont principalement renommés pour

leur supériorité en agriculture et en manufactures. Il ne paraît pas qu'ils aient jamais brillé par le commerce avec l'étranger. La superstition des anciens Égyptiens leur inspirait une grande horreur pour la mer ; une superstition à peu près de la même espèce règne chez les Indiens, et les Chinois n'ont jamais porté bien loin leur commerce étranger. La plus grande partie du superflu de ces trois pays paraît avoir été toujours exportée par des étrangers, qui donnaient en échange quelque autre chose pour laquelle il y avait demande dans le pays, souvent de l'or et de l'argent.

C'est ainsi que le même capital dans un pays mettra en activité plus ou moins de travail productif, et ajoutera plus ou moins de valeur au produit annuel des terres et du travail, selon les différentes proportions dans lesquelles on l'emploiera dans l'agriculture, dans les manufactures ou dans le commerce en gros. Les différentes espèces de commerce en gros, dans lesquelles il y en aura quelque partie d'employée, amèneront aussi de très-grandes différences dans les effets.

On peut réduire à trois différentes espèces tout commerce en gros, tout achat fait pour revendre en gros : le commerce intérieur, le commerce étranger de consommation et le commerce de transport ¹. Le commerce intérieur se fait en achetant dans un endroit du pays, pour revendre dans un autre endroit du même pays, les produits de l'industrie nationale. Il comprend à la fois le commerce de cabotage et celui qui se fait par l'intérieur des terres. Le commerce étranger de consommation se fait en achetant des marchandises étrangères pour la consommation intérieure. Le commerce de transport se fait en commerçant entre deux pays étrangers, ou en transportant à l'un le superflu de l'autre.

Le capital qui est employé à acheter dans un endroit du même pays, pour revendre dans l'autre le produit de l'industrie de ce pays, remplace en général, à chaque opération qu'il fait, deux capitaux distincts qui avaient été tous deux employés, soit en agriculture, soit en manufacture, et par là il les met en état de continuer leur fonction. Lorsque ce capital emporte une certaine valeur de marchandises hors de la résidence du marchand, il y rapporte ordinairement en retour une valeur

¹ Plusieurs auteurs, et entre autres Montesquieu, ont donné à ce commerce le nom de *commerce d'économie*.

au moins égale en autres marchandises. Quand elles sont les unes et les autres le produit de l'industrie nationale, il remplace alors nécessairement dans chacune de ces opérations deux capitaux distincts, employés l'un et l'autre à faire aller le travail productif, et par là il les met en état de continuer le même service. Le capital qui envoie à Londres des ouvrages de fabrique écossaise et rapporte à Édimbourg du blé anglais et des ouvrages de fabrique anglaise, remplace nécessairement, dans chacune de ces opérations, deux capitaux appartenant à des sujets de la Grande-Bretagne, et qui ont tous les deux été employés dans l'agriculture ou les manufactures de la Grande-Bretagne.

Le capital qui est employé à acheter des marchandises étrangères, pour la consommation intérieure, quand l'achat se fait avec le produit de l'industrie nationale, remplace aussi, par chaque opération de ce genre, deux capitaux distincts, mais dont un seulement est employé à soutenir l'industrie nationale. Le capital qui envoie en Portugal des marchandises anglaises et qui rapporte en Angleterre des marchandises portugaises, ne remplace, dans chacune des opérations qu'il fait, qu'un seul capital anglais; l'autre est un capital portugais. Ainsi, quand même les retours du commerce étranger de consommation seraient aussi prompts que ceux du commerce intérieur, encore le capital employé dans celui-là ne donnerait-il que moitié d'encouragement à l'industrie ou au travail productif du pays.

Mais il est très-rare que les retours du commerce étranger de consommation soient aussi prompts que ceux du commerce intérieur. Les retours du commerce intérieur ont lieu en général avant l'année révolue, et quelquefois trois ou quatre fois dans l'année. Ceux du commerce étranger de consommation rentrent rarement avant la révolution de l'année, et quelquefois pas avant un terme de deux ou trois ans. Ainsi un capital employé dans le commerce intérieur pourra quelquefois consommer douze opérations, ou sortir et rentrer douze fois avant qu'un capital placé dans le commerce étranger de consommation en ait pu consommer une seule. En supposant donc des capitaux égaux, l'un donnera vingt-quatre fois plus que l'autre de soutien et d'encouragement à l'industrie du pays.

Les marchandises étrangères destinées à la consommation intérieure peuvent s'acheter quelquefois, non avec le produit de l'industrie nationale, mais avec quelques autres marchandises étrangères. Néanmoins il faut toujours que ces dernières aient été achetées, soit immé-

diatement avec le produit de l'industrie nationale, soit avant quelque autre chose achetée avec ce produit ; car, excepté la voie de la guerre et de la conquête, il n'y a pas d'autre moyen d'acquérir des marchandises étrangères qu'en les échangeant contre quelque chose qu'on a produit chez soi, soit par un échange immédiat, soit après deux échanges différents, ou davantage. Par conséquent un capital employé à faire, par un tel circuit, le commerce étranger de consommation, produire à tous égards les mêmes effets qu'un capital employé à faire le même genre de commerce par la voie la plus directe, excepté que chaque retour final sera vraisemblablement beaucoup plus éloigné encore, attendu qu'il dépend lui-même des retours de deux ou trois commerces étrangers distincts. Si on achète le chanvre et le lin de Riga avec du tabac de Virginie, qui a été lui-même acheté avec des marchandises de fabrique anglaise, il faut que le marchand attende jusques après les retours de deux commerces étrangers distincts, avant de pouvoir recommencer à employer le même capital en achats d'une pareille quantité de marchandises de fabrique anglaise. Si on avait acheté ce tabac de Virginie, non avec des marchandises de fabrique anglaise, mais avec du sucre et du rhum de la Jamaïque, qui auraient été achetés avec celles-ci, il faudrait attendre alors les retours de trois commerces étrangers. S'il arrivait que ces deux ou trois commerces étrangers distincts fussent faits par deux ou trois marchands différents, dont le second achèterait la marchandise importée par le premier, et le troisième achèterait celle importée par le second, pour la réexporter ensuite, dans ce cas, à la vérité, chacun de ces marchands recevrait plus vite les retours de son propre capital ; mais le retour final de tout le capital employé à consommer l'opération de ce commerce n'en serait toujours pas moins lent. Que le capital employé à parcourir ce circuit de commerce étranger appartienne à un seul marchand ou à trois, cela ne fait pas la moindre différence quant au pays, quoique cela en puisse faire une quant à chaque marchand particulier. Dans tous les cas, il faudra toujours, pour consommer l'échange d'une certaine valeur de marchandises de fabrique anglaise contre une certaine quantité de lin et de chanvre, employer un capital trois fois plus grand qu'il n'eût été nécessaire, si les marchandises de fabrique d'une part, et le chanvre et le lin de l'autre, eussent été directement échangés ensemble. Par conséquent, la masse de capital employé à faire ainsi par circuit le commerce étranger de consommation donnera, en général, moins de soutien et d'en-

encouragement au travail productif du pays, qu'un même capital employé à un commerce du même genre, mais plus direct.

Quelle que soit la nature des marchandises étrangères avec lesquelles on achète à l'étranger des choses destinées à la consommation intérieure, il n'en peut résulter aucune différence essentielle, soit dans la nature de ce commerce, soit dans l'appui et l'encouragement qu'il peut donner au travail productif du pays dans lequel se fait ce commerce. Qu'on les achète, par exemple, avec l'or du Brésil ou avec l'argent du Pérou, il faut toujours que cet or ou cet argent ait été acheté, tout comme le tabac de Virginie, avec quelque chose qui soit ou produit par l'industrie du pays, ou acheté avec quelque autre chose produite par elle. Par conséquent, sous le rapport de l'intérêt du travail productif de la société, le commerce étranger de consommation, qui se fait par le moyen de l'or et de l'argent, a tous les avantages et désavantages de tout autre commerce étranger de consommation qui ferait un égal circuit, et il remplacera tout aussi vite ou tout aussi lentement le capital qui sert immédiatement à soutenir ce travail productif. Il paraîtrait même avoir un avantage sur tout autre commerce de ce genre également indirect. Le transport de ces métaux d'un lieu à un autre, vu leur grande valeur, en raison de la petitesse de leur volume, est moins coûteux que celui de presque toute autre espèce de marchandise étrangère de valeur égale. Le fret est beaucoup moindre et l'assurance n'est pas plus forte. Ainsi, par l'intermédiaire de l'or et de l'argent, on pourra souvent acheter une même quantité de marchandises étrangères avec une moindre quantité du produit de l'industrie nationale, qu'on ne le pourrait par l'entremise de toute autre marchandise étrangère. De cette manière on remplira souvent la demande du pays, plus complètement et à moins de frais que de toute autre. Savoir ensuite si par l'exportation continuelle de ces métaux un commerce de ce genre peut tendre, sous quelque autre rapport, à appauvrir le pays dans lequel il se fait, c'est ce que j'aurai occasion d'examiner fort au long dans la suite ¹.

Cette portion du capital d'un pays, qui est employé au commerce de transport, est tout à fait enlevée au soutien du travail productif de ce pays, pour soutenir celui de quelques pays étrangers. Quoique par chacune de ses opérations il remplace deux capitaux distincts, aucun de

¹ Livre IV, chapitre IV.

ces capitaux ne fait partie du capital national. Le capital d'un négociant hollandais qui transporte en Portugal du blé de Pologne, et rap-
porte en Pologne des fruits et des vins de Portugal, remplace, à chaque
opération qu'il fait, deux capitaux, dont aucun n'a servi à soutenir le
travail productif de la Hollande, mais dont l'un a soutenu le travail
productif de la Pologne, et l'autre celui de Portugal. Il n'y a que les
profits qui rentrent régulièrement en Hollande, et ils constituent tout
ce que ce commerce ajoute nécessairement au produit annuel des
terres et du travail de ce pays. A la vérité, quand le commerce de
transport que fait une nation se fait avec des bâtiments et des mate-
lots nationaux, alors, dans le capital employé à ce commerce, la por-
tion qui sert à payer le fret se distribue entre un certain nombre d'ou-
vriers productifs de ce pays, et les met en activité. Dans le fait, presque
toutes les nations qui ont pris une part considérable au commerce de
transport, l'ont fait de cette manière. C'est probablement de là que ce
commerce lui-même a pris son nom, les gens de ce pays étant réelle-
ment les voituriers des autres nations. Avec cela, il ne paraît pas essen-
tiel à la nature de ce commerce qu'il se fasse ainsi. Un négociant hol-
landais, par exemple, peut employer son capital à des opérations de
commerce entre la Pologne et le Portugal, en transportant une partie
du superflu de l'un de ces pays à l'autre dans des vaisseaux anglais et
non hollandais. Il est à présumer qu'il opère ainsi dans quelques cir-
constances. C'est pourtant sous ce point de vue qu'on a supposé que
le commerce de transport était particulièrement avantageux à un pays
tel que la Grande-Bretagne, dont la défense et la sûreté dépendent du
nombre de ses matelots et de l'étendue de sa marine. Mais le même
capital peut employer tout autant de bâtiments et de matelots s'il est
placé dans le commerce étranger de consommation, ou même dans le
commerce intérieur par cabotage, que s'il était placé dans le commerce
de transport. Le nombre de vaisseaux et de matelots qu'un capital peut
employer ne dépend pas de la nature du commerce dans lequel est
placé ce capital, mais il dépend en partie du volume des marchandises
en proportion de leur valeur, et en partie de la distance qui se trouve
entre les deux ports où elles sont transportées; et il dépend principa-
lement de la première de ces deux circonstances. Le commerce de
charbon, par exemple, qui se fait de Newcastle à Londres, emploie plus
de bâtiments et de matelots que tout le commerce de transport de l'An-
gleterre, quoique ces deux ports ne soient pas très-éloignés l'un de

l'autre. Ce ne serait donc pas toujours un moyen assuré d'augmenter la marine d'un pays, que de forcer par des encouragements extraordinaires les capitaux à se porter dans le commerce de transport en plus grande quantité qu'ils ne s'y porteraient naturellement.

Ainsi, le capital qui sera employé dans le commerce intérieur d'un pays donnera, en général, de l'appui et de l'encouragement à une plus grande quantité de travail productif dans ce pays, et augmentera plus la valeur de son produit annuel, que ne le fera un pareil capital employé au commerce étranger de consommation; et le capital qui sera employé dans ce dernier genre de commerce aura, sous ces deux rapports, encore un bien plus grand avantage sur le capital employé au commerce de transport. La richesse publique d'un pays et même sa puissance, en tant que la puissance peut dépendre de la richesse, doit toujours être en raison de la valeur de son produit annuel, qui est la source où se puisent en définitive tous les impôts. Or, le grand objet que se propose partout l'économie politique, c'est d'augmenter la richesse et la puissance du pays. Elle ne doit donc accorder aucune préférence au commerce étranger de consommation sur le commerce intérieur, ni au commerce de transport sur aucun des deux autres; elle ne doit pas encourager l'un de ces commerces plus que l'autre; elle ne doit pas chercher, par des appâts ou par des contraintes, à attirer dans l'un ou l'autre de ces deux canaux une plus grande quantité du capital du pays, que celle qui s'y jetterait d'elle-même dans le cours naturel des choses.

Toutefois chacune de ces différentes branches de commerce est non-seulement avantageuse, mais elle est même nécessaire et indispensable, quand elle est naturellement amenée par le cours des choses, sans gêne et sans contrainte.

Quand le produit d'une branche particulière d'industrie excède ce qu'exige la demande du pays, il faut bien qu'on envoie le surplus à l'étranger, pour l'échanger contre quelque chose qui soit demandé dans l'intérieur. Sans cette exportation, une partie du travail productif du pays viendrait à cesser, et la valeur de son produit annuel diminuerait nécessairement. La terre et le travail de la Grande-Bretagne produisent naturellement plus de blé, de lainages et de quincailleries que n'en exige la demande du marché intérieur. Il faut donc exporter le surplus et l'échanger contre quelque chose dont il y ait demande dans le pays. Ce n'est que par le moyen de cette exportation que ce

surplus pourra acquérir une valeur suffisante pour compenser le travail et la dépense qu'il en coûte pour le produire. Le voisinage des côtes de la mer et les bords des rivières navigables ne sont des situations avantageuses pour l'industrie, que par la seule raison qu'elles facilitent les moyens d'exporter et d'échanger ces produits superflus contre quelque chose qui est plus demandé dans le pays.

Lorsque les marchandises étrangères qu'on achète ainsi avec le produit superflu de l'industrie nationale excèdent la demande du marché du pays, il faut bien aussi réexporter à l'étranger le superflu de ces marchandises étrangères, et l'échanger contre quelque chose qui soit plus demandé dans le pays. On achète tous les ans, avec une partie du produit superflu de l'industrie de la Grande-Bretagne, environ 96 mille muids¹ de tabac dans la Virginie et le Maryland. Or, la demande de la Grande-Bretagne n'en exige peut-être pas plus de 14 mille. Si les 82 mille restant ne pouvaient être exportés et échangés contre quelque chose de plus demandé dans le pays, l'importation de ce restant cesserait aussitôt, et avec elle le travail productif de tous ceux des habitants de la Grande-Bretagne qui sont maintenant employés à préparer les marchandises avec lesquelles ces 82 mille muids sont achetés tous les ans. Ces marchandises, qui sont une partie du produit des terres et du travail de la Grande-Bretagne, n'ayant pas de marché pour elles au dedans et étant privées de celui qu'elles avaient au dehors, cesseraient nécessairement d'être produites. On voit donc qu'en certaines occasions le commerce étranger de consommation le plus détourné sera tout aussi nécessaire que le plus direct pour soutenir le travail productif d'un pays et la valeur de son produit annuel.

Quand la masse des capitaux d'un pays est parvenue à un tel degré d'accroissement qu'elle ne peut être toute employée à fournir à la consommation de ce pays et à faire valoir son travail productif, alors le superflu de cette masse se décharge naturellement dans le commerce de transport, et est employé à rendre les mêmes services à des pays étrangers. Le commerce de transport est bien l'effet et le symptôme naturel d'une grande richesse nationale; mais il ne paraît pas qu'il en soit la cause naturelle. Les hommes d'État qui ont cherché à le favoriser par des encouragements particuliers ont pris, à ce qu'il paraît,

¹ *Hogshead*, mesure qui a environ 1/7 de moins en capacité que le muid de Paris, de 288 pintes (environ 2 hectolitres et demi).

l'effet et le symptôme pour la cause. La Hollande, le plus riche pays sans comparaison de tous ceux de l'Europe, en proportion de son territoire et de sa population, fait, par cette raison, la plus grande partie du commerce de transport de l'Europe. L'Angleterre, le second pays peut-être pour la richesse, passe aussi pour faire une très-grande partie de ce commerce; quoique ce qu'on prend communément pour le commerce de transport de l'Angleterre pourrait souvent, au fond, n'être autre chose qu'un commerce étranger de consommation détourné et indirect. Tel est en grande partie le commerce qui porte aux différents marchés de l'Europe les marchandises des Indes orientales et occidentales, ainsi que celles de l'Amérique. Ces marchandises sont achetées, en général, ou immédiatement avec le produit de l'industrie de la Grande-Bretagne, ou avec quelque autre chose achetée avec ce produit, et en général les retours définitifs de ce commerce sont aussi destinés à l'usage et à la consommation de la Grande-Bretagne. Ce qui constitue peut-être les branches principales de ce qui est proprement le commerce de transport de la Grande-Bretagne, c'est celui qui se fait, avec des vaisseaux de cette nation, entre les différents ports de la Méditerranée, et quelque autre commerce du même genre qui se fait, par des marchands anglais, entre les différents ports de l'Inde.

L'étendue du commerce intérieur et du capital qui peut y être employé a nécessairement pour limites la valeur du produit superflu de tous les endroits du pays qui sont éloignés les uns des autres, et qui ont besoin d'échanger ensemble leurs productions respectives. Celle du commerce étranger de consommation a pour limites la valeur du produit superflu de tout le pays et de ce qui peut s'acheter avec ce superflu. Celle du commerce de transport a pour limites la valeur du produit superflu de tous les différents pays du monde. Ainsi, son étendue possible est en quelque sorte infinie en comparaison de celle des deux autres, et elle est capable d'absorber les plus grands capitaux.

Le seul motif qui détermine le possesseur d'un capital à l'employer plutôt dans l'agriculture, ou dans les manufactures, ou dans quelque branche particulière de commerce en gros ou en détail, c'est la vue de son propre profit. Il n'entre jamais dans sa pensée de calculer combien chacun de ces différents genres d'emploi mettra de travail productif en activité, ou ajoutera de valeur au produit annuel des terres et du travail de son pays. Ainsi, dans les pays où l'agriculture est le plus profitable de tous les emplois, et où la route la plus sûre pour aller

à une brillante fortune est de faire valoir et d'améliorer des terres, les capitaux des particuliers seront tout naturellement employés de la manière qui se trouvera en même temps la plus avantageuse à la société en général. Toutefois il ne paraît pas qu'en aucun endroit de l'Europe les profits de l'agriculture aient aucune supériorité sur ceux des autres emplois de capitaux. A la vérité, depuis quelques années, il a paru dans tous les coins de l'Europe des spéculateurs qui ont amusé le public par des calculs magnifiques sur les profits à faire dans la culture et l'amélioration des terres. Sans entrer dans aucune discussion particulière sur leurs calculs, il ne faut qu'une observation bien simple pour nous montrer la fausseté de leurs résultats. Tous les jours nous voyons les fortunes les plus brillantes acquises dans le cours de la vie d'une seule personne, par le moyen du commerce et des manufactures, après avoir commencé souvent par un très-faible capital, et quelquefois même sans aucun capital. Une pareille fortune acquise par l'agriculture dans le même temps et avec aussi peu de capital est un phénomène dont l'Europe n'offrirait peut-être pas un seul exemple dans tout le cours du siècle. Cependant, dans tous les grands pays de l'Europe, il y a encore beaucoup de bonne terre qui reste inculte, et la majeure partie de celle qui est cultivée est encore bien loin d'être portée au degré d'amélioration dont elle est susceptible. Ainsi, presque partout l'agriculture est en état d'absorber un capital beaucoup plus grand que ce qui y a encore été employé jusqu'à présent. Quelles sont donc, dans l'histoire politique de l'Europe, les circonstances qui ont donné aux genres d'industrie établis dans les villes un avantage tellement considérable sur celle qui s'exerce dans les campagnes, que des particuliers aient trouvé souvent plus profitable pour eux d'employer leurs capitaux au commerce de transport des pays les plus reculés de l'Asie et de l'Amérique, que de les employer à l'amélioration et à la culture de terres de la plus grande fertilité, et situées dans leur voisinage? C'est ce que je vais tâcher de développer avec toute l'étendue possible, dans les deux livres suivants.

LIVRE III.DE LA MARCHÉ DIFFÉRENTE DES PROGRÈS DE L'OPULENCE
CHEZ DIFFÉRENTES NATIONS.

CHAPITRE I.DE COURS NATUREL DES PROGRÈS DE L'OPULENCE.¹

Le grand commerce de toute société civilisée est celui qui s'établit entre les habitants de la ville et ceux de la campagne. Il consiste dans l'échange du produit brut contre le produit manufacturé, échange qui se fait soit immédiatement, soit par l'intervention de l'argent ou de quelque espèce de papier qui représente l'argent. La campagne fournit à la ville des moyens de subsistance et des matières pour ses manufactures. La ville rembourse ces avances en renvoyant aux habitants de la campagne une partie du produit manufacturé. La ville, dans laquelle il n'y a ni ne peut y avoir aucune reproduction de substances, gagne, à proprement parler, toute sa subsistance et ses richesses sur la campagne. Il ne faut pourtant pas s'imaginer pour cela que la ville fasse ce gain aux dépens de la campagne. Les gains sont réciproques pour l'une et pour l'autre, et en ceci, comme en toute autre chose, la division du travail tourne à l'avantage de chacune des différentes personnes employées aux tâches particulières dans lesquelles le travail se subdivise. Les habitants de la campagne achètent de la ville une plus grande quantité de denrées manufacturées avec le produit d'une bien moindre quantité de leur propre travail qu'ils n'auraient été obligés d'en employer s'ils avaient essayé de les préparer eux-mêmes. La ville fournit un marché au surplus du produit de la campagne, c'est-à-dire à ce qui excède la subsistance des cultivateurs, et c'est là que les habitants de la campagne échangent ce surplus contre quelque autre chose qui est en demande chez eux. Plus les habitants de la ville sont nombreux et plus ils ont de revenu, plus est étendu le marché qu'ils fournissent à ceux de la campagne; et plus ce marché est étendu, plus il est toujours

avantageux pour le grand nombre. Le blé qui étoit à un mille de la ville s'y vend au même prix que celui qui vient d'une distance de vingt milles. Or, le prix de celui-ci en général doit non-seulement payer la dépense de le faire croître et de l'amener au marché, mais rapporter encore au fermier les profits ordinaires de la culture. Ainsi les propriétaires et cultivateurs qui demeurent dans le voisinage de la ville gagnent, dans le prix de ce qu'ils vendent, outre les profits ordinaires de la culture, toute la valeur du transport du pareil produit qui est apporté d'endroits plus éloignés, et ils épargnent de plus toute la valeur d'un pareil transport sur le prix de ce qu'ils achètent. Comparez la culture des terres situées dans le voisinage d'une ville considérable, avec celle des terres qui en sont à quelque distance, et vous pourrez aisément vous convaincre combien la campagne tire d'avantage de son commerce avec la ville. Parmi toutes les absurdités de cette théorie qu'on a imaginées sur la balance du commerce, on ne s'est jamais avisé de prétendre, ou que la campagne perd dans son commerce avec la ville, ou que la ville perd par son commerce avec la campagne qui la fait subsister.

La subsistance étant, dans la nature des choses, un besoin antérieur à ceux de commodité et de luxe, l'industrie qui fournit au premier de ces besoins doit nécessairement précéder celle qui s'occupe de satisfaire les autres. Par conséquent, la culture et l'amélioration de la campagne, qui fournit la subsistance, doivent nécessairement être antérieures aux progrès de la ville, qui ne fournit que les choses de luxe et de commodité. C'est seulement le surplus du produit de la campagne, c'est-à-dire l'excédant de la subsistance des cultivateurs, qui constitue la subsistance de la ville, laquelle par conséquent ne peut se peupler qu'autant que ce surplus de produit vient à grossir. A la vérité, il se peut bien que la ville ne tire pas toujours la totalité de ses subsistances de la campagne qui l'avoisine, ni même du territoire auquel elle appartient, mais qu'elle les tire de campagnes fort éloignées; et cette circonstance, sans faire exception à la règle générale, a néanmoins fait varier considérablement, chez différents peuples et dans différents siècles, la marche des progrès de l'opulence.

Cet ordre de choses, qui est en général établi par la nécessité, quoique certains pays puissent faire exception, se trouve, en tout pays, fortifié par le penchant naturel de l'homme. Si ce penchant naturel n'eût jamais été contrarié par les institutions humaines, nulle part les villes ne se seraient accrues au delà de la population que pouvait soutenir l'état

de culture et d'amélioration du territoire dans lequel elles étaient situées, au moins jusqu'à ce que la totalité de ce territoire eût été pleinement cultivée et améliorée. A égalité de profits, ou à peu de différence près, la plupart des hommes préféreront employer leurs capitaux à la culture et à l'amélioration de la terre, plutôt que de les placer dans des manufactures ou dans le commerce étranger. Une personne qui fait valoir son capital sur une terre l'a bien plus sous les yeux et à son commandement, et sa fortune est bien moins exposée aux accidents que celle du commerçant; celui-ci est souvent obligé de confier la sienne, non-seulement aux vents et aux flots, mais à des éléments encore plus perfides, la folie et l'injustice des hommes, quand il accorde de grands crédits, dans des pays éloignés, à des personnes dont il ne peut guère bien connaître la situation ni le caractère. Au contraire, le capital qu'un propriétaire a fixé, par des améliorations, au sol même de sa terre, paraît être aussi assuré que peut le comporter la nature des choses humaines. D'ailleurs, la beauté de la campagne, les plaisirs de la vie champêtre, la tranquillité d'esprit dont on espère y jouir, et l'état d'indépendance qu'elle procure réellement, partout où l'injustice des lois ne vient pas s'y opposer, sont autant de charmes plus ou moins séduisants pour tout le monde; et comme la destination de l'homme, à son origine, fut de cultiver la terre, il semble conserver dans toutes les périodes de sa vie une prédilection pour cette occupation primitive de son espèce.

A la vérité, la culture de la terre, à moins d'entraîner avec soi beaucoup d'incommodités et de continuelles interruptions, ne saurait guère se passer de l'aide de quelques artisans. Les forgerons, les charpentiers, les faiseurs de charrues et de voitures, les maçons et briquetiers, les tanneurs, les cordonniers et les tailleurs, sont tous gens aux services desquels le fermier a souvent recours. Ces artisans ont aussi, de temps en temps, besoin les uns des autres; et leur résidence n'étant pas nécessairement attachée, comme celle du fermier, à tel coin de terre plutôt qu'à l'autre, ils s'établissent naturellement dans le voisinage les uns des autres, et forment ainsi une petite ville ou un village. Le boucher, le brasseur et le boulanger viennent bientôt s'y réunir, avec beaucoup d'autres artisans et détaillants nécessaires ou utiles pour leurs besoins journaliers, et qui contribuent encore d'autant à grossir la ville. Les habitants de la ville et ceux de la campagne sont réciproquement les serviteurs les uns des autres. La ville est une foire ou un marché continu où

se rendent les habitants de la campagne pour échanger leur produit brut contre du produit manufacturé. C'est ce commerce qui fournit aux habitants de la ville et les matières de leur travail, et les moyens de leur subsistance. La quantité d'ouvrage fait qu'ils vendent aux habitants de la campagne détermine nécessairement la quantité de matières et de vivres qu'ils achètent. Ainsi, ni leur occupation ni leur subsistance ne peuvent se multiplier qu'en raison de la demande que fait la campagne d'ouvrage fait, et cette demande ne peut elle-même se multiplier qu'en raison de l'extension et de l'amélioration de la culture. Si les institutions humaines n'eussent jamais troublé le cours naturel des choses, les progrès des villes en richesses et en population auraient donc, dans toute société politique, marché à la suite et en proportion de la culture et de l'amélioration de la campagne ou du territoire environnant.

Dans nos colonies de l'Amérique septentrionale, où l'on peut encore se procurer des terres à cultiver à des conditions faciles, il ne s'est encore établi, dans aucune de leurs villes, de manufacture pour la vente au loin. Dans ce pays, quand un artisan a amassé un peu plus de fonds qu'il ne lui en faut pour faire aller le commerce avec les gens de la campagne voisine, en fournitures de son métier, il ne cherche pas à monter, avec ce capital, une fabrique pour étendre sa vente plus au loin, mais il l'emploie à acheter de la terre inculte et à la mettre en valeur. D'artisan il devient planteur : ni le haut prix des salaires, ni les moyens que le pays offre aux artisans de se procurer de l'aisance, ne peuvent le décider à travailler pour autrui plutôt que pour lui-même. Il sent qu'un artisan est le serviteur des maîtres qui le font vivre ; mais qu'un colon qui cultive sa propre terre, et qui trouve dans le travail de sa famille de quoi satisfaire aux premiers besoins de la vie, est vraiment son maître et vit indépendant du monde entier.

Au contraire, dans les pays où il n'y a pas de terres incultes, ou du moins qu'on puisse se procurer à des conditions faciles, tout artisan qui a amassé plus de fonds qu'il ne saurait en employer dans les affaires qui peuvent se présenter aux environs, cherche à créer des produits propres à être vendus sur un marché plus éloigné. Le forgeron élève une fabrique de fer ; le tisserand se fait manufacturier en toiles ou en laineries. Avec le temps, ces différentes manufactures viennent à se subdiviser par degrés, et par ce moyen elles se perfectionnent de mille manières dont on peut aisément se faire idée, et qu'il est conséquemment inutile d'expliquer davantage.

Quand on cherche à employer un capital, on préfère naturellement, à égalité de profit ou à peu près, les manufactures au commerce étranger, par la même raison qu'on préfère naturellement l'agriculture aux manufactures ; si le capital du propriétaire ou du fermier est plus assuré que celui du manufacturier, le capital du manufacturier, qui est toujours sous ses yeux et à son commandement, est aussi plus assuré que celui d'un marchand qui fait le commerce étranger. A la vérité, dans quelque *période*¹ que soit une société, il faut toujours que le surplus de ses produits bruts et manufacturés, ou ce qui n'est point en demande chez elle, soit envoyé au dehors pour y être échangé contre quelque chose dont il y ait demande au dedans. Mais il importe fort peu pour cela que le capital qui envoie à l'étranger ce produit superflu soit un capital étranger ou un capital national. Si la société n'a pas encore acquis un capital suffisant pour cultiver toutes ses terres et aussi pour manufacturer le plus complètement possible tout son produit brut, il y a même pour elle un avantage considérable à ce que son superflu soit exporté par un capital étranger, afin que tout le capital de la société soit réservé pour les emplois les plus utiles. La richesse de l'ancienne Égypte, celle de la Chine et de l'Indostan, suffirent pour démontrer qu'une nation peut parvenir à un très-haut degré d'opulence, quoique la plus grande partie de son exportation se fasse par des étrangers. Si nos colonies de l'Amérique septentrionale et des Indes occidentales n'avaient eu d'autre capital que celui qui leur appartenait pour exporter le surplus de leurs produits, leurs progrès eussent été bien moins rapides.

Ainsi, suivant le cours naturel des choses, la majeure partie du capital d'une société naissante se dirige d'abord vers l'agriculture, ensuite vers les manufactures, et en dernier lieu vers le commerce étranger. Cet ordre de choses est si naturel, que dans toute société qui a quelque territoire, il a toujours, à ce que je crois, été observé à un certain point. On y a toujours cultivé des terres avant qu'aucunes villes considérables y aient été établies, et on a élevé dans ces villes quelque espèce de fabriques grossières avant qu'on

¹ La marche progressive d'une société, depuis l'état qu'on nomme *sauvage* jusqu'à celui d'une grande opulence, peut être partagée en plusieurs divisions relatives à chacun de ces divers degrés d'avancement, et c'est dans ce sens que doit être pris ici le mot de *période*, qui désigne une de ces divisions.

ait pensé sérieusement à faire par soi-même le commerce étranger.

Mais quoique cet ordre naturel de choses ait eu lieu jusqu'à un certain point en toute société possédant un territoire, cependant il a été tout à fait interverti, à beaucoup d'égards, dans tous les États modernes de l'Europe. C'est le commerce étranger de quelques-unes de leurs grandes villes qui a introduit toutes leurs plus belles fabriques ou celles dont les produits sont destinés à être vendus au loin, et ce sont à la fois les manufactures et le commerce étranger qui ont donné naissance aux principales améliorations de la culture des terres. Les mœurs et usages qu'avait introduits chez ces peuples la nature de leur gouvernement originaire, et qu'ils conservèrent encore après que ce gouvernement eut essuyé de grands changements, furent la cause qui les mit dans la nécessité de suivre cette marche rétrograde et contraire à l'ordre naturel.

CHAPITRE II.

COMMENT L'AGRICULTURE FUT DÉCOÛRAGÉE EN EUROPE APRÈS LA CHUTE
DE L'EMPIRE ROMAIN.

Lorsque les peuples de la Scythie et de la Germanie envahirent les provinces occidentales de l'empire romain, les désordres qu'entraîna une si grande révolution durèrent pendant plusieurs siècles. Les violences et les rapines que les barbares exerçaient contre les anciens habitants interrompirent le commerce entre la ville et la campagne. On déserta les villes, on laissa les campagnes sans culture, et les provinces occidentales de l'Europe, qui avaient joui, sous le gouvernement des Romains, d'un degré considérable d'opulence, tombèrent dans le dernier état de barbarie et de misère. Dans le cours de ces désordres, les chefs et les principaux capitaines de ces nations barbares acquirent ou usurpèrent pour eux-mêmes la majeure partie des terres de ces provinces. Une grande partie resta inculte; mais, cultivée ou non, aucune terre ne demeura sans maître. Chaque usurpateur travailla à grossir son lot, et la plus grande partie se trouva réunie dans les mains d'un petit nombre de grands propriétaires.

Cette première réunion de terres incultes par grands lots en un petit nombre de mains fut une grande calamité, mais qui aurait pu n'être que passagère. Elles se seraient bientôt après subdivisées de nouveau ;

naturellement les successions ou les aliénations les auraient réduites en petits lots. Mais la loi de *primogéniture* s'opposa à ce qu'elles fussent partagées par la voie des successions ; l'introduction des substitutions¹ empêcha qu'elles ne fussent morcelées par des aliénations.

Lorsqu'on ne voit dans les propriétés territoriales qu'un moyen de subsistance et de jouissance, comme dans les propriétés mobilières, alors la loi naturelle de succession les partage, de même que celles-ci, entre tous les enfants d'une même famille, entre tous ceux de qui la subsistance et le bien-être étaient censés également chers au père de famille. Aussi cette loi naturelle des successions eut-elle lieu chez les Romains, qui ne firent pas plus de distinction, pour la succession des terres, entre les aînés et les puînés, entre les mâles et les femelles, que nous n'en faisons pour les partages de biens meubles. Mais quand on regarda les terres, non pas comme de simples moyens de subsistance, mais comme des moyens de puissance et de protection, on trouva plus convenable qu'elles descendissent sans partage à un seul. Dans ces temps de désordre, chaque grand propriétaire était une espèce de petit prince ; ses vassaux étaient ses sujets ; il était leur juge et à quelques égards leur législateur pendant la paix, et leur chef pendant la guerre. Il faisait la guerre quand il le jugeait à propos, souvent contre ses voisins, et quelquefois contre son souverain.

La sûreté d'une terre, la protection que le maître pouvait donner à ceux qui y demeuraient, dépendaient de son étendue. La diviser, c'eût été la détruire et l'exposer à être de toutes parts ravagée et engloutie par les incursions des voisins. La loi de primogéniture s'établit ainsi dans la succession des terres, non pas au premier moment, mais dans la suite des temps, par la même raison qui a fait qu'elle s'est généralement établie dans les monarchies pour la succession au trône, quoiqu'elle n'ait pas toujours eu lieu au commencement de leur institution. Pour que la puissance et par conséquent la sûreté de la monarchie ne soient pas affaiblies par un partage, il faut qu'elle descende tout entière sur la tête des enfants. Pour savoir auquel d'entre eux on accorderait une préférence de si haute importance, il a fallu se déterminer

¹ Ces sortes de dispositions, dont l'objet est d'établir un ordre de succession différent de l'ordre ordinaire, se nomment en anglais *entail*, mais en français elles se nomment *substitutions*, quoique très-différentes de ce que la loi civile appelle de ce nom, comme on le fera observer plus loin.

par quelque règle générale qui ne fût pas fondée sur les distinctions si douteuses du mérite personnel, mais sur quelque différence simple et évidente qui ne pût jamais être matière à contestation. Parmi les enfants d'une même famille, il ne peut y avoir que les différences de l'âge et du sexe qui ne soient pas susceptibles d'être contestées. Le sexe mâle est en général préféré à l'autre, et quand toutes choses sont égales d'ailleurs, l'aîné a toujours le pas sur le puîné : de là l'origine du droit de primogéniture, et de ce qu'on appelle *succession de ligne*.

Il arrive souvent que les lois subsistent encore longtemps après qu'ont disparu les circonstances auxquelles elles doivent leur origine, et qui seules pouvaient les rendre raisonnables. Dans l'état actuel de l'Europe, le propriétaire d'un seul acre de terre est aussi parfaitement assuré de sa possession que le propriétaire de cent mille. Cependant on a encore égard au droit de primogéniture ; et comme c'est, de toutes les institutions, la plus propre à soutenir l'orgueil de la distinction des familles, il est vraisemblable qu'elle doit durer encore plusieurs siècles. Sous tout autre point de vue, rien ne peut être plus contraire aux vrais intérêts d'une nombreuse famille qu'un droit qui, pour enrichir un des enfants, réduit tous les autres à la misère.

Les *substitutions* sont une conséquence naturelle de la loi de primogéniture. Elles furent imaginées pour conserver une certaine succession de ligne dont la loi de primogéniture fit concevoir la première idée, et pour empêcher qu'aucune partie d'une terre ne fût démembrée de sa consistance primitive et mise hors de la ligne préférée, soit par don, legs ou aliénation, soit par l'inconduite ou la mauvaise fortune de ses possesseurs successifs ; elles étaient tout à fait inconnues chez les Romains. Leurs substitutions et *fidéicommiss* n'avaient aucune ressemblance avec nos substitutions actuelles, quoiqu'il ait plu à quelques jurisconsultes français d'habiller cette institution moderne avec les noms et les formes extérieures de l'ancienne.

Quand les propriétés foncières étaient des espèces de principautés, les substitutions pouvaient n'être pas déraisonnables. Semblables à ce que certaines monarchies appellent leurs *lois fondamentales*, elles pouvaient souvent empêcher que la sûreté de plusieurs milliers de personnes ne fût compromise par le caprice ou les dissipations d'un individu. Mais dans l'état actuel de l'Europe, où les petites propriétés, aussi bien que les plus grandes, tirent toute leur sûreté de la loi, il ne peut y avoir rien de plus absurde. Ces institutions sont fondées sur

la plus fausse de toutes les suppositions, la supposition que chaque génération successive n'a pas un droit égal à la terre qu'elle possède et à toutes ses autres possessions, mais que la propriété de la génération actuelle peut être restreinte et réglée d'après la fantaisie de gens morts il y a peut-être cinq cents ans. Cependant les substitutions sont encore en vigueur dans la majeure partie de l'Europe, et particulièrement dans les pays où la noblesse de naissance est une qualification indispensable pour prétendre aux honneurs civils ou militaires. On regarde donc les substitutions comme nécessaires pour maintenir le droit exclusif de la noblesse aux dignités et aux honneurs de son pays; et cette classe d'hommes ayant déjà usurpé sur le reste de ses concitoyens un privilège inique, de peur que leur pauvreté ne rendît celui-ci ridicule, on a trouvé raisonnable qu'ils y en joignissent un autre. A la vérité, le droit commun de l'Angleterre a en haine, dit-on, la perpétuité des propriétés, et les substitutions y sont aussi plus restreintes que dans toute autre monarchie de l'Europe, quoique l'Angleterre elle-même n'en soit pas entièrement affranchie. En Écosse, il y a plus du cinquième, peut-être plus du tiers des propriétés du pays qui sont encore actuellement dans les liens d'une substitution rigoureuse¹.

De cette manière, non-seulement de grandes étendues de terre inculte se trouvèrent réunies dans les mains de quelques familles, mais encore la possibilité que ces terres fussent jamais divisées fut prévenue par toutes les précautions imaginables. Or, il arrive rarement qu'un grand propriétaire soit un grand faiseur d'améliorations. Dans les temps

¹ Le commentateur Mac Culloch annonce ici qu'il ose être en désaccord avec l'opinion de Smith au sujet de la loi de primogéniture, ou de la coutume qui lègue tout ou la plus grande partie d'une propriété appartenant à une famille, au fils aîné. Il est pour le droit d'aînesse, favorable à la grande propriété, et il déduit ses raisons dans un très-long commentaire, où il déclare que l'expérience faite en France de l'égalité des partages est une expérience funeste à l'agriculture. Il conclut des inconvénients de la propriété morcelée à l'immobilisation forcée et légale de la propriété, à la perpétuité des instruments du travail agricole dans un petit nombre de familles. En Angleterre l'opinion de Mac Culloch est encore l'opinion générale, et Adam Smith, partisan de l'égalité des partages, ennemi des substitutions, n'a point fait de conversion. Dans ce pays la science n'a d'autorité qu'autant qu'elle favorise et défend les intérêts prédominants. Nous n'avons donc pas cru devoir citer en entier le commentaire aristocratique de Mac Culloch. A. B.

de désordre qui donnèrent naissance à ces institutions barbares, un grand propriétaire n'était occupé que du soin de défendre son territoire ou du désir d'étendre son autorité et sa juridiction sur celui de ses voisins. Il n'avait pas le loisir de penser à cultiver ses terres et à les mettre en valeur. Quand le règne de l'ordre et des lois lui en laissa le loisir, il n'en eut souvent pas le goût, et presque jamais il ne possédait les qualités qu'exige une telle occupation. La dépense de sa personne et de sa maison absorbant ou même surpassant son revenu, comme cela arrivait le plus souvent, où aurait-il pris un capital pour le destiner à un pareil emploi ? S'il était de caractère à faire des économies, il trouvait en général plus profitable de placer ses épargnes annuelles dans de nouvelles acquisitions, que de les employer à améliorer ses anciens domaines. Pour mettre une terre en valeur avec profit, il faut, comme pour toutes les entreprises de commerce, la plus grande attention sur les plus petits gains et sur les moindres épargnes, ce dont est rarement capable un homme né avec une grande fortune, fût-il même naturellement économe. La situation d'un homme de cette sorte le dispose plutôt à s'occuper de quelque genre de décoration qui flatte sa fantaisie qu'à spéculer sur des profits dont il a si peu besoin. L'élégance de sa parure, de son logement, de son équipage, de ses ameublements, voilà des objets auxquels, dès son enfance, il a été accoutumé à donner ses soins. La pente que de telles habitudes donnent naturellement à ses idées le dirige encore quand il vient à s'occuper d'améliorer ses terres; il embellira peut-être quatre à cinq cents acres autour de sa maison, avec dix fois plus de dépense que la chose ne vaudra après toutes ces améliorations, et il trouve que s'il s'avisait de faire sur la totalité de ses propriétés une amélioration du même genre (et son goût ne le porte guère à en faire d'autres), il serait en banqueroute avant d'avoir achevé la dixième partie d'une telle entreprise. Il y a encore aujourd'hui, dans chacun des royaumes-unis, de ces grandes terres qui sont restées, sans interruption, dans la même famille depuis le temps de l'anarchie féodale. Il ne faut que comparer l'état actuel de ces domaines avec les possessions des petits propriétaires des environs pour juger, sans autre argument, combien les propriétés si étendues sont peu favorables aux progrès de la culture.

S'il y avait peu d'améliorations à attendre de la part de ces grands propriétaires, il y avait encore bien moins à espérer de ceux qui tenaient la terre sous eux. Dans l'ancien état de l'Europe, tous ceux qui

cultivaient les terres étaient *tenanciers à volonté*. Ils étaient tous ou presque tous esclaves ; mais le genre de leur servitude était plus adouci que celui qui était en usage chez les anciens Grecs et chez les Romains, ou même dans nos colonies des Indes occidentales. Ils étaient censés appartenir plus directement à la terre qu'à leur maître. Aussi on les vendait avec la terre, mais point séparément d'elle. Ils pouvaient se marier pourvu qu'ils eussent le consentement de leur maître ; mais ensuite celui-ci ne pouvait pas rompre cette union en vendant l'homme et la femme à des personnes différentes. Si le maître tuait ou mutilait quelqu'un de ses *serfs*, il était sujet à une peine qui pourtant en général était fort légère. Au reste, ils étaient incapables d'acquérir aucune propriété ; tout ce qu'ils avaient était acquis à leur maître, qui pouvait le leur prendre à sa volonté. Toute culture et toute amélioration faite par de tels esclaves était proprement le fait de leur maître ; elle se faisait à ses frais ; les semences, les bestiaux et les instruments de labourage, tout était à lui. Il avait la totalité du profit, ses esclaves ne pouvaient rien gagner que leur subsistance journalière. C'était donc le propriétaire lui-même, dans ce cas, qui tenait sa propre terre et la faisait valoir par les mains de ses serfs. Cette espèce de servitude subsiste encore en Russie, en Pologne, en Hongrie, en Bohême, en Moravie et dans quelques autres parties de l'Allemagne. Ce n'est que dans les provinces de l'ouest et du sud-ouest de l'Europe qu'elle s'est totalement anéantie par degrés.

Mais s'il ne faut pas espérer que de grands propriétaires fassent jamais de grandes améliorations, c'est surtout quand ils emploient le travail de gens qui sont esclaves ¹. L'expérience de tous les temps et de toutes

¹ Dans le moyen âge, et tant que l'esclavage subsista sous un gouvernement féodal, l'agriculture était partout languissante. Les nobles, propriétaires des terres, avançaient à leurs esclaves le chétif capital qui faisait aller leur culture, et tout le produit de la terre leur appartenait, soit comme rente, soit comme intérêt, soit enfin comme loyer de leurs esclaves. Dans l'état actuel de l'Europe, où la culture des terres se fait par des fermiers indépendants, le propriétaire ne fait aucune avance, il ne reçoit que la rente foncière, et cette rente ne va guère au delà du tiers de la totalité du produit, quelquefois pas au quart. Néanmoins ce tiers ou quart du produit annuel est trois ou quatre fois plus grand que n'était auparavant le total, à cause de l'amélioration des terres et de la culture, suite de l'augmentation des capitaux et de l'industrie, qui eux-mêmes sont une suite de la li-

les nations, je crois, s'accorde pour démontrer que l'ouvrage fait par des esclaves, quoiqu'il paraisse ne coûter que les frais de leur subsistance, est, au bout du compte, le plus cher de tous. Celui qui ne peut rien acquérir en propre ne peut avoir d'autre intérêt que de manger le plus possible et de travailler le moins possible. Tout travail au delà de ce qui suffit pour acheter sa subsistance ne peut lui être arraché que par la contrainte et non par aucune considération de son intérêt personnel. Pline et Columelle ont remarqué l'un et l'autre combien la culture du blé dégénéra dans l'ancienne Italie, combien elle rapporta peu de bénéfice au maître, quand elle fut laissée aux soins des esclaves. Au temps d'Aristote, elle n'allait pas beaucoup mieux dans la Grèce. En parlant

berté et de la propriété dont jouit le cultivateur. A mesure des progrès que fait l'amélioration des terres, la rente diminue bien dans sa proportion avec le produit, mais elle augmente relativement à l'étendue de la terre.

L'Europe moderne nous fournit des données plus précises pour comparer le rapport de la culture quand elle est exercée par des esclaves et par des hommes libres. Le comte de Bernstorff, après avoir affranchi ses paysans, fit dresser des tableaux sur le produit de ses terres, avant et depuis cette époque; ils donnèrent le résultat suivant. Avant l'affranchissement on avait récolté en seigle le 3^e grain, en orge le 4^e, en avoine le 2 2/3. Après cette époque, la terre rendait en seigle le 8 1/3 grain, en orge le 9 1/3, en avoine le 8^e. Le revenu annuel de ce bien-fonds se trouvait augmenté, par l'amélioration de la culture, d'une valeur de 17,698 rixdalers.

M. Coxe rapporte, dans son *Voyage en Pologne*, que les terres du comte Zamoiscki, dans lesquelles il avait affranchi ses paysans, s'étaient améliorées depuis cette époque au point de lui rapporter, dix-sept ans après, un revenu triple de celui qu'il avait perçu lorsque ses laboureurs étaient esclaves.

En 1765 les domaines du roi de Danemarck dans le Holstein furent divisés en petites propriétés, et vendus soit aux paysans affranchis, soit à d'autres particuliers. Dans l'espace de 22 ans, jusqu'en 1787, on avait vendu de cette manière cinquante-deux domaines où la servitude était abolie : leur vente avait rapporté à la couronne un capital de 596,252 rixdalers, et cette somme, hypothéquée sur les terres de ces petits propriétaires, portait un intérêt de 5 pour 100. Les revenus que le roi en avait retirés ne se montaient qu'à 87,246 rixdalers; en 1787 les nouveaux propriétaires en tiraient 106,059 rixdalers, somme à laquelle il faut ajouter les intérêts du prix d'achat des terres, qui formaient une valeur de 42,649 rixdalers.

Ces exemples suffiront pour prouver que l'agriculture n'atteint jamais un haut degré de perfection quand elle est exercée par des esclaves ou des serfs; or si

de la république imaginaire décrite dans les lois de Platon : « Pour en-tretenir, dit-il, cinq mille hommes oisifs (qui était le nombre de guerriers supposé pour la défense de cette république), avec leurs femmes et leurs domestiques, il faudrait un territoire d'une étendue et d'une fertilité sans bornes, comme les plaines de Babylone. »

L'orgueil de l'homme fait qu'il aime à dominer, et que rien ne le mortifie tant que d'être obligé de descendre avec ses inférieurs aux voies de la persuasion. Aussi, toutes les fois que la loi le lui permet, et que la nature de l'ouvrage peut le supporter, il préférera généralement le service des esclaves à celui des hommes libres. Les plantations en sucre et en tabac sont en état de supporter la dépense d'une culture

l'esclavage est un obstacle pour les progrès de l'agriculture, il doit l'être à plus forte raison pour les *manufactures*. Nous avons vu comment les arts mécaniques naissent insensiblement à côté des travaux rustiques, et comment ils se perfectionnent en s'en séparant. Or, comme l'esclavage empêche cette séparation, il retient les arts éternellement dans l'enfance; car la division du travail, qui seule peut perfectionner ces arts, devient impossible là où l'homme est attaché à la glèbe.

Dans cet état de choses, l'esclave suffit lui-même comme il peut à la préparation des produits qu'il consomme : il bâtit lui-même sa chaumière, il fabrique lui-même ses meubles, ses ustensiles, il tisse lui-même ses étoffes, il coud lui-même ses habits, et les préparations auxquelles il ne peut pourvoir par lui-même, il est obligé de s'en passer. Aussi tout ce qui l'environne est misérable, et pour monter ce chétif ménage, il lui faut dix ou vingt fois plus de temps, de peine et de matériaux qu'il n'en aurait fallu aux différents artisans qui constituent ces métiers, pour en former un beaucoup plus solide, plus commode et plus appareux.

Le maître, à la vérité, ne se contente pas de travaux si grossiers : pour en faire naître qui le soient un peu moins, il établit une espèce de division parmi ses esclaves; il en retire quelques-uns de la charrue pour en faire des charpentiers, des maçons, des cuisiniers, des tailleurs, des cordonniers. Mais si le travail agricole ne se perfectionne que faiblement sous le régime de la contrainte, celui des manufactures ne fait presque point de progrès sous un tel régime. Le produit de l'agriculture est en grande partie l'ouvrage de la nature; lors même que l'ouvrier s'acquitte mal de sa besogne, la nature fait toujours son devoir, et quelque imparfait que soit le procédé du cultivateur, le produit ne s'en ressent que par rapport à la quantité; à l'égard de la qualité il est à peu près toujours le même. Les produits des manufactures, au contraire, sont presque entièrement l'ouvrage de l'homme, et conséquemment ils ne peuvent se perfectionner que par le zèle, l'activité et les efforts des hommes. Or, la contrainte ne produit jamais ces effets : si elle parvient à faire travailler les hommes, c'est tout ce qu'elle peut; mais elle ne les rend ja-

faite par des mains esclaves. Il paraît que la culture du blé ne pourrait aujourd'hui supporter cette dépense. Dans les colonies anglaises dont le blé fait le principal produit, la très-majeure partie de l'ouvrage se fait par des hommes libres. La résolution prise dernièrement par les quakers de Pensylvanie, de mettre en liberté tous leurs nègres esclaves, nous prouve assez que le nombre n'en était pas bien grand. S'ils y avaient fait une partie considérable de la propriété, une pareille résolution n'aurait jamais passé. Dans nos colonies à sucre, au contraire, tout l'ouvrage se fait par des esclaves, et une très-grande partie du travail se fait de la même manière dans celles à tabac. Les profits d'une sucrerie, dans toutes nos colonies des Indes Occidentales, sont en général beaucoup plus forts que ceux de toute autre espèce de culture

main inventifs, zélés, intelligents. Ainsi dans les manufactures la supériorité de l'ouvrier libre sur l'esclave est encore bien plus sensible que dans la culture des terres. On a bien vu quelques pays à esclaves fleurir par l'agriculture, mais on n'en peut pas citer un seul où les arts mécaniques aient été portés à un haut point de perfection.

De même que l'esclavage arrêta les progrès des manufactures chez les Romains, il fut encore nuisible au commerce, qu'il retint chez eux dans un état d'enfance. La boussole, les postes, les lettres de change, les papiers de crédit, les banques, les assurances, en un mot, tous les perfectionnements du commerce leur étaient inconnus, et ne furent inventés que lorsque la destruction totale de l'esclavage avait fait naître un tiers-état et que des hommes libres se vouaient à l'exercice du commerce. Les Romains étaient riches; mais cette richesse était le partage d'un petit nombre de citoyens; tout le reste croupissait dans la misère la plus profonde, qui n'était que faiblement soulagée par les largesses du trésor public. Encore cette richesse n'était-elle point le fruit de l'industrie, mais celui du pillage que Rome exerçait sur les peuples vaincus. Si la guerre n'avait pas été pour les Romains un moyen d'acquiescer, ils seraient toujours restés pauvres, comme dans les premiers temps de la république, à moins qu'ils n'eussent aboli l'esclavage et exercé les arts industriels comme font les peuples modernes.

Sous le régime féodal le faible et étroit commerce qui se faisait en Europe, et le petit nombre de fabriques simples et grossières qui y étaient établies, n'exigeaient que de très-minces capitaux. Il fallait pourtant que ces capitaux rendissent de très-grands profits, du moins à en juger par le taux de l'intérêt. Nulle part ce taux n'était au-dessous de 10 pour 100, et il fallait bien que les profits d'entrepreneurs pussent suffire à payer un intérêt aussi fort. A présent on fait d'immenses entreprises manufacturières et commerciales, et le taux de l'intérêt n'est nulle part plus haut que 6 pour 100; dans les pays les plus riches, il est

que l'on connaisse en Europe ou en Amérique ; et les profits d'une plantation de tabac, quoique inférieurs à ceux d'une sucrerie, sont, comme on l'a déjà observé, supérieurs à ceux du blé. Les uns et les autres peuvent supporter la dépense d'une culture faite par des mains esclaves, mais les sucreries sont encore plus en état de la supporter que les plantations de tabac. Aussi, dans nos colonies à sucre, le nombre des nègres est-il beaucoup plus grand en proportion de celui des blancs, qu'il ne l'est dans nos colonies à tabac.

Aux cultivateurs serfs des anciens temps succéda par degrés une espèce de fermiers, connus à présent en France sous le nom de *métayers*. On les nommait en latin *coloni partiarum*. Il y a si longtemps qu'ils sont hors d'usage en Angleterre, que je ne connais pas à présent de mot anglais qui les désigne. Le propriétaire leur fournissait la semence,

même tombé à 4, 3 et 2 pour 100. Cet accroissement de l'industrie, cette hausse de l'intérêt, sont une suite de l'affranchissement des esclaves.

L'époque de l'abolition entière de l'esclavage en Europe est l'aurore de toutes les grandes découvertes qui honorent l'esprit humain, qui ennoblissent l'existence de l'homme et qui la rendent plus douce et plus agréable. Tous les progrès que l'Europe a faits dans les sciences et les arts, dans le gouvernement et dans l'industrie, progrès qui lui assurent une prééminence si glorieuse sur les autres parties du monde, ne datent que de cette grande et bienfaisante révolution ; et il n'y a point de doute que si elle n'avait pas eu lieu, l'Europe eût péri encore à peu près dans la même barbarie dans laquelle elle était ensevelie pendant tant de siècles. Il est vrai qu'aujourd'hui l'esclavage ne peut plus avoir les mêmes effets destructifs pour les pays où il subsiste encore, qu'il avait pour l'Europe dans le moyen âge : alors il était général ; aujourd'hui les États qui le tolèrent se trouvent environnés de peuples libres, opulents et civilisés, dont les capitaux, les lumières et les découvertes viennent au secours de leur développement. Ces États comptent un nombre plus considérable de petits propriétaires et d'hommes libres qu'il n'y en avait jamais eu dans aucun pays de l'Europe pendant le régime féodal ; ils jouissent d'un gouvernement plus régulier et d'une sûreté extérieure et intérieure incomparablement plus grande que les États du moyen âge. Enfin les mœurs y adoucissent l'esclavage à un point inconnu chez les anciens et fort rare chez les peuples d'Europe à toutes les autres époques. Ces circonstances modifient sans doute les effets de l'esclavage et les rendent moins destructifs pour la prospérité des nations ; mais ce serait s'abuser étrangement que de croire pouvoir atteindre, en conservant l'esclavage, la richesse et la civilisation des nations libres.

STORCU.

les bestiaux et les instruments de labourage ; en un mot, tout le capital nécessaire pour pouvoir cultiver la ferme. Le produit se partageait par égales portions entre le propriétaire et le fermier, après qu'on en avait prélevé ce qui était nécessaire à l'entretien de ce capital, qui était rendu au propriétaire quand le fermier quittait la métairie ou en était renvoyé.

Une terre exploitée par de pareils tenanciers est, à bien dire, cultivée aux frais du propriétaire, tout comme celle qu'exploitent des esclaves. Il y a cependant entre ces deux espèces de cultivateurs une différence fort essentielle. Ces tenanciers, étant des hommes libres, sont capables d'acquérir des propriétés ; et ayant une certaine portion du produit de la terre, ils ont un intérêt sensible à ce que la totalité du produit s'élève le plus possible, afin de grossir la portion qui leur revient. Un esclave, au contraire, qui ne peut rien gagner que sa subsistance, ne cherche que sa commodité, et fait produire à la terre le moins possible au delà de cette subsistance. Si la tenue en servage vint par degrés à se détruire dans la majeure partie de l'Europe, il est vraisemblable que ce fut en partie à cause de la mauvaise culture qui en résultait, et en partie parce que les serfs, encouragés à cet égard par le souverain, qui était jaloux des grands seigneurs, empiétèrent successivement sur l'autorité de leurs maîtres, jusqu'au point d'avoir rendu à la fin, à ce qu'il semble, cette espèce de servitude tout à fait incommode. Toutefois, le temps et la manière dont s'opéra cette importante révolution, sont deux points des plus obscurs de l'histoire moderne. L'Église de Rome réclame l'honneur d'y avoir beaucoup contribué, et il est constant que, dès le douzième siècle, Alexandre III publia une bulle pour l'affranchissement général des esclaves. Il semble cependant que ce fut plutôt une pieuse exhortation aux fidèles, qu'une loi qui entraînât de leur part une rigoureuse obéissance. La servitude n'en subsista pas moins presque partout pendant encore plusieurs siècles, jusqu'à ce qu'enfin elle fut successivement abolie par l'effet combiné des deux intérêts dont nous avons parlé, celui du propriétaire d'une part, et celui du souverain de l'autre. Un serf affranchi auquel on permettait de rester en possession de la terre qu'il cultivait, n'ayant pas de capital en propre, ne pouvait exploiter que par le moyen de celui que le propriétaire lui avançait, et par conséquent il dut être ce qu'on appelle en France un *métayer*.

Cependant il ne pouvait pas être de l'intérêt même de cette dernière es-

pièce de cultivateurs de consacrer à des améliorations ultérieures aucune partie du petit capital qu'ils pouvaient épargner sur leur part du produit, parce que le seigneur, sans y rien placer de son côté, aurait également gagné sa moitié dans ce surcroît de produit. La dîme, qui n'est pourtant qu'un dixième du produit, est regardée comme un très-grand obstacle à l'amélioration de la culture; par conséquent, un impôt qui s'élevait à la moitié devait y mettre une barrière absolue. Ce pouvait bien être l'intérêt du métayer de faire produire à la terre autant qu'elle pouvait rendre, avec le capital fourni par le propriétaire; mais ce ne pouvait jamais être son intérêt d'y mêler quelque chose du sien propre. En France, où l'on dit qu'il y a cinq parties sur six, dans la totalité du royaume, qui sont encore exploitées par ce genre de cultivateurs, les propriétaires se plaignent que leurs métayers saisissent toutes les occasions d'employer leurs bestiaux de labour à faire des charrois plutôt qu'à la culture, parce que, dans le premier cas, tout le profit qu'ils font est pour eux, et que, dans l'autre, ils le font de moitié avec leur propriétaire. Cette espèce de tenancier subsiste encore dans quelques endroits de l'Écosse : on les appelle *Tenanciers à l'arc-de-fer*¹. Ces anciens tenanciers anglais, qui, selon le baron Gilbert et le docteur Blackstone, doivent plutôt être regardés comme les *baillis*² du propriétaire, que comme des fermiers proprement dits, étaient vraisemblablement des tenanciers de la même espèce.

A cette espèce de tenanciers succédèrent, quoique lentement et par degrés, les *fermiers* proprement dits, qui firent valoir la terre avec leur propre capital, en payant au propriétaire une rente fixe. Quand ces fermiers ont un bail pour un certain nombre d'années, ils peuvent quelquefois trouver leur intérêt à placer une partie de leur capital en améliorations nouvelles sur la ferme, parce qu'ils peuvent espérer de regagner cette avance, avec un bon profit, avant l'expiration du bail. Cependant la possession de ces fermiers fut elle-même pendant longtemps extrêmement précaire, et elle l'est encore dans plusieurs endroits de

¹ *Steel-bow tenants*. Ce nom vient probablement de la manière dont ils étaient autrefois armés en guerre.

² Espèce d'officiers subalternes de justice, comme étaient nos sergents de justice seigneuriale, mais qui de plus faisaient pour le seigneur la collecte des cens, lofs, amendes et autres droits, tant fixes que casuels, de la seigneurie.

l'Europe. Ils pouvaient être légalement évincés de leur bail, avant l'expiration du terme, par un nouvel acquéreur; et en Angleterre même, par ce genre d'action simulée qu'on nomme *action de commun recouvrement*¹. S'ils étaient expulsés illégalement et violemment par leur maître, ils n'avaient, pour la réparation de cette injure, qu'une action très-imparfaite. Elle ne leur faisait pas toujours obtenir d'être réintégrés dans la possession de la terre, mais on leur accordait seulement des dommages-intérêts, qui ne s'élevaient jamais au niveau de leur perte réelle. En Angleterre même, le pays peut-être de l'Europe où l'on a toujours eu le plus d'égards pour la classe des *paysans*², ce ne fut qu'environ dans la quatorzième année du règne de Henri VII qu'on imagina l'*action d'expulsion*, par laquelle le tenancier obtient non-seulement des dommages, mais recouvre même la possession, et au moyen de laquelle il n'est pas nécessairement déchu de son droit par la décision incertaine d'une seule *assise*³. Ce genre d'action a même été regardé comme tellement efficace, que, dans la pratique moderne, quand le propriétaire est obligé d'intenter action pour la possession de sa terre, il est rare qu'il fasse usage des actions qui lui appartiennent proprement comme propriétaire, telles que le *verit*⁴ de droit ou le *verit*

¹ *Action of common recovery*, espèce d'action ou de procédure fictive ou concertée pour se faire adjuger par jugement un bien-fonds, et le posséder ainsi libre et purgé de substitutions, reversions et autres droits réels dont il était grevé. C'est ainsi qu'en France, pour purger les hypothèques, on avait imaginé une procédure simulée, qu'on nommait *décret volontaire*.

² Ce mot de *paysans*, qu'il a fallu employer faute d'autre, désigne ici principalement cette classe qu'on nomme en anglais *yeomen*, et qui a rang immédiatement après celle de *gentlemen*, et avant celle des gens de métier ou artisans, *tradesmen*. Cette classe des *yeomen* comprend les laboureurs, fermiers, nourrisseurs, etc., et autres ouvriers de la campagne, qui, travaillant manuellement, sont, par cette raison, hors de la classe des *gentlemen*, mais qui, possédant en pleine propriété, ou au moins à vie, un bien-fonds de 40 schellings de rente au moins, ont droit de concourir à l'élection des représentants de leur comté, d'être nommés jurés, etc.

³ On entend par ce mot l'ensemble des séances employées, par les juges d'assise et les jurés, à l'examen, instruction et décision d'un procès.

⁴ En Angleterre, les actions ne s'intentent qu'en vertu de *lettres* ou *commissions*, et chaque action a sa formule particulière. C'est ce qu'on nomme *verit*, et ce qui ressemble en quelque sorte à nos lettres ou commissions de chancelleries,

d'entrée, mais il poursuit, au nom de son tenancier, par le *verit d'expulsion*. Ainsi, en Angleterre, la sûreté du fermier est égale à celle du propriétaire. D'ailleurs, en Angleterre, un bail à vie de la valeur de 40 schellings de rente annuelle est réputé *franche-tenure*¹, et donne au preneur du bail le droit de voter pour l'élection d'un membre du parlement; et comme il y a une grande partie de la classe des *paysans* qui a des *franches-tenures* de cette espèce, la classe entière se trouve traitée avec égard par les propriétaires, par rapport à la considération politique que ce droit lui donne. Je ne erois pas qu'on trouve en Europe, ailleurs qu'en Angleterre, l'exemple d'un tenancier bâtissant sur une terre dont il n'a point de bail, dans la confiance que l'honneur du propriétaire l'empêchera de se prévaloir d'une amélioration aussi importante. Ces lois et ces coutumes, si favorables à la classe des *paysans*, ont peut-être plus contribué à la grandeur actuelle de l'Angleterre, que ces règlements de commerce tant prônés, à les prendre même tous ensemble.

La loi qui assure les baux les plus longs et les maintient contre quelque espèce de successeur que ce soit, est, autant que je puis savoir, particulière à la Grande-Bretagne. Elle fut introduite en Écosse, dès l'année 1449, par une loi de Jacques II². Cependant les substitutions ont beaucoup nui à l'influence salutaire que cette loi eût pu avoir, les grevés de substitution étant en général incapables de faire des baux pour un long terme d'années, souvent même pour plus d'un an. Un acte du parlement a dernièrement relâché tant soit peu leurs liens à cet égard, mais il subsiste encore trop de gêne³. D'ailleurs, en Écosse,

exigées autrefois pour certains cas ou devant certains tribunaux. Le *verit d'entrée* répond à ce que nous nommons, dans la procédure française, l'*action possessoire*, et le *verit de droit*, à ce que nous nommons l'*action pétitoire*.

¹ *Free-hold*, c'est-à-dire une possession qui a tous les caractères et les droits d'une pleine propriété.

² Voici une copie de l'acte de 1449, chap. xviii, qui a été justement appelé la *Grande charte* des agriculteurs d'Écosse.

« *Item* il est ordonné, pour la sûreté et l'avantage du pauvre peuple qui cultive la terre, que ceux et tous autres qui auront pris ou prendront à l'avenir de la terre des mains des seigneurs, et qui auront des termes et baux, dans le cas où les seigneurs vendraient ou aliéneraient cette terre ou terres, ceux-là, les preneurs, garderont leurs baux jusqu'à la fin de leurs termes, en quelque main que la terre passe, pour la même rente qu'ils l'avaient reçue. »

MAC CULLOCH.

³ Le statut auquel le Dr Smith fait allusion est celui de la dixième année de

comme aucune tenure à bail ne donne de vote pour élire un membre du parlement, la classe des *paysans* est, sous ce rapport, moins considérée par les propriétaires qu'elle ne l'est en Angleterre ¹.

Georges III, chap. LI. Cet acte permet au possesseur d'un bien grevé de substitution d'accorder des baux pour un nombre quelconque d'années, n'excédant pas trente et un ans, ou pour quatorze ans et une vie existante, ou pour deux vies existantes, pourvu que dans les baux pour deux vies le fermier soit tenu d'exécuter certaines améliorations spécifiées dans l'acte. On permet aussi les baux de quatre-vingt-dix-neuf ans, à condition de bâtir.

MAC CULLOCH.

¹ « Si le Dr Smith avait dit que la privation de la franchise électorale rendait les paysans d'Écosse moins *utiles*, au lieu de moins respectables, à leurs propriétaires, il n'y aurait rien à reprendre à son observation. L'acte de la réforme accorde le droit de voter à tout tenancier affermant une terre de 50 livres sterling par an, aussi bien en Écosse qu'en Angleterre, et personne connaissant l'état de l'Écosse avant et depuis la réforme, n'osera dire qu'elle a rendu les fermiers plus *respectables* aux yeux de leurs propriétaires. Il est certain qu'elle a eu des effets tout contraires; et, quelles que soient ses conséquences sous d'autres rapports, elle a déjà exercé et continuera d'exercer, il y a tout lieu de le penser, une influence pernicieuse sur les intérêts des fermiers et de l'agriculture. Autrefois les propriétaires d'Écosse s'inquiétaient rarement des opinions politiques de leurs tenanciers, et pourvu qu'ils payassent leur terme et gouvernassent leurs terres conformément aux stipulations de leurs baux, ils pouvaient être du parti politique et religieux qui leur plaisait. Il en est devenu tout autrement depuis. Les propriétaires désireux, comme tout le monde, d'étendre leur influence politique, veulent contrôler et même commander les suffrages de leurs tenanciers, et multiplier sur leurs domaines les électeurs dépendants. Pour obtenir ces résultats, ils n'ont pas scrupule, en beaucoup de cas, d'employer un système d'intimidation et de prendre des mesures vindicatives contre les tenanciers qui ont voté contrairement à leurs vœux. Mais cet inconvénient, quoique le plus sensible aujourd'hui, est encore le moindre des maux qui résulte du nouvel état de choses. Il a déjà conduit, en plusieurs cas, à changer le mode suivant lequel on affermait les terres jusque-là, et il y a bien des raisons de craindre qu'il ne fasse disparaître à la fin le système d'accorder des baux de dix-neuf et vingt ans assurés, système qui a été l'unique cause des merveilleux progrès de l'agriculture en Écosse. Dans un grand nombre de cas, il a aussi amené la subdivision des fermes, dans le seul but de créer des électeurs. Et quoique faite avec de bonnes intentions, l'extension du suffrage aux tenanciers est un des coups les plus funestes qui aient été portés à leur indépendance et à la prospérité de l'agriculture. Les tenanciers, comme tels, sont la dernière classe de citoyens auxquels la franchise électorale devrait être accordée. La plupart d'entre eux sont engagés envers leurs propriétaires et dépendent absolument d'eux; et le

Dans les autres endroits de l'Europe, quoiqu'on ait trouvé convenable d'assurer les tenanciers contre les héritiers et nouveaux acquéreurs, le terme de leur sûreté resta toujours borné à une période fort courte : en France, par exemple, il fut borné à neuf ans, à compter du commencement du bail. A la vérité, il a été dernièrement étendu, dans ce pays, jusqu'à vingt-sept ans, période encore trop courte pour encourager un fermier à faire les améliorations les plus importantes. Les propriétaires des terres étaient anciennement les législateurs dans chaque coin de l'Europe. Aussi les lois relatives aux biens-fonds furent toutes calculées sur ce qu'ils supposaient être l'intérêt du propriétaire. Ce fut pour son intérêt qu'on imagina qu'un bail passé par un de ses prédécesseurs ne devait pas l'empêcher, pendant un long terme d'années, de jouir de la pleine valeur de sa terre. L'avarice et l'injustice voient toujours mal, et elles ne prévirent pas combien un tel règlement mettrait d'obstacles à l'amélioration de la terre, et par là nuirait, à la longue, au véritable intérêt du propriétaire.

De plus, les fermiers, outre le paiement du fermage, étaient censés obligés, envers leur propriétaire, à une multitude de services qui étaient rarement ou spécifiés par le bail, ou déterminés par quelque règle précise, mais qui l'étaient seulement par l'usage et la coutume du manoir ou de la baronnie. Ces services, étant presque entièrement arbitraires, exposaient le fermier à une foule de vexations. En Écosse, le sort de la classe des paysans s'est fort amélioré dans l'espace de quelques années, au moyen de l'abolition de tous les services qui ne seraient pas expressément stipulés par le bail.

Les services publics auxquels les paysans étaient assujettis n'étaient pas moins arbitraires que ces services privés. Les corvées pour la confection et l'entretien des grandes routes, servitude qui subsiste en-

petit nombre de ceux qui sont indépendants ne le sont que parce qu'ils ont acquis de la propriété, et auraient possédé cette franchise, si on l'avait accordée, comme on aurait dû le faire, à ceux-là seulement qui possédaient une certaine quantité de propriété indépendante. Si le meilleur système électoral est celui qui amène au scrutin le plus grand nombre d'électeurs indépendants, et en éloigne le plus grand nombre de ceux qui sont dépendants, l'extension de la franchise aux tenanciers et occupants de terres seigneuriales doit être le système le pire de tous, car de toutes les classes de la société celle-là est la plus dépendante, celle qui est la plus à la merci d'autrui.

MAC CULLOCH.

core, je crois, partout, avec des degrés d'oppression différents dans les différents pays, n'étaient pas la seule qu'ils eussent à supporter. Quand les troupes du roi, quand sa maison ou ses officiers venaient à passer dans quelques campagnes, les paysans étaient tenus de les fournir de chevaux, de voitures et de vivres, au prix que fixait le pourvoyeur. La Grande-Bretagne est, je crois, la seule monarchie de l'Europe où ce dernier genre d'oppression a été totalement aboli. Il subsiste encore en France et en Allemagne¹.

Il n'y avait pas moins d'arbitraire et d'oppression dans les impôts auxquels ils étaient assujettis. Quoique les anciens seigneurs fussent très-peu disposés à donner eux-mêmes à leur souverain des aides en argent, ils lui accordaient facilement la faculté de *tailler*, comme ils l'appelaient, leur tenancier, et ils n'avaient pas assez de connaissance pour sentir combien leur revenu personnel devait s'en trouver affecté en définitive. La *taille*, telle qu'elle subsiste encore en France, peut donner l'idée de cette ancienne manière de tailler. C'est un impôt sur les profits présumés du fermier, qui s'évaluent d'après le capital qu'il a sur sa ferme. L'intérêt de celui-ci est donc de paraître en avoir le moins possible, et par conséquent d'en employer aussi peu que possible à la culture, et point du tout en améliorations. Si un fermier français peut jamais venir à accumuler un capital, la taille équivaut presque à une prohibition d'en faire jamais emploi sur la terre. De plus, cet impôt est réputé déshonorant pour celui qui y est sujet, et est censé le mettre au-dessous du rang, non-seulement d'un gentilhomme, mais même d'un bourgeois; et tout homme qui afferme les terres d'autrui y devient sujet. Il n'y a pas de gentilhomme ni même de bourgeois possédant un capital, qui veuille se soumettre à cette dégradation. Ainsi, non-seulement cet impôt empêche que le capital qu'on gagne sur la terre ne soit jamais employé à la bonifier, mais même il détourne de cet emploi tout autre capital. Les anciennes dîmes et quinzièmes, si fort en usage autrefois en Angleterre, en tant qu'elles portaient sur la terre, étaient, à ce qu'il semble, des impôts de la même nature que la taille.

On devait s'attendre à bien peu d'améliorations de la part des tenanciers découragés de tant de manières. Cette classe de gens ne peut ja-

¹ Il n'est pas besoin de dire que tous ces privilèges féodaux ont été abolis en France par la révolution.

A. B.

mais en faire qu'avec de grands désavantages, quelque liberté et quelque sûreté que la loi puisse lui donner. Le fermier est, à l'égard du propriétaire, ce qu'est un marchand qui commerce avec des fonds d'emprunt, à l'égard de celui qui commerce avec ses propres fonds. Le capital de chacun de ces deux marchands peut bien se grossir; mais à égalité de prudence dans leur conduite, le capital de l'un grossira toujours beaucoup plus lentement que celui de l'autre, à cause de la grande part de profits qui se trouve emportée par l'intérêt du prêt. De même, à égalité de soins et de prudence, les terres cultivées par un fermier s'amélioreront nécessairement avec plus de lenteur que celles qui sont cultivées par les mains du propriétaire, par rapport à la grosse part du produit qu'emporte le fermage, et que le fermier aurait employée en autant d'améliorations nouvelles, s'il eût été propriétaire. D'ailleurs l'état d'un fermier est, par la nature des choses, au-dessus du propriétaire. Dans la majeure partie de l'Europe, on regarde les paysans comme une classe inférieure même à un bon artisan, et dans toute l'Europe ils sont au-dessous des gros marchands et des maîtres manufacturiers. Il ne peut donc guère arriver qu'un homme, maître d'un capital un peu considérable, aille quitter son état, pour se mettre dans un état inférieur. Par conséquent, même dans l'état actuel de l'Europe, il est probable qu'il n'y aura que très-peu de capital qui aille, des autres professions, à celle de faire valoir des terres comme fermier. Il y en va peut-être plus dans la Grande-Bretagne que dans tout autre pays, quoiqu'à même les grands capitaux qui sont en quelques endroits employés par des fermiers, ont été gagnés en général à ce genre de métier, celui de tous peut-être où un capital se gagne le plus lentement. Cependant, après les petits propriétaires, les gros et riches fermiers sont, en tout pays, ceux qui apportent le plus d'améliorations aux terres. C'est ce qu'ils font peut-être plus encore en Angleterre qu'en aucune autre monarchie de l'Europe. Dans les gouvernements républicains de la Hollande et du canton de Berne, les fermiers, dit-on, ne le cèdent en rien à ceux d'Angleterre.

Mais par-dessus tout, ce qui contribua à décourager la culture et l'amélioration des terres, dans la police administrative de l'Europe, soit que les terres fussent entre les mains des fermiers ou dans celles d'un propriétaire, ce fut, premièrement, la prohibition générale d'exporter des grains sans une permission spéciale, ce qui paraît avoir été un règlement très-universellement reçu; et secondement, les entraves qui furent mises au commerce intérieur, non-seulement du blé, mais de

presque toutes les autres parties du produit de la ferme, au moyen de ces lois absurdes contre les accapareurs, regrattiers et intercepteurs ¹, et par les privilèges des foires et marchés. On a déjà observé comment la prohibition de l'exportation des blés, jointe à quelque encouragement donné à l'importation des blés étrangers, arrêta les progrès de la culture dans l'ancienne Italie, le pays naturellement le plus fertile de l'Europe, et alors le siège du plus grand empire du monde. Il n'est peut-être pas aisé de s'imaginer jusqu'à quel point de telles entraves sur le commerce intérieur de cette denrée, jointes à la prohibition générale de l'exportation, doivent avoir découragé la culture dans des pays moins fertiles et qui se trouvaient moins favorisés par les circonstances.

CHAPITRE III.

COMMENT LES VILLES ² SE FORMERENT ET S'AGRANDIRENT APRÈS LA CHUTE DE L'EMPIRE ROMAIN.

Après la chute de l'empire romain, les habitants des villes ne furent pas mieux traités que ceux des campagnes. Ces villes étaient, il est vrai, composées d'une classe de gens bien différents des premiers habitants des anciennes républiques de Grèce et d'Italie. Ce qui composait principalement celles-ci, c'étaient les propriétaires des terres, entre lesquels le territoire public avait été originalement divisé, et qui avaient trouvé plus commode de bâtir leurs maisons dans le voisinage l'une de l'autre, et de les entourer d'une muraille pour la défense commune. Au contraire, après la chute de l'empire romain, il paraît qu'en général les propriétaires des terres ont habité dans des châteaux forts, sur leurs propres domaines et au milieu de leurs tenanciers et de tous les gens de leur dépendance. Les villes étaient principalement habitées par des

¹ Ce délit de police, que les lois anglaises nomment *forestalling*, est distingué de celui qui se nomme *engrossing*, accaparer. Intercepter les denrées, c'est les attendre sur la route pour les acheter avant qu'elles arrivent au marché.

² Le texte porte les *cités* et les *villes*, parce qu'en Angleterre on distingue par le nom de *cité* les villes qui sont ou ont été siège d'un évêché; mais cette distinction serait ici sans objet.

artisans et gens de métier qui étaient alors, à ce qu'il semble, de condition servile ou d'une condition qui en approchait beaucoup. Les privilèges que nous voyons, dans les anciennes chartes, accordés aux habitants de quelques-unes des principales villes d'Europe, suffisent pour nous faire voir ce qu'ils étaient avant ces concessions. Des hommes auxquels on accorde, comme un privilège, de pouvoir marier leurs filles sans le consentement de leur seigneur, d'avoir pour héritiers à leur mort leurs enfants et non leur seigneur, et de pouvoir disposer de leurs effets par testament, ont dû être tout à fait, ou très-peu s'en faut, dans le même état de servitude que les cultivateurs de la terre dans les campagnes.

Il paraît, en effet, que c'était une très-pauvre et très-basse classe de gens, qui avaient coutume de voyager de place en place et de foire en foire avec leurs marchandises, comme nos porteurs de balle d'aujourd'hui. On avait alors, dans tous les différents pays de l'Europe, la coutume qui se pratique à présent dans plusieurs gouvernements tartares de l'Asie, celle de lever des taxes sur les personnes et les effets des voyageurs, quand ils traversaient certains domaines, quand ils passaient sur certains ponts, quand ils portaient leurs marchandises aux foires de place en place, et quand ils y dressaient une loge ou un étal pour les vendre. Ces différentes taxes furent connues en Angleterre sous les noms de *péage*, *pontonage*, *lestage*¹ et *étalage*. Quelquefois le roi, et quelquefois un grand seigneur qui avait, à ce qu'il semble, droit d'agir ainsi en certaines circonstances, accordait à quelques marchands particuliers, et principalement à ceux qui résidaient dans ses domaines, une exemption générale de toutes ces taxes. Ces marchands, quoique à tous autres égards de condition servile ou à peu près servile, étaient, sous ce rapport, appelés *francs marchands*. En retour, ils payaient ordinairement à leur protecteur une espèce de *capitation*² annuelle. Dans ces temps-là, la protection ne s'accordait guère que pour une composition assez forte, et on pourrait peut-être regarder cette capitation comme une indemnité de ce que leur exemption des autres taxes pouvait faire perdre à leurs patrons. Il paraît que ces exemptions et ces capitations

¹ Ce mot vient d'une sorte de poids nommé *lest*. La taxe se percevait sur les marchandises qui se vendaient au lest. Les autres termes s'expliquent assez d'eux-mêmes.

² *Poll-tax*, taxe par tête.

furent d'abord absolument personnelles, et ne regardaient que quelques particuliers qui jouissaient de ce privilège, ou durant leur vie, ou à la volonté de leurs protecteurs. Dans les extraits fort imparfaits qui ont été publiés du *Grand Cadastre* ¹, à l'article de plusieurs villes d'Angleterre, il est souvent fait mention, tantôt de la taxe que certains bourgeois payaient chacun au roi ou à quelque autre grand seigneur pour cette sorte de protection, et tantôt seulement du montant de toutes ces taxes en somme totale ².

Mais quelque servile que puisse avoir été dans l'origine la condition des habitants des villes, il paraît évidemment qu'ils arrivèrent à un état libre et indépendant beaucoup plus tôt que les cultivateurs des campagnes. Ce fut un usage commun de bailler à ferme, pour un certain nombre d'années, moyennant une rente fixe, tantôt au shérif ³ du comté, tantôt à d'autres personnes, cette portion des revenus du roi, provenant de ces capitations, dans une ville particulière. Les bourgeois eux-mêmes eurent souvent assez de crédit pour être admis à affermer les revenus de cette espèce qui se levaient dans leur ville, en se rendant conjointement et solidairement responsables de la totalité de la rente ⁴. Il était, à ce que je crois, très-conforme à l'ordre pratiqué ordinairement par tous les souverains de l'Europe, dans l'économie de leurs revenus, d'affermir de cette manière. Ils avaient souvent coutume de louer la totalité de leurs terres en masse à tous les tenanciers de ces terres, lesquels devenaient conjointement et séparément responsables pour la totalité de la rente, mais avaient en revanche la permission d'en faire la collecte comme ils jugeaient à propos et de la payer dans l'échiquier du roi par les mains de leur propre *bailli* ⁵, et par là étaient entièrement affranchis des insolences des officiers royaux, circonstance qui était alors complée pour beaucoup.

Au commencement, la ferme de la ville fut vraisemblablement affer-

¹ *Domesday-book*, terrier général de toutes les terres d'Angleterre, fait sous Guillaume le Conquérant, et d'après lequel tous les propriétaires remirent leurs terres entre les mains du roi, pour les tenir de lui à titre de fief militaire.

² Voyez le *Traité historique des Villes et Bourgs*, par Brady, page 5, etc.

³ Le vicomte ou lieutenant du comté.

⁴ Voyez le *Firma Burgi* de Madox, page 18, ainsi que l'histoire de l'échiquier, chap. x, sect. 3, page 225, première édition. (Note de l'auteur.)

⁵ L'officier chargé de la collecte.

mée aux bourgeois de la même manière qu'elle l'avait été aux autres fermiers, pour un certain nombre d'années seulement. Cependant, par la suite des temps, il parait que la pratique générale fut de la leur donner à cens, c'est-à-dire pour toujours, moyennant la réserve d'une rente fixe qui ne pouvait plus être augmentée. Le paiement ayant été ainsi rendu perpétuel, les exemptions qui en étaient l'objet devinrent aussi naturellement perpétuelles. Ces exemptions cessèrent donc d'être personnelles et ne purent plus ensuite être censées appartenir à des individus, comme individus, mais comme bourgeois d'un bourg particulier, qui fut appelé pour cela *bourg franc*, par la même raison que les individus avaient été nommés *francs marchands* ou *francs bourgeois*.

Les bourgeois de la ville à laquelle cette franchise fut accordée eurent aussi généralement en même temps les privilèges importants dont nous avons parlé plus haut, c'est-à-dire de pouvoir marier leurs filles hors de l'endroit, de transmettre leur succession à leurs enfants et de disposer de leurs biens par testament. Ce que je ne sais pas, c'est si ces privilèges avaient été habituellement accordés en même temps que la franchise du commerce aux bourgeois individuellement. Je le regarde comme assez probable, quoique je ne puisse en produire aucun témoignage direct; mais, quoi qu'il en puisse être, les principaux caractères de la servitude et du *villenage* leur ayant été ainsi ôtés, ils devinrent au moins alors véritablement *libres*, dans le sens qu'on attache au mot d'*hommes libres*.

Ce ne fut pas tout; ils furent en général, dans le même temps, érigés en communautés ou corporations, avec le privilège d'avoir leurs magistrats et leur propre conseil de ville, de faire des statuts pour leur régime intérieur, de construire des murs pour leur propre défense, et de ranger tous leurs habitants sous une espèce de discipline militaire, en les obligeant de faire le *guet* ou la *garde*, c'est-à-dire, suivant l'ancienne signification, de garder et de défendre leurs murs contre toutes les attaques et surprises de nuit comme de jour. En Angleterre, ils furent généralement affranchis de la juridiction du *comte* et du *centenier*¹, et toutes les causes qui pouvaient s'élever entre eux, excepté

¹ Le centenier était l'officier civil et militaire établi sur dix dizaines, chaque dizaine étant composée de dix familles ou de dix hommes libres. Au-dessus de tous les centeniers d'un comté était le *comte*, ou le *shérif* son lieutenant, qui exerçait de même les fonctions civiles et militaires.

celles qui intéressaient la couronne, étaient laissées à la décision de leurs propres magistrats. Dans d'autres pays on leur accorda souvent des droits de justice plus considérables et plus étendus ¹.

Il était vraisemblablement indispensable d'accorder aux villes auxquelles on avait permis de prendre à ferme leurs propres revenus quelque espèce de juridiction coercitive pour obliger leurs citoyens au paiement de leur contribution. Dans ces temps de troubles, il aurait pu leur être extrêmement incommode d'être réduites à aller chercher justice vers tout autre tribunal. Mais ce qui doit paraître vraiment extraordinaire, c'est que tous les souverains des différents pays de l'Europe aient ainsi échangé contre une rente fixe qui n'était plus susceptible d'augmentation, la branche de leurs revenus qui, de toutes, était peut-être le plus susceptible d'augmentation par le cours naturel des choses, sans qu'ils eussent à y mettre ni soins ni dépenses, et que d'ailleurs ils aient ainsi, de leur propre volonté, érigé dans le cœur de leurs États des espèces de républiques indépendantes.

Pour expliquer ceci, il faut se rappeler que dans ces temps-là il n'y avait peut-être pas un seul souverain en Europe qui fût en état de protéger, dans toute l'étendue de ses États, la partie la plus faible de ses sujets contre l'oppression des grands seigneurs. Ceux que la loi ne pouvait pas protéger, et qui n'étaient pas assez forts pour se défendre eux-mêmes, furent obligés, ou de recourir à la protection de quelque grand seigneur, et de devenir, pour l'obtenir, ses esclaves ou ses vassaux, ou bien d'entrer dans une ligue de défense mutuelle pour la protection commune. Les habitants des villes et des bourgs, considérés individuellement, n'avaient pas le pouvoir de se défendre; mais en se liguant avec leurs voisins pour une défense mutuelle, ils furent en état de faire une résistance passable. Les seigneurs méprisaient les bourgeois, qu'ils regardaient non-seulement comme une classe fort inférieure, mais comme un ramas d'esclaves émancipés, presque d'une autre espèce qu'eux. La richesse des bourgeois ne manqua pas d'exciter leur colère et leur envie, et ils les pillaient sans pitié et sans remords à toutes les occasions qui s'en présentaient. Naturellement les bourgeois durent haïr et craindre les seigneurs; le roi les laissait et les craignait aussi.

¹ Voyez *Firma Burgi* de Madox; voyez aussi Pfeffel, sur les événements remarquables arrivés sous Frédéric II et ses successeurs de la maison de Souabe.

(Note de l'auteur.)

Quant aux bourgeois, il pouvait bien les mépriser, mais il n'avait pas sujet de les haïr ni de les craindre. Ce fut donc l'intérêt mutuel qui disposa ceux-ci à soutenir le roi, et le roi à les soutenir contre les seigneurs. Ces bourgeois étaient les ennemis de ses ennemis, et son intérêt était d'assurer, autant que possible, leur indépendance à l'égard de ces derniers. En leur accordant des magistrats particuliers, le privilège de faire des statuts pour leur régime intérieur, celui de construire des murs pour leur défense et de ranger tous leurs concitoyens sous une espèce de discipline militaire, il leur donnait contre les barons tous les moyens de sûreté et d'indépendance qu'il était en son pouvoir de leur donner. Sans l'établissement d'un gouvernement régulier de cette espèce, sans une autorité efficace qui pût faire agir tous les habitants d'après un plan ou un système uniforme, toutes les ligues qu'ils eussent pu volontairement former pour leur défense commune ne leur auraient jamais procuré de sûreté durable, et n'auraient pu les mettre en état de prêter au roi un appui important. En leur accordant la ferme de leur ville, il voulut ôter à ceux dont il cherchait à se faire des amis, et pour ainsi dire des alliés, tout sujet de crainte et de soupçon qu'il eût aucun dessein de les opprimer par la suite, soit en augmentant la rente de la ferme de leur ville, soit en la donnant à quelque autre fermier.

Les princes qui vécurent le plus mal avec leurs barons sont aussi, à ce qu'il semble, les plus remarquables par la libéralité de leurs concessions envers les bourgs. Le roi Jean d'Angleterre, par exemple, paraît avoir été un des bienfaiteurs les plus généreux envers les villes¹. Philippe I^{er}, roi de France, avait perdu toute autorité sur ses barons. Vers la fin de son règne, son fils Louis, connu ensuite sous le nom de Louis le Gros, se consulta, dit le père Daniel, avec les évêques de ses domaines, sur les moyens les plus propres à contenir les violences des grands seigneurs. Leur avis se réduisit à deux propositions. L'une fut d'ériger un nouvel ordre de juridiction, en établissant des magistrats et un conseil de ville dans chaque ville considérable de ses domaines; et l'autre, de former une nouvelle milice, en rangeant les habitants de ces villes sous le commandement de leurs propres magistrats, pour marcher en toutes les occasions où il s'agirait de prêter assistance au roi. C'est de cette époque, suivant les historiens français, qu'on doit dater en France l'institution des officiers

¹ Voyez Madox.

municipaux et conseils de ville. Ce fut pendant les malheureux règnes des princes de la maison de Souabe, que la plupart des villes libres d'Allemagne reçurent les premières concessions de leurs privilèges, et que la fameuse ligue anséatique commença à devenir formidable ¹.

La milice des villes, dans ces temps-là, n'était pas, à ce qu'il semble, inférieure à celle des campagnes; et ayant l'avantage de pouvoir être plus promptement rassemblée en cas de besoin urgent, il arriva souvent qu'elle eut le dessus dans ses querelles avec les seigneurs du voisinage. Dans les pays, tels que l'Italie et la Suisse, dans lesquels, soit par rapport à leur distance du siège principal du gouvernement, soit par rapport à la force résultant de la situation naturelle du pays, ou par quelque autre raison, le souverain vint à perdre entièrement son autorité, les villes devinrent généralement des républiques indépendantes, et subjuguèrent toute la noblesse de leur voisinage, obligeant les nobles à abattre leurs châteaux dans les campagnes, et à vivre dans la ville, comme les autres habitants paisibles. Telle est en résumé l'histoire de la république de Berne, aussi bien que celle de plusieurs autres villes de la Suisse. Si vous en exceptez la ville de Venise, dont l'histoire est tant soit peu différente, c'est l'histoire de toutes les républiques considérables d'Italie, dont il s'éleva et périt un si grand nombre entre la fin du douzième siècle et le commencement du seizième.

Dans les pays tels que la France et l'Angleterre, où, quoique l'autorité du souverain fût souvent très-abaisée, elle ne fut pourtant jamais entièrement détruite, les villes n'eurent pas d'occasion de se rendre tout à fait indépendantes. Elles devinrent néanmoins assez considérables pour que le souverain ne fût plus maître d'imposer sur elles, sans leur consentement, aucune taxe au delà du cens fixe de la ville. On les appela donc aux assemblées des États-Généraux du royaume, où elles envoyèrent des députés pour se joindre au clergé et à la noblesse, quand il était question, dans les cas urgents, d'accorder au roi des secours extraordinaires. De plus, étant en général plus disposées à favoriser sa puissance, il paraît que le roi s'est quelquefois servi de leurs députés pour contrebalancer l'autorité des grands seigneurs dans ces assemblées : de là l'origine de la représentation des communes dans les États-Généraux de toutes les grandes monarchies de l'Europe.

¹ Voyez Pfeffel.

C'est ainsi que l'ordre et la bonne administration, et avec eux la liberté et la sûreté des individus, s'établirent dans les villes, dans un temps où les cultivateurs des campagnes étaient toujours exposés à toutes les espèces de violences. Or, les hommes, réduits à un tel état et qui se sentent privés de tout moyen de se défendre, se contentent naturellement de la simple subsistance, parce que ce qu'ils pourraient gagner de plus ne servirait qu'à tenter la cupidité de leurs injustes oppresseurs. Quand ils sont, au contraire, assurés de jouir des fruits de leur industrie, naturellement ils s'efforcent d'améliorer leur sort et de se procurer non-seulement les choses nécessaires, mais encore les aises et les agréments de la vie. Par conséquent, cette industrie qui vise au delà de l'absolu nécessaire se fixa dans les villes longtemps avant qu'elle pût être communément mise en pratique par les cultivateurs de la campagne. Si quelque petit capital venait à s'accumuler dans les mains d'un pauvre cultivateur écrasé sous le joug de la servitude du villenage, naturellement il devait mettre tous ses soins à le cacher aux yeux de son maître, qui autrement s'en serait emparé comme de sa propriété, et il devait saisir la première occasion de se retirer dans une ville. La loi était alors si favorable aux habitants des villes, et si jalouse de diminuer l'autorité des seigneurs sur l'habitant des campagnes, que s'il pouvait parvenir à se soustraire pendant une année aux poursuites de son seigneur, il était libre pour toujours. Par conséquent tout capital accumulé dans les mains de la portion laborieuse des habitants de la campagne dut naturellement chercher un refuge dans les villes, comme le seul asile où il pût être assuré pour les mains qui l'avaient acquis.

Il est vrai que les habitants d'une ville doivent toujours, en définitive, tirer de la campagne leur subsistance et tous les moyens et matériaux de leur industrie. Mais ceux d'une ville située, ou proche des côtes de la mer, ou sur les bords d'une rivière navigable, ne sont pas nécessairement bornés à tirer ces choses de la campagne qui les avoisine. Ils ont un champ bien plus vaste, et peuvent les tirer des coins du monde les plus éloignés, soit en les prenant en échange du produit manufacturé de leur propre industrie, soit en faisant l'office de voituriers entre des pays éloignés l'un de l'autre, et échangeant respectivement les produits de ces pays. De cette manière, une ville pourrait s'élever à un grand degré d'opulence et de splendeur, pendant que, non-seulement le pays de son voisinage, mais même tous ceux avec lesquels elle trafiquerait, seraient dans la pauvreté et le dénûment. Peut-être que

chacun de ces pays, pris séparément, ne lui pourrait fournir qu'une extrêmement petite partie de la subsistance qu'elle consomme, ou des emplois qu'elle exerce; mais tous ces pays, pris collectivement, lui pourront fournir une grande quantité de subsistances, et une grande variété d'occupations. Dans la sphère étroite du commerce des anciens temps, on remarque encore néanmoins quelques pays qui furent riches et industriels. Tel fut l'empire grec tant qu'il subsista, et celui des Sarrasins sous le règne des Abassides; telle fut aussi l'Égypte jusqu'à la conquête des Turcs, quelques parties de la côte de Barbarie, et toutes ces provinces de l'Espagne qui ont été sous le gouvernement des Maures.

Les villes d'Italie paraissent avoir été les premières en Europe qui s'élevèrent, par le commerce, à quelque degré considérable d'opulence. L'Italie est située au centre de ce qui était alors la partie riche et civilisée du monde. D'ailleurs, les croisades, qui ont nécessairement retardé les progrès de la majeure partie de l'Europe, par l'immense dissipation de capitaux et la dépopulation qu'elles entraînérent, furent extrêmement favorables à l'industrie de quelques villes de l'Italie. Ces grandes armées, qui marchaient de toutes parts à la conquête de la Terre-Sainte, donnèrent un encouragement extraordinaire à la marine de Venise, à celle de Gênes, à celle de Pise, quelquefois par le transport des hommes, et toujours par celui des vivres qu'il fallait leur fournir. Ces républiques furent pour ainsi dire les commissaires des vivres de ces armées, et la frénésie la plus ruineuse qui jamais ait aveuglé les peuples de l'Europe fut pour elles une sorte d'opulence.

Les habitants des villes commerçantes, en important des pays plus riches des ouvrages raffinés et des objets de luxe d'un grand prix, offrirent un aliment à la vanité des grands propriétaires, qui en achetèrent avec empressement, moyennant de grandes quantités du produit brut de leurs terres. Le commerce d'une grande partie de l'Europe, à cette époque, consistait dans les échanges du produit brut du pays contre le produit manufacturé d'un autre pays plus avancé en industrie. Ainsi la laine d'Angleterre avait coutume de s'échanger contre les vins de France et les beaux draps de Flandre, de la même manière que le blé de Pologne s'échange aujourd'hui contre les vins et les eaux-de-vie de France, et contre les soieries et les velours de France et d'Italie.

C'est ainsi que le commerce étranger introduisit le goût des objets de manufacture plus recherchés et mieux finis, dans des pays où ce

genre de travail n'était pas établi. Mais quand ce goût fut devenu assez général pour donner lieu à une demande considérable, les marchands, pour épargner les frais de transport, tâchèrent naturellement d'établir, dans leur propre pays, des manufactures de même genre. De là l'origine des premières manufactures, dont les produits étaient destinés à être vendus au loin, qui paraissent s'être établies dans la partie occidentale de l'Europe, après la chute de l'empire romain.

Il faut observer qu'un grand pays n'a jamais subsisté ni pu subsister, sans qu'il ait eu chez lui quelque espèce de manufacture ; et quand on dit d'un pays qu'il n'avait point de manufactures, cela doit toujours s'entendre des fabriques d'ouvrages finis et recherchés, ou de ceux qui sont destinés à être vendus au loin. En tout grand pays, les vêtements et ustensiles de ménage de la très-grande partie du peuple sont le produit de l'industrie nationale. C'est même ce qui arrive plus généralement dans ces pays pauvres dont on dit ordinairement qu'ils n'ont point de manufactures, que dans ces pays riches où on dit qu'elles abondent. Dans ceux-ci vous trouverez, en général, tant dans le vêtement que dans les ustensiles de ménage des dernières classes du peuple, des objets de manufacture étrangère, en beaucoup plus grande quantité, en proportion, que vous n'en trouverez dans les autres.

Ces manufactures d'objets destinés à être vendus au loin paraissent s'être introduites en différents pays, de deux manières différentes.

Quelquefois elles se sont introduites de la manière dont je viens de parler, par l'action violente, pour ainsi dire, des capitaux de quelques marchands et entrepreneurs particuliers qui les avaient établies à l'imitation de manufactures étrangères de la même espèce. Ainsi ces manufactures eurent leur naissance au commerce étranger, et telles ont été, à ce qu'il semble, les anciennes manufactures d'étoffes de soie, de velours et de brocards qui fleurirent à Lucques dans le cours du treizième siècle. Elles furent bannies de cette ville par la tyrannie d'un des héros de Machiavel, Castruccio Castracani. En 1310, neuf cents familles furent chassées de Lucques ; trente et une d'elles se retirèrent à Venise, et offrirent d'y introduire l'industrie de la soie¹. Leur offre fut acceptée : on leur accorda plusieurs privilèges, et leur manufacture commença avec trois cents ouvriers. Telles furent encore, à ce

¹ Voyez *Histoire civile de Venise*, par Sandi, part. 2^e, vol. 1, pages 247 et 256.
(Note de l'auteur.)

qu'il semble, les manufactures de draps fins qui fleurirent anciennement en Flandre, et qui s'introduisirent en Angleterre au commencement du règne d'Élisabeth, et telles sont aujourd'hui les fabriques d'étoffes de soie de Lyon et celles de Spital-Fields. Les manufactures qui s'introduisent de cette manière travaillent en général sur des matières premières tirées de l'étranger, puisqu'elles sont elles-mêmes une imitation de manufactures étrangères. Lors du premier établissement de la manufacture de Venise, elle tirait toutes ses matières de la Sicile et du Levant. La manufacture de Lucques, qui était plus ancienne, travaillait de même sur des matières premières venant de l'étranger. L'usage de cultiver les mûriers et d'élever les vers à soie ne paraît pas avoir été commun dans les pays du nord de l'Italie avant le seizième siècle. Ces arts ne furent introduits en France que sous le règne de Charles IX. Les manufactures de Flandre travaillaient principalement les laines d'Espagne et d'Angleterre. La laine d'Espagne a été la matière première, non de la première manufacture de lainages établie en Angleterre, mais de la première dont les produits aient été destinés à se vendre au loin. Aujourd'hui, plus de la moitié des matières premières qu'on emploie aux fabriques de Lyon sont des soies étrangères; à l'époque de l'établissement de ces fabriques, on n'en employait pas d'autre, ou presque point d'autre. Il est vraisemblable que, dans les matières premières manufacturées à Spital-Fields, il n'y en aura jamais une seule partie qui soit produite en Angleterre. Ces manufactures étant en général le résultat des spéculations d'un petit nombre de particuliers, le lieu de leur établissement est quelquefois une grande ville maritime, quelquefois une petite ville de l'intérieur des terres, suivant qu'il s'est trouvé que les fondateurs ont choisi l'une ou l'autre d'après leur intérêt, leur jugement ou leur caprice.

D'autres fois des manufactures destinées à des marchés éloignés se sont élevées naturellement, et pour ainsi dire d'elles-mêmes, par le perfectionnement successif de ces fabriques grossières et domestiques qui s'établissent toujours nécessairement dans tous les temps, même dans les pays les plus pauvres et les moins civilisés. Ces sortes de manufactures travaillent en général des matières produites dans le pays, et il paraît qu'elles se sont souvent perfectionnées d'abord dans des localités de l'intérieur des terres, qui, sans être à un très-grand éloignement des côtes de la mer, s'en trouvaient placées à une distance assez considérable, et quelquefois même privées de tout moyen de transport

par eau. Un pays enfoncé dans les terres, naturellement fertile et d'une culture aisée, produira une grande quantité de vivres au delà de ce qu'exige la subsistance des cultivateurs; et l'énormité des frais de transport par terre, l'incommodité de la navigation des rivières, peuvent rendre souvent difficile l'exportation de ce surplus de produits. L'abondance y mettra donc les vivres à bon marché, et encouragera un grand nombre d'ouvriers à s'établir dans le voisinage, où leur industrie leur permettra de satisfaire aux besoins et aux commodités de la vie, mieux que dans d'autres endroits. Ils travaillent sur place les matières premières que produit le pays, et ils échangent leur ouvrage, ou, ce qui est la même chose, le prix de leur ouvrage contre une plus grande quantité de matières et de vivres. Ils donnent une nouvelle valeur au surplus de ce produit brut, en épargnant la dépense de le voiturier au bord de l'eau ou à quelque marché éloigné, et ils donnent à sa place en échange aux cultivateurs quelque chose qui leur est utile ou agréable, à de meilleures conditions que ceux-ci n'auraient pu se le procurer auparavant. Les cultivateurs trouvent un meilleur prix du surplus de leurs produits, et ils peuvent acheter à meilleur compte les choses commodes qui leur manquent. Cet arrangement leur donne donc le désir et les moyens d'augmenter encore ce surplus de produit par de nouvelles améliorations et par une culture plus soignée de leurs terres; et si la fertilité de la terre a donné naissance à la manufacture, à son tour la manufacture, en se développant, réagit sur la terre et augmente encore sa fertilité. Les ouvriers de la fabrique fournissent d'abord le voisinage, et ensuite, à mesure que leur ouvrage se perfectionne, ils fournissent des marchés plus éloignés; car si le produit brut et même le produit manufacturé de fabrique grossière ne peuvent pas, sans de grandes difficultés, supporter les frais d'un transport par terre un peu long, des ouvrages perfectionnés peuvent les supporter aisément. Ils contiennent souvent, sous un très-petit volume, le prix d'une grande quantité de produit brut. Par exemple, une pièce de drap fin, qui ne pèse que quatre-vingts livres, renferme non-seulement le prix de quatre-vingts livres pesant de laine, mais quelquefois de plusieurs milliers pesant de blé employé à la subsistance de tous les différents ouvriers qui l'ont travaillée, et de ceux qui ont mis ces ouvriers en œuvre. Par là, le blé, qu'il eût été si difficile de transporter au loin sous sa première forme, se trouve virtuellement exporté sous la forme de l'ouvrage fait qui en est le résultat, et peut

s'envoyer sous cette forme dans les coins du monde les plus reculés. C'est de cette manière que se sont élevées naturellement et pour ainsi dire d'elles-mêmes les manufactures de Leeds, Halifax, Sheffield, Birmingham et Wolverhampton. Ces sortes de manufactures doivent leur naissance à l'agriculture : leur avancement et leur extension sont dans l'histoire de l'Europe moderne un événement postérieur aux progrès de celles qui ont dû leur naissance au commerce étranger. L'Angleterre était connue par ses fabriques de beaux draps de laine d'Espagne, plus d'un siècle avant que les manufactures qui fleurissent aujourd'hui dans les villes que je viens de nommer fussent en état de travailler pour les marchés éloignés. L'avancement et l'extension de ces dernières ne pouvait avoir lieu qu'en conséquence de l'avancement et de l'extension de l'agriculture, qui eux-mêmes sont le dernier et le plus grand effet que puissent produire le commerce étranger et les manufactures auxquelles celui-ci donne immédiatement naissance, comme je vais l'expliquer tout à l'heure.

CHAPITRE IV.

COMMENT LE COMMERCE DES VILLES A CONTRIBUÉ À L'AMÉLIORATION DES CAMPAGNES.

L'accroissement et la richesse des villes commerçantes et manufacturières a contribué de trois manières différentes à l'amélioration et à la culture des campagnes auxquelles elles appartenaient.

Premièrement, en fournissant un marché vaste et rapproché pour le produit brut du pays, elles ont encouragé sa culture et ont engagé à faire de nouvelles améliorations. Cet avantage ne se borna pas même aux campagnes où la ville était située, mais il s'étendit plus ou moins à tous les pays avec lesquels elle faisait quelque commerce. Elle ouvrait à tous un marché pour quelque partie de leur produit, soit brut, soit manufacturé, et par conséquent encourageait à un certain point, dans tous, l'industrie et l'avancement. Cependant le pays même où la ville était située dut nécessairement, par rapport à sa proximité, retirer le plus d'avantages de ce marché. Son produit brut se trouvant le moins chargé de frais de transport, les marchands purent en donner aux producteurs un meilleur prix, et néanmoins le fournir aux consommateurs à aussi bon compte que celui des pays les plus éloignés.

Secondement, les richesses que gagnèrent les habitants des villes furent souvent employées à acheter des terres qui se trouvaient à ven-

dre, et dont une grande partie serait souvent restée inculte. Les marchands sont en général jaloux de devenir propriétaires de biens de campagne, et quand ils le sont, ce sont ordinairement ceux qui s'occupent le plus d'améliorer leur propriété. Un marchand est habitué à employer de préférence son argent en projets utiles, tandis qu'un simple propriétaire de biens de campagne est le plus souvent accoutumé à employer le sien en pure dépense. L'un voit journellement son argent sortir de ses mains et y rentrer avec profit ; l'autre s'attend rarement à voir revenir celui qu'il a une fois déboursé. Cette différence d'habitude influe naturellement, dans tous les genres d'affaires, sur leur caractère et sur leurs dispositions. Un négociant est communément hardi en entreprises, et le propriétaire de biens-fonds est timide. Le premier n'aura pas peur de placer à la fois un gros capital en améliorations sur sa terre, quand il aura la perspective probable qu'elle gagnera en valeur proportionnellement à la dépense. Que l'autre ait un capital, ce qui n'est pas fort ordinaire, il aura peine à se décider à en faire emploi de cette manière. S'il fait tout au plus quelque faible amélioration, ce ne sera pas volontiers avec un capital, mais avec ce qu'il aura épargné sur son revenu annuel. Quiconque a habité quelque temps une ville commerçante située dans un pays où la culture est peu avancée, a pu observer souvent combien, dans ce genre d'opérations, les gens de commerce sont plus entreprenants que les simples propriétaires de terres. D'ailleurs, les habitudes d'ordre, d'économie et d'attention qu'un commerçant contracte naturellement dans la direction de ses affaires de commerce, le rendent bien plus propre à exécuter avec succès et avec profit des projets d'amélioration de toute espèce.

Troisièmement enfin, le commerce et les manufactures introduisirent par degrés un gouvernement régulier et le bon ordre, et avec eux la liberté et la sûreté individuelle, parmi les habitants de la campagne qui avaient vécu jusqu'alors dans un état de guerre presque continuel avec leurs voisins, et dans une dépendance servile de leurs supérieurs. De tous les effets du commerce et des manufactures, c'est sans comparaison le plus important, quoiqu'il ait été le moins observé. M. Hume est, autant que je sache, le seul écrivain qui en ait parlé jusqu'ici.

Dans un pays où il n'existe ni commerce étranger ni manufactures importantes, un grand propriétaire ne trouvant pas à échanger la plus grande partie du produit de ses terres qui se trouve excéder la sub-

sistance des cultivateurs, en consomme la totalité chez lui, en une sorte d'hospitalité rustique. Si ce superflu est en état de faire vivre un cent ou un millier de personnes, il n'a pas d'autre moyen de l'employer, que d'en nourrir un cent ou un millier de personnes. Il est donc en tout temps environné d'une foule de clients et de gens à sa suite, qui, n'ayant aucun équivalent à lui donner en retour de leur subsistance, mais étant entièrement nourris par ses bienfaits, sont à ses ordres, par la même raison qui fait que des soldats sont aux ordres du prince qui les paye. Avant l'extension du commerce et des manufactures en Europe, l'hospitalité qu'exerçaient les grands et les riches, depuis le souverain jusques au moindre baron, est au-dessus de tout ce dont nous pourrions aujourd'hui nous faire idée. La salle de Westminster était la salle à manger de Guillaume-le-Roux, et peut-être souvent n'était-elle pas encore trop grande pour le nombre de convives qu'il y traitait. On a cité comme un trait de magnificence de Thomas Becket, qu'il faisait garnir le plancher de sa salle de paille fraîche ou de joncs dans la saison, afin que les chevaliers et les écuyers qui ne pouvaient trouver de sièges ne gâtassent point leurs beaux habits quand ils s'asseyaient à terre pour dîner. On dit que le grand comte de Warwick nourrissait tous les jours dans ses différents châteaux trente mille personnes, et si on a exagéré ce nombre, il faut toujours qu'il ait été très-grand, pour comporter une telle exagération. Il n'y a pas beaucoup d'années qu'en plusieurs endroits des montagnes d'Écosse il s'exerçait une hospitalité du même genre. Il paraît qu'elle est commune à toutes les nations qui connaissent peu le commerce et les manufactures. Le docteur Pocock raconte avoir vu un chef arabe dînant en pleine rue dans une ville où il était venu vendre ses marchandises, et invitant tous les passants, même de simples mendiants, à s'asseoir avec lui et à partager son repas.

Les cultivateurs des terres étaient à tous égards autant dans la dépendance d'un grand propriétaire que les gens même de sa suite. Ceux même d'entre eux qui n'étaient pas dans la condition de *vilains* étaient des *tenanciers à volonté*, qui payaient une rente tout à fait disproportionnée à la subsistance que la terre leur fournissait. Il y a quelques années que, dans les montagnes d'Écosse, une *couronne*¹, une *demi-couronne*, une brebis, un agneau, étaient une rente ordinaire pour des portions de

¹ Pièce de monnaie d'argent qui vaut 5 schellings sterling, ou environ 6 francs.

terre qui nourrissaient toute une famille. Il en est encore de même dans quelques endroits, où cependant l'argent n'achète pas plus de marchandises qu'ailleurs. Mais, dans un pays où il faut que le produit superflu d'un vaste domaine soit consommé sur le domaine même, il sera souvent plus commode pour le propriétaire qu'il y en ait une partie de consommée hors de sa maison, pourvu que ceux qui la consomment soient autant sous sa dépendance que ses domestiques ou les gens de sa suite. Cela lui épargne l'embarras d'une compagnie trop nombreuse ou celui de tenir trop grande maison. Un *tenancier à volonté*, qui tient autant de terre qu'il lui en faut pour nourrir sa famille, sans en rendre guère plus qu'un simple cens, est autant sous la dépendance du propriétaire qu'un domestique ou un suivant quelconque ; il est, tout aussi bien que celui-ci, obligé à une obéissance sans réserve. Ce propriétaire nourrit ses tenanciers dans leurs maisons, tout comme il nourrit ses domestiques et suivants dans la sienne. Les uns et les autres tiennent également leur subsistance de ses bienfaits ; il est le maître de la leur retirer quand il lui plaît.

L'autorité qu'a nécessairement un grand propriétaire, dans cet état de choses, sur ses tenanciers et les gens de sa suite, fut le fondement de la puissance des anciens barons. Ils devinrent nécessairement les juges en temps de paix et les chefs en temps de guerre de tous ceux qui vivaient sur leurs terres. Ils pouvaient maintenir le bon ordre et l'exécution de la loi dans leurs domaines respectifs, parce que chacun d'eux pouvait faire agir contre l'indocilité d'un seul habitant la force réunie de tous les autres. Aucune autre personne n'avait assez d'autorité pour cela. Le roi en particulier ne l'avait pas. Dans ces anciens temps, le roi n'était guère autre chose que le plus grand propriétaire du royaume, celui auquel les autres grands propriétaires rendaient certains honneurs, à cause de la nécessité d'une défense commune contre les ennemis communs. Pour contraindre quelqu'un au paiement d'une petite dette, dans les terres d'un grand propriétaire, où tous les habitants étaient armés et habitués à se rassembler, il en aurait coûté au roi, s'il avait essayé de le faire de sa propre autorité, autant d'efforts que pour étouffer une guerre civile. Il fut donc obligé d'abandonner l'administration de la justice, dans la plus grande partie des campagnes, à ceux qui étaient en état de l'administrer, et par la même raison de laisser le commandement de la milice des campagnes à ceux auxquels elle consentait d'obéir.

C'est une erreur de croire que ces juridictions territoriales prirent leur origine dans les lois féodales. Non-seulement la justice la plus étendue, tant au civil qu'au criminel, mais même le pouvoir de lever des troupes, de battre monnaie, et même celui de faire des espèces de lois pour le gouvernement de leurs vassaux, furent autant de droits possédés allodialement par les grands propriétaires de terre plusieurs siècles avant que le nom même des lois féodales fût connu en Europe. L'autorité et la juridiction des seigneurs saxons en Angleterre paraissent avoir été tout aussi étendues avant la conquête que le furent après cette époque celles d'aucun seigneur normand. Or, ce n'est que depuis la conquête, à ce qu'on croit, que les lois féodales devinrent le droit commun de l'Angleterre. C'est un fait hors de doute que, longtemps avant l'introduction des lois féodales en France, les grands seigneurs y possédaient allodialement l'autorité et la juridiction la plus étendue. Cette autorité et cette multitude de juridictions avaient toutes leur source dans l'état où étaient les propriétés, et dans les mœurs et usages que nous venons de décrire. Sans remonter aux époques les plus reculées des monarchies de France et d'Angleterre, nous pourrions trouver dans des temps plus récents que de semblables effets ont toujours été le résultat nécessaire de cette même cause. Il n'y a pas trente ans qu'un gentilhomme du Lochabar, en Écosse, M. Cameron de Lochiel, sans aucune espèce de titre légal quelconque, n'étant pas ce qu'on appelait alors *lord de royauté*¹, ni même tenant en chef, mais vassal du duc d'Argyle, et moins qu'un simple juge de paix, avait pris néanmoins l'usage d'exercer sur ses gens la juridiction criminelle la plus absolue. On prétend qu'il exerçait ce pouvoir avec la plus stricte équité, quoique sans nulles formalités de justice, et il est assez vraisemblable que l'état de cette partie de la province, à cette époque, le mit dans la nécessité de s'emparer de cette autorité pour maintenir la tranquillité publique. Ce gentilhomme, dont le revenu n'alla jamais au delà de 500 livres par an, entraîna avec lui huit cents hommes de sa suite dans la rébellion de 1745.

¹ *Lord of Regality*. On nommait ainsi des seigneurs qui avaient la prétention de ne pas reconnaître la juridiction royale, et d'exercer de leur chef divers droits régaliens. On peut consulter, sur la nature et l'origine de cette usurpation, la note 23^e de l'*Introduction à l'Histoire du règne de Charles V*, par Robertson.

Bien loin d'avoir étendu l'autorité des grands seigneurs allodiaux, on doit regarder l'introduction des lois féodales comme une tentative faite pour la réprimer. Elles établirent une subordination réglée, avec une longue chaîne de services et de devoirs, depuis le roi jusqu'au moindre propriétaire. Pendant la minorité du propriétaire, les revenus et l'administration de sa terre tombaient dans les mains de son supérieur immédiat, et par conséquent ceux des terres de tous les grands propriétaires tombaient dans les mains du roi, qui était chargé de l'entretien et de l'éducation du pupille, et qui, en sa qualité de gardien, était censé avoir le droit de le marier à sa volonté, pourvu que ce fût d'une manière convenable à son rang. Mais quoique cette institution tendît nécessairement à renforcer l'autorité du roi et à affaiblir celle des grands propriétaires, cependant elle ne pouvait pas remplir assez ces deux objets pour établir l'ordre et un bon gouvernement parmi les habitants des campagnes, parce qu'elle n'apportait pas assez de changement dans l'état des propriétés, ni dans ces mœurs et usages qui étaient la source du désordre. L'autorité du gouvernement continua d'être toujours comme auparavant, trop faible dans le chef et trop forte dans les membres subalternes, et c'était la force excessive de ces membres qui était cause de la faiblesse du chef. Après l'institution de la subordination féodale, le roi fut aussi hors d'état qu'auparavant de réprimer les violences des grands seigneurs. Ils continuèrent toujours de faire la guerre selon leur bon plaisir, presque sans cesse l'un contre l'autre, et très-souvent contre le roi, et les campagnes ouvertes furent toujours, comme auparavant, un théâtre de violences, de rapines et de désordres.

Mais ce que les institutions féodales, toutes violentes qu'elles étaient, n'avaient pu effectuer, l'action lente et insensible du commerce étranger et des manufactures le fit graduellement. Ces deux genres d'industrie fournirent peu à peu aux grands propriétaires des objets d'échange à acquérir avec le produit superflu de leurs terres, objets qu'ils pouvaient consommer eux-mêmes sans en faire part à leurs tenanciers et aux gens de leur suite. *Tout pour nous et rien pour les autres*, voilà la vile maxime qui parait avoir été, dans tous les âges, celle des maîtres de l'espèce humaine. Aussi, dès qu'ils purent trouver une manière de consommer par eux-mêmes la valeur totale de leurs revenus, ils ne furent plus disposés à en faire part à personne. Une paire de boucles à diamants, ou quelque autre frivolité tout aussi vaine, fut l'objet pour lequel ils donnèrent la subsistance, ou, ce qui est la même chose, le

prix de la subsistance d'un millier peut-être de personnes pour toute une année, et avec cette subsistance toute l'influence et l'autorité qu'elle pouvait leur valoir ; mais aussi les boucles étaient pour eux seuls, aucune autre créature humaine n'en partageait la jouissance ; au lieu que , dans l'ancienne manière de dépenser, il fallait au moins faire part à mille personnes d'une dépense qui eût été de même valeur. Pour des hommes tels que ceux qui avaient le choix à faire, cette différence était un motif absolument décisif ; et c'est ainsi que, pour gratifier la plus puérile, la plus vile et la plus sotte de toutes les vanités, ils abandonnèrent par degrés tout ce qu'ils avaient de crédit et de puissance.

Dans un pays qui ne fait point de commerce étranger et ne possède aucune manufacture importante, il n'est guère possible à un homme qui a 10,000 liv. sterl. de rente d'employer autrement son revenu qu'à faire subsister un millier peut-être de familles, qui dès lors sont toutes nécessairement à ses ordres. Mais, dans l'état actuel de l'Europe, un homme qui a cette fortune peut dépenser tout son revenu, et en général il le dépense sans entretenir directement vingt personnes, ou sans avoir à ses ordres plus de dix laquais, qui ne valent pas la peine qu'on leur commande. Indirectement peut-être fait-il subsister autant et même beaucoup plus de monde qu'il n'aurait fait par l'ancienne manière de dépenser ; car si la quantité de productions précieuses pour lesquelles il échange son revenu ne forme pas un grand volume, le nombre d'ouvriers employés à les recueillir et à les préparer n'en est pas moins immense. Le prix énorme qu'elles ont vient en général des salaires du travail de tous ces ouvriers et des profits de ceux qui les ont mis immédiatement en œuvre. En payant ce prix, il rembourse ces salaires et ces profits, et ainsi il contribue indirectement à faire subsister tous ces ouvriers et ceux qui les mettent en œuvre. Néanmoins il ne contribue en général que pour une très-faible portion à la subsistance de chacun d'eux ; il n'y en a que très-peu auxquels il fournisse même le dixième de toute leur subsistance annuelle ; à plusieurs il n'en fournit pas la centième, et à quelques-uns pas la millième ni même la dix-millième partie. Ainsi, quoiqu'il contribue à la subsistance de tous, ils sont néanmoins tous plus ou moins indépendants de lui, parce qu'en général ils peuvent tous subsister sans lui.

Quand les grands propriétaires fonciers dépensent leur revenu à faire vivre leurs clients, vassaux et tenanciers, chacun d'eux fait vivre en entier tous ses cliens, tous ses tenanciers ; mais quand ils dépensent

leurs revenus à faire vivre des marchands et des ouvriers, il peut bien se faire que tous ces propriétaires, pris collectivement, fassent vivre un aussi grand nombre et peut-être même, à cause du gaspillage qui accompagne une hospitalité rustique, un bien plus grand nombre de gens qu'auparavant. Néanmoins, pris séparément, chacun de ces propriétaires ne contribue souvent que pour une très-petite part à la subsistance d'un individu quelconque de ce grand nombre. Chaque marchand ou ouvrier tire sa subsistance de l'occupation que lui donnent, non pas une seule, mais cent ou mille pratiques différentes. Ainsi, quoiqu'à un certain point il leur ait à toutes ensemble obligation de sa subsistance, il n'est néanmoins dans la dépendance absolue d'aucune d'elles.

La dépense personnelle des grands propriétaires s'étant successivement augmentée par ce moyen, il leur fut impossible de ne pas aussi diminuer successivement le nombre des gens de leur suite, jusqu'à finir par la réformer tout entière. La même cause les amena, aussi par degrés, à congédier toute la partie inutile de leurs tenanciers. On étendit les fermes, et malgré les plaintes que firent les cultivateurs sur la dépopulation des terres, ils furent réduits au nombre purement nécessaire pour cultiver, selon l'état imparfait de culture et d'amélioration où étaient les terres dans ce temps-là. Le propriétaire, en écartant ainsi toutes les bouches inutiles, et en exigeant du fermier toute la valeur de la ferme, obtint un plus grand superflu, ou, ce qui est la même chose, le prix d'un plus grand superflu ; et ce prix, les marchands et manufacturiers lui fournirent bientôt les moyens de le dépenser sur sa personne, de la même manière qu'il avait déjà dépensé le reste. La même cause agissant toujours, il chercha à faire monter ses revenus au-dessus de ce que ces terres, dans l'état où était leur culture, pouvaient lui rapporter. Ses fermiers ne purent s'accorder avec lui là-dessus, qu'à la seule condition d'être assurés de leur possession pendant un terme d'années assez long pour avoir le temps de recouvrer, avec profit, tout ce qu'ils pourraient placer sur la terre en améliorations nouvelles. La vanité dépensière du propriétaire le fit souscrire à cette condition, et de là l'origine des longs baux.

Un tenancier, même un tenancier à volonté, qui paye de la terre tout ce qu'elle vaut, n'est pas absolument sous la dépendance du propriétaire. Les gains que ces deux personnes font l'une avec l'autre sont égaux et réciproques, et un pareil tenancier n'ira exposer ni sa vie ni sa fortune au service du propriétaire. Si le tenancier a un bail à long

terme, il est alors tout à fait indépendant, et il ne faut pas que son propriétaire s'avise d'en attendre le plus léger service au delà de ceux qui sont expressément stipulés par le bail, ou auxquels le fermier sait bien être obligé par la loi du pays.

Les tenanciers étant ainsi devenus indépendants, et les clients congédiés, les grands propriétaires ne furent plus en état d'interrompre le cours ordinaire de la justice, ni de troubler la tranquillité publique dans le pays. Après avoir ainsi vendu le droit de leur naissance, non pas comme le fit Ésaü, dans un moment de faim et de nécessité, pour un plat de lentilles, mais dans le délire de l'abondance, pour des collichets et des niaiseries plus propres à amuser des enfants qu'à occuper sérieusement des hommes, ils devinrent aussi peu importants que l'est un bon bourgeois ou un bon artisan d'une ville. Il s'établit dans la campagne une forme d'administration aussi bien réglée que dans la ville, personne n'ayant plus dans l'une, non plus que dans l'autre, le pouvoir de mettre des obstacles à l'action du gouvernement.

Je ne puis m'empêcher de faire ici une remarque qui est peut-être hors de mon sujet, c'est qu'il est très-rare de trouver, dans des pays commerçants, de très-anciennes familles qui aient possédé de père en fils, pendant un grand nombre de générations, un domaine considérable. Il n'y a, au contraire, rien de plus commun dans les pays qui ont peu de commerce, tels que le pays de Galles ou les montagnes de l'Écosse. Les histoires arabes sont, à ce qu'il paraît, toutes remplies de généalogies, et il y a une histoire écrite par un kan de Tartares¹, qui a été traduite en plusieurs langues d'Europe, et qui ne contient presque pas autre chose; preuve que chez ces peuples les anciennes familles sont très-communes. Dans des pays où un homme riche ne peut dépenser son revenu qu'à faire vivre autant de gens qu'il en peut nourrir, il n'est pas dans le cas de se laisser aller trop loin, et il est bien rare que sa bienveillance l'emporte au point de lui en faire entretenir plus qu'il ne peut. Mais dans les pays où il a occasion de dépenser sur sa personne les revenus les plus considérables, il arrive souvent que sa dépense n'a pas de bornes, parce que souvent sa vanité ou son amour pour sa personne n'en a aucunes. C'est pourquoi, dans les pays commerçants, il arrive rarement que les richesses demeurent longtemps dans

¹ *Histoire généalogique des Tartares*, par Abulghazi Bahadur, kan de Kho-waresm; traduite en français. Leyde, 1729, 1 vol. in-42.

la même famille, en dépit de tous les moyens forcés que prend la loi pour en empêcher la dissipation. Chez les peuples simples, au contraire, cela se voit communément, et sans le secours de la loi ; car, parmi les nations de pasteurs, tels que les Tartares et les Arabes, la nature périssable de leurs propriétés rend nécessairement impraticables toutes les lois de cette espèce.

Ainsi, une révolution qui fut si importante pour le bonheur public fut consommée par le concours de deux différentes classes de gens qui étaient bien éloignés de penser au bien général. Le motif des grands propriétaires fut de satisfaire une ridicule vanité. Les marchands et manufacturiers, beaucoup moins ridicules, agirent purement en vue de leur intérêt, et d'après ce principe familial à toute la classe marchande, qu'il ne faut pas négliger un petit profit dès qu'il y a moyen de le réaliser. Pas un d'eux ne sentait ni ne prévoyait la grande révolution que l'extravagance des uns et l'industrie des autres amenaient insensiblement à sa fin.

C'est ainsi que, dans la majeure partie de l'Europe, le commerce et les manufactures des villes, au lieu d'être l'effet de la culture et de l'amélioration des campagnes, en ont été l'occasion et la cause.

Toutefois cet ordre, étant contraire au cours naturel des choses, est nécessairement lent et incertain. Que l'on compare la lenteur des progrès des pays de l'Europe, dont la richesse dépend en grande partie de leur commerce et de leurs manufactures, avec la marche rapide de nos colonies américaines, dont la richesse est toute fondée sur l'agriculture. Dans la majeure partie de l'Europe il faut au moins, à ce qu'on prétend, cinq cents ans pour doubler le nombre des habitants, tandis que dans plusieurs de nos colonies de l'Amérique septentrionale, il double, dit-on, en vingt ou vingt-cinq ans. En Europe, la loi de primogéniture et toutes celles qui tendent à perpétuer les biens dans les familles empêchent la division des grands domaines, et par là s'opposent à ce que les petits propriétaires se multiplient. Cependant un petit propriétaire qui connaît tous les recoins de son petit territoire, qui les surveille tous avec cette attention soigneuse qu'inspire la propriété, et surtout une petite propriété, et qui, pour cette raison, se plaît non-seulement à la cultiver, mais même à l'embellir, est en général, de tous ceux qui font valoir, celui qui y apporte le plus d'industrie et le plus d'intelligence, et aussi celui qui réussit le mieux. D'ailleurs ces mêmes règlements tiennent hors du marché une si grande quantité de terres, qu'il y a tou-

jours plus de capitaux qui en cherchent qu'il n'y a de terre à vendre, en sorte que celles qu'on vend se vendent toujours à un prix de monopole¹. La rente ne paye jamais l'intérêt du prix de l'achat, et d'ailleurs elle est diminuée par des frais de réparations et d'autres charges accidentelles auxquelles l'intérêt de l'argent n'est pas assujéti. Une acquisition de biens-fonds est, dans toute l'Europe, le moins avantageux de tous les placements pour de petits capitaux. A la vérité, un homme d'une fortune médiocre, qui se retire des affaires, préférera quelquefois placer son petit capital en terres, parce qu'il y trouve plus de sûreté. Souvent aussi un homme de profession, qui tire son revenu d'une autre source, aime à assurer ses épargnes par un pareil placement. Mais un jeune homme qui, au lieu de s'adonner au commerce ou à quelque profession, emploierait un capital de 2 ou 3,000 liv. sterl. à acheter et à faire valoir une petite propriété territoriale, pourrait, à la vérité, espérer de mener une vie fort heureuse et fort indépendante; mais il faudra qu'il dise adieu pour jamais à tout espoir de grande fortune ou de grande illustration, ce qu'un autre emploi de son capital eût pu lui donner la perspective d'acquérir dans une autre sphère. Il y a aussi telle personne qui, ne pouvant pas aspirer à devenir propriétaire, dédaignera de se faire fermier. Ainsi, la petite quantité de terres disponibles sur le marché, et le haut prix de celles qui y sont mises, détournent de la culture et de l'amélioration de la terre un grand nombre de capitaux qui, sans cela, auraient pris cette direction. Dans l'Amérique Septentrionale, au contraire, on trouve souvent que 50 ou 60 liv. sterl. sont un fonds suffisant pour commencer une plantation. Là, l'acquisition et l'amendement d'une terre inculte sont l'emploi le plus avantageux pour les plus petits capitaux comme pour les plus gros, et ils offrent le chemin le plus direct pour arriver à tout ce que le pays peut offrir de fortune et d'honneurs. Ce sortes de terres, à la vérité, s'obtiennent presque pour rien dans l'Amérique Septentrionale, ou du moins à un prix fort au-dessous de ce que vaut le produit naturel; chose impossible en Europe,

¹ Les idées que le Dr Smith exprime dans ce passage sont d'une profondeur et d'une générosité que l'on chercherait en vain dans le plus grand nombre de ses disciples et de ses commentateurs. Citoyen d'un pays gouverné par une aristocratie dont le pouvoir et l'existence reposent sur la grande propriété, Adam Smith n'en a pas moins reconnu les avantages et la justice de la division des propriétés foncières, qui donne naissance à la petite propriété. A. B.

et véritablement dans tout pays où toutes les terres sont depuis longtemps des propriétés privées. Cependant si les biens-fonds se partageaient par égales portions entre tous les enfants, alors, à la mort d'un propriétaire, chef d'une famille nombreuse, le bien se trouverait généralement mis en vente. Il viendrait au marché assez de terres pour qu'elles ne fussent plus vendues à un prix de monopole ; la rente nette de la terre se rapprocherait bien davantage de l'intérêt du prix d'achat, et on pourrait employer un petit capital en acquisition de biens-fonds, avec autant de profit que de toute autre manière.

L'Angleterre, par la fertilité naturelle de son sol, la grande étendue de ses côtes, relativement à celle de tout le pays, et par la quantité de rivières navigables qui la traversent, et qui donnent à quelques-unes de ses parties les plus enfoncées dans les terres la commodité du transport par eau, est un pays aussi bien disposé peut-être par la nature, qu'aucun grand pays de l'Europe, pour être le siège d'un grand commerce étranger, de manufactures destinées aux marchés éloignés, et de tous les autres genres d'industrie qui peuvent en résulter. De plus, depuis le commencement du règne d'Élisabeth, la législature a mis une attention particulière aux intérêts du commerce et des manufactures, et, dans le fait, il n'y a pas de pays en Europe, sans en excepter même la Hollande, dont les lois soient en somme plus favorables à cette espèce d'industrie. Aussi, depuis cette période, le commerce et les manufactures ont-ils fait des progrès continuels. La culture et l'amélioration des campagnes ont fait aussi sans contredit des progrès successifs ; mais ceux-ci semblent n'avoir fait que suivre lentement et de loin la marche plus rapide du commerce et des manufactures. Vraisemblablement la majeure partie des terres étaient cultivées avant le règne d'Élisabeth : il en reste encore une très-grande quantité qui est inculte, et la culture de la très-majeure partie du reste est fort au-dessous de ce qu'elle pourrait être. Cependant la loi d'Angleterre favorise l'agriculture, soit indirectement en protégeant le commerce, soit même par plusieurs encouragements directs. Hors les temps de cherté, l'exportation des grains est non-seulement libre, mais encouragée par une prime. Dans les temps d'une abondance moyenne, l'importation du blé étranger est chargée de droits qui équivalent à une prohibition. L'importation des bestiaux vivants, excepté d'Irlande, est prohibée en tout temps, et ce n'est que récemment qu'elle a été permise de ce dernier pays. Ainsi les cultivateurs des terres ont un privilège de monopole contre

leurs concitoyens, pour les deux articles les plus forts et les plus importants du produit de la terre, le pain et la viande de boucherie. Ces encouragements, quoique peut-être au fond absolument illusoires, comme je tâcherai de le faire voir par la suite¹, sont au moins une preuve de la bonne intention qu'a la législature de favoriser l'agriculture. Mais un encouragement qui est d'une bien plus grande importance que tout le reste, c'est qu'en Angleterre la classe des paysans jouit de toute la sûreté, de toute l'indépendance et de toute la considération que lui peut procurer la loi. Ainsi, pour un pays où le droit de primogéniture a lieu, où on paye la dîme, et où la méthode de perpétuer les propriétaires, quoique contraire à l'esprit de la loi, est admise en certain cas, il est impossible de donner à l'agriculture plus d'encouragement que ne lui en donne l'Angleterre : tel est pourtant, malgré tout cela, l'état de sa culture. Que serait-il donc si la loi n'eût pas donné d'encouragement direct à l'agriculture, outre celui qui procède indirectement des progrès du commerce, et si elle eût laissé la classe des paysans dans la condition où on les laisse dans la plupart des pays de l'Europe? Il y a aujourd'hui plus de deux cents ans d'écoulés depuis le commencement du règne d'Élisabeth, et c'est une période aussi longue que puisse la supporter habituellement le cours des prospérités humaines.

La France paraît avoir eu une partie considérable du commerce étranger, près d'un siècle avant que l'Angleterre fût distinguée comme pays commerçant. La marine de France était importante, suivant les connaissances qu'on pouvait avoir alors, dès avant l'expédition de Charles VIII à Naples. Néanmoins la culture et l'amélioration sont, en France, généralement au-dessous de ce qu'elles sont en Angleterre. C'est que les lois du pays n'ont jamais donné le même encouragement direct à l'agriculture.

Le commerce étranger d'Espagne et du Portugal avec les autres nations de l'Europe, quoiqu'il se fasse principalement par des vaisseaux étrangers, est néanmoins considérable. Ces deux pays font le commerce de leurs colonies sur leurs propres bâtiments, et ce commerce est encore beaucoup plus grand que l'autre, à cause de la richesse et de l'étendue de ces colonies ; mais tout ce commerce n'a jamais introduit, dans aucun de ces deux pays, de manufactures considérables pour la

¹ Liv. IV, chap. 2, 5 et 8.

vente au loin, et la majeure partie de l'un et de l'autre reste encore sans culture. Le commerce étranger de Portugal date d'une plus ancienne époque que celui d'aucun autre pays de l'Europe, l'Italie exceptée.

L'Italie est le seul grand pays de l'Europe qui paraisse avoir été cultivé et amélioré dans toutes ses parties, par le moyen du commerce étranger et des manufactures destinées aux marchés éloignés. L'Italie, suivant Guichardin, était, avant l'invasion de Charles VIII, aussi bien cultivée dans les endroits les plus montagneux et les plus stériles, que dans les plus unis et les plus fertiles. La situation avantageuse du pays, et le grand nombre d'États indépendants qui y subsistaient alors, ne contribuèrent pas peu, vraisemblablement, à cette grande culture. Il n'est pas non plus impossible, malgré cette expression générale d'un des plus judicieux et des plus circonspects de nos historiens modernes, que l'Italie ne fût pas alors mieux cultivée que ne l'est aujourd'hui l'Angleterre.

Cependant le capital acquis à un pays par le commerce et les manufactures n'est toujours pour lui qu'une possession très-précaire et très-incertaine, tant qu'il n'y en a pas quelque partie d'assurée et de réalisée dans la culture et l'amélioration de ses terres. Un marchand, comme on l'a très-bien dit, n'est nécessairement citoyen d'aucun pays en particulier. Il lui est, en grande partie, indifférent en quel lieu il tienne son commerce, et il ne faut que le plus léger dégoût pour qu'il se décide à emporter son capital d'un pays dans un autre, et avec lui toute l'industrie que ce capital mettait en activité. On ne peut pas dire qu'aucune partie en appartienne à un pays en particulier, jusqu'à ce que ce capital y ait été répandu pour ainsi dire sur la surface de la terre en bâtiments ou en améliorations durables. De toutes ces immenses richesses qu'on dit avoir été possédées par la plupart des villes anséatiques, il ne reste plus maintenant aucuns vestiges, si ce n'est dans les chroniques obscures des treizième et quatorzième siècles. On ne sait même que très-imparfaitement où quelques-unes d'entre elles furent situées, ou à quelles villes de l'Europe appartiennent les noms latins qui sont donnés à certaines de ces villes. Mais quoique les calamités qui désolèrent l'Italie sur la fin du quinzième siècle et au commencement du seizième aient extrêmement diminué le commerce et les manufactures des grandes villes de la Lombardie et de la Toscane, ces pays n'en sont pas moins encore au nombre des plus peuplés et des mieux cultivés de l'Eu-

rope. Les guerres civiles de la Flandre et le gouvernement espagnol qui leur succéda chassèrent le grand commerce qui se faisait dans les villes d'Anvers, de Gand et de Bruges. Mais la Flandre continue toujours d'être une des provinces de l'Europe les plus riches, les plus peuplées et les mieux cultivées. Les révolutions ordinaires de la guerre et des gouvernements dessèchent les sources de la richesse qui vient uniquement du commerce. Celle qui procède des progrès plus solides de l'agriculture est d'une nature beaucoup plus durable, et pour la détruire, il ne faut rien moins que ces convulsions violentes causées par un siècle ou deux de déprédations continuelles et d'incursions de peuples guerriers et barbares, telles que celles qui eurent lieu dans la partie occidentale de l'Europe, quelque temps avant et après la chute de l'empire romain.

TABLE DES MATIÈRES.

INTRODUCTION ET PLAN DE L'OUVRAGE.	1
LIVRE I^{er}.	
DES CAUSES QUI ONT PERFECTIONNÉ LES FACULTÉS DU TRAVAIL, ET DE L'ORDRE SUIVANT LEQUEL SES PRODUITS SE DISTRIBUENT DANS LES DIFFÉRENTES CLASSES DU PEUPLE.	6
CHAPITRE I. De la division du travail.	<i>ibid.</i>
CHAPITRE II. Du principe qui donne lieu à la division du travail. . . .	18
CHAPITRE III. Que la division du travail est limitée par l'étendue du marché.	22
CHAPITRE IV. De l'origine et de l'usage de la monnaie.	28
CHAPITRE V. Du prix réel et du prix nominal des marchandises, ou de leur prix en travail et de leur prix en argent.	37
CHAPITRE VI. Des parties constituantes du prix des marchandises. . . .	63
CHAPITRE VII. Du prix naturel des marchandises, et de leur prix de marché.	73
CHAPITRE VIII. Des salaires du travail.	84
CHAPITRE IX. Des profits du capital.	119
CHAPITRE X. Des salaires et des profits dans les divers emplois du travail et du capital.	152
Section I. Des inégalités qui procèdent de la nature même des emplois.	154
Section II. Inégalités causées par la police de l'Europe.	157
CHAPITRE XI. De la rente de la terre ou du fermage.	186
Section I. Du produit qui fournit toujours de quoi payer une rente. . . .	190
Section II. Du produit qui tantôt fournit et tantôt ne fournit pas de quoi payer une rente.	207
Section III. Des variations dans la proportion entre les valeurs respectives de l'espèce de produit qui fournit toujours une rente, et l'espèce de produit qui quelquefois en rapporte une et quelquefois n'en rapporte point.	224
Digression sur les variations dans la valeur de l'argent pendant le cours des quatre derniers siècles. Première période.	226
Deuxième période.	249
Troisième période.	250
Des variations dans la proportion entre les valeurs respectives de l'or et de l'argent.	272

<u>Des motifs qui ont fait soupçonner que la valeur de l'argent continuait toujours à baisser.</u>	278
<u>Des effets différents des progrès de la richesse nationale sur trois sortes différentes de produit brut.</u>	282
<u>Première classe.</u>	283
<u>Deuxième classe.</u>	285
<u>Troisième classe.</u>	296
<u>Conclusion de la digression sur les variations dans la valeur de l'argent.</u>	307
Des effets et des progrès de la richesse nationale sur le prix réel des ouvrages de manufacture.	313
<u>Conclusion du chapitre XI.</u>	319
Tables des prix du blé, annoncées dans la digression sur les variations dans la valeur de l'argent, etc.	325
Observations du traducteur sur les tables précédentes.	327
Tableau du prix du setier de blé, mesure de Paris, pendant les XIII ^e , XIV ^e , XV ^e , XVI ^e , XVII ^e et XVIII ^e siècles.	334
LIVRE II.	
DE LA NATURE DES FONDS, DE LEUR ACCUMULATION ET DE LEUR EMPLOI.	335
INTRODUCTION.	<i>ibid.</i>
CHAPITRE I. Des diverses branches dans lesquelles se divisent les fonds.	335
CHAPITRE II. De l'argent, considéré comme une branche particulière du fonds général de la société, ou de la dépense qu'exige l'entretien du capital national.	345
CHAPITRE III. De l'accumulation du capital, ou du travail productif et du travail non productif.	410
<u>CHAPITRE IV. Des fonds prêtés à intérêt.</u>	437
<u>CHAPITRE V. Des différents emplois de capitaux.</u>	450
LIVRE III.	
<u>DE LA MARCHÉ DIFFÉRENTE DES PROGRÈS DE L'OPULENCE CHEZ DIFFÉRENTES NATIONS.</u>	469
CHAPITRE I. Du cours naturel des progrès de l'opulence.	<i>ibid.</i>
CHAPITRE II. Comment l'agriculture fut découragée en Europe après la chute de l'empire romain.	474
CHAPITRE III. Comment les villes se formèrent et s'agrandirent après la chute de l'empire romain.	492
CHAPITRE IV. Comment le commerce des villes a contribué à l'amélioration des campagnes.	504

FIN DE LA TABLE.

278

282

285

287

296

307

303

309

325

327

334

333

ibid.

333

345

410

437

430

409

id.

474

492

504

